TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE -- N° 10970 DERNIÈRE ÉDITION MERCREDI 7 MAI 1980

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 17 f. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 255 F CFA ; Danemark, 4,75 kr. ; Espagne, 58 pes. ; Grande-Bretagne, 35 p. ; Grèce, 35 dr. ; Iran, 125 ris. ; Italie, 600 L ; Liban, 300 p. ; Luxembourg, 17 fr. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 30 esc. ; Sénégal, 225 F CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,20 fr. ; U.S.A., 95 cts ; Yougoslavie, 27 din.

Tarif des abonnements page 40

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

Premiers pas de l'OPEP vers l'indexation des prix du pétrole

LIRE PAGE 43

A Lunéville

UN POLICIER TUE ACCIDENTELLEMENT UN JEUNE HOMME

INCIDENT D'AUDIENCE AU PROCÈS DES NATIONALISTES CORSES



Les incidents et les grèves se multiplient en Cisjordanie après l'attentat d'Hébron

Les périls d'une politique

Au moment où une nouvelle phase des négociations entre Le Caire et Jérusalem sur la future autonomie palestinienne se montrait aussi peu prometteuse que les précédentes, l'attentat meurtrier d'Hébron a soulevé en Israël une colère compréhensible. Politiquement, elle peut avoir des conséquences beaucoup plus graves. A la différence du précédent raid palestinien, qui avait frappé un kibboutz de Haute-Galilée, la nouvelle opération, que revendique l'O.L.P., n'avait laissé aucune part au hasard ; elle visait intentionnellement un groupe de jeunes militants juifs revenant de la prière. En les tuant de sang-froid, leurs meurtriers s'en prenaient au symbole même de la colonisation de l'Etat hébreu dans les territoires occupés depuis 1967, et plus particulièrement à sa prétention d'installer dans la « ville d'Abraham » des institutions religieuses juives.

Depuis longtemps déjà, la politique systématique d'implantation menée par les militants du Goush Emounim (Bloc de la foi) avec l'accord des autorités avait empoisonné l'atmosphère en Cisjordanie et y faisait redouter des attentats. C'est en effet en octobre 1978 que M. Begin avait décidé le « renforcement » des points de peuplement en Cisjordanie et à Gaza, alors qu'Israël s'était engagé à ne pas créer de nouvelles implantations pendant une période de trois mois après la signature des accords de Camp David. Malgré les mises en garde de son ministre de la défense, qui n'a cessé d'affirmer qu'il n'était pas convaincu qu'un plus grand nombre d'implantations permettrait d'assurer et de garantir la sécurité d'Israël, le premier ministre a toujours proclamé le droit des Israéliens à s'installer partout en Cisjordanie. Il n'a tenu aucun compte des multiples avertissements de Washington et du Caire, où l'on s'alarmait des répercussions d'une telle politique sur les négociations relatives à l'autonomie palestinienne.

« Nous voulons coexister avec les Arabes en Eretz Israël sous le régime de l'autonomie », aime répéter le premier ministre. En réalité, cette coexistence imposée par les armes a ôté toute crédibilité au projet d'autonomie de M. Begin. L'ancien chef de la diplomatie de Jérusalem, M. Abba Eban, n'hésitait pas récemment à affirmer que depuis l'arrivée au pouvoir du Likoud « le gouvernement d'Israël préconisait la domination sur un million d'Arabes palestiniens comme l'objectif définitif d'une politique immuable ».

La politique d'implantation poursuivie par Jérusalem, au-delà de ses répercussions en Cisjordanie, menace les négociations sur l'autonomie dont les travaux ont repris le 1er mai à Herzliya, près de Tel-Aviv. M. Weizman avait fait valoir que la politique israélienne dans les territoires occupés ne devait pas être un obstacle pour ces pourparlers. Mais ceux-ci ont connu lundi un moment de crise qui a fait craindre une rupture, ou au moins une suspension des travaux.

Les sanglants événements de Cisjordanie embarrassent fortement les dirigeants égyptiens, partagés entre leur désir d'aboutir à des progrès substantiels avant la date limite du 26 mai et leur refus des implantations juives en territoires occupés. Si les pourparlers sur l'autonomie palestinienne n'ont pas encore échoué, c'est en grande partie grâce aux concessions répétées consenties par le président Sadate, qui a fait de la réussite des accords de Camp David la pierre angulaire de sa politique intérieure et extérieure. Le chef de l'Etat égyptien pourra-t-il persévérer dans cette voie semée d'embûches si l'escalade du terrorisme et de la répression s'engage en Cisjordanie ?

Les sévères mesures de sécurité — notamment l'expulsion de plusieurs personnalités — prises par les autorités israéliennes après l'attentat qui, le 2 mai, à Hébron, a coûté la vie à cinq jeunes juifs ont accru la tension en Cisjordanie, où se multiplient les incidents et les mouvements de grève.

Alors que les membres de la coalition gouvernementale réclament des mesures encore plus draconiennes, l'opposition dénonce l'attitude du cabinet Begin et lui reproche d'avoir cédé aux extrémistes du Goush Emounim.

De notre correspondant

Jérusalem. — Malgré la rigueur des mesures de sécurité prises par les autorités israéliennes après l'attentat commis à Hébron, le 2 mai, la tension reste très vive en Cisjordanie. La colère provoquée par les expulsions des maires d'Hébron et de Khalkhoul (*le Monde* daté 4-5 mai) a continué de se manifester lundi 5 mai par de multiples incidents et des mouvements de grève que l'armée n'a pu empêcher dans plusieurs localités. En fin de soirée, une grenade lancée contre un camion militaire près de Bethléem, a légèrement blessé un soldat et détruit le véhicule. Le couvre-feu a été aussitôt imposé dans le camp de réfugiés proche du lieu de cet attentat.

A Ramallah et à El-Bireh — où l'agitation de ces dernières semaines avait commencé après un raid punitif organisé par des colons israéliens du Goush Emounim, — deux manifestations de lycéens ont été dispersées par les forces de sécurité. Les soldats ont tiré des coups de feu en l'air et fait usage de grenades lacrymogènes.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 4.)

MM. Brejnev et Hua Guofeng vont se côtoyer à Belgrade aux obsèques du maréchal Tito

M. Brejnev et le président chinois Hua Guofeng seront à Belgrade, le jeudi 8 mai, pour assister aux obsèques du maréchal Tito. Les chefs actuels des deux Etats socialistes les plus importants auront donc l'occasion de se côtoyer.

Ils verront, ou apercevront, parmi les personnalités présentes M. Mondale, vice-président des Etats-Unis. M. Barre dirigera la délégation française. Avant de quitter Pékin, le président Hua Guofeng s'est rendu à l'ambassade de Yougoslavie, et a écrit sur le registre de condoléances : « Gloire éternelle au grand marxiste, au distingué révolutionnaire prolétarien, au héros renommé de la lutte antifasciste, au créateur du mouvement des non-alignés, au chef bien-aimé des peuples yougoslaves et à l'ami respecté du peuple chinois, le camarade Tito. » La nouvelle de la venue de M. Brejnev a été annoncée par l'agence yougoslave Tanyoung, mais n'a pas encore été officiellement confirmée à Moscou.

En attendant cette ultime cérémonie, la population de Belgrade continue de rendre hommage à celui qui dirigea le pays pendant plus de trente-cinq ans.

De nos envoyés spéciaux

Belgrade. — Jusqu'au-delà de la mort, le souvenir de Tito, sa légende et, pourquoi ne pas le dire, son culte resteront associés à la guerre de partisans. C'est à bord d'un train portant le nom de Nereva, lieu d'une des plus célèbres batailles contre l'occupant nazi, que la dépouille mortelle du chef de l'Etat yougoslave a été transportée de Ljubljana, la capitale de la Slovénie, à Belgrade, dans la journée du lundi 5 mai. Quel symbole pour ce combattant farouche, ce héros impitoyable que fut cet homme né pour la lutte et pour la gloire !

Ce train, Tito le connaissait bien : cédant à son penchant naturel pour le luxe, il l'avait fait construire à son usage personnel. On l'appelait ici, souvent, le « train bleu », et le maréchal l'avait emprunté à maintes reprises de son vivant pour ses déplacements à l'intérieur de la Yougoslavie et à l'étranger. En ce lundi printanier, le « train bleu » a ramené dans la capitale yougoslave, dans un dernier voyage, le corps mutilé et éteint de celui qui en fut, pendant des années, l'occupant privilégié et dynamique.

La dépouille mortelle du président, qui, dans la soirée de dimanche, avait été transférée du centre clinique de Ljubljana, dans l'édifice du Parlement slovène, a été transportée lundi matin jusqu'à la gare, après avoir traversé les principales artères de la ville dans un silence impressionnant.

MANUEL LUCBERT.
et PAUL YANKOVITCH.

(Lire la suite page 8.)

Le patronat mènera rapidement le débat sur le temps de travail comme le souhaite M. Giscard d'Estaing

Le patronat français n'a réagi ni officiellement ni officieusement aux propos télévisés de M. Giscard d'Estaing du lundi 5 mai, annonçant la mise en œuvre, au début de 1981, des propositions du rapport de M. Giraudet sur la réduction du temps de travail. Mais on indique dans les milieux proches du C.N.P.F. que l'on « ira le plus vite possible » *pour discuter avec les syndicats et s'efforcer de respecter le calendrier présidentiel.*

Une certaine résignation

L'entretien télévisé de lundi visait, selon le chef de l'Etat, à tracer des « *directions* », plus qu'à fournir des « *explications* ». En fait, il a surtout donné lieu à confirmations.

Le président de la République a confirmé que le sommet des Neuf ne s'occuperait plus du dossier des prix agricoles ni de celui de la contribution britannique à la C.E.E.. C'est l'affaire des ministres de l'agriculture et des finances de la Communauté, non celle des chefs d'Etat ou de gouvernement. Le choix est d'ailleurs simple, selon M. Giscard d'Estaing, puisque la Grande-Bretagne doit appliquer les règles du traité de Rome — qu'elle a signé — ou demander à les renégocier ; mais ce serait là une autre affaire.

GILBERT MATHIEU.

(Lire la suite page 13.)

Fragile automobile

Si l'on reprend le mot du président de la République s'agissant des divergences entre les Neuf, la crise « prévisible » est à demi effacée. L'industrie automobile mondiale est-elle dans ce cas, qui connaît aujourd'hui de « grandes difficultés » ?

On est certes encore loin de l'effondrement de 1974, lorsque la première crise — pardon, difficulté — pétrolière avait, en quelques mois, bloqué le marché et paralysé la moitié des usines de montage dans le monde. Mais les clignotants commencent partout à s'allumer, annonçant la fin de la période de «rattrapage» qui, dès 1976, avait regonflé les carnets de commandes et relancé l'activité des usines.

Aux Etats-Unis, l'alarme générale a déjà sonné : un ouvrier sur trois est au chômage ; les ventes sont inférieures de 20 %, 30 %, voire 40 % selon les cas, à celles de l'an passé; Chrysler est au bord de la faillite; Ford, soutenu par les seuls bénéfices de ses filiales européennes... En Europe, la situation est plus nuancée. Les marchés britannique et italien se tiennent à peu près, le marché allemand hésite. En France, les ventes stagnent depuis le début de l'année.

Cette situation apparemment contradictoire reflète la mutation profonde engagée depuis 1973. Mutation des principaux marchés, aujourd'hui arrivés au seuil de la saturation et sur lesquels la demande, fluctuante, sensible au moindre à-coup conjoncturel, correspond essentiellement à la nécessité de renouveler le parc. Mutation du produit : l'ère du gaspillage d'essence est close; le succès des Golf, Renault-5 et autres « voitures de crise » démontre l'ampleur du phénomène, de même que l'évolution du parc français, où la part des voitures de plus de 11 CV est passée de 11 % avant 1975 à 9,4 % depuis.

Dès à présent on mesure mieux les risques qu'il y aurait à fonder le maintien de l'emploi ou la réanimation régionale sur une industrie aussi fragile. Déjà n'est-on pas sûr que P.S.A.-Peugeot-Citroën arrivera à tenir son « pari lorrain ».

L'horloge sociale

par PIERRE DROUIN

Mai fait généralement monter la température sociale. Sera-t-il cette année une étape décisive vers l'aménagement et la réduction du temps de travail, grâce à la reprise prochaine des négociations entre les syndicats et le C.N.P.F., ouvertes le *23 juin 1978 et suspendues* le 8 janvier 1980 ?

L'accueil, par les parties, du rapport Giraudet qui a « battu les cartes » pour un *nouveau jeu* est de bon augure, comme vient de le reconnaître M. Valéry Giscard d'Estaing. Il y a d'autres raisons d'avoir confiance. Depuis que la France, comme d'autres pays voisins, est entrée dans une phase d'austérité économique, les revendications ont *davantage tendance à se reporter* vers tout ce qui peut améliorer la qualité de la vie au travail et en dehors. La *marche vers la réduction* du temps est inexorable : depuis une dizaine d'années, la durée hebdomadaire moyenne est passée de 46 heures à 41 heures. Malgré ce grignotement, notre pays reste l'un de ceux où l'on travaille le plus dans les pays de la C.E.E. Enfin, on assiste à ce *phénomène irritant* pour l'esprit que malgré l'important chômage, de nombreuses entreprises ne peuvent « *tourner* » *qu'en utilisant largement* les heures supplémentaires.

Il est bon de mettre l'accent sur cette nouvelle conquête d'un temps libéré, mieux réparti entre les *contraintes de divers ordres* (travail, vie domestique), entre les exigences professionnelles et celles d'une respiration plus ample, fruit du repos ou des loisirs actifs. Mais pour que cette revendication ne retombe pas très vite dans les comptes d'apothicaire du court terme, il serait sage de considérer que les discussions qui vont s'ouvrir s'inscrivent dans une perspective beaucoup plus large de remise en cause progressive de la manière dont le travail est distribué dans la société.

Malgré des tentatives d'assouplissement ponctuelles — et qui chaque fois ont été applaudies par *les intéressés : possibilités* d'horaires mobiles, timides essais ici ou là de travail à temps partiel, etc., l'horloge sociale reste bien plantée au faîte de la société industrielle avec ses cadences rigides, qui aspirent dans les usines puis refoulent en même temps les cohortes de travailleurs, les obligeant à parcourir aux mêmes heures les longs trajets d'aller et retour *vers des banlieues où les prix du* logement sont adaptés à leurs salaires.

(Lire la suite page 44.)

UN ENTRETIEN AVEC M. FRANZ JOSEF STRAUSS

« Le gouvernement du chancelier Schmidt s'est fait une idée fausse de la détente »

nous déclare le candidat chrétien-démocrate à la chancellerie de la R.F.A.

Lire ses déclarations page 23 dans « Europa »

La deuxième partie de notre supplément « Europa » sera publiée demain (« le Monde » du 8 mai) *ainsi que* « Le Monde de la médecine », et la page « Régions » consacrée à la Bretagne



Manières d'habiter... l'art d'échanger... la vie familiale... les activités villageoises... Temps et histoires dans un village bourguignon hier et aujourd'hui.

Collection "Croisées" dirigée par Jean-Marie Benoist. puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

AU JOUR LE JOUR

Au-delà de l'écran

« N'avoue jamais » *avait semblé la doctrine constante du président de la République, et voilà que, à la télévision, peut-être poussé par des journalistes non complaisants, il admet que les Français sont préoccupés réellement et qu'il a peut-être eu tort dans le passé de chercher à se montrer trop rassurant.*

L'ennui, c'est que les doutes qui semblent habiter désormais notre président ne paraissent pas lui donner le désir d'infléchir sa politique. Si bien que le seul changement provoqué par cette nouvelle attitude, c'est le spectacle télévisé, qui est moins bon, puisque, en somme, il ne nous joue plus la Grande Illusion.

MICHEL CASTE.

Pierre Viansson-Ponté chroniqueur du futur

par MAURICE SCHUMANN, de l'Académie française

Il y a un an, le 7 mai 1979, Pierre Viansson-Ponté disparaissait après une longue maladie héroïquement supportée. Une messe sera célébrée à sa mémoire le mercredi 7 mai à 19 heures en l'église Saint-Séverin.

Pierre Viansson-Ponté a changé sa mort en survie (1). Le recueil de ses dernières chroniques comprend 387 pages. J'ai entrepris de les relire pour faire revivre « *les jours évanouis* ». Or il n'en est pas une qui — un an après la fin d'une vie féconde, pudique et tourmentée — ne semble *nous proposer la devise de* Péguy : « *Porte-toi sur demain.* »

Faut-il, après l'avoir ressentie, expliquer cette singulière jeunesse du style et du propos ? On dit que les seules bonnes lois sont celles qui ont pitié des hommes. Peut-être le temps qui passe refuse-t-il de faner ces chroniques parce que les hommes ont chaque jour un peu plus besoin de pitié. Un seul exemple, mais qui suffit : le chroniqueur s'applique à ne jamais revenir sur le même thème et prend grand soin d'éviter les redites ; un sujet, pourtant, l'obsède à tel point qu'il ne peut ni ne veut l'empêcher de s'imposer à lui plusieurs fois. La cause *de cette hantise n'est pas le génocide* hitlérien, mais l'audace glacée des quelques faussaires qui nient l'existence des camps d'extermination, des chambres à gaz et des fours crématoires. Devant eux, mon cher Pierre, votre phrase s'empourpre : en présence des bourreaux, je suis sûr que vous auriez gardé votre calme lorrain ; mais il vous était physiquement intolérable qu'un *être d'apparence humaine pût — pour* ne pas être importuné par les victimes — s'emparer de la plume comme d'un chasse-mouches et les expulser de l'horizon.

(Lire la suite page 22.)

(1) Le dernier livre de Pierre Viansson-Ponté (Albin-Michel, 1977), écrit en collaboration avec le professeur Léon Schwarzenberg, est intitulé : *Changer la mort.* Son retentissement fut exceptionnel.

Le Monde

idées

ÊTRE JUIF

Le succès considérable du rassemblement organisé les 26 et 27 avril par le mouvement du Renouveau juif, l'intérêt évident porté par plusieurs formations politiques au vote des électeurs israélites, attirent l'attention sur la situation des 600 000 juifs français, dont beaucoup se sentent mal à l'aise face aux positions prises par le président de la République dans la question palestinienne. Tandis que Paul Giniewski et M.-L. Snoussi s'intéressent directement au problème du vote juif et de la double allégeance, Shmuel Trigano plaide pour un retour à la foi d'Abraham.

Au secours papa !

par SHMUEL TRIGANO (*)

COMMENT qualifier la phase de la conscience collective que nous traversons aujourd'hui ? De toutes parts montent des invocations incantatoires au père, à l'Etat libéral, à la démocratie bourgeoise, à la morale et à l'humanisme les plus vieillots. On redécouvre la loi et sa rigueur. On vénère pieusement les maîtres à penser et à vivre. Et, dans les mœurs, on redécouvre les vertus de la discipline, tandis que « *bander ne se fait plus* »; le féminisme, même chez les femmes, est en perte de vitesse, tandis que la féminité apparaît comme le suppôt du « totalitarisme »; un pape, autoritaire et conservateur se taille un triomphe auprès des foules... Bref, après le laxisme, l'ordre moral règne en tous lieux !

Mais le plus étonnant, c'est que ce revirement est aussi et surtout le fait d'un grand secteur des milieux les plus généreux et les plus sensibles à la conscience collective, de ceux qui firent office d'iconoclastes libérateurs depuis mai 68...

L'Etat devant la mère

Cela nous remémore irrésistiblement l'analyse, freudienne, du grand inspirateur de 68, Marcuse, dans *Eros et civilisation*. Dans un développement du mythe de la horde primitive, Marcuse signale qu'après le meurtre du père despotique, par ses fils rebelles, le « clan des frères », travaillé par la culpabilité et effrayé par la désorganisation provoquée par la chute du patriarcat, réinstaure le pouvoir du père, dès lors déifié et source de toute valeur. Ainsi s'élabore cette grande loi de l'histoire des empires, qu'à toute révolution fait suite le totalitarisme. « *La liberté succède à la domination. Le matriarcat est remplacé par la contre-révolution patriarcale.* » Citant *Moïse et le monothéisme* : « *... Les nouveaux pères, à vrai dire, ne sont pas aussi puissants que le père primitif. Trop nombreux, ils vivent en communautés plus vastes que ne l'avait fait la horde primitive : il leur faut s'entendre et établir certaines règles sociales restrictives.* »

Car, au sommet de la barricade et de la Bastille, deux dangers menacent les frères : le face-à-face avec soi-même, c'est-à-dire la culpabilisation née du meurtre du père, et l'inquiétante proximité de la mère, de la femme, celle pour la possession de laquelle on a commis le crime. « *Le principe de plaisir devient quelque chose d'effrayant et de terrible... Les individus doivent se défendre contre le spectre de la satisfaction intégrale. Celle-ci est représentée par la femme qui, en tant que mère, a jadis, pour la première et dernière fois, procuré une telle satisfaction.* » Le révolutionnaire sent alors monter en lui le désordre, la pagaille, l'inaptitude à « gérer » le renversement. Il doit aussitôt bloquer l'évolution de cette pathologie, dissoudre le clan. Comment ? En éloignant la mère, en lui faisant écran par un pouvoir, un Etat, encore plus forts, à tel point qu'Otto Rank ira jusqu'à dire : « *On tue le roi, non pour se délivrer d'un joug, mais pour s'assurer une protection encore plus forte contre la mère* », parce qu'il est bien évident que c'est au déclin des pouvoirs, quand le père s'affaiblit, que se fait la révolution...

Il bloque donc cette pathologie au moyen d'une « restauration » du pouvoir, mais surtout grâce à un recours à la religion, parfaite *machina ex deus* : « *... La contre-révolution patriarcale... est stabilisée par l'institution de la religion... Les divinités mâles apparaissent d'abord comme des fils à côté des grandes déités mères : mais peu à peu elles prennent les traits du père : le polythéisme le cède au monothéisme, et c'est alors que revient l'unique déité père, dont le pouvoir est illimité. Sublime et sublimée, la domination originelle devient éternelle, cosmique, elle devient le bien et, sous cette forme, préserve le processus de la civilisation.* »

En vérité, toute l'histoire de ces dix dernières années est là : mai 68, sa continuité dans les luttes féministes (M.L.F., etc.), le retour actuel du père sous la forme de la défense et illustration de l'Etat, de la « morale », de l'antiféminisme, le retour au « religieux »... Tout est là, mais avec cette différence que les fils n'ont jamais conquis le pouvoir (heureusement pour eux et pour nous), que toute l'évolution de la conscience actuelle est de l'ordre du songe et non du réel ! On se joue la représentation de la libération, du « retour » du religieux, etc., et ça tient de la *commedia dell'arte*... car tout semble déjà joué. Le politique continue à fonctionner sans que nous n'ayons plus de prise sur lui. C'est que, comme le dirait Marcuse, le père s'est universalisé dans toutes les instances de la société : on ne peut plus le « supprimer ». Au sommet de la barricade, le révolutionnaire levant son arme n'a pas trouvé de père. L'égarement post-soixante-huitard est le propre d'une génération sans pères dont la parole et le cri sont une injonction à être qu'ils lancent au père... Et jusqu'à y suppléer soi-même...

Le père juif

Dans cette restitution du père, mort ou absent, c'est-à-dire la confirmation fétichiste du pouvoir, les fils égarés en arrivent un jour ou l'autre au père juif, au grand fantasme de l'Occident sur ses origines, que reprennent Freud et Marcuse (expliquant par là l'antisémitisme) : le juif est le père, le chrétien le fils... Du juif donc comme le super-père, avec sa « loi », son « monothéisme » sa circoncision - castration, et de son « Dieu le père » comme l'archétype du père... Voici l'état de la conscience actuelle dans son intérêt pour le judaïsme.

C'est là que rien ne va plus, qu'il me soit permis de le dire. Car des dangers se profilent inéluctablement à l'horizon. Les fils se convertissent au père (juif) avec une gigantesque culpabilisation : ils ont « trahi » ce qu'ils croyaient être la révolution (c'est-à-dire la destruction du père-juif), de sorte que, à mesure de leur soumission à sa règle, croîtront en eux la mauvaise conscience, puis l'esquive du retard, puis la haine du nouveau père, puis la tentative de libération, c'est-à-dire sa suppression, son assassinat. C'est là la « santé morale » ! Or les juifs sont *aussi* des êtres vivants... La figure juive de la conscience aujourd'hui, c'est peut-être, dans le pire des cas je l'espère, la sublimation d'un refus radical de la judéité. On le voit d'ailleurs fonctionner dans cette touchante nostalgie actuelle pour le judaïsme qui se double paradoxalement d'une absence des juifs et de leur parole. On voudrait des juifs, sans les juifs, des juifs sans mères, un Dieu sans Dieu, des juifs, mais sans dimension dans l'histoire, etc.

On aura compris en effet que dans tout cela, ce sont des rôles, des fantasmes qui s'entrechoquent comme la tragédie, *Œdipe*, de Sophocle, et non des êtres réels, que le juif n'est aucunement un père, ni la Tora une « loi » ni le Dieu du Sinaï le Dieu-Père.

Le message d'Israël, aujourd'hui fantasmé et illusionné, dépasse infiniment le rôle juif dans l'Occident. Il n'est ni exclusiment réductible au père ou à la mère, ou bien pris dans leur combat et leurs défaites, mais, dans leur face-à-face, il est la maïeutique d'une nouveauté inédite sur la terre que ni Freud ni Marcuse ne connurent : la véritable *naissance des fils*, libérée du déterminisme tragique du roman familial pour lequel, seul, ceux-là parlaient en vérité... Devant les défis de l'époque, c'est de la foi d'Abraham, c'est-à-dire de l'audace créatrice du « *Va-t-en* », que nous avons besoin plutôt que de cette « morale » qui sent trop les plâtres de l'effrayante restructuration idéologique du pouvoir qui s'annonce pour la prochaine décennie et à laquelle tous participent, sans s'en rendre compte !

(*) Chargé de cours (Paris XIII et Paris VII), écrivain.

Double nationalité, double allégeance

par M. L. SNOUSSI (*)

LE voyage du président français Valéry Giscard d'Estaing au Proche-Orient et sa proclamation historique, quoique en réalité dans la ligne de la politique française depuis le général de Gaulle, sur la nécessité de reconnaître aux Palestiniens leur droit à l'autodétermination et à la création d'un Etat indépendant et souverain ont exaspéré et irrité aussi bien le gouvernement de Tel-Aviv que la communauté juive de France.

Et, pour la première fois, cette communauté appelle à la « dissidence », à tel point que l'hebdomadaire *Tribune juive* (1) a invité les juifs de France à « sanctionner » la politique conduite au Proche Orient par l'Elysée, et ce en usant de leur bulletin de vote lors des prochaines élections présidentielles (2). Cette même *Tribune* a, d'autre part, atteint le seuil de l'insolence et de l'indécence, en accusant son chef d'Etat de « duplicité » et de « manque de dignité ».

Cette intimidation a presque réussi. Car, face à de fortes pressions des juifs français, qui commencent à se constituer en un lobby comme celui des juifs de New-York, Paris semble avoir entamé « *une marche arrière « en douce » à propos de l'autodétermination palestinienne* » (3), en lançant, par l'intermédiaire du Quai d'Orsay, une invitation à des Palestiniens de Cisjordanie à venir en France pour des consultations sur la question (4). Pourtant, tout le monde, notamment le monde arabe, s'attendait que l'Elysée invite Yasser Arafat, président de l'O.L.P., à se rendre à Paris.

Toutefois, contrairement à Jimmy Carter, désavoué par l'électorat juif aux élections primaires de New-York, Valéry Giscard d'Estaing risque peu pour l'élection présidentielle (5). Cela vient, d'ailleurs, d'être confirmé par un sondage selon lequel 50 % des Français soutiennent l'initiative de leur président.

Le vrai masque

L'essentiel de la question ne réside pas là. Seulement, la position des juifs de France, ou de n'importe quel autre pays, appelle des éclaircissements.

En effet, à qui appartiennent-ils, quelle est leur véritable nationalité, à quel gouvernement doivent-ils allégeance ? Sont-ils des juifs français ou des « juifs de France »... ?

Par principe, les juifs de France se considèrent, une fois la naturalisation française acquise (6), comme des « citoyens » à part entière, jouissant des garanties constitutionnelles issues des principes de 1789. Ainsi, toujours par principe, ils devraient se fondre et s'assimiler à la société française, tout en gardant leur spécificité religieuse.

Mais entre le principe, d'une part, la réalité et la pratique, d'autre part, il y a tout un monde.

En effet, depuis le premier congrès sioniste à Bâle en 1897 et l'affermissement de l'idéologie sioniste, les juifs de France, notamment ceux qui ont adopté cette idéologie, ne s'estiment plus, au nom du principe du droit à la différence, comme des citoyens français seulement, mais aussi comme des hôtes de la France. Car, à leurs yeux, « *chaque israélite a deux patries : sa patrie adoptive (la France) et la Palestine* ». Ainsi ont-ils depuis le début de ce siècle opté pour une double allégeance. Mais le plus grave est que, depuis 1948, l'allégeance à Israël est avantagée.

C'est que, à juste titre, depuis la création de l'Etat sioniste, « *le statut organique qui confère la qualité de sioniste,* écrivait David Ben Gourion, *fait obligation collective pour toutes les formations et tous les organismes sionistes nationaux (c'est-à-dire localisés respectivement dans chaque pays) de soutenir l'Etat juif en toute circonstance et par tous les moyens, dussent-ils se trouver en opposition avec les points de vue des autorités locales des pays où ils se trouvent* ».

C'est aussi que les sionistes (et nous faisons une grande différence entre les juifs et l'idéologie sioniste, aussi néfaste pour les Arabes que pour les juifs sincères) ne se considèrent pas « *des gens comme les autres* », « *parce que,* disent-ils, *nous constituons une nation qui n'est pas encore définitivement fixée, nous ne définissons nos droits que par référence à nous-mêmes, peu importe l'ordre politique et les frontières tracées par autrui* (7) ». Par conséquent, pour eux, la diaspora était Israël et actuellement Israël est la diaspora.

Cette double allégeance, surtout si l'une d'elles est au profit d'un Etat étranger, n'est-elle pas une forme de « trahison » ? Ainsi, qui peut-on accuser de « duplicité » et de « manque de dignité » ? Valéry Giscard d'Estaing ou les juifs sionistes de France, qui, par leur mainmise sur les mass media essaient de brouiller les esprits ?

L'ingérence des sionistes de France dans la politique étrangère de Paris, politique soutenue d'ailleurs par l'ensemble des Français, ne porte préjudice qu'aux juifs eux-mêmes, car leur prise de position ne fait qu'exaspérer la majorité des Français et ne fait que raviver un certain chauvinisme de droite, que nous condamnons de prime abord.

D'autre part, il est inutile et c'est peine perdue de nous accuser d'antisémitisme. Ceux qui le sont, ce sont les adeptes de Theodor Herzl.

En effet, nous savons que théoriquement les sionistes sont opposés à tout antisémitisme, mais pratiquement ils y sont singulièrement favorables, et ce dans le but de coloniser la Palestine.

Ayant un grand besoin de l'arrivée de nouveaux émigrants, ils suscitent des actes antisémites et les encouragent, comme celui de la rue de Médicis à Paris, le 26 mars 1979, dont on n'a pas encore trouvé les instigateurs.

Ce genre de machiavélisme est le propre du sionisme, puisque Theodor Herzl a écrit dans son journal : « *Si je réussis à porter le problème juif à un suprême degré d'acuité, la seule voie à suivre devra être celle qui consiste à exposer les juifs à la persécution.* » Chaïm Weizmann, David Ben Gourion et les autres dirigeants sionistes se sont ingéniés à appliquer cette consigne.

(1) *Tribune juive* du 21 mars 1980.
(2) *Le Monde* du 22 mars 1980.
(3) *Tunis-Hebdo* du 7 avril 1980.
(4) *Al Raï al-Am* du Koweït du 6 avril 1980.
(5) *Le Point* nº 393, du 31 mars 1980
(6) La majorité des sept cent mille juifs de France ont immigré de Russie, d'Allemagne et du Maghreb (*Ibid*).
(7) Cf. Pierre Rossi : *les Clefs de la guerre*, éd. J. Martineau, Paris 1970, p. 38.

(*) Professeur d'histoire-géographie à Tunis et écrivain.



De Charybde en Scylla ?

par PAUL GINIEWSKI (*)

L'IDEE d'un vote juif massif aux prochaines élections, entraînant d'autres électeurs français et sanctionnant le gouvernement pour sa politique israélienne et arabe, est séduisante.

Est-elle réaliste ? Sous quelle forme peut-elle se traduire dans les faits sans aller contre ses objectifs, voire favoriser des hommes et des politiques qui seraient encore plus opposés à Israël que le gouvernement de M. Giscard d'Estaing ?

Ce sont des problèmes à aborder, au-delà des slogans et des enthousiasmes faciles.

***

Au départ, pour dissiper toute équivoque et préciser le point de vue à partir duquel ce qu'on va lire est écrit, je précise que je suis un adversaire intransigeant de la politique du gouvernement au Proche-Orient. Je réprouve l'existence, à Paris, d'un bureau de l'O.L.P. Je ne partage pas les doctrines développées par M. Giscard d'Estaing lors de sa récente tournée dans les émirats pétroliers. Je pense que le fond et la forme de cette politique correspondaient aux vœux des extrémistes arabes et pas à ceux de la majorité des Français.

Mais, si l'on veut punir ceux qui conduisent cette politique, il n'est pas sûr qu'il suffise de faire chorus, automatiquement, avec ceux qui combattent le gouvernement pour des raisons qui leur sont propres et en raison de leurs positions sur les problèmes économiques, sociaux et politiques qui ne sont pas liés au combat des juifs pour Israël.

C'est qu'en effet dire que le gouvernement a tort, s'agissant d'Israël et de l'O.L.P., ne signifie pas que les partis qui le combattent aient raison contre lui.

C'est évident pour le parti communiste. Pas un juif déterminant son vote en fonction de la défense d'Israël ne songerait à voter pour M. Marchais, qui vient de rencontrer M. Yasser Arafat.

Il n'est pas certain que les autres partis de l'opposition aient un programme, le désir, des raisons de pratiquer vis-à-vis d'Israël, de l'O.L.P., des fournisseurs de pétrole, une politique différente de celle de l'Elysée. Si le vote-sanction juif leur apporte les suffrages juifs alors que cette incertitude persiste, l'opposition ne l'ayant pas dissipée, les électeurs juifs auront simplement été utilisés dans une opération électorale. Certains d'entre eux se seront défoulés en contribuant à infliger la punition. Il n'est pas sûr qu'après les élections et même en cas de changement de régime ils se retrouveront mieux servis, dans leur amour d'Israël, qu'ils ne l'étaient par le gouvernement précédent.

Le 27 avril, lors des « Douze heures pour Israël », M. Mitterrand déclarait à un auditoire de cent mille juifs que « rien ne sera possible si Israël ne participe pas directement à la création d'une patrie pour les Palestiniens ». Et M. Rocard a eu la franchise de ne pas se prononcer contre une éventuelle venue de Yasser Arafat en France, « le sol français devant être accessible à qui veut s'y rendre ». De telles idées qualifient-elles MM. Mitterrand et Rocard, à vue juive, pour succéder à M. Giscard d'Estaing ?

Le vote-sanction n'a donc de sens que s'il sanctionne tous les coupables et, au sens qu'ont toutes les sanctions, dans les domaines moral et pénal, s'il amende les coupables, s'il fait exemple, s'il rend les délits plus difficiles, plus coûteux, plus malséants.

C'est dire que le vote-sanction n'a de justification et n'aura de portée que dans certaines conditions.

Tout d'abord, si les futurs électeurs-sanctionneurs sont crédibles. Il faudra l'établir en recourant à des spécialistes et à des sondages.

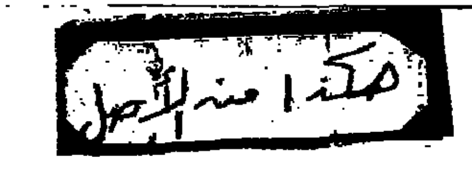
S'ils le sont, les Français juifs et non-juifs ayant pour objectif de punir devront faire état de cette crédibilité pour obtenir, avant l'application de la peine, une modification de la politique qu'ils se proposent de sanctionner. Il faut montrer sa force, disait Lyautey, pour éviter d'avoir à s'en servir. La modification devra porter non seulement sur la politique du gouvernement, mais sur celle que son opposition se propose de pratiquer.

C'est dire aussi qu'il faudra exiger une formulation claire des programmes. Pas au dernier moment, quand on « ramasse » des voix, mais dès aujourd'hui. Les formulations devront être spécifiques, excluant les interprétations contradictoires que permettent la plupart des textes électoraux. Si la majorité doit s'engager par des actes — non par des paroles — dont les effets devront se produire bien avant l'échéance de 1981, MM. Chirac, Mitterrand ou Rocard, et quiconque veut s'engager à quelque chose, devront le faire par des attitudes qui ne permettent pas de faciles retours. M. Giscard d'Estaing doit être invité à changer de politique, ses adversaires devront faire la preuve qu'ils pratiqueront une autre politique que lui.

Un vote-sanction qui se bornerait à faire confiance, qui ne dirait pas clairement qu'on n'admettra pas de M. Mitterrand ce qu'on n'admet pas de M. Giscard d'Estaing, consisterait, pour les juifs, à se faire exploiter et flouer.

Le vote-sanction y conduira, si les juifs et les autres Français qui emboîteront le pas se contentent de se faire payer de mots.

(*) Ecrivain et journaliste.



Le Monde

étranger

LA CRISE IRANIENNE ET SES PROLONGEMENTS

Les électeurs se rendront aux urnes le 9 mai dans un climat de crise latente

Sept nouvelles exécutions à Téhéran

Les corps des huit Américains morts au cours de l'opération de Tabas ont été confiés lundi 5 mai à Mgr Hilarion Cappucci et devaient *arriver* ce mardi en fin de matinée à Genève pour être remis au Comité international de la Croix-Rouge. Lundi soir, l'état-major inter*armes iranien démentait que les hélicop*tères américains aient violé une nouvelle fois l'espace aérien de l'Iran. Selon un communiqué *militaire, l'hélicoptère découvert la veille dans* le sud de l'Iran était le dernier des huit appareils utilisés pour la tentative de libération des *otages.*

Ce mardi 6 mai, à l'aube, sept hommes accusés d'avoir été associés au régime du chah ont été exécutés à la prison d'Evin, à Téhéran. *Ils étaient notamment accusés de détournement* de fonds, de confiscation de terres et de meurtre. Il leur était également reproché d'avoir *travaillé pour le compte de la SAVAK et d'avoir* coopéré avec Israël. Depuis la révolution de février 1979, environ huit cents personnes ont *été passées par les armes. Enfin,* une Américaine, accusée d'espionnage au profit de la C.I.A., a été arrêtée lundi 5 mai à Téhéran par *les gardiens de la révolution.*

De notre envoyé spécial

Téhéran. — C'est dans un climat de crise latente que les électeurs iraniens se rendront aux urnes le vendredi 9 mai, date du deuxième tour des élections législatives, initialement fixé au 3 avril. On ne votera toutefois que dans les seuls bureaux *du pays où ni fraude électorale* ni tentative de pression sur des électeurs très souvent analphabètes — dont de trop bonnes âmes se proposent de remplir le bulletin — n'avaient été dénoncées au lendemain du premier tour du 14 mars, la commission d'examen des plaintes n'ayant pas achevé d'examiner les très nom*breux dossiers reçus.*

Parmi les plaignants figuraient notamment deux formations politiques importantes, les moudjahidin Khalq (musulmans progressistes), qui, sitôt clos le scrutin, avaient protesté contre de très nombreuses irrégularités, tandis que le parti communiste Toudeh jugeait pour sa part inadmissible le peu de succès remporté par ses candidats, voyant là une fraude évidente dans le dépouillement du scrutin. Sur les deux cent soixante-dix sièges que comptera l'Assemblée nationale *de la première République isla*mique, cent quatre-vingts restent à pourvoir.

C'est au lendemain de ce second tour que se dégageront de façon claire et précise les rapports des *forces politiques en présence. Si* les intégristes religieux du Parti républicain islamique (P.R.I.), dont le chef de file est l'ayatollah Behechti, qui n'a jamais pris la peine de dissimuler la vive antipathie qu'il nourrit à l'égard de M. Bani Sadr, confirment la nette avance déjà acquise au premier tour avec l'obtention de vingt-quatre sièges, il va sans dire que la situation déjà délicate du président de la République *deviendrait réellement inconfor*table face à un Parlement où l'opposition de droite serait majoritaire. M. Bani Sadr, qui fait constamment l'objet de critiques sournoises, voire d'attaques directes le mettant quasi nommément en cause, semble pourtant bien décidé à se battre plutôt que de céder à des manœuvres d'intimi*dation,* la plupart du temps assez étroitement orchestrées pour toucher au cœur une majorité d'Iraniens que le seul nom de l'imam Khomeiny suffit à convaincre.

Dans un article en forme d'éditorial publié par le quotidien *Révolution islamique* du 4 mai, M. Bani Sadr n'hésite pas à mettre le pays en garde contre la situation actuelle, écrivant notamment : *« L'atmosphère politique iranienne est devenue explosive, et une telle situation représente le plus grand danger. Les intellectuels musulmans, faute de vouloir établir entre eux d'indispensables contacts (...), ont profondément affaibli les efforts déployés par l'imam Khomeiny en faveur d'un indispensable rapprochement entre les intellectuels et le clergé. Le grand danger réside dans le fait que ces deux forces semblent vouloir transformer une possible entente en un antagonisme affirmé. » « Il appartient au président de la République,* poursuit M. Bani Sadr, *de faire s'entendre entre elles les grandes tendances mulsulmanes, c'est-à-dire d'une part les traditionalistes, et d'autre part les intellectuels des différents courants. Il faut qu'ils se rencontrent, discutent ensemble et orientent leurs pensées de manière à parvenir à une unité de vues. »*

« La lourde tâche du président »

S'en prenant alors directement, *même s'il ne les désigne que* par le sobriquet qui est le leur, *« les porteurs de gourdins »,* aux hezbollahis (les « partisans de Dieu »), qui prennent de plus en plus au fil des semaines des allures de nervis d'extrême droite, le président de la République les somme de *« mettre un terme à leurs incessantes provocations »,* les accusant de contribuer par leur attitude *« à mettre en grand danger, et la révolution et la vie même du pays ».* Un peu plus loin M. Bani Sadr les menace même de faire appel si besoin était aux forces de l'ordre pour leur faire entendre raison.

« C'est au président de la République, conclut-il, *qu'incombe la lourde tâche de maintenir l'ordre, et les moyens d'y parvenir lui appartiennent. »*

C'est donc dans un climat singulièrement tendu tant par les dissensions profondes entre les grands courants politiques qui se manifestent désormais au grand jour que par les craintes ouvertement exprimées par les partis *de l'opposition* face à l'inquiétante ascension d'une droite et d'une extrême droite pro-cléricale, sinon organisée au sein du clergé lui-même, que l'Iran se rendra aux urnes le 9 mai, sans se faire *de grandes illusions d'ailleurs* quant aux résultats du scrutin.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

LA VISITE DE LORD CARRINGTON A WASHINGTON

Londres conseille aux Américains d'éviter une action militaire contre l'Iran

Washington *(A.F.P., A.P.).* — Au cours d'une visite de trois *jours à Washington, lord Car*rington, secrétaire au Foreign Office, a réaffirmé le soutien des Etats de la Communauté européenne aux efforts de Washington pour libérer les otages de Téhéran, mais il a conseillé aux Américains d'agir prudemment, indique-t-on de source britannique autorisée, et notamment d'éviter une action *militaire directe contre l'Iran.* Une telle action aurait, aux yeux du gouvernement britannique, de *graves conséquences sur la situa*tion dans la région stratégique du Golfe ainsi que sur les relations entre l'Occident et les pays musulmans, ajoute-t-on de même source.

Sur le problème afghan, lord Carrington a fait valoir que cette crise risquait d'être beaucoup plus dangereuse pour les pays de l'Ouest que l'affaire des otages. Il a souligné l'importance d'une reprise du dialogue entre Washington et Moscou et exprimé l'espoir que le secrétaire d'Etat désigné, M. Muskie, puisse rencontrer prochainement le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Gromyko.

A ce propos, il a été confirmé que M. Muskie se rendra à Vienne les 15 et 16 mai pour la célébration du vingt-cinquième anniver*saire du traité d'Etat autrichien,* mais il est prévu qu'il quitte la capitale autrichienne le 16 au début de l'après-midi, alors que M. Gromyko, qui participera à un sommet du pacte de Varsovie les 14 et 15, n'est attendu que quelques heures plus tôt.

Lord Carrington, comme M. Luns, secrétaire général de l'OTAN (qui a été reçu lundi par le secrétaire américain à la défense, M. Brown), a préparé la réunion ministérielle des pays intégrés à l'OTAN (donc sans la France) le 14 mai à Bruxelles. *Lors de cette session, indique*t-on, les Etats-Unis insisteront pour que les pays de l'OTAN *prennent* un certain nombre de mesures pour soulager la tâche de l'armée américaine en Europe et lui permettre d'opérer dans la région de l'océan Indien en cas de nécessité.

Lord Carrington s'est entretenu pendant une vingtaine de minutes avec le président Carter. Il a rencontré également M. Brown, M. Muskie, M. Brzezinski, conseiller de la Maison Blanche, et M. Christopher, secrétaire d'Etat adjoint. Il regagne Londres ce mardi 6 mai.

A Paris

ATTENTAT CONTRE L'AMBASSADE DE LIBYE

Un attentat à l'explosif a été commis ce mardi 6 mai, vers 4 h. 45, contre un bâtiment de l'ambassade de Libye, 18, rue Keppler, à Paris-16°.

L'explosion a endommagé dix-neuf voitures en stationnement. Deux portes et plusieurs vitres des *bâtiments* ont volé en éclats

Un inconnu se réclamant du mouvement la Résistance militante sioniste de Paris a revendiqué l'attentat dans un appel téléphonique à l'A.F.P. Il a précisé que *« cette action, qui est une réponse aux tortures que subissent les juifs de Libye et dans tous les pays arabes, devrait démontrer qu'à Paris même, la résistance s'organise ».* C'est la première fois que ce mouvement se manifeste.

LE DÉNOUEMENT DE LA PRISE D'OTAGES DE LONDRES

• Deux détenus et quatre terroristes ont trouvé la mort
• Le président Bani Sadr exprime sa « gratitude » à Mme Thatcher

Le président Bani Sadr a adressé lundi soir 5 mai un message au premier ministre britannique, Mme Thatcher, exprimant la gratitude du gouvernement de Téhéran, à la suite de la libération des otages de l'ambassade d'Iran à Londres.

Commentant l'épilogue de cette prise d'otages à la radio iranienne, M. Bani Sadr a déclaré : « La vaillante résistance de nos fils à l'ambassade de Londres et leur sang-froid ont porté leurs fruits. Nous n'avons pas cédé et nous avons vaincu. L'esprit de reddition n'est plus celui des Iraniens. »

L'agence iranienne d'information a, en revanche, annoncé que les membres de « l'unité du martyr Mohieddine al-Nasser », dont l'action avait été revendiquée à partir de Bagdad et de Beyrouth, « se sont rendus après avoir dynamité l'ambassade ». *Elle a affirmé, contrairement à la version britannique, que* « la police n'a pu pénétrer dans la chancellerie avant que les membres du commando ne se rendent eux-mêmes ».

De notre correspondant

Londres. — Le siège de l'ambassade d'Iran a pris fin dramatiquement lundi 5 mai, à 20 heures, par un assaut victorieux des hommes du S.A.S. (Special Air Service), spécialisé dans les opérations antiterroristes. En moins de dix minutes, les commandos du S.A.S. libérèrent dix-neuf *otages, dont trois sérieusement* blessés, tuant quatre des terroristes, et maîtrisant le cinquième, maintenant aux mains de la police. L'opération a fait six morts, dont deux otages, exécutés par les terroristes.

C'est à 19 h. 30 que les hommes du S.A.S. engagèrent l'assaut, méticuleusement préparé. Du toit où ils s'étaient installés, ils lancèrent plusieurs grenades de forte capacité explosive à l'intérieur du bâtiment, rapidement enveloppé de flammes. Vêtus d'un treillis léger, le visage couvert d'une cagoule noire, armés de mitraillettes et de gaz lacrymogènes, les hommes du commando, ignorant un drapeau blanc apparu à une fenêtre, entrèrent en force, livrant un court combat aux terroristes. Les groupes du S.A.S., dont la devise est *« Qui ose gagne »,* arrivés discrètement de leur base de Norfolk, ne devaient intervenir qu'en dernier ressort en cas d'échec de la négociation permanente engagée avec les « preneurs d'otages », comme on les appelait alors.

L'optimisme officiel, anticipant un effet heureux des conversations engagées, avait été ébranlé en fin de matinée par les exigences des terroristes, qui avaient changé brusquement de ton et renouvelé leur menace d'exécuter des otages si leur demande n'était pas satisfaite. Plus tard, dans l'après-midi, des coups de feu furent entendus, venant de l'intérieur de l'ambassade. L'apparition du cadavre d'un otage, abandonné par ses exécuteurs, sur le seuil du bâtiment, fut déterminante.

En direct...

Les autorités, constatant l'échec de la tactique de persuasion, décidèrent de passer à l'action. L'intervention d'un mollah, le dernier appel du chef de la police, *n'eurent aucun effet* sur les terroristes, qui menaçaient alors de tuer tous les otages un par un chaque demi-heure. M. Whitelaw, ministre de l'intérieur, ayant la responsabilité suprême de l'ensemble des opérations, donna alors l'autorisation au commando du S.A.S. de passer à l'action.

Grâce aux chaînes de télévision, qui ont interrompu leur programme — notamment un western de John Wayne, — des millions de Britanniques et même de Français ont pu suivre de près le déroulement de l'assaut, l'arrivée des pompiers et des ambulanciers sortant rapidement les morts et les blessés hors du bâtiment en flammes. Mais ce qui se passa à l'intérieur de l'ambassade ne pouvait être vu et le public dut se contenter du récit de la police *mettant en évidence* l'héroïsme de Trevor Locke, le policier pris en otage mercredi dernier, et qui, désarmé, parvint à maîtriser un terroriste qui s'apprêtait à lancer une grenade. Trevor Locke est décrit par les journaux comme le type même du héros britannique, gardant son sang-froid dans toutes les circonstances

Quelques instants plus tard, M. Whitelaw, tout en refusant de donner des détails, qualifia l'opération de *« remarquable succès »* illustrant la volonté des Britanniques de ne pas céder aux terroristes. De son côté, le Foreign Office a fait savoir qu'au cours des négociations engagées avec les diplomates des pays arabes le *gouvernement n'avait à aucun* moment envisagé d'accorder aux terroristes un sauf-conduit, se conformant ainsi à ses obligations internationales. Les autorités éprouvent surtout un grand soulagement d'avoir évité des complications avec le gouvernement de Téhéran, maintenu en permanence au courant des événe*ments.*

La presse salue brillamment l'exploit des « héros en cagoule » du S.A.S., démontrant, selon le *Daily Mail,* que la Grande-Bretagne *« ne se laisse pas intimider ».* La plupart des commentaires soulignent que le prestige de la Grande-Bretagne sort grandi de l'opération. Incontestablement, l'amour-propre national est flatté par le succès d'un raid qui a fait le minimum de victimes Néanmoins, on peut prévoir que des questions soient posées aux Communes, mettant en cause la tactique de persuasion pratiquée avec succès au cours de sièges antérieurs, mais qui, cette fois, a été complètement inopérante. *D'autre part, il faut s'at*tendre que la question du statut des étudiants iraniens soit évoquée par des députés inquiets de leur nombre et de leur participation à des manifestations sur la voie publique. D'une manière générale le siège de l'ambassade d'Iran ne peut qu'encourager une réaction nationaliste de méfiance des Britanniques, estimant que Londres ne doit pas devenir un champ de bataille pour les divers groupes rivaux du Proche-Orient.

Aussi bien dans la soirée un certain nombre de jeunes manifestants se moquaient et insultaient les quelques centaines d'étudiants iraniens poursuivant leurs évolutions martiales et scandant leur incantation contre la C.I.A.

HENRI PIERRE.

L'histoire 15 F

• Le drame de Mers el-Kebir • La naissance de la Belgique • Clovis

L'histoire

"Une grande abondance de matière et une originalité sans cesse renouvelée et relancée (...). Une merveilleuse surprise : la solidité de l'intelligence érudite, tout le sel d'une histoire en train de se faire, de se chercher, de se décaper, mis avec une grande clarté à la portée de tous." LE MATIN

DE GRANDS ARTICLES DE FOND
largement illustrés, sur les sujets les plus variés, dont chacun fait le point d'un grand problème historique.

LE MAGAZINE DE L'HISTOIRE
qui passe en revue les principaux sujets d'actualité : travaux récents, découvertes, controverses...

UN VOYAGE DANS LE TEMPS
très illustré, qui vous fait redécouvrir, dans les sites d'aujourd'hui, les événements du passé.

DES TÉMOIGNAGES ET DOCUMENTS
Pour retrouver la chaleur des récits directs, souvent disparue des manuels et des livres savants, L'Histoire donne directement la parole aux témoins de leur temps.

DES COLLABORATIONS PRESTIGIEUSES :
Maurice Agulhon, Philippe Ariès, Pierre Chaunu, Georges Duby, Jean Delumeau, Saul Friedländer, Pierre Goubert, Philippe Joutard, Emmanuel Le Roy Ladurie, Jacques Le Goff, Michelle Perrot, René Rémond, Paul Veyne, Michel Vovelle, etc.

Dans le N° 23 :
Le drame de Mers el-Kebir, par J.-P. Azéma.
La prise du pouvoir par Clovis, par M. Rouche.
La naissance de la Belgique, par J. Willequet.
Le judaïsme au temps de Jésus, par F. Villeneuve.
L'histoire des montres suisses, par D.-S. Landes.

Valable jusqu'au 15-6-80
Offre spéciale
Un an : 125 F
au lieu de 165 F*
Etranger 1 an : 170 FF
Je souscris un abonnement d'un an (11 n[os]), à L'HISTOIRE au prix de 125 F (ttc).
Nom ....
Profession ....
Adresse ....
....
....
.... Code postal ....
Je règle par : ☐ Chèque bancaire
(à l'ordre de ☐ Chèque postal (3 volets)
L'Histoire) ☐ Mandat
A retourner accompagné de votre règlement à L'HISTOIRE 57, rue de Seine, 75006 Paris.
Abonnement Belgique : Soumillion S.P.R.L., avenue Massenet 28, 1190 Bruxelles.
* Prix de vente au numéro
M5

PROCHE-ORIENT

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

ET MAINTENANT QUE FAIRE ?

Ce n'est certes pas dans la presse hebdomadaire française que M. Jimmy Carter trouvera les soutiens qu'il recherche en Europe. « Fiasco », « impuissance », « échec » sont les mots qui reviennent le plus souvent pour évoquer le raid américain en Iran.

Dans *VALEURS ACTUELLES*, dont la couverture présente un portrait de M. Carter et en titre le mot « pitoyable », François d'Orcival écrit : « *Le président américain a deux fois perdu la face. La première en n'agissant pas pendant six mois pour sauver ses otages de Téhéran. La seconde en rappelant les commandos qu'il avait envoyés les délivrer. L'inquiétude qui a suivi ce fiasco traduit l'enjeu : tout l'Occident a été humilié. Il n'y a pas de commune mesure entre la panne de trois hélicoptères américains et ses conséquences.* »

Pour Pierre Pujo, il ne saurait être reproché à M. Carter d'avoir cherché à délivrer les otages. Le directeur politique d'*ASPECTS DE LA FRANCE* (royaliste) poursuit : « *Il est seulement regrettable qu'il ne l'ait pas entrepris plus tôt, au lieu de tergiverser pendant des mois, en laissant ridiculiser les Etats-Unis. On ne peut s'empêcher, non plus, d'être surpris de la confession publique de M. Carter s'empressant d'annoncer l'échec de l'opération alors que les Iraniens eux-mêmes ne s'étaient rendu compte de rien. On peut être assuré que, dans la même situation, les Soviétiques se fussent renfermés dans un mutisme absolu. Mais le président américain a sans doute pensé tirer de cette façon de faire un avantage psychologique auprès de l'opinion américaine en prévenant les reproches qui pourraient lui être faits.* »

Aux yeux de Jean-Loup Reverier, dans *L'UNITE*, hebdomadaire du parti socialiste : « *Les plus embarrassés par l'opération américaine sont incontestablement ceux qui s'évertuaient envers et contre tout à maintenir un contact avec Washington pour trouver une issue à la crise.* » Il poursuit : « *Carter aurait voulu démontrer que ces Iraniens de bonne volonté n'ont plus aucune crédibilité à ses yeux qu'il n'eût pas agi autrement.* »

RIVAROL estime que l'opération était « *extrêmement risquée* », « *mais sont-ils bien placés*, se demande l'hebdomadaire, *pour reprocher à Jimmy Carter de l'avoir quand même tentée, tous les bavards qui ne cessaient de flétrir son irrésolution, son apathie, son absence d'imagination et d'audace, qui le pressaient de faire « quelque chose »* ?

Jean-François Kahn se livre à une constatation sensiblement identique dans *LES NOUVELLES LITTERAIRES* : « *Carter a cédé. Sommé d'agir, pressé de toutes parts, submergé par toutes les vagues de la démagogie, ballotté de professionnels de la provocation en charlatans du patriotisme, brocardé pour sa faiblesse par Nixon, Reagan, Poniatowski et autres adeptes du poing sur la gueule* verbal, *il s'est senti contraint de jouer une partie qui n'était absolument pas jouable... Il a commis la bêtise à ne pas commettre. Et c'est alors, quand l'inévitable fiasco fut consommé, que le pire s'est produit. Car on vit soudain tous les champions du* « y'a qu'à » *se retourner comme des crêpes. Eux qui, depuis deux mois, expliquaient que c'était précisément cela qu'il fallait faire, entreprirent d'accabler le président qui avait eu le tort de les écouter.* »

Signant l'éditorial de *LUTTE OUVRIERE*, trotskiste, Arlette Laguiller révèle : « *Finalement, l'échec du commando américain a fait la démonstration que les dirigeants de l'impérialisme américain ont beau disposer de moyens militaires colossaux, ont beau étaler toutes leurs forces, ils ne lui permettent pas d'imposer leur volonté quand un peuple entier les défie et quand la moindre intervention militaire de leur part risque de déclencher la révolte populaire dans toute une région du monde où les capitalistes du monde entier tiennent à préserver leurs intérêts.* »

Le courage de M. Vance

Après avoir évoqué l'impérialisme américain « *soumis aux aléas du sable et du vent* », Guy Hermier, dans *REVOLUTION*, hebdomadaire du parti communiste, note : « *Les dirigeants américains disent avoir agi par souci humanitaire pour libérer les otages retenus par les étudiants islamiques. Pour notre part, nous n'approuvons pas les prises d'otages. Mais, à l'évidence, le but du raid américain n'était pas leur libération. S'il était parvenu à Téhéran, chacun s'accorde à reconnaître que cela se serait terminé par un véritable bain de sang. L'ambassade américaine de la capitale iranienne n'est pas l'aéroport d'Entebbe. En vérité, au mépris de la vie de ses compatriotes, Jimmy Carter a tenté, par cette opération, de déstabiliser le régime iranien dans l'espoir de reconquérir des positions perdues depuis le renversement du chah. Rien ne prouve qu'il restera sur cet échec.* »

Selon Antoine Sfeir, dans *LE PELERIN*, « *la retombée la plus grave* » de l'échec pour M. Carter est la démission de son secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance.

Après avoir salué le « *courage* » de M. Cyrus Vance, dans *HEBDO T.C.-TEMOIGNAGE CHRETIEN*, Georges Montaron estime : « *C'est un crime de retenir prisonnier cinquante otages américains. Mais si on veut les libérer, il est indispensable d'être prudent, il est urgent d'attendre le temps qu'il faut pour qu'un climat nouveau prévale à Téhéran. Et notre fonction, c'est d'aider l'Iran à donner un cadre politique à sa révolution. Plutôt que de courir au secours de Carter — qui n'a pas besoin de nous, on l'a bien vu dans cette opération ratée, — aidons les Iraniens à bâtir un Etat, à construire une démocratie, à garantir leur indépendance.* »

Dans *LA VIE*, hebdomadaire chrétien d'actualité, José de Broucker énumère les raisons principales du sérieux et de la gravité de la situation née de l'échec américain, notamment celle-ci : « *La considération due au droit international est plus pervertie que jamais. (...) Leur faux pas ne peut que rendre encore plus difficiles aux Américains la reconnaissance et la satisfaction de leur juste droit. Ce peut être grave pour les otages. C'est grave aussi pour l'ordre international. Certes, la force peut servir le droit. Mais il faut alors qu'elle réussisse. Sinon, elle ne fait que renforcer le droit de la force.* »

Sous le titre « *Si Carter se venge...* », Jean Daniel, dans *le Nouvel Observateur*, affirme : « *Sachant ce que nous savons, forts de ce que nous avons vécu, nous ne pouvons plus nous permettre le luxe de la neutralité ou le caprice du neutralisme. Le débat entre Cyrus Vance et Brzezinski, c'est le nôtre. L'humiliation de Carter, c'est la nôtre. Notre destin nous conduit à aider les Américains à ne pas perdre la face mais aussi à ne pas risquer l'aventure ; à tenir leur rôle dans la rivalité entre super-puissances mais à ne pas gâcher nos chances dans le tiers monde ; à nous protéger de l'expansionnisme totalitaire sans pour autant s'appuyer sur les bourgeoisies féodales et corrompues qui s'opposent à l'émancipation de leurs peuples. C'est pourquoi l'Europe et la France devraient se trouver en situation de faire prévaloir auprès de Jimmy Carter les thèses de Cyrus Vance plutôt que celles de Brzezinski.* »

Dans *LE NOUVEL ECONOMISTE*, M. Tardieu constate que : « *divisée, empêtrée dans ses querelles de basse-cour, la Communauté européenne paraît aussi velléitaire que M. Jimmy Carter* ». Et il souligne : « *Seul M. Cyrus Vance, en donnant sa démission, a rappelé que M. Carter avait menti à ses alliés quand il leur assurait qu'il n'entreprendrait aucune action militaire avant les élections iraniennes. Tous les peuples ont l'indignation sélective. Les Américains ont chassé M. Richard Nixon de la Maison Blanche parce qu'il avait menti à leurs représentants sur les écoutes téléphoniques. Mais il leur est indifférent que leur président mente à des hommes d'Etat étrangers et amis.* »

Avant de souligner la situation « *presque inextricable* » dans laquelle se trouve maintenant M. Carter, Jean d'Ormesson écrit dans *LE FIGARO MAGAZINE* : « *Il serait consternant, il serait inconcevable, il serait surtout trop bête que le double coup de l'Iran et de l'Afghanistan et les récents échecs américains aboutissent à une tension ou à un refroidissement entre les Etats-Unis et l'Europe. L'esprit d'agression l'aurait alors emporté sur tous les tableaux. Je suis de ceux qui pensent que non seulement la morale internationale la plus élémentaire, mais encore notre intérêt bien compris nous commandent de nous ranger, dans la crise, non pas sans doute derrière, mais aux côtés des Etats-Unis. Il y aurait, à cet égard, dans les positions européennes, et notamment françaises, beaucoup de choses à critiquer. Sur un point, en fin de compte secondaire, par exemple — celui du boycottage des Jeux olympiques de Moscou, — je ne suis pas sûr que l'attitude d'attente, voire d'attentisme, que nous avons adoptée soit la plus profitable : au lieu de prendre, dès l'origine, une décision ferme et claire, nous serons obligés, en tout état de cause, de finir par nous rallier à un camp ou à l'autre. A force de vouloir ménager et la chèvre et le chou, nous apparaîtrons nécessairement — est-ce là ce que nous voulons ? — comme des suiveurs à la traîne de plus décidés que nous.* »

« *Pour qui sonne le glas* » titre *L'EXPRESS*, dont le directeur de la rédaction, Jean-François Revel, explique que le glas de la supériorité militaire américaine a certes sonné, mais aussi le nôtre. Il s'explique : « *Le Moyen-Orient, le golfe Persique, l'Iran, l'Arabie Saoudite, le Pakistan, se trouvent déjà dans le rayon d'action immédiat de l'armée rouge. L'Europe dépendra donc du bon vouloir soviétique pour ses approvisionnements en pétrole, d'ici à quatre ou cinq ans au plus tard, si le cours actuel des choses se poursuit. C'est à cette mainmise que préludait l'invasion de l'Afghanistan.*

» *Quant à la défense du sol européen même, elle repose, pour l'heure, sur la fameuse modernisation des forces de l'OTAN. Or, l'installation en Europe de ces fusées de portée intermédiaire, décidée en décembre, est, on le sait, remise aujourd'hui en question, à la suite de pressions soviétiques, de la campagne des partis communistes occidentaux appuyés par certains partis socialistes. On doute que la défense française puisse à elle seule pallier la faiblesse occidentale. La chute brutale de la crédibilité militaire américaine nous place donc, à brève échéance, devant une alternative : ou subir la domination soviétique ou construire une défense européenne.* »

Un contraste effrayant

« *Le fiasco des « marines » devrait causer ou la déroute ou le sursaut* », affirme Olivier Chevrillon dans LE POINT. Il ajoute ceci : « *Il met en lumière un contraste effrayant: ici, la défaillance américaine, et là, l'assurance soviétique. On peut choisir de résister ou de se résigner. Mais il n'est plus possible de caracoler gaiement entre les deux superpuissances comme si les temps étaient paisibles et les arrières bien assurés.* » Pour Olivier Chevrillon, le « risque » est pour l'instant dans la tentation de M. Helmut Schmidt de parvenir à un « *nouvel arrangement avec l'empire soviétique* ». Il faut, estime-t-il, que M. Giscard d'Estaing use des liens qu'il a tissés entre Paris et Bonn « *pour retenir l'Allemagne, pour la réamarrer au môle occidental. Car les démocraties se sauveront ensemble ou se perdront* ».

Et l'opinion publique française, qu'en pense-t-elle ? Si l'on en croit une enquête *PARIS-MATCH*-Public réalisée dans la journée du 26 avril auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, 52 % des Français donnent raison à M. Carter d'avoir tenté de délivrer les otages. Ils seraient encore plus favorables (60 %) à une intervention militaire type « Entebbe » si les otages étaient français. Quant à ce que le président américain doit faire maintenant, les avis sont partagés : pour 22 % il faut « *céder aux exigences de l'ayatollah* », pour 24 % « *tenter une nouvelle opération de commando* », pour 17 % « *entreprendre une action militaire d'envergure en Iran* » et 37 % ne se prononcent pas. 22 % jugent que le président américain doit démissionner. « *Si les Américains décident une opération plus importante* », 35 % des personnes interrogées pensent que « *les Russes laisseront faire* » et 39 % qu'ils « *réagiront militairement, quitte à risquer un conflit mondial* ».

Alors que faire ?

A. Ch.

Battue au sanglier en Corse
du 21 octobre au 18 novembre
Places limitées
Chasseurs : 2.000 F
Accompagnants : 1.000 F
1 semaine logement + avion
Tél. : 363-85-37/38
GAD 418

Incidents et grèves en Cisjordanie

(Suite de la première page.)

Près de Jérusalem, un autobus israélien a été attaqué à coups de pierre. Bien que l'armée ait tenté de s'y opposer, une grève des commerçants a eu lieu dans la partie arabe de Jérusalem. Six jeunes gens accusés de vouloir contraindre les commerçants à fermer boutique ont été arrêtés. La plupart des établissements scolaires de Cisjordanie devaient être en grève ce mardi 6 mai pour la deuxième journée consécutive.

Les obsèques des victimes de l'attentat de Hébron ont eu lieu lundi. L'une d'entre elles a été inhumée dans l'ancien cimetière juif de cette ville en présence de cinq mille personnes, pour la plupart des colons de l'implantation voisine de Kyriat-Arba et des militants du Goush Emounim, dont beaucoup étaient armés. L'atmosphère était pesante. Le cortège a traversé la ville déserte, dont les habitants sont soumis depuis le 2 *mai* à un *strict* couvre-feu. Des incidents se sont produits alors que des militants du Goush Emounim déclaraient vouloir venger les victimes de l'attentat. Les fenêtres de plusieurs maisons arabes et les pare-brise de nombreux véhicules ont été cassés.

Malgré les menaces qui pèsent sur son existence depuis que l'administration militaire le tient pour principal responsable du climat d'agitation qui a précédé l'attentat de Hébron, le Comité d'orientation nationale s'est réuni le 5 mai à Ramallah pour examiner la situation. Les maires de Hébron et de Khalkhoul, qui ont été expulsés, faisaient partie de cet organisme. Plusieurs autres membres ont été avertis qu'ils encouraient la même sanction.

Pour tenter de prévenir de nouvelles expulsions, quatre personnalités de Jérusalem-Est et de Bethléem ont fait appel, lundi, devant la Cour suprême israélienne. Parmi elles figure le docteur Ahmed Hamzeh-Natché, membre du Conseil national palestinien, qui a déjà été expulsé en 1976, puis autorisé à rentrer en Cisjordanie deux ans plus tard. La Cour a fait droit à leur requête en ordonnant au gouvernement *militaire*, en cas d'expulsions, de soumettre leurs dossiers à la justice avant l'exécution de la mesure.

Alors que la plupart des membres de la coalition gouvernementale continuent de souhaiter l'application de mesures draconiennes en Cisjordanie et veulent l'application d'autres sanctions contre certains dirigeants palestiniens, le ministre de la défense, M. Weizman, devant la Knesset, a essayé de faire admettre une certaine modération, au risque de s'attirer de nouvelles accusations de « *faiblesse* ». Il a déclaré qu'il avait de « *bonnes raisons* » pour ne pas envisager pour le moment la dissolution du Comité d'orientation nationale.

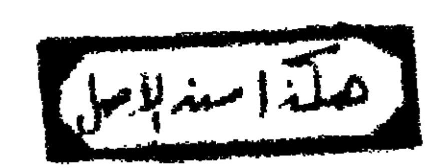
Dans ces conditions, le secrétaire général du parti travailliste, M. Haïm Bar-Lev, a déclenché un tollé en dénonçant au Parlement l'attitude du gouvernement, qui selon lui, a trop longtemps cédé aux pressions des extrémistes du Goush Emounim. Il a déclaré que l'attentat du 2 mai n'aurait pas eu lieu si le gouvernement avait fait évacuer, comme il s'y était engagé, les colons du Goush Emounim qui occupent illégalement le bâtiment visé vendredi par le commando palestinien. « *On a manifestement fourni un objectif aux terroristes* », a-t-il déclaré dans un brouhaha. Dans son éditorial intitulé « Cercle vicieux », le *Jerusalem Post* invite ce mardi matin le gouvernement à faire preuve de « *retenue* » dans sa politique en Cisjordanie pour éviter que des excès de répression ne provoquent une escalade de la violence.

FRANCIS CORNU.

TWA
offre les nouveaux fauteuils-couchettes.



Pour arriver reposé après un long voyage, il n'existe qu'un remède : dormir.
Encore faut-il être confortablement installé. Maintenant avec TWA, chaque passager de 1ère classe aura son fauteuil-couchette. Sans supplément, sur tous les Boeing 747.
Abaissez le dossier, relevez le repose-pieds. A vous l'espace et le moelleux de la couchette. Tout est tranquille, le service à bord est des plus calmes et attentionnés pour veiller à votre confort.
Réservez votre place sur TWA en 1ère classe, vous aurez votre fauteuil-couchette. Encore une façon de vous montrer combien votre confort nous est cher.
Vous plaire, ça nous plaît
TWA



AFRIQUE

Tchad

Les forces françaises ont commencé à évacuer leur matériel

De notre envoyé spécial

N'Djamena. — « *Cette fois, c'est la fin. C'est le grand départ.* » Après quatre-vingts ans de présence quasi ininterrompue (il y a eu un bref hiatus en 1975-1976, au *moment de l'affaire* Claustre), un officier commente en ces termes l'exécution des ordres reçus de Paris.

Au camp de l'opération Tacaud, à *N'Djamena, chacun s'active comme* dans une ruche à la veille d'essaimer. Chaque service bourre ses caisses, et, dans les modestes pièces qui abritent à présent l'ambassade de *France, on emballe les dossiers* et ce qu'on a pu sauver du pillage des sèvres et de l'argenterie de la République.

Depuis quatre jours, l'évacuation *des munitions et d'une partie du* matériel a commencé vers Libreville et Bangui ou vers la France par le Cameroun. Le 20 mai, sauf imprévu, tout devrait être terminé, les auto*mitrailleuses et les blindés, qui des*cendront vers Douala par le bac de Farcha, puis par la route, fermant la marche, après avoir protégé les ultimes départs aériens.

Le 15, au plus tard, tous les civils qui n'auront pas décidé de rester malgré tout à N'Djamena, à leurs risques et périls, ne seront plus pris en charge par la base, et ils devront donc avoir franchi, eux aussi, le Chari.

Ensuite, ce sera le départ des mille cent soldats et officiers, qui s'étalera sur trente-six à soixante-douze heures au maximum. Alors les belligérants, comme ils l'ont souhaité, seront seuls face à face, la base évacuée et tout particulièrement la piste de l'aéroport devenant aussitôt, — sauf miracle — l'enjeu d'âpres combats. *Elles doivent être* cédées l'une et l'autre *de facto* aux Forces armées populaires (FAP) de M. Goukouni, président du Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT), dans la zone desquelles elles sont situées. Il est évident que les Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré, dont les avant-postes ne sont situés qu'à quelques centaines de mètres, essaieront de s'en emparer ou, du moins, de les neutraliser dans les heures qui suivront le départ des troupes françaises.

La recrudescence des combats, et en tout état de cause leur prolongation après le retrait des militaires français, ne fait, en effet, aucun doute à N'Djamena, où les résolutions, au demeurant largement officieuses, du récent sommet panafricain de Lagos sont unanimement jugées irréalistes et très ambiguës. Si on n'exclut pas tout à fait, ici, qu'une intervention des Nations unies puisse ultérieurement s'avérer efficace, personne ne croit aux chances d'une médiation et d'une intervention militaire africaines. Dans les deux camps, on songe plus que jamais à en découdre, et la petite « commission de conciliation » mise en place, début avril, par le président Eyadema du Togo ,et laissée sans instructions précises, ne peut qu'assister, impuissante, à la poursuite des combats. D'autre part, malgré les assurances données à Lagos par le Nigéria et quelques autres pays, on estime toujours que l'Organisation de l'unité africaine n'est pas en mesure de rassembler dans les semaines à venir les moyens *logistiques indispensables à la mise* en place et à l'entretien d'une force interafricaine susceptible de s'imposer aux combattants des deux camps.

En dépit de ce retrait militaire, la France, soucieuse de *ménager* l'avenir, va s'efforcer de sauver tout ce qui pourra l'être. L'hôpital militaire de la base, où sont actuellement opérés et soignés les blessés des FAP, *va être réinstallé, dit-on officieusement*, sur l'autre rive du Chari, côté Cameroun, à quelques kilomètres de l'EMMIR (Elément médical militaire d'intervention rapide), où sont toujours accueillis leurs frères ennemis des FAN. Une antenne consulaire doit, d'autre part, être mise en place à Moundou, dans le sud, *région éloignée des combats, où travaillent encore quelque deux* cent cinquante Français. Enfin, la France a officiellement fait savoir au gouvernement tchadien qu'elle était bien décidée à reprendre sa coopération sous ses diverses formes avec son ancienne colonie, si on le lui demande, dès que, la paix revenue, les conditions en seront à nouveau réunies. Dans le sud, fertile, densé*ment peuplé et calme, cela pourrait* même se faire plus rapidement, et le colonel Kamougue, qui, en sa qualité de vice-président du GUNT, va représenter le Tchad au sommet *franco-africain de Nice, en entre*tiendra certainement les autorités françaises.

PIERRE BIARNES.

Samaritaine Capucines

27, BOULEVARD DES CAPUCINES
75002 PARIS - TEL. : 261.57.25

Samaritaine de Luxe

Vente spéciale chemises et cravates

JUSQU'AU 17 MAI
Chemise unie,
67 % polyester, 33 % viscose
89 f.
Non représentées :
Chemise milleraies,
50 % polyester, 50 % coton
99 f.
Chemise à rayures,
67 % polyester, 33 % coton
ou pur coton
115 f.
Chemise Oxford, pur coton
139 f.
Cravates soie doublées
de 39 f. à 59 f.
Veste week-end,
70 % acrylique, 30 % laine,
devant peau
525 f.

Samaritaine Capucines. Le bon goût en toute occasion.

828.88.00
Réservez votre week-end à deux,
vous ne paierez que pour un.*
*Vendredi-samedi-dimanche, toute l'année sauf juillet/août.

frantel
Des hôtels au cœur des villes.
Réservation centrale : (1) 828.88.00

AMÉRIQUES

Brésil

VIOLENTS AFFRONTEMENTS ENTRE GRÉVISTES ET POLICIERS DANS LA BANLIEUE DE SAO-PAULO

(De notre correspondant.)

Rio-de-Janeiro. — De vifs incidents ont opposé durant plusieurs heures, lundi 5 mai, la police militaire et les métallurgistes en grève depuis le 1er avril, à *San-Bernardo*, le principal faubourg industriel de Sao-Paolo. A Santo-André, en revanche, les travailleurs réunis en assemblée ont décidé de reprendre le travail à partir de ce mardi 6 mai.

A San-Bernardo, lundi, les grévistes qui attendaient à l'extérieur de l'église lancèrent des slogans et furent aussitôt attaqués par les pompiers et la police. Les travailleurs, par petits groupes, harcèlent celle-ci et tentèrent d'élever des barricades. Les affrontements ont duré tout l'après-midi à San-Bernardo. Plusieurs dizaines de personnes *ont été blessées*.

Le gouvernement souhaite en finir au plus vite avec le mouvement de grève à San-Bernardo.

L'expérience de ces dernières semaines a montré que la répression ne suffisait pas, et un autre conflit social se développe dans la troisième ville du pays, Belo-Horizonte : soixante mille enseignants de l'Etat de Minas-Gerais *ont débrayé depuis* le 22 avril.

Cette grève a été déclarée illégale et cinq des principaux dirignants, dont son président, gnants, dont son président M. Luis Soares, ont été empri*sonnés, tandis que plusieurs* centaines d'instituteurs ont été licenciés. Comme à Sao-Paulo, l'Eglise du Minas-Gerais, pourtant modérée, a donné son appui aux grévistes. — T. M.

Cuba

M. CARTER AFFIRME QUE LES ÉTATS-UNIS ACCUEILLERONT LES RÉFUGIÉS « A BRAS OUVERTS »

Washington *(A.F.P.)*. — Le président Carter a affirmé lundi 5 mai que les Etats-Unis continueront d'accueillir les réfugiés cubains « *à bras ouverts* » et a accusé le gouvernement de M. Fidel Castro d'être responsable des incidents qui ont éclaté vendredi à la section des intérêts américains à La Havane.

Après les menaces lancées la semaine dernière aux propriétaires de bateaux qui effectuent la navette « sauvage » entre Cuba et la Floride, et l'annonce d'une application stricte de règlements d'immigration, les Etats-Unis ont, semble-t-il, changé d'attitude. Devant le fait accompli, ils paraissent résolus à se charger du flot de réfugiés cubains fuyant le régime castriste. Au cours du week-end, trois mille cinq cents d'entre eux sont arrivés à Key-West, ce qui porte leur nombre *total estimé à quatorze mille cinq* cents personnes.

M. Carter déclare que ce problème avait été « *sérieusement aggravé par l'approche inhumaine de Fidel Castro* ». Il a rappelé à ce propos qu'actuellement quatre cents personnes, ayant obtenu l'asile politique aux Etats-Unis, sont réfugiées au siège de la section des intérêts américains à La Havane, pour « *se protéger des violences des foules organisées par Castro* ».

M. JEAN PEYRONNET AMBASSADEUR EN HAÏTI

Le *Journal officiel* de mercredi 7 mai publiera la nomination de M. Jean Peyronnet comme am*bassadeur en Haïti, en remplace*ment de M. Louis Deblé.

[Né en 1921, M. Jean Peyronnet, breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, a servi outre-mer (1942-1957) et a été détaché auprès de l'*UNICEF* avant d'entrer dans le service diplomatique (1958). Il a été en poste à la direction d'Amérique de l'administration centrale, puis conseiller à Bogota, consul général à La Nouvelle-Orléans (1971) et chargé d'affaires à Luanda (1977), jusqu'à la prise de fonctions de M. Posler comme ambassadeur en Angola (1979).]

(Publicité)

Vient de paraître

PEUPLES NOIRS
PEUPLES AFRICAINS

N° 14 (mars-avril 1980)

Extrait du sommaire :

Odile TOBNER :
SARTRE ET L'AFRIQUE
Vince REMOS :
Renseignements pris
(nouvelle para-policière)

160 pages - 25 F

(Joindre titre de paiement à la commande)

Peuples noirs - Peuples africains
Revue bimestrielle entièrement *contrôlée* par des militants et des intellectuels africains.

Abonnement annuel (6 numéros) 120 F.

C.C.P. PARIS 2169192 Y.
3, rue de l'Asile-Popincourt,
75011 PARIS.

Suriname

Échec d'un coup d'État contre le nouveau régime militaire

De notre correspondant

Amsterdam. — Un groupe de trois cents mercenaires, dont l'état-major se trouvait en Hollande, a échoué la semaine dernière dans sa tentative de renverser le nouveau régime militaire du Suriname, l'ancienne colonie néerlandaise d'Amérique du Sud. *L'armée de mercenaires a été interceptée après avoir traversé le* fleuve Marowijine, frontière naturelle avec la Guyane française, écrit le correspondant à Paramaribo du quotidien néerlandais « N.R.C. Handelsblad » dans son édition du lundi 5 mai. Après ces révélations, le correspondant a été durement interrogé par les autorités surinamiennes, qui auraient mis son téléphone sur table d'écoute. Il s'est, depuis lors, enfui au Brésil.

Le commandant de l'armée de mercenaires, M. Fritz Ormkerk, un ancien sergent de l'armée néerlandaise au Suriname, résidant depuis plusieurs années en Hollande, aurait été exécuté peu après son arrestation. Rien n'a filtré sur le sort des hommes qui ont participé à l'invasion manquée, des mercenaires surinamiens, belges, néerlandais et sud-moluquois. Les observateurs aux *Pays-Bas* s'attendent que l'état de siège et le couvre-feu soient décrétés à Paramaribo. — R. T. S.

Deux mois de discipline

Correspondance

Paramaribo. — La constitution d'un gouvernement civil, le 15 mars dernier, conformément à la promesse des militaires, a rassuré la population. La non-dissolution du Parlement et la libération des dignitaires de l'ancien régime constituent autant de gages donnés par le Conseil national militaire (C.N.M.). Le docteur Hendrik Chin A Sen, quarante-six ans, choisi pour son sérieux et sa probité, demanderait prochainement aux parlementaires de voter une loi lui accordant des pouvoirs spéciaux jusqu'aux prochaines élections.

« *Tout a changé depuis la révolution* », répètent unanimement la serveuse, le chômeur, le chauffeur de taxi ou le journaliste surinamien, mais personne ne semble pouvoir expliquer comment. S.N.A., la petite agence de *presse surinamienne, ne convainc* guère lorsqu'elle prône sa « *totale liberté d'expression* ». M. Findley, directeur du quotidien *De West* (neuf mille exemplaires) refuse de parler et montre les impacts de balles contre sa porte. Et de vagues critiques percent de temps à autre dans la presse locale. Quant à M. Cyriel Karg, directeur de l'hebdomadaire bi*lingue (anglais-néerlandais) Sunday Mirror*, il ne cache guère son hostilité à la junte militaire.

Les Surinamiens continuent de tourner les yeux vers les Pays-Bas, l'ancienne puissance coloniale, où vivent cent cinquante mille d'entre eux. M. Henk Arron, quarante-quatre ans, l'ancien ministre-président (premier ministre) n'a rien d'un Pinochet ou *d'un Somoza. Arrivé au pouvoir* en 1973, cet ancien directeur de banque a mené paisiblement son pays à l'indépendance. Malgré le laxisme de sa gestion et la corruption de certains de ses collaborateurs — en 1977, M. Soemita, ministre de l'agriculture, était condamné à un an de prison pour avoir touché des pots-de-vin, — il a gagné facilement *les élections d'octobre 1977*, l'opposition, à majorité indoustanie, n'offrant guère de perspectives. Le mode de scrutin empêchait, en fait, toute évolution de la vie politique. Mais le doute subsiste sur le rôle que peuvent encore jouer les sous-officiers putschistes.

De nombreux atouts

Comparé à ses deux plus proches voisins, la Guyana et la Guyane française, le Suriname fait bonne figure. Quatrième producteur de bauxite du *monde* (5 millions de tonnes en 1978), l'ancienne Guyane hollandaise possède des atouts que beaucoup peuvent lui envier. Son produit national brut par habitant tourne autour de 1 500 dollars. Les investisseurs étrangers se pressent pour exploiter les réserves de bauxite, estimées à 400 millions de tonnes, le nickel, le cuivre et l'or. Il s'agit encore d'augmenter la production hydroélectrique, de tripler la production de riz et de relancer l'exploitation forestière.

Le docteur Chin A Sen insiste sur sa probité : « *Je suis honnête, et ceux qui travailleront avec moi le seront aussi.* » Cette pierre lancée dans le jardin de son prédécesseur ne sera sans doute pas la dernière. On parle d'un scandale portant sur plus de 8 millions de florins (1 FS valant environ 2,40 francs) au ministère des travaux publics. Mais la lutte du nouveau gouvernement contre la corruption sera bien accueillie car trop de fonctionnaires ne fréquentaient leurs bureaux que le dernier jour du mois pour toucher leur paye. Et le tour de vis donné par les militaires après le coup d'Etat a suscité des situations cocasses : certains bureaux étaient trop petits pour accueillir tous les employés censés y travailler quotidiennement...

« *Jamais nous n'avions vu autant de discipline* », note un journaliste local. Et le poste de douane d'Albina, ville frontière avec la Guyane française, sent la peinture fraîche. Mais pour l'instant les déclarations du nouveau premier ministre sont surtout un recueil de bonnes intentions — aide aux plus défavorisés, diminution du chômage, accroissement de *la productivité, lutte contre* la corruption. La seule chose certaine reste la volonté du nouveau régime de remettre de l'ordre dans le pays afin de redonner confiance à la population et de freiner les départs (au rythme de mille par mois en 1979) vers l'ancienne puissance coloniale. Dans une région en proie à la « psychose cubaine », des observateurs étrangers, en particulier en Guyane *française*, ont voulu voir dans le coup d'Etat du 25 février la main de Castro. M. Chin A Sen, qui a été autrefois candidat du P.N.R. (Parti national de la République), répond : « *Nous sommes des nationalistes et notre attitude ne nous sera dictée par aucune puissance étrangère* », précisant qu'il n'y aurait pas de nationalisation de la bauxite, *principale ressource* du pays, exploitée par des compagnies hollandaises (Billiton) et américaine (Suralco).

L'action du gouvernement doit être coordonnée par le Conseil national militaire, d'abord composé de sept sous-officiers et d'un lieutenant, renforcé d'un neuvième membre en la personne du caporal Ruben Braaf. L'ambiguïté subsiste sur le pouvoir réel de l'armée. Deux membres du C.N.M., le lieutenant Michel Van Rey et le sergent Laurens Neede, siègent au gouvernement respectivement comme ministre et secrétaire d'Etat de l'armée et de la police.

Interrogé sur le contentieux avec la Guyane française, portant sur un triangle de 6 439 km2, entre le Maroni et la rivière Itany, le premier ministre n'a rien voulu dire. Une convention frontalière entre la France et le Suriname paraphée en 1977, attend toujours sa ratification. Cette convention a été dénoncée par l'opposition : « *Nous ne vendrons pas un bout de terre contre de l'argent* », affirmait-elle, l'extrême gauche ajoutant : « *Nous n'en discuterons qu'avec une Guyane indépendante.* » Avec la Guyane, la zone contestée, entre le Corantijn et le Koeroeni, porte sur 15 600 km2. Les deux pays se disputent également les îles situées sur le fleuve frontière. Toutefois les relations *se sont améliorées avec la con*clusion d'un accord de pêche en mars 1979, la visite de M. Arron en Guyana en juin et celle de M. Burnaham à Paramaribo en novembre.

Entre une classe politique qui n'entend pas se laisser déposséder de ses pouvoirs et l'armée prête à s'opposer à tout retour à l'ancien régime, la marge de manœuvre du nouveau gouvernement n'est pas grande. C'est un objectif ambitieux que de vouloir donner une identité nationale à des créoles, des Indoustanis, des Javanais, des Noirs, des Chinois et des *juifs*, séparés par les coutumes, les langues, les religions.

IAN HAMEL.

● *Le comité de solidarité et de soutien au peuple du Paraguay* a protesté, lundi 5 mai, contre « les violations systématiques des droits de l'homme » au Paraguay, à l'occasion de la visite privée à Paris du ministre paraguayen des affaires étrangères, M. Alberto Nogues. Dans un communiqué, le comité indique qu'il a écrit une lettre au ministre français des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, pour qu'il « intercède » auprès du ministre paraguayen.

● *A l'occasion de la campagne d'alphabétisation au Nicaragua*, qui a lieu depuis le 24 mars, la délégation de ce pays auprès de l'UNESCO *organise*, à partir de *mercredi 7 mai*, un cycle d'activités culturelles, place de Fontenoy, à Paris (salle 1). L'ensemble de chanteurs chiliens, les Quillapayun, participera à la première soirée, qui débutera à 20 heures. Le 8 mai, à 18 h. 30, l'Orchestre de chambre Pro Unesco se produira, sous la direction de Philippe Coutelen. Enfin une exposition sur la campagne d'alphabétisation sera ouverte au public du 19 au 30 mai.





AMÉRIQUES

LA CAMPAGNE RÉFÉRENDAIRE AU QUÉBEC

La minorité anglophone n'est pas monolithique

M. Pierre Elliot Trudeau est intervenu pour la première fois depuis son retour au pouvoir sur un ton assez vif dans la campagne référendaire au Québec. Le premier ministre canadien, qui parlait devant la chambre de commerce de Montréal, a estimé que les Québecois manquaient de courage. « Regardez l'Irlande, née dans le sang et le feu, a-t-il dit, elle n'a pas dit à l'Angleterre qu'elle ne voulait l'indépendance que si elle pouvait obtenir une union monétaire. Regardez l'Algérie ; les Algériens n'ont pas dit à la France : nous ne nous battrons jusqu'à la mort qu'à condition que vous nous admettiez au sein de l'Union française. »

Pour son premier discours au Québec depuis le début de la campagne, M. Trudeau a eu tour à tour recours à ce ton railleur et à des accents plus solennels. « On ne brise pas un pays sur une ambiguïté ; on ne détruit pas un pays comme le Canada (...) avec un mandat ambigu », a-t-il ajouté, faisant allusion au mandat de négocier la souveraineté-association que le gouvernement de M. René Lévesque demande aux Québecois de lui donner, le 20 mai, par référendum.

La population canadienne anglaise suit avec un certain agacement la phase finale de la campagne. Cependant, la *minorité anglophone au Québec*, quoique très majoritairement décidée à voter « non », n'est pas monolithique, comme l'indique notre correspondant.

De notre correspondant

Montréal. — Ecorchant allègrement la langue de Molière, qu'il utilisait pour la première fois en public, le premier ministre de la province anglophone de l'Ontario, M. William Davis, a tenu à apporter sa contribution à la campagne pour le référendum sur la souveraineté-association, qui aura lieu le 20 mai au Québec. S'adressant à des hommes d'affaires réunis à Montréal, M. Davis a plaidé pour le maintien du Canada dans sa forme actuelle et averti les Québécois que l'Ontario ne négocierait en aucun cas la souveraineté-association (souveraineté du Québec, assortie d'une association économique avec le Canada), que le parti québécois et le premier ministre de la province francophone, M. René Lévesque, proposent par référendum.

Avant M. Davis, deux autres chefs de gouvernements provinciaux, MM. Lougheed (Alberta) et Blakeney (Saskatchewan), avaient osé faire le pèlerinage à Montréal au nom de l'unité nationale. Ils avaient été aussi fermes que leur collègue ontarien. Les premiers ministres des six autres provinces anglophones se sont prononcés à des degrés divers contre la souveraineté-association et contre toute négociation qui ferait du Québec un interlocuteur privilégié. Ils ont, en revanche, souhaité une rénovation du fédéralisme canadien.

Conscients des effets que risquaient d'avoir leurs interventions dans la campagne référendaire, les premiers ministres anglophones ont été discrets et ont soigneusement évité de faire des déclarations qui auraient pu froisser le nationalisme des Québécois. De plus, il valait mieux qu'ils ne s'exposent pas à des questions sur le sort que les provinces anglophones réservent à leurs minorités francophones. Ces dernières doivent, en effet, mener des batailles interminables pour obtenir des écoles françaises pour leurs enfants. Prudent, M. Davis a soudain débloqué des crédits pour la construction d'une école, que des Ontariens francophones réclamaient à cor et à cri depuis des mois. Il est vrai que M. Davis devait se rendre au Québec la semaine suivante.

Une opinion indifférente

Les premiers ministres des quatre provinces de l'Ouest se sont réunis pour définir une attitude commune à l'égard des revendications du Québec. Dans un communiqué publié à l'issue de la réunion, les premiers ministres rejettent la souveraineté-association et font part de leur désir de réformer la Constitution canadienne dans un sens qui permettrait à toutes les provinces de renforcer leurs pouvoirs respectifs, tout en *« contribuant à l'unité et à la prospérité du Canada »*. Des droits linguistiques des francophones vivant à l'extérieur du Québec, il n'est pas question une seule fois dans ce communiqué. L'influent quotidien torontois *The Globe and Mail* s'en est d'ailleurs étonné et a reproché aux premiers ministres de se borner à voir dans la fédération canadienne *« une simple union économique qu'il s'agit d'améliorer en enlevant des pouvoirs au gouvernement fédéral »*. Pour ce journal, les provinces de l'Ouest donnent l'impression de se comporter de façon *« opportuniste et de chercher à constituer une alliance de circonstance »* en profitant de la tension créée par le référendum québécois. *« C'est une insulte aux Québécois »*, conclut le quotidien.

Si la classe politique du Canada anglais manifeste un certain intérêt pour le référendum, il est clair qu'à l'extérieur du Québec la population est relativement indifférente et ne mesure pas l'importance de l'événement. En fait, l'ignorance et l'hostilité vont souvent de pair chez des gens qui, exaspérés par un problème qu'ils ne comprennent pas, n'hésitent pas à dire, en parlant des Québécois : *« Qu'ils s'en aillent ! Nous n'avons pas besoin d'eux. »* Ce sentiment n'est cependant pas partagé par tous, puisque une organisation a obtenu la signature de huit cent mille personnes sur une pétition proclamant leur attachement sentimental au Québec.

De même, le journal publié dans une petite ville située au pied des chutes du Niagara demande à ses lecteurs d'envoyer des lettres d'amitié au Québec pour éviter... un divorce entre le Québec et le Canada. Pour faciliter la tâche de ses lecteurs, le journal donne un modèle de lettre en français. Enfin, quelques rares Canadiens anglais prennent la peine d'écrire aux journaux québécois pour expliquer que *« les Anglais ont changé »* et qu'un accommodement est maintenant possible entre *« les deux peuples fondateurs »*. Il est remarquable que l'argument le plus souvent invoqué est la crainte d'être assimilé culturellement (en attendant l'intégration politique) par les Etats-Unis, si le Canada perd sa composante québécoise, qui permet aux Canadiens anglais, même s'ils ne parlent pas un mot de français, de s'affirmer différents de leurs voisins du Sud.

Les anglophones du Québec (15 % de la population de la province, soit environ neuf cent mille personnes) ont une attitude très différente, ne serait-ce que parce qu'ils sont en première ligne et qu'ils vont participer au référendum. Selon les sondages, ils voteront « non » à plus de 80 %, ce qui n'a rien d'étonnant puisqu'ils n'ont aucun intérêt au renforcement d'un Etat français auquel ils reprochent déjà d'avoir restreint leurs privilèges. Malgré les assurances que le gouvernement québécois leur a fournies à maintes reprises, les anglophones sont terrorisés à l'idée de devenir ce que sont devenues les minorités francophones à l'extérieur du Québec. Ceux qui refusent tout compromis partiront, comme certains l'ont fait après la victoire du parti québécois en novembre 1976. Des auditeurs téléphonent aux stations de radio anglaises de Montréal pour étaler leur rancœur et dénoncer l'Etat totalitaire que le *« petit Hitler »* (le premier ministre M. Lévesque) leur prépare.

Ces réactions excessives ne se manifestent cependant que chez une petite minorité d'anglophones que M. Lévesque qualifie volontiers de *« Rhodésiens »* et qui trouvent des appuis auprès d'un député, M. William Shaw. Ce dernier souhaiterait, notamment, rattacher au Canada la partie de Montréal où vivent beaucoup d'anglophones si le Québec devenait un Etat indépendant.

Des « oui » anglophones

Des anglophones voteront pourtant « oui » au référendum et certains d'entre eux se sont même regroupés dans un comité anglophone pour la souveraineté-association, qui réunit environ deux cents membres. Pour expliquer leur position, ils ont publié un document dans lequel ils affirment qu'ils se sentent peu d'affinités avec les Canadiens anglais des autres provinces et que, s'il faut choisir entre le Canada et le Québec, ils choisiront le Québec. A titre individuel, quelques rares personnalités de la minorité anglaise ont annoncé leur intention de voter « oui ». Mais elles ont très vite compris qu'elles ne seraient pas suivies. Pire même, elles ont été totalement rejetées par leur communauté d'origine, qui n'hésite pas à les taxer de « traîtres ».

Le cas d'un ancien ministre libéral du gouvernement québécois, M. Kevin Drummond, est exemplaire à plus d'un titre. Député, de 1970 à 1976, de la circonscription montréalaise de Westmount, considéré comme le symbole de la domination anglaise au Québec, M. Drummond annonçait en mars dernier qu'il voterait « oui » au référendum pour forcer le gouvernement fédéral à négocier une nouvelle entente constitutionnelle avec la province francophone. Même si la riche communauté anglaise de Montréal considérait déjà M. Drummond comme un original (ne serait-ce que parce qu'il s'était mis en tête d'apprendre le français et que, pour échapper à l'environnement anglophone, il avait passé un an à Paris en 1964), elle ne s'attendait pas à une décision aussi « scandaleuse » de sa part. Pour réduire la portée du geste de l'ex-député, ses compatriotes ont tout fait pour l'isoler et ils n'ont d'ailleurs pas eu de difficulté : Mme Drummond elle-même annonçait aussitôt qu'elle ne partageait pas les opinions de son mari et qu'elle voterait « non ». L'alerte avait été chaude.

Depuis, d'autres personnalités anglophones ont pris position en faveur de la souveraineté-association ou d'un « oui tactique » au référendum pour, disent-elles, permettre au Québec d'être en position de force au cours de négociations ultérieures avec Ottawa. Il est peu probable cependant que se multiplient ces étonnantes conversions qui nécessitent beaucoup de courage, compte tenu de l'hostilité du milieu anglophone à l'égard de ses « dissidents ». Le premier ministre québécois ne cache pas qu'il ne lui semble pas essentiel de gaspiller trop d'énergie pour convaincre la minorité anglophone. S'il l'avait véritablement cherché, certains de ses propres partisans l'auraient accusé de faire des compromissions inacceptables pour les francophones. Il semble que, en obtenant l'appui de quelques anglophones connus, M. Lévesque et le parti québécois cherchent surtout à rassurer les francophones qui sont inquiets à l'idée de voter contre une minorité anglaise monolithique.

BERTRAND DE LA GRANGE.

A TRAVERS LE MONDE

El Salvador

● LES VIOLENCES POLITIQUES ont fait au moins quinze morts le lundi 5 mai au Salvador, apprend-on de source officielle. Des cadavres *criblés de balles ont été découverts* à San-Miguel, la troisième ville du pays, située à 140 kilomètres à l'est de la capitale, ainsi qu'à Metapan, Sonsonate et à Santa-Ana. La junte a, d'autre part, prorogé d'un mois l'état de siège en vigueur depuis le 5 mars. — *(A.F.P.)*

Inde

● DE NOUVEAUX INCIDENTS GRAVES ont éclaté lundi 5 mai dans les Etats du nord-est de l'Inde, faisant plusieurs morts et de nombreux blessés. Les manifestants protestaient contre la présence de travailleurs étrangers. Dans l'Etat de Tripura, cinq personnes ont été tuées lors de l'attaque d'un marché par un groupe qui exigeait l'expulsion de ces travailleurs venus du Bangladesh et du Népal. En Assam, des forces para-militaires ont ouvert le feu contre une foule de manifestants ; il y aurait eu plusieurs blessés, certains grièvement. Par ailleurs, une organisation appelée Sept Armées de libération unifiées (SULA) a hissé des drapeaux rouges dans les villes de quatre Etats de cette région (Nagland, Assam, Manipur et Maghalaya) et annoncé que *« la lutte finale pour l'indépendance vis-à-vis de l'Inde colonialiste et expansionniste »* avait commencé. — *(A.F.P.)*

● RAM LALWANI, l'auteur de l'attentat manqué, le 14 avril, contre Mme Gandhi, a été mis en liberté sous caution, lundi 5 mai. Un tribunal de New Delhi a en effet estimé qu'il n'y avait aucune preuve établissant qu'il avait agi avec la volonté d'attenter à la vie du premier ministre. — *(A.F.P.)*

Maroc

● UN BATEAU MAROCAIN transportant du ravitaillement pour la garnison de Tarfaya, dans le sud du pays, a été détruit le 3 mai, a annoncé lundi 5 mai, à Alger, le Front Polisario. L'attaque a eu lieu au large de Khneifis, à mi-chemin de Tan-Tan et Tarfaya, et dix membres de l'équipage ont été *tués* et sept *faits prisonniers*, précise le communiqué. — *(A.F.P.)*

Ouganda

● INTERDICTION DES RASSEMBLEMENTS POLITIQUES. — Le gouvernement ougandais a annoncé, lundi 5 mai, l'interdiction de tout rassemblement politique jusqu'aux *élections législatives prévues* en décembre. Seul le Front national de libération de l'Ouganda sera autorisé à faire campagne et à présenter des candidats. — *(Reuter.)*

Pérou

● LE MINISTRE DE L'INTERIEUR, le général Fernando Sabattini, a donné sa démission et sera *remplacé* par le général César Iglesias Baron, chef de la maison militaire de la présidence de la République, a-t-on annoncé lundi 5 mai de source officielle à *Lima. Le général écrit dans sa* lettre de démission qu'il renonce à sa charge afin de pouvoir se défendre par *« les voies légales »* contre des affirmations de la presse l'accusant de protéger des actes de contrebande. — *(A.P.)*

R.D.A.

● M. SIEGFRIED BOEHM, ministre des finances de la République démocratique allemande depuis 1966, est mort le 5 mai des suites d'un accident. Né en 1928, à Plauen, en Saxe, il était entré en 1948 comme ouvrier dans une entreprise de lignite, avant de devenir étudiant en économie politique à Leipzig. Directeur de la section de planification du parti communiste à partir de 1961, il devient ministre des finances en décembre 1966.

Rwanda

● UNE TENTATIVE DE COMPLOT a été éventée à Kigali, a-t-on appris lundi 5 mai, de source gouvernementale. Le chef de la sécurité, le commandant Theonaste Lizinde, et plusieurs membres de son état-major ont été arrêtés. Le chef de l'Etat, M. Juvenal Habyariamana, avait renoncé récemment à se rendre à la réunion de Lagos de l'O.U.A.

ASIE

Chine

« L'UNION SOVIÉTIQUE N'EST PAS UN PAYS SOCIALISTE »

réaffirme M. Deng Xiaoping

« L'Union Soviétique n'est pas un pays socialiste, mais un pays social-impérialiste », a déclaré lundi 5 mai M. Deng Xiaoping, recevant le chef de l'Etat guinéen, M. Sekou Touré, qui se trouve en visite officielle en Chine. *« C'est actuellement l'U.R.S.S. qui, dans la réalité des choses, menace la paix dans le monde*, a ajouté le dirigeant chinois. *L'expérience de nombreuses années montre que* l'Union soviétique poursuit sa *politique d'hégémonisme et commet des agressions contre d'autres pays qu'elle intimide, asservit et exploite. »*

Cette prise de position de M. Deng réaffirme la ligne traditionnelle de la Chine à l'égard du Kremlin, et qui avait été récemment remise en cause par la publication dans une revue littéraire des débats d'une conférence où certains participants avaient affirmé que *« la politique intérieure de l'U.R.S.S. demeure en fait de nature socialiste »* (*le Monde* du 5 avril). — *(A.F.P.)*

● *Le ministre chinois des affaires étrangères*, M. Huang Hua, est arrivé mardi 6 mai en Thaïlande pour une visite officielle de trois jours. — *(A.F.P.)*

Cambodge

CORRESPONDANCE

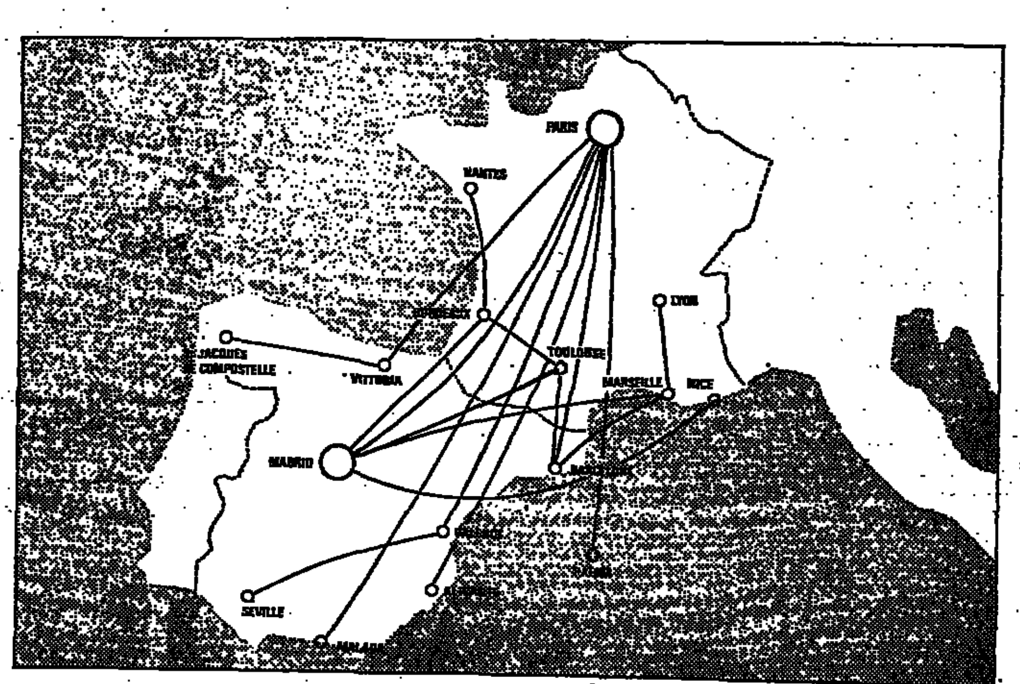
Hanoï dément l'emploi de gaz toxiques

A la suite de la publication (le Monde du 29 avril) *du témoignage d'un déserteur de l'armée vietnamienne faisant état de l'emploi de gaz toxiques au Cambodge, nous avons reçu de M. Truong Tung, premier secrétaire de l'ambassade du Vietnam à Paris, la lettre suivante :*

Laissons de côté le fait pour le moins bizarre que ce « déserteur » assistait, comme par hasard, au congrès du F.N.L.P.K. et répétait, presque point par point, les leitmotive d'une certaine propagande anti-vietnamienne, je voudrais rappeler que, ces derniers temps, par des mensonges et des « témoignages » fabriqués de toutes pièces, Pékin et Washington cherchent à faire accroire la fable d'une utilisation de gaz toxiques par les forces armées vietnamiennes au Cambodge et au Laos. Le but évident de cette campagne est, d'une part, de blanchir Washington des crimes atroces commis naguère par les troupes américaines au Vietnam, notamment par une utilisation massive de produits chimiques toxiques, et Pékin du génocide perpétré à son instigation par le régime Pol Pot, et, d'autre part, de ternir à tout prix l'image du Vietnam afin de préparer l'opinion publique pour une « *deuxième leçon punitive* ». Les propos de ce « déserteur » entrent de toute évidence dans le cadre de cette campagne. Nous avons déjà, plus d'une fois, rejeté catégoriquement de telles affirmations.



CET ETE,
ESPAGNE A VOLONTE.



Air France vous offre toute l'Espagne :

MADRID

Cet été, 3 vols quotidiens au départ de Paris, soit 21 vols par semaine.

PARIS	21

Autres vols hebdomadaires au départ de :

TOULOUSE Nouveau	3
NICE	4
MARSEILLE	5
LYON via Marseille	5
BORDEAUX	5
NANTES via Bordeaux	5

PALMA DE MAJORQUE

3 vols par semaine Air France-Vacances au départ de Paris-Charles de Gaulle jusqu'au 1er juillet. 4 vols à partir du 2 juillet.

BARCELONE

Vols hebdomadaires au départ de :

PARIS tous en Boeing 727	12
MARSEILLE	5
BORDEAUX/TOULOUSE	3

Autres liaisons hebdomadaires au départ de Paris :

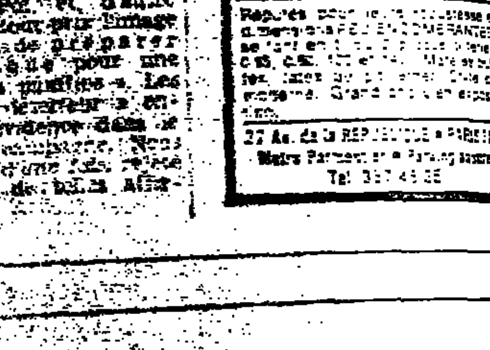
ALICANTE	3
MALAGA	4
ST-JACQUES-DE-COMPOSTELLE*	3
VALENCE*	7
SÉVILLE*	7
VITTORIA*	3

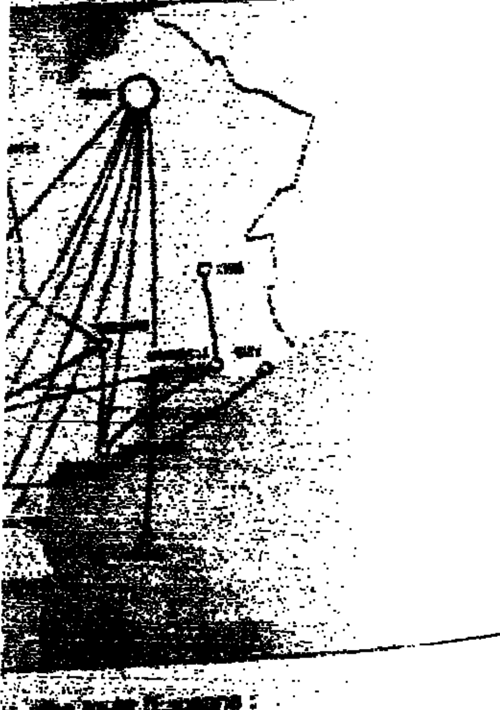
Pour vos séjours en Espagne, nous avons sûrement le voyage qu'il vous faut.

AIR FRANCE

*en exploitation conjointe avec Iberia.

ASIE





CINQ ANS APRÈS LA CAPITULATION DE SAIGON

L'Indochine d'une guerre à l'autre

II. — L'ASEAN : à l'ombre du Vietnam en armes

Les bouleversements qui se sont succédé en Indochine après le départ des Américains et l'emprise qu'exerce aujourd'hui Hanoï sur ses deux voisins (« le Monde » du 6 mai) ont pesé lourdement sur les autres pays de la région, regroupés au sein de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN). Ceux-ci sont partagés entre leur aspiration à la paix et à la stabilité et leur inquiétude devant la puissance vietnamienne.

De notre correspondant en Asie du Sud-Est
ROLAND-PIERRE PARINGAUX

Bangkok. — En 1975, les victoires successives des communistes indochinois avaient semé le désarroi dans les rangs des cinq pays de l'ASEAN (1). Après trente années de guerres étrangères pour contenir la poussée des révolutions communistes, l'équilibre des forces était brutalement altéré : trois alliés de la puissance mondiale numéro un tombaient dans le camp adverse.

Poignée hétéroclite de nations affaiblies, l'ASEAN — en particulier la Thaïlande, la plus impliquée dans la guerre américaine — se retrouvait en position d'infériorité, face à la plus formidable machine de guerre de la région, celle du Vietnam, et au messianisme révolutionnaire de ses dirigeants. Le contentieux était lourd, le traumatisme profond. Cependant, une page de l'histoire était tournée et l'on pouvait croire qu'il ne serait pas impossible de promouvoir, à l'abri des manipulations des grandes puissances, une politique régionale de coopération et de détente. Les pays de l'ASEAN, plus par nécessité et par peur que par affinité, ont serré les rangs, tendu la main vers l'Indochine et vers la Chine.

Cependant, et indépendamment de leur volonté, les flammes de la guerre, attisées chez leurs voisins communistes par des antagonismes historiques et raciaux, des nationalismes longtemps réprimés et l'exacerbation de la rivalité entre la Chine d'une part et l'Union soviétique et ses alliés de l'autre, menacent d'embraser toute la zone. L'Indochine est à nouveau en proie à ses démons belliqueux et menacée de l'extérieur. Les espoirs nourris par l'ASEAN de voir prendre forme, avec la participation du Vietnam, du Laos et du Cambodge, une « zone de paix, de liberté et de neutralité » restent plus éloignés que jamais.

Ecartelés entre les Etats-Unis, la Chine, l'U.R.S.S. et le Vietnam, en butte à leurs divergences, les régimes de l'ASEAN maintiennent parfois à grand-peine leur unité et leurs positions. Ils pilotent à vue. Les uns ont la réputation d'être des faucons, d'autres passent pour des colombes. Ni les uns ni les autres n'ont, à eux seuls, les moyens de changer le cours des événements.

Dès avant l'expédition vietnamienne au Cambodge, au fur et à mesure de la détérioration de leurs relations, Pékin et Hanoï ont sorti le grand jeu, celui de la diplomatie du sourire et de la Realpolitik, combiné pour se concilier les bonnes grâces des pays de l'ASEAN par eux vilipendés il n'y a pas si longtemps. Ils ont, du même coup, fait bon marché de certains principes révolutionnaires. Hanoï a officiellement lâché les P.C. (clandestins et maoïstes) de la région et exposé les Chinois d'outre-mer, nombreux en Asie du Sud-Est, à la vindicte populaire en les accusant d'être la « cinquième colonne » de Pékin.

Joignant les actes aux paroles, le Vietnam a expulsé une partie de sa communauté d'origine chinoise. Pékin n'a pas répudié les P.C. qui se réclament de son obédience mais les a mis sous l'éteignoir. La Chine, pour qui la Thaïlande est un élément essentiel de sa stratégie antivietnamienne, a notamment fait interrompre la Voix du Peuple Thaïlandais (radio du P.C. thaïlandais émettant du sud de la Chine) et incité ce parti à une alliance contre nature avec les militaires de Bangkok. Dans l'hypothèse d'une agression vietnamienne, Pékin a offert son « soutien » aux dirigeants thaïlandais. La Chine met, comme avant la Révolution culturelle, l'accent sur les relations d'Etat à Etat, au détriment de celles de parti à parti. Soumis depuis des années au régime de la douche écossaise de la part de leurs adversaires communistes, les pays de l'ASEAN ne prennent ni ces menaces ni ces promesses pour argent comptant mais cherchent à obtenir le maximum de bénéfices des antagonismes entre leurs voisins. Cela dit, il apparaît que leurs sympathies qui sont d'abord allées, sous le coup de la peur, vers la Chine — surtout depuis qu'elle a les faveurs de Washington — se sont quelque peu refroidies à l'idée d'un conflit prolongé.

Duplicité vietnamienne

Il est vrai que l'attitude vietnamienne est vite apparue à ces pays comme empreinte de duplicité. La brève et trompeuse période de détente inaugurée par M. Pham Van Dong à l'automne 1978, après trois années de rebuffades et alors que l'on préparait à Moscou et à Hanoï la signature d'un traité d'amitié et de coopération (avec clause militaire) et l'invasion du Cambodge, a pris toute sa signification quelques mois plus tard, lors de la prise de Phnom-Penh.

De plus, la poursuite de manœuvres de subversion, les expulsions massives de réfugiés vers les rivages de l'ASEAN puis les conflits, invasions et menaces à l'égard de leurs voisins, le tout couronné par l'affaire afghane ont pratiquement réduit à néant toute velléité de dialogue et de compromis. Les arguments avancés par Hanoï et par Moscou pour justifier leurs invasions, le mépris par eux affiché pour les appels de la communauté internationale, tout cela a créé une psychose de l'expansionnisme soviéto-vietnamien. Washington, Pékin et d'autres partenaires mineurs n'ont pas manqué d'en profiter : d'anciens réflexes ont joué en faveur d'une relance de projets, de pactes et d'alliances militaires, que l'on croyait ensevelis sous les décombres de la débâcle américaine.

Le catalyseur de la « troisième guerre d'Indochine », commencée dès 1975 dans les coulisses — à Hanoï, à Phnom-Penh, à Pékin et à Moscou, — fut l'invasion du Cambodge, allié principal de la Chine dans la région, au cœur d'une zone d'intérêt vital pour la sécurité et pour l'économie d'un Vietnam par ailleurs acquis à la théorie de la souveraineté limitée, de type soviétique. Présentée par Hanoï comme une « grande contribution à la paix et à la stabilité en Asie du Sud-Est », cette intervention fut avant tout perçue par les pays de l'ASEAN, et particulièrement par la Thaïlande, comme la disparition, dramatique à terme, entre leur sphère d'influence pro-occidentale et celle de Hanoï et Moscou, d'un Etat-tampon (le second après le Laos) dont ils s'efforçaient de renforcer la viabilité malgré l'image répugnante des Khmers rouges. Soudain la Thaïlande se retrouvait en première ligne : les armées de Hanoï campaient sur la longue frontière avec l'Indochine. De ce jour, par solidarité, mais non sans réserves, c'est d'abord sur la politique de Bangkok que ses partenaires ont dû aligner la leur. Or il se trouve que le jeu de la « neutralité » thaïlandaise a favorisé les entreprises de Pékin et la survie des Khmers rouges. Jusqu'où les associés de Bangkok seraient-ils prêts à s'engager si le conflit s'étendait et, a fortiori, si les forces armées de la Chine intervenaient à nouveau directement ?

Soutien aux Khmers rouges

Les actions et réactions de ces nations se situent à deux niveaux : collectif et individuel. Réunis le 13 janvier 1979, une semaine après l'invasion du Cambodge, les ministres des affaires étrangères des « cinq » avaient défini une politique à laquelle ils se sont tenus : demande de retrait des troupes étrangères et autodétermination du peuple cambodgien. Cette position avait recueilli une écrasante majorité en novembre lors de la session de l'Assemblée de l'ONU. Ces pays, qui ont également une position commune sur la question des réfugiés, demandent, par solidarité avec Bangkok, l'envoi d'observateurs des Nations unies à la frontière khméro-thaïlandaise afin d'éviter l'extension du conflit et de tenter de mettre de l'ordre dans la sanglante pagaille dans ce secteur.

Ils continuent à reconnaître — et dans certains cas à soutenir activement — le régime déchu du Kampuchéa démocratique (Khmers rouges), mais, gênés par son image de marque, ont manœuvré pour obtenir, en décembre, l'effacement (relatif) de M. Pol Pot et le ravalement de la façade communiste du régime au profit d'une union nationale patriotique. Divisés sur l'attitude à adopter à l'égard de Sihanouk, les membres de l'ASEAN souhaitent la réunion d'une conférence internationale sur le Cambodge.

Depuis plus d'un an, la cohésion a été maintenue. Cependant, conscients de leur impuissance et de celle du secrétaire général de l'ONU à faire appliquer leur résolution sur le retrait vietnamien, et soucieux de ne pas bloquer toute possibilité de solution négociée, les « cinq » avaient proposé aux Vietnamiens l'ouverture d'un dialogue exploratoire. Mais ces derniers avaient réaffirmé le caractère irréversible des changements au Cambodge et mis en garde l'ASEAN contre les risques qu'il y aurait pour eux, et avant tout pour les Thaïlandais, à pousser trop loin leur collaboration avec Pékin et Washington et en faveur des Khmers rouges.

Depuis le début de la crise, Hanoï et Moscou se sont efforcés, sans trop de succès, de tirer profit des divergences au sein de l'ASEAN, et notamment des différences de perception quant au « danger principal » qui pèse sur la région. Cela est fonction des particularismes et priorités nationales de chacun, ainsi que de leur proximité ou de leur éloignement de la ligne de front et de leurs alliances.

De nombreuses divergences

Pour la Thaïlande et Singapour, l'ennemi numéro un, c'est le tandem Moscou-Hanoï. Pour l'Indonésie et la Malaisie, ce serait plutôt, à terme, la Chine. Bon gré mal gré, entre ceux qui jouent la confrontation et ceux qui voudraient ramener l'ensemble à une position d'équidistance entre les belligérants et leurs alliés, le consensus a prévalu jusqu'à présent pour s'opposer au fait accompli vietnamien mais sans grand succès. Et si aucun de ces pays n'a ouvertement protesté contre le fait que la Thaïlande, censée être neutre, pousse la bienveillance jusqu'à fournir l'asile aux Khmers rouges et à relayer l'aide militaire chinoise qui leur est destinée, il en va autrement dans les coulisses. L'obstination négative de Hanoï conforte la position de ceux qui s'opposent à tout compromis tant que les Vietnamiens occupent le Cambodge, c'est-à-dire les avocats de la politique de Pékin qui entend « saigner le Vietnam » pendant quatre ou cinq ans.

Cependant, dans une telle perspective, inévitablement porteuse de nouveaux drames et de nouvelles menaces militaires, la position intransigeante de la Chine paraît de plus en plus battue en brèche, même du côté de Washington. Des indices de son érosion et d'une volonté d'apaisement se multiplient depuis peu, tant parmi les pays de l'ASEAN qu'au sein de la communauté internationale, accaparée par d'autres conflits. Hanoï pourrait accentuer son avantage en faisant des concessions sur le Cambodge, sans en perdre le contrôle. Une récente tournée des responsables de la diplomatie chinoise dans les pays de l'ASEAN aux Etats-Unis et au Japon, où ils se proposaient, en tirant profit de l'affaire afghane, de galvaniser les énergies antivietnamiennes et antisoviétiques, s'est heurtée à de fortes réticences.

A la même époque, alors que la Chine donnait l'exemple, l'ASEAN et le Japon ont refusé de recevoir chez eux M. Khieu Samphan, premier ministre du Kampuchéa démocratique. Ceux qui sont favorables au compromis, qui ferait la partie belle à Hanoï mais qu'ils jugent inévitable, avancent des arguments auxquels le temps et l'analyse ont donné du poids. Prolonger le conflit (fût-ce en le qualifiant de guerre de libération, mais quel Cambodgien souhaite aujourd'hui une seconde libération par les Khmers rouges ?), c'est prolonger l'agonie du peuple khmer et le chaos, multiplier le nombre des réfugiés et gonfler la note de frais de la communauté internationale. C'est continuer à se compromettre, à fonds perdus, avec un régime criminel et sans soutien populaire, dont la survie artificielle suffit à justifier l'occupation vietnamienne. C'est maintenir la tension régionale, renforcer la présence soviétique en Indochine et la dépendance de Hanoï à son égard, risquer des débordements conflictuels et l'entraînement dans la rivalité des grandes puissances, dans la dynamique de la guerre froide, des pactes, des alliances militaires, etc. Les avocats de l'apaisement — par raison plus que par sympathie pour Hanoï — font aussi valoir que le Vietnam, conformément à ses promesses et contrairement à toutes les prévisions alarmistes, n'a pas attaqué la Thaïlande et s'en est tenu aux engagements pris à Genève de bloquer l'émigration des réfugiés politiques. Enfin, Sihanouk, après bien des hésitations, ne voit d'autre issue pour sauver son peuple que celle de la collaboration avec Hanoï et Phnom-Penh.

Un lâchage « américain » ?

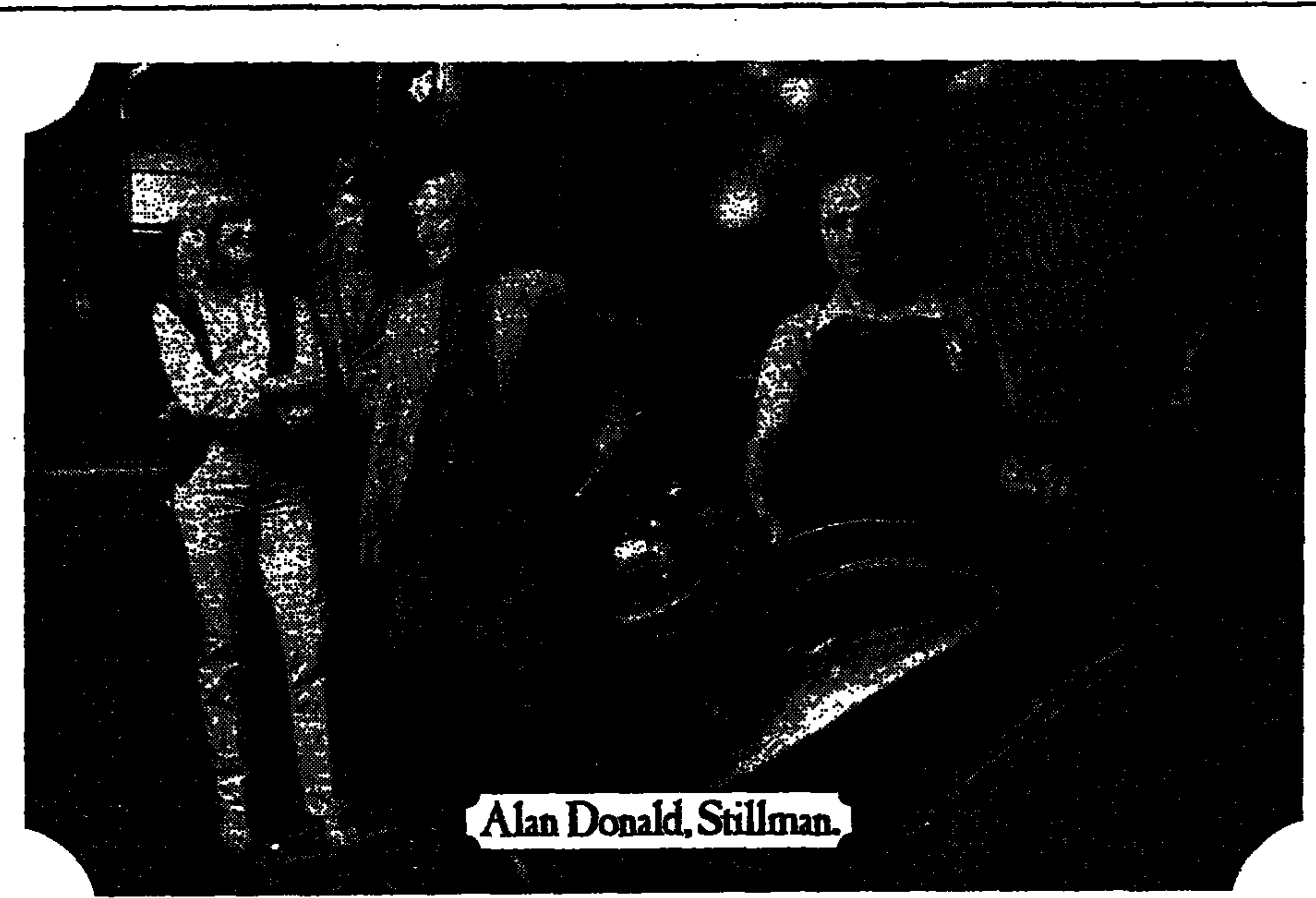
La Thaïlande, empêtrée dans ses contradictions, prise entre la volonté active de prévenir, par Khmers interposés, une victoire vietnamienne totale et le désir de se débarrasser des réfugiés et des groupes de résistants qui menacent sa sécurité, pourrait-elle tenir, face aux Vietnamiens, la distance envisagée par la Chine ? Pas sans le soutien actif de Pékin et de Washington. Or les Etats-Unis, essentiellement accaparés par l'Afghanistan et par l'Iran, et conscients que la politique de confrontation envers Hanoï ne fait que renforcer la position des Soviétiques, semblent désireux d'assouplir une telle politique, quitte à obtenir des concessions soviétiques ailleurs.

S'ils favorisaient le compromis que préconisent déjà plusieurs pays de l'ASEAN, on voit mal comment leurs alliés, et en particulier la Thaïlande, qui jouit d'une position stratégique dans la politique de confrontation avec Hanoï, pourraient ne pas s'aligner. Quelle serait la réaction de Pékin devant un tel lâchage ? Quel serait le sort des Khmers rouges ? Il est trop tôt pour le prédire, d'autant plus qu'il ne s'agit pour le moment que de tendances, et l'on ne peut, a priori, exclure de nouveaux raidissements. Beaucoup dépendra de la souplesse de Hanoï, jusqu'à présent arc-bouté sur ses positions militaires et politiquement intransigeant. Il semble cependant qu'un vent d'apaisement souffle sur la région à la veille de la mousson. Et ce n'est pas un hasard si le nouveau gouvernement de Bangkok vient d'inviter le ministre vietnamien des affaires étrangères à faire une visite officielle en mai.

(1) Association des nations de l'Asie du Sud-Est : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande.

Prochain article :

ETATS-UNIS : LE TRAUMATISME S'ESTOMPE



Glenfiddich: Découvrez la chaleureuse hospitalité des Highlands.

Dès votre arrivée dans la Vallée des Cerfs, (Glenfiddich en Gaëlique signifie "Vallée des Cerfs"), vous serez transportés dans un autre monde.

La distillerie dont les bâtiments pleins de charme appartiennent toujours aux descendants de William Grant, reflète l'hospitalité généreuse des Highlands.

Depuis les alambics en cuivre martelé à la main jusqu'aux magnifiques tonneaux de chêne, chaque chose raconte l'histoire d'un artisanat consacré par quatre générations de soins et d'expérience; vous y rencontrerez des hommes comme Alan Donald, Stillman, qui vous montrera les alambics dans lesquels est distillé jusqu'à la perfection et dans la plus grande tradition l'alcool qui fait l'esprit des Highlands.

Et comme les 4000 visiteurs français de l'année dernière, vous serez reçus à bras ouverts.

Si vous souhaitez une information plus complète, renvoyez ce bon à l'OFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME (6, place Vendôme, 75001 Paris), vous recevrez une documentation complète sur l'Ecosse, accompagnée de notre guide de Glenfiddich. Complétez:

Nom ______

Adresse ______



Glenfiddich, la Vallée des Cerfs, une expérience inoubliable.

EUROPE

APRÈS LA MORT

Mme Jovanka Broz devant le catafalque

De notre envoyé spécial

Belgrade. — De toutes les images diffusées lundi 5 mai par la télévision yougoslave sur la cérémonie funèbre au Parlement de Belgrade lors de l'arrivée de la dépouille mortelle du président Tito, la plus poignante restera celle devant le catafalque de Mme Jovanka Broz, la compagne du chef de l'Etat, soudainement rejetée voilà trois ans, après quelque trente ans de vie commune.

Les premières rumeurs sur une mésentente au sein du couple Tito avaient commencé à circuler en 1977. Le président, que sa femme avait l'habitude d'accompagner dans ses voyages, avait alors fait seul plusieurs déplacements. Le fait n'avait pas échappé aux observateurs. On avait dit qu'un différend politique avait surgi entre Jovanka et Tito, ce dernier reprochant à sa femme d'avoir favorisé la promotion de certains officiers serbes, originaires comme elle de la province de la Lika. Un démenti catégorique avait été opposé à ces rumeurs. Mais certaines photos et même des films, montrant le couple en parfaite harmonie, avaient été retirés de la circulation.

Depuis lors, Mme Jovanka Broz était contrainte à un mode de vie plus effacé, et on n'avait guère entendu parler d'elle. A la fin de l'année dernière cependant, elle avait fait une apparition remarquée lors du banquet traditionnel de ses compatriotes de la Lika, dans un grand palace de Belgrade. Sa présence témoignait des liens que cette ancienne partisane, très populaire dans certains milieux militaires, continuait d'entretenir avec ses amis. On savait aussi qu'elle avait assisté à Belgrade aux obsèques d'une ancienne compagne de lutte pendant la guerre, originaire de Zagreb. Des témoins disaient encore l'avoir vue à plusieurs reprises se promener en voiture dans les rues de la capitale en compagnie de sa sœur.

Interrogé par un journaliste étranger, Tito lui-même, feignant l'indifférence, avait déclaré un jour que ce genre de « brouille » était chose naturelle dans un ménage. Mais peut-être le vieux président avait-il été plus affecté par ce conflit intime qu'il ne voulait bien l'avouer. Pendant son séjour à l'hôpital de Ljubjana, il avait demandé plusieurs fois des nouvelles de sa femme à des proches, et en une circonstance, il lui aurait même envoyé des fleurs. Jovanka, contrairement à certaines rumeurs, ne lui a cependant pas rendu visite pendant toute la durée de sa maladie. — M. L.

Un peuple dans la nuit sans étoiles

De notre envoyé spécial

Belgrade. — Dans la nuit du lundi 5 au mardi 6 mai, Belgrade n'a pas dormi. C'est un peuple entier qui, jusqu'à l'aube, a rendu hommage à Josip Broz Tito.

Vision fantastique que celle, dans la nuit sans étoiles, de cette foule infinie, toujours recommencée, s'étirant en rangs serrés sous une bruine intermittente sur des centaines et des centaines de mètres, et convergeant de deux directions diamétralement opposées devant le Parlement illuminé, à l'intérieur duquel repose la dépouille mortelle du président. Etrange et fascinant ballet au rythme réglé par la musique funèbre diffusée au-dehors par des haut-parleurs, mais semblant sortir de cet étonnant palais néo-grec, ce qui accentue encore le caractère irréel de toute la scène. Foule de gens simples, d'employés, d'ouvriers qui se côtoient, toutes générations mêlées, dans un silence d'une densité inimaginable quand on connaît la volubilité habituelle des habitants de la capitale.

Beaucoup d'yeux rougis et de regards perdus dans cette succession interminable de visages souvent graves. Tout n'a pas été spontané dans cette réaction de la population de Belgrade. Des groupes rassemblés autour d'un responsable dans les rues avoisinantes, et se mettant en marche sur un signe à peine perceptible, laissent penser qu'une organisation très méthodique a orchestré cet extraordinaire mouvement humain. Mais il est des regards, il est des comportements, qui ne trompent pas. La tristesse, la douleur de la plupart, sont sincères, la détermination bien réelle. C'est tout un peuple sans différences de condition ni de nationalités qui se retrouve au coude à coude dans la fraîcheur nocturne de la capitale. Un peuple qui a donné ainsi au monde l'image la plus éclatante de son unité et de sa tranquille assurance. On imagine devant le danger ce peuple en armes se dresser, et l'on comprend un peu mieux ce que signifie, pour l'avenir de la Yougoslavie, l'héritage de Tito. — M. L.

Les personnalités étrangères aux funérailles

A Belgrade, selon notre correspondant, on accorde un vif intérêt à la composition des délégations étrangères qui prendront part, le jeudi 8 mai, aux obsèques du président. L'annonce, dès lundi 5 mai, de la venue de M. Hua Guofeng, le numéro un chinois, a provoqué une satisfaction non dissimulée. Mardi, à l'aube, l'agence Tanyoug annonçait que M. Brejnev, chef de l'Etat et du P.C. soviétique, accompagné de M. Gromyko, ministre des affaires étrangères, y assisterait également.

On avait nourri secrètement l'espoir, à Belgrade, ajoute notre correspondant, que M. Giscard d'Estaing et le président Carter se déplaceraient eux aussi. Les raisons invoquées par l'un comme par l'autre ont été accueillies avec compréhension, d'autant que la composition de la délégation américaine, avec à sa tête le vice-président, M. Mondale, et celle de la délégation française, qui sera dirigée par M. Raymond Barre, confirment l'intérêt que les deux pays portent à la Yougoslavie.

Les Yougoslaves se félicitent de l'arrivée de nombreux hommes d'Etat : le chancelier Schmidt ; le président autrichien Kirschlaeger ; le roi Baudouin de Belgique ; le gouverneur général du Canada, M. Edward Schreyer ; le prince Henrik du Danemark ; le président Urho Kekkonen de Finlande ; le prince Philip et Mme Thatcher ; le président grec Tsatsos ; le président italien Pertini ; le roi Olav de Norvège ; le président portugais Eanes, accompagné de son premier ministre, M. Sa Carneiro, et du leader socialiste, Mario Soares ; le roi Carl-Gustav de Suède ; le premier ministre turc, M. Demirel, et le chef de l'opposition, M. Ecevit.

Seront également présents, Mme Gandhi, premier ministre d'Inde ; M. Kim Il-sung, le chef du parti de la Corée du Nord ; de nombreux représentants d'Etats africains, notamment le président guinéen Sekou Touré, le président tanzanien Nyerere, et le président togolais Eyadema. Le président syrien Assad et M. Chedli Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, sont également attendus.

On s'interrogeait encore mardi quant aux intentions de M. Fidel Castro, président en exercice du mouvement des non-alignés, et sur la composition des délégations des pays de l'Europe de l'Est, à l'exception de la Roumanie, qui sera représentée par M. Ceausescu. En revanche, la présence de MM. Marchais, Carrillo et Berlinguer a été confirmée officiellement. De son côté, le parti socialiste sera représenté par MM. Mitterrand et Jospin.

BUREAUCRATIE ET THÉRAPIE

On cite de nombreux exemples de patriarches qui, sentant la mort prochaine, arrangeaient leurs affaires avant, le moment venu, de disparaître. La scène était belle, sereine, rassurante. La mort intervenait à son heure, comme un point final.

On ne saurait dire de l'agonie de Tito si elle force plus l'admiration qu'elle ne suscite l'indignation. Cet homme d'Etat n'en était pas moins homme tout court. En d'autres lieux, pour d'autres cas, on assista à de tels feuilletons funèbres (Franco, Boumediène) mais aucun ne l'aura égalé en durée.

Pour des raisons sans doute dues à une organisation bureaucratique paralysée devant la décision, ce patriarche-là a été maintenu en vie, si l'on ose dire, pendant près de quatre mois. Le délai aura été largement suffisant pour tout « arranger ».

Dans tous les hôpitaux du monde, l'agonie d'un vieillard de quatre-vingt-huit ans ne pose plus guère aux médecins de problèmes éthiques insupportables. Le maintien en vie à tout prix se mesure en fonction de critères financiers ou humains : parfois, il faut libérer une place en réanimation pour un malade plus jeune. Il y a longtemps qu'on ne fait plus semblant, pour des vieux anonymes, de recourir à tous les « miracles » de la médecine moderne.

Outre ses conséquences politiques, l'agonie de Tito, que l'hommage universel ne saurait faire oublier, laissera le souvenir d'un vain combat. Nul ne sait, ni ne saura sans doute, ce que le premier intéressé a pensé des cent treize jours infernaux qui lui auront été imposés. Mais la supplication si souvent entendue aujourd'hui, « ne nous volez pas notre mort », cet homme-là n'aura pu la lancer.

Et, dans la succession des bulletins de santé, l'acharnement lexicologique aura ponctué, en pointillé, la fin d'une vie qui méritait un peu plus de respect.

BRUNO FRAPPAT.

MOSCOU : les dirigeants ont le souci de montrer leurs bonnes intentions aux successeurs du maréchal

De notre correspondant

Moscou. — Les dirigeants soviétiques devaient se rendre ce mardi 6 mai à l'ambassade de Yougoslavie à Moscou pour signer le livre de condoléances ouvert depuis le début de la matinée. M. Leonid Brejnev — qui conduira la délégation aux obsèques, avec M. Gromyko — devait être présent, entouré des principaux membres du bureau politique du P.C. soviétique.

La question de la composition de la délégation soviétique aux obsèques a pu être abordée au cours des entrevues que l'ambassadeur de Yougoslavie, M. Orlanditch, a eues lundi après-midi à Moscou. Il avait demandé à voir, pour des visites qualifiées de « protocolaires », un membre de la direction du parti et un membre du gouvernement. Il a été reçu pour un court moment par M. Michel Souslov, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, vieil adversaire de Tito depuis sa rupture avec le Kominform en 1948, puis par M. André Gromyko, ministre des affaires étrangères.

M. Brejnev peut se rendre à Belgrade puisque toute éventualité de rencontre avec le président Carter, qui aurait pu se révéler délicate dans les circonstances actuelles, est écartée. Mais il va se trouver, pour la première fois sans doute, en présence du président chinois Hua Guofeng. Ce geste sera interprété de diverses façons. C'est tout autant une marque de déférence vis-à-vis du président défunt qu'une démonstration de la volonté de maintenir de bonnes relations avec ses successeurs et une manifestation de l'intérêt que les dirigeants soviétiques portent en général à la Yougoslavie.

La dernière période n'a certes pas été exempte de divergences et de polémiques — le désaccord le plus récent portant sur la conférence des P.C. européens à Paris, — mais lors de leur dernière rencontre à Moscou, il y a un an, M. Brejnev et le maréchal Tito avaient réaffirmé leur désir de développer la coopération soviéto-yougoslave dans tous les domaines sur la base des documents de 1955 et 1956 qui scellaient la réconciliation entre Moscou et Belgrade. Les différences entre les deux partis à propos de la construction du socialisme et de certains grands problèmes internationaux ne doivent pas, avaient-ils ajouté, empêcher le développement de cette coopération.

Une courte biographie

A Belgrade, M. Brejnev aura certainement l'occasion d'exprimer ses bonnes intentions aux nouveaux dirigeants yougoslaves et de s'assurer en contrepartie de leur volonté de poursuivre dans la voie tracée par Tito. C'est actuellement le minimum que le Kremlin puisse attendre ; alors qu'il a été passablement irrité par toutes les déclarations yougoslaves et étrangères sur la défense de l'indépendance de la Yougoslavie face à la menace soviétique. Il est vrai qu'on ne prête qu'aux riches...

L'intérêt particulier que l'U.R.S.S. porte naturellement à la Yougoslavie après la mort de Tito ne se reflète pas dans la presse soviétique. La plupart des journaux, qui ne paraissent pas le lundi, annoncent brièvement, ce mardi, le décès du dirigeant yougoslave. Quant à la *Pravda*, elle ne s'écarte pas des schémas traditionnels en pareil cas : message de condoléances des dirigeants soviétiques à la une, courte biographie du défunt illustrée d'un portrait, en page intérieure. Tito n'a pas droit à une ligne de plus que le président du Vietnam, Ton Duc Thang, mort il y a un mois.

Le message, signé collectivement par le comité central, le présidium du Soviet suprême et le conseil des ministres, indique que *« l'activité inlassable de Josip Broz Tito en vue de resserrer les rangs du parti communiste yougoslave, de diriger la lutte héroïque des travailleurs de son pays contre les envahisseurs fascistes, pour le triomphe de la révolution socialiste, pour l'édification de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, pour la consolidation de la fraternité et de l'unité de ses peuples, lui a valu un respect et un prestige élevés »*. Il fait référence au rôle de Tito comme l'un des fondateurs du mouvement des non-alignés (rôle qu'ignore sa courte biographie) et à sa *« lutte énergique au sein du mouvement communiste et ouvrier international contre les forces de la réaction pour la sécurité des peuples et le progrès social »*.

« En ces tristes journées, ajoute le message (la direction soviétique) *réitère l'aspiration indestructible de l'U.R.S.S. à renforcer ses rapports d'amitié avec la Yougoslavie, avec la Ligue des communistes yougoslaves sur la base d'un strict respect des principes et des accords définis à l'échelon le plus élevé, sur la base de la non-ingérence dans les affaires intérieures les uns des autres, de l'égalité des droits, d'un strict respect de la souveraineté, dans l'esprit de la compréhension mutuelle et de la confiance. »*

La biographie publiée par la *Pravda* ne fait aucune allusion à la rupture de 1948 ni à la réconciliation de 1955, alors qu'un paragraphe entier est consacré à l'activité de Tito en Russie entre 1915 et 1920 pendant la révolution d'Octobre et la lutte contre les Blancs. En fait, la chronologie de sa vie s'arrête, pour le journal du parti soviétique, à la deuxième guerre mondiale. *« Après la guerre, Tito a mené un grand travail pour la construction du socialisme en Yougoslavie »*, ajoute-t-il simplement. Cette discrétion officielle n'empêche pas les Soviétiques de se souvenir que le vieux maréchal après avoir dit non à Staline aura tenu tête jusqu'au bout à Moscou.

DANIEL VERNET.

ATHÈNES : pas d'inquiétudes pour l'immédiat

De notre correspondant

Athènes. — Dans la capitale grecque, le sentiment est que la disparition du maréchal Tito ne devrait pas, du moins dans l'immédiat, entraîner de sérieux remous, tant en Yougoslavie que dans la région des Balkans. Depuis que, le 28 juin 1948, la Yougoslavie s'est installée dans ses nouvelles amitiés, les dirigeants grecs n'ont cesse se suivre avec une particulière attention tout ce qui concerne ce pays. Les visites du maréchal Tito, en 1954 et en 1959, ont renforcé les liens traditionnels entre les deux pays. En dépit des frictions que peuvent provoquer les dirigeants macédoniens de Skoplje en réclamant un droit de regard sur la petite minorité slavophone en Macédoine grecque, les dirigeants d'Athènes se sont toujours félicités de l'étroite et confiante collaboration avec Belgrade.

Depuis 1961, les dirigeants grecs suivent les efforts des communistes yougoslaves pour rechercher des solutions permettant une transition sans heurts graves au moment de la succession de Tito. Aujourd'hui, on estime, à Athènes, que les dirigeants de Belgrade sont parfaitement en mesure de surmonter les problèmes essentiels : évolution du système économique propre à leur pays, antagonismes nationaux beaucoup plus fondés, désormais, sur des données économiques et culturelles que sur des rivalités ethniques et religieuses, particularisme local, contradictions internes entre l'Orient et l'Occident. D'autre part, le système mis en place depuis des années peut neutraliser l'« ennemi intérieur », car les éléments réellement prosoviétiques paraissent relativement peu nombreux.

Sur le plan balkanique, Athènes estime que les Soviétiques éviteront, dans l'immédiat, de se lancer dans une nouvelle et périlleuse aventure. Les forces armées yougoslaves, la défense populaire généralisée et le relief montagneux du pays ne peuvent que poser d'épineux problèmes pour une intervention militaire, sans compter que les Yougoslaves ne tarderaient pas à bénéficier d'un puissant appui occidental.

Le sentiment prévaut donc que tant que l'Union soviétique ne se sera pas dégagée du guêpier afghan, elle hésitera à ouvrir un nouveau front dans les Balkans. Mais l'optimisme modéré qui règne aujourd'hui à Athènes à cet égard n'exclut nullement la plus grande vigilance.

MARC MARCEAU.

MM. Brejnev et Hua Guofeng vont se côtoyer aux obsèques

(Suite de la première page.)

La presse évalue à trois cent mille le nombre des personnes présentes sur le trajet. Premier hommage de la population yougoslave à son chef suprême, un hommage qui allait se répéter et s'amplifier tout au long de la journée. Devant les dirigeants de la République fédérée de Slovénie, M. Rozitch, le maire de la ville, a célébré la mémoire du défunt avant que le corps de celui-ci ne soit hissé dans le train.

Parti à 8 h. 30 de la gare de Ljubljana, le convoi, composé de neuf voitures Pullman, n'a fait qu'une seule halte sur son trajet, à Zagreb, la capitale de la Croatie, où une brève cérémonie s'est déroulée là aussi en présence des dirigeants de cette République fédérée et de plusieurs centaines de milliers de Zagrébois.

« Levez-vous, frères ! »

Le président du parti de la ville, M. Plastch, a rappelé dans une allocution que le maréchal Tito avait séjourné pendant de longues années à Zagreb et que c'est ici qu'il avait posé les bases de la réorganisation du parti communiste yougoslave avant la guerre. Parlant de l'activité du président après la guerre, M. Plastch a insisté sur le caractère « historique » du « non » que Tito avait dit à Staline en 1948. *« Ce ne fut pas seulement un geste de courage et de détermination*, a-t-il ajouté, *mais aussi un moment des plus importants dans l'édification des rapports d'égalité entre les partis communistes et les Etats socialistes. »* Avant le départ du train pour Belgrade, un chœur a entonné un des plus beaux chants (*« Levez-vous, frères ! »*) du Zagorje — la région natale du président — dont la mélodie triste et profonde a bouleversé l'assistance.

A 17 heures, avec une exactitude royale, le « train bleu » est entré dans la capitale. Le cercueil, recouvert du drapeau national et porté par des officiers de la garde en uniforme bleu ciel et noir, fut posé sur un catafalque dressé sur la place, devant la gare, portant le nom de place de la Fraternité et de l'Unité. Pendant ce temps, devant une foule immense où nombre d'hommes et de femmes ne parvenaient pas à retenir leurs larmes, une musique militaire jouait la célèbre marche funèbre qui fut interprétée pour la première fois lors des obsèques de Lénine.

« Nous n'avons pas pu lui venir en aide »

En présence de tous les dirigeants de l'Etat et du parti, M. Gligorievitch, président de l'organisation de la Ligue des communistes de la capitale, après avoir rappelé l'attachement de Tito à la ville de Belgrade, a célébré ses mérites dans l'édification de l'unité des peuples et des nationalités de la Yougoslavie, du socialisme et de l'autogestion. Il a mis l'accent sur le prestige dont Tito jouissait dans le monde, précisant que c'était à Belgrade en 1961 que s'était réuni le premier sommet des pays non alignés, premier pas vers la recherche d'une politique de résistance à la force et à la division du monde en blocs. Puis, avec les accents d'un vieux partisan, M. Gligorievitch dit, en termes simples, que la population yougoslave avait tout fait pour « sauver » le président Tito lorsqu'il se trouvait sur son lit de souffrance à l'hôpital de Ljubljana, mais, a-t-il constaté avec amertume, *« c'est la première fois que nous n'avons pas pu lui venir en aide »*.

De la gare, le convoi funèbre s'est rendu au Parlement fédéral, en plein centre de la ville, après avoir traversé deux des plus grandes avenues de la capitale, la Nemanjina et la rue du Prince-Milos. Plusieurs centaines de milliers de personnes — *« tout Belgrade »* écrit la presse — ont suivi avec une affliction visible le passage du cortège. Arrivé devant l'imposant édifice, le cercueil fut porté par un groupe d'officiers généraux jusque dans le hall central décoré des drapeaux de l'Etat et du parti, où il fut déposé sur un catafalque drapé de rouge.

Une surprise attendait à ce moment-là le public qui regardait à la télévision la retransmission en direct de la cérémonie : à la droite du catafalque se tenait l'épouse du président, Jovanka, dont il était séparé depuis 1977, qui était accompagnée des deux fils du maréchal, Zarko et Micha. Vêtue d'un ensemble noir de coupe sobre, pleurant silencieusement, Mme Broz Tito fut la première à se recueillir devant la dépouille mortelle du maréchal, précédant tous les dirigeants du régime qui entouraient le cercueil. C'est elle aussi qui déposa la couronne mortuaire au nom de la famille.

D'autres couronnes furent ensuite déposées au nom de la direction collégiale de l'Etat par M. Kolichevski, de la direction du parti par M. Doronjski, du Parlement fédéral par son président M. Markovitch, du gouvernement par M. Djouranovitch et par des représentants de l'Alliance socialiste, des syndicats, des anciens combattants, des officiers de réserve, de l'organisation des femmes et de la jeunesse. Ce sont les seuls ornements, avec les décorations yougoslaves et étrangères du maréchal dont la grand-croix de la Légion d'honneur, qui seront exposés au bord du catafalque, le gouvernement ayant invité les organisations sociales, les entreprises et les particuliers à verser au fonds portant le nom de Tito l'équivalent des sommes qui auraient été dépensées pour l'achat de fleurs et de couronnes. Ce fonds, qui existe depuis plusieurs années, soutient surtout la jeunesse ouvrière et favorise son développement scolaire.

Les téléspectateurs ont pu également remarquer que tous les dirigeants après avoir déposé leurs couronnes se sont approchés de Mme Jovanka Broz pour lui exprimer leurs condoléances ainsi qu'aux deux fils du président. Après cette cérémonie la foule dense et nombreuse qui attendait devant le bâtiment a été admise à défiler devant le catafalque. Cet hommage de la population de Belgrade au chef de l'Etat s'est poursuivi tard dans la nuit.

MANUEL LUCBERT et PAUL YANKOVITCH.

● *Un registre de condoléances* est ouvert jusqu'à jeudi 8 mai à la résidence de l'ambassade de Yougoslavie, à Paris, 1, boulevard Delessert (16e). On peut signer ce registre de 10 h. à 13 h. et de 15 h. à 18 h.

L'ENVOYÉ DE « FRANCE-SOIR » M. PIERRE ASSOULINE A ÉTÉ REFOULÉ A SON ARRIVÉE

Notre confrère de *France-Soir*, Pierre Assouline, a été refoulé lundi après-midi 5 mai du territoire yougoslave à son arrivée à l'aéroport de Belgrade. Il a été contraint de prendre le premier avion en partance pour la France. Ayant été témoin seulement d'une partie de la scène, nous ignorons quel motif (1) a été présenté à notre confrère pour justifier cette mesure... de toute façon injustifiable.

Ce n'est en tout cas pas en empêchant des journalistes d'exercer leur métier que les dirigeants de la Yougoslavie post-titiste se rendront le plus sympathiques en Occident et éloigneront de leur pays d'éventuelles menaces qui, en tout état de cause, ne sont venues dans le passé ni de cette profession ni de cette direction.

M. L.

(1) Au ministère de l'information à Belgrade, on se borne à indiquer que Pierre Assouline est interdit de séjour depuis février dernier sans préciser le motif d'une telle mesure.

NEW YORK 1850F A.R.
inscriptions
forum VOYAGES 544 38·61



EUROPE

DU MARÉCHAL TITO

M. GISCARD D'ESTAING AYANT « DEUX OBLIGATIONS » LE 8 MAI

M. Barre conduira la délégation française à Belgrade

M. Giscard d'Estaing n'assistera pas aux obsèques du maréchal Tito. Le président de la République s'en est expliqué lundi soir, sur FR 3, précisant qu'il avait « deux obligations » le 8 mai. « *D'une part*, a-t-il dit, *le matin, je commémore l'anniversaire de l'armistice du 8 mai 1945 au milieu des sous-officiers de l'armée française qui représentent une grande partie de notre tradition militaire et de ceux qui ont apporté une contribution majeure à la libération de notre pays par les armes.*

» *D'autre part, le soir, je dois accueillir à Nice plusieurs chefs d'Etat africains que j'ai invités pour notre conférence franco-africaine et vis-à-vis d'eux, moi qui suis leur hôte, j'ai le devoir d'être sur place...*

» *La France*, a ajouté M. Giscard d'Estaing, *sera représentée aux obsèques du maréchal Tito par M. Raymond Barre, premier ministre, et par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères.* »

Interrogé sur les conséquences possibles de la disparition du chef de l'Etat yougoslave, le président de la République a encore déclaré :

« *La disparition du président Tito c'est d'abord un deuil, celui du peuple yougoslave, que la France a beaucoup de raisons de connaître, puisqu'elle a été associée à la naissance de la Yougoslavie. C'est un deuil à l'occasion duquel le peuple français adresse ses condoléances au peuple yougoslave.*

» *En ce qui concerne les conséquences politiques, l'agonie, la très longue agonie du président Tito avait conduit à mettre en place des dispositions qui s'appliquent aussitôt après sa disparition. Il n'y aura donc pas de vide politique ou institutionnel en Yougoslavie.*

» *D'autre part, la politique extérieure de la Yougoslavie est tout à fait déterminée et connue. Elle sera poursuivie, je n'en doute pas, par les dirigeants yougoslaves actuels. Il n'y a donc pas de motif, dans les circonstances actuelles, de modifier l'attitude de qui que ce soit vis-à-vis de la Yougoslavie, soit pour faire des pressions sur elle, soit pour lui apporter un secours dont ce pays n'a pas besoin.*

» *Et, puisque la grande leçon du président Tito a été une leçon d'indépendance pour la Yougoslavie, ce que je vous dirai au nom de la France, c'est que la France respecte et respectera dans la période à venir la volonté d'indépendance du peuple yougoslave.* »

En apprenant la disparition du maréchal Tito, le président Giscard d'Estaing avait adressé le message suivant à M. Kolichevski, président de la présidence de la République de Yougoslavie :

« *La France et le peuple français prennent part au deuil immense qui frappe la Yougoslavie.*

» *En leur nom, je rends hommage au combattant qui, pendant la seconde guerre mondiale, a conduit la lutte héroïque de son pays pour sa libération, au chef d'Etat qui s'est consacré pendant trente-cinq ans à façonner un mode original d'organisation répondant aux aspirations des peuples yougoslaves, au dirigeant international qui, ayant su préserver la liberté et l'indépendance de son pays, a fait entendre très haut dans le monde la voix authentique du non-alignement.*

» *A la Yougoslavie, forte des leçons du grand disparu, la France adresse ses condoléances et ses vœux confiants pour l'avenir.* »

Dans le message qu'il a adressé au chef du gouvernement yougoslave, M. Barre écrivait pour sa part :

« *Le maréchal Tito a libéré son pays et assuré son indépendance. Grâce à son action, la Yougoslavie a acquis sur la scène mondiale une place de premier plan au service de la coopération entre les peuples et de la paix. Il restera pour l'histoire une grande figure de notre temps.* »

De son côté, M. Jean François-Poncet a écrit à son collègue yougoslave : « *Son courage pendant la guerre, sa détermination dans la construction d'une Yougoslavie moderne et indépendante, son rôle éminent dans la vie internationale lui ont valu l'admiration de tous.* »

[La France, grâce à laquelle en grande partie la Yougoslavie a été créée en 1918-1919, ne sera donc pas représentée par son chef d'Etat, à la différence de plusieurs pays de l'Europe de l'Ouest et de l'Est.

Les « obligations » de M. Giscard d'Estaing paraissent d'autant moins impératives que le sommet franco-africain ne commence que dans la soirée du 8 mai à Nice et que plusieurs de ses participants iront sans doute à Belgrade.

Quant à la célébration du 8 mai, dont le président de la République n'a d'ailleurs pas voulu faire un jour férié, elle aurait pu être présidée par M. Barre.]

Les réactions

● MM. PIERRE MAUROY, membre du bureau exécutif du P.S., et ROBERT PONTILLON, membre du comité directeur, ont envoyé un télégramme à la Ligue communiste yougoslave et à l'Alliance socialiste du peuple yougoslave, dans lequel on lit notamment : « *Le mouvement ouvrier international voit disparaître un des hommes qui ont démontré qu'il n'était pas de voie unique et privilégiée pour la construction du socialisme. Avec Tito s'éteint l'homme qui a su à la fois créer l'unité dans le respect de leur diversité historique des peuples yougoslaves, acheminer la Yougoslavie dans la voie du socialisme et refuser dans le même temps la tutelle impérialiste.* »

● M. JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT, membre du secrétariat national du P.S., animateur du CERES : « *Paradoxe de l'histoire, Tito meurt à un moment où la détérioration de la situation internationale, l'accroissement de la tension entre les superpuissances et les risques de conflits manifestent la justesse et l'actualité de l'idée pour laquelle le chef de l'Etat yougoslave s'est battu pendant quarante ans. (...) Le choix de l'indépendance nationale et le refus de tout alignement sont la clé d'un changement en profondeur pour notre peuple et le seul chemin de la détente et de la paix. Nous devons aujourd'hui méditer ce message d'une brûlante actualité.* »

● M. CHIRAC : « *La mort » transforme la vie en destin », a écrit André Malraux. Le destin du maréchal Tito s'identifie aujourd'hui à celui de son peuple, dont il sut faire une nation. De tous les combats qu'il mena, je n'en retiendrai qu'un : son combat pour l'unité et l'indépendance nationales. Il y employa toutes les ressources que l'énergie et la volonté peuvent donner à un homme. L'histoire mesurera le courage qu'il fallut au maréchal Tito pour combattre l'Allemagne hitlérienne, s'arracher à la domination soviétique, unifier son pays. Ce combattant était aussi un grand politique qui savait user de la conciliation comme de l'intransigeance. Le peuple yougoslave lui sera toujours reconnaissant d'avoir donné à son pays la place qu'il occupe dans le monde aujourd'hui, et le plus grand hommage que la France puisse rendre au chef d'Etat disparu est d'aider la nation yougoslave à défendre son indépendance.* »

● LE MOUVEMENT DE LA PAIX a adressé à la Ligue yougoslave pour la paix, l'indépendance et l'égalité des peuples, un message qui déclare notamment : « *Après la défaite du nazisme, qu'il combattit les armes à la main, le dirigeant prestigieux du mouvement des non-alignés mena une lutte sans défaillance pour la suppression des pactes militaires, la participation de tous les peuples sur un pied d'égalité à la réduction des tensions internationales et à une véritable coopération. Le Mouvement de la paix français s'incline avec respect et reconnaissance devant la mémoire de cet éminent combattant d'une cause juste, vénéré par les peuples de son pays.* »

● M. JACQUES JURQUET, secrétaire général du parti communiste marxiste-léniniste (maoïste), « *salue avec respect et émotion la mémoire du président Tito, éminent dirigeant communiste des peuples de Yougoslavie. Avec respect*, ajoute-t-il, *pour sa double qualité de dirigeant de la lutte de libération contre les nazis, hier, et de fondateur et défenseur du mouvement des non-alignés par la suite. Avec émotion parce que, trompé mais sincère, j'ai combattu longtemps, en tant que militant du P.C.F., ses idées, en ne comprenant pas qu'elles représentaient la résistance aux ingérences inadmissibles des partis étrangers et à l'entreprise de domination de l'hégémonisme soviétique.* »

En l'absence du premier ministre

LES CÉRÉMONIES DU 8 MAI SERONT PRÉSIDÉES PAR M. ALAIN PEYREFITTE

Ainsi que M. Valéry Giscard d'Estaing l'a annoncé, lundi soir 5 mai, au cours de son interview télévisée à FR 3, M. Raymond Barre conduira la délégation française qui assistera, le jeudi 8 mai, à Belgrade, aux obsèques du maréchal Tito. Le chef du gouvernement ne pourra donc présider, comme cela avait été prévu (*le Monde* du 6 mai), les cérémonies du 8 mai à Paris. « *En son absence, l'intérim des fonctions de premier ministre sera assuré par M. Alain Peyrefitte, qui, en cette qualité, présidera en particulier les cérémonies devant marquer, à Paris, le trente-cinquième anniversaire de la victoire de 1945* », a indiqué, mardi 6 mai, l'hôtel Matignon.

REPOS.

Fuyez sous les tropiques, une dizaine de jours. Rêvez dans un océan tout bleu. Ne pensez plus à rien. Nous avons négocié sur place les océans les plus solitaires, les hôtels les plus luxueux et des vols réguliers (pas de charters) aux prix les plus bas. Passez simplement découvrir et choisir votre voyage sur écran TV et circuit vidéo (pas sur catalogue) filmé tel que vous le vivrez.

Exemples : Les Maldives, 11 jours, île Lankafuji pens. compl., Paris-Paris : 5990 F
Ile Maurice, 10 jours, Hôtel cat. luxe, demi-pens., Paris-Paris : 7020 F

CLUB ESPACE VOYAGES.
5 bis rue de Sèze 75009 Paris.
Tél. 742 42 24.
De 9 h à 19 h. Métro Madeleine.



Suisse

UN LANGAGE PEU DIPLOMATIQUE

De notre correspondant

Berne. — Le gouvernement helvétique ne semble pas vouloir dramatiser les quelques remous provoqués ici par les propos peu amènes sur les Suisses formulés par M. Gerardo Zampaglione, ambassadeur d'Italie à Berne, dans une dépêche diplomatique transmise en novembre 1979 au ministère des affaires étrangères à Rome et à une quarantaine d'ambassadeurs d'Italie. Ce texte, pourtant confidentiel, était parvenu au *Journal de Genève*, qui en a publié quelques extraits, le 10 avril, sans toutefois révéler l'identité de son auteur. Le samedi 3 mai cependant, *la Tribune de Lausanne* confirmait que ces considérations émanaient de l'ambassadeur d'Italie à Berne.

Démentant des informations parues dans la presse suisse et italienne, un porte-parole du département fédéral des affaires étrangères a indiqué, lundi 5 mai, que le Conseil fédéral n'envisageait pas de demander le rappel du diplomate italien.

Dans sa note, M. Zampaglione reprochait notamment aux Suisses d'être « *des pharisiens, de se prendre pour le nombril du monde, d'être convaincus d'appartenir à une race à part, de se croire protégés par privilège des calamités qui s'abattent sur les autres peuples* » ou encore « *de se laisser guider par la cupidité ou l'animosité mesquine* ». Enfin l'ambassadeur d'Italie écrivait « *sous l'image de bienveillance, de miséricorde, de détachement et de neutralité se cache l'intention de faire du profit ou de conclure une affaire* ».

A Berne, on estime que cet incident ne devrait pas porter ombrage aux relations traditionnellement bonnes entre la Suisse et l'Italie. Le gouvernement helvétique estime qu'il appartient aux autorités italiennes de décider de l'avenir de M. Zampaglione, « *puisque la Suisse n'a pas demandé son rappel* ». Pour l'instant l'ambassadeur d'Italie se trouve en vacances à l'étranger et l'on se demande à Berne s'il regagnera ou non son poste.

JEAN-CLAUDE RUHRER.

Belgique

Les bourgmestres de la région de Bruxelles protestent contre la baisse des subventions de l'État

De notre correspondant

Bruxelles. — Parce qu'il n'a pas pu payer son personnel à la fin du mois d'avril et que l'Etat ne lui règle pas les subsides promis, le bourgmestre d'un des principaux faubourgs de Bruxelles, Schaerbeek, a décrété la grève illimitée de l'administration. M. Roger Nols (qui s'était rendu célèbre il y a quelques mois en créant des guichets séparés pour Flamands et francophones dans sa commune) a fait fermer les portes, et seuls les services urgents seront assurés. Son collègue de Bruxelles-ville, M. Van Halteren, a proposé de prêter de l'argent à Schaerbeek, mais M. Nols a déclaré : « *J'en ai assez de mendier, c'est fini.* »

Les finances de Bruxelles sont aussi mauvaises que celles de toutes les capitales européennes et américaines. La régionalisation du « fonds des communes » il y a deux ans a encore aggravé la situation : la part de Bruxelles dans ce fonds est tombée de 20.40 % à 8,47 %, ce qui correspond à une perte de 60 % des revenus de la ville.

Depuis 1976, la ville a perdu 9 milliards de francs de crédits (1 200 millions de francs français) qui sont allés à la Wallonie. Bruxelles est devenue la plus démunie des communes belges et ne reçoit plus que 5 000 F par habitant alors que Gand en touche 13 000, Liège 11 000 et Anvers 10 000.

Pour protester contre cette situation, les dix-neuf bourgmestres de la région devaient manifester ce mardi 6 mai, mais treize d'entre eux ont décidé en dernière minute de retirer leur participation. Ils accusent le parti fédéraliste bruxellois, le F.D.F., de « *détourner la manifestation de son objet* ». Le F.D.F. de Mme Spaak a été exclu des négociations gouvernementales de M. Martens, et ne fera donc pas partie du nouveau cabinet. On lui reproche de vouloir élargir l'objet de la manifestation de Bruxelles et de chercher à protester aussi contre le « gel » du statut de Bruxelles décidé par la nouvelle coalition. — P. de V.



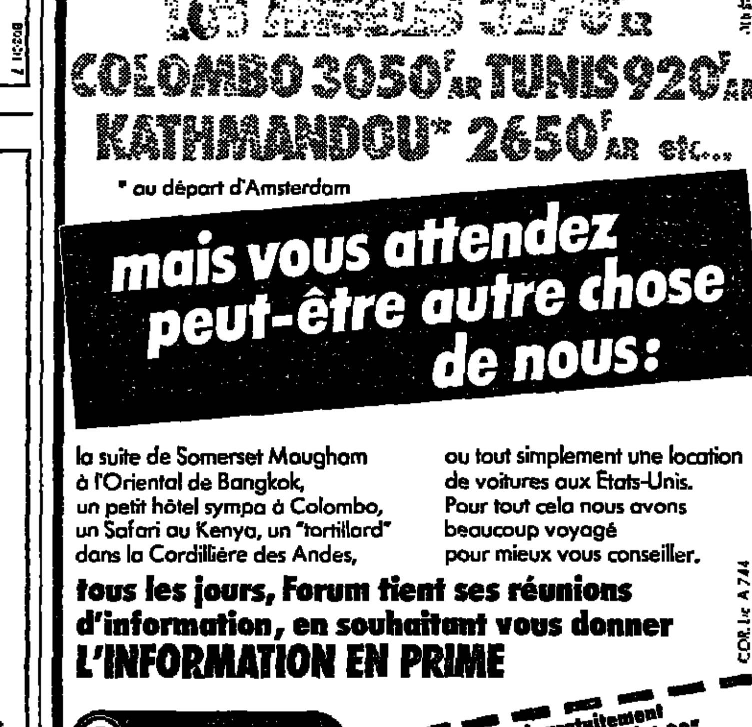


Le thon blanc ou germon, c'est le thon jeune qui se prend aux lignes traînantes des pêcheurs artisans français (bretons, basques et vendéens). Ce pur produit de pêche fraîche française est très apprécié pour sa chair tendre et la finesse de son goût. En conserve (toute l'année) ou en tranches (pendant l'été) ; préparé chaud ou froid, le thon blanc ou germon fait le délice de la table. Reconnaissable sur les boîtes de conserve ou à l'étal par sa mention thon blanc, choisissez-le !

THON BLANC «GERMON»

Le thon blanc ou germon : l'excellent thon des pêcheurs artisans français.

Graphis Conseil Rennes



la suite de Somerset Maugham à l'Oriental de Bangkok, un petit hôtel sympa à Colombo, un Safari au Kenya, un "tortillard" dans la Cordillère des Andes, ou tout simplement une location de voitures aux Etats-Unis. Pour tout cela nous avons beaucoup voyagé pour mieux vous conseiller.

tous les jours, Forum tient ses réunions d'information, en souhaitant vous donner L'INFORMATION EN PRIME

forum VOYAGES
1, rue Cassette 75006 Paris
tél. 544 38 61
(niveau 71, rue de Rennes)
M° St-Sulpice - Rennes
3 bis, rue de Vaugirard 75006 Paris
tél. 325 76 25
M° Luxembourg.

Bon pour recevoir gratuitement notre programme complet "Été 80".
Nom
Prénom
Adresse
Code Postal
Ville

EUROPE

Grèce — Après l'élection de M. Caramanlis à la présidence de la République

M. Papandréou demande la dissolution de l'Assemblée

M. Constantin Caramanlis, élu lundi 5 mai, au troisième tour de scrutin, président de la République grecque, a déclaré qu'il entendait être un chef d'Etat au-dessus des partis. Il a donné sa démission de député et de premier ministre et a reçu un message de félicitations de M. Valéry Giscard d'Estaing.

M. Andreas Papandréou, secrétaire général du Pasok (parti socialiste), a estimé que l'élection s'était déroulée dans le respect de la Constitution. Il a demandé la dissolution de l'Assemblée et des élections générales immédiates.

De notre correspondant

Athènes. — M. Constantin Caramanlis élu président de la République le 5 mai, veut désormais se placer au-dessus des partis. Dans une déclaration, il a insisté sur sa volonté de renforcer les institutions démocratiques et d'être le président de tous les Grecs. Compte tenu des conditions intérieures et extérieures actuelles, M. Constantin Caramanlis compte sur l'appui du peuple et une loyale collaboration avec les partis politiques.

M. Caramanlis qui a remis sa démission de premier ministre et de député d'Athènes laisse au groupe parlementaire de la Nouvelle démocratie le soin d'élire, jeudi prochain, au vote secret le nouveau chef du parti qu'il fonda en 1974. Les députés de la Nouvelle démocratie, qui tiennent à maintenir l'unité dans la diversité des tendances, vont donc également désigner un premier ministre dont le gouvernement pourrait prêter serment au début de la semaine prochaine.

C'est sur un ton très modéré que M. Papandréou, président du PASOK, a reconnu que cette élection s'est déroulée dans le respect de la Constitution et des règlements du Parlement. Il estime qu'il conviendra de juger le nouveau président de la République sur son comportement et ses actes, mais ajoute qu'il faut recourir immédiatement à des élections générales, car le Parlement actuel ne reflète pas la volonté populaire. D'ailleurs, le PASOK s'est pratiquement mobilisé en vue d'une prochaine confrontation électorale.

Les réactions du porte-parole du Front national (extrême-droite), M. Théotokis, et du président de l'Union démocratique du centre, M. Zigdis, sont moins nuancées. M. Théotokis estime que M. Caramanlis n'a remporté qu'un demi-succès, car il a été élu de justesse. Le Front national réclame des élections générales. De son côté, M. Zigdis présente M. Caramanlis comme l'élu d'une minorité politique, mais il lui accorde le temps de montrer qu'il tiendra réellement sa promesse de se comporter en président respectueux de la Constitution et non en « souverain ».

Alors que le parti communiste dit de l'intérieur se borne à réclamer une révision de la Constitution et des élections générales avec le système de la proportionnelle simple, le parti communiste grec relève que M. Caramanlis n'a été élu qu'avec une majorité limitée et considère que le nouveau président de la République ne sera que le « suppléant de la droite ». Le parti communiste grec avance que M. Caramanlis est l'expression politique d'une classe dirigeante dont les intérêts sont contraires à ceux des masses populaires.

MARC MARCEAU.

● *Le président Giscard d'Estaing* a adressé le message suivant à M. Constantin Caramanlis :

« Je me réjouis de l'occasion ainsi donnée de poursuivre avec vous le dialogue confiant et amical que nous n'avons cessé d'entretenir depuis six ans pour rapprocher encore la Grèce et la France.

» Je forme les vœux les plus sincères pour le succès de votre haute mission afin que, sous la magistrature de celui qui a instauré la démocratie sur son lieu de naissance et fait entrer son pays dans la famille des nations européennes, la Grèce et le peuple hellène connaissent bonheur, liberté et prospérité », ajoute le chef de l'État français.

M. Giscard d'Estaing a, d'autre part, téléphoné à M. Caramanlis pour le féliciter.

Un gaullisme hellénique ?

par MAURICE DUVERGER

En 1975, les deux pays d'Europe méridionale revenus à la démocratie ont adopté des Constitutions fortement inspirées du système instauré par la Vᵉ République française. Le Portugal a établi un véritable régime semi-présidentiel, fondé sur l'élection populaire d'un chef d'Etat doté d'importantes prérogatives en face du gouvernement reposant sur la confiance des députés. La Grèce a retenu seulement le second de ces éléments : le président y possède de grands pouvoirs qu'il peut exercer en pleine liberté, sans contreseing ministériel ; mais il est désigné par le vote du Parlement, non par les suffrages des citoyens.

L'élection de M. Caramanlis à la magistrature suprême marque-t-elle une seconde étape sur la voie d'un gaullisme grec ? La question est posée depuis le début du régime. Il y a cinq ans, l'opposition considérait le président Tsatsos comme une sorte d'intérimaire destiné à favoriser l'avènement de l'homme qui domine la vie politique du pays. Des discussions confuses s'élevaient alors sur les conséquences d'une démission éventuelle du chef de l'Etat. Le demi-échec de M. Caramanlis aux législatives de novembre 1977 a plus ou moins estompé ces perspectives. Aujourd'hui, son succès les rend plus nettes que jamais.

∴

L'étude comparative des régimes semi-présidentiels montre que le pouvoir effectif du chef de l'Etat y dépend moins de son mode d'élection que de sa personnalité. L'investiture par le suffrage universel direct n'empêche pas les présidents d'Autriche, d'Irlande et d'Islande d'avoir peu d'influence sur les décisions, parce qu'on prend soin de ne pas présenter les leaders nationaux au choix des citoyens. A moins qu'on ne veuille offrir à l'un d'entre eux, vieilli, une retraite dorée, comme on le fit naguère à Dublin pour Eamon De Valera. Au contraire, M. Kekonnen dispose en Finlande d'une autorité considérable, bien qu'il soit issu d'une désignation indirecte par des « grands électeurs » provenant du vote populaire.

M. Caramanlis ne donne pas l'impression de vouloir réduire son activité. Il reste l'une des figures dominantes de la politique grecque. A la différence de son prédécesseur, on n'imagine guère qu'il se contente d'inaugurer les chrysanthèmes et qu'il n'utilise pas les immenses pouvoirs que la Constitution donne au président de la République hellénique. Ils sont bien plus importants que ceux accordés à son homologue par notre loi fondamentale. A Paris, le chef de l'Etat ne peut révoquer le gouvernement : à Athènes, il le peut. A Paris, il ne peut recourir au référendum que sur l'initiative du premier ministre ou du Parlement : à Athènes, il le peut librement, et pour « toutes questions nationales cruciales ».

A Paris, il ne peut pas dissoudre l'Assemblée moins d'un an après une dissolution précédente : à Athènes, il le peut après la seconde motion de censure adoptée par les nouveaux députés. A Paris, la loi renvoyée devant le Parlement par un veto peut être imposée finalement à la majorité simple : à Athènes, elle doit l'être à la majorité absolue du total des députés. Ajoutons que l'article 44 permet au président grec d'édicter « des actes de valeur législative » sur proposition du premier ministre « dans des circonstances exceptionnelles de nécessité extrêmement urgente et imprévue » : si ses pouvoirs sont plus restreints et plus liés au gouvernement que ceux de notre article 16, leur usage est défini d'une façon beaucoup plus vague.

∴

Malgré son élection parlementaire, le prestige de M. Caramanlis lui permettra d'utiliser effectivement ses pouvoirs, même s'il n'a pas la possibilité de les dépasser et de plier les premiers ministres à ses vues, comme le fit le général de Gaulle par une légitimité personnelle qui transcendait sa modeste investiture par des parlementaires flanqués de conseillers généraux et de notables ruraux. Cela conduit à se demander si la Constitution de la Grèce ne connaîtra pas un jour la même réforme que la Vᵉ République française, qui a établi dès 1958 les importants pouvoirs du chef de l'Etat, mais n'en a tiré qu'en 1962 les conséquences, en confiant son élection au suffrage universel.

Une telle révision ne serait pas facile, étant données les dispositions de l'article 110 qui donnent à la Chambre hellénique tous pouvoirs dans ce domaine, et la soumettent à une procédure complexe. On ne peut se passer de son accord en la matière. Mais on pourrait faire pression sur elle en interrogeant la nation sur cette « question nationale cruciale ». Notons d'ailleurs que les citoyens ne sont pas tout à fait écartés de l'élection actuelle du président de la République grecque. Si nul candidat n'a obtenu la majorité des deux tiers du nombre total des députés lors des deux premiers tours, un troisième a lieu cinq jours après, où est requise la majorité des trois cinquièmes calculée sur les mêmes bases. Si elle n'est pas réunie, la dissolution intervient aussitôt. Les élections législatives qui suivraient se trouveraient alors dominées par le problème des candidatures à la magistrature suprême, ce qui leur donnerait un certain caractère de présidentielles. On se rapprocherait de la désignation populaire des « grands électeurs » finlandais ou américains. A dire vrai, la Grèce a déjà fait plus de la moitié du chemin vers le régime établi en France par le général de Gaulle...

CORSE
8 jours :
logements, avions, transfert
Juin/Sept. : 1.090 F par pers.
Juillet : 1.250 F
Août : complet
Tél. : 363-85-37/38
OAD - 418

créez votre entreprise
à nous de vous fournir
SIEGE SOCIAL
(de 50 F à 300 F par mois)
PERMANENCE TELEPHONIQUE
SECRETARIAT
et démarches administratives
G.E.I.C.A.
55 bis, rue du Louvre Paris 2 tél. 296.41.12

PUBLICATION JUDICIAIRE

CONTREFAÇONS
DE LA MARQUE (CC)
ET DE LA BROCHE A TETE DE LION DE LA SOCIETE CHANEL :

« Par jugement du 6 décembre 1979, le Tribunal de Grande Instance de Paris a :
- jugé que le fait par la Société AU SCARABEE d'offrir à la vente une boucle de ceinture reproduisant la marque (CC) de la Société CHANEL constitue la contrefaçon de cette marque, et que l'offre à la vente des bijoux reproduisant la broche à tête de lion créée par la Société CHANEL en constitue sa contreçon artistique ;
- fait défense à la Société AU SCARABEE, sous astreinte de 50 francs par infraction constatée, d'utiliser la marque (CC) de la Société CHANEL sous quelque forme que ce soit, ainsi que d'offrir à la vente tout modèle de broche représentant la broche créée par la Société CHANEL ;
- condamne la Société AU SCARABEE à payer à la Société CHANEL une indemnité de 12.000 F ;
- autorise la Société CHANEL à faire publier le dispositif du présent jugement dans deux journaux ou revues de son choix aux frais de la Société AU SCARABEE ;
- condamne la Société AU SCARABEE aux dépens. »

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'Annonces Immobilières
Vous y trouverez peut-être
LES BUREAUX
que vous recherchez

SOUS LE PATRONAGE DE "RÉVOLUTION"
POLITIQUE-CULTURE-JEUNESSE
3 JOURS POUR LE LIVRE
SOGEDIL 146, rue du Fg Poissonnière - 75010 PARIS

JEUDI 8 MAI 1980 :
18 h 00 Inauguration : Avec la participation de Francette LAZARD, membre du Bureau Politique du PCF, directrice de l'Institut de Recherche Marxiste et de Guy HERMIER, membre du Bureau Politique du PCF, directeur de "RÉVOLUTION". Présentation des Actes du Conseil National du PCF sur les intellectuels et la culture : "les intellectuels, la culture et la révolution"*.
19 h 00 MARX et nous : Sous la présidence de François HINCKER, rédacteur en chef adjoint de "RÉVOLUTION", débat autour de l'ouvrage de Lucien SÈVE "Une introduction à la philosophie marxiste"*

VENDREDI 9 MAI 1980 :
19 h 00 Sous la présidence de Roland PASSEVANT, grand reporter à "l'HUMANITÉ-DIMANCHE", débat autour du livre "GISCARD et les idées – essai sur la guerre idéologique"* de Jean-Paul JOUARY, Guy PELACHAUD, Arnaud SPIRE et Bernard VASSEUR.

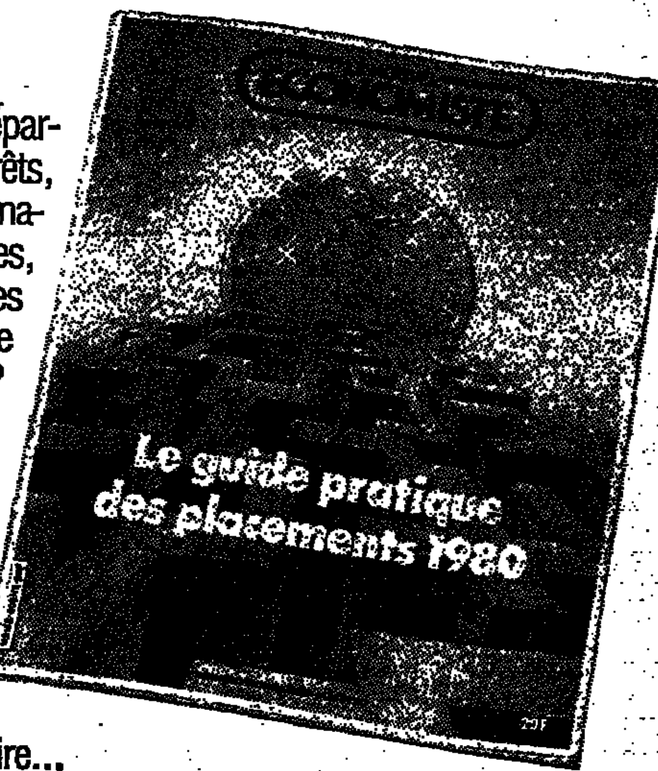
SAMEDI 10 MAI 1980 :
11 h 00 Le biologique et le social dans l'humanité. Débat autour du dernier numéro de la revue LA PENSÉE, présidé par Yann VIENS, membre du Comité Central du PCF, Rédacteur en chef de "LA PENSÉE"
15 h 00 Sous la présidence de Martine MONOD, grand reporter à "l'HUMANITÉ" présentation du livre de Simone BAILLEAU-LAJOINIE : "Conditions de femmes en Afghanistan"*
16 h 30 Sous la présidence de Michel CARDOZE, Rédacteur en chef adjoint de "RÉVOLUTION", débat autour du livre d'Anicet LE PORS "Marianne à l'encan"*

*Les ouvrages cités sont des nouveautés des Éditions Sociales.

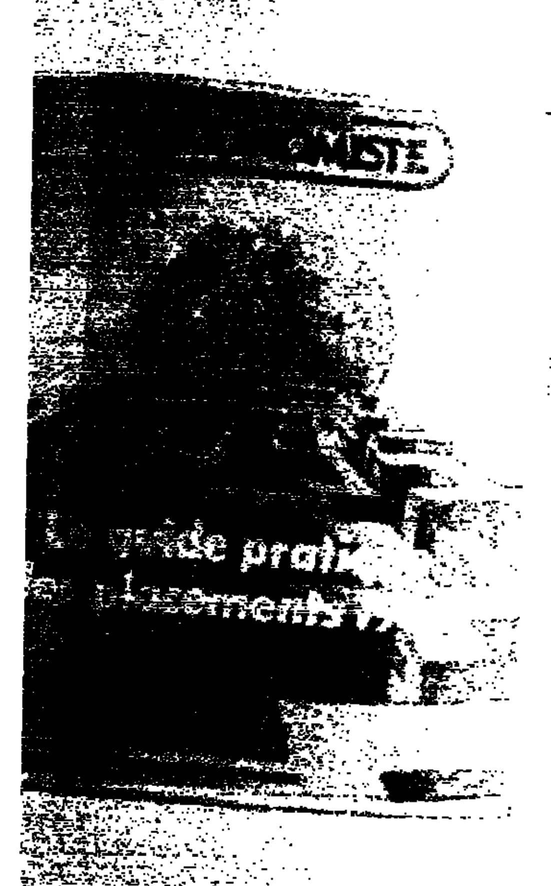
Voici le meilleur placement de l'année
...en vente dès aujourd'hui chez votre marchand de journaux (20F)

Actions, obligations, sicav, épargne logement, pierre, bureaux, terrains, forêts, Sicomi, SCPI, or, diamants, conteneurs, matières premières, tableaux, meubles, timbres, livres anciens... Quels sont aujourd'hui les avantages et les inconvénients de chacun de ces placements et leurs incidences fiscales ?

A une époque où les lois du marché peuvent être totalement remises en question d'une année sur l'autre, ce dossier unique en France, constitue pour vous une occasion exceptionnelle de faire le point. Sérieusement, complètement. Ses 20 francs sont l'investissement le moins coûteux et le plus sûr que vous puissiez faire... avant de placer un centime.



LE NOUVEL ÉCONOMISTE
le business magazine français



Grande-Bretagne

UN AN DE GOUVERNEMENT DE Mme THATCHER

Un «patron» qui a toujours le dernier mot

De notre correspondant

Londres. — *« Je leur ai donné des ordres »*, déclara, dit-on, le duc de Wellington après *avoir présidé* son premier conseil de cabinet, et il s'étonnait que ses ministres veuillent les *discuter*. *Ce style* militaire n'est pas tout à fait celui de Mme Thatcher, au pouvoir depuis un an, mais elle s'en inspire. Ses collaborateurs avaient été prévenus. Refusant la recherche d'un consensus au sein du gouvernement, à laquelle se livraient ses prédécesseurs, elle confiait à un journaliste avant les élections : *« Quand je serai premier ministre, je ne pourrai perdre de temps dans des querelles intérieures... »*

Pourtant, à *l'épreuve* du pouvoir, la première femme premier ministre de l'histoire britannique a *découvert* que la politique était l'art du possible, et qu'il fallait parfois composer et même reculer. Elle a su maîtriser son agressivité naturelle. Et peut-être n'est-ce pas le moindre de ses mérites que d'avoir contrôlé ses impulsions, *« toujours invariablement mauvaises »* selon la formule cynique d'un de ses ministres, pour accepter des accommodements, des compromis, sauf sur ce qu'elle considère comme l'essentiel.

Toutes les indiscrétions qui ont pu filtrer sur les réunions du cabinet sont concordantes : *son* style de gouvernement est autoritaire, et s'apparente à celui d'un Churchill. Elle ne se considère pas *comme le président d'un* conseil, arbitrant ou réconciliant les points de vue différents exprimés dans la discussion : pour elle, le premier ministre est d'abord un leader, un chef dont la fonction est de commander, de guider le cabinet vers l'objectif qu'elle a déterminé avant même de consulter ses ministres.

A la vérité, Mme Margaret Thatcher, femme de principes et de convictions, est plus souple qu'elle ne paraît. Certes, dans les conseils de cabinet, elle indique tout de suite et clairement ce qu'elle veut, lançant une sorte de défi à ceux qui voudraient contester son opinion. Mais, pendant cette *première* année de pouvoir, elle a appris à écouter, à tenir compte des observations et *critiques*, *notamment* lorsqu'elles viennent de personnes en qui elle a confiance, comme lord *Carrington*, *« Peter »*, qui a assez d'autorité pour lui résister et l'influencer.

Mais elle préfère éviter les affrontements... A la différence *de M. Callaghan, elle ne procède* à aucun vote et ne fait pas le compte des voix au sein du cabinet, ne serait-ce que pour éviter de se trouver en minorité. Ses fidèles et disciples, sa *« garde prétorienne »*, comme on les appelle, les ministres « économiques », Sir Geoffrey Howe, chancelier de *l'Echiquier*, Sir Keith Joseph, ministre de l'industrie, MM. Nott, ministre du commerce, *Howell, ministre de l'énergie*, pèsent moins sur ses décisions que lord Carrington et son *adjoint*, Sir Ian Gilmour, MM. Whitelaw et Pym, respectivement ministre de l'intérieur et de la défense, M. Prior, ministre de l'emploi, qui assurent la continuité de *l'Establishment* conservateur.

Ainsi, faute d'être toujours assurée d'une majorité au sein du cabinet, elle contourne l'obstacle et louvoie, usant de son pouvoir de fixer à son gré l'ordre du jour des réunions gouvernementales et de choisir à bon escient les membres des conseils restreints, généralement composés d'hommes liges favorables à ses idées. Finalement, elle reste le « patron » qui a le dernier mot. Mais un patron relativement tolérant, puisque plusieurs ministres n'ont pas hésité à exprimer publiquement des vues différentes des siennes. Cette femme autoritaire *admet, semble même préférer*, qu'on lui tienne tête. Elle est aussi capable d'accepter des avis contraires à *ce qu'elle pense*, quitte à corriger, voire à modifier complètement ses positions.

L'expérience l'a instruite. Elle s'était opposée, contre l'avis de ses *conseillers, au relèvement* de l'indemnité parlementaire. Elle a dû capituler ensuite devant la révolte des députés conservateurs. Elle fut obligée, de même, de revenir sur ses déclarations maladroites où elle évoquait l'invasion des immigrants « *submergeant* » le Royaume-Uni. Elle corrigea ses déclarations intempestives sur les réfugiés indochinois, décidant finalement de les accepter après s'être prononcée contre leur admission.

« Le seul homme du parti conservateur... »

Mais son revirement le plus spectaculaire, parce qu'il devait *déboucher sur un succès diplomatique* majeur, eut lieu à propos de la Rhodésie. Lord Carrington *la dissuada de justesse de reconnaître* le gouvernement Muzorewa, et sauva la conférence du Commonwealth de Lusaka en inspirant la formule d'une conférence constitutionnelle qui menait au *cessez-le-feu* et à de nouvelles élections.

En revanche, la Dame de Fer céda avec moins bonne grâce aux arguments de M. Prior ; celui-ci résistait aux pressions de ses collègues et des militants conservateurs qui voudraient renforcer la législation antisyndicale. M. Prior estime qu'il faut ménager les dirigeants modérés des syndicats, mais Mme Thatcher pense qu'il faut tenir ses promesses *électorales*. Elle a eu la *surprise* désagréable de constater que les plus importants de ses ministres *soutenaient M. Prior contre la « garde prétorienne »* et la droite du parti. L'avenir de M. Prior, devenu chef de *file* des modérés, ceux qu'on appelle les *« wets »*, les « poules mouillées » pour ainsi *dire*, reste incertain.

Au fil des mois, « Maggie » a confirmé sa réputation de femme énergique mais peu commode, facilement désagréable, parfois même blessante pour ses collaborateurs et les hauts fonctionnaires. A l'occasion, elle a la dent dure, et aime le sarcasme. S'adressant à son ministre de l'agriculture, M. Peter Walter, elle lui cria : *« Alors, Peter, on se fait encore piétiner par les Français ?... »* M. Walter n'apprécia pas. *Certains* de ses collaborateurs reçoivent en retour leurs notes et mémorandums corrigés avec des *remarques dans la marge du* genre : *« A refaire »*, *« Insuffisant »*, *« Pas clair »*. Dans la *discussion, elle a tendance à couper* la parole, à être condescendante, à donner des leçons.

Les chefs d'état-major, pourtant disciplinés et admiratifs, en ont également pris pour leur grade. Au ministère de l'emploi, en revanche, elle s'imposa par sa connaissance des problèmes, acquise au cours des années où elle était ministre. Bref, elle provoque chez les « mandarins » de l'administration un mélange de peur et d'admiration à l'égard d'un premier ministre qui sait ce qu'il veut et dispose d'une majorité *suffisante* pour assurer l'application de ses décisions. Certains n'ont pas craint de l'affronter, *comme un responsable du ministère* de la santé qui réussit à l'interrompre dans une diatribe : *« Si je peux me permettre, tout ce que vous dites est purement absurde... »* Elle resta interloquée, *mais, plus tard, admit qu'elle* appréciait d'être contredite.

« Mme Thatcher est le seul homme du parti conservateur », déclara un jour Harold Wilson. Un « homme » conventionnel, même, et qui se méfie plutôt des femmes. Aucune d'entre elles ne fait partie du cabinet proprement dit, et une seule occupe un poste, relativement subalterne, dans le gouvernement. Et encore lui arrive-t-il de se faire attraper !

Animal politique à sang chaud, Mme Thatcher prend soin de maintenir le contact avec les « inconnus » et les « sans grade » du groupe parlementaire et du parti conservateur. Elle est toujours accessible, prête à discuter dans les couloirs et les cafétérias. Mais *souvent* elle prend l'initiative. Beaucoup de députés, certains rayonnants, d'autres résignés, *ont accepté l'invitation* transmise par le secrétaire particulier du premier ministre, qui, *selon la formule, « serait heureux de connaître vos vues et vous invite à la rejoindre à dîner dans la salle à manger des Communes... »*. Mais ils constatent rapidement qu'elle tient surtout à leur donner son opinion plutôt qu'à recueillir les leurs.

Tous ses *invités*, des plus importants aux plus humbles, ont apprécié ou subi l'extraordinaire loquacité du premier ministre : elle engloutit ses interlocuteurs sous un torrent de paroles, *s'efforçant* de les séduire et de les convaincre par une voix sucre et *miel* que beaucoup jugent insupportable. Comme le notait un journaliste de l'opposition, *« elle parle sur le ton qu'on emploie quand on s'adresse à quelqu'un qui vient de perdre son chat ou son chien, ou encore à un malade ou un déficient mental qu'il convient de ne pas brusquer »*.

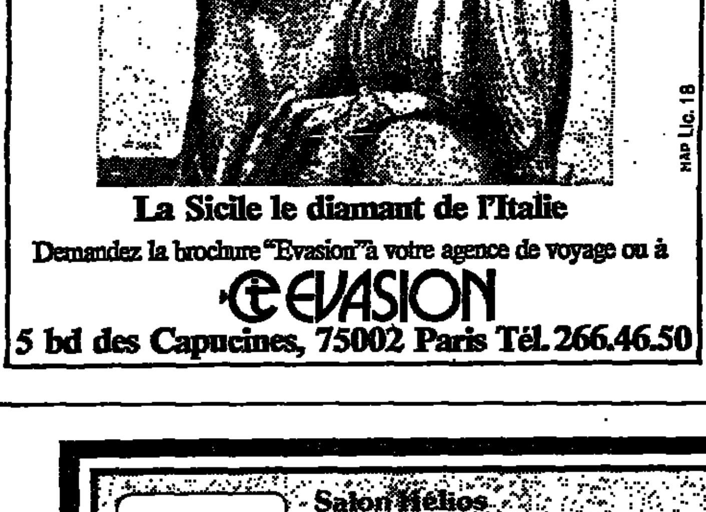
Cette verbosité, parfois agressive, compense peut-être une certaine timidité naturelle, mais elle exprime sûrement le besoin de *s'affirmer qu'éprouvent* ceux qui, sortis de l'obscurité, sont arrivés au sommet, surtout quand il s'agit *d'une femme, qui, dans le monde* politique dominé par les mâles, doit « en faire » plus que les autres *pour s'imposer*, un peu *comme* les gens de couleur. Son incontinence verbale est devenue un *inépuisable* sujet de plaisanterie dont elle rit elle-même.

Parfois un ministre arrive à l'interrompre : *« Si vous avez à peu près terminé, puis-je maintenant dire un mot ?... »*

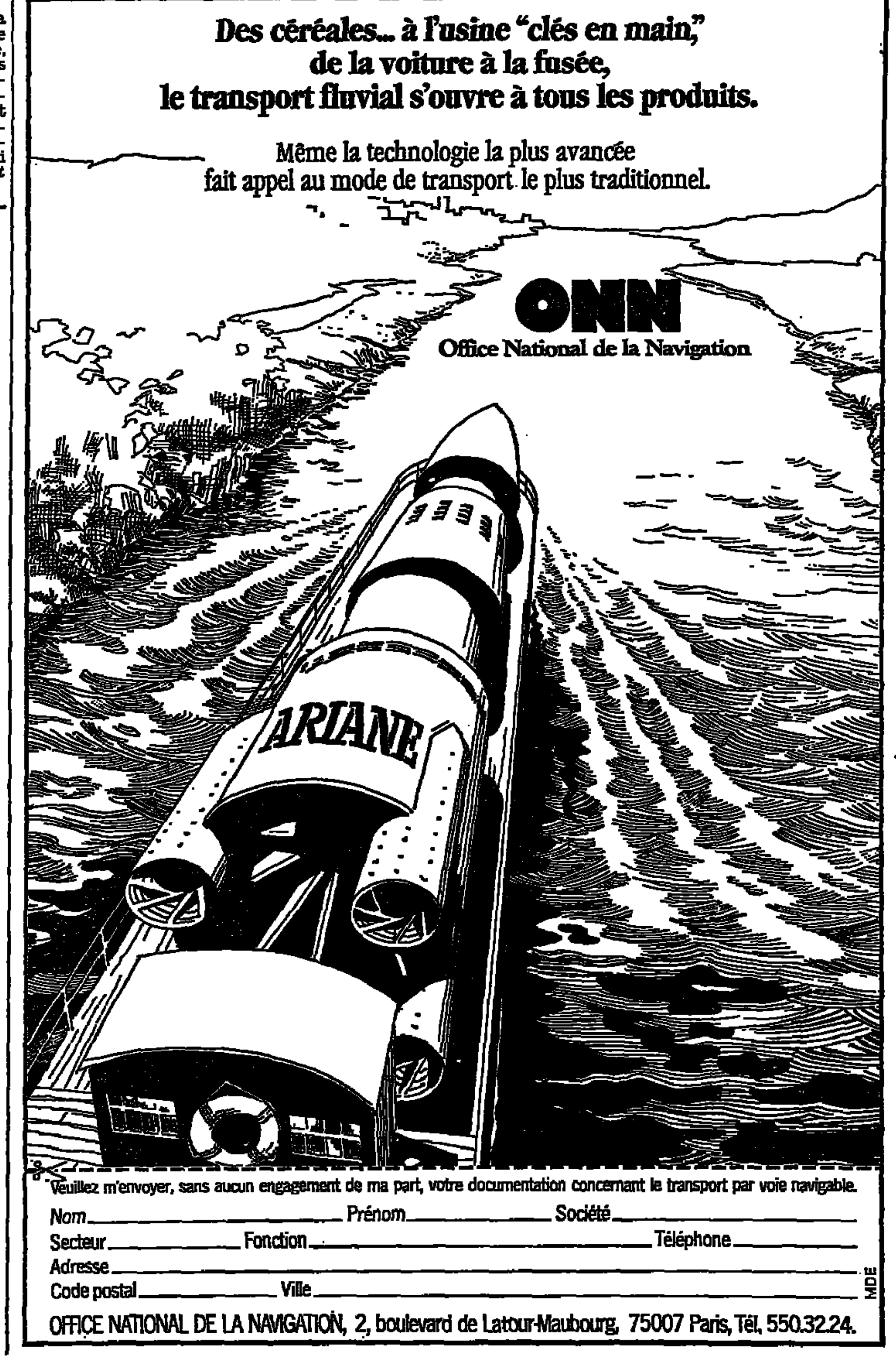
Aux Communes, la *« right honorable lady »* a considérablement amélioré ses prestations. Elle a appris à contrôler ses émotions, et surtout le volume de sa voix et son débit ; elle a acquis le sens de la répartie, et même l'humour qui lui faisait souvent défaut. Elle fait mieux que de se défendre. Mme Thatcher est une *« fonceuse »*. Un *jour d'irritation*, le chancelier Schmidt la compara à un rhinocéros. La comparaison *fut reprise* avec *méchanceté par* M. Denis Healey, le leader travailliste, qui déclara aux Com*munes : « Elle a une peau épaisse, impénétrable, elle est capable de charger dans toutes les directions et réfléchit toujours au trot... »* Il aurait dû ajouter que cet animal fonce directement sur son objectif. Et quand Mme Thatcher fonce, elle ne se laisse pas détourner de son but. Toutes les spéculations sur les inévitables demi-tours, les indispensables assouplissements et accommodements de sa politique économique et sociale ont été démentis.

Ses adversaires la détestent, certains même la haïssent. Elle n'en impose pas moins un certain respect pour sa volonté et sa ténacité, son ardeur au travail et sa caractéristique, assez insolite dans le milieu politique, de croire à ce qu'elle dit et de dire ce qu'elle *pense*. L'expérience d'une année au pouvoir n'a pas vraiment affecté en profondeur sa *nature de guerrier missionnaire*. Elle sait aussi que ses amis politiques ne lui pardonneront *pas un échec... Les Brutus* ne manquent pas dans les allées du pouvoir, prêts à lui porter le coup *fatal* quand ils estimeront nécessaire dans l'intérêt supérieur du parti de se débarrasser de ce diable de bonne femme, de cet insupportable croisé.

HENRI PIERRE.







politique

L'ENTRETIEN TÉLÉVISÉ

Les conclusions du rapport Giraudet sur la réduction du temps de travail pourraient être mises en œuvre dès janvier

La sixième émission « Une heure avec le président de la République », diffusée lundi 5 mai sur FR 3, a sans doute marqué un progrès sur les précédentes, mais elle a aussi laissé apparaître les limites d'une formule.

Le progrès tient essentiellement à l'attitude des journalistes présents et au ton qui s'instaura du fait de cette attitude : un ton plus spontané, plus vif, plus « conversation » que par le passé. Moins de questions « inspirées », moins de relances artificielles, tout juste destinées à introduire une brillante démonstration du chef de l'Etat. Moins de complaisance. Au contraire, des questions plus directes, des interpellations, des remarques agrémentées d'un atome d'impertinence et même — audace ! — une ou deux interruptions. Sur la Sécurité sociale, sur la politique sociale, on entendit des phrases du genre : « Personne n'y croit tout à fait... Le système tient avec des bouts de ficelle... Une politique de paix sociale n'est pas une politique sociale... Vous évoquez la politique contractuelle avec une certaine satisfaction, mais... », etc. Pour une fois, on osait gêner un peu la belle mécanique intellectuelle, et le débat y gagnait en vivacité.

Voici les principaux extraits de l'entretien de M. Valéry Giscard d'Estaing avec Martine Allain-Régnault (A 2), François de Closets (TF 1) et Jean-Marie Cavada (FR 3) au cours de la sixième émission de la série « Une heure avec le président de la République », lundi 5 mai, à 20 heures, sur FR 3. Le chef de l'Etat a d'abord parlé de la mort du maréchal Tito (lire page 9)**, puis il a répondu aux questions sur la situation économique et sociale.**

JEAN-MARIE CAVADA. — *A propos de (...) l'énorme crise européenne : demain se réunissent les ministres de l'agriculture des Neuf à Luxembourg. Si, par malheur pour l'Europe, ils ne peuvent pas se mettre d'accord, êtes-vous partisan de faire une politique agricole à neuf, à huit, ou bien de prendre des mesures solitaires nationales ?*

— Cette crise, cette grande difficulté — on fait beaucoup d'usages du mot crise, — était prévisible. Ce qui aurait été une surprise, une heureuse surprise, c'était l'accord. Nous connaissions, en effet, les demandes considérables de certains de nos partenaires (...) La proposition du chancelier Schmidt que j'ai acceptée, bien qu'elle fût onéreuse pour l'Allemagne et pour la France, que j'ai même soutenue, montrait que nous souhaitions aboutir à un accord. Pourquoi ?

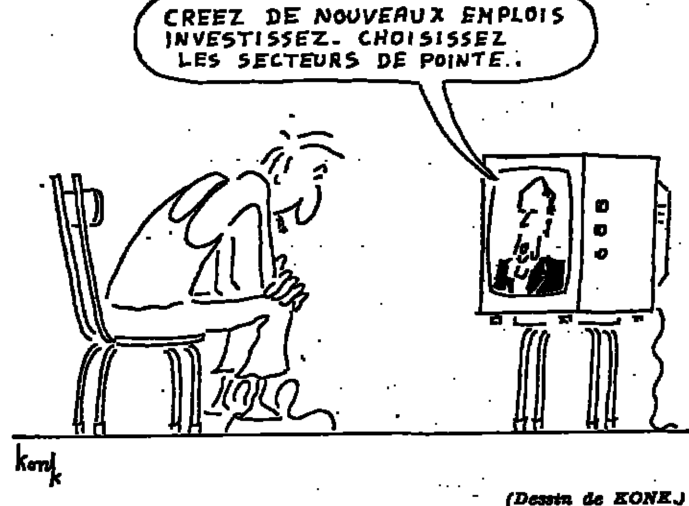
En raison des sujets discutés, bien entendu. Mais aussi parce que, dans les circonstances internationales actuelles, faire apparaître cette longue querelle autour de chiffres ou de pourcentages de la part de dirigeants européens, c'était quelque peu dérisoire par rapport aux enjeux réels de notre temps.

Donc, nous voulions aboutir. Nous avons fait des gestes pour aboutir. Nous n'avons pas abouti.

Il y avait deux sujets en discussion : l'un, absolument normal, qui est celui de la fixation annuelle des prix agricoles (...) [L'autre], tout à fait distinct, était que l'un de nos partenaires, la Grande-Bretagne, demandait que soient modifiées des règles existantes, des règles ratifiées, qui fixent le montant de sa contribution, qu'elle jugeait trop lourde et dont elle nous demandait l'allégement.

Sur le premier sujet, l'agriculture, nous avions demandé que la réunion soit préparée. Les ministres de l'agriculture se sont réunis et une proposition leur a été faite par la Commission. Cette proposition, on peut la résumer en disant : une augmentation des prix agricoles de 5 %, accompagnée d'un certain nombre d'autres dispositions. Ceci ferait, pour la France, un peu plus de 10 % puisque nous avons encore sur le plan monétaire l'équivalent de 5 % de réajustement à opérer.

Cette hausse de 5 % a été acceptée par huit pays sur neuf. (...) Nous voilà donc face à un problème annuel, où il y a une proposition approuvée par huit pays. Il faut maintenant que la procédure normale aboutisse à sa mise en œuvre. C'est pourquoi les ministres de l'agriculture vont se réunir pour donner une suite à cette proposition et à cet accord de huit pays sur neuf.



(Dessin de KONK.)

La situation de l'agriculture

Je vous dis un mot de la situation de notre agriculture parce que la situation des agriculteurs est souvent mal connue des autres catégories sociales ; beaucoup de gens en France dépeignent les agriculteurs comme des privilégiés. (...) Oui, comme des privilégiés qui auraient des avantages indus. Or l'agriculture a connu un très grand progrès, mais c'était un rattrapage par rapport aux autres catégories ; il y a vingt ou trente ans, elle n'avait pas de protection sociale, elle n'avait pas d'équipement de base, elle avait un système d'éducation professionnelle très limité.

L'agriculture a donc connu un très grand progrès. Mais, depuis quelques années, il y a eu une succession de mauvaises récoltes ; trois années de suite les récoltes françaises ont été moyennes ou médiocres.

Ensuite, l'agriculture a supporté, probablement plus que les autres activités économiques, les conséquences des hausses de prix. Les hausses de prix des carburants, des engrais, du machinisme agricole, depuis le début de l'année notamment, sont considérables, alors que le revenu, lui, résulte de prix fixés une fois pour toutes par année. (...)

Il doit y avoir une politique européenne cohérente de l'agriculture : elle a conduit à cette augmentation de 5 % des prix agricoles européens.

J'ai pris à Lyon, au moment de l'inauguration de la Foire, l'engagement que le pouvoir d'achat des agriculteurs français serait maintenu en 1980. Eh bien, de même que nous les défendons dans les instances européennes, nous prendrons les dispositions nécessaires pour que leur pouvoir d'achat, pour que leurs revenus, soient maintenus en 1980.

FRANÇOIS DE CLOSETS. — *Il semble que l'agriculture allemande ait réussi à être beaucoup plus dynamique que l'agriculture française.*

— Il y avait des raisons : un grand retard de l'agriculture allemande sur l'agriculture française, qu'elle a en partie comblé. C'était une petite agriculture qui est devenue une moyenne ou une grande agriculture. La nôtre est restée une grande agriculture et continué de se développer.

Des dispositions techniques : les montants compensatoires monétaires ont donné un avantage monétaire aux agriculteurs allemands en matière d'élevage et de produits laitiers. Comme nous les avons supprimés et que les Allemands réduisent les leurs, la concurrence va à nouveau tourner, au cours des prochaines années, je le souhaite, à l'avantage de l'agriculture française.

La Communauté doit faire son travail. Nos ministres de l'agriculture et des affaires étrangères demanderont à nos partenaires ce que les chefs d'Etat et de gouvernement ont confirmé à huit : *« L'accord sur les dispositions agricoles est pris, vous êtes ministres de l'agriculture, mettez en forme cet accord et voyons comment le faire fonctionner. »*

Si cela était impossible, nous rechercherions les moyens, dans un esprit communautaire et en respectant les textes communautaires, de faire en sorte que le revenu des agriculteurs français soit maintenu en 1980. Ces moyens existent. S'il le faut, nous les mettrons en œuvre.

FRANÇOIS DE CLOSETS. — *L'opposition britannique au marché commun agricole est permanente ; c'est une cause qui va se retrouver dans deux ans, dans cinq ans. Ce n'est pas une cause de conjoncture, c'est une cause permanente.*

— C'est pourquoi la crise n'est pas pour moi une surprise. Ce que vous décrivez n'est pas nouveau. C'était parfaitement connu au moment de l'adhésion britannique en 1972, au moment où on a mis au point les termes de l'accord financier avec la Grande-Bretagne. On ne peut pas invoquer un fait ancien et connu pour dire qu'on n'appliquera pas des dispositions qui ont été signées, convenues entre les Etats.

Ce qui m'a frappé dans les demandes britanniques au cours de la dernière réunion, c'est qu'elles n'étaient pas pour un an ou deux ans, pour faciliter un passage difficile. Elles portaient sur une longue période. Il s'agit donc en réalité d'une re-négociation des dispositions financières. Cela veut dire que la Grande-Bretagne a le choix entre deux attitudes : ou bien estimer que le dispositif ne lui convient pas, et dans ce cas il faut le re-négocier suivant les formes d'une re-négociation, c'est-à-dire avec un travail approfondi, des propositions, ou bien, au contraire, la Grande-Bretagne accepte un dispositif dont simplement la charge est trop lourde pour elle pendant une période déterminée, et l'on arrive à des propositions comme celles que nous avons faites. Elles ont, depuis, été retirées par le chancelier Schmidt. Il les estimait très généreuses : devant le refus de les accepter, elles ont été retirées.

En tout cas, c'est au niveau des ministres que ces négociations et ces discussions doivent maintenant avoir lieu.

Le conseil européen, que je connais bien puisque c'est moi qui en ai proposé la création et que c'est ici, à l'Elysée, qu'il a tenu sa première réunion en décembre 1974, n'est pas fait pour faire le travail des autres institutions de la Communauté. Il appartient aux ministres de l'agriculture de régler les prix agricoles ; aux ministres des finances les contributions financières. Je ne participerai pas à de nouveaux marchandages au sein du conseil européen sur les problèmes qui ont été évoqués à Luxembourg.

La cinquième semaine de congé

JEAN-MARIE CAVADA. — *Je souhaiterais qu'on puisse aborder les questions qui concernent les rapports sociaux, la vie sociale française.*

D'abord l'aménagement du temps du travail, la durée du travail, la durée des congés.

Au printemps 1978, après les élections, j'avais reçu toutes les organisations syndicales. Elles avaient attiré mon attention sur des thèmes sur lesquels elles souhaitaient ouvrir des négociations. Au nombre de ces thèmes figuraient la réduction de la durée annuelle du travail, c'est-à-dire le problème de la durée des congés annuels en France et celui de l'aménagement des horaires : temps de travail, heures supplémentaires, etc.

Ces conversations ont débuté au printemps 1978 entre tous les partenaires sociaux, c'est-à-dire le patronat et l'ensemble des organisations syndicales.

Cela a duré dix-huit mois et, au début de l'année, on a abouti à un constat d'échec, ou en tout cas à la suspension de ces négociations, dans des termes qui n'ont pas été très véhéments. Il n'y a pas eu un affrontement à la fin, il y a eu le constat d'un désaccord tel qu'on a préféré interrompre les négociations.

A ce moment-là, avec le premier ministre, il a été décidé de chercher un moyen de débloquer cette négociation en confiant à une personnalité indépendante, M. Giraudet, qui connaît bien les problèmes du travail puisqu'il a été directeur général de la R.A.T.P., qui a un très nombreux personnel, et qu'il est actuellement le président d'Air France, le soin d'établir un rapport.

M. Giraudet l'a établi. Il vient de le remettre. Ce rapport a été communiqué la semaine dernière à l'ensemble des organisations syndicales et patronales (...).

Les trois propositions du rapport Giraudet : institution de l'équivalent d'une cinquième semaine de congés payés, réduction de quarante à trente-neuf heures de la durée du travail pour les tâches physiquement pénibles et assouplissement du régime de l'aménagement du temps de travail, constituent un ensemble équilibré, chacune de ces dispositions venant renforcer l'autre.

L'accueil réservé à ce rapport a été, dans l'ensemble, positif, naturellement avec certaines réserves. Les organisations syndicales, F.O., C.F.D.T., qui avaient participé de façon très approfondie à la négociation, ont donné des indications positives, le patronat aussi, après une période d'analyse ; et la C.G.T. a pris une attitude plus négative, mais pas entièrement, sur ces propositions.

Que doit-il se passer maintenant ?

Je souhaite que les conversations entre les partenaires sociaux commencent le plus tôt possible, autrement dit que, dès à présent, les partenaires sociaux nouent une négociation à partir des conclusions de ce rapport.

Le gouvernement et moi-même, souhaitons que ces négociations puissent aboutir d'ici le mois de juillet, afin que leurs conclusions puissent être concrétisées par le gouvernement sous forme de projets de loi déposés sur le bureau des Assemblées au début de la prochaine session. Certaines dispositions ne sont pas législatives et seront réglées par les partenaires sociaux. Mais certaines autres, qui intéressent le code du travail, doivent faire l'objet de textes législatifs.

Ainsi, le calendrier serait le suivant : ouverture le plus tôt possible des négociations, conclusion de ces négociations d'ici l'été, préparation par le gouvernement des textes de loi nécessaires, adoption des projets de loi au cours de la session d'automne. Ainsi, à la fin de l'année, on aurait mis en forme, par des débats contractuels d'abord, et ensuite par des dispositions législatives, cette très importante réforme de la durée du travail et de l'aménagement de ce temps de travail.

FRANÇOIS DE CLOSETS. — *Pensez-vous que le travail à la chaîne justifie la semaine de trente-neuf heures ?*

— Dans cette démarche, vous avez vu qu'on s'efforce de laisser une très large place à la discussion des partenaires sociaux. Je pense que des réformes de cette nature ne sont vraiment, à la fois, bien comprises et bien introduites dans la vie sociale que si elles sont préparées, acceptées, et ensuite appliquées par les partenaires sociaux (...). Parmi les travailleurs à la chaîne, sans l'ombre d'un doute, certains effectuent un travail qui présente ce caractère physiquement pénible. Il peut y avoir un autre travail répétitif qui, lui, ne soit pas physiquement pénible. Sur un sujet comme celui-là, c'est aux partenaires sociaux d'ouvrir la discussion et de rechercher quelle est la définition socialement la plus juste.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT. — *Vous allez inciter les partenaires sociaux à aller plus vite et peut-être leur donner, de temps en temps, des moyens, voire financiers, en les poussant par exemple à embaucher davantage, à prendre une cinquième équipe pour diminuer le temps de travail.*

— C'est un autre sujet. La question de la cinquième équipe n'est pas directement dans cette discussion...

MARTINE ALLAIN-REGNAULT. — *Elle pourrait en découler...*

Elle peut éventuellement y être rattachée. La cinquième équipe, c'est un aménagement du travail à l'intérieur d'un certain horaire pour un travailleur, et là, c'est une réduction de l'horaire...

MARTINE ALLAIN-REGNAULT. — *La réduction des horaires devrait pousser certaines entreprises à avoir une cinquième équipe plus facilement.*

— Probablement.

JEAN-MARIE CAVADA. — *Le fait que le gouvernement prenne comme source d'inspiration le rapport Giraudet n'est-il pas un constat d'échec de la politique contractuelle ?*

— Pas du tout. Vous avez vu ce qui s'est passé. Une longue discussion des partenaires sociaux a préparé ce rapport. Beaucoup de ses idées viennent de la discussion des partenaires sociaux. Ensuite, au lieu que le gouvernement s'en saisisse et que je vous dise ce soir — ce que je pourrais faire : nous allons faire une cinquième semaine de congés payés de telle manière, réduire les horaires de telle et telle manière, on envoie ses conclusions aux partenaires sociaux pour qu'ils en discutent et pour qu'ils définissent eux-mêmes les meilleures conditions de mise en application de ses dispositions.

C'est, au contraire, un processus de politique contractuelle. Et puisque vous parlez de la politique contractuelle, un mot sur les résultats de cette politique.

Beaucoup de Français sont convaincus que la politique contractuelle ne se poursuit pas ou est en danger, et les faits passent inaperçus.

Dans la fonction publique, un accord de salaire a été signé par des organisations très représentatives comme le syndicat Force ouvrière — très représentatif dans la fonction publique, — comme la FEN — très représentative dans le système éducatif, — comme les cadres, la C.F.T.C. Cet accord couvre la politique salariale de la fonction publique jusqu'en avril 1981. Les fonctionnaires connaissent donc l'évolution de leur salaire, c'est-à-dire la garantie de leur pouvoir d'achat, jusqu'en avril 1981.

Cela intéresse cinq millions de personnes. Non pas qu'il y ait cinq millions de fonctionnaires ; mais si on ajoute les retraités, les militaires, les agents des collectivités locales et ceux qui sont rattachés indirectement à la fonction publique, cela couvre cinq millions de personnes.

Dans les entreprises de transports, il y a un accord contractuel de salaire signé à la S.N.C.F., qui est la plus importante. Il y en a un signé à la R.A.T.P., ainsi qu'à Air France. D'autres sont en discussion dans de grandes entreprises publiques, les Charbonnages, E.D.F. La politique contractuelle du secteur public couvre actuellement une très large majorité des travailleurs de l'Etat ou des entreprises publiques...

MARTINE ALLAIN-REGNAULT. — *Pas tous...*

— Pas encore tous.

FRANÇOIS DE CLOSETS. — *Justement, vous évoquez avec une certaine satisfaction la politique contractuelle, notamment à la R.A.T.P. Il est vrai que les agents de la R.A.T.P. ont un salaire minimum de 3 450 F garanti. Et puis, il y a eu la grève et on a appris que les ouvriers du nettoiement, ceux qui faisaient le plus pénible travail, eux étaient à 2 700 F et n'avaient aucun des avantages prévus dans ces grandes conventions.*

— Vous pouvez, en effet, retirer cette leçon. Il faut préciser que les travailleurs en question sont des travailleurs d'entreprises qui ont des contrats avec le métro, mais ce ne sont pas des travailleurs du métro...

FRANÇOIS DE CLOSETS. — *Ils sont hors convention.*

Vous avez raison de poser le problème. Dans le secteur privé, il y a aussi une politique contractuelle. Je souhaite que cette politique contractuelle se développe davantage et qu'elle permette de prendre des décisions qui répondent à la préoccupation que vous avez.

Par exemple, dans l'Union des industries métallurgiques et minières, un accord a été signé par les grandes organisations syndicales, en janvier 1980, et en particulier par la C.F.D.T., qui prolonge d'un an la notion précisément de revenu salarial minima annuel pour les industries métallurgiques et minières. Le plafond qui a été fixé est nettement supérieur au plafond du SMIC. Il y a donc là une garantie de pouvoir d'achat des salariés du secteur privé dans cette branche qui témoigne d'une amélioration appréciable par rapport à la situation du SMIC. Il reste vrai qu'il faut poursuivre cet effort pour atteindre les catégories qui sont à l'écart des grandes négociations.

MARTINE ALAIN-REGNAULT. — *On a l'impression qu'il y a deux secteurs sociaux.*

— Lorsque nous parlions tout à l'heure de la durée du travail, je vous disais que les mesures qui seront prises, par exemple l'équivalent de cette cinquième semaine de congés payés, *toucheraient* douze millions de personnes. Il y a bien plus de douze millions de travailleurs en France. Ces douze millions sont précisément les travailleurs qui n'ont pas cet avantage.

En faisant une politique d'amélioration du système de congés payés et de la durée du travail de droit commun pour tous les travailleurs, nous réduisons des inégalités comme celles que vous mentionnez.

FRANÇOIS DE CLOSETS. — *Pensez-vous que le fait d'être dans la fonction publique ou dans le secteur public, d'avoir la garantie d'emploi, justifie ou rend normal le fait qu'on ne cotise pas aux ASSEDIC ?*

— Je ne peux pas vous répondre de façon tranchée. La difficulté vient du fait que le système des ASSEDIC est un système contractuel.

Au début, il a été négocié entre les employeurs et les salariés ; il était donc normal qu'il s'applique aux employeurs et aux salariés qui l'avaient négocié. Or les fonctionnaires étaient naturellement dans une autre situation. A partir du moment où ces dispositions sont devenues permanentes et onéreuses, on peut, en effet, éprouver un sentiment d'injustice en pensant qu'une catégorie importante de travailleurs ne contribuent pas au fonctionnement du système. Mais ils y contribuent malgré tout au travers de l'impôt puisque le système est alimenté, comme vous le savez, par une contribution budgétaire. On peut se poser la question de savoir s'il ne devrait pas y avoir une manifestation de solidarité plus active.

FRANÇOIS DE CLOSETS. — *Il y a eu une volonté du gouvernement de revaloriser le travail manuel. On a l'impression qu'il y a une impossibilité de rendre justice à la classe ouvrière par rapport aux cols blancs, toujours favorisés dans la société française.*

— Attention au jugement collectif ! Vous parlez des ouvriers, mais il y a des employés de toutes conditions en France. Il y a, dans certains branches, des conditions de vie ou de travail des employés qui sont très proches de la condition ouvrière : il y en a également qui en sont assez éloignées.

Si vous regardez les statistiques des dernières années, elles vont toutes dans le même sens, c'est-à-dire qu'elles montrent une réduction des inégalités de rémunération. C'est tout à fait net. Je me souviens encore du temps où les statistiques que l'on citait prouvaient le contraire. A l'heure actuelle, on ne peut plus le démontrer...

FRANÇOIS DE CLOSETS. — *Pour les salariés ?*

— Pour les salariés ? A l'intérieur de la hiérarchie des salariés, le SMIC a augmenté plus vite que le salaire ouvrier moyen. Et le salaire ouvrier moyen a augmenté plus vite que les rémunérations des catégories supérieures, avec parfois des écarts appréciables. Nous sommes donc bien dans une période de resserrement des inégalités.

La politique de revalorisation du travail manuel dans certaines branches — bâtiment et travaux publics — a donné lieu, l'année dernière et cette année, à des revalorisations appréciables.

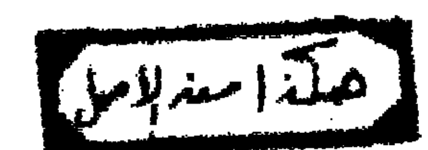
Il s'agit de poursuivre cette évolution ; la conjoncture économique nous impose un certain nombre de limites, mais la direction doit rester la même.

Le climat social ne s'est pas détérioré en 1980

MARTINE ALLAIN-REGNAULT. — *Envisagez-vous d'inciter à l'amélioration de la condition de la retraite et peut-être à la modulation de l'âge de la retraite ?*

— Pour l'instant non. L'aspiration des Français a été, est encore, celle d'un abaissement de l'âge de la retraite. On a introduit une flexibilité, puisque, à l'heure actuelle entre soixante et soixante-cinq ans, les conditions d'accès à la retraite sont beaucoup plus libérales qu'elles ne l'étaient il y a encore quelques années. On a introduit une amélioration importante dans le calcul des pensions et des retraites, puisqu'on prend en compte les meilleures années. On a introduit toutes ces améliorations et, à l'heure actuelle, je ne crois pas que l'on puisse modifier le système.

Il faudra s'interroger sur les améliorations à lui apporter car, dans quelques années, l'importance des personnes âgées en France par rapport à la population active, va poser un certain nombre de problèmes. Dans l'immédiat il n'y a pas lieu de revenir sur le dispositif qui existe. Pour le minimum vieillesse, qui est un facteur de correction, il avait été prévu qu'on l'augmenterait le 1er juillet. J'ai demandé au premier ministre si on ne pouvait pas avancer cette échéance. L'augmentation des prix ayant été supérieure à ce qui avait été prévu ou imaginé pour l'année, il ne faudrait pas que les per-



ETIEN TÉLÉVISÉ

DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Mais le sujet était austère, et il est bien difficile de tenir, une heure durant, l'intérêt en éveil avec des thèmes qui, pour importants qu'ils soient, n'en sont pas moins ardus et parfois abstraits. En outre, du fait même du changement de ton et de la plus grande spontanéité des échanges, la logique et l'efficacité du discours giscardien ont, à certains moments, été mises en défaut. C'est en cela que le sixième épisode de la série a rendu évidentes les limites de ce type d'émission.

On avait parfois le sentiment, lundi soir, que M. Giscard d'Estaing devrait se méfier du confort que lui apporte cette formule sans grand risque, dans un domaine d'expression où il excelle. Trop habitué à la non-agressivité de ses interlocuteurs, à la simplicité d'échanges trop bien préparés, bref à la facilité, il paraissait par moments, lundi, plus mal à son aise quand les questions se suivaient de trop près, quand les remarques l'interrompaient et quand les journalistes se risquaient à mettre un peu de désordre dans l'agencement de ses démonstrations.

Plus encore : la vivacité des uns faisait apparaître parfois avec netteté le caractère artificiel des réponses de l'autre : des réponses dont on apercevait concrètement qu'elles étaient — qu'elles sont souvent — conçues en forme d'échappatoire. Des réponses dont la construction intelligente et le brillant dissimulent un vide relatif quand ce n'est pas un contenu dérisoire (il y aura bientôt deux millions de chômeurs en France : oui, mais on a créé, l'année dernière, cent mille emplois)...

Plus que jamais, on pouvait se demander si, derrière les démonstrations en trois points, les résumés savants, la parfaite connaissance des dossiers et la clarté de l'exposé, il y a une conviction, une approche humaine, une solidarité affective.

Les limites d'une formule, donc, qui expliquent peut-être que M. Giscard d'Estaing, ou ses conseillers, ressentent la nécessité de revenir, à la mi-juin, à une autre, longtemps boudée mais peut-être plus efficace avant les grands affrontements de la campagne présidentielle : celle de la conférence de presse.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

sonnes âgées se trouvent en subir indirectement le *contrecoup* ; et donc ce sera le 1er juin que l'on procédera à l'augmentation du minimum vieillesse, au lieu du 1er juillet.

Un mot sur ce qu'on disait à propos de la situation sociale.

On parle beaucoup des conflits sociaux. Dans une société vivante il y a des conflits sociaux. Dans une société où il n'y en a pas, il n'y a pas de force sociale, de partenaires. Mais il est important de savoir si le nombre des conflits sociaux augmente ou diminue.

En 1980 — nous n'avons les chiffres que pour les deux premiers mois — il y a eu cent mille jours de grève de moins que pendant les deux premiers mois de 1979. Les chiffres sont à peu près les *suivants* : *en* 1979, trois cent quatre-vingt-huit mille jours de grève pendant les deux premiers mois et, en 1980, ce doit être deux cent quatre-vingt trois mille jours de grève, donc cent mille de moins. Ce qui montre que, *contrairement à ce qu'on dit parfois*, le climat social qui comporte des conflits, des difficultés, ne s'est pas détérioré par rapport à l'année dernière.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT. — *Et la Sécurité sociale... Je voudrais savoir d'abord si vous pensez que la bataille pour le ticket modérateur mérite une union sacrée politique et syndicale contre le gouvernement ; je voudrais savoir si, éventuellement, le gouvernement envisage de revenir sur cette mesure, s'il envisage de négocier et s'il pense à d'autres moyens dissuasifs de dépenses ?*

— Sur cette question du ticket modérateur, je ne prendrai pas une position personnelle, puisque c'est une question qui est actuellement discutée par le gouvernement, le ministre de la santé, avec un certain nombre d'organisations. Ce n'est pas à moi de trancher. (...)

D'abord, ce ticket modérateur, ce n'est pas une nouveauté : les textes constitutifs de la Sécurité sociale avaient prévu cette disposition. Ce que le gouvernement a fait a été de mettre en application des dispositions qui existaient *dans les textes d'origine*. D'ailleurs, dans leurs critiques, certaines organisations syndicales disent : *« Vous ressortez un dispositif préhistorique »*, rappelant par là que les dispositions existaient dans les textes.

Ensuite, il faut savoir que, parmi les mutuelles, il y en avait qui remboursaient intégralement et d'autres qui conservaient un ticket modérateur...

MARTINE ALLAIN-REGNAULT. — *C'est la liberté d'assurance.*

— C'est cela. Mais de grandes mutuelles avaient elles-mêmes conservé un tel système. A l'heure actuelle, il y a des discussions. J'ai vu que certaines mutuelles faisaient des propositions en disant *qu'elles pourraient consacrer les mêmes sommes ou l'équivalent de ces sommes à des actions de prévention* ; ceci va être discuté avec le ministre de la santé et les organisations correspondantes. Vous comprendrez que je ne tranche pas ce débat.

Par contre, je vous dirai un mot de la Sécurité sociale et de l'objectif.

L'année dernière, il y a eu deux augmentations des cotisations de la Sécurité sociale : une augmentation au début de l'année 1979, mal ressentie par l'opinion publique, qui devait assurer l'équilibre de la Sécurité sociale. Puis, la détérioration de la situation a été telle qu'au mois de juillet il a fallu procéder à une deuxième augmentation. Là, l'opinion publique a réagi en profondeur.

Comme c'était le mois de juillet, il n'y a pas eu de *manifestation* publique, mais une réaction en profondeur devant cette accumulation de cotisations supplémentaires.

Quand on a pris ces mesures, on prévoyait un déficit de la Sécurité *sociale* de, *je crois*, 17 *milliards* de francs.

Après les mesures de redressement, le déficit a été ramené à zéro. Si on poursuit l'effort en cours, il est probable que l'année 1980 se terminera également aux alentours de l'équilibre alors qu'on avait prévu, là aussi, un déficit de l'ordre de 17 milliards.

La suppression du point supplémentaire de cotisation

On a cherché à freiner l'augmentation des dépenses de santé. Lorsque les mesures ont été prises, en juillet de l'année dernière, les dépenses de santé augmentaient en France à un rythme annuel de 19,5 %. Cette hausse beaucoup plus forte que notre croissance rendait inévitable la recherche de nouvelles ressources et donc une majoration des cotisations. Les mesures prises — effort de gestion hospitalière, *efforts* de l'ensemble des professions de santé, examen beaucoup plus attentif du fonctionnement des caisses, qui ont pris des initiatives de simplification d'un certain nombre de procédures — font qu'au mois de mars dernier le rythme d'augmentation était revenu de 19,5 à 14,4 %, c'est-à-dire 5 % de réduction du rythme d'augmentation en un an.

Si l'on maintient cet effort, on pourra non seulement éviter toute augmentaiton de cotisation, mais même supprimer en février prochain le point supplémentaire d'assurance-maladie qui avait été *institué sur les salariés*.

Si on poursuit, et c'est mon objectif, l'enjeu qui intéresse tout le *monde*, la suppression de ce point de cotisation permettra de restituer 1 % de pouvoir d'achat à l'ensemble des assurés de l'assurance-maladie.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT. — *Personne n'y croit tout à fait, malgré tout. Tout le monde a l'impression que, pour l'instant, la Sécurité sociale tient avec des bouts de ficelle et que, d'ici un an, on va se trouver avec un double secteur de médecine : une médecine de riches et une médecine de pauvres.*

— Notre objectif est tout à fait clair, c'est que le système actuel puisse continuer... Je crois que c'est possible. Il y a le problème de l'accroissement du nombre des médecins ; c'est une donnée qui tient au nombre des étudiants des années passées ; *à l'heure* actuelle, il y a, au contraire, un effort d'ajustement de ce nombre aux *perspectives* de la profession. Le problème de l'installation de ces jeunes médecins se posera et j'ai dit, dans une autre circonstance, qu'il fallait se préoccuper de faciliter leur installation et de prendre en considération leur début de carrière, qui est difficile, même si ensuite celle-ci est appelée à s'améliorer.

Aujourd'hui, sur la base des chiffres actuels, j'aurais pu vous dire que le point supplémentaire sera supprimé en février 1980. Je *préfère, parce que je crois que* c'est plus sérieux, vous dire que, si nous continuons l'effort actuel ce point sera supprimé. Pour la première fois on reviendra un peu en arrière sur cette augmentation massive des cotisations sociales. Il y aura peut-être des *manifestations*, c'est possible. Mais je connais l'état d'esprit d'un grand nombre de Français. Ils savent que le poids des cotisations sociales est devenu insupportable. Insupportable *sur* les salaires, insupportable sur les *exploitations* agricoles, commerciales ou artisanales. L'idée qu'on ne va pas endiguer le flot des dépenses et que, tous les ans, on ajoutera un point ou un point et demi de sécurité sociale provoquerait aussi la fureur des *Français. Nous devons* imaginer à l'heure actuelle notre système de santé comme employant au mieux les ressources que nous lui consacrerons, ressources qui, d'ailleurs, du fait de la croissance, sont appelées à augmenter.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT. — *Vous ne pensez pas qu'on aura recours à l'impôt sur le revenu ?*

— Nous avons un déficit budgétaire important en France. Nous avons des *tâches de développement* de la dépense publique dans un certain nombre de secteurs : éducation, défense, équipement hospitalier, ainsi de suite, pour lesquelles nous avons besoin de ressources. A l'heure actuelle, il n'y a pas de surplus en France *ni* dans le budget ni dans la sécurité sociale. C'est pourquoi cet effort de *modération* des dépenses, qui ne change pas le système puisqu'on n'est revenu sur aucune prestation et qu'on ne reviendra pas sur l'organisation de la médecine, nous permettra de rapprocher le niveau de la dépense de la croissance naturelle.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT. — *Est-ce qu'on peut dire que vous en prenez l'engagement ?*

— Madame, je suis décidé à ce qu'on le fasse. Il faudrait *donc* de graves circonstances, il faudrait l'échec d'une certaine politique pour *qu'on ne* le fasse pas.

FRANÇOIS DE CLOSETS. — *L'économie française est fragile. Où va-t-on dans les six mois à venir ?*

Les Françaises et les Français sont gravement préoccupés, — je dirai qu'ils sont individuellement préoccupés — (lorsque les mecon*tentements s'expriment* de façon organisée, on peut dire : peut-être sont-ce les organisations qui elles-mêmes expriment le mécontentement). Non. A mon avis, les Françaises et les Français sont personnellement préoccupés. Pendant *une première période*, ils n'ont pas cru que la crise durerait toujours ; ils se sont dit : c'est un mauvais moment à passer, il sera plus ou moins long, et nous retrouverons notre situation antérieure.

FRANÇOIS DE CLOSETS. — *Est-ce que, vous-même, vous n'étiez pas trop rassurant, monsieur le Président.*

Non. Mon rôle est plutôt de chercher à encourager l'opinion *publique* vers le progrès, *non* pas de la décourager. J'ai peut-être une part de responsabilité à cet égard, mais j'ai toujours dit que c'était un changement du monde. On peut retrouver mes propos, je n'ai jamais varié sur ce point. Maintenant, les Françaises et les Français ont vu que c'était un changement du monde. Ils voient *bien que le prix du pétrole ne* baissera plus jamais. Ils voient bien que les pays peuplés, lointains, s'organisent, se réunissent, cherchent à imposer ici ou là leur volonté ; ils le voient et ils en tirent la conclusion que ce changement du monde se fera à leur détriment, et que donc, le progrès pour la France, au fond, *peut-être que c'est fini*.

C'est leur idée. Cette idée-là est fausse. L'idée qu'il s'agissait d'une *crise temporaire était fausse.* L'idée qu'il n'y a plus de progrès pour la France est également fausse. D'abord, elle est contredite par ce qui s'est passé depuis 1973, depuis le virage marqué par la première augmentation du prix du pétrole et qui a entraîné ensuite d'autres phénomènes. Depuis 1973, la production française *a augmenté de plus de 18 % sur* cinq ans, cinq ans et demi maintenant, cela fait une progression aux alentours de 3 % par an. On n'est donc pas du tout tombé à zéro ou à un niveau *négatif* ; naturellement, d'un trimestre sur l'autre, la production peut augmenter ou diminuer dans une branche, mais si vous prenez les années *successives*, la *collectivité* des Français produit 18 % de plus qu'avant la crise. Or, dans les années 30 dont on nous parle à l'heure actuelle, la France n'avait pas rattrapé la production de 1929, dix ans après, en 1939. Là, *pas du tout, nous* avons continué à progresser de 18 %. Je peux vous dire que ce progrès de la France continuera. A un rythme qui n'est plus le rythme antérieur, puisque nous n'avons plus certaines facilités — énergie à très bon marché, main-d'œuvre sous-rémunérée, il faut bien le dire. La croissance sera donc plus faible, *mais le progrès continuera*.

Dans *le court* terme, ce que nous cherchons, c'est à avoir une évolution de l'année 80 aussi peu contrastée que possible :

Nous avons eu un début d'année mauvais au point de vue des prix, mauvais au point de vue de l'emploi, mais soutenu au point de vue de *l'activité* ; ce qui serait dangereux, ce serait d'avoir une *croissance* brutale de l'activité suivie d'une chute profonde à la fin de l'année. Donc, ce que le gouvernement essaie de faire, c'est de régulariser l'année 1980 autant que possible.

Vous avez dit : déficit du commerce extérieur. C'est un fait. Mais ce déficit, on en connaît la cause. Il faut que les Français sachent que la tonne de pétrole qui est entrée en France au mois de mars nous l'avons payée exactement deux fois plus cher que la tonne de pétrole qui est entrée en France en mars 1979 ! C'est *un fait. Cela n'explique pas tout*, mais cela explique le commerce extérieur.

Je n'ai pas de grandes inquiétudes du côté du commerce extérieur. Nous surmonterons ce problème, nous réduirons le déficit, nous rétablirons notre situation ; la solidité du franc montre que c'est ainsi que l'extérieur nous voit.

Du côté de l'activité, nous devons régulariser autant que possible l'année *1980* et *éviter* l'effet dépressif, en fin d'année, de ce qui se passe chez les autres (...).

La dépression arrive en plein en Amérique et la situation en Allemagne fédérale n'est pas aussi soutenue qu'elle l'était dans d'autres périodes. Deux grandes puissances industrielles vont avoir, ou ont à l'heure actuelle, des difficultés en matière de prix. Il faut poursuivre notre lent travail.

Je reconnais que cette hausse annuelle, dont les causes changent mais *dont le résultat est* toujours le même, est décourageante pour les Français.

FRANÇOIS DE CLOSETS. — *Vous souvenez-vous des « brigands de l'inflation », dont vous parliez dans* Démocratie française *? Or M. Barre, en prenant ses fonctions, a expliqué aux Français que la cause principale de l'inflation, c'était la hausse trop rapide des rémunérations. Aujourd'hui, la masse salariale n'augmente qu'au rythme des prix, et encore ; donc, ce ne sont absolument plus les salariés qui sont responsables de l'inflation, et, apparemment, il y a toujours ces « brigands de l'inflation », mais, apparemment aussi, on n'a toujours pas su les débusquer.*

— Ne portez pas sur la politique de M. Barre, hâtivement, un jugement injuste.

Quand il a pris ses fonctions, à l'été 1976, le franc, qui était sorti du système monétaire européen, appelé à l'époque « le serpent », avait perdu beaucoup de sa valeur. Notre commerce extérieur était en *profond déséquilibre* et nous avions une forte hausse des prix.

En *1977* et *1978, on* était retombé nettement au-dessous de 10 % de hausse des prix, on était au rythme annuel de 8 à 9 %.

Ensuite, le taux est remonté et il faut bien dire que le rôle du pétrole a été très important.

Lorsque j'étais à Luxembourg, nous avons examiné les prévisions de hausse des prix faites par la Commission pour les différents pays européens, en 1979 et 1980, avec le rappel des années passées.

Ce qui est frappant, c'est que maintenant l'augmentation des *prix en France, si on la compare* à celle des autres pays, ralentit régulièrement. Cela signifie que, par rapport aux autres, nous sommes en train de commencer à réduire nos causes internes de hausse des prix d'environ un demi-point par *an. Ce n'est pas* beaucoup, mais enfin...

FRANÇOIS DE CLOSETS. — *Surtout, quand on en est à 10 !*

— Oui, je le reconnais.

Deuxièmement, les causes internes de l'inflation sont constituées par tout un dispositif économique et structurel. Ce dispositif comprend notamment les indexations, les rigidités, les marges en pourcentage et toutes sortes de facteurs qui font que tout phénomène de hausse des prix en France s'amplifie jusqu'au sommet. Certains producteurs, les producteurs agricoles notamment le savent bien. *Il faut démonter patiemment ces* mécanismes qui amplifient sans concurrence toutes les hausses de prix déclenchées ici ou là. Ce travail est en cours. Il donne certains résultats ; je reconnais avec vous que ce sont des résultats encore limités.

FRANÇOIS DE CLOSETS. — *On va, au cours du prochain septennat, vers deux millions de chômeurs. Toutes les études montrent qu'on se trouve pris en tenaille, si j'ose dire, dans ces chiffres...*

— D'abord, la France, à l'heure actuelle, est un pays qui crée des emplois, il faut le savoir. Nous avons créé, les Français ont créé, l'année dernière, cent mille emplois environ, soixante-quinze mille dans le secteur privé et vingt-cinq mille dans l'Etat ou les *collectivités publiques ou locales*. Si nous avions une situation de régime de croisière de notre population active, nous aurions une certaine diminution du chômage. D'ailleurs, les Allemands, qui, eux, ont une diminution de leur population active, n'ont pas la même démographie que nous et ont vu, grâce à cela, une diminution du chômage. *Mais les jeunes qui* arrivent sur le marché du travail sont nés avant 1965 et la vague démographique en France a duré à peu près jusqu'en 64-65.

Puisqu'il y a une période diffi*cile, de transition, qui concerne* particulièrement les jeunes, il faut améliorer nos dispositifs de transition, et notamment faire le bilan de ce qu'aura donné cette année le *pacte* national pour l'emploi des jeunes. Si ce pacte n'a pas permis de redresser suffisamment la situation, il faudra modifier la situation l'année prochaine.

JEAN-MARIE CAVADA. — *Est-ce que vous ressentez cette inquiétude, cette terrible inquiétude, d'il y a une quarantaine d'années ?*

— Il ne faut jamais comparer des situations. Les situations historiques ne sont pas les mêmes. *Le* monde d'il y a quarante ans ne ressemble pas au monde actuel.

Ensuite, la France a des chances. Quand vous me dites : vous êtes optimiste..., c'est que je crois que la France a des chances.

Pourquoi imaginer que, dans les dix prochaines années, un pays de ce type, *intelligent*, travailleur, bien situé, ne pourra pas tirer parti de la situation de l'économie mondiale ? Fondamentalement, je pense que la France a des chances.

C'est à elle d'organiser le développement *de ses chances*.

Elle doit compter sur ses propres forces et c'est pourquoi je souhaite que celles-ci ne se dispersent pas dans toutes sortes de directions ou de querelles.

Nous vivons dans un monde qui recèle des dangers. Le rôle de la France, de la diplomatie française, est d'atténuer ces dangers. *Quelquefois, on nous critique* en disant : pourquoi donc cherchez-vous à concilier des points de vue antagonistes ou inconciliables ? C'est que, si on ne les concilie pas, il n'y a pas d'autre voie que l'affrontement ou la collision. Il *faut donc que quelqu'un s'y* emploie. J'estime que la France est dans son rôle en cherchant à atténuer les tensions internationales.

JEAN-MARIE CAVADA. — *Monsieur le président, nous vous remercions de ce sixième entretien. Votre prochaine apparition publique, devant l'opinion, sera, je crois, le 19 juin. Vous confirmez la date ?*

— Je ferai, en effet, une conférence de presse à la mi-juin.

Une certaine résignation

(Suite de la première page.)

Le président de la République a *également confirmé que serait* tenue sa promesse aux agriculteurs de maintenir leur pouvoir d'achat en 1980. Mais il n'a pas expliqué comment quelque 10 % de hausse des prix agricoles français (des ajustements monétaires s'ajoutant aux 5 % de relèvement des barèmes communautaires) pouvaient compenser 13 % de hausse probable du coût de la vie, surtout en une période où les charges des exploitants augmentent tellement, à cause du renchérissement des engrais, des tracteurs, des insecticides...

M. Giscard d'Estaing a encore *confirmé que le point* de cotisation sociale supplémentaire instauré en août 1979 serait sans doute supprimé en février 1981 (mais ne dit-on pas déjà qu'il pourrait être rétabli après l'élection présidentielle si le déficit de la Sécurité sociale redevenait probable ?). Il a ajouté enfin que l'âge actuel du départ à la retraite ne devait pas être modifié et qu'il serait bon de poursuivre la lutte contre les inégalités.

De nouveautés, on n'en a guère compté que trois en une heure : l'augmentation du minimum vieillesse (dont le montant ne paraît pas fixé) sera avancée d'un mois (1er juin au lieu du 1er juillet), en raison d'une hausse des prix beaucoup plus forte que prévu ; la mise en œuvre des propositions de M. Giraudet sur la réduc*tion du temps de travail* devrait débuter par un accord patronat-syndicat en juillet et se prolonger par le vote d'un projet de loi à l'automne, pour application dès janvier des mesures nouvelles (cinquième semaine de congés *payés — ou système équivalent*), — une heure de travail en moins par semaine pour les salariés effectuant des « *tâches physiquement pénibles* », davantage de souplesse dans l'organisation du travail manuel, notamment le choix des heures supplémentaires). Enfin, le chef de l'Etat a admis que la réduction du temps de travail conduirait « *probablement* » certaines entreprises (dans la sidérurgie ?) à adopter le système de la cinquième équipe.

Cela fait peu d'inédit. *Même* si l'on ajoute — mais est-ce bien nouveau ? — que, pour M. Giscard d'Estaing, l'exemple donné par le secteur public en matière de salaires ou de congés devrait être mieux suivi par les firmes — *petites notamment — du secteur* privé.

Indulgence

Pour le reste, l'allocution du président de la République a été marquée par une *indulgence* compréhensible à l'égard de son attitude passée face à la crise et par ce qui a pu être perçu comme une sorte de résignation devant l'événement.

L'indulgence d'abord. M. Giscard d'Estaing a rappelé qu'il avait vu dans la crise actuelle de l'Occident *« un changement du monde »*. C'est exact. Mais de là à avancer, comme il l'a fait, qu'il *« l'avait toujours dit »*, il y a une *sérieuse nuance*. N'est-ce pas lui qui voyait naguère arriver — et le disait — *« la fin de la crise », « le bout du tunnel »* ? Qui jugeait atteint le *« seuil critique du chômage »* (nous connaissons aujourd'hui quelque six cent cinquante mille demandeurs d'emploi supplémentaires). Qui se félicitait que la hausse des prix reste *« inférieure à 10 % »* (elle dépasse aujourd'hui ce pourcentage de plus du tiers) ?...

En réalité, comme beaucoup d'autres dirigeants de l'Occident, M. Giscard d'Estaing n'avait *prévu ni* les *hausses répétées* du pétrole, ni l'aggravation continue du chômage, ni la décélération des économies de plusieurs grands pays capitalistes. Tout le monde peut, certes, se tromper. Mais il est plus profitable de s'interroger *sur les raisons* de ses erreurs que de paraître les oublier.

La résignation qu'a semblé manifester le président de la République devant l'événement a percé — en dépit des termes employés — à divers moments. La persistance de la crise économique actuelle, M. Giscard d'Estaing l'admet et donne le sentiment de n'y pas pouvoir grand-chose. Simplement il espère que *« le progrès continuera »* en France, à un rythme régularisé cette année (ni *« croissance brutale »* pendant l'été, ni *« chute profonde »* en fin d'année).

La détérioration prévisible de l'emploi (100 000 demandeurs de plus environ chaque année), dont M. François de Closets a rappelé les causes essentielles, le président de la République ne la *conteste* pas. Il *souhaite* seulement pour la freiner que le pays crée davantage d'emplois, et d'emplois *« compétitifs pour être durables »*. Curieusement on a même eu l'impression que le chef de l'Etat regrettait un peu que la *vague de natalité se soit* poursuivie en France plus longtemps (jusqu'en 1965) qu'en Allemagne, puisqu'aujourd'hui elle nous vaut un grand nombre de jeunes en quête de travail, que la R.F.A., elle n'a pas (ce qui lui permet *de voir diminuer son chômage*).

Résignation encore devant la persistance de certaines inégalités. Les catégories mal protégées contre les épreuves de la vie sociale (le cas des nettoyeurs du métro, salariés d'entreprises sous-*traitantes de la R.A.T.P., a été* cité, mais, au-delà, combien de centaines de milliers ou de millions de salariés connaissent la même situation !) n'arrivent pas à obtenir naturellement que justice leur soit rendue, à la différence des groupes fortement syndiqués et combatifs. Le président le déplore mais ses regrets ne modifient guère la réalité.

Face au retour du déficit commercial, le chef de l'État est moins morose, persuadé que l'équilibre reviendra ; mais on aperçoit mal quelle contre-attaque il prépare. Quant à la hausse des prix, *« dont les causes changent mais dont le résultat est toujours le même »*, M. Giscard d'Estaing la trouve *« décourageante »*, même si l'écart avec l'étranger se réduit tout doucement. *« Il faut démonter les mécanismes qui amplifient sans concurrence toutes les hausses »*, mais *« les résultats sont encore limités »*. Serait-ce un regret d'avoir vu la libération des prix accélérer le relèvement des étiquettes ?

Une fois encore lundi on a retrouvé l'un des traits du tempérament du chef de l'Etat, plus prompt à l'analyse qu'aux décisions qui pourraient changer le cours des choses. Résignation, lassitude, sentiment d'impuissance devant des événements qui dépassent souvent le cadre de l'Hexagone ? Peu importe. Le résultat est le même, qui *n'incline* guère à l'optimisme.

GILBERT MATHIEU.

POLITIQUE

L'entretien télévisé du président de la République

Les réactions politiques...

● **M. JACQUES BLANC, secrétaire général du parti républicain**

« Je retiens quatre éléments-clés de la prestation télévisée du chef de l'Etat : la fermeté de la France à défendre la position de ses agriculteurs en Europe ; la volonté de maîtriser l'évolution des dépenses de sécurité sociale pour préserver le système lui-même, tout en mettant un terme à l'augmentation des cotisations ; la détermination de conclure sur la durée du travail dans le sens du progrès social ; la capacité pour la France, non seulement de faire face au nouvel état du monde, mais de poursuivre son développement économique. »

● **M. DIDIER BARIANI, président du parti radical**

« La diminution du temps de travail répond sans aucun doute aux aspirations d'un grand nombre de salariés. Mais on aurait voulu ressentir une attention plus clairement exprimée en ce qui concerne le maintien du niveau de vie et de la protection sociale des Français. Le chef de l'Etat est relativement optimiste. Il fait confiance au temps. Ceux qui subissent le plus cruellement les conséquences de la crise trouvent que le temps est bien long. »

● **M. MAX PALLAS, président du Centre indépendant (maj. prés.)**

« Le chef de l'Etat doit tirer la conclusion politique de l'échec [économique] *en mettant en place un autre gouvernement, garant de l'unité de l'actuelle majorité et sachant préparer l'ouverture vers tous ceux qui rejettent le collectivisme ; notre pays ne fera face à la crise que si ses dirigeants se révèlent capables de promouvoir une « nouvelle société » de responsabilité et de participation par le développement de la politique contractuelle et la recherche d'un large consensus national. »*

● **M. GUY GENNESSEAUX, vice-président du parti radical.**

« Enfin des journalistes prêts à poser de vraies questions à un président enfin pressé de répondre aux vrais problèmes. (...) C'est la politique de Raymond Barre qui est condamnée dans sa presque totalité dans la mesure où le président de la République a confirmé que toutes les prévisions de son premier ministre s'étaient avérées contredites par les faits. Il reste à en tirer les conclusions, et plus vite ce sera, mieux cela vaudra pour les Français. »

● **M. ERIC HINTERMAN, secrétaire général du parti socialiste démocrate**

« La prise de conscience des problèmes économiques et sociaux des Français dont témoigne l'émission télévisée du président ne suffit pas. Elle devrait être accompagnée par une politique volontariste qui donne un élan à l'économie, au plan de développement et à la lutte contre les injustices sociales qui nous rapprocherait d'une social-démocratie française et nous éloignerait du libéralisme économique, d'un laisser-aller qui aboutit au chômage, à la hausse des prix et à la baisse du niveau de vie. »

● **M. THIERRY JEANTET, membre du secrétariat national du Mouvement des radicaux de gauche**

« Ce n'est décidément pas auprès de la « Société Giscard » qu'il faut s'assurer contre l'inflation, le chômage ou la réduction des avantages sociaux. L'approche de l'échéance présidentielle, loin d'élever le débat, ne conduit guère qu'à l'annonce d'un saupoudrage de mini-mesures sociales visiblement destinées à limiter une hémorragie de suffrages, apparemment déjà prévue. (...) Le président de la République s'entête dans ses erreurs, et d'abord en ce qui concerne l'énergie, où il n'a ni le courage d'accepter le débat ni la lucidité de mesurer les risques graves inhérents au nucléaire. »

● **M. ROGER-GERARD SCHWARTZENBERG, vice-président du M.R.G.**

« M. Giscard d'Estaing est resté fidèle à son style : l'autosatisfaction dans l'échec. (...) Etrange résultat pour qui promettait de « conduire le changement ». »

● **M. LAURENT FABIUS, porte-parole du parti socialiste**

« Tous les deux mois au moins, un exposé télévisé de M. Giscard d'Estaing nous explique pourquoi tout va aller mieux. Mais dans les faits on constate que malheureusement c'est autre chose. (...) Nous, les socialistes, nous ne disons pas que tout est facile, mais nous disons que la France ne s'en sortira sans un grand projet accompagné de propositions précises. Et nous faisons ces propositions. Notre jugement sur cette intervention est donc net. Il rejoint celui de beaucoup de Français qui l'ont écouté : soixante minutes d'anesthésie télévisée.

» On connaît ce personnage de Zazie qui dit familièrement à un interlocuteur : « Tu causes, tu causes. » Je me demande, entendant le chef de l'Etat, si les Français ne vont pas finir par avoir la même réaction. »

...et syndicales

● **C.G.T. : l'impression de vivre dans un autre univers.**

M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral : *« Les travailleurs qui ont entendu M. Giscard d'Estaing ont dû avoir l'impression de vivre dans un autre univers que lui. Il faut que le président de la République méprise beaucoup les travailleurs et l'opinion pour se permettre une telle désinvolture. La riposte n'en doit être que plus vigoureuse. »*

● **C.F.D.T. : il n'y a pas réellement de réduction des inégalités.**

La commission exécutive de la C.F.D.T. : *« Un discours exagérément optimiste ne peut dissimuler que les inégalités entre salariés et non-salariés ne se réduisent pas et que les problèmes du SMIC et des bas salaires ne sont pas ou mal réglés. Les inégalités s'aggraveront également si le gouvernement met en place une protection sociale caractérisée par une médecine des riches et une médecine des pauvres. La lutte engagée par la C.F.D.T. doit donc se poursuivre. »*

● **F.O. : il faut que les discussions s'engagent**

M. André Bergeron, secrétaire général : *« J'ai pris acte des déclarations de M. Valéry Giscard d'Estaing concernant la cinquième semaine de congés payés. Il faut maintenant que les discussions s'engagent immédiatement entre le C.N.P.F. et les confédérations syndicales. »*

● **C.F.T.C. : la base de véritables négociations.**

« La C.F.T.C., déclare un communiqué, *souhaite que la politique contractuelle trouve effectivement un nouveau terrain d'application avec le rapport Giraudet, qui constitue pour elle la base de reprise de véritables négociations. »*

Après l'élection cantonale de Vincennes - Fontenay - Nord (Val-de-Marne)

M. BAYEURTE (P.C.) DEMANDE QUE DES SUITES JUDICIAIRES SOIENT DONNÉES AUX INCIDENTS QUI ONT MARQUÉ LE DÉPOUILLEMENT DU SCRUTIN

A la suite de l'annonce par le tribunal administratif de Paris le mercredi 30 avril de l'élection de M. Marc Favas (CNIP) comme conseiller général du 30° canton du Val-de-Marne (Vincennes-Fontenay-Nord) face à Mme Nicole Garand (P.C.), M. Louis Bayeurte (P.C.), maire de Fontenay-sous-Bois a demandé, lundi 5 mai, au cours d'une conférence de presse l'inculpation et la démission de M. Bouchet, conseiller général U.D.F. de Saint-Maur, scrutateur dans le 8° bureau de vote de Fontenay, qu'il accuse de fraude.

Au dépouillement, vingt-cinq enveloppes bleues ont été trouvées à terre à la deuxième table de scrutateurs et il ne s'agissait pas d'enveloppes qui seraient tombées. Mis en cause, M. Bouchet parle de provocation, affirmant qu'il se trouvait à ce moment-là à 8 mètres de la table en compagnie de témoins. Le maire de Fontenay réclame aussi l'inculpation de trois autres représentants de la majorité également présents.

M. Bayeurte demande d'autre part qu'une enquête soit ouverte en particulier pour deux bureaux de la commune (les 7° et 9°) où les présidents étaient désignés et où il aurait été trouvé un nombre de bulletins supérieur au nombre de signatures *« alors que les présidents n'ont pas quitté leur place et qu'ils ont maîtrisé l'opération du début à la fin »*. Il demande qu'une enquête soit ouverte sur *« les agissements de M. Vincens »*, conseiller général U.D.F. de Saint-Maur-des-Fossés.

Il souhaite que des sanctions administratives soient prises contre le président du bureau central, M. Quinson, conseiller municipal U.D.F. de Vincennes, *« qui, au mépris de la loi et en toute illégalité a refusé de proclamer les résultats »*. Il soutient pleinement le recours engagé par Mme Garand contre la décision du tribunal administratif qui a *« illégalement proclamé M. Favas élu »*.

Une campagne commence à se développer dans le Val-de-Marne demandant notamment la démission du préfet, également mis en cause par M. Bayeurte, qui l'accuse d'avoir orchestré l'ensemble de cette élection. — F. G.

LE P.C.F. PROPOSE DES DROITS NOUVEAUX POUR LES SALARIÉS DANS LEURS ENTREPRISES

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a présenté, lundi 5 mai, une proposition de loi qui tend à donner des droits nouveaux aux salariés et à leurs représentants et à favoriser leur intervention sur le fonctionnement des entreprises. Cette proposition prévoit notamment d'ouvrir aux salariés la possibilité de se constituer en conseils d'ateliers ou de services, sur leurs lieux de travail, « afin de rendre effectif l'exercice permanent du droit d'expression et d'intervention dans toute entreprise du secteur public comme du secteur privé ».

Au Sénat

LÉGALISATION D'UNE CLAUSE DE VENTE : LA « RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ »

M. FRANÇOIS DUBANCHET, sénateur de la Loire (Union centriste), a fait adopter par le Sénat en seconde lecture et dans les mêmes termes que l'Assemblée nationale, une proposition dont il a eu l'initiative et qui revêt désormais force de loi, instituant la clause de réserve de propriété. Cette nouvelle loi, d'apparence modeste et votée définitivement en quelques minutes dans la nuit du 30 avril, à 1 h. 30 du matin, aura des conséquences importantes dans le domaine commercial. La clause de réserve de propriété, a indiqué le rapporteur, M. RUDLOFF (Union centr., Bas-Rhin), est une stipulation par laquelle des biens livrés à l'acheteur restent la propriété du vendeur jusqu'au paiement complet du prix convenu.

Votre Capital-Diamant en toute sécurité.

Pour que votre Diamant devienne une Valeur-Refuge Universelle, entourez-vous des garanties que seule une organisation puissante et spécialisée peut vous offrir.

A l'Union de Diamantaires, premier groupement français d'Investissement-Diamant, vous constituerez votre Capital-Diamant® en toute sécurité.

Renseignez-vous aujourd'hui-même à l'Union de Diamantaires, Groupement d'intérêt économique régi par l'Ordonnance du 23.09.1967.

17 rue St-Florentin à Paris 75008, Tél. (1) 260.36.32 (24 lignes groupées).

Pour obtenir une information gratuite et sans engagement de votre part, retournez simplement ce bon au :

Centre d'information
UNION DE DIAMANTAIRES
Groupement d'intérêt économique régi par l'Ordonnance du 23-09-1967

NOM
PRÉNOM
N° RUE
LOCALITÉ
CODE POSTAL MO 104

17, rue St-Florentin-75008 Paris
Concorde ou Madeleine
Accueil du lundi au vendredi de 10 h à 19 h et le samedi de 10 h à 17 h

Centres d'information Régionaux : Lyon, Marseille, Bordeaux, Dijon, Strasbourg, Tours, Rennes, Roubaix, Rouen, Toulouse, Annemasse

ÉDUCATION

Pour la défense des étudiants étrangers

PLUSIEURS UNIVERSITÉS SONT TOUCHÉES PAR DES GRÈVES ET DES MANIFESTATIONS

L'agitation universitaire continue sur les campus de Grenoble, Lyon et Rennes, pour protester contre les nouvelles procédures d'inscription des étudiants étrangers. A Grenoble, des étudiants des trois universités ont commencé, le lundi 5 mai, leur septième semaine de grève. Le mot d'ordre est largement suivi dans toutes les unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.), à l'exception de celles de droit et de médecine. Douze étudiants, en majorité étrangers, ont d'autre part commencé, lundi, une grève de la faim pour exiger *« l'inscription immédiate de tous les camarades concernés par les concours de connaissance de la langue française »*.

A Lyon, les étudiants de l'université de Lyon II ont décidé un boycottage des cours et des examens par solidarité envers une trentaine d'étudiants étrangers qui font une grève de la faim depuis le mardi 22 avril.

A Rennes, deux cents étudiants de l'université de Haute-Bretagne ont occupé lundi 5 mai les bâtiments administratifs du rectorat, nous signale notre correspondant. Protestant contre les conditions d'inscription des étudiants étrangers mais aussi contre les menaces de suppression de postes d'étudiants-surveillants dans l'enseignement secondaire, des manifestants se sont installés dans le bureau du recteur.

Selon les étudiants, une véritable *« pluie de coups de matraque »* se serait abattue sur eux blessant trois personnes. Quatorze manifestants interpellés par les policiers ont été relâchés pendant la nuit

La municipalité de Rennes a protesté contre les brutalités exercées à l'encontre des étudiants. Une assemblée générale aura lieu mercredi 7 mai à 10 heures à l'université de Haute-Bretagne où la grève des cours a commencé le 17 mars et compromet désormais la validation de l'année universitaire.

Depuis le début de l'année

TROISIÈME SUICIDE D'ENSEIGNANT AU CENTRE DE TRAITEMENT DE LA VERRIÈRE (YVELINES)

Une jeune femme de vingt-huit ans, Marie-Noelle Derudet, professeur certifié de français dans un collège de Douai (Nord), s'est donné la mort, le 30 avril, en se jetant sous un train à la gare de La Verrière (Yvelines). La jeune femme était en traitement à l'institut Marcel-Rivière, près de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, où sont soignés les personnels de l'éducation nationale victimes de maladies nerveuses. L'enseignante, en congé de longue durée, avait été admise à l'institut le 29 février pour dépression nerveuse et tentative de suicide.

Depuis le début de l'année, c'est le troisième suicide enregistré dans le centre de traitement psychiatrique : le 22 janvier, un professeur de cinquante ans s'était jeté sous un train à la gare de La Verrière ; au début de février, une femme de trente-cinq ans, professeur d'espagnol, avait été retrouvée morte dans le parc de l'institut après absorption d'une très forte dose de barbituriques.

L'institut, créé en 1952 par la Mutuelle générale de l'éducation nationale, avait d'abord été installé au château de La Verrière. Il accueille chaque année environ mille cinq cents malades, enseignants pour la plupart, qui ont déjà fait une ou plusieurs tentatives de suicide.

Le suicide du professeur de Douai est le dernier d'une longue série dans l'éducation nationale. Le 15 février, une maîtresse auxiliaire de trente ans, Mme Huguette Charlot, s'était pendue à son domicile de Savigné-l'Evêque (Sarthe), après avoir expliqué dans une lettre : « C'est l'enseignement qui m'a tuée. »

Le 13 mai 1978, une institutrice de Barbezieux - Saint - Hilaire (Charente), Françoise Bordelais, se pendait près de son école après avoir subi, selon ses collègues, une réprimande d' « une rare violence » de son inspecteur départemental. Le 1er mai 1977, un instituteur d'Houplin-Ancoisne (Nord), Jean-Paul Deneuvilliers, vingt-sept ans, s'est jeté du haut d'une falaise après une admonestation de son inspecteur. Le 27 janvier 1977, c'est une institutrice d'Aulnay - sous - Bois (Seine - Saint - Denis), Esther Raccah, qui met fin à ses jours après une dépression.

● *Le permis de démolir l'université de Vincennes est déposé.* — Une demande de permis de destruction de l'université de Paris VIII (Vincennes) a été déposée le mercredi 30 avril à la Mairie de Paris par le service constructeur des académies de l'Ile-de-France au nom du ministre des universités. Reporté d'un an, le transfert de cette université à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) qui devait avoir lieu à la fin de 1979 a suscité de nombreuses protestations

APRÈS LE CONGRÈS DE RÉUNIFICATION

L'UNEF « indépendante et démocratique » veut devenir l'« égale de la grande organisation des années 60 »

Le congrès de réunification des syndicats étudiants s'est achevé lundi 5 mai à l'université de Paris-X-Nanterre par la création d'une nouvelle organisation groupant divers courants de gauche et de l'extrême gauche non communiste (le Monde *du 6 mai). Deux journées de débats et deux séances de nuit ont permis aux six cent vingt-neuf délégués de définir les modalités d'action du nouveau syndicat unifié qui va succéder à l'UNEF (Unité syndicale) et au Mouvement d'action syndicale (MAS). Au-delà des trois composantes — trotskistes de l'Organisation communiste internationaliste (OCI) et de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.), et socialistes, — qui animaient ces deux mouvements, c'est à l'ensemble des étudiants que cette UNEF* « indépendante et démocratique » *veut s'adresser pour redevenir* « l'égale de la grande organisation des années 1960 ».

« A Paris, dans toute la France, les étudiants sont par milliers avec l'UNEF dans l'unité. » Debout, l'ensemble des délégués crient avec vigueur ce slogan. Pour ces étudiants venus de toutes les universités, le moment est important. Le vieux rêve « *de retrouver l'UNEF de l'époque de la guerre d'Algérie* » semble se matérialiser. Ils oublient les dix années passées qui, depuis la scission de l'UNEF après son congrès de 1961, ont vu cohabiter deux organisations concurrentes. Ils chassent aussi de leur mémoire, s'ils sont assez âgés pour les avoir connus, les divers mouvements qui ont tenté de se créer au cours de ces longues années. Qu'ils aient été inspirés par des militants socialistes ou des syndicalistes proches de la C.F.D.T., ces mouvements sont restés minoritaires et n'ont jamais su s'imposer en milieu étudiant.

Légèrement moins préoccupés par la « politique politicienne » et la nécessité de servir de base militante à des organisations d'extrême gauche pour leurs actions dans les milieux extra-universitaires, les étudiants de 1980 se trouvent confrontés à une multitude de problèmes. Ils s'interrogent sur la finalité de leurs études, s'inquiètent de la concentration des diplômes de troisième cycle, du manque de moyens de leurs établissements, des nouvelles conditions de recrutement imposées à leurs enseignants. Le coût des études et la diminution des bourses rendent enfin la situation de nombre d'entre eux souvent précaire. Face à ces nouvelles données, les étudiants, qui ne croient plus en la loi d'orientation et qui refusent une « *participation alibi* », éprouvent le besoin de se syndiquer.

L'UNEF (Unité syndicale), animée principalement par les trotskistes de l'OCI, a depuis plusieurs années affirmé la nécessité d'un véritable syndicat étudiant. L'an dernier, lors de son congrès de Dijon, cette organisation, qui avait accueilli de nombreux militants socialistes, avait à nouveau manifesté sa volonté de « *combattre pour les revendications des étudiants* » (*le Monde* du 8 mai 1979). Il semble que cette orientation lui ait été favorable, puisqu'elle a facilité la réunification avec un mouvement plus jeune, plus politique et moins bien implanté dans les universités, le MAS. La majorité politique de l'UNEF-US sort aussi gagnante de cette opération en détenant trente sièges à la nouvelle commission administrative, contre treize aux socialistes (mitterrandistes et rocardiens) et huit à la L.C.R. M. Jean-Christophe Cambadélis, issu de l'UNEF-US, devient le premier président de la nouvelle organisation.

Le soutien de la M.N.E.F.

Les congressistes ont adopté les propositions d'action faites le samedi 3 mai par M. Cambadélis au nom de la majorité de l'UNEF-US. La nouvelle organisation cherchera donc à avoir plus d'informations sur le budget préparé par le ministre des universités pour 1981, défendra les œuvres universitaires, mènera des campagnes de sensibilisation pour la défense des troisièmes cycles et, enfin, soutiendra les étudiants étrangers « *menacés d'expulsion* ».

L'UNEF a décidé de s'adresser à tous les étudiants par un court manifeste qui résume les « *attaques intolérables* » dont ils sont victimes. C'est à partir de ce manifeste que l'UNEF souhaite demander aux étudiants de se prononcer pour ou contre une grève générale à l'université. Cette tactique a été préférée à un « *simple appel lancé à la tribune du congrès* » par la majorité des délégués.

La nouvelle organisation a déjà reçu le soutien de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF). M. Jean-Michel Grosz, son président, a en effet déclaré : *« La MNEF veut aujourd'hui exprimer à l'UNEF, syndicat réunifié, la reconnaissance qu'elle doit à la vieille UNEF, et elle peut l'exprimer concrètement en mettant au service du syndicat son infrastructure et son poids sur le monde étudiant. »*

SERGE BOLLOCH.



26, rue Rennequin 75017 PARIS. Tél. 227.50.42

VACANCES LINGUISTIQUES et CULTURELLES - ÉTÉ 80

SEJOURS LINGUISTIQUES : en Grande-Bretagne (en famille ou en résidence) ; aux Etats-Unis (en famille ou en « Campus » universitaires).
SEJOURS EN FAMILLE EN THAILANDE, à HONGKONG ET AU JAPON : étudiants de 18 à 31 ans ; jeunes de 18 à 26 ans.
VACANCES A LA FERME ET CIRCUITS AU CANADA : jeunes de plus de 18 ans.
CIRCUITS EN U.R.S.S. OU EN POLOGNE : étudiants de 18 à 30 ans.
PLONGEE SOUS-MARINE/ILE DE MADÈRE OU ÉGYPTE : plus de 18 ans.
TRANSPORTS TRANSATLANTIQUES : jeunes, étudiants et adultes.

Nom.................. Prénom.......... Age......
Adresse..

Association Culturelle pour le Tourisme et les Echanges
Ass. Loi 1901 - Agrément de Tourisme n° 79.105.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
cours avec explications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BBCM
8, rue de Berri - 75008 Paris

(Publicité)

Un diplôme apprécié des entreprises
LE B.T.S. TRADUCTEUR COMMERCIAL
(anglais, allemand, espagnol, italien, russe)

LANGUES & AFFAIRES, établissement d'enseignement privé à distance vous y préparera parfaitement, chez vous, sans que vous ayez à modifier vos occupations actuelles. Cours sur 10-12 mois en moyenne + stage oral complémentaire (facult.) à Paris-Levallois. Aucun diplôme exigé, mais pratique usuelle de la langue indispensable Niveaux intermédiaires de rattrapage (même pour débutants). Inscriptions toute l'année. Possibilité de prise en charge par les entreprises des frais au titre de la loi sur la F.P.C. Documentation gratuite à LANGUES & AFFAIRES, Service 2300, 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois, Téléphone : 270-81-88, ou 270-73-63.

ANGLETERRE
3 formules
ADULTES : POUR DES ADULTES DESIREUX DE COMBINER UN STAGE D'ETUDE INTENSIF ET DES VACANCES AGREABLES. 3, 5 OU 10 H DE COURS PAR JOUR 1 A 4 SEMAINES.
ETUDIANTS : 3 SEMAINES 4890 F - HEBERGEMENT REPAS 5 H DE COURS PAR JOUR AUDIO-VISUEL, CIVILISATION, CONVERSATION, COMMERCIAL CONFERENCES EXCURSIONS - SPORTS - DISCOS ETC...
ELEVES : VIE EN FAMILLE ANGLAISE AUDIO-VISUEL ACTIVITES CULTURELLES ETC...



BRITISH EUROPEAN CENTRE.
5, rue Richepanse 75008 Paris Tél : 260.18.34

M
N° Rue
Code postal Ville
souhaite recevoir votre brochure BEC
adultes | étudiants | élèves

Grande Bretagne, la saveur d'un autre continent.

Pour quelques jours, pour quelques semaines et pour bien moins cher que vous ne le pensez, changez vos habitudes et vivez comme un Anglais. A 30 km de chez nous, c'est un mode de vie à 1000 lieues du nôtre. Découvrez-le, c'est bon.

Logez chez l'habitant

Trois solutions.

● La plus économique et la plus distrayante, le "Bed and Breakfast". Pour 45 F environ, de nombreuses familles anglaises mettent à votre disposition une chambre confortable, et vous servent un copieux petit déjeuner. Les panneaux B & B vous les signalent. Vous pouvez également réserver en contactant les Tourist Information Centres.

● Une autre formule: les vacances à la ferme. Beaucoup y voient les "vraies" vacances: campagne, produits du terroir... Consultez la brochure "Stay on a farm". Une semaine, chambre et petit déjeuner: environ 360 F.

● Enfin, pour les indépendants, la location de maisons. Chaumière anglaise, ferme galloise, chalet écossais, faites votre choix.

Dormez comme un Lord

Si loger chez l'habitant ne vous paraît pas la formule idéale, sachez que de nombreux manoirs et châteaux historiques ont été transformés en hôtels. Ils sont indiqués dans la brochure "Castle and Country House Hotels".

Goûtez au Yorkshire pudding

Des restaurants pour tous les prix, tous les goûts sont recommandés dans la brochure "Britain: Hotels and Restaurants". Des panonceaux annoncent les restaurants offrant des spécialités régionales: "Taste of England": steak and kidney pudding, shepherd's pie, apple pie, "Taste of Scotland": haggis, finnan haddock, Cock-a-leekie, "Taste of Wales": "home-made bread" servi avec les "eggs and bacon", truite, saumon, agneau gallois.

Allez aussi déjeuner dans les pubs et commandez un "Ploughman's lunch" pour environ 10 F, arrosé d'une pinte de bière.



Changez de "culture"

Quelques manifestations parmi les plus britanniques:

● en Angleterre: le festival international de Bath, concerts, chœurs, expositions artistiques et architecturales.

● En Ecosse, le festival d'Edimbourg: opéra, musique, danse, théâtre. Et les Highlands Gatherings. Dans chaque village, c'est la fête des clans: kilts, danses et cornemuses.

● Au Pays de Galles: l'International Eisteddfod, événement culturel dont l'origine remonte au 10ème siècle.

Marchez sur les pelouses

La Grande-Bretagne est un jardin ouvert à tous, et les Anglais des amoureux de la pelouse. Contrairement aux jardins à la française, ils ont créé des espaces dont l'harmonie repose sur l'agencement des pelouses, des arbres et des lacs.



Randonnée à cheval à Tarn Hows dans le Lake District.

Marcher sur ces pelouses, parcourir des jardins comme Blenheim Palace ou Chatsworth House, c'est faire un saut dans le passé, au cœur des tableaux de Poussin ou de Lorrain.

Découvrez une autre Histoire

Cette année, changez, faites le "Grand Tour of Scotland", 700 km de beauté et 4000 ans d'histoire ponctués par la visite de 6 magnifiques châteaux,



Powis castle.

Glamis, Blair Castle, Cawdor, Inveraray, Scone Palace, Hopetoun House. Certains d'entre eux sont toujours habités par leurs propriétaires et tous regorgent d'intrigues, de guerres, de romances, qui sont maintenant l'Histoire.

Initiez-vous à tous les sports

En Grande-Bretagne, les sports se pratiquent à des prix très raisonables.

● Initiez-vous au golf: 35 F le parcours.

● L'équitation: manège ou randonnée: 25 F environ l'heure.

● La pêche: petits hôtels et auberges vous cèdent leur droit de pêche en rivière.

● Le tennis: la Grande-Bretagne est le pays du tennis sur gazon.

N'oubliez pas que les parcs nationaux offrent de superbes promenades. Guides et cartes dans les "Tourist Information Centres".

Bon à savoir

– Les liaisons vers l'Angleterre.

● **Normandy Ferries, P & O Ferries** assurent 240 traversées hebdomadaires entre Le Havre/Southampton, Boulogne-sur-mer/Douvres et Ostende/Londres.

Big Ben Tour, son service de tourisme offre plus de 30 possibilités de séjour et circuits en Grande-Bretagne.

● Avec votre voiture, les car-ferries **Sealink** vous emmènent de Boulogne et Calais à Douvres et Folkestone, de Dunkerque à Douvres, de Dieppe à Newhaven et de Cherbourg à Weymouth. Les aéroglisseurs **Seaspeed** traversent la Manche de Boulogne et Calais à Douvres.

● **Townsend Thoresen** vous offre le choix entre Cherbourg ou Le Havre/Southampton ou Portsmouth, Zeebrugge/Felixstowe vers le Nord de l'Angleterre et l'Ecosse, Calais/Douvres en 75 minutes, la traversée en car-ferry la plus rapide vers la Grande-Bretagne.

● **Brittany Ferries** propose à tous ses passagers effectuant un aller-retour en voiture sur ses lignes, Saint-Malo/Portsmouth ou Roscoff/Plymouth, 4 nuits pour 100 F dans les "Bed and Breakfast". Cette promotion exclusive se trouve dans la brochure "Brittany Ferries".

● **République Tours** propose des week-ends, des séjours, des circuits en voiture, autocars ou motor-home.

Au départ de Paris et de toute la France, par avions affrétés ou lignes régulières, bateaux ou hydroglisseurs, bref le programme le plus complet pour visiter l'Angleterre, l'Ecosse ou Jersey.

– Les transports.

● Le car: le forfait "Coach Master Pass" offre un kilométrage illimité sur le réseau d'autocars express.

● Le train: si vous voyagez avec votre voiture, une solution simple et pratique: le Motorail.

– le "Britrail Pass" est un forfait pour un kilométrage illimité sur le réseau ferroviaire du Royaume-Uni. A acheter en France, car il n'est pas vendu en Angleterre (à partir de 390 F la semaine).

– Le "Travel Pass" est un forfait qui permet d'utiliser les réseaux d'autocars, trains et ferries dans les îles et les Highlands écossais.

● La bicyclette: un moyen de locomotion très prisé des Anglais. Location: 38 F la journée. Transport gratuit sur la plupart des trains de British Rail.



De bons hôtels où que vous alliez

Plus de 200 hôtels, c'est le choix que vous propose la chaîne Trusthouse Forte. Où que vous alliez, vous en trouverez toujours un à proximité. De la pittoresque auberge de campagne au château-hôtel; de l'économique "TraveLodge" au luxueux hôtel de centre ville, quels que soient vos goûts, vous serez enchanté par l'accueil Trusthouse Forte.



TRUSTHOUSE FORTE HOTELS
Renseignements: 23, place Vendôme, Paris 1er Tél: 261.10.65

– Informations pratiques.

● Monnaie et change: vous obtiendrez le meilleur taux de change en vous adressant aux principales banques. Heures d'ouverture: du lundi au vendredi de 9 h 30 à 15 h 30.

● Les prix anglais: empruntez les autoroutes sans payer, c'est gratuit. Shopping, logement en "Bed and Breakfast" et pubs sont à des prix très compétitifs. Un autre avantage que vous apprécierez: le coût de l'essence.

● Shopping: traditionnellement, les magasins sont ouverts sans interruption jusqu'à 17 h 30. Dans certaines grandes villes, une fois par semaine, ils restent ouverts plus tard.

● Centres d'information touristique: où que vous soyiez, ils sont à votre disposition de 9 h à 17 h 30 pour vous renseigner.

BRITAIN
Un autre continent



LM 6/5

Le Monde

société

RELIGION

TROISIÈME ÉTAPE DU VOYAGE PONTIFICAL EN AFRIQUE

Le pape rencontre au Kenya les représentants de l'islam noir

Jean-Paul II est arrivé à Nairobi (Kenya) mardi 6 mai vers 15 heures (heure locale), pour la troisième étape de son voyage africain. Il quitte Kisangani, dans le nord du Zaïre, où il s'est rendu sur le tombeau des missionnaires de Makiso. Il doit séjourner au Kenya jusqu'au jeudi 8 mai. C'est dans ce pays que le pape aura sa première rencontre officielle avec des représentants de l'islam noir. Il faut, d'autre part, noter que Nairobi est le siège du Conseil des Eglises africaines. L'aspect œcuménique du voyage pontifical devrait donc être souligné au cours de cette étape.

Plaidoyer au Congo pour la cohabitation de l'Église et de l'État

Brazzaville. — En débarquant, *après avoir traversé le fleuve Zaïre,* à la « gare des passagers » de Brazzaville sous un soleil accablant, Jean-Paul II soupçonnait-il que la *capitale congolaise allait lui réserver* un accueil d'une si grande ferveur ? A aucun moment jusqu'à cette étape du voyage, la foule acclamant le pape n'avait paru aussi spontanément heureuse qu'à Brazzaville de recevoir le chef de l'Eglise catholique. Jamais l'attente de la bénédiction pontificale n'avait semblé aussi fiévreuse que dans le seul pays « marxiste-léniniste » inscrit au voyage. Jean-Paul II, fêté en héros par le peuple de la Pologne communiste, n'aura été qu'à moitié surpris de cet apparent paradoxe.

Les Congolais étaient venus des quatre coins du pays pour entendre prononcer les paroles de réconfort et d'espérance qu'ils attendaient, le lundi 5 mai, jour chômé et payé. Etrange spectacle que ces rues grouillantes où les banderoles tendues en l'honneur du pape recouvraient pour quelques heures les maximes révolutionnaires du camarade-président Denis Sassou Nguesso, où l'emblème du Vatican se mêlait au drapeau rouge national, frappé de la houe et du marteau. « *Aujourd'hui,* nous disait un étudiant, *on n'a pas eu besoin d'aller chercher les Brazzavillois en autobus comme lors du défilé du 1er mai. Tout le monde était dans la rue avant l'aube.* » A plusieurs reprises, le service d'ordre, assuré par l'armée, fut débordé par la foule.

A son arrivée à la cathédrale du Sacré-Cœur, le pape se recueillit sur la tombe du cardinal Emile Biayenda, assassiné en mars 1977, et sur celle de son prédécesseur, l'archevêque Théophile Mpenga. Après avoir rendu un hommage appuyé au cardinal défunt, « *ce frère très aimé que j'ai pleuré* », Jean-Paul II lança un appel à l'unité de l'Eglise congolaise « *au-delà de toutes les diversités ethniques et sociales* ». Il est vrai que, depuis l'indépendance en 1960, le Congo a vécu une histoire tumultueuse où les rivalités tribales et régionales l'ont emporté le plus souvent sur la promotion de l'intérêt national. L'Eglise n'a pas échappé à ces déchirements en fournissant au jeune Etat indépendant son premier chef, l'abbé Fulbert Youlou. Celui-ci était alors « *entré en politique* » contre l'avis de son évêque.

De notre envoyé spécial

« *Chers frères du Tchad,* poursuit le pape, *c'est à vous que je songe en tout premier et au troupeau qui vous est confié. Que Dieu vous aide à panser les plaies. Qu'il vous donne la paix.* » Les évêques du Tchad et de Centrafrique participaient à la cérémonie, ainsi que le clergé du Cameroun et du Gabon.

Un dialogue constructif

Fidèle à son habitude, le pape dialogua avec l'auditoire. « *Je prierai pour vous,* lança-t-il, *mais priez aussi pour moi. Vous me le promettez ?* » « *Oui* », répondit l'assistance en applaudissant. « *Je vois,* reprit le pape, *que vous représentez un peuple énergique. Je pense que vous avez aussi besoin d'un pape énergique.* » Dans le contexte politique congolais, les rapports entre l'Eglise et l'Etat devaient inéluctablement — comme au Zaïre voisin — fournir au pape le thème central de son allocution adressée au président Sassou Nguesso. Après s'être félicité de l'établissement, en 1979, de relations diplomatiques entre le Vatican et la République populaire du Congo, Jean-Paul II a notamment déclaré :

« *L'Eglise est une institution spirituelle, même si son expression est aussi sociale. L'Etat est une expression de l'autonomie souveraine des peuples et des nations. C'est en cela que constitue son autorité morale. Prendre conscience de cette différence de nature évitera toute confusion et permettra de procéder dans la clarté.* »

Développant une idée déjà exposée au Zaïre mais qui à l'intention d'un président se déclarant « *marxiste-léniniste* » prend une valeur accrue, le pape ajouta : « *L'Etat peut compter sur la collaboration de l'Eglise dès lors qu'il s'agit de servir l'homme et de contribuer à son progrès intégral. Et l'Eglise, au nom de sa mission spirituelle, demande, pour sa part, la liberté de s'adresser aux consciences ainsi que la possibilité pour les croyants de professer publiquement, de nourrir et d'annoncer leur foi. (...) Cette coopération ne saurait nuire en aucune manière à la souveraineté de l'Etat dont vous êtes le gardien. (...) La liberté religieuse est en effet au centre du respect de toutes les libertés et de tous les droits inaliénables de la personne.* »

En accueillant Jean-Paul II, M. Sassou Nguesso avait rendu hommage à la « sollicitude » du pape pour la misère du tiers-monde, à sa « *sensibilité aux injustices* », et il avait exprimé l'espoir que sa visite au Congo permette d' « *établir un dialogue constructif* » entre Brazzaville et le Vatican afin de « *créer les conditions d'un monde meilleur* ». Après l'entretien des deux chefs d'Etat au Palais du peuple, Jean-Paul II a concélébré, sous un dais de toile le protégeant du soleil, une messe en plein air devant quelque deux cent mille fidèles.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

30 % DE CHRÉTIENS AU KENYA

SUPERFICIE : 582 646 kilomètres carrés.

POPULATION : 14 337 000 (en 1977), dont 139 000 Asiatiques, 40 000 Européens, 28 000 Arabes. Les langues officielles sont l'anglais et le swahili ; autres dialectes : le bantou et les langues kouchitique et nilotique. Nairobi, la capitale, abrite 1 million d'habitants.

POLITIQUE : ancien protectorat britannique, le Kenya accède à l'indépendance en décembre 1963. Le premier président de la République et « père de la nation », Jomo Kenyatta, est mort en 1978. Il fut remplacé par M. Daniel Arap Moï.

ECONOMIE : le plus industrialisé des pays de l'Afrique de l'Est, le Kenya est connu surtout pour ses exportations de thé et de café.

RELIGIONS : les chrétiens représentent 30 % de la population : soit 2 595 000 catholiques (18 %) ; 1 700 000 protestants (12 %). Il y a 1 300 000 musulmans (9 %) et les autres (environ 60 %) sont animistes. La première évangélisation, faite par les Portugais, remonte au quinzième siècle, mais se limita à la zone côtière. En 1844, arrivèrent les premiers missionnaires anglicans et protestants. Depuis, on dénombre plus de deux cents confessions protestantes ou syncrétistes. Les missionnaires catholiques — les Pères du Saint-Esprit — se sont établis en 1890. L'Eglise catholique, dirigée par le cardinal Maurice Otunga, archevêque de Nairobi, compte 204 prêtres diocésains, 613 prêtres religieux, 175 religieux non prêtres, 1 826 religieuses et 2 452 catéchistes. Malgré une pénurie de vocations, comme partout en Afrique, les grands séminaristes étaient 156 en 1978.

A la demande de Jean-Paul II

LE SEUL PRÊTRE ÉLU AU CONGRÈS AMÉRICAIN RENONCE A SES ACTIVITÉS POLITIQUES

Cité du Vatican (*A.P.*). — Jean-Paul II ayant interdit aux prêtres de briguer des mandats politiques, le Père Robert Drinan, jésuite, représentant démocrate du Massachusetts, et seul prêtre catholique au Congrès américain, a accepté de mettre fin à ses activités politiques.

Le Père Pedro Arrupe, supérieur général de la compagnie de Jésus, a indiqué que le Père Drinan « *ne sera pas candidat à la réélection au Congrès à l'automne* ». Le Père Drinan a pris cette décision « *en obéissant à un ordre de moi, son supérieur général* », a ajouté le Père Arrupe.

« *Je suis reconnaissant au Père Drinan pour son obéissance loyale et rapide à une directive qui reflète le souhait exprimé par Sa Sainteté le pape Jean-Paul II.* »

« *Je suis fier d'être prêtre et jésuite* », a déclaré de son côté le père Drinan. « *En tant que fidèle, je dois croire que j'ai à faire un travail qui sera d'une manière ou d'une autre plus important que celui qu'on me demande de quitter.* »

« *C'est avec regret et douleur que j'accepte la décision du Saint-Siège* », a-t-il ajouté.

Aux Etats-Unis, le supérieur du Père Drinan, le Père Edward O'Flaherty, provincial jésuite de Nouvelle-Angleterre, a expliqué qu'il a essayé de montrer aux autorités romaines qu' « *un tel ordre serait très certainement considéré, par de nombreuses personnes, comme une ingérence abusive de l'Eglise dans les affaires politiques américaines* ».

[La directive pontificale s'applique à tous les prêtres engagés dans la vie politique, et chaque évêque doit l'appliquer aux personnes sous sa juridiction. Rappelons, par exemple, que le nouveau gouvernement du Nicaragua compte deux prêtres parmi ses membres : le Père Miguel d'Escoto, missionnaire Maryknoll, ministre des affaires étrangères, et le Père Ernesto Cardenal, ministre de la culture.]

JUSTICE

APRÈS SEPT ANS ET DEMI DE PROCÉDURE

La chambre d'accusation de Paris examine le cas du policier qui avait tué Mohamed Diab

Le 29 novembre 1972, dans un commissariat de police de Versailles (Yvelines), vers 20 h. 30, le sous-brigadier Robert Marquet, alors âgé de cinquante-deux ans, tuait d'une rafale de pistolet-mitrailleur Mohamed Diab, trente-deux ans, Algérien, père de quatre enfants. Cette affaire va être examinée jeudi 8 mai par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, qui doit dire s'il y a lieu de renvoyer le policier, aujourd'hui retraité, devant une cour d'assises.

La mort de Mohamed Diab avait été évoquée en 1975 devant le tribunal correctionnel de Versailles — M. Marquet comparaissait pour homicide involontaire (1) — qui s'était déclaré incompétent, les faits reprochés étant de nature criminelle. Ensuite, de cour d'appel en Cour de cassation qui ont confirmé la décision du tribunal correctionnel, l'affaire s'est perdue dans les lenteurs de la procédure.

Dans le réquisitoire, transmis le 8 janvier dernier à la chambre d'accusation, le ministère public demande que les poursuites cessent contre le sous-brigadier Marquet, inculpé de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner « attendu que l'auteur était en état de légitime défense ». Mme Zohra Diab, veuve de la victime, soutenue par la Ligue des droits de l'homme, ne veut pas que cette affaire soit classée dans le silence de la chambre d'accusation. C'est pourquoi, elle a participé, ce mardi matin 6 mai, à une conférence de presse, en présence de ses avocats, Mes Gisèle Halimi et Abdessamad Benabdallah (du barreau d'Alger), de personnalités parmi lesquelles MM. Claude Mauriac et Michel Foucault, de représentants du Syndicat de la magistrature et de la Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.).

« *Je te tue, sale race, je te tue !* », criait, selon des témoins, le sous-brigadier Marquet, ce 29 novembre 1972, à Mohamed Diab, quelques instants avant de tirer une rafale de pistolet-mitrailleur. Le commissaire Jean Mauréas, qui avait aperçu par une fenêtre le policier braquant une arme, se précipitait en criant : « *Ne tirez pas !* » Il arriva trop tard. M. Marquet soutient que, se battant au corps-à-corps avec Mohamed Diab qui essayait de lui prendre son arme, il était en état de légitime défense. Mais, par la fenêtre, le commissaire n'a vu qu'une personne. « *Je suis formel,* a-t-il toujours répété. *L'Algérien ne se battait pas au corps-à-corps avec lui à ce moment-là.* » Dans son réquisitoire, M. Noël Leydet, substitut général, ne fait pas état des déclarations du commissaire, pourtant cité devant le tribunal correctionnel, et conclut à la légitime défense. Si la chambre d'accusation le suit, on ne saura pas précisément, après sept ans et demi de procédure, comment est mort cet ouvrier algérien dans un commissariat où se trouvaient de nombreux policiers.

Ce soir-là, Mohamed Diab était allé rendre visite à sa mère, à l'hôpital de Versailles. (Lui-même avait été en traitement dans cet hôpital, quelques mois auparavant, pour une cure de désintoxication alcoolique.) Bien que n'ayant pas bu — l'autopsie le prouva — il manifesta une grande agitation et fit des gestes obscènes. On appela la police. Mme Diab, arrivée entre-temps, informa les gardiens de la paix de l'état psychique de son mari et de sa récente hospitalisation.

Conduit au commissariat de l'hôtel de Noailles où se trouvaient M. Marquet et trois gardiens, Diab fut fouillé. Bien que sa sœur et son épouse, arrivées peu après lui, eussent indiqué au brigadier qu'il était « *malade de la tête* », il fut violemment frappé parce qu'il protestait (deux femmes alors gardées à vue en ont témoigné). Les gardiens ont déclaré avoir été incapables de le maîtriser pour le conduire dans une cellule de garde à vue. Dans le couloir, après les avoir frappés, Diab a saisi une chaise. Le sous-brigadier, attiré par le bruit et constatant qu'il n'avait pas sur lui son arme de service, prit un pistolet-mitrailleur et un chargeur « *pour faire peur* ». Il menaça Diab qui ne se calma pas. Alors il tira « *volontairement, sans viser, tout en n'ayant pas l'intention de tuer* », devait-il déclarer. Quelques heures plus tard un communiqué de la préfecture des Yvelines indiquait qu'un ouvrier algérien avait été tué alors qu'il tentait de s'enfuir d'un commissariat.

Faire pencher la balance

Dès le 2 décembre, l'enquête de police concluait à un acte de légitime défense. Une information était cependant ouverte. A l'appel d'intellectuels et d'associations de défense des droits de l'homme, des manifestations étaient organisées. Interdites, elles donnèrent lieu, à Paris, à des violences et à l'interpellation de cent soixante et une personnes (*le Monde* des 15 et 19 décembre 1972).

Après sept ans et demi de procédure, qui se souvient de Mohamed Diab ? « *On veut l'enterrer une deuxième fois dans le silence et clandestinement en jouant sur le fait que le sentiment populaire, comme dit le garde des sceaux, n'est plus sensible à ce déni de justice* », estime Me Halimi.

En la matière, « *tout le problème est de savoir de quel côté il faudrait faire pencher la balance* », écrivait à l'avocat de M. Marquet M. Pierre Bouzat, professeur de droit. « *Entre deux tendances (...), l'une que la légitime défense a été normale, l'autre qu'elle a été peut-être excessive, je préfère la première* », ajoutait-il. Tout au long de cette affaire, l'accusation, avec ses réquisitoires en forme de plaidoyer, a penché du même côté.

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) *Le Monde* des 20, 21-22 et 23 septembre 1975.

« SÉCURITÉ ET LIBERTÉ »

Les organisations de magistrats sont hostiles au projet de réforme pénale

Les réformes pénales contenues dans le projet de loi « sécurité et liberté » préparé par M. Peyrefitte et adopté par le conseil des ministres du 30 avril suscitent des réactions hostiles de deux organisations de magistrats. Le Syndicat de la magistrature dénonce les risques d'une « justice d'exception » tandis que le président de l'Union syndicale des magistrats s'inquiète d'une accentuation « du caractère répressif de notre législature ».

Le Syndicat de la magistrature a précisé, lundi 5 mai, au cours d'une conférence de presse, les critiques que lui inspire le projet de loi (*le Monde* daté 4-5 mai). Pour le syndicat, il aboutit à la création d'une « *justice d'exception* », à la réduction des pouvoirs du juge et au dépérissement des droits de la défense.

Sous le titre « *Justice d'exception* », le syndicat range la saisine directe du tribunal correctionnel et de la chambre d'accusation qui, selon lui, devient la règle et la présence du juge d'instruction l'exception. S'ajoutent à ce danger les mesures sur la récidive et la limitation des circonstances atténuantes ainsi que l'extension de la réforme de 1978 sur les permissions de sortir à de nouvelles infractions.

La réduction des pouvoirs du juge résulte du resserrement de l'éventail des peines et des dispositions sur la récidive qui interdit au tribunal de descendre en dessous d'un certain plancher. « *L'idée de peine automatique,* explique le syndicat, *apparaît très clairement* » alors que les travaux de la commission de réforme du code pénal avaient conclu à la nécessité d'une plus grande marge d'appréciation du juge.

Le dépérissement des droits de la défense résulte, selon le Syndicat de la magistrature, de la procédure de saisine directe en vertu de laquelle, estime-t-il, le procureur mène une « *mini instruction* » sans que la présence de l'avocat soit obligatoire. Le syndicat note encore que les détentions pour les infractions punissables d'une peine supérieure à cinq ans ne sont plus motivées et que « *en matière criminelle, l'avocat n'intervient pas dans le choix que fait le procureur général de la procédure suivie* ».

Une autre disposition inquiète le syndicat : l'interdiction faite désormais à la presse de publier le nom et l'adresse des témoins « *avant leur déposition devant la juridiction de jugement* ». « *La protection,* demande le syndicat, *s'applique-t-elle au moment de l'enquête préliminaire, au moment de l'instruction ou seulement après la délivrance de la citation à comparaître ?* » « *En pratique,* souligne-t-il, *les journalistes qui voudront procéder à des enquêtes parallèles verront leur tâche compliquée.* »

La position de l'U.S.M.

L'Union syndicale des magistrats (U.S.M.) n'a pas encore pris de position officielle sur le projet de loi. Toutefois, son président, M. Jean-Marie Desjardins, a déclaré lundi 5 mai que, si certaines dispositions étaient positives, l'ensemble du texte « *accentue le caractère répressif de notre législation avec un glissement vers des peines automatiques* ». A propos de la suppression possible de l'instruction dans les affaires criminelles, M. Desjardins estime : « *La volonté d'accélérer le cours des procédures ne devrait pas conduire à une précipitation dommageable.* »

Faits et jugements

Le procureur de Paris est opposé à une information judiciaire sur la mort de Mesrine.

Le parquet du tribunal de Paris vient de faire connaître sa position au sujet des plaintes contre X déposées, le 11 décembre 1979, d'une part, pour « *assassinat* » par la famille de Jacques Mesrine, tué par la police le 2 novembre 1979, et d'autre part, « *pour coups et blessures volontaires avec préméditation* », par la compagne du malfaiteur, Mlle Sylvie Jeanjacquot : Jacques Mesrine a été tué dans des conditions régulières, estime le parquet, et aucune faute ne peut être reprochée à la police (*le Monde* du 19 décembre 1979).

Alors que M. Roger Lecante, doyen des juges d'instruction, a été chargé d'instruire ces deux informations contre X, M. Christian Le Gunehec, procureur de la République à Paris, estime en effet, dans les réquisitions qu'il vient de communiquer, que « *le doyen des juges d'instruction doit rendre dans cette affaire une ordonnance de refus d'informer.* » Pour justifier cette position, M. Le Gunehec invoque l'article 327 du code pénal légitimant « *les homicides, les blessures et les coups ordonnés par la loi et commandés par l'autorité* », ainsi que l'article 2 de la convention européenne de sauvegarde des droits et libertés fondamentales, du 4 novembre 1950, qui proclame la protection de la vie des personnes sauf « *dans le cas où* (la mort) *résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire pour effectuer une arrestation régulière ou pour empêcher l'évasion d'une personne régulièrement détenue* ».

Selon le parquet, ces deux articles s'appliquent au cas de Mesrine, « *malfaiteur notoirement dangereux recherché par tous les services de police en vertu de plusieurs mandats d'arrêt et qui avait publiquement proclamé son intention de tirer le premier* ».

● *M. Yves Lecaudey,* conseiller général (div. maj.) du canton de Castelnau-de-Médoc (Gironde), a été condamné, mercredi 30 avril, à 2 000 F d'amende et 500 F de dommages-intérêts par le tribunal correctionnel de Bordeaux, pour avoir diffamé son adversaire M. Guy Coubris (div. gauche) lors d'une réunion à l'occasion des élections cantonales de 1979.

L'élection de M. Lecaudey au conseil général de la Gironde en 1979 ayant été annulée par le Conseil d'Etat pour distribution de tracts jugés diffamatoires (*le Monde* du 1er mars), une nouvelle élection a eu lieu les 20 et 27 avril. M. Lecaudey a été réélu par 4 317 voix contre 2 949 à M. Coubris.

Campagne présidentielle et campagne d'insultes par téléphone.

Une instance en référé a été introduite devant le tribunal de Paris par Me Daniel Amson, au nom de M. Patrice Duhamel, journaliste à TF 1, pour demander que soit ordonné à M. Le Pen, président du Front national, de ne pas continuer au téléphone sa campagne contre son client. Lorsque l'on appelle, en effet, le numéro 522-40-83, on peut entendre la propagande électorale de M. Le Pen, candidat à l'Elysée. Or, à diverses reprises, au mois d'avril, le propagandiste du Front national, M. Michel Colinot, chargé de presse de M. Le Pen, a incité ses auditeurs anonymes à « *insulter* », à « *traîner dans la boue* » M. Duhamel, en l'appelant à un numéro de téléphone de TF 1.

Lundi 5 mai, devant M. Fernand Justafré, premier vice-président, M. Colinot, assisté de Me Yves de Coatgoureden, n'a pas contesté la matérialité des faits que le magistrat qualifia « *d'agression* » mais que lui trouve « *licites en raison de l'insuffisance des passages à l'antenne* » accordés, selon lui, à des candidats tels que M. Le Pen.

● *Incendie à l'hôpital de la Salpêtrière.* — Un incendie a éclaté, lundi 5 mai, vers 16 h. 30 à l'hôpital de la Salpêtrière, à Paris. Il a entièrement détruit une aile du pavillon Esquirol. Les quinze fillettes qui étaient hospitalisées dans ce service de psychiatrie infantile ont été évacuées très rapidement. Aucune n'a été blessée.

A Charenton (Val-de-Marne)

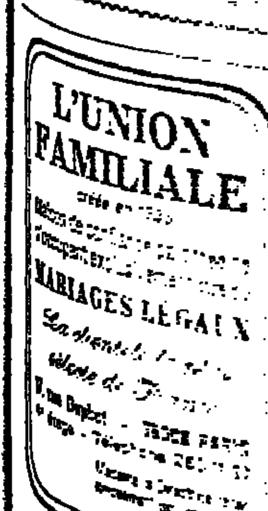
LE SECRÉTAIRE D'UN PARLEMENTAIRE PARISIEN EST TROUVÉ ASSASSINÉ

Secrétaire parlementaire de M. Claude-Gérard Marcus, député (R.P.R.) de Paris, M. Alain Semana, a été découvert assassiné, lundi soir 5 mai, à Charenton (Val-de-Marne). Le corps de M. Semana, probablement assommé puis étranglé, a été trouvé dans le coffre de sa voiture, stationnée à 300 mètres de son domicile, situé 37, quai des Carrières. La disparition de M. Alain Semana avait été signalée lundi matin.

Ses agresseurs, après l'avoir tué, se sont emparés de ses papiers d'identité et de ses clés, puis se sont rendus à son appartement. Là, ils ont tenté, avec des moyens rudimentaires et sans succès, de forcer un petit coffre-fort.

Deux hypothèses sont, ce mardi 6 mai, avancées par les enquêteurs de la brigade criminelle. M. Semana aurait pu être attaqué alors qu'il montait dans son véhicule par des rôdeurs qui l'auraient dévalisé avant de se rendre dans son appartement, hypothèse assez peu probable si, comme le confirme l'autopsie, M. Semana a été tué par strangulation. Seconde hypothèse : M. Semana, qui fréquentait beaucoup les champs de courses, aurait pu être victime d'une vengeance, ses agresseurs connaissant son domicile et ayant pu, de ce fait, lui tendre un guet-apens.

M. Semana avait été vu pour la dernière fois, sortant d'un établissement de nuit des Champs-Elysées à 4 heures du matin, lundi 5 mai.



CARNET

Réceptions

— A l'occasion de leur départ, M. l'ambassadeur de la République démocratique de Somalie et Mme Mohamed Warsame ont donné un cocktail, lundi, dans les salons de leur résidence.

Naissances

— Laurence et Jean-Michel BELORGEY ont la joie d'annoncer la naissance de

Marie.

Paris, le 20 avril 1980.

— Gérard-Louis BOURLON et Ange, Euphrasie, née Equixor, ont la joie d'annoncer la venue en ce monde de

Mahé, Joakim, Louis, Lévi,

32, avenue Jean-Jaurès, Bourges.
Vallée Saint-Pierre, La Réunion.
34, rue Romain-Rolland, Pondichéry.

— M. Olivier de BOUTINY et Mme, née Viviane Vernay, et Pierre ont la joie d'annoncer la naissance de

Laure.

Paris, le 2 mai 1980.
13, boulevard Raspail,
75007 Paris.

— M. Jean CANAVAGGIO et Mme, née Perrine Ramin, ainsi que Laure, sont heureux d'annoncer la naissance de

François.

Paris, le 28 avril 1980.

— Julie, Catherine et Didier ROUGEMONT ont la joie d'annoncer la naissance de

Caroline,

Le 26 avril 1980.

— Michèle ROUMEC est très heureuse d'annoncer la naissance, le 15 avril, de son fils

Philippe.

— Christian et Simone ZIMMERMANN ont la joie d'annoncer la naissance de

Ghizlane DOUHA,

au foyer de leurs enfants Mohammed et Farida.
Le 31 mars 1980.
Marrakech (Maroc).

Adoptions

— *Philippe* HUGON, France MACARY et Sylvie sont heureux de faire part de l'arrivée d'

Olivier,

né le *29* octobre 1979.
30, rue Miollis,
75015 Paris.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès du

docteur Alexandre CARTEAUD,
croix de guerre 1914-1918,
chevalier de la Légion d'honneur,
ancien assistant
à l'hôpital Saint-Louis,

survenu le 23 janvier 1980.

De la part du docteur A. Jean-Pierre Carteaud, son fils,

Et en mémoire de son épouse Marguerite Carteaud décédée le 10 mai 1956.

La cérémonie religieuse a été célébrée, le *28 janvier 1980, en la chapelle* de l'hôpital Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Colombes, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.
1, rue de l'Alboni,
75016 Paris.

[Le nom du docteur Alexandre Carteaud restera attaché, avec celui du professeur Henri Gougerot, à la papillomatose qu'il a décrite dans sa thèse. Il est l'auteur de nombreuses publications, revues et ouvrages de dermatologie, notamment d'un traité sur les dermatoses professionnelles et, récemment, d'un livre sur l'évaluation des riques aggravés en matière d'assurance sur la vie.

Titulaire de la médaille d'argent des épidémies, ancien auditeur au Conseil d'hygiène, il était membre de plusieurs sociétés savantes françaises et étrangères.]

— Nous apprenons le décès de

Maurice COURTOIS-SUFFIT,

Il était le fils du docteur Courtois-Suffit, médecin des hôpitaux de Paris (1861-1946), dont la mère était la sœur du sculpteur Albert Carrier-Belleuse.

La cérémonie religieuse a été célébrée, le lundi 5 mai 1980, dans la plus stricte intimité, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, Paris (16e), suivie de l'inhumation dans le *caveau de* famille au cimetière de Montmartre.

[Né le *24 novembre* 1900, Maurice *Courtois-Suffit* était un ancien collaborateur au « Temps », à la « Revue de Paris », au « Figaro littéraire », à la « N.R.F. », aux « Annales ».

Ancien secrétaire de la « Revue européenne », il avait dirigé, entre 1936 et 1940, une collection « Collèges et Lycées », chez Gallimard, dans laquelle il *avait notamment* publié un volume sur le lycée Carnot.]

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction *sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

— Le docteur et Mme Pierre DELPY et leur famille ont la douleur de faire part du rappel à Dieu, dans sa vingt-cinquième année, de leur fils

Jean-Pierre,

8, rue Prosper-Deshayes,
Luçon.

— Mme Christiane Yande Diop,
Ses enfants,
Et les familles Diop Kala-Lobe, Gaye, Wane, Vertu, Fall, Mandess-Bell, Toure, Senghor, Mathurin, Faye, Diallo, Camara, Sarr,
Parents, alliés et leurs très nombreux amis fidèles,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Alioune DIOP.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

Une messe sera célébrée en sa mémoire, dont l'avis sera donné ultérieurement dans la presse.

(*le Monde* daté 4-5 mai.)

— Mme Raymond Fischof-La Foux, son épouse,
Mme Mathilde Fernandez, sa mère,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond
FISCHOF-LA FOUX,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre avec palmes,
médaille militaire avec palmes,
médaille de la Résistance,

survenu, le 5 mai 1980, à Paris, à l'âge de soixante-quatorze ans.

L'inhumation aura lieu, au cimetière *du Père-*Lachaise, dans le caveau de famille, le mercredi 7 mai, à 11 heures.

On se réunira à l'entrée principale *du cimetière (boulevard de Ménilmontant).*

75 bis, avenue Foch,
75116 Paris.

— Le conseil d'administration et le personnel d'A.G.P. Servic ont le *regret* de faire part du décès de

M. Raymond
FISCHOF-LA FOUX,
président d'honneur
d'A.G.P - Service,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre avec palmes,
médaille de la Résistance,
médaille militaire avec palmes,

survenu, le 5 mai 1980, à Paris, à l'âge de soixante-quatorze ans.

L'inhumation aura lieu, au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille, le mercredi 7 mai, à 11 heures.

On se réunira à l'entrée principale du cimetière (boulevard de Ménilmontant).

18, boulevard Montmartre,
75009 Paris.

— Mme Cyrille Gallice,
Pauline, Simone et François Gallice,
André, Annette Gallice et leurs enfants,
Colette et Eric Walter et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Cyrille GALLICE,

à Alger le 4 mai.
47, rue Luciani, El-Biar, Alger.

— *Mme le docteur Micheline* Gallot-Saulnier,
M. et Mme Pierre Tilloy,
Mme le docteur veuve Moricard,
M. et Mme V.-L. Saulnier,
Les familles Tilloy, Saulnier, Demoinet, Sonnier,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. le docteur H.-M. GALLOT,
chevalier de la Légion d'honneur,
médecin-chef honoraire
de l'Infirmerie spéciale,
membre de la société Huysmans,

pieusement décédé le dimanche 27 avril 1980.

Les obsèques religieuses ont été célébrées, le lundi 5 mai 1980, en l'église Saint-François-Xavier, dans *la plus stricte intimité.*

Une messe sera dite à sa mémoire ultérieurement. La date en sera annoncée dans les journaux.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Nicolas de GEDRINSKY,
journaliste,

survenu accidentellement le 2 mai 1980 à La Mousaye.

Les obsèques seront célébrées, le 7 mai 1980 à 16 heures, au cimetière russe de Sainte-Geneviève-des-Bois (91700).

De la part de son fils Alexandre,
Son épouse Andrée,
Sa mère Marianne.
Cet avis tient lieu de faire-part.
12, rue Béranger,
92100 Boulogne.

— Mme Lucien Peter et son fils,
M. et Mme Philippe Jasson et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Jasson et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur sœur, belle-sœur et tante,

Françoise JASSON,
fondatrice de La Source,
école nouvelle à Meudon,

survenu le 3 mai 1980.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le jeudi 8 mai 1980, à 14 heu*res, en* l'église Notre-Dame-de-Bellevue, 39, avenue Gallieni, à Meudon (Hauts-de-Seine), suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, *dans* le caveau de famille, vers 16 heures.

22, avenue Raphaël,
75016 Paris.
48, rue Amiral-Courbet,
56100 Lorient.
27, rue Pasteur,
78620 L'Etang-la-Ville.
89, avenue Mozart,
75016 Paris.

— Ecole nouvelle La Source,
11, rue Ernest-Renan,
92190 Meudon.

Le conseil, la direction, les enseignants, le personnel, les élèves, les parents d'élèves
Et ses amis,
ont le *regret de faire part du décès* de

Françoise JASSON,
fondatrice de l'école nouvelle
La Source,
et directrice jusqu'en 1975.

Les obsèques auront lieu, le jeudi 8 mai 1980, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-Bellevue, à Meudon.

— Montpellier, Paris, Angoulême.
M. l'abbé François Jugla,
M. et Mme Michel Jugla et leurs enfants Philippe, Christophe, Guilhem,
Mme Angèle Jugla,
Les familles Jugla, Marchive, Gelly, Tallaron et Suaud,
font part du décès de

M. le chanoine
François JUGLA,
ancien Supérieur de la maison
de Baillarguet,

Ses *obsèques ont eu lieu* le samedi 3 mai 1980 à Notre-Dame-de-Baillarguet, par Montferrier-sur-Lez, Montpellier
9, avenue Franco-Russe,
75007 Paris.
15, rue Paul-Mairat,
16000 Angoulême.

— On nous prie d'annoncer le décès accidentel de

Philippe KRIKORIAN,

survenu le 4 mai 1980 à l'âge de vingt et un ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Notre-Dame-de-Nazareth, 351, *rue* Lecourbe, Paris (15e), le mercredi 7 mai, à 14 heures.

De la part de :

M. et Mme Jean Krikorian, ses parents,
Mlle Laure Krikorian, sa sœur,
Mme veuve Avedis Krikorian,
M. et Mme Roger Laure,
Mme veuve Félix,
ses grands-parents,
et toute la famille.

L'inhumation aura lieu, le même jour vers 15 heures, au cimetière du Montparnasse, dans la sépulture de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, villa Thoréton,
75015 Paris.

— M. et Mme Maurice Passebosc et leurs enfants,
M. et Mme Gaston Corbière et leurs enfants,
Mlle Marthe Passebosc,
Ses enfants, petits-enfants, sœurs, beau-frère, nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. René PASSEBOSC,

survenu, le 30 avril 1980, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques ont été célébrées, *le 1er mai,* à l'église de Cambounet-sur-Sor (Tarn), suivies de l'inhumation dans le caveau de famille.

102, rue Saint-Dominique,
75007 Paris.

— M. et André Peeters,
Leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part que leur frère, oncle et grand-oncle

Dom Bernard PEETERS O.S.B.,

a été rappelé à Dieu, le 5 mai 1980, dans sa cinquante-neuvième année de profession monastique.

La cérémonie religieuse aura lieu, *le mercredi 7 mai* 1980, à 11 h 30, à l'abbaye Sainte-Marie-de-la-Pierre-qui-Vire (Yonne).

20, rue de la Brise,
92370 Chaville.

— M. Jacques Prieur,
Ses enfants, petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme PRIEUR,
née Christiane Hüe,

dans sa soixante-dix-huitième année.

Les obsèques auront lieu, à Saint-Lunaire (Ille-et-Vilaine), le mardi 6 mai 1980, à 15 heures.

— Mme Charles Ramin,
M. et Mme Paul Delouis, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme *René* Delouis, leurs enfants et petits-enfants,
Mlle Anne-Marie Ramin,
Mme Marcelle Ramin et ses enfants,
M. et Mme Michel Boulat et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Boulat et leurs enfants,
Mlle Marguerite et Andrée Ramin,
Le Révérend Père Jean-Charles Ramin,
M. et Mme Paul Clerc, leurs enfants et petits-enfants,
nous prient d'annoncer le rappel à Dieu de

M. Charles RAMIN,

le 5 mai 1980.

La cérémonie religieuse aura lieu sans condoléances, le vendredi 9 mai, à 8 h. 30, en l'église Saint-Philippe-du-Roule, Paris (8e), le jour même de ses quatre-vingts ans.

En hommage à la mémoire de
M. Charles RAMIN,
l'ensemble des collaborateurs de son cabinet prie tous ceux qui l'ont connu de s'unir d'intention ou d'assister avec sa famille à la cérémonie religieuse, qui aura lieu, le vendredi 9 mai, à 8 h. 30, en l'église Saint-Philippe-du-Roule, Paris (8e).

— Mme Robert Riès,
M. et Mme *Claude Riès,*
Leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme André Landesman et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Robert RIES,

survenu, le 27 avril 1980, à Paris, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu dans *l'intimité.*

— Mme Paulette Rossin, son épouse,
Marie-Blanche et Jean-Claude Jamin,
François et Anne-Marie Rossin,
Anne et Jean-François Gondard,
ses enfants,
Ariel Fuchs,
Eve-Marie, Valéry, Marjorie Jamin,
Isabelle, Lucile, Lise Rossin,
David Gondard,
ses petits-enfants,
M. et Mme Ranvier,
M. *Manava Piétri,*
ses sœurs, belles-sœurs, beau-frère,
Toute la famille,
Ses nombreux amis,
ont la *profonde* douleur de faire part du décès de

Maurice-Claude ROSSIN,
ingénieur général du Génie rural,
des Eaux et des Forêts E.R.,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
commandeur du Mérite agricole,
chevalier des Palmes académiques
commandeur d'ordres étrangers :
Ouissam Alaouite (Maroc),
Etoile d'Anjouan (Comores),
Mérite national du Togo,
Mérite national de Côte-d'Ivoire,
membre de l'Académie
d'agriculture de France,
membre de l'Académie
des sciences d'outre-mer,

survenu le 4 mai 1980, dans sa soixante-huitième année.

Les obsèques seront célébrées, le jeudi 8 mai 1980, à 16 heures, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire, 194, *rue* Raymond-Losserand, 75014 Paris. L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Pantin. Le présent avis tient lieu de faire-part.

22, *rue Labrouste,*
75015 Paris.

[Ingénieur du Génie rural à Marrakech, *de 1935 à 1937, M. Maurice-Claude Rossin* devient chef de la colonisation et de l'exploitation de l'Office du Niger, poste qu'il occupe jusqu'en 1946. Après avoir *été, notamment, directeur de l'agriculture,* de l'élevage et des forêts au ministère de la France d'outre-mer, il est *nommé directeur de l'Ecole nationale du génie rural, des eaux et forêts, direction* dont il sera titulaire de 1965 à 1973.]

— M. et Mme André Brunet,
Mlle Denise Touze,
ses enfants,
M. et Mme Patrice Brunet,
M. et Mme Didier Brunet,
M. et Mme Olivier Brunet,
ses petits-enfants,
MM. Guillaume, Charles, Alexis, Egide, Etienne, Pierre-Antoine et Edouard Brunet,
Mlles Stéphanie et Olivia Brunet,
ses arrière-petits-enfants,
Mme Joseph Besset,
Mme Fernand Caire,
M. Georges Touze,
Le docteur et Mme Pierre Cassiau,
S.E. Raphaël-Léonard Touze *et* Mme,
Le bâtonnier Claude Girard-Goupil et le bâtonnier Denise Girard-Goupil,
ses neveux et nièces,
Et tous les siens,
nous prient d'annoncer que

Mme Etienne TOUZE,
née Sarah Goupil,

a rejoint son Seigneur, le dimanche 4 mai 1980, dans sa quatre-vingt-seizième année.

Les obsèques auront lieu, en l'église réformée de Pentemont, 106, rue de Grenelle, Paris (7e), le jeudi 8 mai 1980, à midi.

« Et, j'entendis du ciel une voix qui disait : Heureux dès à présent les morts qui meurent dans le Seigneur ! Oui, dit l'esprit, afin qu'ils se reposent de leurs travaux, car leurs œuvres les suivent. »
(Apocalypse - XIV - 13.)

4, rue de Luynes,
75007 Paris.
5 bis, rue du Cirque,
75008 Paris.

— Le professeur Pierre Wertheimer,
Le docteur et Mme Jean Wertheimer et leur enfants,
Le préfet et Mme Olivier Philip, leurs enfants et petits-enfants,
M. André Kahn,
ont la douleur de faire part du décès survenu le 28 avril 1980 dans sa quatre-vingt-cinquième année et dans la paix du Seigneur de

Mme Germaine WERTHEIMER,
née Kahn,

Les obsèques ont eu lieu, le mercredi 30 avril 1980, dans la plus *stricte intimité familiale.*

21, avenue de Saxe,
69006 Lyon.

Services religieux

75007 Paris.

— En souvenir de

Michel,
décédé le 5 décembre 1975,
Frédéric,
le 7 mars 1977,
Laurent,
le 24 mars 1980,

un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai, à 18 heures, en l'église réformée de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17e).

Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont conviés.

De la part de :
Mme Michel Gonin,
Pascale, Emmanuel,
M. Luc Coulon,
Et Marie-Christine.
20, rue de Buzenval,
92210 Saint-Cloud.

Communications diverses

— A l'occasion de la Journée de l'Europe et de la sortie du timbre *Europa sur saint Benoît, patron de* l'Europe, vente de l'enveloppe et de la carte premier jour, mercredi 7 mai, de 13 h. à 20 h. 30, *Maison de l'Europe de Paris,* 35-37, rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris (métro Saint-Paul).

— La *« Fête de nuit »,* au profit de la Caisse des écoles du neuvième arrondissement, aura lieu le vendredi 9 mai, de 21 heures à l'aube, *à la salle des fêtes de la mairie,* 6, rue Drouot.

— Les anciens élèves et professeurs du *pensionnat Saint-Joseph* d'El-Biar se réunissent à Notre-Dame-de-la-Blache, à la Pentecôte 1980. Ecrire à l'A.A.E.P.P.S.J., 4, chemin de *Champlong, 69450* Saint-Cyr-au-Mont-d'Or.

— La Société française d'aide aux aborigènes *australiens tiendra* son congrès inaugural à Perpignan, du 27 au 29 juin 1980. Pour y participer s'adresser à M. Xavier Pons, université *de Toulouse-Le Mirail,* 31081 Toulouse cedex.

— Michel Debré, par son sens inné de *l'histoire,* était *désigné* pour répondre à Renan sur les notions de nation, de race, qui se posaient à lui après la guerre de 1870. Mais son analyse d'ensemble demeure-t-elle exacte ? S'applique-t-elle encore à la France de notre temps ?

Nous l'apprendrons en assistant à la conférence de Michel Debré : « Qu'est-ce qu'une nation ? Un siècle après », le 9 mai, au Collège de France, 17 h. 15 (Etudes renaniennes).

— A l'occasion du vingt-sixième anniversaire de la fin des combats de Dien-Bien-Phu, l'Association des combattants de l'Union française (26, rue Saint-Joseph, 75002 Paris) fera célébrer une messe à la mémoire de tous les morts et disparus du Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient, le dimanche 11 mai, à 11 h. 15, en l'église Saint-Louis-des-Invalides.

Les familles de tués et disparus et tous les anciens d'Indochine sont invités à participer à cette cérémonie.

Dans chaque amateur
d' « Indian Tonic »
il y en a un
de SCHWEPPES Lemon
qui sommeille.

SALLE DE VENTES
D'ORIENT ET DE CHINE
9, avenue de La Motte-Picquet,
PARIS-15e
551-73-67
du 8 au 18 mai inclus
VENTE EXCEPTIONNELLE
UN LOT DE TAPIS
BELLOUCHISTAN A 1.500 F
IVOIRES ET PIERRES DURES
SCULPTÉS DE CHINE
Ouvert Dimanche, fermé lundi
Toutes marchandises vendues avec certificat d'authenticité

STERN
• GRAVEVR •
depuis 1840
Cartes de visite
Invitations
Papiers à lettres
de prestige
pour Sociétés
Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

L'UNION
FAMILIALE
créée en 1935
Maison de confiance patentée ne s'occupant exclusivement que de
MARIAGES LÉGAUX
La clientèle la plus sélecte de France
17, rue Duphot - 75008 PARIS
4e étage - Téléphone 260.11.37
Madame la Directrice reçoit uniquement sur rendez-vous

ROBLOT S.A.
227-90-20
ORGANISATION D'OBSÈQUES



LISTES DE MARIAGE
PORCELAINE - CRISTAL - ORFEVRERIE
11, place de la Madeleine

STERN
• GRAVEVR •
depuis 1840
Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité
Le prestige
d'une gravure traditionnelle
Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

Lentilles
de contact
SOUPLES
On les met
et on les oublie...
Fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau, spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles...
Essayez YSOPTIC
80, Bd Malesherbes
75008 Paris
Tél. 563.85.32
Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.
Gottschalk

SPORTS

ALPINISME

UN JAPONAIS RÉUSSIT L'ASCENSION DE L'EVEREST PAR LA FACE NORD

Kato Yasuo, un alpiniste japonais âgé *de trente* et un ans, a réussi l'ascension de l'Everest par sa face nord en atteignant le *sommet, samedi 3 mai. C'est* le premier étranger à avoir réussi cette ascension depuis que les autorités chinoises ont « ouvert » leurs frontières pour l'escalade de huit sommets situés sur leur territoire. Deux expéditions chinoises avaient réussi cette ascension de l'Everest par la face nord, en 1960 et en 1975.

L'*expédition japonaise,* composée de trente-neuf personnes, a d'ailleurs retrouvé à 8 200 mètres, au cours de la descente, le corps de Wu Zongyue, le chef du groupe d'assaut de l'expédition chinoise de 1975, victime d'une chute. Plusieurs expéditions étrangères, notamment française, italienne, américaine et néerlandaise, s'apprêtent à escalader l'Everest depuis le côté chinois dans les prochains mois.

Dans le massif de l'Everest, deux alpinistes français ont disparu alors qu'ils tentaient l'escalade du mont Baruntse (7 220 mètres). Julien Graux, âgé de trente-quatre ans, et Philippe Grezat, âgé de vingt-quatre ans, faisaient partie d'une expédition de trois membres, dirigée par My Van Der Velde, qui a lancé un message de détresse. Les recherches effectuées par un hélicoptère népalais n'ont pas abouti. Le ministère du tourisme du Népal a d'autre part annoncé la mort accidentelle d'Ikuo Tanabe, un Japonais, qui tentait l'ascension de l'Annapurna. Les cinq autres membres de l'expédition ont renoncé à leur tentative. — *(A.F.P.)*

BASKET-BALL. — *Pour son premier match du tournoi préolympique de Varna (Bulgarie), l'équipe de France a été battue par la Tchécoslovaquie par 69 à 60, lundi 5 mai.*

BOXE. — *Lucien Rodriguez a conservé son titre de champion de France des poids lourds en battant par k.-o. à la sixième reprise Vincent Kafor.*

SCIENCES

SATELLITE DE RECONNAISSANCE POUR LE JAPON

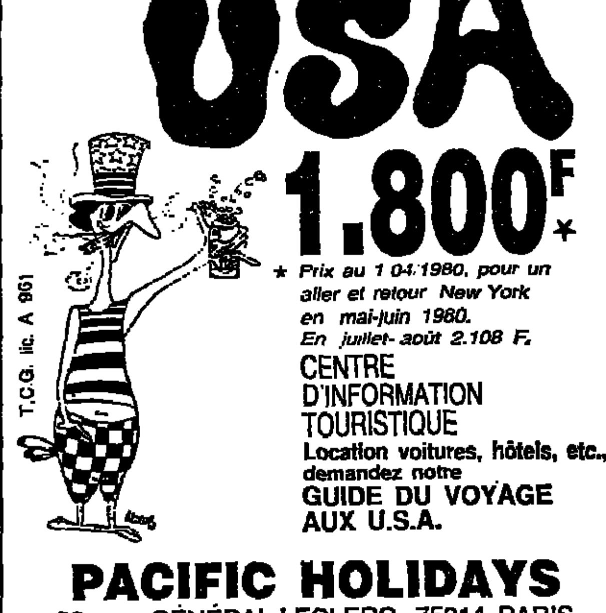
Après les *Etats-Unis,* l'Union soviétique, la Chine et — bientôt peut-être — la France, le Japon pourrait lancer un satellite de reconnaissance militaire. Ce projet, dont le contenu devrait être discuté à l'occasion de la préparation du prochain programme quinquennal de défense, permettrait au Japon de recueillir lui-même des informations *de première main* et une partie des renseignements que lui fournissent les Etats-Unis.

HISTOIRE

MORT D'ANDRÉ ARMENGAUD

Nous apprenons la mort de M. André Armengaud, professeur d'histoire de la population et de démographie sociale à l'université de Toulouse-Le Mirail. Ses obsèques auront lieu à Castres, mercredi 7 mai.

[Né le 28 avril 1920 à Castres, André Armengaud, agrégé d'histoire docteur ès lettres, a été successivement professeur aux universités de Dijon et de Toulouse. Spécialiste de l'histoire du dix-neuvième siècle, il est l'auteur de plusieurs ouvrages de démographie, notamment *Démographie et sociétés* (éd. Stock), *la Population française au dix-neuvième siècle, la Population française au vingtième siècle* (coll. « Que sais-je ? », éd. A. Colin), *les Français et Malthus* (PUF). Président de la Société de démographie historique de 1973 à 1977, il avait été, ces dernières années, le promoteur d'un ouvrage collectif d'historiens intitulé *Histoire d'Occitanie* (éd. Hachette), que Jacques Madaule avait analysé dans *le Monde* du 23 novembre 1979.]



* *Prix au 1-04-1980, pour un aller et retour New York en mai-juin 1980.*
En juillet-août 2.108 F.
CENTRE
D'INFORMATION
TOURISTIQUE
Location voitures, hôtels, etc.,
demandez notre
GUIDE DU VOYAGE
AUX U.S.A.
PACIFIC HOLIDAYS
28, av. GÉNÉRAL-LECLERC, 75014 PARIS
Tél. : 539.46.71

Le Monde

culture

MUSIQUE

LES DESCENDANTS DE PHILIDOR

« LE SORCIER » à Angers et à Rennes

Ils étaient une vingtaine, trente peut-être, avec un curieux air de famille, qui se pressaient dans les couloirs après le spectacle, et, lorsqu'on s'avisa de leur demander qui ils étaient et ce qu'ils cherchaient, l'un d'eux répondit : « Nous sommes les descendants de Philidor et nous venons féliciter les artistes. » *Cela était dit sur un ton de fierté joviale. Et il ajoutait :* « On ne le joue plus guère de nos jours, nous sommes venus d'un peu partout, et nous voilà. »

On lit cependant dans les dictionnaires que François-André Danican Philidor (1726-1795) était le dernier descendant d'une dynastie de musiciens dont la notoriété remontait au siècle précédent; il faudra ajouter désormais que, père de dix-sept enfants, il a laissé une postérité nombreuse et, surtout, que celle-ci ne l'a pas oublié. L'inverse est trop fréquent, même lorsqu'il s'agit de compositeurs plus connus ; souvent aussi la curiosité des héritiers ne va pas au-delà du montant annuel des droits d'auteur.

Mais la fidélité est parfois récompensé; ainsi, après la résurrection des Femmes vengées *au Festival d'Albi en 1978, celle de* Tom Jones *— cruellement trahi — à la salle Favart l'an dernier, le Théâtre de la ville de Rennes, la Maison de la culture de Rennes et le Théâtre musical d'Angers se sont associés pour donner quatre représentation du* Sorcier, *qui, comme* Tancrède, *de Rossini, fera l'objet d'un enregistrement chez Arion.*

Joué pour la première fois en 1764 avec un succès considérable, le Sorcier *est l'une des partitions qui allaient permettre à Philidor, beaucoup plus connu jusque-là comme champion d'échecs (son* Analyse du jeu d'échecs, *publiée en 1748, sera rééditée plusieurs fois), de s'imposer comme l'un des premiers compositeurs de son temps. Outre des détails d'orchestration faisant la part belle aux instruments à vent et une réelle invention rythmique, ce qui distingue Philidor des auteurs d'opéra-comique de son temps, c'est la qualité du traitement des idées musicales et leur parfaite adéquation avec la mobilité des sentiments. Si les personnages du* Sorcier *sont conventionnels, la musique est là qui leur donne une profondeur et une variété d'expression plus originale qu'on ne s'y attendait d'abord.*

Le livret de Poinsinet est assez simple pour qu'on ne s'y perde pas, mais assez intelligemment conduit pour que, la suite n'étant jamais bien difficile à prévoir, on ne s'en désintéresse pas par avance, et qu'un mot amusant, une situation touchante ou une réplique qu'on n'attendait pas, suffise à faire oublier la convention. Dame Simone, une jeune veuve, entend marier sa fille Agathe à un vigneron assez simple, dit-elle, pour faire un bon mari, mais Agathe ne veut pas de Blaise, et accepte encore moins l'idée selon laquelle le mariage n'est qu'une convention et qu'on s'arrange après... C'est Julien qu'elle aime, Julien qui est parti faire fortune ailleurs en confiant son bien à Blaise, et que tout le monde croit mort, sauf elle ; et sauf Justine, la sœur de Julien, qui est en grande rivalité avec Dame Simone à propos de Bastien, un jeune villageois aux yeux doux.

Julien revient à temps, le matin des noces. Grâce à un costume qu'il rapporte des Indes et à une barbe postiche, il va se faire passer pour sorcier, s'assurer qu'Agathe l'aime toujours, réunir Justine et Bastien, au désespoir de Dame Simone, faire voir à son ami Blaise, qui a si bien trahi sa confiance, mille diables cornus au cours d'une mémorable séance de magie, et se démasquer à temps pour épouser sa bien-aimée. Dame Simone, qui voit toujours son intérêt, proposera le mariage à Blaise, et on peut supposer qu'elle ne dispensera pas pour autant le pauvre Bastien de ses assiduités.

Quelque tableau des frères Le Nain

Sous la direction de Marc Soustrot, l'Orchestre de Rennes a fait de son mieux pour rendre justice à une partition dont les exigences dépassent parfois ses possibilités. Le décor imaginé par Françoise Gründ — une cour de ferme avec de la paille sur le sol, des linges de couleur qui sèchent, tranchant sur le fond bleu, une grande charrette — et les costumes, dans des tons chauds légèrement passés, évoquaient quelque tableau des frères Le Nain. Le principal mérite de la mise en scène est certainement d'avoir eu le souci de respecter l'intention des auteurs, ce qui n'était pas le cas à l'Opéra-Comique ; mais, de toute évidence, Robert Angebaud, dont c'était la première tentative dans le domaine lyrique, a trop cherché à animer le plateau, d'abord en ajoutant six comédiens muets aux six acteurs, ensuite par des déplacements qui tantôt font paraître la musique gauche ou statique, tantôt souffrent des développements imaginés par le compositeur.

La distribution enfin, dominée par Peggy Bouveret (Agathe) et Udo Reinemann (Julien), auxquels se joignaient Judith Mok (Simone) et Jean-Claude Orliac (Blaise), Chantal Reyjal (Justine) et Bernard Boudier (Bastien), était satisfaisante. La réserve majeure qu'on fera concerne les scènes parlées, qui exigent un rythme et des intonations naturelles qu'un chanteur étranger (comme c'était le cas pour les trois premiers rôles) ne pourra jamais acquérir tout à fait. De là, des dialogues languissants ou des expressions forcées qui rendaient l'œuvre artificielle là où elle ne devait surtout pas l'être. Les airs et les ensembles réussissaient à le faire oublier, et certains diront, sans y croire tout à fait peut-être, que c'est l'essentiel.

GÉRARD CONDÉ.

★ Prochaines représentations les 6 et 7 mai à la Maison de la culture de Rennes.

MERCREDI

GEORGE-V vo - ST-ANDRÉ-DES-ARTS vo - LE MARAIS vo - LA CLEF vo



EXPOSITION

AU MUSÉE DE RENNES

Les exercices spirituels de Geneviève Asse

Comme tout peintre digne de ce nom, Geneviève Asse ne cesse de dessiner. Elle n'a pas arrêté depuis l'âge de dix-huit ans de couvrir ses carnets de croquis. On connaissait déjà quelques-uns de ces feuillets, essentiellement des dessins de peintre, qu'ils soient ou non des études préparatoires mais qui se révèlent en soi œuvres abouties, autonomes — des œuvres qui traduisent par la plume ou le crayon la même quête de l'absolu à travers le visible et au-delà du visible que par le pinceau ou le burin. De 1941 à 1979, on le verra, ils épousent une trajectoire parallèle, celle qui s'emploie à « anéantir l'image pour rejoindre une source centrale et la voie d'unité », selon la formule de Jean Leymarie.

Les rares spécimens qu'on avait, par exemple, pu admirer au château de Ratilly, lors de la grande exposition de 1975, donnaient envie d'en découvrir davantage. Ce désir est comblé par les soins du conservateur du Musée des beaux-arts de Rennes : Nicole Barbier a pris l'initiative de faire elle-même une sélection dans l'atelier de Geneviève Asse, et ce choix est aussi heureux que la présentation d'une soixantaine de dessins d'assez grande taille, répartis dans trois salles claires et spacieuses. On n'ira pas jusqu'à prétendre que la distribution des lieux a contraint le cheminement de l'œuvre à s'articuler en périodes définies. Du moins elle s'y prête. Elle permet de constater comment l'artiste s'est peu à peu détaché de l'objet pour n'en retenir que la substance, avant de parler le seul langage de l'âme.

Il y a loin, pourrait-on croire, des premiers dessins, de l'empreinte de 1941, des bouteilles et autres accessoires de 1943, des intérieurs et extérieurs des années suivantes aux ultimes compositions où quelques verticales suffisent à laisser déferler la « lumière nature *». Mais non, l'esprit n'a pas changé, qui plane sur quarante ans de recherches et de trouvailles — cette lumière justement qui, dans son rapport avec l'espace, reste le grand, voire l'unique souci de Geneviève Asse. C'est elle qui circule entre les traits de moins en moins nombreux qui suffisent à suggérer les aspects élus du monde environnant et de lui conférer une présence renforcée par l'extrême parcimonie des notations. Trois ou quatre légers coups de plume recréant* le Quai (1951) *ou* Ligne bleue paysage (1954), *moins encore pour évoquer l'envol des* Voiles (1956). *Car, il importe de la souligner, elle ne peint ni ne dessine les choses, mais ce qui se passe entre les choses. Déjà elle les intériorise, les charge d'un intense potentiel poétique, sans se départir des trois termes que tous ses commentateurs lui accordent et qui peuvent constituer sa devise : « Rigueur, austérité, haute exigence. » Elle se concrétise, cette règle de vie, par la fausse sécheresse des lignes droites qui a d'abord trouvé son modèle autant que son prétexte dans le propre atelier de peintre avec ses cadres et ses chevalets. Et dans toutes les portes et toutes les fenêtres ouvertes au souffle du large, et qui ne se fermeront plus.*

Haute exigence : en vérité, rien n'est négligé ni abandonné au hasard pour rendre tangible un tel appel d'air. Ni l'épaisseur du trait, minutieusement calculée ; ni la nature de l'« outil », et quand il le faut la sanguine est combinée avec la mine de plomb ou employée seule ; ni le traitement de la couleur, bleus inimitables, infiniment nuancés, profonds ou tirant sur le gris ; ni la qualité du support : on ne dessine pas indifféremment sur du papier Ingres ou Canson, du Chine ou du Japon. Il ne s'agit donc pas seulement d'ébauches pour quelque toile future.

Dans quel dessein ? Sûrement pas pour le plaisir gratuit de jongler avec une vaine géométrie, même épurée, aussi subtils que soient les agencements des lignes, les vibrations des dégradés, on dirait des frottis de mine de plomb sur le grain du papier, l'utilisation des empreintes dans de rigides armatures. Ces jeux ne sont pas de mise lorsqu'il est question d'exprimer un état qui dépasse de cent coudées les effusions sentimentales et se situe au plus intime de l'être. On en prend une conscience plus nette encore dans la salle suivante, en face des dessins ramenés de l'abbaye de Sénanque ou inspirés par elle. Oh ! tout pittoresque en est banni. L'architecture cistercienne est gommée ainsi que tout l'accidentel à la Viollet-Le-Duc. Ce sont la paix et le silence persistants après tant de siècles qui se font jour à travers ces Ouvertures en gris et bleu. *C'est, lâchons le mot, l'envahissante spiritualité de ces lieux qui rejoint celle qui anime la main de Geneviève Asse.*

Alors on va de dépouillement en dépouillement, même si parfois la composition s'organise autour d'une tache. L'espace s'élargit à n'en plus finir. La clarté solaire se répercute à perte de vue dans les constructions graphiques où les tracés se bornent à leur rôle de faire-valoir et dont les titres, quand il y en a, sont amplement explicite : Entre la lumière, Horizon, Horizon lumière, Fenêtre lumière... *Toujours plus de transparence et lorsque par dérogation la feuille se couvre tout entière de fines rayures verticales, l'œil va plus loin que ce rideau bleu et serré et participe à une sorte d'extase.*

Ainsi est offerte à son tour au public, après une œuvre peinte et gravée qui a déjà conquis les faveurs des grands musées, la troisième face d'un art indivisible, à la fois serein et tendu, ascétique et lumineux, sans complaisance ni compromission. Plus évidente sans doute dans le dessin, son armature devrait rassurer ceux qui redouteraient une espèce d'évanescence. Pour être comprise, elle ne pose qu'une condition au spectateur, celle d'être en état de grâce.

JEAN-MARIE DUNOYER.

John Hedgecoe

LA PHOTOGRAPHIE

Un guide complet et indispensable à l'amateur comme au photographe averti

Tous les conseils toutes les techniques

- Appareils, objectifs et accessoires
- Utilisation de la lumière
- Expression du mouvement
- Eclairage naturel et artificiel
- Composition, cadrage et perspective
- Développement et tirage
- Thèmes et motifs
- *Guide technique*

Un album cartonné sous jaquette couleurs. Nombreuses illustrations noires et couleurs, photographies et schémas. 206 pages.

SOLAR

LA PHOTOGRAPHIE

GALERIES

La sculpture au menu (suite)

Plusieurs galeries d'art parisiennes exposent actuellement des sculpteurs. Nous continuons un itinéraire (« le Monde » du 30 avril) orienté principalement vers la recherche et les spéculations formelles.

Tony Long appartient à une toute nouvelle génération de sculpteurs. Il est américain, vit à Paris depuis une dizaine d'années, n'expose que depuis trois ans. On peut le situer par rapport aux minimalistes : il a le goût des surfaces aux *découpes nettes et* des développements au sol. Mais, c'est très intéressant, il *recompose*, et on est au fond beaucoup plus tenté de relier ce qu'il fait à l'optique des peintres-architectes des années 20. Les trois pièces récentes qu'il expose chez Farideh Cadot (1) sont des développements dans l'espace de constructions dont les plans présentent des analogies frappantes avec les dessins des constructivistes.

Il part *de* la ligne, passe au plan et du plan à la surface ; la dernière opération, celle du passage à la troisième dimension, de la surface au volume, se fait avec beaucoup d'autorité, qui affirme sa sculpture en tant que telle. Les plaques d'acier assemblées à cru, sans soudure, s'interpénètrent, *s'articulent dans* toutes les directions de l'espace depuis le sol où elles sont posées à l'horizontale ou à la verticale, comme obéissant à une *loi mathématique* assurant un équilibre tranquille au montage que l'on ne saisit pas d'un coup. Il *faut tourner autour de la* pièce faite de neuf ou dix lames de différents formats pour découvrir sous chaque angle de nouvelles perspectives.

La brique creuse, Bernard Pagès l'a utilisée dans ses « assemblages » il y a plus de dix ans. Le matériau de construction logiquement monté en murs était alors confronté, comme la tôle ou le madrier, à d'autres matériaux tels que des troncs d'arbres diversement taillés (à la hache ou à la tronçonneuse), des fagots, des bottes de paille... Ce sculpteur originaire de Cahors, qui a exposé à plusieurs reprises avec des artistes du groupe Support-Surface, jouait sur les oppositions et les contrastes de nature, de forme et de matière, donnant à ses œuvres un aspect mal équarri très séduisant, et un solide accent de terroir, qu'il a un peu perdu aujourd'hui en cherchant le dialogue avec la couleur ajoutée à celle, naturelle, des matériaux.

Dans ses nouveaux assemblages, galerie Baudoin Lebon (2), il monte encore des murets ou des colonnes de grosses briques de section carrée dont il exploite très bien le dedans alvéolé laissé apparent dans l'agencement en épi ou en quinconce partout où la couleur hurlante ne le recouvre pas. La couleur, qui est jetée au mortier sur les arêtes vives, et qui mousse et fleurit en concrétions. Elle répond à ce nouveau projet d'« explosion de bonheur chromatique » *que Pagès veut lancer dans la cité,* la couleur « médication de rêve pour affronter les décrépitudes du temps », dit-il à Yvry, où il vient *d'obtenir* la bourse *d'art* monumental et où l'on *peut* aussi voir un choix de ses travaux.

GENEVIÈVE BREERETTE.

(1) Galerie Farideh Cadot, 11, rue du Jura.
(2) Galerie Baudoin Lebon, 36, rue des Archives.

MERCREDI

PARAMOUNT CITY TRIUMPH - MEDICIS v.o.
PARAMOUNT MARIVAUX v.f. - PARAMOUNT MONTPARNASSE v.f.
PARAMOUNT MONTMARTRE v.f. - PARAMOUNT GALAXIE v.f.
PARAMOUNT MAILLOT v.f. - PARAMOUNT ORLÉANS v.f.
CONVENTION SAINT-CHARLES v.f. - ÉLYSÉES 2 La Celle-Saint-Cloud
PARAMOUNT Orly - PARAMOUNT La Varenne - FLANADES Sarcelles
ULIS 2 Orsay

Quand les flics jouent aux voleurs...!



LES FOURGUEURS

COLUMBIA FILMS présente Une production RASTAR-MORT ENGELBERG
Avec DOM DeLUISE - SUZANNE PLESHETTE - JERRY REED
"LES FOURGUEURS"
Avec OSSIE DAVIS - LUIS AVALOS
Musique de PATRICK WILLIAMS Producteur Exécutif PAUL MASLANSKY
Ecrit par MICHAEL KANE et DONALD E. WESTLAKE
Produit par MORT ENGELBERG Réalisé par DOM DeLUISE
Services de Production par RASTAR FILMS INC. de [illegible]
Distribué par WARNER-COLUMBIA FILM.

…eneviève Asse

…ulpture au men… (suite)



ROCK

Ten C.C. à l'Hippodrome de Paris

Dans cette catégorie de groupes tels que Supertramp, qui sont nés avec les années 70 et ont obtenu un énorme succès international en vulgarisant certaines données du rock grâce aux techniques modernes du studio, Ten CC propose sans doute la musique qui a le plus de substance. Né en Angleterre en 1972, Ten CC est avant tout le groupe de deux hommes, Eric Stewart et Graham Gouldman, qui composent la quasi-totalité des titres et dont les racines appartiennent au rock des années 60. Lorsqu'ils obtinrent leur premier succès commun, « Neanderthal Man », Graham Gouldman s'était déjà distingué en écrivant pour des groupes aussi importants que les Yardbirds, les Hollies, Herman's Hermits et Jeff Beck. Avec Ten CC, les deux hommes soutenus par d'autres musiciens, exploitent leur talent pour les chansons populaires : des compositions minutieusement produites avec des voix superbes et des mélodies léchées. Passionnés de perfection et techniciens avertis, les musiciens de *Ten CC empruntent beaucoup aux* Beatles et s'ils ne possèdent pas cette étincelle qui fait la différence, leur musique n'en recèle pas moins un sens développé de l'harmonie. Non dénués d'humour, leurs principaux « hits », « I'm not in Love » et « I don't like Reggae », sont des pastiches bien agencés de la chanson d'amour et du reggae. — A. W.

★ A l'Hippodrome de Paris, le mardi 6 mai. Discographie chez Phonogram.

CINÉMA

« LA BANDE DU REX », de 108-13

La bande du Rex, comme le laisse présager à *l'observateur attentif* le titre du film, c'est l'histoire d'une bande : un mineur + un déserteur + *un dealer + deux fugueurs. Comme* ça on est servi, pas de doute, il s'agit bien d'une bande. Le déserteur *déserte*, le dealer deale, les fugueurs fuguent, quant au mineur, autant dire qu'il se contente de ne pas être majeur.

D'entrée, on sait à quoi s'en tenir. Ils sont jeunes, ils fument du haschisch, roulent en motos, marchent dans des « santiag », vivent au jour le jour, rejettent la société bourgeoise et sont toujours prêts à prendre du bon temps. *Cools*, en quelque sorte. Par chance, et pour plus de vérité, pas un terme du vocabulaire branché ne leur échappe. Pour ce qui est du rock'n roll, ils doivent se contenter d'une musique sans racine, signée de Jacques Higelin.

Et puis, il y a Rocky Megallo (Higelin), projectionniste au Rex, un véritable héros de quartier : il fume du haschisch, fait l'amour à deux filles (en même temps !) dans un camion, vit au jour le jour, rejette la société bourgeoise, et il est toujours prêt à prendre du bon temps. *Tout ce petit monde se retrouve* régulièrement dans un petit troquet, la Javanaise, tenu par un ancien chanteur (Lucky Biondo), sa femme (Nathalie Delon) et un Américain que l'on reconnaît à son accent (impossible de se tromper, tous les Améri*cains ont le même accent, sinon à* quoi les reconnaîtrait-on ?). Un jour, Rocky Megallo, qui n'en manque pas *une pour prendre du bon temps (et* fumer du haschisch), décide de donner un concert gratuit au Rex. Ça *c'est une idée ! Seulement il n'a pas* de groupe. Heureusement, la bande du Rex, qui n'en manque pas une pour prendre du bon temps (et fumer du haschisch), lui en présente un. On est sauvé. La suite continue *ad lib*, le soir du concert, la bande du Rex braque une station-service, et la police tue le mineur qui n'atteindra jamais sa majorité. A ce stade, *l'observateur attentif* (s'il a tenu le choc) comprend que la vie en banlieue ça n'est pas toujours rose.

Le *réalisateur qui se cache (comme* on le comprend !) derrière le matricule 108-13 a voulu faire un film sur la vie des bandes en banlieue. Alors c'est donc ça la banlieue, dira que c'est à deux pas de chez nous et qu'on ignorait ! C'est vrai, la zone, on s'en faisait une idée : la pression, la misère, le vide. Pas du tout. Là, d'un seul coup, on a envie d'y goûter, c'est *tellement typique*. Bien sûr 108-13 a quelque peu confondu Katmandou et Aubervilliers, *mais ça n'est pas à Katmandou qu'on trouve*rait une bande constituée d'un dealer, d'un mineur, d'un déserteur et de deux fugueurs ou bien il faudrait beaucoup chercher. Alors, puisque 108-13 avait déjà la bande, autant faire un film sur la banlieue.

P.S. — Toute ressemblance avec des situations et des personnages existants ou ayant existé est tout bonnement impensable.

ALAIN WAIS.

★ Voir les films nouveaux.

« Tourist Trap » de David Schmoeller

Une station-service abandonnée où il se passe des choses horribles, un musée du désert que l'on ne *visite plus*, mais où s'agitent encore des automates représentant des personnages de la guerre de Sécession et du Far-West, une maison peuplée de mannequins de cire qui, dirigés par *télépathie*, deviennent vivants, un vieil homme hanté par ses démons, de jeunes touristes happés par l'épouvante... il y aurait de quoi frissonner si le metteur en scène avait su créer, à partir d'un scénario *original dont* il est le coauteur, un climat de névrose et d'hallucinations qui rendrait possible, angoissant, l'invraisemblable. On en est loin. David Schmoeller *utilise* des truquages qui prêtent à rire, des effets de violence qui ne font qu'ennuyer. Il n'y a aucune recherche dans les images, les mannequins modernes sont laids, les acteurs grimacent et hurlent. Ce « piège à touristes » est un attrape-nigauds pour les vrais amateurs de fantastique. Qu'ils aillent voir plutôt, s'il en est temps encore, « Inferno », de Dario Argento, histoire délirante relevée par une nouvelle esthétique (l'utilisation des couleurs bleue et rouge) de la terreur « gothique » faisant surgir d'étranges fantasmes de domaines interdits.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'Annonces immobilières
Vous y trouverez peut-être
LES BUREAUX
que vous recherchez

THÉATRE

Pinter au Conservatoire

Au Conservatoire national d'art dramatique, deux étudiants de troisième année, Eric Frey et Jean-Daniel Laval, ont mis en scène et interprètent la pièce de Harold Pinter *le Monte-Plats*.

Pinter a étudié là les réactions de deux tueurs professionnels qui, dans une planque sans fenêtres, *attendent* l'heure d'exécuter un contrat. Leurs impatiences, leurs prises de bec, sont relancées par les va-et-vient d'un monte-plats qui leur fait parvenir, sur des bouts de papier, les commandes d'un restaurant, comme s'ils se trouvaient dans la cuisine.

A partir d'une situation à la fois simple et arbitraire, Pinter explore des zones de conscience *difficiles et naturelles*, qui regardent la volonté, la peur, l'ascendant d'un être sur un autre, le refus ou le besoin d'une transcendance, bien d'autres choses. *Le Monte-Plats* est l'une des meilleures paraboles de Pinter. Elle doit un peu à Beckett.

Le travail d'Eric Frey et Jean-Daniel Laval est excellent. Et bienvenu, car ils accomplissent l'exploit de casser l'espace étroit dans lequel, jusqu'ici, en France, est confiné Pinter. Nous avons pris le pli de jouer Pinter comme si *ses* personnages, avant tout, essayaient, d'une manière ou d'une autre, de *jouer au plus fin*. Ce climat de joute spirituelle, marqué d'une façon trop aiguë, réduisait les ouvertures diverses du texte.

La mise en scène et l'interprétation des étudiants du Conservatoire est beaucoup plus intelligente. Sauvegardant entièrement les connotations *du dialogue*, et les occultations feutrées propres à Pinter, ils ont figuré deux êtres d'une forte richesse personnelle. Eric Frey indique, par tout un imaginaire très fin de comportement, un sous-prolétariat d'origine, un handicap mental, des manques affectifs fonciers, et son analyse d'un tiers-monde citadin allie les coups de sonde d'un Beckett aux descriptions franches des romanciers américains du style Dos Passos. Jean-Daniel Laval, qui a bien des cordes à son arc puisqu'il a, d'autre part, prouvé ses étonnantes facultés comiques, a inventé cette fois un caractère de tueur froid, très technique, mais en fait désemparé, qui opprime et materne en même temps son compagnon.

Enracinée ainsi sur un sol concret, la construction de Pinter prend bien plus d'envergure. Voilà du bon et vrai théâtre. Musique, éclairages, décor, inattendus, appropriés, témoignent d'un *soin presque amoureux*.

Cette pièce est jouée encore trois soirs, mardi 6, mercredi 7 et jeudi 8 mai. L'entrée est libre. *Les amateurs de théâtre seront* frappés de voir là à quel point les étudiants du Conservatoire rénové travaillent bien, avec quelle maîtrise, et comme ils vont de l'avant. Le progrès qu'a fait, en quelques années cette saison est confondant. Déjà les étudiants ont présenté cette saison une *Mouette* de Tchékhov très supérieure par exemple à celle que l'on joue à présent au *Théâtre Français* (la mise en scène était de Christian Benedetti). Souhaitons longue vie au directeur, aux professeurs, aux élèves.

MICHEL COURNOT.

★ Conservatoire d'art dramatique, 2 bis, rue du Conservatoire, 20 h. 30.

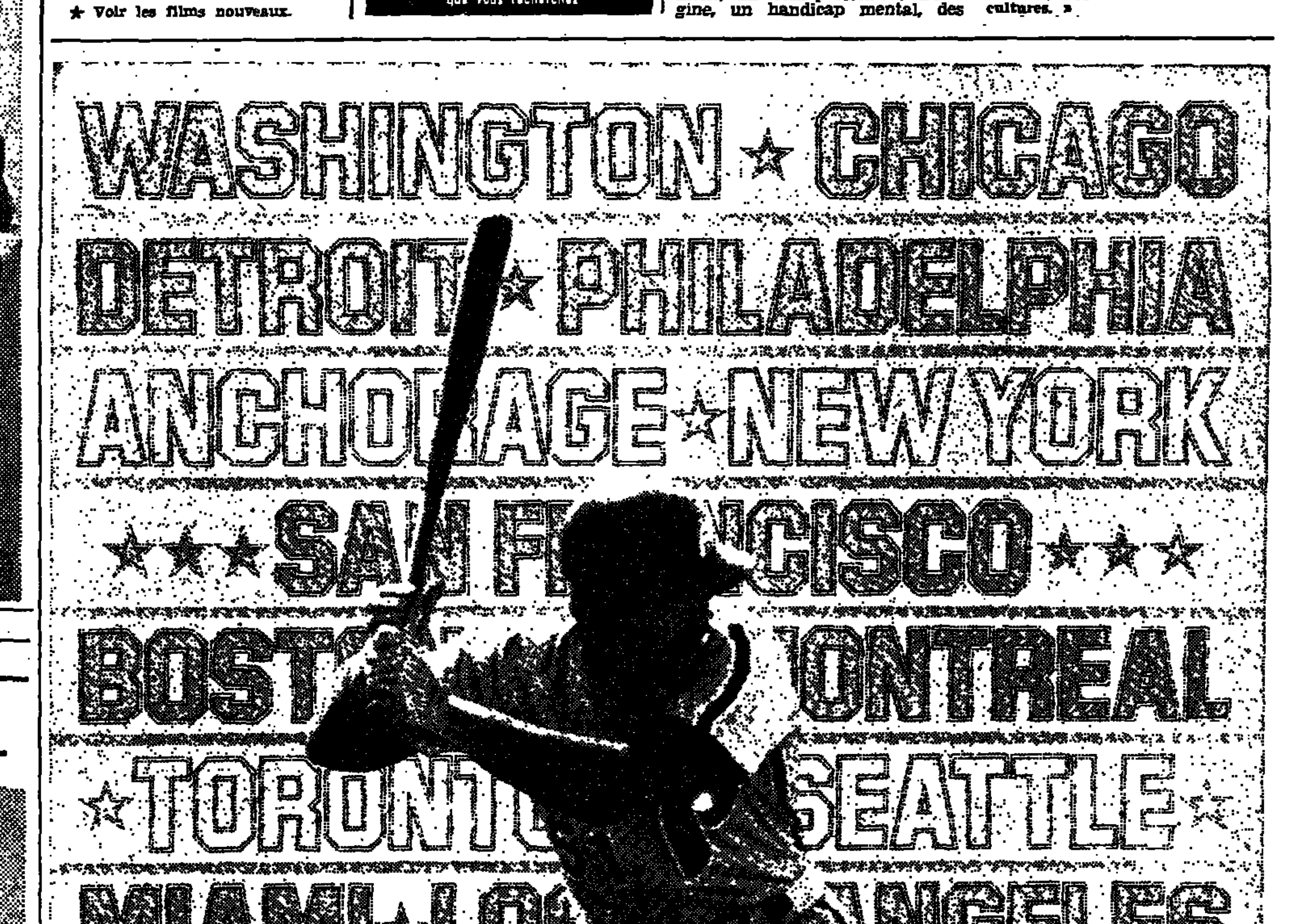
■ Le conseil municipal de R.n-nes, que dirige M. Edmond Hervé (P.S.), vient d'approuver un projet de construction d'un centre culturel islamique. « La ville de Rennes, déclare le rapport, est sensible à l'affirmation des identités et des originalités ethniques ou nationales et au rapprochement entre les cultures. »

MERCREDI

GIRLS
un film de Just Jaeckin

MERCREDI

GAUMONT présente
FRANCESCO ROSI
GIAN MARIA VOLONTE
Le Christ s'est arrêté à EBOLI
Un homme s'oppose au régime fasciste qui sévit dans son pays.
Il se retrouve exilé dans une terre lointaine où même le Christ n'est jamais arrivé...
Un film de FRANCESCO ROSI
avec
GIAN MARIA VOLONTE
Le Christ s'est arrêté à EBOLI
d'après le roman de CARLO LEVI "Le Christ s'est arrêté à Eboli"
PAOLO BONACELLI · ALAIN CUNY · IRENE PAPAS · FRANÇOIS SIMON
avec la participation de LEA MASSARI
Scénario de FRANCESCO ROSI · TONINO GUERRA · RAFFAELE LA CAPRIA
Produit par FRANCO CRISTALDI et NICOLA CARRARO · Mise en scène de FRANCESCO ROSI



Allez droit au but. Au départ de Londres. Nous desservons 13 villes d'Amérique du Nord.

Si vous partez avec nous, vous arriverez en super-forme. Oui. Maintenant, sur nos Boeing 747, en plus de la 1re classe et de la classe économique, nous vous proposons la Classe "Club". Une classe spéciale pour ceux qui paient plein tarif. Pour ceux qui veulent travailler ou se détendre dans une ambiance calme et agréable.

De toute façon, quelle que soit la classe, nous vous proposons – au départ de Londres – plus de vols directs pour plus de villes clés * en Amérique du Nord. Et pour rejoindre Londres, de nombreux vols au départ de Paris, Lyon, Marseille, Nice ou Bordeaux vous assurent une correspondance rapide.

Aucune autre compagnie aérienne ne dessert mieux l'Amérique du Nord, au départ de Londres. Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages.

** 3 fois par semaine pour Seattle, à partir du 27 avril.*

Réservations téléphoniques : Paris : 778.14.14.
Bordeaux : 96.80.09 - Marseille : 39.77.10.
Lyon : 837.74.61 - Nice : 83.19.61.

British airways
Nous prenons bien soin de vous.



CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

EGLISE ST-SEVERIN — TOUS LES MARDIS à 21 heures (Werner.)
Saison Parisienne 1980 ORCHESTRE
KUENTZ
13 mai : HAENDEL, opus IV
20 mai : HAYDN

THEATRE du RANELAGH — Jeudi 8 mai à 20 h 30 (P.e. Kiesgen, Werner.)
Danielle LAVAL
Philip BRIDE
BEETHOVEN : 3 Sonates Printemps, Kreutzer, ut min.

SALLE GAVEAU — Lundi 19 mai à 21 heures. Location ouverte à la Salle le 5 mai
Concert donné au bénéfice des Inst. W.I.Z.O.
ENGLISH CHAMBER ORCHESTRA
Soliste : Maurice **HASSON**
Direction : Emanuel **KRIVINE**
ELGAR, MOZART, BEETHOVEN, SCHUBERT

LE RANELAGH, 5, rue des Vignes (16e) — Mardis 6, 13, 20, Jeudi 29 mai (Werner.)
EDITH **FISCHER**
Intégrale Sonates piano **BEETHOVEN**

INSTITUT NEERLANDAIS, 121, rue de Lille — Mercredi 7 mai à 20 h 30 (P.e. Valmalète.)
ANJA WIJK mezzo-soprano
Hein Meens ténor
Ed. SPANJAARD
Tilly KEESSEN piano
SCHUBERT, FAURE, DEBUSSY, SCHUMANN, POULENC

SALLE PLEYEL — Jeudi 8 mai à 20 h 30 (Dandelot.)
« Grands Récitals » YEHUDI **MENUHIN**
Sonates pour violon seul de J.-S. Bach et B. Bartok

SALLE GAVEAU — Jeudi 8 mai à 20 h 30 (P.e. Kiesgen.)
Récital de clavecin
Orchestre du Conservatoire de Paris
Direction : Sylvain **CAMBRELING**
avec **Michel OUDAR** piano
Bach-Webern, Schumann, Chopin, Debussy

SALLE CORTOT — Vendredi 9 mai à 21 heures. Invitations à la Salle (P.e. Kiesgen.)
Licenciée de l'Ecole Normale de Musique
Tohié WABA mezzo-soprano
au piano : Carlos CEBRO
Mozart, Brahms, Strauss, Wolf, Duparc, Ravel...

L'INSTITUT NEERLANDAIS, 121, rue de Lille — Samedi 10 mai, Dimanche 11 mai à 17 heures, 18 h 30 et 20 h 30. ENTREE LIBRE (P.e. Valmalète.)
Week-end de **JAZZ**
LEO CUYPERS piano
Ensemble Percussion Martin van **DUYNHOVEN**
Maarten van **REGTEREN ALTENA** contrebasse
SURINAM MUSIC Ensemble

SALLE GAVEAU — Samedi 10 mai à 17 heures (P.e. Werner.)
Amis Musique de Chambre Radio France
TRIO D'ARCHI DI ROMA
Haydn, Schubert, Giuliani, Mozart

EGLISE des BILLETTES — Dimanche 11 mai à 17 heures (P.e. Kiesgen)
William CHRISTIE
Récital de clavecin
Bach - Royer
Scarlatti - Fischer

SALLE PLEYEL Salle Chopin — Lundi 12 mai à 20 h 30 (Dandelot, P.e. Mondial Musique.)
Centre Culturel Hellénique « Jeunes Musiciens Grecs »
S. GADELI flûte
P. KALATZOPOULOS guitare
BURKHARD, BRITTEN, RAVEL...

EGLISE ST-GERMAIN-DES-PRES — Mardi 13 mai à 21 heures. Loc. Eglise Royal Fest. 10, r. Royale (P.e. Kiesgen.)
BACH
MESSE EN LA MAJ.
CANTATE BWV 150
JOSQUIN, LASSUS, SCHUTZ motets a cappella
G. PIETTI - EL. GUY - KUMMER
R. OUDOT - E. KUMMER
Orch. Bernard Thomas
chorale **« AUDITE NOVA »** de Paris
dir. Jean SOURISSE

SALLE GAVEAU — Jeudi 15 mai à 21 heures (P.e. Valmalète.)
VICHNEVSKAIA ROSTROPOVICH
interprètent avec leurs enfants Olga et Alexander
PESKANOV violoncelle et piano
Elena et Pieter **DANIEL** piano et violon
HAENDEL, SCHUBERT, CHOSTAKOVICH

SALLE PLEYEL — Mercredi 28 mai à 21 heures. Location 7 mai (Kiesgen.)
KEMPFF
Beethoven - Schubert Chopin
(Les billets du 12 mars restent valables.)

ORCHESTRE DE L'ILE-DE-FRANCE
DIRECTEUR JEAN FOURNET

Messe du Couronnement .... MOZART
Gloria .... POULENC

Direction : Jean FOURNET

Solistes : Jocelyne CHAMONIN, soprano - Lyne DOURIAN, alto - Gérard FRIEDMANN ou Francis BARDOT, ténor - Jacques VILLISECH, basse — CHŒURS DE L'ILE-DE-FRANCE
(76) ROUEN - Théâtre des Arts : mardi 13 mai 1980, à 21 heures
(78) LE VESINET - Centre des Arts et Loisirs : mercredi 14 mai 1980, à 21 heures.
(75) PARIS - Eglise de la Madeleine : jeudi 12 juin 1980, à 21 heures.
(77) MEAUX - Cathédrale : vendredi 20 juin 1980, à 21 heures.



AU BAIN de MUSIQUE de FLAINE
(1600 m)
Vous trouverez, du 4 au 23 août 1980, et pour la 3e année consécutive :
— des cours d'interprétation donnés par Pierre BARBIZET, Raymond GALLOIS-MAUBRUN et Jean HUBEAU (piano et musique de chambre).
— Des cours d'instruments et de théorie donnés par des professeurs de l'ECOLE NORMALE DE MUSIQUE DE PARIS et des professeurs invités.
— Des cours pour adultes débutants.
— Des cours pour parents,
... et 65 pianos dans le plus beau des cadres alpestres.
Renseignements :
par téléphone M. et Mme PETITGIRARD 602-25-84 de 18 h. à 22 h.
par lettre ECOLE NORMALE DE MUSIQUE DE PARIS, Bain de Musique, 114 bis, boulevard Malesherbes, 75017 PARIS.

CONCERTS Radio France

CYCLE ACOUSMATIQUE
RADIO FRANCE Auditorium 105 — Mardi 6 mai à 20 h. 30 (Entrée libre)
Ecritures radiophoniques. Composition sonore de René FARABET
KAGEL - FARABET
Atel. de Créat. Radiophonique. Régie électro-acoust. INA-GRM

MUSIQUES TRADITIONNELLES
RADIO FRANCE Grand Auditorium — Mardi 6 mai à 20 h. 30
JAPON du XVIIe siècle à nos jours

SAISON LYRIQUE
RADIO FRANCE Grand Auditorium — Vendredi 9 mai à 20 heures
HINDEMITH **MATHIS DER MALER**
M. NAPIER, R. HANSMAN, E. GREGER, J. SHIRLEY-QUIRK, G. TALLEY, R. GILL
CHŒURS DE RADIO FRANCE
NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE
Dir. : Ernst MAERZENDORFER

RÉCITAL D'ORGUE
EGLISE DES BLANCS-MANTEAUX — Lundi 12 mai à 20 h. 30
Bernard FOCCROULE
Jolas, Boxheimer, Darasse, Boucourechliev, Lejet, de Macque

CYCLE ISAAC STERN
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES — Mardi 13 mai à 20 h. 30
CHOSTAKOVITCH - BARBER TCHAIKOVSKY
ORCH. NATIONAL DE FRANCE
Dir. Kiril Kondrachine

MUSIQUES SACRÉES
SAINT-LOUIS DES INVALIDES — Vendredi 16 mai à 20 h. 30
ROSSINI - VERDI
T. ZYLIS-GARA, A. HAFE, L. ALVA, M. RINTZLER
CHŒURS DE RADIO FRANCE
Nouvel Orch. Philharmonique
Dir. : Nello SANTI

CYCLE ISAAC STERN
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES — Mardi 20 mai à 20 h. 30. MAISON DES ARTS - CRETEIL — Mercredi 21 mai à 20 h. 30
Orchestre National de France
SAINT-SAENS - BARTOK
MENDELSSOHN - R. STRAUSS
Dir. : Neville Marriner

LOS ANGELES PHILHARMONIC ORCHESTRA
SALLE PLEYEL — Jeudi 22 mai à 20 h. 30
Dir. : Carlo-Maria GIULINI
HAYDN - RAVEL - BRAHMS

Location : Radio France, Salles et Agences



lundi 12 mai 20 h 30 ›
atelier Lutoslawski
Witold Lutoslawski
dirige et présente ses œuvres
Jeux Vénitiens
Préludes et Fugue pour treize cordes
THEATRE DE LA VILLE
loc. 274.11.24

8-9-10-11 MAI - DERNIÈRES
(Relâche exceptionnelle le 6 mai.)
THEATRE GERARD PHILIPE DE SAINT-DENIS
REGARDEZ LES HOMMES TOMBER
par les **HAUSER ORKATER**
Théâtre Musical Rock
loc.243.00.59 fnac-agences-copar
(Un rire unique.) *Le Monde.*
(Ironie et burlesque.) *L'Express.*
(Remarquable.) *Nouvel Observateur.*
(Oh ! Miracle.) *Le Figaro.*
(On est fasciné.) *Libération.*

SALLE GAVEAU
mercredi 7 mai - 21 heures
Bella Davidovich (piano)
Premier récital à Paris
Chopin : Préludes
Schumann : Carnaval
Location : Gaveau, FNAC

SPECTACLES

> Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
> **« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »**
> **704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34**
> (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 6 mai

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Espace Marais (271-10-19), 22 h. 30 : May Bertram.
Le Fanal (233-91-17), 19 h. 45 : L'une mange et l'autre boit.
Maison de la culture, Nanterre (721-18-81), 20 h. 30 : Bérénice.
Cartoucherie (365-16-27), 20 h. 30 : Rue Apocada.
Conservatoire (246-12-91), 20 h. 30 : le Monte-Plata.
Cartoucherie de la Tempête (328-36-36), 20 h. 30 : les Dernières Heures de Babylone.
Deux-Portes (361-24-51), 20 h. 30 : les Femmes savantes.
Sorano (374-73-74), 21 h. : Si jamais j'te pince.
Théâtre Jean-Vilar, Suresnes (772-38-80), 21 h. : Saint-Just.

Les salles subventionnées

Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : la Mouette.
Chaillot (727-81-15), 19 h. : Apéritif-concert ; 20 h. 30 : le Grand Magic Circus. — Gémier, 20 h. 30 : Honorée par un petit monument.
Odéon (325-70-32), 20 h. 30 : Du côté des îles.
Petit Odéon (325-20-32), 18 h. 30 : Traces.
T. E. P. (797-96-06), 20 h. 30 : Odets ; Brecht.
Petit T. E. P. (797-96-06), 20 h. 30 : Le mime Pradel.
Carré Silvia Monfort (531-28-34), 20 h. 30 : Théâtre-Danse Kootiyattam.
Théâtre de la Ville (887-54-42), 18 h. 30 : Centre national de danse contemporaine d'Angers ; 20 h. 30 : Jennifer Muller and the Works.

Les autres salles

Adyar (548-64-04), 20 h. 30 : le Jour ou la Nuit.
Antoine (208-77-71), 21 h. : Une case de vide.
Artistic - Athévains (272-26-77), 20 h. 30 : Un silence à soi.
Cartoucherie, Théâtre du Soleil (374-24-08), 20 h. 30 : le Général Pegnasola et l'Exilé Mateluna.
Cirque d'Hiver (700-12-25), 20 h. : le Bossu.
Cité internationale, Galerie, 20 h. 30 : la Mandragore. — Resserre, 20 h. 30 : l'Illusion comique.
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21), 20 h. 45 : J'suis bien.
Daunou (261-69-14), 21 h. : l'Homme, la Bête et la Vertu.
Edouard-VII (742-57-49), 21 h. : le Piège.
Essaïon (278-46-42), 20 h. 30 : Joker Lady.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 22 h. : Le Père Noël est une ordure.
Galerie 55 (326-63-51), 21 h. : Une marionnette, un mari honnête.
Gymnase (246-79-79), 20 h. 30 : l'Atelier.
Huchette (326-38-99), 20 h. 30 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Il Teatrino (322-28-92), 21 h. : les Dialogues putanesques.
La Bruyère (874-76-99), 21 h. : Un roi qu'a des malheurs.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir, 18 h. 30 : les Inentendus; 20 h. 30 : Juin 40 ; 22 h. 15 : Archéologie. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : les Visages de Lilith ; 20 h. 30 : Mort d'un oiseau de proie ; 22 h. 15 : Idée fixe. — III, 18 h. 30 : Parlons français.
Madeleine (265-07-99), 20 h. 30 : Tovaritch.
Marie-Stuart (508-17-80), 20 h. 30 : Haute surveillance ; 22 h. 30 : Rue du Cirque-Romain.
Marigny (225-20-74), 21 h. : l'Azalée.
Michel (265-35-02), 21 h. 15 : Duos sur canapé.
Michodière (742-95-22), 20 h. 30 : Coup de chapeau.
Montparnasse (320-89-90), 20 h. 30 : la Cage aux folles. — II, 20 h. 30 : Du côté de chez Colette ; 22 h. : Albert.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Un clochard dans mon jardin.
Œuvre (874-42-52), 20 h. 30 : Un habit pour l'hiver.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 30 : Joyeuses Pâques.
Plaisance (320-00-06), 20 h. 30 : la Loi sur les corps.
Présent (203-02-55), 20 h. 30 : l'Asile ; 21 h. : Fando et Lis.
Studio des Champs-Elysées (723-25-10), 21 h. : Blanchisserie Blanche.
Studio-Théâtre 14 (532-40-19), 20 h. 30 : les Serments indiscrets.
Théâtre 18 (226-47-47), 21 h. : Qu'un 1900 impur abreuve nos signaux.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 45 : 13 515 francs.
Théâtre-en-Rond (387-75-34), 20 h. 30 : le Dompteur, ou l'Anglais tel qu'on le mange.
Théâtre de Sparte (628-58-28), 19 h. : le Diable et le Bon Dieu.
Théâtre 347 (526-29-08), 21 h. : la Poube.
Théâtre de l'Union (770-90-94), 20 h. 30 : le Barbier de Séville.
Variétés (233-09-92), 20 h. 30 : Je veux voir Mioussov.

Les comédies musicales

La Péniche (205-40-39), 20 h. 30 : Utopopolis.
Bouffes-Parisiens (296-60-24), 21 h. : Phi-Phi.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. : Patricia Lai ; 21 h. : Pinter and Co. ; 22 h. 15 : la Revanche de Nana ; 23 h. 45 : Daniel Roux.
Blancs-Manteaux (887-15-76), 20 h. 45 : Areuh = MC2; 21 h. 30 : Raoul, je t'aime ; 22 h. 30 : les Belges.
Caf' Conc' (372-71-15), 21 h. : Phèdre à repasser.
Café d'Edgar (322-11-02). I, 20 h. 30 : Charlotte; 22 h. : les Deux Suisses; 23 h. 15 : Couple-moi le souffle. — II, 22 h. 30 : Riou-Pouchain.
Cafessaïon (278-46-42), 21 h. 30 : Jacques Charby.
Café de la Gare (278-52-51), 20 h. 30 : L'avenir est pour demain; 22 h. 30 : Quand reviendra le vent du nord.
Le Connétable (277-41-40), 20 h. 45 : Luce Dolène ; 21 h. 30 : C. Cerat ; 22 h. 45 : Bernard Dimey.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 22 h. : Six points de suspension ; 23 h. 30 : J.-P. Rambal.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 30 : Bill Deraime ; 21 h. 30 : C. Pereira ; 22 h. 45 : Essayez donc nos pédalos.
Croq' Diamants (272-20-06), 20 h. 30 : Mémoires de deux guitares ; 21 h. 45 : Star Walz ; 23 h. : Hiroshima Paradise.
L'Echaudoir (240-58-27), 21 h. 30 : C. Chardon et G. Sagel ; Nono Zammit.
L'Ecume (542-71-16), 20 h. 30 : Groupe Carioca ; 22 h. : Georgia.
Espace Marais (271-10-19), 20 h. 30 : Rue des Six-Boutiques.
Fer-Play (707-96-99), 22 h. : Alabama Blues ; 23 h. 15 : Beija-Flor.
Le Marche-Pied (636-72-45), 20 h. : Y. Pecqueur, M. Bijeault ; 21 h. : Andante, J.-M. Gonzalez.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Racontez-moi votre enfance ; 22 h. 15 : Du moment qu'on n'est pas sourd ; 23 h. 30 : Chansonges. — II, 21 h. : Ça s'attrape par les pieds ; 22 h. : Suzanne, ouvre-moi ; 22 h. 45 : Si la concierge savait.
Le Point-Virgule (278-67-03), 21 h. 30 : Cherche homme pour faucher terrain en pente.
Sélénite (354-53-14), I, 21 h. : Il faudrait essayer d'être heureux. — II, 21 h. : Sornettes d'alarme.
Splendid (887-33-82), 20 h. 45 : Elle voit des nains partout.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : P. et M. Jolivet ; 21 h. 30 : le Retour de Frankenstein ; 22 h. 30 : Otto Wessely.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : le Plus Beau Métier du monde ; 21 h. 30 : J. Blot ; 22 h. 30 : Didier Kaminka.
Vieille-Grille (707-60-93), 20 h. 30 : Bussi ; 22 h. 30 : Une cocaïne allemande. — II, 20 h. 30 : B. de la Salle ; 22 h. 30 : Carmela.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Sans le mot « con », monsieur, le dialogue n'est plus possible.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h. : Pétrole... Ane.

Le music-hall

Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h. : Los Machucambos ; les Pachacamac.
Forum des Halles (297-53-47), 18 h. 30 : Dominique Montain.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h. 30 : P. Font et P. Val.
Olympia (742-25-49), 21 h. : Charles Aznavour.
Porte-Saint-Martin (607-37-53), 21 h. : le Grand Orchestre du Splendid.

SPECTACLES POUR ENFANTS

(du 7 au 14 mai)

Carré Silvia Monfort (531-28-34), tous les mer., à 15 h. 30 ; sam. et dim., à 14 h. et 16 h. 30 : Cirque Gruss à l'ancienne.
Centre Pompidou (277-11-12), mer., à 14 h. 30 ; sam., à 11 h. : Animation pour enfants et adolescents ; le 14, à 17 h. : Trois coccinelles, un point c'est tout...

MARIONNETTES

Marionnettes du Luxembourg (326-46-47), le mer., à 14 h. 30, 15 h. 30 et 16 h. 30 ; le sam., à 15 h. et 16 h. : le Petit Ballon rouge.
Théâtre d'animation de Paris-Vincennes (365-44-41), le mer., à 14 h. 30 ; le dim., à 14 h. 30 et 16 h. 30 : Lettres de mon moulin.
Théâtre de la Gaîté-Montparnasse (322-16-18), les mardi, jeudi, ven., dim., à 14 h. 30 ; les mer., sam., à 15 h. 30 : Don Quichotte chevalier de la lune.

CIRQUE ET MUSIC-HALL

Square Hélène-Boucher, porte d'Italie (586-46-00), tous les mer. et sam., à 15 h. ; dim., à 14 h. et 16 h. : Cirque Rech.
Square Jean-Moulin (541-32-38), tous les jours, à 15 h. : Cirque Diana Moreno (dernière le 14).

THEATRE

Café d'Edgar (320-85-12), les mer., à 14 h. et 16 h. ; sam., à 15 h. : A quoi on joue ?
Cité internationale universitaire (589-38-69), tous les mer., à 15 h. : Pinocchio ; tous les jours sur réservation : le Diable aux trois cheveux d'or.
Théâtre Adyar (878-33-47), le 6, à 20 h. 30 ; le 7, à 14 h. 30 : le Jour et la Nuit.
Théâtre Astral (588-84-13), tous les mer., à 14 h. 30 et 15 h. 30 ; dim., à 15 h. 30 : Pierrot la plume ou le secret du poète.
Théâtre de Plaisance (261-35-36), tous les mer., à 14 h. 45 : Il était une fois la Lune.
Théâtre Point-Virgule (278-67-03), tous les jours, à 14 h. 15 (sauf sam.) ; sam., à 15 h. : Pissenlit cherche un ami ; tous les jours, à 15 h. 30 (sauf sam.) ; sam., à 16 h. 30 : Robespierre le petit lapin magique.

REGION PARISIENNE

Sartrouville, C A C (914-23-77) : Archipel.
Le Vésinet, CAL (976-32-75), les 10 et 11, à 15 h. : Rêvons le train.

EXPOSITIONS - ANIMATIONS

Aulnay-sous-Bois (868-00-22) : Troisième dimension (hologrammes-lasers).

AVIS DE CONCOURS
L'OPÉRA DE MARSEILLE recrute
— 1 VIOLON-SOLO (1re catégorie), le vendredi 29 mai 1980, 10 heures.
— 1 VIOLONCELLE (3e catégorie), le lundi 2 juin 1980, 9 heures.
— 1 PIANISTE-RÉPÉTITRICE (3e catégorie), le lundi 2 juin 1980, 14 heures.
— 1 VIOLON (3e catégorie), le lundi 30 juin 1980, 9 heures.
— 1 HAUTBOIS Second Soliste (2e catégorie), le lundi 30 juin 1980, 15 heures.
Tous renseignements utiles concernant l'inscription, les conditions de participation à ces concours pourront être obtenus sur simple demande adressée à M. l'Administrateur général de l'Opéra, 1, rue Molière, 13001 MARSEILLE. Tél. (91) 33-95-96.

EGLISE SAINT-LOUIS DES INVALIDES
MERCREDI 11 JUIN 1980 à 20 h 30
Fondation **Yves BRIEUX - USTARITZ**
(Aide aux Premiers Prix d'Orgue. Lauréats du Conservatoire national supérieur de Musique de Paris) (classe de Mme Rolande Falcinelli)
Pierre PINCEMAILLE
Premiers Prix d'Orgue (Exécution et improvisation) du C.N.S.M.
Admission par la Place Vauban
Entrée gratuite

JEUDI 8 MAI 20h30
EGLISE DE LA MADELEINE
BERLIOZ REQUIEM
ORCHESTRE COLONNE
dir. SYLVAIN CAMBRELING
location à l'église





SPECTACLES

La danse

Espace Marais (278-76-14), 18 h. 30 : le Plateau-Bascule.
Palais des congrès (758-27-78), 20 h. 45 : Opéra de Pékin.

Les concerts

Lucernaire, 19 h. 30 : A. Sorel (Beethoven, Schumann, Bach, Schoenberg, Fauré) ; 21 h. : F. Lieutaud (Fauré, Roussel, Glinka...).
Maison du Bon-Conseil, 20 h. 30 : Chœur Haendel ; E. Stroh, piano ; A.-M. Beck, mezzo-soprano ; A. Galissaire, dir. (chants sacrés et profanes).
Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : Ars Nova, dir. M. Constant (Takemitsu, Messiaen, Schuller, Stroe, Fouilliaud).
Cité internationale universitaire, 21 h. : Trio Scobaj (Mozart, Dvorak, Mendelssohn).
Salle Cortot, 21 h. : E. Naoumoff, M. Raditcheva, R. Maillard (Mozart, Brahms, Ravel, Naoumoff, Scriabine).
Eglise Saint-Séverin, 21 h. : Chorale et Orchestre P. Kuentz (Mozart).
Eglise Saint-Etienne-du-Mont, 21 h. : O. Caceres (Haendel, Bach, Weiss, Brouwer, Albeniz, Takemitsu, Vasquez).
Radio-France, grand auditorium, 20 h. 30 : Musique traditionnelle du Japon.
Salle Gaveau, 21 h. : Ensemble orchestral de Paris, dir. M. Gendron (Schubert, Brahms...).
Théâtre du Ranelagh, 20 h. 30 : E. Fischer (Beethoven).
Sainte-Chapelle, 21 h. : A. Bernard (Vivaldi, Haendel, Torelli).

Jazz, pop, rock, folk

Bataclan (700-30-12), 20 h. : Sammy Magur.
Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. 30 : Dany Doriz Sextet.
Chapelle des Lombards (236-65-11), 20 h. 30 : Mimi Lorca ; 22 h. 45 : *Salsa musique*.
Dreher (233-48-44), 21 h. 30 : Bruce Grant Quintet.
Hippodrome de Pantin, 20 h. : Groupe Ten Z. Z.
Palace (246-10-87), 20 h. : Alain Chamfort.
Riverbop (325-93-71), 22 h. : Groupe Diaphane.

Dans la région parisienne

Boulogne, T. B. B. (603-60-44), 20 h. 30 : les Trois Jeanne.
Chelles, C. C. (421-20-36), 20 h. 30 : le Retour du chien.
Evry, Agora (077-93-50), 21 h. : Nous combattons pour la beauté des arbres.
Issy-les-Moulineaux, Maison pour tous (554-07-28), 21 h. : Du vent dans les branches de sassafras.
Palaiseau, Ecole polytechnique (941-82-00), 21 h. : B. Rigutto (Chopin, Schumann, Ravel).
Pontoise, Théâtre des Louvrais (030-46-01), 21 h. : Ensemble à cordes de jeunes solistes de la région parisienne, dir. M. Bleuse (Mozart).
Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe (243-00-59), 19 h. 30 : Regardez les *hommes tomber* ; 20 h. 30 : Au canard de Fou Tcheou.
Sannois, Centre Cyrano-de-Bergerac (981-81-56), 21 h. : Alex Métayer.
Sartrouville, Théâtre (914-23-68), 21 h. : Toto Bissainthe.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

Chaillot (704-24-24), 15 h. : Extase, de G. Matchy ; 19 h., Hommage à Judit Elek : Ue histoire simple ; 21 h., L'animathèque : Renaissance, de W. Borowczyk ; le Théâtre de M. et Mme Kabal, de W. Borowczyk.
Beaubourg (278-35-57), relâche.

Les exclusivités

L'ALBUM DE MARTIN SCORSESE (A., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Balzac, 8e (561-10-60) ; Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
APPARENCE FEMININE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
AU BOULOT JERRY (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83). — V.f. : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
L'AVARE (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
BLACK JACK (Ang., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
BUFFET FROID (Fr.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount-City, 8e (562-45-76).
LE CAVALIER ELECTRIQUE (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Wepler, 18e (387-50-70) ;
CERTAINES NOUVELLES (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
C'ETAIT DEMAIN (Ang., v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52).
CHERE INCONNUE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Studio, 5e (354-42-72) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Concorde, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Passy, 16e (288-62-34).
LE CIMETIERE DE LA MORALE (Jap., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
CINQ SOIREES (Sov., v.o.) : Cosmos, 5e (548-62-25).
DES ESPIONS DANS LA VILLE (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62), Biarritz, 8e (723-69-23).
LA DEROBADE (Fr., *) : U.G.C. Opéra, 2e 261-50-32).
DON GIOVANNI (Fr.-It., v. it.) : Vendôme, 2e (742-97-52), France-Elysées, 8e (723-71-11).
ELLE (A., v. o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Paramount-City, 8e (562-45-76) ; V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
L'ENTOURLOUPE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97), Caméo, 9e (246-66-44), Biarritz, 8e (723-69-23), Mistral, 14e (539-52-43).
L'EPOPEE DU RAMAYANA (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
L'ETALON NOIR (A., v.o.) : Seine-Ciné, 5e (325-95-99) ; V.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).
LES EUROPEENS (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
FILMING OTHELLO (A., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
FOG (A., *, v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; V.f. : Mistral, 14e (539-52-43).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91), jours pairs.
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U. G. C. Marbeuf, 8e (225-18-45), Cin'Ac Italiens, 2e (296-80-27).
GIMME SHELTER THE ROLLING STONES (A., v.o.) : Videostone, 6e (325-60-34).
LE GUIGNOLO (Fr.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70). Richelieu, 2e (233-56-70). Ambassade, 8e (359-19-08). Français, 9e (770-33-88). Nations, 12e (343-04-67). Fauvette, 13e (331-56-86). Gaumont-Sud, 14e (327-84-50). Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23). Gaumont-Convention, 15e (828-42-27). Wepler, 18e (387-50-70). Paramount-Maillot, 17e (758-24-25), Secrétan, 19e (206-71-33).
HAIR (A., v.o.) : Palais des arts, 3e (272-62-98).
L'HONORABLE SOCIETE (Fr.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).
I COMME ICARE (Fr.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
IMAGE D'UN DOUX ETHNOCIDE (Can.) : la Clé, 5e (337-90-90).
INFERNO (It., v.o.) (**) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v.f.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
INTERDITS (Scopitone, La Confesse, Milan bleu) (C.M.) : Marais, 4e (278-47-86).
J'AI VOULU RIRE COMME LES AUTRES (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (723-69-23). Ermitage, 8e (359-15-71). U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Helder, 9e (770-11-24). U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44), Miramar, 14e (320-89-52), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-30-22), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34). Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25), Murat, 16e (651-99-75), Secrétan, 19e (206-71-33), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
KRAMER CONTRE KRAMER (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40). Gaumont-Elysées, 8e (359-04-67) ; v.f. : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70). Berlitz, 2e (742-60-33). Richelieu, 2e (233-56-70). Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43). Athéna, 12e (343-07-48). Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27). Victor-Hugo, 16e (727-49-75). Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
MANHATTAN (A., v.o.) : Studio-Alpha, 5e (354-39-47). Paramount-Elysées, 8e (359-49-34); v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31). Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10)
MAMITO (Ant.) : Palais des arts, 3e (272-62-98).
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32)
MOMENTS DE LA VIE D'UNE FEMME (Fr.) : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; Moulin-Rouge, 18e (606-63-26).
LES MUPPETS (Ang., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46) — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Broadway, 16e (527-41-16), en mat. h. sp.
NOCES DE SANG (Mar., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34)
NOUS ETIONS UN SEUL HOMME (Fr.) (**) : Le Seine, 5e (325-95-99). H. sp.
ON A VOLE LA CUISSE DE JUPITER (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Ternes, 17e (380-10-41).
LE PRE (It., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille, 12e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (579-79-79).
QUADROPHENIA (Ang., v.o.) (**) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10)
RENCONTRE AVEC DES HOMMES REMARQUABLES (Ang., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
REGARDE, ELLE A LES YEUX GRANDS OUVERTS (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86)
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00).
SACRES GENDARMES (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
SCUM (Ang., v.f.) (**) : Capri, 2e (322-19-23) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
LE SEIGNEUR DES ANNEAUX (A., v.o) : Jean-Cocteau, 5e (354-47-62).
LE SEXE DES ANGES (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38); Elysées-Lincoln, 8e (359-39-14) ; Parnassien, 14e (329-83-11)
SHERLOCK HOLMES ATTAQUE L'ORIENT-EXPRESS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Broadway, 16e (527-41-16) ; Gaumont-Les-Halles, 1er (297-49-70) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50).
SIMONE BARBES OU LA VERTU (Fr.) : 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
STAR TREK (A., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
LE TAMBOUR (All., v. o.) : Boul' Mich, 6e (354-48-29).
TERREUR SUR LA LIGNE (A., v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Mercury, 8e (562-75-90) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
TESS (Fr.-brit., v ang.) : Studio Raspail, 14e (320-38-98).
TOM HORN (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Murat, 16e (651-99-75).
UN COUPLE TRES PARTICULIER (A., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (634-13-26) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96); Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE VAINQUEUR (A., v.o.) : Paris, 8e (359-53-99) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-89-75)
YANKS (A., v.o.) : Concorde, 8e (359-92-82) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; v.f. : Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90).
WOYZECK (All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

Les festivals

CYCLE JEAN-LUC GODARD : UNE HISTOIRE DU CINEMA, Action République, 11e (805-51-33) : le Petit Soldat.
FILM NOIR (v.o.), Grands-Augustins, 6e (633-22-13) : Pendez-moi hau tet court.
LES MARX BROTHERS (v.o.), Nickel Ecoles, 5e (325-72-07) : Un jour aux courses.
COMEDIES AMERICAINES (v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Touche pas à mon gazon.
CHARLIE CHAPLIN (v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42) : le Kid.
RENCONTRE DU FILM INSOLITE (v.o.-v.f.) : Espace Gaîté, 14e (320-99-34).
KUROSAWA-MIZOGUCHI (v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) : l'Intendant Sansho.
STUDIO GALANDE, 5e (354-72-71) (v.o.). 12 h. 15 : Fellini Roma ; 14 h. 25 : Rocky Horror Picture Show ; 16 h. 15 : Amarcord ; 18 h. 20 : Portier de nuit ; 20 h. 30 : Solo ; 22 h. 30 : Rocky Horror Picture Show.
SAINT-LAMBERT, 15e (532-91-68) (v.o.). En alternance : Délivrance ; Fellini Roma ; Lenny ; Satyricon.
CHATELET-VICTORIA, 1er (508-94-14) (v.o.). I. 14 h. : Un tramway nommé Désir ; 16 h. et sam., 0 h. 25 : le Dernier Tango à Paris ; 18 h. 10 : les Diables ; 20 h. 10 : Music Lovers ; 22 h. 20 : Orange mécanique. — II. 14 h. 30 : A bout de souffle ; 16 h. 10 et ven., 0 h. 30 : Easy Rider ; 17 h. 50 : Lenny ; 20 h. : Marathon Man ; 22 h. 10 : Love.
JACK NICHOLSON (v.o.), Grand Pavois, 15e (554-46-85) : En route vers le sud.
ROBERT ALTMAN (v.o.). Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93) : Un mariage.
SEMAINE DU CINEMA BRESILIEN (v.o.), Le Denfert, 14e (354-00-11) : la Droes de cinéma.
ORSON WELLES (v.o.), Action-Christine, 6e (325-85-78) : la Splendeur des Amberson.
HOMMAGE A ALBERT LAMORISSE, Palace-Croix-Nivert, 15e (374-95-04) : le Ballon rouge et Crin Blanc.
A. WAJDA (v.o.), Quintette, 5e (354-35-40) : Samson.
CYCLE RETOUR DU WESTERN (v. o.), Olympic, 14e (542-67-42) : Juge et hors-la-loi.
LUIS BUNUEL, Olympic, 14e (542-67-42), en alternance : Viridiana ; Simon du Désert ; la Montée au ciel ; la Vie criminelle d'Archibald de la Cruz ; Los Olvidados ; l'Ange exterminateur ; la Mort en ce jardin ; Nazarin.
FESTIVAL R. REDFORD (v.o.), Calypso, 17e (380-30-11), 13 h. 30 : Jérémiah Johnson ; 15 h. 30 : Nos plus belles années ; 17 h. 45 : l'Ultime Randonnée ; 19 h. 50 : les Hommes du président ; 22 h. 05 : Gatsby le magnifique ;
NICOLE STEPHANE, UNE FEMME DANS LE CINEMA, Olympic, 14e (542-67-42) : T.N.P. ; les Enfants terribles.
FILMS LES PLUS CHERS DU MONDE, Eldorado, 10e (208-18-76) : Barbarella.

Les films nouveaux

MOUSAKI, film japonais de Toshiho Gotoh (v.f.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91); Napoléon, 17e (380-41-46).
LE MALADE IMAGINAIRE, film italien de Tonino Cervi (v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
A VENDRE, film français de Christian Drillaud : Saint-Séverin, 5e (354-50-91), jours pairs.
LE PIEGE, film américain de David Schmoeller (*) (v.o.) : Styx, 5e (633-08-40) ; Parnassien, 14e (329-83-11). — V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).
LES SOUS-DOUES, film français de Claude Zidi : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LA BANDE DU REX, film français de 108-13 (*) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Quintette, 5e (354-35-40)) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31); Hollywood-Bd, 9e (770-10-41) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
MARATHON D'AUTOMNE, film soviétique de Gueorgui Danelia (v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12)
REVANCHE A BALTIMORE, film américain de Robert Ellis Miller (v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C.-Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LA REVOLUTION DE LA CONFITURE, film suédois d'Erland Josephson (v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

le grand blond avec une...

SAINT LAZARE PASQUIER 3 CINEMAS
KRAMER CONTRE KRAMER
CHÈRE INCONNUE
SHERLOCK HOLMES ATTAQUE L'ORIENT-EXPRESS

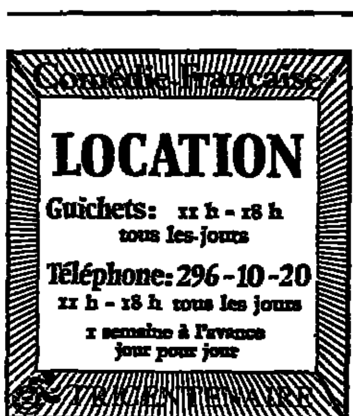


3e MOIS
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
FRANCIS PERRIN
J'SUIS BIEN!
de GÉRARD LAMBALLE
Location: Théâtre, Agences et par Téléphone 256 02 15

ODÉON 325.70.32
THÉÂTRE NATIONAL
du 29 avril au 1er juin
du côté des îles
de Pierre LAVILLE
mise en scène Jacques ROSNER
Jeune Théâtre National

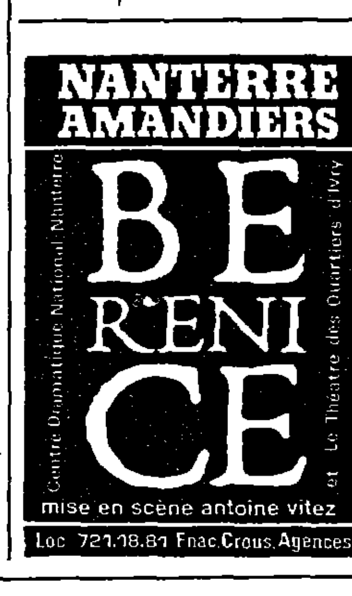


théâtre de la commune
Square Stalingrad - 93 Aubervilliers - 833.16.16 (métro Quatre-Chemins).





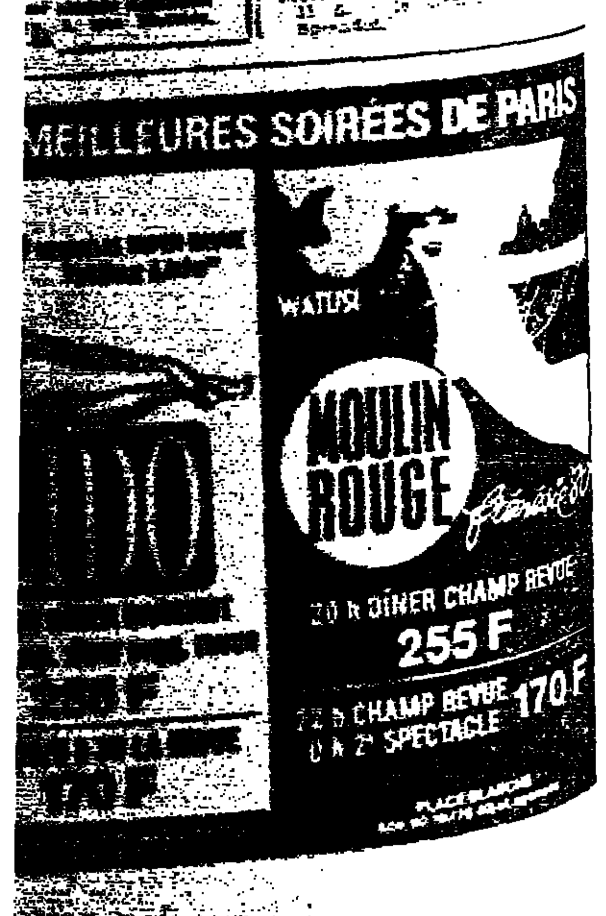




MERCREDI
LE PARIS VO • CINEMONDE OPERA VF • CAPRI GRANDS BOULEVARDS VF
ST LAZARE PASQUIER VF • MONTPARNASSE PATHE VF • GAUMONT CONVENTION VF
LES NATION VF • PLM ST JACQUES VO • ST MICHEL VO
BURT REYNOLDS
JILL CLAYBURGH • CANDICE BERGEN
dans un film de ALAN J. PAKULA



ARGENTEUIL Alpha • BELLE EPINE Thiais • EVRY Gaumont • LES 3 VINCENNES



RADIO-TÉLÉVISION

VU

Le feu à Londres

Il n'y a pas plus lourd, plus figé, plus crispé que notre information télévisée. La réforme n'a strictement rien changé, contrairement à ce qu'on espérait, aux pesanteurs de ce gros tas de pellicule en boîte, d'images en conserve et de films d'archives vieux de dix mois qui servent habituellement à illustrer les nouvelles du jour. Tenez : lundi soir, encore, on en a eu la preuve a contrario.

M. Giscard d'Estaing était en train de passer sur FR 3, devant ses répétiteurs de l'audio-visuel, le bac blanc mensuel destiné à lui permettre de triompher à la fin de sa terminale. C'était très moyen. On change de chaîne sur le coup de 20 h. 40 et dans quoi est-ce qu'on tombe sur Antenne 2 ? Dans le journal, prolongé de dix minutes et même davantage, pour pouvoir nous présenter en direct, ô miracle, la libération des otages de l'ambassade d'Iran, à Londres, transmise au même moment sur tous les écrans britanniques. Les lueurs de l'incendie, les bobbies courant dans tous les sens avec leurs civières, les d x tireurs d'élite placés près du balcon enflammé, l'événement en train de se faire, là, sous notre nez. C'était fan'astique. Et pour nous absolument inespéré.

On s'appelle, on se rameute et quand tout le monde est enfin réuni devant le poste : quoi, qu'est-ce que c'est ? Qu'est-ce qui se passe ? Voilà que Patrick Poivre d'Arvor vient s'excuser, un peu gêné de cette entorse à l'horaire habituel. On allait laisser les otages à leur sort, on les retrouverait plus tard. L'heure était largement dépassée de nous parler de Singapour, de Hongkong et de Taïwan dans le cadre de Question de temps. A vous Louis Bériot.

C'était bien le moment de courir à Taïwan. Ce n'est pas là qu'il y avait le feu, c'était à Londres. De colère, on aurait cassé nos carreaux. Et si on est resté planté devant en fulminant — ce qui est injuste, je sais bien, les reportages étaient bons, — c'est dans l'espoir d'un retour précipité à Hyde Park devant l'ambassade.

Soyons justes, on y a eu droit. Trop tard cependant. On est arrivé après la bataille. Pantelants, déboussolés, la tête toute bruissante de statistiques concernant l'Asie du Sud-Est et les neuf cent millions de Chinois, on ne saisissait pas bien combien les assaillants avaient fait de prisonniers, combien il y avait de survivants. Curieusement on avait même du mal à s'accommoder et à distinguer comme ça, de but en blanc, les otages qu'on venait de libérer. Pour une fois que nos lucarnes s'ouvraient directement à l'actualité la plus brûlante, c'est le cas de le dire, pourquoi diable les avoir aussitôt refermées ? Etonnez-vous après ça de voir l'écoute de la radio remonter en flèche au détriment de la télé.

CLAUDE SARRAUTE.

Mardi 6 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 30 L'île aux enfants.
18 h 55 C'est arrivé un jour.
Je vous rends compte respectueusement...
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Spécial parents.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.

Henri Spade
Mathieu, Gaston, Peluche.
Editions France-Empire

20 h 35 Dramatique : Mathieu, Gaston, Peluche.
Réalisation de S. Bernard, avec J.-M. Thibault, J. Martinelli, M. Lejeune, L. Conte, R. Bussière.
Mathieu, pour se consoler de son veuvage, s'est pris d'amitié pour un cheval (Gaston) *et un chien* (Peluche). *Il apprivoise les deux animaux et part à l'aventure avec ces nouveaux compagnons.*
22 h. 15 Documentaire : Frédéric, une deuxième naissance.
Ouvrez-moi cette porte où je frappe en pleurant
L'autisme, l'image, la télévision, au jour le jour, avec un peu d'espoir.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 30 C'est la vie.
Les enfants maltraités.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.

nouveautés
Pour réussir...
LES ABC du BAC NATHAN
français, philosophie, histoire, géographie, biologie, physique, chimie, mathématiques, économie, comptabilité*, économie d'entreprise*

20 h. 40 Les dossiers de l'écran : Le « France » de 1956 à 1979.
En direct de l'ancien *France*, transformé, réaménagé et rebaptisé *Norway*, un reportage sur le dernier des grands transatlantiques, historique de l'« affaire » compris.
22 h Débat : Pourquoi le « France » ne s'appelle plus « France » ?
Avec les commandants C. Pettre, dernier commandant du « France » ; G. Croisile, premier commandant du « France » ; J.-M. Guillou, commandant du « Mermoz » ; MM. J. Bricout, secrétaire général de l'ancienne Compagnie générale transatlantique ; F. Legain, secrétaire général de la Fédération des syndicats maritimes C.G.T. ; P. Essig, directeur général de la marine marchande ; N Vissnoff, historien de la marine, et S. Wickham, professeur à l'université Paris IX - Dauphine.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre.
Le R.P.R. (Rassemblement pour la République).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : le soleil de Versailles.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma pour tous : « Mathias Sandorf ».
Film français de G. Lampin (1962), avec L. Jourdan, F Sabal, S. Vergano, V. Fabrizi, B. Blier, R. Mary, A. Casas, C. Studer (rediffusion).
En 1868, dans un pays d'Europe centrale, un aristocrate, chef secret d'un mouvement révolutionnaire, est dénoncé par ses ennemis et enfermé dans une forteresse.
22 h 10 Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « 1572. Chronique au temps de Charles IX », d'après P Mérimée
19 h. 30, Sciences : Altération et conservation des peintures au musée du Louvre.
20 h., Dialogues franco-finnois : « Entre l'Est et l'Ouest, rôles respectifs de nos deux pays », avec K. Sorsa et L. Jospin.
21 h. 15, Musiques de notre temps, avec P. Hersant.
22 h. 30, Nuits magnétiques : Cinémathèque en liberté.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 30, *En direct de Radio-France : Cycle des* sonates de Beethoven, par E. Heidsieck ; 19 h. 30, France et musique ; 20 h., Actualités lyriques.
20 h. 30, Concert (cycle Rameau) donné au Conservatoire national supérieur de musique de Paris : récital de clavecin : « Sixième ordre » (Couperin), « Cinq sonates » (Scarlatti), « Suite en la majeur » (Rameau), par Huguette Dreyfus.
22 h. 30, Ouvert la nuit : Domaines de la musique française, éditions et manuscrits musicaux ; 23 h., Portrait de famille : les Casadesus, œuvres de Mozart, Bach, Casadesus, Chabrier ; 1 h., Douces musiques : Beethoven et Haydn.

Mercredi 7 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 35 Les visiteurs du mercredi.
De C. Izard.
Avec les marionnettes Sibor et Bora ; 13 h. 45, Déclic ; 14 h. 8, Scoubidou ; 14 h. 29, Interdit aux plus de dix ans ; 14 h. 59, Les aventures de Black Beauty ; 15 h. 23, Spécial dix-quinze ans ; 16 h. 20, Parade des dessins animés ; 17 h. 2, La main rouge : sauve qui peut ; 17 h. 23, Studio 3.
18 h 10 Auto-mag.
18 h 30 L'île aux enfants.
18 h 55 C'est arrivé un jour.
Le train fantôme.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Et pourquoi ne pas faire une cure thermale ?
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
19 h 55 Tirage du Loto.
20 h Journal.
20 h 35 Dramatique : « le Mandarin ».
De J. Cosmos et M. Bozzuffi, réalisation P. Jamin. Avec C. Vanel, F. Fabian, M. Bozzuffi, P. Santini...
21 h. 55 La rage de lire.
Magazine de G. Suffert : le roman historique est-il une trahison ?
Très Sage Héloïse, de J. Bourin ; *le Maître de Hongrie*, de M Jullian ; *Clarisse*, de C. Saint-Laurent ; *Torool le vilain*, de J.-M. Soyez ; *Quand surgira l'étoile Absinthe*, de M. Peyramaure, et *la Colère des dieux*, de D. Kircher.
22 h. 55 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : La Crétoise.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Les mercredis d'Aujourd'hui madame.
15 h 15 Série : Au cœur du temps.
Le chemin de la lune.
16 h 10 Récré A 2.
Rébus ; Wattoo-Wattoo ; Emilie ; Maraboud' ficelle ; La panthère rose ; Anagrammes ; Popeye ; Zeltron ; Sport : l'aïkido ; Albator.
18 h 10 Cours d'anglais.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Montand d'hier et d'aujourd'hui.
De J.-C. Averty.
21 h 55 Mi-fugue, mi-raison.
Saint-Tropez, mythe des vacances.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h Travail manuel.
Le tôlier ; les petits métiers qui disparaissent.
18 h 30 Pour les jeunes.
De truc en troc : jeu ; Le professeur Balthasar.
18 h 55 Tribune libre.
L'U.N.C. (Union nationale des combattants).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : Messieurs, le Roi !
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma. Un film, un auteur : « Mariage ».
Film français de C. Lelouch (1974), avec B. Ogier, Rufus, M. Dea, C. Cellier, B. Le Coq, G. Dournel, O. Freitag, M. Vade, A. Basnier.
Chronique de la vie d'un couple qui s'est marié et installé dans une maison de la côte normande le 5 juin 1944 et qu'on revoit tous les dix ans, en 1954, 1964 et 1974, pour l'anniversaire du débarquement allié.
Un film d'une noirceur et d'un pessimisme surprenants de la part de Claude Lelouch. Constat d'un naufrage conjugal, atmosphère à la Strindberg et dérision sociale.
22 h 5 Journal.

FRANCE-CULTURE

14 h., Sons : Hongkong (ballade en sampan).
14 h. 5, Un livre, des voix : « le Père mort », de M. Barthelme.
14 h. 47, L'école des parents et des éducateurs : Modèles familiaux d'ailleurs.
15 h. 2, Point d'interrogation : Les grandes civilisations (l'islam).
16 h., Contact.
16 h. 18, *Les travaux et les jours*... de l'inventeur de l'héli-dirigeable.
16 h. 50, Actualité : à Neufchâteau.
18 h. 30, Feuilleton : « 1572. Chronique au temps de Charles IX », d'après P. Mérimée.
19 h. 30, La science en marche : Une béchamel au chocolat.
20 h., La musique et les hommes : « les Traverses du temps », de S. Ganzl et J. Prodromidès (En différé de l'Opéra de Nantes.)
22 h. 30, Nuits magnétiques : Cinémathèque en liberté.

FRANCE-MUSIQUE

12 h., Musique de table : « White Peacock » (Griffes), « Billy the Kid » (Copland), « Trick or Treat » (Grofe) ; 12 h. 35, Jazz classique : Tout Duke ; 13 h., Les musicologues.
14 h., Microcosmos ; 14 h. 10, Les nouveaux répertoires ; 14 h. 20, Kaléidoscope : Mozart, Bartok, Berio, Stockhausen, Stravinski ; 16 h. 30, Le jeu des énigmes ; 15 h. 30, Les grotesques de la musique : le festival selon Hoffnung ; 17 h., Haute infidélité : les instruments du siècle ; 17 h. 30, En contrepoint.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz-time.
20 h., Nouveaux talents, premiers sillons : Laszlo Horvath, clarinette.
20 h. 30, Cycle symphonique : « Symphonie n° 7 en ut majeur Leningrad », de Chostakovitch, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Y. Ahronovitch.
22 h. 30, Ouvert la nuit : Le lied shubertien ; 23 h., Portrait de René Kollo : œuvres de Strauss, Ravel, Mozart, Bizet, Hindemith, Beethoven, Mahler, Lehar, Wagner, Vivaldi, Korngold, Stravinski ; 1 h. 30, *Les grandes voix* : Tony Poncet.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 6 MAI

— *M. Alain Peyrefitte*, ministre de la justice, garde des sceaux, répond aux questions des auditeurs au cours du magazine « Le téléphone sonne » de France Inter, à 19 h. 20.

MERCREDI 7 MAI

— *M. Jean-Pierre Soisson*, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, parle du sport pour tous, au cours du journal de TF 1, à 13 heures.

— *M. Yvon Bourges*, ministre de la défense, est l'invité de « Face au public » de France Inter, à 19 h. 10.

PASSIONNANT
Chaque mois depuis 150 ans, toute la vie en France et à l'étranger vue, expliquée et commentée par les écrivains, journalistes, savants et hommes politiques les plus renommés, dans :
LA REVUE DES DEUX MONDES
la plus ancienne et la plus jeune des revues françaises.
Comme des milliers de lecteurs, abonnez-vous et profitez des tarifs réduits d'abonnement à l'occasion du cent-cinquantenaire de la revue.
Bon pour un abonnement privilégié à l'occasion du 150e anniversaire
Je souscris un abonnement à la Revue des deux Mondes "cochez d'une croix la formule choisie".
Abonnement d'essais de
☐ 6 mois : 75 F au lieu de 100 F.
☐ 1 an : 150 F pour 18 numéros au lieu de 170 F pour 12 numéros.
☐ 2 ans : 250 F pour 30 numéros au lieu de 340 F pour 24 numéros.
Indiquez le mode de paiement employé :
• Virement C.C.P. PARIS 58.88.40 (joindre les 3 volets) ☐
• Chèque bancaire ☐
• Mandat ☐
Nom ______ Prénom ______
Adresse ______
Code postal ______ Ville ______
A remplir lisiblement et à faire parvenir à :
REVUE DES DEUX MONDES 15, rue de l'Université - 75007 PARIS

LETTRES

Pierre Viansson-Ponté chroniqueur du futur

(Suite de la première page.)

A la réflexion, ce trait de caractère est aussi un trait de lumière. La sensibilité de Pierre Viansson-Ponté, loin de donner à ses articles du samedi un éclat fugitif, leur assure la longévité parce qu'elle l'aide à déceler le grand mal de notre demi-siècle : une dépolitisation sournoise qui substitue les techiques du confort et du plaisir aux morales du bonheur. Un an presque exactement avant de disparaître, il citait cette confidence d'un professeur de faculté : « *Jamais, depuis trente ans que j'enseigne, je n'ai connu une génération aussi complètement dépolitisée.* » Qu'est-ce à dire ? Comme, d'une part, toutes les idéologies qui prétendent unifier le genre humain sous leur férule ont été conduites au dépérissement par les effets de leur ressemblance et comme, d'autre part, ce qu'il reste de la démocratie libérale se présente sous l'aspect d'un barrage défensif, la distance est de plus en plus grande entre l'engagement politique et le service d'un idéal.

Ce n'est pas la ferveur qui manque, mais l'utopie est vraiment devenue le « *pays de nulle part* ». Comment s'en rapprocher si, déçu par trop de faux « modèles », on n'ose même plus se la représenter ? Francis de Pressensé disait, au début du siècle, qu'il avait trouvé dans le socialisme « *le maximum de religion* ». La *société de consommation, que Pierre* Viansson-Ponté préfère nommer « *la société de comparaison* », où chaque catégorie pense d'abord à son « indice » par référence à celui de sa voisine, se satisfait du maximum d'irreligion. A l'heure du *marketing* et du *mailing*, qui songerait à lancer un journal en lui donnant pour titre *la Justice* ? Or une politique mérite-t-elle son nom si elle n'est pas d'abord une réponse aux problèmes et à l'angoisse des autres ?

« *Le silence et la fureur* » : telles sont les deux branches de l'alternative que Viansson-Ponté craignait de voir se refermer sur une jeunesse partagée entre beaucoup d'indifférents et quelques enragés. Mais les jeunes ne sont pas seuls en cause. Rappelez à l'un de nos princes (j'ai tenté l'expérience) le précepte d'Emerson : « *Il faut relier son char à une étoile.* » On vous répondra par une mimique : « *Une étoile ? La mienne me suffit.* » La dépolitisation dont nous souffrons ressemble à ce ciel vide. Elle suscite moins d'irritation que les jeux de la « politique politicienne », mais elle endort la France plus sournoisement et plus sûrement.

Fort de cette inquiétude, Pierre Viansson - Ponté compose, au fil des semaines, un véritable *Essai sur les mœurs*. Cette référence au chef-d'œuvre de Voltaire est justifiée par une qualité dont la rareté rehausse le prix : l'alliage de l'audace critique et d'un esprit de tolérance poussé jusqu'au procédé. Les chroniques les plus actuelles (celles qui n'ont pas une ride, principale*ment la toute dernière, écrite sans* la moindre rature apparente par un agonisant) sont construites comme une controverse.

Premier temps : l'observateur décèle et révèle — à l'aide des signes que lui fournissent un fait ou un texte souvent passés inaperçus — ce qui, dans une société en pleine mutation, est vraiment neuf et chargé d'avenir.

Deuxième temps : il engage une procédure interlocutoire, va jusqu'au bout des interprétations, des plaidoiries, des réquisitoires opposés en recourant systématiquement à la citation pour être sûr de ne solliciter ou de ne travestir aucune pensée.

Troisième temps : il suggère ou formule sa propre conclusion tout en laissant le lecteur libre de la nuancer ou de la contredire grâce aux éléments d'appréciation qu'il a proposés lui-même à son seul jugement.

Cette manière originale obéit à une éthique de la mesure, à une sorte de courroux de la sensibilité et de la raison qui déshonore le fanatisme et frappe, par contraste, d'une implacable désuétude les provocations calculées. C'est pour servir durablement « *la cause des femmes* » que Viansson-Ponté adjure le féminisme de ne pas se transformer en haine. Parce qu'il croit à la *nécessité d'un ordre, donc d'une* police, et ne craint pas de l'écrire, il refuse de se résigner aux « bavures ». Parce que son instinct de la tendresse (encore un mot dont il n'a pas peur) est universel et s'étend à la nature, il ose demander aux défenseurs de l'écologie de lui « *donner un autre nom* » pour ne pas discréditer « *d'utiles mises en garde... par l'équivoque qui résulte d'ambitions disparates et d'exigences abusives* ». Et c'est encore sur le même ton qu'il nous force à partager « *la plus haute des solitudes* », celle du travailleur immigré dont nos regards se détournent. En bref, Pierre était un dreyfusard incorrigible à la manière et à l'instar de Zola, qui — en jetant sa propre vie dans les balances de la justice — a dénoncé « *les faux patriotiques* », non pour nier la patrie, mais au contraire pour éloigner la souillure de son visage.

L'espoir

Car Pierre Viansson-Ponté épousait le patriotisme de son parent Hubert Lyautey, maréchal de France, bâtisseur du Maroc et, dès 1920, précurseur de son indépendance. Cet acte de foi et d'espérance — qui n'est pas une révélation pour les vrais témoins de sa vie — est même le dernier qu'il nous ait livré. Il a rendu l'âme le 7 mai 1979. Son ultime chronique, publiée le samedi 5 mai, avait été achevée le jeudi 3. Nourrie de chiffres qu'il a patiemment rassemblés et confrontés sur son lit de mort, elle se termine par cette citation : « *Oui, il y a un miracle français.* » Cet agonisant avait écrit en janvier 1977 : « *Toute l'histoire récente risque d'être ressentie comme une énorme mystification... Il ne reste plus, pour un temps, de recours que dans la « nouvelle politique », celle de l'espoir bien sûr...* » L'espoir ? Au début de mai 1979, Pierre était, depuis six mois, conscient de sa mort prochaine. Une fois encore — vingt-cinq ans après être entré dans le journalisme au sortir de la Résistance — il a surmonté ses souffrances pour reporter sur son pays la force et le devoir d'espérer.

Ses proches ont substitué l'ordre chronologique à la présentation par thèmes pour les textes écrits au cours du long hiver de sa maladie. Ils nous aident ainsi à saisir « l'autre regard » que Pierre a posé jusqu'au dernier jour sur les survivants et sur le rythme du monde. Il entre du miracle dans ce regard. Car, bien loin d'être obscurcies par la douleur ou par le regret, par l'ombre de je ne sais quel « *Il va falloir quitter tout cela* », les vingt chroniques de la fin sont les plus claires, les plus libres et, par le style, les plus légères. Elles sont relevées par une *sorte d'alacrité qui — mais oui !* — a la saveur de la joie. Faut-il croire qu'il a défié la mort ou qu'il l'a vaincue ? Sa fille Charlotte — que je revois, quelques heures après le dernier soupir, au-dessous de la chambre mortuaire, dans le square qui sépare le musée de Cluny de la Sorbonne et du Collège de France — nous donne la clef de ce faux mystère dans le poème bouleversant qui ouvre ce recueil et l'empêchera de se refermer : « *Il plaidait pour la vie et n'a pas dit ses autres mots.* »

MAURICE SCHUMANN

MERCREDI 7 MAI
COURSES A VINCENNES
Pari Jumelé dans toutes les courses
Pari Trio à chaque réunion
Retenez votre table au « Privé » 989-67-11
Prochaines soirées : 9, 13 et 16 mai

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Europa

SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE RÉALISÉ EN COLLABORATION AVEC LA STAMPA, THE TIMES ET DIE WELT

A CENT CINQUANTE JOURS DES ÉLECTIONS ALLEMANDES

« LE GOUVERNEMENT DU CHANCELIER SCHMIDT S'EST FAIT UNE IDÉE FAUSSE DE LA DÉTENTE »

nous déclare M. Franz-Josef Strauss

Dans cent cinquante jours, les électeurs allemands *décideront si M. Franz-Josef Strauss deviendra le nouveau chancelier de l'Allemagne fédérale. « Europa » a interviewé le candidat de l'opposition au Bundestag sur les relations entre l'Europe et les Etats-Unis, entre la France* et l'Allemagne, sur son sentiment au *sujet de la politique mondiale des Soviétiques et d'une Communauté européenne élargie. Comment M. Franz-Josef Strauss* voit-il la situation en Yougoslavie, après *Tito ? Croit-il en sa victoire de* l'automne ? Que pense-t-il de son adversaire, *M. Helmut Schmidt ? A la question* cruciale des rapports de l'Occident avec l'U.R.S.S., M. Strauss a notamment répondu : « Le gouvernement du chancelier Schmidt s'est fait une idée fausse de la détente. »

« M. Strauss, sur quelles bases est fondée la politique extérieure de la R.F.A. ?

— La politique extérieure de la R.F.A. est déterminée par nos *liens indissolubles* avec la Communauté européenne, notre fidèle attachement au pacte atlantique et notre volonté de collaboration pacifique avec les Etats de l'Est et du Sud-Est faisant partie de la zone d'influence communiste. La brutale agression *de l'Afghanistan* par l'Union soviétique a, une fois de plus, prouvé, sans doute possible, le caractère planétaire et durable de la politique extérieure soviétique, qui combine une politique de force impérialiste à des *objectifs de révolution mondiale* et d'exploitation coloniale. D'un autre côté, l'Occident, depuis 1960, a de plus en plus perdu conscience du problème que cette attitude posait, *obnubilé* par la mystique exacerbée de la « politique de détente et de paix ».

— Si vous étiez élu chancelier, quels points de la politique extérieure de la R.F.A. voudriez-vous modifier ? En termes concrets, vous sentiriez-vous lié, par exemple, aux traités avec l'Est sous leur forme actuelle ? »

— Ce sont des gouvernements chrétiens-démocrates qui, depuis *1950*, au cours d'un *labeur obstiné* et muet, ont jeté les bases d'un début de normalisation des rapports entre nous et les Etats du pacte de Varsovie. Nous sommes tous pour la détente. Il faut seulement savoir de *quelle détente* il s'agit. Pour l'Union soviétique, la détente n'est pas la fin de la querelle Est-Ouest. Pour elle, la guerre froide est une méthode, la détente une autre. Elle a recours à l'une ou à l'autre, selon ses objectifs, le succès qu'elle en attend et ses intérêts ou encore le moment et le lieu.

» Jusqu'à présent, le gouvernement de coalition de Bonn s'est trompé dans son estimation *de cette situation*. Il s'en est fait une idée fausse, en a donné une image, fausse également, procurant ainsi aux Européens un faux sentiment de sécurité. Depuis *1969*, le *gouvernement* fédéral, par suite d'une politique orientale hâtivement menée sous la contrainte du succès, déterminée par idéologie et lancée, au cours d'entretiens secrets, avec les *communistes* italiens, a conclu des traités donnant lieu à des interprétations contradictoires qui, à l'Est, ont débouché sur des espoirs dangereux. J'ai toujours souligné qu'une *détente réaliste* n'était possible qu'à trois *conditions* :

» 1) Ce n'est pas à une des parties d'imposer « sa » détente mais aux deux de la définir ;

» 2) La détente signifie un début d'équilibre militaire et ne doit pas être utilisée par une des parties comme un paravent derrière lequel *elle* met sur pied un *super-armement*, l'autre partie étant amenée à l'autoneutralisation *et* à la paralysie de ses capacités de défense ;

» 3) La détente est indivisible géographiquement. Celui qui menace le monde libre sur ses flancs vitaux, en Asie et en Afrique, met en danger sa sécurité *économique* et *militaire* de la même façon que le fait l'équipement en fusée de l'Europe centrale par l'Union soviétique.

» Dès janvier 1973, et en tant *que premier homme* politique de la CDU/CSU, j'ai souligné que, pour nous, le principe « Pacta sunt servanda » est toujours valable. Nous maintiendrons les traités passés avec l'Est et en tirerons le meilleur parti possible. Mais l'exégèse de ces traités *volontairement ambigus, et en* partie trompeurs, a déjà conduit à des conclusions contradictoires sur des points importants. *Pour* nous, la déclaration du *17 mai 1972* du Bundestag ainsi que les jugements rendus par le tribunal *constitutionnel* fédéral en 1973 et 1975 font foi et nous engagent.

La plus grande épreuve

— Comment voyez-vous vos relations avec les Américains ? Etes-vous partisan d'une plus grande dépendance des Européens vis-à-vis des Etats-Unis ?

— La pénétration géostratégique de l'Union soviétique dans la zone de crise qui va du nord de l'Afghanistan à la frontière sud-africaine a mis en lumière à quel point les Etats industriels occidentaux et leur économie (sur les chapitres de l'énergie et des matières premières) sont dépendants, fragiles et sensibles au chantage. *C'est pourquoi nos sociétés* industrielles hautement développées et nos démocraties libérales sont actuellement confrontées à la plus grande épreuve qu'elles aient jamais subie depuis la seconde guerre mondiale. Il s'agit maintenant d'un avenir commun dans la paix et la liberté. Les Américains et les Européens sont *tous dans la même galère*.

» Contrairement au chancelier *Schmidt, je n'ai pas, dans* ma politique et surtout lors de ma dernière visite aux Etats-Unis, cherché les différences mais souligné les intérêts qui sont communs aux Allemands, aux Européens et aux Américains. Il s'agit *maintenant*, en raison de notre propre *conviction, de notre propre estimation* de la situation et de notre propre *capacité de décision*, de *donner*, en commun avec les Etats-Unis, une réponse commune aux défis qui nous sont posés.

(Lire la suite page 26.)

APRÈS L'ÉCHEC DE LUXEMBOURG

Les institutions communautaires vont-elles s'adapter à un nouveau jeu politique ?

Le conseil européen a échoué par deux fois (Dublin et Luxembourg) à sortir l'Europe des difficultés nées des exigences britanniques. Le dossier a été renvoyé aux institutions ordinaires du traité de Rome. Comment évoluent aujourd'hui les pouvoirs du conseil, de la Commission, du Parlement européen ? Va-t-on vers un nouvel équilibre ?

« *LE secret de la mécanique communautaire, ce sont les institutions* », a dit un jour M. Edgard Pisani, député socialiste français au Parlement européen et ancien *ministre du général de Gaulle*, ajoutant : « *Comme le conseil des ministres a cessé de décider, la commission s'est découragée de proposer et le système bureaucratique n'a cessé de se développer.* » L'équilibre des institutions européennes depuis le traité de Rome n'a cessé d'évoluer en fonction des rapports de forces politiques, mais aussi des modalités de fonctionnement de chacune *d'entre elles, selon les moments* et les hommes qui les animent. Plusieurs rapports ont été demandés en 1979 à des équipes de « sages » sur cette question, ce qui prouve qu'elle méritait d'être posée. M. Valéry Giscard d'Estaing lui-même n'a-t-il pas parlé de « *dérapage des institutions* » ? Des propositions ont été faites de toutes parts.

L'heure est maintenant aux décisions. Arrivant vers la *moitié de l'année 1980, on observe* qu'un intéressant concours de circonstances risque de peser sur l'évolution communautaire en ce début de décennie charnière. Le Parlement de Strasbourg, *élu* depuis bientôt un an au suffrage universel, peut tirer le bilan d'un premier « exercice » pendant lequel il n'a pas cessé de faire parler de lui, lançant des initiatives audacieuses et prenant *parti dans les affaires* les plus délicates plutôt mieux et plus souvent en moyenne que chacun des Parlements nationaux. Il cherche maintenant à se situer au mieux dans les nouveaux « dialogues » institutionnels.

Le déclin de la Commission

La Commission de Bruxelles, organe central du dispositif communautaire, arrive à la fin de son mandat, ce qui signifie que ses nouveaux membres vont devoir être nommés et son nouveau président choisi avant la fin de l'année, pour quatre ans.

Par ailleurs, l'urgence et l'importance des décisions à prendre par les Neuf rendent aujourd'hui *les réunions du Conseil vitales*, tant lorsqu'il s'agit de rechercher *le moyen* de calmer le mécontentement britannique sur le budget que d'aménager le difficile fonctionnement du Marché commun agricole, ou encore d'harmoniser *les positions sur* les affaires du Proche-Orient par exemple.

Après avoir parlé pendant des années de coopération politique sans en faire beaucoup, on en vient étrangement à en faire plus *que jamais en* n'en parlant presque plus. Est-ce aussi inavouable politiquement qu'indispensable stratégiquement ? Toujours est-il que nombre de décisions d'intérêt commun, et non des moindres, se prennent maintenant *en pleine concertation*, d'une manière plutôt informelle, en dehors des officielles institutions communautaires. Comme les banques centrales, les ministères des affaires étrangères confèrent maintenant systématiquement par téléphone *et* par télex. Au-delà même, on a pu voir par exemple, il y a quelque temps, les ambassadeurs des neuf pays européens à Téhéran se *concerter pour établir le rapport* que chacun d'eux devait envoyer à sa propre administration centrale, rapport dans lequel ils se montraient tous plus ou moins réservés sur la perspective des sanctions économiques qu'ils estimaient *devoir se révéler peu efficaces*. En pratiquant des modalités d'existence nouvelles, la Communauté a changé et s'apprête, sans doute, à continuer de le faire.

Ainsi, l'importante question du rôle central *assigné à la* Commission dans le dispositif communautaire revient-t-elle sur le devant de la scène. En principe, organe de proposition indépendant destiné à imprimer à l'ensemble des pays membres des *orientations nouvelles, elle a vu* ce rôle progressivement dénaturé. Inspirée périodiquement elle-même par le conseil européen, elle s'est progressivement transformée en une sorte de simple secrétariat d'exécution : et le fait est devenu d'autant plus évident que l'actualité journalistique permanente de la vie communautaire s'est pas ailleurs largement déplacée entre les réunions *du Conseil de Bruxelles* à Strasbourg. Les commissaires ont perdu encore une partie de leur légitimité et de leur autorité dans la caisse de résonance des *médias au profit des députés* européens élus au suffrage universel.

Est-ce là une bonne ou une mauvaise orientation ? Nombreux sont ceux qui, dans le cénacle européen, considèrent qu'elle est en tout cas irréversible et que, s'il doit être admis que la Commission devienne une sorte d'exécutif technocratique, à tout *le moins* faut-il *entreprendre* de la composer d'hommes hautement compétents, ce qui n'a pas toujours été le cas jusqu'ici.

JACQUELINE GRAPIN.

(Lire la suite page 25.)

Les stratégies économiques des pays de l'Est

Un appel à l'Occident

***L'Union soviétique et ses alliés se présentent* plus que jamais comme un monolithe politique du fait de la tension internationale. Mais, sur le plan économique, la situation est bien différente. Cela vient aussi, mais en sens contraire, de la crise internationale. On voit même se profiler, dans les pays de l'Est, une dichotomie *entre la stratégie politique*, univoque, et les stratégies économiques, différenciées.**

Il faut en attribuer la raison au fait qu'une *base économique solide a fait défaut* au monolithisme politique. L'idéologie et l'économie n'ont pas marché du même pas. Dès le début, le Comecon a eu un péché originel en unissant un véritable continent, l'U.R.S.S., avec un réseau de minuscules satellites (1). *Cette différence* de nature a contraint l'U.R.S.S. à intervenir pour *soutenir* les économies plus faibles de ses alliés, mais également à transmettre à celles-ci toutes ses propres carences.

AU cours de la phase initiale, qui fut plutôt euphorique, tout s'articulait selon un modèle simpliste : c'étaient les économies de transformation des pays alliés, dépourvues d'énergie et de matières premières, qui se fournissaient *en U.R.S.S. pour y exporter par* la suite leurs produits manufacturés. L'immense et famélique marché soviétique achetait tout et payait à des conditions privilégiées, puisque les prix des matières premières pour les membres du Comecon furent pendant de longues années inférieurs aux cours mondiaux. En revanche, les prix industriels payés par l'U.R.S.S. à ses alliés *étaient supérieurs* aux *prix* mondiaux. Aux raisons économiques s'ajoutaient des raisons politiques : Moscou, grâce à ces subventions, payait la tranquillité de ces pays agités (surtout après les révoltes de Poznan, de Budapest et de Prague).

Dans le cadre déficitaire et à tendance autarcique du Comecon s'est peu à peu reproduite ainsi la composante négative des systèmes économiques *socialistes copiés sur le* modèle soviétique : manque d'efficacité, absence de critères économiques, mesures politiques imposées contre les calculs financiers ; finalement, l'U.R.S.S. et ses alliés s'échangeaient des produits *et* des installations toujours moins modernes à des prix toujours plus élevés.

Le retard technologique par rapport au monde industrialisé s'est donc accru. L'U.R.S.S. a commencé à comprendre qu'elle ne pourrait pas *soutenir* plus longtemps la concurrence stratégique planétaire dans des conditions à ce point inégales. De plus, la crise mondiale a été un catalyseur : elle s'est fait sentir dans l'économie soviétique (où le taux *de croissance a diminué* de plus de trois fois), mais elle a également ouvert pour l'U.R.S.S. la perspective de devenir pour les Occidentaux, et en premier lieu pour les Européens, un marché concurrentiel pour l'énergie et *les produits industriels*. C'est, en somme, le moment où, à Moscou, on a constaté que « l'empire coûtait trop cher ».

Il a été alors *signifié* aux alliés que les prix du Comecon *devaient* rattraper les niveaux mondiaux. Le pétrole, le gaz et les matières premières ne furent plus cédés à des conditions privilégiées (les « contingents » eux-mêmes ont été réduits, dans la mesure où l'U.R.S.S. cherchait à *augmenter ses exportations en* Occident), et les prix mondiaux furent appliqués aux produits soviétiques. De plus, Moscou exigea que les machines-outils et les *installations* se rapprochent des standards technologiques occidentaux.

La logique économique l'ayant *emporté*, un nouveau type de raisonnement s'est imposé aux plus petits pays. Ceux-ci demeurent encore orientés vers le gigantesque marché soviétique ; *toutefois*, s'ils veulent *satisfaire* les nouvelles exigences de l'allié-continent, ils doivent atteindre des standards de qualité et des prix concurrentiels plus ou moins proches de ceux qui sont pratiqués en Occident : Moscou ne regarde plus si l'étiquette des marchandises qu'elle achète est rouge.

L'unique moyen d'atteindre les normes occidentales, pour tous ces pays, est de s'adresser à l'Occident : importer les technologies occidentales pour offrir des produits susceptibles de concurrencer les produits occidentaux, en U.R.S.S. même. Le mouvement des affaires serait facile (une simple opération à cycle élargi), s'il n'y avait un obstacle déterminant : le manque d'une devise forte et convertible.

FRANE BARBIERI.

(Lire la suite page 26.)

(1) Comecon signifie Conseil d'assistance économique mutuelle. Il a été créé en 1949 et comprenait alors l'U.R.S.S., la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne et la Roumanie. L'Albanie, qui est devenue *membre en* 1950, a quitté le Comecon en 1961. Les derniers venus sont l'Allemagne de l'Est (1950), la *Mongolie (1960)*, *Cuba* (1972) et le Vietnam (1978).

Un dossier sur le secret bancaire

La protection du secret bancaire est une affaire délicate, traitée de manière différente suivant les pays européens. La France est celui où l'Etat a le *plus facilement accès à toutes* les informations bancaires sur les citoyens. La Grande-Bretagne et l'Italie sont dans des positions intermédiaires. L'Allemagne fédérale, l'Autriche et *la* Suisse tendent à protéger énergique*ment la liberté individuelle* des titulaires de comptes bancaires. La République fédérale craindrait, dans le cas où les autorités de Bruxelles entreprendraient une tentative d'harmonisation de cet ensemble, de voir l'Autriche et surtout la Suisse, qui sont en dehors du Marché commun, en *retirer un regain d'activité* économique et financière à ses *dépense*. « *Europa* » présentera dans le prochain numéro du *Monde* (daté jeudi 8 mai) le dossier comparatif du droit et de la pratique dans les différents pays en présence.

Les clés de la conjoncture

Une « pause durable » ?

LE panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la participation de Cégos-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulets de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par le regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) Croissance la plus forte possible ; b) Croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) Croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

APRES la folle escalade des prix et des taux d'intérêt des premiers mois de 1980, voici venir peut-être une « certaine » détente. Ainsi la courbe de l'inflation moyenne de nos quatre grands pays européens semble maintenant proche de son sommet, certes très élevé, de près de 19 %. De même, les taux d'intérêt se stabilisent, et même baissent légèrement comme en France, le recul de 20 % à 18,50 % du prime rate de plusieurs grandes banques américaines entraînant un sensible recul du dollar et le relâchement des pressions qui s'exerçaient sur les monnaies.

Tournons-nous d'abord vers les Etats-Unis avant de passer à nos quatre grands pays européens. Le fait saillant récent est la multiplication des signes d'essoufflement de la croissance. Les ventes au détail et la production industrielle ont reculé toutes les deux en mars, respectivement de 1,3 % et de 0,8 %. Pour la première fois, le taux d'utilisation des capacités productives a baissé de 83,9 % à 83 %, alors que simultanément le taux de chômage est remonté de 6 % à 6,2 %. L'économie américaine a-t-elle abordé au premier trimestre 1980, et pour une bonne fois, un tournant après les rebondissements des trimestres passés ? A cet égard, le changement constaté dans les enquêtes mensuelles de l'Association des responsables des services d'achat apparaît particulièrement significatif. Les acheteurs, après avoir souligné encore en février que le climat des affaires s'était amélioré, arrivent en mars à des conclusions nettement différentes : dégonflement des carnets de commandes et montée du pessimisme. Néanmoins, ils n'attendent pas de décélération de l'inflation.

Les autorités de leur côté, ainsi M. William Cox, du département du commerce, admettent que le tournant est pris et que l'économie américaine s'engage dans une mini-récession. Et elles en escomptent rapidement des effets favorables sur l'inflation. Il n'est pas sûr toutefois que les événements se déroulent comme elles le souhaitent. D'abord malgré le dégonflement des positions spéculatives sur les matières premières sous l'effet de la cherté du crédit — comme l'a montré l'exemple de l'argent-métal — les pressions inflationnistes peuvent encore se maintenir, voire parfois même se renforcer. Déjà, contrairement aux espoirs de M. Kahn, conseiller de la Maison Blanche, les prix pétroliers se tendent à nouveau. Par ailleurs, les salariés américains cherchent à rattraper leur retard sur l'inflation, et les accords se traitent de plus en plus fréquemment au-dessus des 10 %, et souvent avec indexation, en dépit des normes recommandées par le président Carter. Un autre danger, c'est que dans l'ambiance électorale le gouvernement ne soit tenté, contrairement à son programme, par des hâtives actions de relance dans les deux secteurs les plus menacés : l'automobile, où le printemps n'a pas fait redémarrer les ventes, au contraire (chute de 33 % dans la première décade d'avril) et le bâtiment (où les mises en chantier de logements se sont effondrées de 22 %).

Quoi qu'il en soit, constatant pour le moment un certain reflux des taux d'intérêt américains liés au ralentissement d'activité, les gouvernements des pays européens sont soulagés. En particulier les autorités allemandes qui se trouvaient en première ligne voient maintenant se desserrer l'étreinte. La Bundesbank était, en effet, dans une situation particulièrement délicate, le DM étant handicapé par ses faibles taux dont l'effet s'ajoutaient à celui des prévisions de 20 milliards de déficit de la balance des paiements courants. Plutôt que de remonter fortement (1) son taux d'escompte — ce qui aurait hypothéqué la croissance sans pour autant renverser le mouvement, — elle a préféré contrebalancer ce décalage artificiel par des emprunts étrangers. L'évolution récente américaine a justifié ce choix. Ainsi, avec la remontée du DM, l'Allemagne pourra mieux lutter contre l'inflation « importée » et maintenir un peu plus longtemps sa croissance, qui, comme le montre notre courbe, est encore assez forte.

La France, qui n'a pas été en première ligne comme l'Allemagne, ressent elle aussi avec soulagement la détente américaine. En effet, si le franc s'est bien maintenu, il n'en était pas moins menacé à terme par la relative faiblesse des taux d'intérêt et le déficit commercial aggravé par les importations pétrolières et la montée du dollar, comme le montre le « trou » de près de 15 milliards de francs du premier trimestre 1980. Voici le danger atténué, ce qui permet à l'économie française d'encaisser dans des conditions moins mauvaises le nouveau choc pétrolier. Celui-ci, contrairement à plusieurs prévisions pessimistes, dont celle de l'INSEE (l'Institut national de la statistique), ne s'est pas traduit par une récession. Au contraire l'activité française, même si elle est condamnée à terme, comme le fait pressentir le recul de 2,4 % en volume de la consommation des ménages en mars, reste encore en léger progrès. Et la Banque de France, à la suite de sa dernière enquête, la voit même progresser jusqu'en automne. Le problème-clé est de ne pas casser la reprise des investissements, amorcée à la fin 1979, tout en maintenant le franc, en dépit d'une inflation qui restera élevée, au besoin en s'endettant à l'étranger, comme le suggère un récent rapport du Conseil économique et social.

Si la détente américaine allège quelque peu les difficultés de l'Allemagne et celles de la France, elle n'atténue guère celles de la Grande-Bretagne, qui sont surtout liées à la rigueur de la politique interne. La livre est de toute manière trop forte. L'inflation est plus entraînée par les salaires, qui se sont fortement accélérés, et les hausses de tarifs publics, que par les prix des produits importés. Comme le montre notre courbe elle s'accélère et les autorités s'attendent à ce qu'elle dépasse nettement les 20 %. Finalement, tous les indicateurs passent au rouge : l'activité recule et le chômage augmente encore une fois fortement, son taux passant à 5,80 % en mars et même à 6 % en avril. Seule la balance commerciale marque une légère amélioration. La récente présentation du budget de l'exercice 1980-1981 n'a fait apparaître aucun changement dans la politique d'austérité rigoureuse du gouvernement, qui annonce une année difficile avec recul de la production de 2,5 %. Ce n'est qu'à moyen terme qu'il envisage la baisse de l'inflation, entraînant celle des taux d'intérêt, et la reprise des investissements et de l'activité. Les économistes du groupe de Cambridge doutent que les autorités puissent mener jusqu'au bout cette politique, qu'ils qualifient de néfaste et d'impraticable.

L'économie de l'Italie, tout comme celle de la Grande-Bretagne, est moins dépendante de la détente américaine que des décisions internes. Dans son cas il s'agit d'arrêter son dérapage en roue libre qui se traduit certes par une croissance forte (+ 8 %), mais aussi par un déficit extérieur de plus en plus considérable et une inflation importante, bien qu'en légère décélération en mars. Autant la Grande-Bretagne sous la main de fer de Mme Thatcher est rigoureuse, autant l'Italie, en l'absence de gouvernement stable et de politique économique, est laxiste. Ces deux pays devront retrouver une voie moyenne pour passer au mieux à travers des embûches internationales. La détente qui s'esquisse pourra alors favoriser leur adaptation. A condition qu'elle se renforce, ce qui est loin d'être sûr, compte tenu des pressions inflationnistes persistantes et notamment de la nouvelle vague d'augmentations pétrolières qui menace paradoxalement, malgré le ralentissement de l'activité et la baisse de la consommation.

MAURICE BOMMENSATH.

(1) La Bundesbank a fait passer son taux d'escompte de 7 % à 7,5 %.

NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
		Prix	Emploi	Capacité de production	Échanges	Sensibilité (1) internationale
ALLEMAGNE	++	——	—	++	+	+
(tendance précédente)	++	[illegible]	[illegible]	[illegible]	+	[illegible]
FRANCE	+	———	——	+	——	+
(tendance précédente)	+	———	———	+	——	+
ITALIE	++	———	——	+	——	+
(tendance précédente)	+	[illegible]	[illegible]	+	[illegible]	+
GRANDE-BRETAGNE	—	———	———	——	—	+
(tendance précédente)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	+

+++ excellent ++ bon + assez bien — médiocre —— mauvais ——— très mauvais (grisé) tendance précédente

(1) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges, n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

ÉTATS-UNIS : SITUATIONS ET INCIDENCES

CROISSANCE	— (+)	Les signes d'essoufflement de la croissance se multiplient : recul en mars des ventes au détail de 1,3 % et de la production industrielle de 0,8 %. Points les plus préoccupants : la baisse de 33 % des ventes américaines d'automobiles début avril et de 22 % des mises en chantier de logements en mars.
PRIX	—— (——)	La hausse des prix de gros reste toujours forte en mars (1,4 %), ce qui amène le rythme des trois derniers mois à 19 %. Les prix de détail augmentent à une allure de *plus de* 17 %, poussés surtout par la considérable hausse des taux hypothécaires et de l'essence, et à nouveau par les prix alimentaires.
CHOMAGE	—— (——)	Le taux de chômage, par rapport à la population active, qui était descendu de 6,2 % en janvier à 6 % en février, est remonté à 6,2 % en mars. Au cours de ce dernier mois, l'effectif des chômeurs a augmenté de 6,3 à 6,4 millions, alors que celui de la population active a diminué de 97,9 à 97,7 millions.
CAPACITE	—— (——)	Le taux d'utilisation des capacités de production a nettement reculé, de 83,9 % en février à 83 % en mars. D'après une enquête du Conference Board, les investissements des entreprises progresseraient sensiblement moins en 1980 (13 à 14 %) qu'en 1979 (23 %).
ECHANGES	—— (——)	Le déficit de la balance commerciale, calculé Fob-Caf, continue de se creuser : de 4,06 milliards de dollars, en décembre, il est passé à 4,76 milliards en janvier et à 5,57 milliards en février. Au cours de ce dernier mois, les importations pétrolières ont représenté 7,66 milliards.
MONETAIRE ET FINANCIER		De nombreuses banques américaines ont à nouveau abaissé leur prime rate à 18,5 %. Conséquences : une diminution de la pression sur les taux européens (cas de l'Allemagne) et parfois même un léger recul (cas de la France).
ECONOMIQUE		Les signes de récession et de détente vont, pour commencer, avoir des effets favorables sur la croissance des grands pays européens en arrêtant l'escalade des taux d'intérêt.

TAUX DE CROISSANCE

TAUX DE CROISSANCE MENSUEL (calculé en moyenne mobile de 3 mois et exprimé en taux annuel) — ALLEMAGNE, ITALIE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE — S O N D 1978, J F M A M J J A S O N D 1979, J F 1980

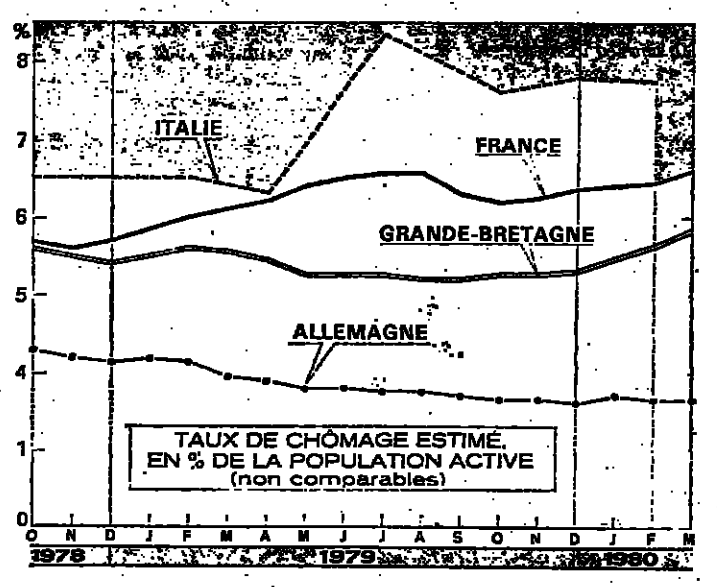
Entre janvier et février la croissance industrielle est restée soutenue en Allemagne (+ 5 %) et surtout en Italie (+ 8 %). Elle s'est affaiblie en France (+ 1 %). En Grande-Bretagne il y a recul (— 3 %).

ÉVOLUTION DES PRIX

MOYENNE DES QUATRE PAYS — ÉCARTS PAR RAPPORT A LA MOYENNE — GRANDE-BRETAGNE, ITALIE, FRANCE, ALLEMAGNE — S O N D 1978, J F M A M J J A S O N D 1979, J F 1980

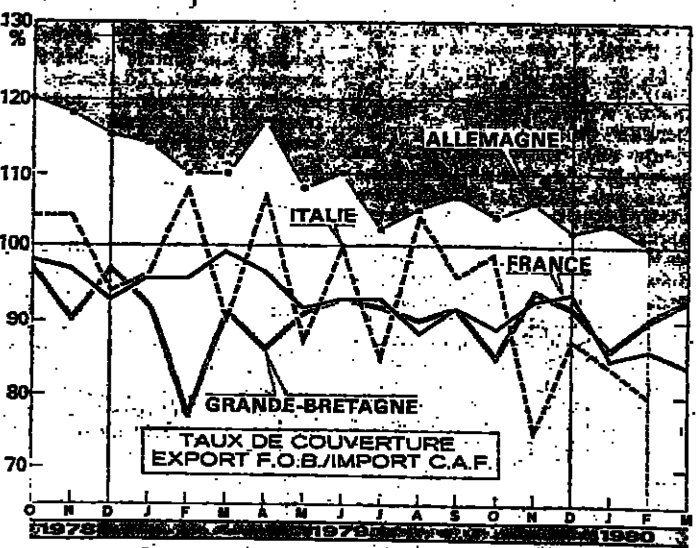
L'inflation moyenne des quatre grands pays européens s'est pratiquement stabilisée entre février et mars à un niveau très élevé de 18,75 %. Elle est restée à 9 % en Allemagne et à 17 % en France. Elle s'est encore accélérée de 20 à 23 % en Grande-Bretagne, mais a reculé de 29 à 26 % en Italie. Rappelons que ces taux sont calculés sur les trois derniers mois et ramenés en rythme annuel. Evalués sur douze mois ils sont de 5,8 % en Allemagne, 13,7 % en France, 19,8 % en Grande-Bretagne et 21,3 % en Italie.

NIVEAU DE CHOMAGE



Entre février et mars le taux de chômage par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, a continué à augmenter en Grande-Bretagne de 5,65 à 5,80 % et en France de 6,45 à 6,60 %. Il est resté stable en Allemagne à 3,60 % ainsi qu'en Italie à 7,75 %.

ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Le taux de couverture des importations par les exportations (calculé Fob-Caf et corrigé des variations saisonnières) a baissé encore entre février et mars de 86 à 84 % en France, alors qu'il a continué à augmenter de 90 à 93 % en Grande-Bretagne. Entre janvier et février ce taux s'est tassé de 103 à 100 % en Allemagne et de 84 à 80 % en Italie.

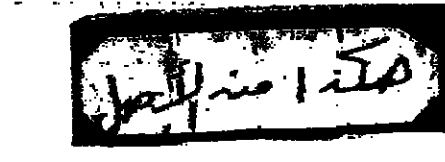
EUROPE EUROPA

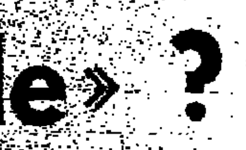
Conseil de rédaction : Pierre Drouin, Jacqueline Grapin (« le Monde »), Piero de Garzarolli, Mario Fasanotti (« la Stampa »), John Greig, David Spanier (« The Times »), Ingeborg Schawohl, Walter Spiegel (« Die Welt »).

Rédaction en chef : Jacqueline Grapin.

Publicité : Yves Morvan (« le Monde »), Dante Secchia (« la Stampa »), Bryan Todd (« The Times »), Dietrich Windberg (« Die Welt »).
Coordonnateur : Eric Wolfensohn.

Copyright « le Monde ».





L'Europe vue des États-Unis

par WILLIAM REES-MOGG (*)

UN changement important est survenu dans la manière dont les Etats-Unis regardent les pays européens. Il y a un an, l'Amérique plaçait au premier rang de ses alliés européens l'Allemagne, suivie en deuxième position de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie *ex aequo*. L'Allemagne semblait efficace, couronnée de succès, inébranlable et rationnelle. La France *donnait* l'impression de réussir relativement bien, mais se présentait en partenaire plutôt difficile. La Grande-Bretagne était très *proche*, mais parfaitement inefficace. Quant à l'Italie, elle paraissait *loin d'être prospère et* posait bien des problèmes, mais elle restait très chère à l'Amérique.

Le classement, *aujourd'hui*, serait quelque peu différent. La Grande-Bretagne a, en *effet*, je crois, temporairement supplanté l'Allemagne dans le rôle du meilleur allié. La nation allemande n'en reste pas moins, aux yeux des Américains, extrêmement active et puissante. Le chancelier Schmidt est toujours très respecté, mais les chaleureux *sentiments d'autrefois ont*, sans conteste, disparu d'un côté comme de l'autre de *l'alliance* germano-américaine.

Les Américains sont conscients des critiques émises par l'Allemagne à *leur égard*, et sentent cette dernière, sinon hostile, du *moins détachée lorsqu'il s'agit* de l'Iran ou de l'Afghanistan. La visite à Washington *du chancelier* Schmidt a été satisfaisante, mais elle n'a pas laissé le moindre sentiment d'un lien étroit entre les deux nations.

La Grande-Bretagne joue ce *rôle d'alliée de choix*, depuis que Mme Thatcher est apparue aux Américains *comme le seul chef* de gouvernement européen qui soutienne chaleureusement les positions de leur pays dans les crises internationales actuelles : le soutien a été sans réserve. On admire, d'autre part, beaucoup, en Amérique, la fermeté du premier ministre britannique. Le succès de lord Carrington en Rhodésie a également été extrêmement apprécié à Washington, et partout, en fait, aux Etats-Unis. De toute évidence, les républicains s'enthousiasment pour Mme Thatcher. Le gouverneur Reagan et ses conseillers ont pris bonne note des thèmes qui lui ont réussi au cours de sa campagne électorale. Et les républicains ne sont cependant pas les seuls à lui manifester leur *sympathie*.

L'Italie, considérée comme une *nation à problèmes, reste* chère au cœur américain. C'est la France, *aujourd'hui*, *qu'entre* toutes les nations européennes on critique le plus. Le gouvernement français est accusé d'avoir ostensiblement refusé son soutien à la politique des Etats-Unis, alors qu'il était, à leurs yeux, moralement tenu de le leur apporter. L'Américain ac*corde une importance capitale à* l'esprit de « frontière ». C'est l'un des *thèmes mythiques de l'Ouest*. Le partenaire qui fuit vers la montagne quand les méchants font leur apparition dans le saloon, c'est le thème classique du mélodrame américain. Peut-être la diplomatie française a-t-elle eu tort d'apparaître dans ce rôle, davantage par quelques *déclarations malheureuses* que par une action véritable. Le sen*timent que les alliés ne sont pas* suffisamment coopératifs a émergé à la fois des affaires d'Iran et d'Afghanistan, mais encore plus de cette dernière. Les Américains comprennent la nécessité de ne pas jeter les Iraniens dans les bras des Soviétiques, mais ils ne voient pas comment la détente pourrait survivre en Europe si elle est rompue en Asie centrale.

Lors de mon récent séjour aux *Etats-Unis, je n'ai relevé entre* les candidats aucune divergence concernant l'attitude à l'égard de l'Europe. Les partis américains, cependant, en viennent de plus en plus à s'identifier aux partis européens de même coloration politique. Les démocrates ne s'identifient pas entièrement aux partis socialistes, car ils ne sont pas vraiment socialistes, mais ils adhèrent volontiers à la politique modérée des partis sociaux-démocrates, parmi lesquels la S.P.D. allemande.

Les républicains s'identifient, quant à eux, aux conservateurs britanniques. Parce qu'ils ne constituent pas un parti religieux, leur assimilation aux démocrates-chrétiens est moins totale, mais ils n'en éprouvent pas moins une certaine sympathie à l'égard des dirigeants de cette formation. *Bien que les prochaines* élections en Allemagne fédé*rale et aux Etats-Unis soient* proches, je n'ai pas entendu *envisager l'éventualité d'une victoire* de M. Strauss en Allemagne. Les Américains, je *crois*, *pensent* en majorité qu'ils vont encore avoir affaire pendant un certain temps à l'actuel chancelier de la République fédérale comme à l'actuel président français.

A long terme, les politiciens américains considèrent l'appartenance britannique à la Communauté européenne comme bénéfique pour les Etats-Unis, pour l'Europe et certainement aussi pour la Grande-Bretagne.

Pour eux, des relations étroites et permanentes entre leur pays et l'Europe — avec *des* capacités économiques à peu *près égales*, mais une puissance militaire inégale — sont essentielles au bien-être des deux partenaires et par la même peut-être également à la survie de la liberté dans le monde.

Les événements de ces derniers mois ont cependant conduit les Américains à juger la Grande-Bretagne comme la seule nation européenne qui voie le monde comme eux-mêmes. Ils lisent les déclarations de M. Chirac et ne sont pas loin de croire que ce dernier pourrait menacer les Britanniques de les expulser de l'Europe en raison des sympathies qu'ils témoignent pour les positions américaines concernant l'Iran et l'*Afghanistan*. *Les tensions* qui se manifestent entre le *Royaume-Uni et la France*, liées peut-être pour l'essentiel à des problèmes économiques locaux, sont perçues comme reflétant le ressentiment français vis-à-vis de la puissance ou de la culture américaines. Ainsi la France est-elle actuellement en train de justifier l'opinion du général de Gaulle selon laquelle la *Grande-Bretagne* et les Etats-Unis *seraient toujours ensemble* « les Anglo-Saxons ».

(*) *Directeur du Times.*

Soyons sérieux
La crise polyvalente

L'ASPECT le plus frappant de la crise européenne n'est point l'importance des intérêts en cause, mais le clivage psychologique qu'ils révèlent. A Paris et à Londres *notamment*, *l'on* a eu l'impression, récemment, d'habiter deux mondes différents.

Pour les Français, tout est *clair* et *indivisible*. *Qu'il s'agisse* du mouton, de la pêche, de l'agriculture ou des ressources propres, les procédés britanniques *risquent de démanteler le Marché* commun. Afin d'acheter du mouton *néo-zélandais*, la Grande-Bretagne *essaie de vendre le sien en France*, mais sans une organisation du marché pour assurer les transitions et les sauvegardes nécessaires. Elle refuse en même temps une politique commune en matière de pêche. Elle cherche à défaire la politique agricole. Elle met en cause les principes budgétaires, auxquels elle a déjà obtenu une dérogation partielle.

Aux yeux des Anglais, au contraire, c'est la France qui est déraisonnable. Elle n'applique pas la décision de la Cour en ce qui concerne le mouton. Ses pêcheurs vont à la conquête des eaux et des poissons britanniques. Paris *défend obstinément* un système agricole dont les exportations de beurre subventionnent *l'économie des envahisseurs de l'Afghanistan, ainsi qu'un mécanisme* financier qui a pour effet de prendre aux pauvres ce *qu'il donne aux riches.*

Il ne suffit pas de négocier, même au sommet ; il faut lire plus attentivement les journaux des autres.

PANGLOSS.

L'adaptation des institutions

(Suite de la page 23.)

Le choix prochain du nouveau président sera à cet égard révélateur. Tout d'abord, selon qu'il s'agira d'une *forte* personnalité politique ou d'un haut fonctionnaire, on en déduira sa vocation plus politique ou simplement *technique*. *Pour l'instant*, un seul candidat, officiellement soutenu par *son gouvernement*, est connu en la personne de M. Gundelach ; le nom de M. Joseph Thorn est souvent cité par les observateurs, notamment parce qu'il est Luxembourgeois, donc de l'ancienne Communauté des Six, ce qui n'est pas sans importance à l'heure où la C.E.E. va passer « à dix ». Son pays n'a jamais exercé la présidence de la Commission, et lui-même a perdu, l'année dernière, celle de l'*Assemblée européenne* (mais un contentieux l'opposerait à M. Valéry Giscard d'Estaing à la suite de leur divergence de vues concernant Radio-Luxembourg). On cite aussi M. Bisheuvel, ancien premier ministre et ministre de l'agriculture néerlandais, et l'un des « trois sages » appelés l'année dernière à faire des suggestions sur le nouvel équilibre des institutions européennes...

La Commission sortante, actuellement en *exercice*, est composée de représentants plus ou moins *politiques auxquels il est souvent* reproché de n'être, aux deux exceptions près de MM. Claude Cheysson et Etienne Davignon, ni de grands politiques ni de forts techniciens. Encore constate-t-on que, si M. Davignon a bien réussi dans sa fonction de commissaire chargé des questions industrielles, c'est moins parce qu'il y était predisposé et adapté à l'avance que parce qu'il s'est révélé capable d'y faire face de manière inattendue.

Entre le Parlement et le Conseil

Pour l'heure, on ne sait même pas si la traditionnelle répartition *géographique sera respectée* : la suggestion faite aux « gros pays » de réduire de deux à un le nombre de leurs représentants à l'occasion de l'élargissement à de nouveaux membres ne semble guère appréciée, particulièrement à Paris. De son côté, le Parlement de Strasbourg a voté, *au début avril, un texte de résolution sur un* rapport de *M. Jean Rey*, qui réclame notamment d'être consulté sur le renouvellement du *président*, et appelé à émettre un vote d'investiture et de confiance envers la prochaine Commission. Il demande également, entre autres, d'avoir à se prononcer sur tous les projets de décision de la Commission avant que celle-ci les présente au Conseil, rappelant son droit de censure sur les travaux de cette institution. Mais, comme nous l'a *dit Mme* Simone Veil : *« Il ne faudrait pas que l'Assemblée européenne aboutisse à bloquer les travaux de la C.E.E. parce qu'elle serait animée d'un esprit tellement communautaire qu'elle émettrait trop d'exigences de principe. »*

Il reste que le rôle du Conseil *dépasse actuellement largement* *ses attributions*, ce qui a notamment pour conséquence qu'une *partie de la matière qui devrait* être présentée au Parlement échappe à celui-ci. La multiplication des « comités consultatifs » érigés auprès de lui en groupes de pression, voire de décision, est déplorée tant du côté de la Commission que du Parlement.

Verra-t-on ce Conseil pourvu, comme certains « sages » l'ont suggéré, d'un ministre adjoint chargé d'assister le président et de rapporter devant le Parlement (qui le souhaiterait mais n'est guère suivi) ? Verra-t-on aussi chacun des gouvernements nationaux doté d'un « ministre de l'Europe » ? Quel que soit *l'intérêt plus ou moins évident* des nombreux *« gadgets »* insti*tutionnels dont* la proposition ou l'adoption sont actuellement dans l'air, *toujours est-il que c'est* à un moment où la vie communautaire paraît le plus tendue que pointe la perspective de son aménagement, dans un sens qui tient plus compte des spécificités nationales que de l'idéal du traité de Rome. Tout compte fait, n'est-ce pas politiquement plus constructif ?

JACQUELINE GRAPIN.



Un entretien avec M. Franz-Josef Strauss

(Suite de la page 23.)

» Si nous manifestions actuellement notre distance à l'égard des Etats-Unis, ce serait là une réponse peu appropriée à la situation et extrêmement dangereuse. Nous la payerions cher un jour ou l'autre ; car, sans la force et la portée des Etats-Unis, la sécurité et la liberté de l'Europe ne seraient plus garanties.

» Nous avons besoin d'une stratégie commune entre les Etats-Unis et l'Europe, tant au plan politique qu'économique ou militaire ; celle-ci doit être déterminée entre les deux colonnes qui soutiennent l'alliance atlantique. Nous devons bien faire comprendre à l'U.R.S.S., par une attitude non provocatrice manifestant notre volonté absolue de détente et de paix accompagnée d'une véritable et crédible détermination de nous défendre, moralement et matériellement, qu'elle ne peut mener simultanément une politique d'agression vis-à-vis de l'Ouest et tirer bénéfice de l'aide technico-économique de cette même partie du monde.

— Donneriez-vous, comme vos prédécesseurs, la priorité aux relations franco-allemandes ?

— Pour nous, en R.F.A., les relations franco-allemandes représenteront toujours un point particulièrement important. Car l'Allemagne et la France dépendent beaucoup l'une de l'autre, sur les plans géographique, historique et politique. Konrad Adenauer et le général de Gaulle ont, en 1963, scellé l'amitié franco-allemande par un traité allant non pas dans le sens d'une union à deux contre la grande union européenne mais en créant un noyau de cristallisation d'une attitude européenne commune sous tous les angles : extérieur, économique, politique et de la sécurité.

L'élargissement est une bonne chose

— Comment voyez-vous les relations interallemandes ?

— Les responsables de Berlin-Est se sont toujours considérés comme les fidèles gardiens de la ligne de Moscou et leur auxiliaire pour réaliser sa politique mondiale ; on ne peut donc qu'être préoccupé par l'évolution des relations interallemandes, étant donnée l'aggravation de la situation politique mondiale après l'agression soviétique en Afghanistan. Je veux une amélioration de ces relations, non pas pour me leurrer moi-même, mais au nom des hommes et de notre patrie commune. A cet égard, il faut tenir compte du point suivant : la R.D.A., avant cet événement, en 1979, a fait exécuter les travaux les plus vastes que l'on ait vus depuis des années pour renforcer encore la sécurité de ses installations le long de la frontière avec la R.F.A., cherchant ainsi à rendre la frontière la plus inhumaine du monde, encore plus infranchissable. Il s'agissait là d'un viol indiscutable du traité fondamental qui engage les deux Etats allemands à développer des relations de bon voisinage.

— Au cas où le chancelier Schmidt ne se rendrait plus en R.D.A. avant les élections au Bundestag et où la C.D.U.-C.S.U. remporterait la victoire à ces élections, prendriez-vous l'initiative d'une rencontre avec M. Honecker ?

Il est beaucoup plus important de se demander si un tel entretien apporterait des avantages aux hommes qui vivent dans la partie libre et dans la partie non libre de l'Allemagne et améliorerait leur situation. Un tel entretien suppose comme condition première, la discussion avec Berlin-Est du démontage des dispositifs de tir automatique sur la frontière entre les deux Allemagnes, ces engins criminels, ainsi que de la suppression de l'ordre de tirer systématiquement donné aux troupes chargées de surveiller la frontière.

— Croyez-vous que la R.F.A. joue le rôle qui lui revient dans la politique mondiale ?

— La R.F.A. est un partenaire important au sein de la Communauté européenne ainsi que dans l'alliance atlantique. Mais ce n'est pas une grande puissance pouvant assumer seule une responsabilité politique de niveau mondial. Etant donnée sa situation géographique sur la ligne de démarcation entre l'Ouest et l'Est, et le destin national d'une Allemagne coupée en deux, la R.F.A. est particulièrement désignée pour maintenir la paix et assurer la liberté. Pour ce faire, il est nécessaire qu'il existe une solidarité de fait entre les partenaires de l'alliance atlantique et que ceux-ci soient prêts à assumer les charges qui leur reviennent au sein de cette alliance, au niveau économique.

— M. Strauss, que pensez-vous de l'élargissement de la Communauté européenne à la Grèce, l'Espagne et le Portugal ? Et seriez-vous partisan de l'adhésion de la Turquie ?

— Dès les origines de l'histoire, le Bassin méditerranéen a imprégné de façon décisive l'évolution politique, économique et culturelle de l'Europe. Etant donnés les aspects extrêmement divers sous lesquels il se présente dans sa partie orientale et jusqu'au Moyen-Orient, il serait dans l'intérêt de la paix et de la liberté de notre continent de renforcer la puissance économique, les structures sociales, ainsi que la capacité de défense du Bassin méditerranéen.

» Je salue ici, comme un pas décisif, la prochaine entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal comme membre à part entière de la Communauté européenne. Il faut espérer que les délais pour une entrée progressive permettront d'éviter une surcharge des marchés de l'emploi des pays membres et que les mesures d'aide prévues par la Commission de Bruxelles rendront possible l'accélération du processus de maturation économique nécessaire aux pays postulants, à la fin duquel ils devraient pouvoir participer à la libre concurrence.

» Avec l'entrée de ces trois nouveaux pays, la Communauté européenne aura atteint une dimension qui, étant donnée l'actuelle géographie politique de l'Europe, ne devrait guère pouvoir prendre encore plus d'ampleur, du moins dans un proche avenir.

» De plus, il faut noter que la capacité d'action de la Communauté européenne est d'autant plus faible et sa consolidation interne d'autant plus lente que son extension géographique est plus rapide. Une telle évolution serait inadmissible actuellement : la situation de la politique mondiale, qui a subi des modifications dramatiques, nécessite que la Communauté ait plus de capacité d'action que jamais. Et surtout, en ce qui concerne la Turquie, la Communauté européenne se verrait dans l'obligation de lui fournir le plus vite possible une aide économique.

— Seriez-vous partisan d'une assistance militaire occidentale en cas d'une invasion soviétique en Yougoslavie ?

— La Yougoslavie est un Etat qui regroupe plusieurs peuples avec des tendances centrifuges, et qui s'est maintenu comme tel grâce à la forte personnalité de Tito. Je suis convaincu que le risque est très grand que ces tendances, sous une autre direction que celle de Tito, débouchent sur la désintégration de l'Etat. Il existe d'ailleurs une déclaration soviétique qui dit à peu près la même chose. Plus grandes seront la solidarité et la capacité de réaction de l'Occident à propos de l'invasion de l'Afghanistan, plus les dirigeants du Kremlin hésiteront à s'engager dans une nouvelle aventure militaire. J'espère que si le cas se présentait, l'OTAN disposant déjà d'un plan (*« contingency planning »*) ne donnera pas à nouveau à l'Occident, surpris, dérouté et paralysé, un mauvais exemple.

— Que pensez-vous de la proposition du chancelier Schmidt selon laquelle l'Est et l'Ouest devraient renoncer pendant un certain nombre d'années à entasser dans leurs silos respectifs de nouvelles armes ou des armes supplémentaires de moyenne portée et utiliser ce temps pour des pourparlers ?

— Ce n'est pas une proposition nouvelle relative à l'armement de la part du chancelier, mais sa capitulation devant le dirigeant du groupe parlementaire social-démocrate, M. Herbert Wehner, et la gauche du S.P.D.

» Herbert Wehner a dépêché, il y a peu de temps, à Moscou, un envoyé chargé d'avoir des entretiens de haut niveau, et ce à la barbe du ministre des affaires étrangères, mais en ayant informé le chancelier. Le résultat de ces pourparlers consiste en la proposition, absolument pas nouvelle, et depuis longtemps déjà avancée par l'Union soviétique et tous les canaux diplomatiques et politiques, de laisser tomber la décision de Bruxelles sur le renforcement des défenses de l'OTAN. Pendant un certain nombre d'années, ne devraient se dérouler que des pourparlers sur le désarmement avec l'Union soviétique, alors que celle-ci pourrait continuer à accroître son potentiel, déjà menaçant pour l'Europe, de fusées de moyenne portée et en accélérer le programme sans problèmes. Les fusées SS-20 sont lancées à partir de rampes mobiles ; il serait possible de les démonter sans délai. C'est là une nouvelle preuve qu'Helmut Schmidt bat en retraite devant la gauche de son parti et s'est converti à la thèse des adversaires du réarmement avec lesquels il ne fait plus qu'un. Je pense que ce changement de Schmidt, souhaité et prévu par Wehner, devrait permettre à ceux y qui ont contribué d'obtenir une invitation à Moscou pour Helmut Schmidt.

Les chances aux élections

— Quelles sont, d'après vous, vos chances pour les élections au Bundestag du mois d'octobre ?

— Un homme politique qui ne croit pas à son propre succès et ne combat pas pour cela ne devrait pas se présenter à des élections démocratiques. Je suis convaincu que nous avons vraiment des chances et un espoir justifié de remporter les élections au Bundestag du 5 octobre prochain, si nous faisons preuve d'esprit de décision et de fermeté, si nous savons être crédibles et convaincants de manière à faire comprendre à nos concitoyens que les dix années où la coalition F.D.P./S.P.D. a été au pouvoir n'ont donné lieu qu'à une politique en zigzag, velléitaire, de surcharge financière, d'illusion quant à la détente, de rétrécissement de l'horizon idéologique qui doit céder la place à une politique garantissant la paix et la sécurité, réaliste et reposant sur des principes clairs pour le bien des citoyens de la République fédérale d'Allemagne.

— Quel aspect, selon vous, pourrait avoir la scène politique allemande d'ici deux ans ?

— Je ne crois pas à l'astrologie politique. J'espère, en tout cas, que dans deux ans, la R.F.A. sera toujours un pays d'hommes libres, actifs et jouira de la liberté intérieure, de la stabilité, de la paix sociale et de la sécurité extérieure dans une Europe de plus en plus unie. J'espère que l'Europe sera un partenaire des Etats-Unis sur lequel ceux-ci pourront compter, surtout en temps de crise. Mes amis politiques et moi, en tout cas, consacrerons nos forces à cela.

— Qu'est-ce qui vous plaît et qu'est-ce qui vous déplaît chez votre adversaire, M. Schmidt ?

— Le chancelier Schmidt est un homme entre deux mondes, entre le monde de ses rêves, socialiste, et le monde de la réalité, pragmatique. Le chancelier Schmidt ne peut pas, en raison de la force croissante de la gauche au sein de la S.P.D., qui s'impose de plus en plus, pratiquer la politique qui correspondrait à son intelligence et à son expérience s'il le voulait vraiment. Il est prisonnier de son parti et a fait preuve, dans ce rôle, d'une grande habileté en changeant constamment de point de vue. Ce que je dis sur l'Est, M. Helmut Schmidt le pense mais n'ose le dire par opportunisme vis-à-vis de l'aile gauche du S.P.D. dont la puissance n'a ne cesse de croître.

» Dans de nombreux domaines, l'opposition C.D.U./C.S.U. a permis au chancelier Helmut Schmidt d'avoir la majorité au Bundestag, majorité que son propre parti lui refusait pour des raisons idéologiques. A titre d'exemple, je citerai la question du renforcement des défenses de l'OTAN, la politique nucléaire et la lutte contre le terrorisme. Dans ces domaines, la moitié du S.P.D. se bat contre Helmut Schmidt tandis que la C.D.U. et la C.S.U., pour toutes ces questions vitales, pour notre peuple, me soutiennent sans arrière-pensée. »

Les stratégies économiques des pays de l'Est

(Suite de la page 23.)

Le plus gros échec du Comecon et la cause de tant de ses difficultés est de n'être pas parvenu à instituer le fameux « rouble convertible ».

Au cours du récent conseil du Comecon, il a été constaté que l'absence d'un « rouble convertible », et le fait que la puissance soviétique, tout en achetant beaucoup à ses alliés, ne les rétribue pas convenablement créent de graves distorsions. Les petits pays, n'ayant pas toujours de quoi acheter en U.R.S.S., sont parfois créditeurs du mastodonte soviétique. Par ailleurs, avec ce qu'ils vendent à l'U.R.S.S., ils ne peuvent pas acheter en Occident les installations nécessaires pour suivre la révolution technologique.

Les échanges entre l'U.R.S.S. et ses alliés ont ainsi atteint un état de saturation. Par voie de conséquence, le tournant de la stratégie économique de Moscou a entraîné également un tournant dans les autres pays : il s'agit d'exporter à l'Ouest, avec le but de se procurer les installations et les technologies susceptibles de porter la production nationale à des niveaux concurrentiels, tant sur les marchés d'Orient que d'Occident.

Pour aborder ce virage, il fallait des capitaux. Etant donnés le faible niveau des exportations vers l'Ouest et le prix très élevé des devises fortes, et compte tenu des coûts importants de la production socialiste, il a fallu faire appel au crédit. Les pays du Comecon se sont donc endettés envers les pays d'Occident pour un montant de 32 milliards de dollars en 1976, pour passer à 62 milliards l'année suivante, avec des prévisions d'environ 80 milliards pour l'année en cours.

L'U.R.S.S. participe à ces dettes pour 20 milliards, la Pologne pour 19 (et prévoit une augmentation à 26 cette année), la Hongrie 8, la R.D.A. 8 (sans les subventions du pays frère), et ainsi de suite. Les importations montent au cours de la même période à des rythmes précipités : la Hongrie de 35 % en un an, la Pologne de 15 % (et elle avait déjà auparavant un taux fort élevé), la Roumanie de 32 %. Même les pays les plus orthodoxes et les plus autarciques, comme la Bulgarie et la Tchécoslovaquie, ont augmenté leurs importations de l'Occident respectivement de 25 et de 20 %. Ainsi, le déficit par rapport à l'Ouest enregistre-t-il une augmentation de 40 à 98 %.

Raison économique et raison politique

Les économies occidentales ont eu des intérêts évidents à seconder une telle évolution. Pour deux raisons. Etant donnée l'extrême incertitude des marchés « classiques », elles se sont repliées sur des marchés alternatifs, plus stables et plus prometteurs en raison des garanties d'Etat. En second lieu, elles comptaient stimuler la diversification entre les pays de l'Est et encourager la « multilatéralisation » des rapports intereuropéens, mirage jamais atteint par l'Ostpolitik de M. Brandt. Il y a maintenant d'autres raisons de l'espérer. Même les pays occidentaux ont différencié leurs attitudes par rapport à la politique à adopter à l'égard de Moscou. Et les raisons en ont été essentiellement économiques : l'Europe a besoin des marchés socialistes, et les Etats-Unis en ont moins besoin qu'elle.

On enregistre un phénomène parallèle dans les pays de l'Est, pour lesquels l'expansion des rapports commerciaux avec l'Occident devient vitale. Chacun cherche sa propre route, dans la mesure où les espoirs d'un rapport articulé entre le Comecon et la C.E.E. se sont évanouis. Il s'agit toutefois d'une évolution souterraine. Aucun des responsables de l'Est ne peut admettre qu'il pratique une stratégie nouvelle qui lui est propre. Toutefois, tous font comprendre qu'ils redoutent l'écroulement des économies de l'Occident presque autant que les Occidentaux eux-mêmes. Cela est également vrai chez les Soviétiques.

Voyant l'économie européenne contrainte de contribuer au décollage technologique de l'U.R.S.S., ils espèrent que cela contribuera à la détacher de l'Amérique. *« Sans les commandes soviétiques, plus de 2 millions d'ouvriers européens resteraient sans travail »*, nous disait un académicien de Moscou, en expliquant la forte disponibilité des crédits occidentaux. *« Paris et Bonn,* écrivait il y a quelque temps la *Pravda, n'oublient pas que leur solde créditeur avec l'U.R.S.S. atteint cette année 14 milliards de francs et 7 milliards de marks. »*

C'est dans ces raisonnements qu'il faut chercher les motifs pour lesquels Moscou s'expose aux risques d'une politique autonome du commerce extérieur de ses alliés. C'est une manière d'alléger ses propres engagements et de les transférer en Occident, espérant manipuler les autres plus qu'elle ne risque de l'être elle-même. Toutefois, l'intérêt de l'U.R.S.S. ne coïncide pas toujours avec les intérêts de ses divers alliés, conduits à rechercher chacun pour soi un débouché vers l'Ouest. Il en résulte qu'en échange de la diversité des politiques économiques, Moscou exige un plus strict monolithisme politique de ses alliés. Dans le comportement des Occidentaux envers Moscou, la raison économique l'emporte sur la raison politique. On verra dans l'avenir laquelle des deux se révélera plus forte à l'Est, où le politique et l'idéologique se sont jusqu'ici toujours superposés à l'économique.

FRANE BARBIERI.

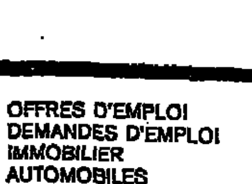
PAROLE PUBLIQUE
COURS D'EXPRESSION ORALE
HUBERT LE FÉAL
documentation sans engagement
☎ 770 58 03
20, Cité Trévise 75009 Paris

vient de paraître
Le Centre d'Etude des Revenus et des Coûts a publié
Incidence d'un second salaire sur les ressources de la famille
Documents du CERC, nº 47. 24 F
Le patrimoine des Français - montant et répartition
Documents du CERC, nº 49. 24 F
Deuxième rapport sur les revenus des Français
Documents du CERC, nº 51. 30 F
Abonnement : 4 cahiers/an . 80 F
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire 75340 Paris Cédex 07
165, rue Garibaldi 69401 Lyon Cédex 03

LE MONDE diplomatique
du mois de mai
EST PARU
Au sommaire :
Les liens économiques entre l'Est et l'Ouest sont-ils irréversibles ?

actualité nettoyage
NETTOYAGE
L'HYGIÈNE DES LOCAUX
ags
Une analyse inédite au service du secteur privé et de l'administration
Conclusions du déjeuner-débat réunissant un architecte, un médecin, des responsables des services généraux d'entreprises et de centres hospitaliers, de responsables de gestion immobilière, collectif verticale et horizontale.
Ce document vous sera adressé gracieusement contre l'envoi de votre carte de visite d'entreprise à :
AGS, 1 rue de la Pépinière 75008 Paris — Tél. 387.51.19

GROUPE WAGONS-LITS GROUPE WAGONS-LITS
NOS ACTIVITÉS COLLENT A L'ACTUALITÉ
Désormais, nous plaisons plutôt aux managers qu'aux romanciers.
FLO FAITS ET COMMUNICATION
L'Orient Express a bien changé. Aux côtés du département "ferroviaire" qui jouit d'une santé de fer, le groupe Wagons-Lits comprend 3 activités en plein essor : le tourisme, la restauration et l'hôtellerie qui représentent plus de la moitié du chiffre d'affaires du groupe. Un résultat étonnant pour qui s'attend à rencontrer les Wagons-Lits dans les romans policiers plutôt que dans les activités de pointe.

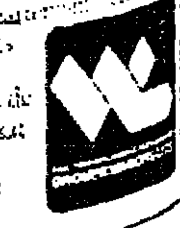



EUROPA

tégies économiques
pays de l'Est

…omique et raison politique

ésormais,
us plaisons
ntôt
managers
aux
anciers.



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)
emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

Nous proposons à

30 JEUNES INGÉNIEURS

(généralistes, mécaniciens, automaticiens, physiciens, chimistes...)

de débuter ou d'orienter leur carrière dans les domaines suivants :

Recherche - Etudes - Essais
Production
Engineering
Informatique

Notre société est française. Sa dimension est internationale.
Elle occupe le premier rang mondial dans sa spécialité.
Elle conçoit et fabrique des produits diversifiés, mettant en œuvre des techniques d'avant-garde.
Elle offre à des hommes et des femmes de caractère
des possibilités d'évolution à leur mesure.

Ecrire en joignant curriculum-vitæ et photo à INTERMEDIA nº 405 D 69 rue La Fayette - 75009 PARIS

Discrétion assurée

IMPORTANT BUREAU D'ETUDES, recherche urgent. pour l'étranger

INGÉNIEUR HORTICOLE

ou niveau équivalent pour création et gestion d'un périmètre maraicher, *5 ans min. d'expérience* en agriculture tropicale. Anglais indispensable.

Adresser C.V. détaillé et prét. à nº 56.880, CONTESSE Publicité 20, aven. de l'Opéra, Paris-Ier.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Société internationale allemande, leader européen sur son marché, recherche pour son siège en

ALLEMAGNE
SON ASSISTANT
au directeur administratif et financier
Membre du Directoire

Sa mission consistera à apporter une assistance, notamment dans les domaines suivants :
- le «controlling»,
- le suivi des affaires spéciales (acquisitions, investissements, etc.),
- le suivi des tableaux de bord etc. . .

Nous recherchons un jeune diplômé ayant déjà une première expérience réussie en milieu financier. L'évolution de ce poste amènera le candidat qui aura réussi à occuper un poste hiérarchique de premier plan dans la filiale française (ou autre) du Groupe.
Il est nécessaire de pratiquer couramment *l'anglais et/ou l'allemand.*

Adresser C.V. et prétentions sous référence MB/01 à :
COGEPLAN SELECTION
Tour de Lyon — 185, rue de Bercy
75012 PARIS
à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

COGEPLAN

Digital Equipment is a success story! We are the world's leading mini-computer manufacturer. Our European operations are located in 15 European countries with a total European revenue of $ 486 millions in 1979 and an average yearly growth rate in excess of 30 % during the past 5 years.

We are now ready to *undertake a major expansion of our office facilities* in continental Europe, and wish to appoint on

3 PROJECTS MANAGERS BUILDINGS

(Réf. PA 9880)

who will spearhead the entire operations.

— The *first one* will be responsible for France and Italy, **based in Paris;**
— The second for Belgium and Holland, **based in Utrecht or Brussels;**
— *The third for Scandinavia,* **based in Stockholm.**

The projects range from fit-out or renovation of existing space to construction of new buildings. You will be heavily involved from inception, working in a team, and taking responsibility for areas such as building or site selection, development of programmes, designs, cost estimating, interviewing architects and engineers, contract negociation, dealing with contractors and sub-contractors, establishing project schedules, monitoring costs, etc.

You will also *need to spend a large amount of time interfacing with external* investors on sale and leaseback projects, and also interface a great deal with *country management.*

A thorough understanding of Personnel related issues is also a key part of these positions.

Reporting lines will be operationally to the Regional Property Manager and functionally to Area Level and Corporate Facilities Planning and Engineering staff.

You must be a graduate, preferably a registered Engineer, Architect, Surveyor or equivalent, with a minimum of 10 years experience, preferably *some of the time with a multi-national company or in an international* environment.

Good English is essential for all 3 positions, plus French (and ideally Italian) for France and Italy, French and Dutch or Flemish for Belgium and Holland, and Scandinavian langagues for Scandinavia.
We offer excellent fringe benefits and relocation assistance, where appropriate, will be provided.

Please write with full details of your *background, experience and career* history (mentioning the appropriate reference) to **Marc-Antoine Staub.**

digital **DIGITAL EQUIPMENT CORPORATION INTERNATIONAL – EUROPE**
12, av. des Morgines, C.P. 510, 1213 Petit-Lancy 1
Geneva-Switzerland, Tél. (022) 93 33 11

GRAND GROUPE INTERNATIONAL
(C.A. 8 milliards F.F.)
recherche

ADJOINT CHEF SERVICE TECHNIQUES INDUSTRIELLES

de son activité projet industriel automobile
(Usines de montage à l'étranger).

Il assurera la coordination entre les usines et les constructeurs ainsi que le suivi et la réalisation des projets industriels.

- 30 ans minimum.
- Diplômé d'études supérieures techniques.
- Expérience de quelques années en usine (entretien - travaux neufs).
- Passage chez un constructeur automobile apprécié.
- Anglais courant.
- Basé à Paris, il se déplacera fréquemment outre-mer.
- Expatriation à envisager à moyen terme.

Envoyer curriculum vitae avec lettre manuscrite, photo et prétentions à nº 56.984 CONTESSE Publ., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er).

Société d'ingénierie informatique
recherche pour l'**AFRIQUE**

INGENIEURS INFORMATICIENS

Haut Niveau

Expérimentés, ils devront assurer des missions de conseil couvrant les domaines de l'informatique de gestion, des systèmes, des méthodes et de la formation.
L'intérêt de ces missions devrait motiver des candidats diplômés ayant une volonté réelle de transmettre leur savoir-faire à des équipes déjà très qualifiées.
Conditions de détachement intéressantes, salaire versé en France, avantages fiscaux, *logement et voiture assurés.*
Envoyer C.V. et prétentions, sous réf. 79078/2, à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Association Internationale de Recherche pour les Techniques de Presse

L'IFRA est une association groupant environ 500 quotidiens. Notre rôle est d'informer nos membres sur les progrès en cours dans la presse et les media. *Entre autres* activités nous publions un mensuel en Français, Anglais et Allemand. *Pour assurer la responsabilité de l'édition* française nous cherchons un :

RÉDACTEUR TECHNIQUE

Il possèdera une excellente maîtrise de la langue française et une bonne compréhension de l'anglais. Il devra résider à Darmstadt (RFA).
Expérience demandée : rédaction dans un journal technique ou *professionnel, dans un service documentaire,* ou encore traduction technique.
Si le travail dans un *milieu international stimulant* vous attire écrivez à :

ifra

Dr. F.W. Burkhardt
Managing Director
IFRA
Washingtonplatz 1
D-6100 Darmstadt

ORGANISME SOCIAL FRANÇAIS
recherche pour son village de vacances 1.200 lits

MONASTIR - TUNISIE

Ouvert toute l'année et recevant des retraités et des familles d'ouvriers du bâtiment et des travaux publics son

RESPONSABLE GÉNÉRAL ANIMATION

DEMANDONS :
Esprit original, expérience vécue clubs vacances et gestion équipes pluridisciplinaires, connaissances prouvées mise en scène et techniques audiovisuelles.

OFFRONS :
Salaire *élevé,* contrat 2 ans renouvelable, des moyens importants et une équipe franco-tunisienne motivée.

Poste à pourvoir en NOVEMBRE 1980.

Envoyer C.V., photo et prétentions nº 39.726, à CONTESSE P., 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er.



emplois régionaux

BP Chemicals
Produits Chimiques B.P.
recherche pour son usine de Wingles, en rég. Nord

1 INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ

diplômé Gdes Écoles ou Génie Chimique

pour prendre en charge, sous l'autorité du chef des services techniques, une fonction de

CHEF DE GROUPE

Responsable de la réalisation des projets de travaux neufs, il animera une petite équipe d'ingénieurs.

Le candidat retenu aura 5 à 6 années d'expérience au sein de **SERVICES TECHNIQUES**, possédera la **MAITRISE** de **l'ANGLAIS** et sera capable de s'intégrer rapidement dans une équipe jeune et dynamique (réf. ST).

1 INGÉNIEUR

diplômé A. et M. ou Génie Chimique
fortement attiré par les problèmes humains
pour seconder le Directeur du Personnel.

Après une période de formation complète de l'ordre de 6 mois, il sera chargé de la
formation professionnelle continue
sous tous ses aspects :
— analyse des besoins ;
— *établissement du plan annuel ;*
— conception et animation des programmes ;
— gestion administrative.

Pour réussir dans cette fonction, il faut être jeune, motivé par le développement des hommes et parfaitement à l'aise dans les contacts interpersonnels. En outre, une expérience de 2 à 3 ans en milieu industriel et une bonne connaissance de l'anglais sont des atouts sérieux (réf. PRH).

Ces deux postes nouvellement créés sont à ***POURVOIR RAPIDEMENT,*** *les rémunérations proposées* sont motivantes et les possibilités d'évolution au sein du groupe réelles.

Jean PRADIER, Directeur du Personnel et des Relations Humaines vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo récente) en précisant la référence, à l'adresse *suivante :*

Produits Chimiques BP
62410 Usines de WINGLES.

STEVENS-GENIN
(35% à l'export)

un des leaders européens des tissus industriels (verre, carbone, synthétique) se développe sur des marchés porteurs : aérospatial, électronique, loisirs, etc.
En vue d'augmenter ses parts de marché, l'entreprise démarre une nouvelle unité de production
et crée le poste suivant :

ingénieur commercial

D'origine économique (*HEC, SUP de CO...*) ou d'origine technique (Ingénieur), il sera responsable des ventes de tissus techniques aux industries électroniques et électriques, en France et Export.

Il aura pour mission :
- de fixer la stratégie commerciale,
- *d'en négocier les objectifs avec la Direction,*
- d'assurer personnellement les ventes auprès d'une clientèle peu nombreuse et bien identifiée en Europe,
- de *suivre* l'évolution technique *en maintenant* la liaison entre les exigences des utilisateurs et les moyens de production.

Il évoluera vers l'autonomie complète de la gestion de son marché.

Cette responsabilité s'adresse à :
- un tempérament commercial,
- possédant de *5 à 10* ans d'expérience industrielle.
- Anglais *parfaitement maîtrisé,* Allemand souhaité,
- base LYON. Salaire non inférieur à 180 mille francs.

Ecrire au CABINET GATIER (sous référence 260), 32 rue Barrême 69006 Lyon.

média-system

SG Stevens-Genin

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Directeur Industriel
Bretagne 300 000+

Cette société française réputée, leader dans sa branche, bénéficie d'une longue expérience de la conception, de la fabrication et de la vente en France et à l'étranger d'équipements collectifs et individuels.

Pour une grande unité de production employant 1 500 personnes, située en Bretagne à proximité du littoral, elle recherche un directeur.

Ingénieur diplômé de Centrale ou A.M., âgé de plus de 40 ans, vous avez une expérience industrielle approfondie dont les cinq dernières années au moins ont été consacrées à la fabrication et au montage en série de matériels mécaniques ou électriques (automobile, électro-ménager, etc...).

Voici pour vous l'occasion de couronner votre carrière par une mission de très haut niveau stratégique et opérationnel couvrant l'ensemble des fonctions : fabrication, contrôle, méthodes, ordonnancement, approvisionnements, prix de revient, personnel, services généraux.

Ce poste est rattaché à la Direction générale. Il exige à la fois de la compétence professionnelle et des qualités humaines prouvées permettant de diriger et d'animer cet ensemble industriel intégré dans un environnement traditionnel.

Cette recherche est conduite de façon totalement confidentielle. Votre candidature ne serait éventuellement transmise à la société qu'avec votre accord préalable.

Adressez votre dossier complet avec lettre manuscrite, CV, photo, rémunération, à S. REYMOND, 24, pl. Charles Fillion 75017 PARIS, sous réf. 107 M.

MATRA

développe son activité après-vente à son Centre du VAUDREUIL (région de Rouen) et crée un poste de :

CONTROLEUR DE GESTION

En liaison directe avec le responsable de la gestion après-vente de Vélizy, et secondé par une petite équipe, il sera responsable du contrôle de gestion des différentes activités du centre.

Sa mission comprendra l'étude et la mise en place du système de gestion informatisé des rechanges.

Ce poste opérationnel et autonome conviendrait à un diplômé grande école de commerce (HEC - ESSEC - Sup de Co, option finance), ayant une première expérience dans un service de gestion informatisée et intéressé par des problèmes de production.

Ecrire avec CV et rémunération actuelle sous référence CR 633
Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres
MATRA B.P. N° 1 – 78140 VELIZY

Publicis

BANQUE HERVET

recherche pour TOURS

UN EXPLOITANT CONFIRME

Responsable de la clientèle privée

Sa mission :
- gérer la clientèle existante
- développer le fonds de commerce actuel par des actions appropriées de prospection.

Ce poste implique une formation supérieure, une expérience professionnelle de 2/3 ans dans la fonction ainsi qu'une connaissance approfondie des marchés boursiers et de la gestion de portefeuilles-titres.

Adresser c.v. détaillé, lettre manuscrite, photo et prétentions à BANQUE HERVET, Centre Administratif de Fussy, Monsieur BARDON, B.P. 4043 - 18028 BOURGES.

Plein Champs

Entreprise Générale
Directeur Région Nord 220/260.000

Une entreprise générale (10.000 personnes en France) ayant des chantiers dans le monde entier recherche le Directeur de la Région Nord. Les activités comprennent l'électricité industrielle, les canalisations, la chaudronnerie, la charpente.

Le Directeur recherché sera responsable du développement commercial et de la rentabilité des affaires dans sa région. Il bénéficiera d'une large autonomie : ses fonctions seront celles d'un directeur général d'une unité décentralisée employant 500 personnes.

Agé d'au moins 40 ans, le candidat, ingénieur diplômé (ECP, ESE, AM, ECAM, IDN ...) aura déjà acquis des responsabilités de direction dans une société ayant des activités comparables.
Résidence : Ville du Nord.

Ecrire avec C.V., photo sous référence 2654 M à Ph. VINCHON 65, Av. Kléber 75116 Paris

CORT — MEMBRE DE SYNTEC

transports collectifs...

Un groupe de transports de voyageurs d'importance nationale crée dans le cadre de son développement une nouvelle société d'exploitation en NORMANDIE et en recherche le

DIRECTEUR GENERAL

qui aura la charge d'un réseau urbain et péri-urbain d'environ 200 autobus et cars. Outre une expérience confirmée du transport de voyageurs au plan technique et au plan de la gestion, la fonction exige une heureuse pratique des contacts et relations avec l'administration et les collectivités publiques contractantes (syndicats de communes et département), ainsi qu'une bonne maîtrise des techniques de marketing adaptées à la promotion de transports collectifs.
La rémunération annuelle est de l'ordre de 150.000 F.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence 357 à A.S. CARME
EMPLOIS ET ENTREPRISES
13, rue Volney - 75002 PARIS

mischler industries

Leader européen du secteur Fermetures, filiale d'un Groupe International de 1er plan (C.A. 2 milliards), offre poste de

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Profil :
- Formation ingénieur ARTS ET MÉTIERS ou ingénieur électromécanique
- Expérience : 2 à 5 ans études dans industries et/ou bureaux d'études spécialisés (secteur matière plastique ou tôlerie)
- Connaissance anglais souhaitée.

Mission :
Sous l'autorité de la Direction des Usines, entreprendre toutes études pour l'amélioration des produits existants et la création de nouveaux projets.

Ce poste, pouvant évoluer vers des fonctions de Direction, est basé en Haute-Saône.

Adressez C.V. lettre MANUSCRITE, PHOTO ET PRETENTIONS S/ Réf. 136 à Mlle de Clinchamps-EAM RECRUTEMENT
14, rue Gabriel Péri - 92120 MONTROUGE - REPONSE et DISCRETION ASSURÉES

ÊTES-VOUS SÛR D'ÊTRE BIEN OÙ VOUS ÊTES

Vous attachez de l'importance à la qualité de la vie (Toulouse)

Vous avez un fort potentiel

Vous avez mis en place et géré des stocks de dizaines de millions de francs, constitués de milliers d'articles, vendus à des milliers de clients.

Vous savez utiliser l'informatique et les mathématiques.

Ecrivez-moi vite, nous devons nous rencontrer, discrétion assurée.

Notre entreprise (CA 300 millions de francs) vous permettra d'évoluer dans une organisation moderne et performante.

La rémunération ne sera pas un problème.

P. PALMERIO - BP 3151 - 31027 TOULOUSE CEDEX

CIT ALCATEL

UNITE CENTRALE DE CIRCUITS IMPRIMES
implantée à COUTANCES (Manche)
recherche

AGENT DE MAITRISE

pour atelier d'impression graphique (photogravure et sérigraphie).

Expérience exigée en encadrement.

Ecrire avec C.V. et prétentions à CIT ALCATEL, Av. de la République 50200 COUTANCES.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE

Département électronique
située en BOURGOGNE
recherche

1 INGENIEUR ELECTRONICIEN

débutant ou ayant déjà travaillé dans le domaine analogique.

Il ou elle devra s'intégrer rapidement à une équipe déjà en place.

Adresser C.V. et prétentions sous No 56606, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

MARSEILLE

BUREAU D'ETUDES D'AMENAGEMENT
cherche

PAYSAGISTE

DIPLOME

2 ou 3 ans d'expérience pour études et travaux d'espaces de pré-habitation principalement.

Envoyer C.V. + photo et prétentions à REGIE PRESSE
N° T 019683 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Promodès

17000 personnes, **le plus important grossiste** d'Europe en Produits Alimentaires et **l'un des premiers distributeurs de détail** en France.

CADRE SERVICE JURIDIQUE

Résidence : **Caen** (Siège Social).

Ses fonctions consisteront principalement en:
- Constitution de dossiers **CONTENTIEUX** en vue de la résolution de litiges (commerciaux-contractuels-produits, etc.).
- Conseils et Assemblées Générales (Rédaction P.V.).

Le candidat retenu aura une **Formation Juridique** (licence en droit).
Son expérience de 2 ans minimum
- soit dans un cabinet d'avocat,
- soit chez un conseil juridique,

sera un atout de poids car indispensable.
Il dépendra du Chef de Service Juridique et Contentieux et travaillera en collaboration étroite avec les Cadres de ce service.

Si vous êtes intéressé, envoyez C.V., photo et prétentions sous réf. M 737 à Mademoiselle F. VUILLEMENOT
Promodès
Service Recrutement, B.P. 17, 14120 Mondeville.

HAVAS CONTACT

Groupe industriel et commercial français

recherche
pour une de ses usines située dans l'est de la France (REGION NANCY)

UN CHEF DU PERSONNEL

travaillant en étroite collaboration avec le Directeur de l'usine, il aura une large responsabilité dans les domaines des relations sociales avec les partenaires sociaux, l'administration (comptabilité et paye), la gestion du personnel (recrutement, formation), la sécurité et les conditions de travail.

Pour assurer la bonne réalisation de sa mission il est assisté de 5 personnes. Il sera également le représentant de l'Entreprise auprès des instances officielles locales et régionales.

Ce poste conviendrait à un homme de terrain et de dialogue, âgé d'au moins 35 ans, connaissant bien la législation sociale, motivé par une approche évolutive de la gestion du personnel et ayant déjà eu une expérience de la fonction.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 2.281. à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 09.

Grand Groupe

Industriel et Commercial Français
cherche pour l'une de ses usines
située dans le CENTRE DE LA FRANCE

un(e) Responsable Logistique Commerciale

pour lui confier un service de 30 personnes comprenant une cellule DISTRIBUTION *France et Export et une cellule* TRAFIC.
Outre l'animation et la gestion de son service, il sera chargé :
- *de déterminer les niveaux de stocks produits finis, en liaison avec les Responsables Commerciaux*
- *de gérer les stocks en tenant compte des prévisions, des programmes et des commandes*
- *des contacts avec la clientèle*
- *des liaisons avec les transporteurs et de la gestion des transports inter-usines*
- *de l'ordonnancement des livraisons.*

Pour assumer ce poste, il est nécessaire de posséder un DIPLOME d'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE.
*La connaissance de l'anglais est requise et celle de l'*allemand *vivement souhaitée.*
Une expérience de quelques années en entreprise constituerait un atout supplémentaire.
De réelles perspectives d'évolution au sein du groupe seront offertes à terme à un candidat de valeur.

Adresser votre CV, photo et prétentions sous référence 4576 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 - qui transmettra



Les ETS. JOUFFRIEAU

Constructions métalliques et entreprise générale,
400 personnes CA.250 millions.
recherche pour sa holding à ESTISSAC (AUBE)

responsable administratif et comptable

Dépendant du Secrétaire Général il devra prendre la responsabilité du contentieux, des assurances et des questions juridiques et fiscales.

En outre il aura la responsabilité de la comptabilité générale, de l'établissement des bilans provisoires et de mettre en place les comptabilités des nouvelles sociétés.

Pour occuper cette fonction une formation D.E.C.S. + Diplôme de gestion comptable est indispensable ainsi que l'expérience de la Direction d'un service comptable, si possible dans une entreprise du bâtiment.

Une pratique moyenne de l'anglais est nécessaire.

Adresser lettre manuscrite, prétentions et CV s/réf. 066 à Corinne VAN LOEY.

degré Conseil 11, rue La Boétie 75008 PARIS

IMPORT GROUPE INDUSTR. DE TRANSFORM.

recherche POUR SES USINES
DE CHAMPAGNE ET TOURAINE

INGÉNIEURS ENTRETIEN

possédant formation Arts et Métiers ou équivalent et plusieurs années d'expérience dans la fonction entretien d'unité de production.

Adresser lettre de candidature, CV et prétentions s. réf. 6.845 à P. LICHAU S.A., B.P. 220 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra

Informatique technico-commercial

UNE SOCIETE INFORMATIQUE filiale d'un des premiers groupes industriels français, recherche un Responsable Technico-Commercial. Il sera chargé de suivre et de développer une clientèle en liaison étroite avec les équipes d'études et d'exploitation.
Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure – ayant au minimum deux ans d'expérience commerciale dans l'informatique acquise chez un constructeur ou une société de services.

Poste ouvrant de réelles perspectives d'évolution de carrière, dans une société dotée de puissants moyens, pour un candidat ayant solides qualités de dynamisme et de contact.
Poste à Douai.

Ecrire sous référ. VO 492 AM.

efap 4 rue Massenet 75016 Paris

Nous recherchons pour la zone ouest des Bouches-du-Rhône

HOMME ou FEMME

d'au moins 28 ans, capable de créer et de maintenir d'excellents rapports avec les entreprises de la région. Il est nécessaire d'avoir :
- Une formation supérieure ;
- Une expérience de la visite ;
- Le sens du contact et de la méthode, et d'habiter sur le site.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite, exigés à EUROSUD n° 4.876
2, rue Breteuil - 13001 MARSEILLE.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

---

GRENOBLE

Notre division européenne d'informatique industrielle est une unité autonome de production et de recherche d'environ 600 personnes. Dans le cadre de son *développement très rapide, nous recherchons plusieurs*

ingénieurs électroniciens
pour notre département production

La mission consiste à assurer, dans un environnement très évolutif, d'une part le support technique d'une ligne de produits, d'autre part, l'automatisation progressive des processus de production. L'absolue nécessité de garantir un très haut niveau de qualité et de fiabilité des produits requiert la participation à la conception et à la mise en oeuvre des programmes correspondants.

Ce poste est très autonome et implique un sens des responsabilités et des capacités à la prise de décisions.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés de grandes écoles telles que ESE, ENSI, CENTRALE, AM (option électronique) ou des autodidactes ayant une riche et solide expérience d'au moins 3 ans.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous référence MC 041 à Claire Bachelard, HEWLETT PACKARD, Service du Personnel, 5 avenue Raymond Chanas 38320 EYBENS.

HEWLETT PACKARD

Dans le cadre de son développement international
COMEX INDUSTRIES
recherche plusieurs

ingénieurs d'affaires

32 ans mini - anglais pratique impératif

Ingénieurs Grandes Ecoles et dotés d'une solide expérience en électricité, électronique, hydraulique, constructions navales ou offshore par exemple.

Basés à MARSEILLE, ils participeront aux études techniques et financières de projets importants, et seront en charge de la négociation et du suivi des affaires en France comme à l'étranger.

Analystes rigoureux, ils ont aussi le potentiel et l'ambition de responsables autonomes et décisionnaires.

Information Carrière Marseille (91) 54.92.55

Pour informations complémentaires immédiates et rendez-vous éventuel, appelez Information Carrière SVP à Marseille (91) 54.92.55 aux heures de bureau - Réf. M 191.

On peut aussi adresser son dossier à SVP Ressources Humaines 48, rue Grignan 13001 Marseille.

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT CSNCR

LANGUEDOC

Je cherche un homme de 40 ans environ, de formation supérieure, pour en faire notre

Directeur du développement international

(SOCIÉTÉ LEADER DANS SA PROFESSION. C.A. CONSOLIDÉ 350 MILLIONS DE FRANCS. 7 ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS EN EUROPE)

Vous avez une grosse capacité de travail et êtes exigeant pour vous comme pour les autres. Vous parlez allemand et anglais pour le moins.
Vous êtes fonceur, mais vous avez toujours présentes à l'esprit les conséquences financières des actions que vous engagez.

Vous êtes pragmatique, vous savez analyser objectivement un marché, votre but est sa conquête et vous savez choisir les moyens pour y parvenir.

Vous serez responsable du commerce international, ce qui signifie que vous aurez en charge la majorité du C.A. et du profit... Et que vous devrez les doubler d'ici à cinq ans. Si vous vous sentez de taille à réussir, j'attends votre lettre manuscrite, votre photo, votre curriculum vitae détaillé, que vous adresserez avec la mention « personnelle » à

Jallatte — PIERRE JALLATTE, JALLATTE S.A. 30170 SAINT-HIPPOLYTE-DU-FORT.

---

cidelcem
Chef de bureau d'études

Troyes

Nous sommes leader européen dans notre branche : fabrication et commercialisation d'équipements de stockage et de manutention pour hôtellerie, restauration collective, commerce et industrie alimentaire.

Nous restructurons notre B.E. (5 projeteurs-dessinateurs) sur les lieux de notre Usine à Saint-Phal près de TROYES, et proposons à un ingénieur d'environ 32 ans, formation *AM ou similaire, d'en prendre la direction. Il doit avoir une expérience d'études d'au* moins 5 ans et avoir de bonnes connaissances en électromécanique, chaudronnerie, thermique, machines-outils, plastiques. Basé à TROYES il aura des déplacements d'1 ou 2 jours par semaine, missions ponctuelles en France et à l'étranger, salons, liaisons avec le siège social à Paris.

Ce poste rattaché directement à la D.G. est évolutif, dans le cadre d'une entreprise très dynamique, en rapide expansion.

La rémunération comprendra fixe et primes, et éventuellement voiture de fonction.

sélé CEGOS — *Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous réf. 11591/M* à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Sélé-CEGOS - 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES. Tél. 772.31.32.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Membre de SYNTEC

---

nucléaire
ingénieurs grandes écoles
MECANIQUE CHIMIE

La Compagnie Générale des Matières Nucléaires (COGEMA), filiale du Groupe CEA, va dans un premier temps doubler, puis quadrupler la capacité de production de son Etablissement de la HAGUE.

Pour faire face à ce changement de dimension industrielle, le Directeur des Services Techniques (570 personnes) veut renforcer son équipe de cadres de haut niveau et recherche des Ingénieurs Grandes Ecoles.

Au cours de la période d'intégration ils assisteront le Directeur des Services Techniques qui leur confiera différentes missions (améliorations techniques de procédés actuels, études de nouveaux projets, suivi de la construction et du démarrage des nouvelles unités, ...) afin d'acquérir la connaissance et l'expérience leur permettant de prendre, à terme, la responsabilité totale d'une unité tant sur le plan technique que sur les plans humain et financier.

Ces postes requièrent une solide formation de base (Grandes Ecoles d'Ingénieurs : Centrale, A et M, Chimie Paris, ...) complétée par une expérience d'environ 5 ans acquise soit en production, conduite d'installations, soit dans l'élaboration, la modification ou la conduite de procédés chimiques. Ils conviennent à des personnalités ayant fait leurs preuves en gestion et en animation des hommes et désireuses d'accéder à des responsabilités plus larges dans un secteur d'avenir.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous référence 80.40-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP chargés d'étudier les candidatures.

EUREQUIP
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 Vaucresson.

PARIS LONDRES HOUSTON LAUSANNE

membre de Syntec

Une importante Société aérospatiale, située en Région Parisienne, recrute un :

Ingénieur
diplômé arts et métiers ou équivalent,

de formation Mécanicien, il est âgé de 30 ans minimum.

Une expérience de la fabrication, méthode, contrôle et mécanique générale et de précision est requise ainsi que des méthodes de contrôle.

Il est en outre demandé de bonnes connaissances des traitements :
- thermique et de surface ;
- des matériaux ;
- du matériel hydraulique et pneumatique ;
- des machines-outils ;
- des appareils de contrôle et de mesure.

Le titulaire du poste assurera les fonctions de :
- Représentant qualité auprès des services de fabrication de contrôle et de montage et auprès des sous-traitants.
- Il devra garantir par ses actions et interventions la faisabilité, le montage et le fonctionnement du matériel défini.
- Il interviendra suivant nécessité pour l'évolution du matériel.

L'anglais et l'allemand sont souhaités.

Écrire avec C.V. sous la référence 48153/261 à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE
(PRODUCTION)
recherche

jeunes ingénieurs
DE HAUT NIVEAU

Pour études et recherches appliquées sur les procédés de récupération améliorée des *hydrocarbures : injection de vapeur d'eau*, de CO_2 ou d'eau avec additifs.

Ces ingénieurs participeront aux études de laboratoire, aux opérations pilotes sur chantier, et plus particulièrement à la mise au point et à l'utilisation de modèles numériques de simulation.

SPECIALITES :
- mécanique des fluides
- thermodynamique
- calcul numérique.

Ingénieurs Grandes Ecoles, ayant un PhD ou un doctorat es sciences.

CONDITIONS REQUISES :
- anglais courant
- pratique du FORTRAN
- aptitudes à l'expatriation
- dynamisme.

LIEU DE TRAVAIL :
Sud-Ouest de la France pour débuter.

Envoyer C.V., photo et prétentions *sous no* 56815 à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement - 26, avenue des Lilas - Tour 12-04 - 64000 PAU.

UN IMPORTANT GROUPE D'ÉQUIPEMENT
recherche pour une de ses sociétés

un chargé d'opérations

ingénieur et/ou gestionnaire
pour prendre en charge le suivi et la réalisation d'opérations d'aménagement.
Ce poste, ouvert et diversifié, peut convenir à un candidat débutant ou ayant un à deux ans d'expérience, de formation supérieure, préférence technique, possédant le goût pour des fonctions « globales », le sens des contacts et des relations publiques.
Le poste est à pourvoir dans un premier temps dans le nord-est de la France et offre des possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.
Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. GUIN (mentionnée sur l'enveloppe) à



Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIERES
30, rue Vernet, 75008 PARIS



recherche pour son centre
de Fabrication de ROUEN

1°) INGENIEURS ELECTRONICIENS
- pour l'étude, la fabrication et la mise au point d'équipements de tests
- *Bonnes connaissances en électronique, mécanique et petite tôlerie.*
- pour contrôle automatique de cartes électroniques.

2°) INGENIEUR QUALITE
- chargé de développer les procédures de l'assurance qualité dans les domaines électro-mécanique et électronique.

Ces postes conviendraient à des
INGENIEURS TECHNOLOGUES
A & M - INSA - CNAM - ENI

Débutants ou ayant quelques années d'expérience.



Adresser C.V. *manuscrit* + photo à
Direction de l'Usine - Boîte Postales n°13
76800 ST-ETIENNE DU ROUVRAY

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Responsables de clientèle

ASSURANCES — PARIS

Un des tous premiers courtiers d'assurances français, souhaite renforcer l'équipe de son département international pour répondre au développement important de ses activités.

Ce service, qui travaille en liaison avec les autres départements de la société a pour rôle :

- de suivre, en France, les opérations d'assurances des clients qui lui confient ses correspondants et bureaux à l'étranger.
- d'organiser et de gérer les affaires à l'étranger de ses clients français en animant et en coordonnant l'action de ses bureaux ou correspondants.

Au sein de ce département, nous souhaitons confier à deux nouveaux collaborateurs la responsabilité complète d'une clientèle en France et à l'étranger avec notamment pour mission :

- de la conseiller sur les garanties nécessaires et de lui proposer des modifications de contrat.
- de suivre son dossier auprès des services internes, des bureaux ou des correspondants.

Nous recherchons des candidats connaissant les diverses branches d'assurances et en particulier les risques industriels, bilingue français/anglais, ayant un bon contact, de l'aisance dans les relations commerciales et le sens de la communication.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1106 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre département "Assurances".

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC



emplois régionaux

Cadre export

Impératifs du poste : parfaitement trilingue anglais-allemand - formation technique de base B.T.S., D.U.T. méca. - âgé de 35 ans min., il a une expérience de l'animation d'un réseau commercial vente-export de produits d'équipement-déplacements : de 60 à 70 % du temps - Résidence en province (Sud Bourgogne).

Filiale d'un groupe industriel français, solidement implanté en Europe, notre Société, 200 personnes, C.A. 70 millions dont 20 % export, est situé en SUD-BOURGOGNE. Leader sur le marché français, nous prétendons "asseoir" et développer notre exportation. Nous sommes constructeur d'ensembles routiers pour remorques légères, destinés aux marchés du loisir et de l'industrie (caravanes, remorques bateaux, compresseurs).

Notre Directeur Commercial recherche son ASSISTANT EXPORT dont la mission sera de suivre et contrôler l'application de la politique commerciale auprès des filiales et des agents, et de les animer, les soutenir et les assister techniquement. Rémunération : 110.000 F —, liée à l'expérience et aux qualités humaines.

Envoyez CV manuscrit détaillé, photo et salaire actuel sous référence 3465.

17, rue Courmeaux - 51100 REIMS
102, Avenue Philippe Auguste - 75011 PARIS.

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication

DOCUMENTALISTE TECHNIQUE BILINGUE

70.000 F +

Normandie — La filiale d'un important groupe industriel français, spécialisée dans la construction et la commercialisation de biens d'équipement lourds (Métallurgie et Mécanique), recherche pour l'une de ses deux usines (700 personnes), située à proximité de Vernon, un(e) Documentaliste Technique Bilingue. Sous la responsabilité du Directeur Technique, il (elle) sera chargé(e) de mettre en place le service Documentation afin de permettre l'analyse, le stockage et la diffusion de l'information nécessaire aux techniciens. Ce poste conviendrait à un(e) diplômé(e) de l'enseignement supérieur, ayant une formation de documentaliste (INTD ou équivalence). Plusieurs années d'expérience documentaire dans le domaine industriel et la connaissance parfaite de l'anglais sont impératives. De bonnes notions d'allemand seraient appréciées. La rémunération sera fonction de l'expérience. Écrire à C. ROUSSEL en précisant impérativement salaire actuel - PS CONSEIL - 8, rue Bellini - PARIS Cedex 16 - Réf. A/271M

PS Conseil



LA BANQUE POPULAIRE DU NORD
recrute

SECOND D'AGENCE

Classe IV, V ou plus selon expérience.

Le candidat retenu devra avoir l'habitude des contacts clientèle, être capable de gérer des engagements.

De réelles possibilités existent pour un élément dynamique qui fera la preuve de son efficacité.

Adresser C.V. manuscrit, photo et rémunération actuelle à la Direction des relations humaines, référence R.D. 63. 847, avenue de la République, 59700 MARCQ-EN-BARŒUL.

THOMSON-CSF

DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS

implantée en Région Parisienne et en Province

Recherche pour son Service Développement Industriel de Province

UN INGÉNIEUR

GRANDES ÉCOLES : A. et M., I.C.A.M. ou ÉQUIVALENT

Pour lui confier, au sein de l'équipe développement, la responsabilité de projets d'études et de développement industriels, de matériels de télécommunications.

Envoyer lettre de candidature, C.V. et photo, ainsi que la rémunération souhaitée, au service du Personnel THOMSON - CSF, 110, avenue Leclerc, B.P. 89 - 49309 CHOLET CEDEX.

ETABLISSEMENT CONSULAIRE
VILLE SUD OUEST
recherche

INGENIEUR DE FORMATION BATIMENT et T.P.

Sa mission sera :

- d'assurer la mise au point des programmes de travaux en collaboration avec les hommes de l'Art et l'Administration
- d'assurer le suivi des chantiers
- de contrôler l'état du patrimoine immobilier
- de participer à la préparation et au suivi des opérations d'Aménagement Foncier.

Ce poste pourrait convenir à :

- un Ingénieur diplômé ou assimilé ayant environ 10 ans d'expérience du Bâtiment et des Travaux Publics disposant de qualités d'organisation, d'esprit d'initiative et d'un excellent contact humain.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 675 au

CEFAGI 87 - 89 Avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

wavin

Nous sommes leader en Europe pour la transformation des matières plastiques.

Nous recherchons

le chef du service comptable et administratif

Directement rattaché au Directeur Administratif et Financier, il est responsable de la comptabilité générale et analytique, de la trésorerie et de l'administration générale.

Le candidat, diplômé de l'enseignement supérieur (école de gestion — DECS), doit justifier une expérience réussie d'au moins 5 ans, dans un poste similaire en milieu industriel, au sein d'une Société dont le C.A. est voisin de 200 millions.

Il doit avoir le goût de l'organisation et de l'animation d'une équipe. Anglais apprécié.

Lieu de travail : 15 kms de VICHY (03).

Transmettre C.V. + photo + prétentions à WAVIN - Boite Postale 05 03150 VARENNES-SUR-ALLIER.

INDUSTRIE ALIMENTAIRE PERFORMANTE EN EXPANSION REGULIERE
Région MULHOUSE (68)

recherche un

DIRECTEUR DES VENTES ET DU MARKETING

ESC ou autodidacte de valeur

Dépendant directement du PDG, il devra négocier à un niveau élevé avec la « grande distribution » (hypermarchés, centrales d'achats).

Il animera et contrôlera la force de vente (5 représentants, 6 démonstratrices).
Il assurera les études marketing et gérera le budget de publicité.
Une expérience de 5 à 10 ans des contacts de vente à la grande distribution et une connaissance théorique et pratique du marketing sont indispensables.
Poste d'avenir stable.
Rémunération motivante.

Adresser C.V. dét. s/réf. 858, à SELETEC
Conseil en Recrutement
67009 STRASBOURG CEDEX

Recherchons pour SOCIETE INDUSTRIELLE FILIALE DE 2 GROUPES IMPORTANTS

CONTROLEUR de GESTION

respons. également des achats. Membre de l'équipe de direction. - Région SUD-OUEST. Age minim. 30 ans. Rémunération motivante. - Envoyer C.V. + ph. s/réf. 2290, à SWEERTS, B.P. 269 - 75424 PARIS Ced. 09

ASSOCIATION A VOCATION SANITAIRE ET SOCIALE
Ville du Midi
recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

(DUT - MIAGE - B.T.S.)

— Quelques années d'expérience, préférence milieu sanitaire ou social ;

— Sera appelé à participer à l'adaptation de notre informatique, aux applications : frais de séjour, comptabilité, personnel-paie, amortissements, laboratoire.

Lettre manuscr. + C.V. + prét. à journal qui transmettra.
Ecr. n° 8.142 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris

pharmacien chef de produits — Réf. P 10 M

GALLIA, 230 M de C.A., société de la Branche Alimentaire du Groupe BSN-Gervais Danone, commercialise des aliments et des produits de soins pour enfants, distribués par le circuit pharmacie.
Elle recherche le responsable de la gestion et du développement de sa gamme de laits infantiles (n° 2 en France, avec Nursie, Galliazyme, Galliasec) et de produits diététiques.
Cette société, par sa taille moyenne et sa structure légère, permet au chef de produits d'avoir prise directe sur les événements et d'agir avec un maximum d'autonomie et d'initiative. C'est l'opportunité offerte à un(e) jeune pharmacien(e) de développer l'expérience marketing ou commerciale acquise pendant 1 à 3 ans au sein d'un laboratoire pharmaceutique ou d'une société de produits de parapharmacie.
Lieu du poste : Levallois.

responsable des relations sociales — Réf. P 13 M

BSN-EMBALLAGE, 10 usines, 7700 personnes, recherche le futur responsable des relations sociales de l'une de ses importantes usines de la région lyonnaise.
Membre de l'équipe de direction de l'usine il participe à l'élaboration de la politique sociale et à son application en liaison avec la hiérarchie. Il assure les relations avec les partenaires sociaux et recommande toutes les dispositions susceptibles de contribuer au développement d'un climat social favorable. Il conseille les responsables opérationnels en matière de concertation, d'information et de gestion du personnel.
Il anime un service d'une vingtaine de personnes qui a en charge la gestion et l'administration du personnel (recrutement, sélection interne, rémunération, paie, sécurité et conditions de travail). Une période d'intégration est prévue qui lui permettra d'acquérir une connaissance concrète de l'industrie du Verre d'Emballage avant sa prise de fonction.
Cette fonction sera confiée à un candidat de formation supérieure disposant d'une expérience d'environ 4 ans de la gestion du personnel ou des relations syndicales acquise de préférence en unité de production.

ina-pg, ensiaa débutant — Réf. JC 16 M

LE GROUPE BSN-GERVAIS DANONE, n° 1 de l'industrie alimentaire en France, dispose de plusieurs Centres de Recherche et de Développement. Il souhaite accueillir un jeune chef de projets dans l'un de ces centres, important et moderne, qui exerce ses activités dans divers domaines : alimentation pour bébés, panification, pâtes, plats cuisinés.
Nous avons décidé de préparer un jeune Ingénieur débutant (INA-PG, ENSIAA,...) aux responsabilités suivantes d'un chef de projets : conception et mise au point de nouveaux produits et procédés de fabrication ; étude de nouvelles possibilités technologiques, proposition d'innovations, animation des différentes étapes de recherche (formulation, essais pilotes et industriels) en liaison étroite avec les services marketing et techniques, la production et les organismes de recherche extérieurs au Groupe. Lieu du poste : Brive (19).
Un diplôme de spécialisation alimentaire français ou étranger serait apprécié.

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, sous référence correspondante, en précisant rémunérations actuelle et souhaitée, à BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres, 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone — bsn.gervais danone • bsn

HAVAS CONTACT

SOPAD - NESTLÉ

recherche pour son siège social à Courbevoie

• UN CHEF DE PRODUIT

capable d'assumer la responsabilité d'une gamme de produits alimentaires en assurant la coordination entre la fabrication, le développement, les services commerciaux, les agences de publicité, etc.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur commercial, possédant au minimum 2 ans d'expérience d'une fonction similaire ou d'animation d'une équipe commerciale.

• UN ASSISTANT CHEF DE PRODUIT

Au sein d'une petite équipe, il participera au marketing d'une ligne de produits de façon à en assumer progressivement la responsabilité.

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé

H.E.C., ESSEC, E.S.C.P., ...

Adresser C.V., rémunération actuelle et souhaitée, à SOPAD, Direction du Personnel, 17, quai Paul-Doumer, 92411 Courbevoie.

études et développement

Afin de faire face aux besoins croissants du marché informatique, Cii Honeywell Bull accroît son POTENTIEL D'ÉTUDES et propose à des

ingénieurs

de les associer aux équipes responsables du développement de ses futures gammes d'ordinateurs (Grands et Moyens Systèmes, Informatique distribuée).

Les postes à pourvoir concernent principalement les métiers du LOGICIEL :

- conception assistée par ordinateur ;
- logiciel de base ;
- micrologiciel - logique programmée ;
- applications spéciales.

Ils s'adressent à des ingénieurs Grandes Écoles (ou Universitaires) possédant des connaissances de base en informatique acquises lors de leurs études ou au cours d'une première expérience professionnelle.

Lieu de travail : (78) LES CLAYES-SOUS-BOIS ou (78) LOUVECIENNES, ou PARIS 20e puis LES CLAYES-SOUS-BOIS en 1981.

Envoyer C.V. et prétentions, sous réf. 119 M, à Cii Honeywell Bull - ACLES - PC 1 103 H 61/63, rue d'Avron - 75980 PARIS Cedex 20.



Cii Honeywell Bull

HAVAS CONTACT

du Recrutement à la Gestion de Personnel

Notre entreprise leader dans sa technologie a connu ces dernières années une progression très rapide. Nos perspectives restent très ouvertes et notre secteur industriel est appelé à évoluer encore, en France comme à l'Etranger. C'est pourquoi nous souhaitons actuellement renforcer notre département gestion des ressources humaines.

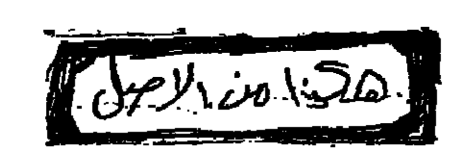
Tout en prenant en charge le recrutement d'une division opérationnelle de l'entreprise, le cadre que nous désirons intégrer s'efforcera d'organiser et de développer la mobilité interne.

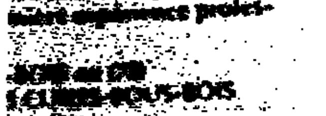
Il participera à l'élaboration de la politique dans ce domaine et sera responsable de son application. Cela nécessite des contacts étroits à l'intérieur de l'entreprise (responsables hiérarchiques, personnel concerné), un travail concerté avec le département formation, une implication profonde dans le fonctionnement et les objectifs du département, ainsi qu'un bon sens du travail en équipe. Une formation de psychologie industrielle est indispensable ainsi qu'une expérience minimum de 3 années du recrutement de différentes catégories de personnel : ingénieurs, techniciens, cadres administratifs, ETAM.

Les candidatures et les entretiens éventuels qui y feront suite seront entourés d'une totale discrétion. Les dossiers sont à adresser sous la référence 78815 à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

(Indiquer sous double enveloppe les entreprises auxquelles ils ne doivent pas être transmis).

HAVAS CONTACT







REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

La filiale française
d'un Groupe Américain
fabriquant des MINIORDINATEURS de haut de gamme (Mégaminis) avec un marché important d'END USERS recherche pour son siège à PARIS, son

directeur technique

180.000 F

chargé de diriger une équipe d'une trentaine de personnes (maintenance, formation, stocks, soft de base) qui doublera dans les 2 ans. Il est responsable de son centre de profit. *Il dépend directement du Directeur Général.*

L'homme recherché a 35 ans minimum, et une expérience d'au moins trois ans de la direction d'équipe comparable acquise de préférence chez un constructeur d'ordinateurs.

Adresser CV détaillé précisant le salaire actuel *accompagné d'une photo sous référence SZ 05*

CARRIÈRES SERVICES
10, rue de la Paix - 75002 PARIS
Groupe EGS
Conseil en recrutement

AGENCE DE PUBLICITE PARISIENNE
Spécialisée en marketing industriel
poursuivant son plan de développement
cherche

UN DIRECTEUR DE DÉVELOPPEMENT

pour recherche de clientèle et animation

UN CHEF DE PUBLICITÉ (gestions de budgets)

Adresser lettre manuscrite et C.V. à COMMEX, 27, avenue de la Porte-de-Vitry, 75013 Paris.

Chef de Ventes National
Futur Directeur Commercial

150.000 F +
Equipement de l'habitat

Nous sommes une PMI dynamique (siège Paris) dont la réputation et l'expansion (25 % an) reposent sur des PRODUITS de 2d OEUVRE BATIMENT qui *se sont taillés une belle part de marché face à une* concurrence tenue par des géants.

Pour ANIMER sur le terrain 10 chefs de Secteur performants et un important réseau de grossistes, pour OUVRIR des MARCHES avec un produit nouveau et SANS CONCURRENCE, nous recherchons une PERSONNALITE : 35 ans, formation commerciale supérieure, concret et battant, «défricheur», connaissant parfaitement le Bâtiment et en particulier les négociants stockistes et pavillonneurs.

Si ce profil correspond au vôtre, envoyer votre C.V. sous référence 10731 C à notre Consultant Nelly POITEVIN qui prendra contact avec vous confidentiellement.

CREED 13, rue FAIDHERBE 59800 LILLE

GROUPEMENT PROFESSIONNEL
SECTEUR ASSURANCES
recherche

UN ATTACHÉ DE DIRECTION

De formation juridique supérieure, le candidat aura acquis dans le secteur de l'assurance une expérience d'au moins 5 ans qui lui permettra de collaborer à des travaux d'étude technique en liaison étroite avec la Direction du Groupement.

Des qualités d'analyse et de synthèse ainsi qu'une bonne maîtrise professionnelle de l'expression écrite seront déterminantes pour une réussite dans la fonction.

Le poste à pourvoir est stable et pourra évoluer vers des fonctions de plus grande responsabilité.

Envoyer lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle sous Réf. 78/80 à :
Mr DERYNCK
118, rue de Tocqueville
75017 PARIS

bleu

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
PEINTURE ET REVÊTEMENTS *MURS* ET *SOLS*
recherche

NÉGOCIATEURS DE HAUT NIVEAU

Chacun d'eux sera chargé de toute l'action commerciale pour promouvoir une gamme de produits auprès des chaînes de distribution, depuis les centrales d'achats jusqu'aux magasins.

Il s'agit principalement des chaînes de bricolage et des réseaux de concessionnaires professionnels du second œuvre bâtiment.

Les candidats doivent avoir une formation commerciale supérieure et *une première expérience* réussie dans l'action commerciale auprès des chaînes de distribution moderne.

comes

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, r. de la Paix, 75002 Paris (sous référence 2305)

DISCRETION ET REPONSE ASSURÉES.

---

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Chef du département études socio-économiques
référence KR 579 AM

UN ORGANISME CONSEIL parmi les plus importants de France *recherche le Chef de son Département Études Socio-Économiques.* Il s'agit d'un poste de premier plan, directement rattaché au Directeur Général et impliquant l'animation d'une vingtaine de cadres.

Ce poste conviendrait à, un candidat, de formation supérieure, qui aura environ *15 ans d'expérience professionnelle lui ayant permis d'acquérir de solides connais*sances des domaines sociaux et économiques. Il aura l'habitude d'initier, animer *et gérer des études et de faire appel aux statistiques et aux moyens informatiques.* Ses qualités de rigueur, d'imagination et de contact lui permettront de jouer un rôle important d'innovation et de progrès.

Ordre de grandeur de rémunération : 230.000 F +

Poste à Paris.

Contrôle de gestion
référence CG 573 AM

UN GROUPE A VOCATION INDUSTRIELLE (400 millions de CA environ) souhaite renforcer ses structures en créant un poste de **Chargé de Contrôle de Gestion.**
Cette fonction d'abord axée sur le contrôle budgétaire consiste à mettre en place *les moyens de recueil des prévisions budgétaires, leur synthèse, le contrôle de* la réalisation. Des travaux dans le domaine économique et financier seront également confiés.

Ce poste permettant de déboucher sur les différents aspects du contrôle de gestion, conviendrait à candidat HEC, ESSEC, ESC ayant pratiqué pendant au moins 3 ans des fonctions de contrôle de gestion dans une société industrielle de préférence.

Lieu de travail : Paris.

Ingénieur d'affaires GÉNIE CIVIL
référence LS 580 AM

UNE IMPORTANTE SOCIETE D'INGENIERIE, réalisant de grands ensembles industriels en France et à l'étranger, recherche un **Ingénieur d'Affaires pour son département génie civil.**
*Ce poste conviendrait à un Ingénieur ETP ou équivalent, ayant une solide expé*rience dans la conception, le calcul, la réalisation d'ouvrages industriels. Une bonne pratique des négociations avec clients, fournisseurs et entreprises, ainsi que l'expérience du suivi de travaux et de budgets seraient un atout.

Poste intéressant dans société renommée pour candidat ayant qualités de dynamisme, de rigueur et de contact.
Connaissance de l'anglais nécessaire.

Rémunération : 140.000 F +
Poste à Paris.

Ingénieur marketing achats
référence OW 583 CM

WABCO WESTINGHOUSE spécialiste dans le domaine du freinage automobile, leader sur le marché international, recherche un **Assistant au Directeur des Achats.**
Le volume des achats (plus de 100 millions de francs) et son incidence directe sur les résultats de la société, nécessitent des prévisions de développement des produits, l'étude de marché des fournisseurs potentiels (tant en produit qu'en sous-traitance) et l'évaluation de leur potentiel. *La création de cette fonction représente* un réel intérêt professionnel pour un ingénieur (ou formation supérieure équivalente), *spécialiste des achats de produits industriels, capable par sa maîtrise de la* fonction de participer à l'animation et à la formation des acheteurs du service.
Connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste banlieue Est de Paris.

Responsable audit
référence BI 572 AM

PUISSANT GROUPE FRANÇAIS BRANCHE ALIMENTAIRE, nombreuses filiales France et étranger, offre au sein de sa holding une réelle opportunité de carrière à **Audit** désirant valoriser 5 ans environ d'expérience dans ce domaine acquise dans groupe important ou cabinet anglo-saxon.

Il s'agit d'un poste intéressant pouvant convenir à HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent. Après avoir assuré avec succès son rôle d'audit et acquis une bonne connaissance du groupe, **le titulaire du poste pourra accéder dans un avenir proche à de larges responsabilités au sein d'une des filiales françaises ou étrangères.**
Bonnes connaissances anglais.

Poste à Paris.

Ingénieur grande école débutant pour poste opérationnel en usine
référence PW 584 AM

UN DES PREMIERS GROUPES CHIMIQUES FRANCAIS offre une possibilité de carrière à un **Jeune Ingénieur AM, IEG, IDN...**

Il commencera sa carrière dans une usine pétrochimique, comme Adjoint à un Chef de secteur entretien et il aura d'emblée des responsabilités techniques, budgétaires et d'animation de personnel. Puis il pourra évoluer rapidement selon ses goûts et aptitudes vers d'autres filières de carrière.

Poste en Lorraine.

Ingénieur organisation informatique
référence DK 574 AM

UNE ENTREPRISE INDUSTRIELLE RENOMMEE DANS SA BRANCHE (fabrication de série), plus de 2.000 personnes, renforce les structures de son département organisation et *informatique en proposant une situation impliquant* initiative et autonomie à **Ingénieur ENSI** (option informatique).

Il s'agit de prendre en charge un projet depuis l'analyse du besoin jusqu'à la mise en place des solutions. Cette fonction nécessite une première expérience *concrète en informatique de gestion (2-3 ans) mais également* une ouverture à d'autres techniques (organisation générale, production...). La société peut proposer une évolution de carrière dans d'autres domaines de l'entreprise.

Lieu de travail : Paris.

Ingénieur débutant pour poste de responsabilités en usine
référence NU 582 AM

UNE FILIALE DU GROUPE PECHINEY UGINE KUHLMANN offre à un **Ingénieur** ECP, Mines, AM ou école équivalente, la possibilité de débuter sa carrière dans une **usine neuve réalisant des produits métallurgiques de haute technicité.**
Assistant du Responsable des fabrications, il assumera des responsabilités techniques concernant les produits et "l'outil" de production : mise au point de fabrications, conception de matériels nouveaux...

Poste très intéressant pour candidat ayant qualités de dynamisme et de contact, et intérêts techniques.

Poste : ville Loire Atlantique.

etap 4, rue Massenet 75016 Paris

---

directeur des relations sociales

PARIS **120 000 Frs**

Notre groupe, en constante expansion, possède de nombreux établissements implantés dans le monde entier.

Au niveau d'une de ces unités, vous serez chargé de définir, d'animer et de contrôler la politique *de gestion du personnel; vous vous occuperez* donc de la définition des besoins, de sélection, de recrutement, d'embauche, de gestion de carrière, des salaires, des relations avec les syndicats et les organismes sociaux, etc.

Réussir dans ce poste suppose une expérience de quelques années dans ce type de fonction, une bonne maîtrise de la législation du travail et une pratique courante de l'anglais.

Rattaché au Directeur Général de l'établissement, vous bénéficierez d'un climat de confiance, de *délégation et d'autonomie.*

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 4554 à Bruno DEMOINET :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
IBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

média-system

Société de prestation de services exploitant un immeuble de bureaux-services de grand standing, à Paris, recherche :

UN DIRECTEUR

LE POSTE :
Assumer la direction commerciale de son activité bureaux-services (location de bureaux meublés à l'heure, au mois ou à l'année, ainsi que les services connexes).
PROFIL :
Expérience immobilière et/ou hôtelière appréciée.
Anglais indispensable.
Age : 30 ans environ.

REMUNERATION :
Suivant l'expérience acquise + un intéressement en fonction des résultats.

Adresser curriculum vitae + photo + prétentions à :
FARABI - 30, avenue George-V, 75008 PARIS

IMPORTANT GROUPE D'ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS
proche Banlieue Est (liaison RER)
recherche

pour son service refinancement - méthodes

UN CADRE FINANCIER

Jeune diplômé ESC (finance-comptabilité) ou équivalent

Il assistera le Responsable dans la réalisation de ses objectifs *comportant notamment* :
- suivi du refinancement et études liées
- *études d'organisation et d'informatisation* du Secteur Trésorerie - Refinancement
- suivis statistiques et tableaux de bord

1 ou 2 ans de vie professionnelle si possible dans le secteur bancaire ou financier

Possibilités d'évolution vers les autres sec*teurs de la Direction Financière, notamment* Contrôle de Gestion ou Comptabilité.

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 93232 M à
BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel
94300 VINCENNES

SOCIETE D'INGENIERIE PARIS
recrute

INGENIEUR
Grande Ecole

- Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience en chauffage climatisation.
- Anglais exigé.

Ce poste impliquera par *la suite des séjours de longue* durée à l'étranger.

Adresser C.V. + photo sous réf. 1180 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR
11, rue Royale 75008 PARIS
(qui transmettra).

Entreprise Française
recherche

INGÉNIEUR
en Propriété Industrielle

Sa responsabilité s'exercera dans le domaine de l'étude de « brevabilité » des inventions, et des dépôts de brevets France et étranger en liaison avec les différents services techniques du groupe.

- Une formation de base :

Ingénieur mécanicien
est exigée, complétée par une première expérience professionnelle dans un service de propriété industrielle.

- Des connaissances en Anglais et Allemand seraient appréciées.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 2.287 à SWEERTS, B.P. 269 - 75424 Paris cedex 09, qui tr.

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE
recherche pour son Centre de Traitement d'opérations bancaires

un Ingénieur Système débutant

intéressé par une formation au sein d'une équipe système.
Adress. CV, photo, sal. et prét. s/réf SB à C.N.C.A.
Recrutement Carrières cedex 26 - 75300 Paris Brune

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

SOPRA ingénierie des systèmes d'information, 450 personnes, 80 millions de C.A., Paris, Lyon, Grenoble, Annecy, Nantes, Marseille, Abidjan,

activités

- bases de données, temps réel, réseaux, télématique,...
- audit, conseil, conception et réalisation,

recherche :

INGENIEURS INFORMATICIENS

confirmés (réf. 605/C)

pour la conception et la réalisation de systèmes de haut niveau. La connaissance des minis et des systèmes de télétraitement ou de bases de données sera appréciée.

La structure du groupe et son contexte dynamique offrent des possibilités certaines d'évolution pour des candidats de valeur.

INGENIEURS

option informatique, en recherche de 1er emploi (réf. 605/D)

Intégrés dans des équipes de réalisation, ils disposeront rapidement d'une expérience concrète et variée leur permettant une évolution rapide.

Des formations complémentaires leur seront données sur nos méthodes et sur les techniques de pointe.

De larges possibilités d'évolution sont offertes dans des activités variées :
- systèmes de gestion, logiciel de base et d'application,
- automatismes.

Postes à pourvoir à Paris et en Province.

Ecrivez en joignant CV et photo, sous référence choisie, à Sopra Recrutement 90 rue de Flandre 75019 Paris

SOPRA

média-system

THOMSON-CSF SIMULATEURS LMT

Pour faire face à une expansion continue importante, l'un des premiers grands Constructeurs mondiaux de SIMULATEURS, implanté en Région Parisienne et ayant une filiale aux Etats-Unis recherche des

jeunes ingénieurs

ELECTRONIQUE - AERONAUTIQUE ELECTROMECANIQUE

- Vous avez 3 à 5 ans d'expérience en tant qu'ingénieur d'Etudes, par exemple dans le domaine de l'électronique, de l'informatique temps réel,...
- Vous souhaitez élargir votre fonction et accéder à des responsabilités de coordination de projets.

Nous vous proposons de devenir :

coordinateurs techniques

- Vous participerez directement à la conduite de projets qui selon vos goûts et compétences, seront des simulateurs d'avions militaires, de chars, de navires et de systèmes.
- Vous aurez la responsabilité d'un projet :
  - responsabilité technique d'ensemble,
  - coordination des groupes d'études et de réalisations,
  - préparation de propositions techniques et de devis,
  - relations techniques avec le client.



BONNE PRATIQUE DE L'ANGLAIS SOUHAITEE.

Adressez C.V., photo et rémunération souhaitée à A. de BEJARRY THOMSON-CSF SIMULATEURS LMT B.P. 116 - 78192 Trappes Cedex en rappelant la réf. 1C.80.19.M.

RENAULT Véhicules Industriels — Le défi du Poids Lourd français

Nécessite pour sa réalisation, des moyens humains en rapport avec ses objectifs. C'est pourquoi, nous offrons aujourd'hui à de

JEUNES DIPLOMES HEC, ESSEC, SUP. de CO...

de venir nous rejoindre pour occuper des fonctions

COMMERCIALES OU DE GESTION

Nous nous adressons à des hommes entreprenants, déterminés à s'ouvrir une carrière dans l'industrie automobile et dont le potentiel élevé, égal à leur ambition sera le garant de leur réussite professionnelle et de la nôtre sur un marché où rien n'est gagné d'avance.
Après une période de formation à nos produits et à nos méthodes, ils occuperont des fonctions opérationnelles, où ils pourront réellement mettre en valeur leurs compétences, leurs qualités de challengers ambitieux et concrets. Si vous désirez faire vos preuves et relever le défi avec nous, adressez votre candidature à la Direction Gestion des Cadres, 8 Quai Léon Blum - 92156 SURESNES CEDEX.

ego carrières

Société d'études et de réalisation d'installations nucléaires à technologie de pointe recherche pour sa

DIVISION DE CALCUL

JEUNES INGENIEURS grandes écoles

Débutants ou ayant quelques années d'expérience dans les spécialités suivantes :

MECANIQUE :
Pour les calculs de structures. Très bonne formation en mécanique et résistance des matériaux, éléments finis. Connaissance en mécanique non linéaire. Expérience de code ASME appréciée. (Réf. 7085 ME)

HYDRAULIQUE :
Pour études concernant la circulation des fluides dans des composants divers (circuits, échangeurs, mélangeurs, etc...). Très bonne formation ou pratique de l'hydraulique (Ex : Option hydraulique de l'ENSEEIHT). Bonne connaissance en résistance des matériaux et en informatique. (Réf. 7085 HY)

THERMIQUE :
Pour études théoriques des évolutions de températures de fluides caloporteurs en circulation, et détermination des chargements thermiques des structures. Bonne formation ou pratique en thermique, hydraulique, thermohydraulique. Connaissance en résistance des matériaux et en informatique. (Réf. 7085 TH)

HYDRODYNAMIQUE :
Pour détermination des interactions dynamiques fluide-structure. Bonne connaissance des phénomènes vibratoires, propagation d'ondes. (Réf. 7085 HD)

MATERIAUX :

1er poste : Participation à la mise au point et à la rédaction de spécifications relatives au choix des matériaux et à leur mise en œuvre. Spécialisation en aciers Inox. Capacité de négociation et de rédaction. (Réf. 7085 MA1)

2ème poste : Participation à la mise en forme des caractéristiques matériaux à partir d'essais. Très bonne connaissance des modèles et lois constitutives et des pratiques expérimentales. (Réf. 7085 MA2)

Pour tous ces postes, l'Anglais est nécessaire.
Ces opportunités sont proposées à de jeunes ingénieurs ayant le sens de la méthode et de la rigueur, et désireux de participer à des travaux utilisant des techniques et connaissances avancées. Ils s'intégreront aux autres Divisions de la Société.
Ces postes peuvent constituer une chance d'évolution réelle pour des éléments de valeur.
Adresser C.V., photo et prétentions en mentionnant la référence du poste et éventuellement les Sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas être mis en rapport, à :

OP organisation et publicité 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/OUTRANSMETTRA

ORGANISME INTERPROFESSIONNEL

recherche

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

Expérience minimum de deux années en organisation et études sur la BOURSE et les TITRES.

Niveau : études supérieures, soit universitaires, soit professionnelles.

Merci d'envoyer votre dossier avec lettre manuscrite, C.V. et prétentions à GAUCHER, référ. 1052, 98, rue de la Victoire, 75009 PARIS, q. tr.

afnor

Association Française de Normalisation

recherche pour sa

DIVISION METALLURGIE

INGENIEUR MECANICIEN

En contact permanent avec les professionnels, il assumera la responsabilité, au plan technique, administratif et rédactionnel des dossiers d'élaboration des normes françaises et internationales dans les domaines : boulonnerie, filetages des états de surface métallique (cuivre - zinc - plomb).

Le poste implique une responsabilité équilibrée et dynamique aussi à l'aise dans les relations humaines que dans le travail administratif et suppose une connaissance correcte de l'anglais écrit et parlé.
Il est à pourvoir rapidement.

Adresser c.v. et photo s/réf. 5034 en précisant la rémunération actuelle à AFNOR - Direction du Personnel - Tour Europe - Cédex 07 - 92080 Paris La Défense.

SOCIETE DE SERVICES INTERNATIONALE
(chiffre d'affaires 3,5 milliards de FF)
recherche

AUDITEUR INTERNE CONFIRME

Le candidat devra avoir impérativement :
- une formation HEC, ESSEC, ESC + formation expertise comptable,
- une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction audit ou dans les services financiers d'une grande société,
- une expérience informatique acquise à travers une participation directe à la mise en place de systèmes.

Cette personne, insérée dans l'équipe actuelle, sera appelée à effectuer tous les types d'interventions que recouvre la fonction audit.

Les déplacements sont fréquents mais d'une durée ne dépassant pas deux semaines.

Réelles possibilités d'évolution pour professionnel de haut niveau.

Envoyer C.V., prétentions et photo à no 56595 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Filiale française d'un groupe multinational
Produits spécialisés - Chimie fine.

Notre clientèle nous oblige à mériter en permanence notre position de leader sur plusieurs créneaux. Pour celà, des produits de qualité sont nécessaires. Une équipe dynamique et de haut niveau l'est aussi. Nous voulons la renforcer encore en accueillant un

ingénieur technico-commercial
futur responsable de groupe ou de marché.

Votre adaptation se fera sur le terrain, chez nos clients, avec une réelle responsabilité de résultats. Préparée par votre formation supérieure, une expérience de plusieurs années et la pratique de l'anglais. Accompagnée par une solide formation à nos produits et à leurs applications.

Après avoir fait la preuve de qualités d'animateur et de gestionnaire, en plus de votre sens commercial et de votre compétence technique, vous accéderez à la responsabilité d'une équipe d'ingénieurs, d'un groupe de produits, ou d'un marché au niveau européen.

Nous vous remercions d'adresser votre offre de collaboration sous référence M 414 à Mme Bernié, 80 rue Taitbout 75009 Paris qui vous assure discrétion et réponse.

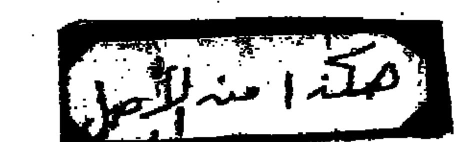
Société d'électronique (Hauts-de-Seine)

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Connaissance des microprocesseurs (Matériel et logiciel)

Pour études et développement d'équipements industriels.
Salaire élevé.
Avantages sociaux.

Adresser C.V. détaillé et manuscrit à C.G.P., sous le No 857, 25, rue Cavendish, 75019 PARIS.



REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

...ULATEURS LMT

des premiers grands Constructeurs mondiaux ayant une filiale aux Etats-Unis recherche

...génieurs

...ERONAUTIQUE ...ANIQUE



...S INGENIEURS ...ndes écoles

... INTERNE CONFIRME

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

d'abord D.A.F... Groupe de PME

LILLE — 150/180.000 F an+

175 personnes réparties autour d'1 holding sur 4 sociétés. Un chiffre d'affaires de 40 M.F. en 1979. *Des activités dans le secteur Presse-Imprimerie.* Une situation plutôt saine et un très fort potentiel de développement : Tel est succintement la description de notre Groupe. Notre *président a bientôt 60 ans et il* souhaite rencontrer un Adjoint de valeur. Celui-ci couvrira, comme Directeur Administratif et Financier les fonctions suivantes : comptabilité, trésorerie, finances, contrôle de gestion, informatique et organisation, secrétariat général et personnel. Bien entendu une bonne réussite dans le poste doit permettre à son titulaire d'élargir à terme son champ d'action ...
Pourquoi pas vers la DIRECTION GENERALE.

Envoyez votre CV sous réf M 776 DS aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

Directeur d'Usine

220/280.000 F an

Important Groupe Multinational nous recherchons le Directeur de l'une de nos usines clé (400 personnes - Siège ville française moyenne province agréable). Notre technologie particulièrement évoluée, nos méthodes de gestion très sophistiquées et la qualité de nos outils *industriels donnent à ce poste un relief tout particulier.*
Autonome dans son action, jouissant d'une large délégation de la Direction Générale, l'homme recherché devra disposer d'un sens aigu *du commandement et des relations humaines ainsi que d'une grande* aptitude à maitriser des problèmes techniques complexes. Les candidatures souhaitées correspondent à des Ingénieurs grandes écoles d'au moins 33 ans, disposant d'une bonne maitrise de l'ANGLAIS et d'une expérience acquise principalement en usine.
LA PERSONNALITE PRIMERA SUR LE SECTEUR D'ORIGINE DANS LA SELECTION DES CANDIDATS.

Envoyez votre CV sous réf M 808 ACT aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

Directeur Marketing

240.000 F an±

Importante branche (produits de grande consommation) de la filiale française (CA 1,5 milliard) d'un groupe international, nous recherchons notre DIRECTEUR DU MARKETING.
Ses principaux objectifs : accentuer notre position de leader en France et réussir le lancement de nouveaux produits. Il ne peut donc s'agir que d'un *excellent professionnel (34 ans minimum), dont l'expérience* a été acquise dans le secteur de la grande consommation, en entreprise pratiquant un marketing de pointe. Il doit avoir fait la preuve de ses capacités d'animateur d'hommes de créativité et d'action. Notre société lui donnera les moyens d'exprimer pleinement sa valeur au sein d'une équipe de direction soudée et de haut niveau.
Siège REGION PARISIENNE.

Envoyez votre CV sous réf M 800 RS aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

Animer de grands projets péri-informatique

130/170.000 F an

Un groupe de péri-informatique en très fort développement, recherche un ingénieur d'environ 30 ans, disposant d'une bonne expérience dans les systèmes transactionnels et de télécommunication afin de lui confier la responsabilité d'importants projets.
Après avoir défini en avant vente (en liaison étroite avec les clients et la direction commerciale) les spécifications des systèmes à réaliser, il assumera la réalisation complète des affaires (responsabilité technique et budgétaire) en coordonnant les différents services opérationnels de la Société jusqu'au démarrage réussi des projets.
Pour ce poste comportant d'importantes possibilités d'évolution de carrière et à pourvoir en Région Parisienne, il faut prévoir d'assez fréquents déplacements de courte durée.

Envoyez votre CV sous réf 3M 6357 aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

Commercial Grands Comptes
SERVICES INFORMATIQUES

170/200.000 F an+

Nous sommes l'une des principales sociétés européennes de services informatiques et nous créons à Paris deux postes commerciaux de haut niveau dans le secteur des grands comptes. Vous avez la trentaine et une bonne expérience de l'informatique. Votre carrière s'est déroulée jusqu'ici chez un constructeur ou une société de services. Vous souhaitez évoluer professionnellement en prenant en charge de manière très autonome, les relations commerciales avec de très grandes entreprises ou administrations.
Pourquoi ne pas envisager de collaborer ... Vous avez chez nous de réelles possibilités de carrière.
Avant de nous rencontrer et afin de garder à votre candidature un aspect confidentiel, nous avons demandé aux consultants de GFC d'être dans un premier temps vos interlocuteurs. Ils ne nous soumettront pas votre dossier avant d'en avoir débattu de vive voix avec vous.

Envoyez-leur votre CV sous référence M 804 AK. Discrétion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

Responsable Marketing
Littoral Ouest *HF*

150/180.000 F an

Groupe français de renommée internationale, dans un secteur de la GRANDE CONSOMMATION, *nous recherchons, pour prendre en* charge notre principale gamme de produits, un(e) responsable de *marketing* disposant d'une bonne expérience acquise comme CHEF *DE PRODUITS. Il ne peut donc s'agir que d'un(e) excellent(e) professionnel(le)* d'au moins 30 ans doté(e) d'un réel esprit créatif.
Ce poste couvrira la gestion d'un important budget publicitaire, l'amélioration de produits existants et le lancement de produits nouveaux. Il implique d'étroites relations avec l'équipe de vente.
Il est à pourvoir dans une agréable ville moyenne au bord de l'Atlantique.

Envoyez votre CV sous réf M 809 DS aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
11.000 personnes
recherche

RESPONSABLES SECTEUR EXPORT

Bassin Méditerranéen - Afrique - Moyen-Orient

Après un stage de formation, ils seront chargés d'analyser et de prospecter les marchés, *de mettre en place, d'animer les forces de vente* locales et de développer les ventes de nos produits de consommation durables.

Ils devront posséder une formation supérieure commerciale et avoir une spécialisation ou une première expérience à l'exportation.
La pratique de l'Anglais, de l'Italien et de l'Espagnol est indispensable.
Grande disponibilité pour voyager.

C.V., photo et prétentions seront adressés sous le no 56505 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche pour son Centre de Traitement d'opérations bancaires

CHEF COMPTABLE

Pour animer une petite équipe chargée de tenir la comptabilité générale, calculer les prix de revient *et les situations budgétaires.*
DECS ou équivalent et 10 années d'expérience.
Connaissance informatique appréciée.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous référence 6669 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02

Nous sommes un constructeur français de matériel informatique de gestion (facturières, ordinateurs de bureau). Notre chiffre d'affaires en progression constante est le reflet de notre dynamisme et de notre volonté de fabriquer *des produits fiables et répondant aux besoins de l'utilisateur. Nous recherchons en fonction de notre expansion notre*

DIRECTEUR DES VENTES
France et Export

Vous êtes si possible de formation supérieure et vous avez acquis une solide expérience commerciale (animation, gestion, organisation) à la tête d'équipes de vente (France/Export) de préférence dans notre domaine. En étroite relation avec le Président Directeur Général vous définirez la politique commerciale de la société tant au plan national qu'à l'exportation et vous serez responsable de sa mise en oeuvre. En France vous dynamiserez une *équipe de 35 personnes (ventes directes et indirectes), à l'exportation, après études de marchés, vous développerez* le réseau d'importateurs exclusifs existant. Une bonne connaissance de la langue anglaise est souhaitable. La rémunération proposée motivera un candidat de valeur.

Ecrire sous réf. 6385 M.

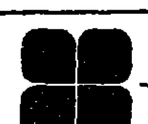
Nous sommes la filiale d'un très important groupe industriel français aux activités diversifiées. Nos produits du secteur électromécanique, petite mécanique, bénéficient d'une solide réputation. Compte-tenu de l'évolution des technologies nous développons une nouvelle génération de matériel incluant des microprocesseurs. Nous souhaitons intégrer à notre équipe d'ingénieurs d'études (50 personnes) un

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs, débutant ou ayant acquis une 1re expérience. Vous possédez une base solide en électronique et en software, des connaissances en mécanique et en téléphonie seraient des atouts supplémentaires. Nous vous proposons d'étudier, mettre au point et suivre le lancement en fabrication de *l'un de nos nouveaux produits lié au téléphone : matériel électromécanique à conduite par microprocesseur* (programmation firmware-hardsoft). Votre but en partant de l'existant : accroître les performances, les fonctions, la fiabilité, l'accessibilité, l'esthétique, la rentabilité de votre produit. Vous prendrez, nous espérons rapidement les responsabilités d'un véritable chef de projet. Si, travailler dans une ambiance sympathique et sur un matériel dont on parlera demain vous motive, rejoignez notre équipe basée dans le Sud de Paris.

Ecrire sous réf. 6386 M.

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, écrivez à Jean-Loup Parichon, en précisant la référence, il étudiera avec vous les possibilités d'une *future collaboration.*



SERIFO — CONSEILS DE DIRECTION
38, RUE DE LISBONNE -- 75008 PARIS
TELEPHONE : 563-03-10

Plan Champs

Important groupe électronique
recherche

PLUSIEURS INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

motivés par action commerciale pour responsabilités d'un domaine de produits de haute technicité (Télécommunications ou opto-Electronique) et d'une clientèle bien déterminée.
- Formation ingénieur électronique (Gde Ecole);
- Anglais-courant indispensable, troisième langue souhaitée ;
- Expérience de quelques années en électronique professionnelle ;
- Déplacements de courte durée France et étranger.

Lieu de travail : PARIS

Adres. C.V. manus., photo (retournée) et prét. no 57.159 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE
cherche
pour refonte et maintenance de sa documentation juridique

DOCUMENTALISTE EXPÉRIMENTÉ

avec connaissances juridiques de niveau maîtrise en droit.

Envoyer curriculum vitæ, photo et prétentions à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, réf. 34864.

HAVAS CONTACT

---

analyste programmeur
75 000 F/an +

Souhaitez-vous travailler au sein d'une petite équipe dans une entreprise moyenne (C.A. 800 MF) pratiquant l'informatique répartie?
Nous implantons des minis transactionnels en usines et gérons du siège (proximité Paris 17e) les fonctions centralisées sur un 3032/MVS.
***Vous avez une formation DUT, trois ans d'expérience, la pratique du* temps réel et du COBOL et désirez seconder un chef de projet dans le développement d'applications à taille humaine.**
Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3809 LM) à « Carrières de l'informatique ».

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Important groupe international de produits de consommation industriels recherche pour sa Direction européenne (bureaux en banlieue Parisienne) un

analyste de marchés

Il collaborera à des études financières, statistiques ..., permettant de suivre et prévoir l'évolution d'un produit ou d'un marché sur le plan européen.

Ce poste s'adresse à un cadre, 26 ans minimum, maitrise de gestion, Sciences Eco., et exige un anglais courant, un goût pour les produits techniques, 2 à 3 ans d'expérience similaire acquise dans une société multinationale ou une banque.

Veuillez écrire sous réf. 8416 à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Helder, 75009 Paris

média-system



SODERN

SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE

recherche pour la gestion de programmes *de développement de matériels* optico-électroniques

1 INGENIEUR
GRANDE ECOLE

expérimenté (X, SUP AERO, ESE, ESO, *Centrale*, Mines ...)
susceptible d'assurer une fonction de

CHEF DE PROJET

Sont indispensables :
- des qualités d'animateur et de gestionnaire
- une bonne connaissance
  - des méthodes de gestion de projets
  - des problèmes administratifs et économiques
  - des techniques utilisées (*électronique, optique, mécanique*).

Adresser C.V. manuscrit et photo au Service du Personnel
1, avenue *Descartes - 94450 LIMEIL BREVANNES*

Importante société Internationale de Transport (C.A. 3,5 milliards de francs) recrute des

Informaticiens

Confirmés
- Formation ingénieurs Grandes Écoles.
- *Anglais indispensable.*

Analystes-Programmeurs et Programmeurs

Confirmés *ou débutants*
- Formation DUT ou BTS informatique.
- Anglais indispensable.

Adresser C.V. + photo et prétentions sous réf. GREL (mentionnée *sur* l'enveloppe à EMPLOIS ET CARRIÈRES - *30, rue Vernet,* 75008 Paris qui transmettra.

BANQUE DE DÉPOTS PRIVÉE

recherche

1) JEUNE EXPLOITANT confirmé

CLASSE V ou VI

pour direction agence parisienne

2) ATTACHÉS DE DIRECTION

CONFIRMÉS

chargés de développer à Paris ou en province une clientèle de particuliers.

Adr. C.V. man. et photo à O.C.B.P. ss réf. 1404 M, 52 rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS.



HERCULES

Poursuivant un développement spectaculaire en France, nous offrons à un jeune ingénieur l'opportunité de s'intégrer à une équipe performante. Dans un groupe puissant où la tradition de promotion interne vous ouvre de très larges perspectives de carrière.

ingénieur technico-commercial

Si une première expérience à déjà fait de vous un spécialiste des produits pour le papier, tant mieux. Vous serez alors très vite opérationnel auprès d'une clientèle qui connaît Hercules depuis longtemps et attend beaucoup de nous. Outre la commercialisation de nos produits spécialisés, vous lui assurerez une assistance permanente dans leur application.

Une formation supérieure et au moins l'anglais sont nécessaires. M. Jury vous remercie de lui adresser votre dossier (lettre, C.V., rémun. actuelle) à la Direction du Personnel, Hercules France - Tour Albert 1er, 92507 Rueil.

MATRA

recherche
pour sa Division Après-Vente
de Systèmes Electroniques complexes plusieurs :

INGENIEURS en ELECTRONIQUE

SUPELEC - INPG - ENSEEIHT

- Débutants à 2 ans d'expérience. Après une formation d'un an environ sur le matériel, les ingénieurs sont détachés auprès des clients pour assurer l'assistance technique.
  Déplacements longue durée en France et à l'étranger. Réf. 1
- 3 ans d'expérience de préférence en laboratoire d'électronique pour assurer le suivi technique de systèmes électroniques et la coordination entre l'action du personnel sur chantiers et les différents services de la Société. Réf. 2

Anglais indispensable pour les 2 postes.

Ecrire avec CV et rémunération actuelle en indiquant la référence CR 632

MATRA B.P. Nº 1 — 78140 VELIZY



MATRA

Pour ses activités télésupervision et communication MATRA recrute des

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Ils participent au développement et à l'intégration de sous-ensembles de logiciel temps réel sur mini-calculateurs.

Les candidats retenus justifient d'une formation BTS ou DUT et d'une première expérience en informatique temps réel.

L'anglais est souhaitable.

Lieu de travail : Région Parisienne Sud-Ouest.

Des déplacements à l'étranger de courte et moyenne durée sont à prévoir.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence BC 003172 M.

MATRA B.P. Nº 1 - 78140 VELIZY.

MATRA

Pour ses activités télésupervision et communication MATRA recrute

DES INGENIEURS SYSTEME-MATERIEL

Ayant une large expérience dans la conception, l'intégration et la mise en service de systèmes d'automatisation temps réel.

Une formation d'ingénieur, une bonne connaissance de la langue anglaise sont indispensables pour occuper des postes impliquant des déplacements de courte et moyenne durée à l'étranger. Réf. BC 003177 M

DES TECHNICIENS ELECTRONICIENS

de niveau BTS ou DUT électronique, ayant une pratique de l'anglais, ils seront responsables des études, de l'intégration et de la mise au point de systèmes à base de calculateurs et microprocesseurs.

Une expérience laboratoire ou maintenance sophistiquée et une bonne connaissance des circuits intégrés TTL constituent les bases pour réussir à des postes qui impliquent quelques courts déplacements à l'étranger. Réf. BC 003172 bis M

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence choisie

MATRA Boîte Postale Nº 1 - 78140 VELIZY



COMSIP ENTREPRISE

INFORMATIQUE ET PROCESS INDUSTRIEL

Présents ou futurs chefs de projets, votre développement personnel passe par le développement de nos projets.

Nous sommes un des plus importants groupes français de dimension internationale et nous assurons la totalité des prestations pour la mise en service d'ensembles et de sous-ensembles de systèmes en électrotechnique, automatique et informatique appliqués à l'industrie.

Pour faire face à notre développement et en fonction de l'évolution des technologies, nos équipes systèmes renforcent leurs potentiels de spécialistes.

Ils seront amenés, en fonction de leurs expériences et de leurs aptitudes, à prendre en charge soit des projets logiciels purement informatiques, soit des projets d'ensemble mettant en œuvre des techniques variées (télécommunications, instrumentation, automatisme ...).

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs d'environ 30 ans, ayant une expérience industrielle acquise dans des secteurs mettant en œuvre des techniques modernes en automatique ou informatique.

Ce recrutement s'inscrivant dans une perspective globale, d'importantes opportunités de carrière existent pour des professionnels compétents.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 10211 E à

egor 8 rue de Berri, 75008 Paris.

média-system

VICHY

DIRECTEUR INDUSTRIEL

Le groupe leader européen dans le domaine de la transformation des matières plastiques, désire accentuer sa présence sur le marché national. La filiale française (C.A. 180 millions de francs, 220 personnes actuellement) est spécialisée dans la fabrication, par extrusion de canalisations en PVC, pour les marchés du bâtiment, des T.P. et de l'agriculture.

Les investissements en France ont été très importants ces trois dernières années : création d'une deuxième unité de fabrication, doublement des effectifs, études en vue d'extensions futures. Pour accompagner ce développement, la société propose le poste de Directeur Industriel.

Rattaché au Directeur Général et membre du Comité de Direction, le Directeur Industriel est responsable des deux usines et dirige personnellement la nouvelle unité. Ses responsabilités, recouvrent les domaines techniques (études, productivité, production), économiques (propositions d'investissements, suivi de leur réalisation, budgets) et humains (animation des hommes, C.E., C.H.S. ...)

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé de 35 ans minimum. Il justifie d'une expérience industrielle de 10 ans environ. Celle-ci lui permet une excellente pratique de la production, de la gestion et des hommes.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4371A, à

egor industrie
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

T.R.T.

Recherche pour son Département Apr.-vte Téléinformatique - Transmission - Commutation

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

sur des matériels développés autour de mini-ordinateurs ou de microprocesseurs

LE CANDIDAT DEVRA :

- Encadrer les techniciens intervenant sur ces matériels.
- Développer les méthodes de maintenance.
- Assurer le suivi technique des matériels.
- Développer et promouvoir les « Services » en clientèle.

Expérience 2 à 3 ans dans le support technique ou la maintenance de matériels informatique ou de commutation.

Quelques déplacements courts province ou étranger à prévoir.

Adresser C.V. à T.R.T., 5, av. Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

CHEF DE PRODUIT FORMATION

Ce groupe français de dimension internationale intervient principalement dans trois domaines :

Ingénierie Systèmes, Ingénierie Entreprise, Conseil et Services

Dans ce dernier secteur il détache sur tous les continents plus de 450 ingénieurs et techniciens et propose aux sociétés qu'il conseille des contrats de management en maintenance d'installations et en formation de personnel à tous niveaux.

Le développement de ces contrats et les perspectives du marché international l'amènent à renforcer sa structure par l'engagement d'un chef de produit formation et maintenance.

Le titulaire du poste, responsable du développement commercial de ce produit entreprend toutes les actions nécessaires à sa promotion.
Il analyse la demande des clients, conçoit et formalise les propositions, met en oeuvre les moyens de réalisation et en assure effectivement le suivi.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur d'environ 35 ans, ayant une expérience confirmée et réussie de la vente de services en milieu industriel international acquise soit au sein de sociétés de conseils, soit dans le cadre de responsabilités de maintenance d'installations ou de formation de personnel.

Ce poste basé en proche banlieue parisienne offre des perspectives de carrière réelles pour un professionnel compétent possédant bien l'anglais.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 10211 H, à

egor industrie
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

INFORMATIQUE

ANALYSES ET PROJETS

Cette Société française emploie 10.000 personnes et possède une centaine de filiales. Son Service Informatique, centralisé à Paris, est responsable de l'organisation et de la mise en place des systèmes informatiques, de la conception et de la réalisation de projets pour les sociétés du groupe.

Au sein de ce service, les analystes rattachés au Directeur Informatique sont chargés de suivre, en totalité, leurs projets (conception et réalisation). Cette organisation implique un dialogue permanent avec les services utilisateurs et la coordination des travaux occasionnellement confiés à des prestataires de services, en particulier la programmation qui est sous-traitée à 70 %.

Nous souhaitons rencontrer, pour ce poste évolutif, un professionnel de l'analyse programmation ayant 3 à 5 ans d'expérience. Une bonne pratique Cobol, CICS et DL/1 est indispensable.

Merci d'adresser CV complet, photo et salaire actuel, sous réf. M 7387 A, à

egor promotion
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

Au sein d'une IMPRIMERIE importante, située en province, notre département fait déjà, à l'exportation, la moitié de son chiffre d'affaires (40 MF).

Notre développement rapide nous amène à créer à PARIS le poste de

adjoint au directeur commercial

Il aura la responsabilité des ventes à une clientèle d'établissements financiers parisiens et se verra progressivement confier des marchés étrangers.

Ce poste, très évolutif, s'adresse à un candidat de 30 ans environ, formation E.S.C. ou équivalent, parlant anglais couramment et ayant une première expérience de vente export.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 1932 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Société financière en relation d'affaires avec plus de 120 pays, réalisant un chiffre d'affaires de plus 3 milliards de francs, recherche pour son département commercial Allemagne — Autriche — Hollande, un

Responsable administratif

chargé du suivi technique des contrats. Il devra pouvoir s'exprimer aisément en allemand comme en anglais. Il aura à animer une équipe administrative et pourra trouver dans le groupe une évolution de carrière à la mesure de ses ambitions et de ses performances.

Nicole Marichez vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature ss réf. M 4942 B, 1 rue de Berri 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Société de la Branche Aluminium du Groupe Péchiney Ugine Kuhlmann recherche pour son Agence de Paris :

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

diplômé d'une ESCAE

LA FONCTION : Promotion de la feuille mince d'aluminium.

L'HOMME : Quelques années de pratique commerciale - Anglais souhaitable.

L'EVOLUTION : Possibilités dans la Société et le Groupe PUK.

Adresser CV, photo sous référence 7116 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 - qui transmettra

ENERTEC Schlumberger

Notre Société, spécialisée dans la mesure des grandeurs électriques et électroniques, leur enregistrement et leur traitement recherche pour son établissement de Montrouge :

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Vos études supérieures, votre expérience professionnelle de 5 à 10 ans et votre maîtrise des matériels et logiciels IBM 370 - 4300, DOS/VSE, CICS et DL 1 ainsi que votre connaissance des applications en temps réel en informatique de gestion vous permettront de prendre la direction d'une équipe de 20 informaticiens.

Vous participerez à la politique de développement de l'informatique de l'établissement. Vous superviserez l'exploitation des applications réalisées et le développement d'applications nouvelles. (Réf. : NC 1 M)

INGENIEUR INFORMATICIEN débutant ou première expérience

Votre niveau de formation - Grandes Ecoles ou Universitaire - doit vous permettre de développer nos applications informatiques sur un ordinateur IBM 4300 utilisant un système de bases de données en temps réel, dans les domaines de la gestion industrielle et commerciale, de la comptabilité, des achats et de la paie. (Réf. NC 2 M)

Vous voudrez bien adresser votre CV avec photo (en indiquant vos prétentions ainsi que la référence du poste retenu) à
Nadine Chevallier
SOCIETE ENERTEC - Service du Personnel
Boîte Postale 620 - 92542 MONTROUGE CEDEX

INGENIEURS TECHNICO COMMERCIAUX

MICRO-INFORMATIQUE — PERIPHERIQUES

Vente de systèmes micro-informatique (cartes microprocesseur, outil de développement) et les périphériques associés.

Pour son siège à ASNIERES :

- Un INGENIEUR débutant TECHNICO COMMERCIAL
- Un INGENIEUR DE VENTE confirmé

Pour son agence de BRETAGNE (RENNES) :

- Un INGENIEUR DE VENTE ayant solide expérience.

Rémunération motivante.

Envoyer C.V. et prétentions à METROLOGIE Tour d'Asnières 92606 ASNIERES cédex.

METROLOGIE

Nous sommes une Société industrielle française, leader dans notre domaine :

LE CONFORT DE L'HABITAT

Nous souhaitons compléter nos équipes de production en FONDERIE et recherchons un

INGENIEUR

E.C.P. - MINES - E.N.S.A.M. ...

à qui nous pourrons donner des responsabilités en fabrication dans un premier temps.

Nous recherchons un ingénieur ayant une expérience diversifiée d'une dizaine d'années (B.E., fabrication, méthodes, services techniques...).

Ce poste peut être rapidement évolutif pour un candidat de fort potentiel.

Ecrire avec C.V. et prét., sous le numéro 56.846, à Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra - 75001 PARIS.

مكتبة الأهرام

REPRODUCTION INTERDITE

ENERTEC
Schlumberger

La mesure est notre vocation

Votre diplôme d'

INGENIEUR EN ELECTRONIQUE

vous a permis d'acquérir de solides connaissances techniques.

Vous êtes motivé par une fonction commerciale dans laquelle vous avez éventuellement acquis une première expérience.

Nous pouvons vous offrir un poste vous permettant de concilier votre goût pour la technique et votre motivation pour la vente en vous proposant un poste de cadre technico-commercial pour vendre en France du matériel d'instrumentation, des équipements et des systèmes, principalement dans les domaines de l'aéronautique et des laboratoires.

Pratique de l'anglais souhaitable.

Adressez votre lettre de candidature avec votre C.V. et photo à :
ENERTEC Schlumberger
Service du Personnel
1, rue Nieuport
78140 VELIZY

rscg carrières

L'ingénieur système, interlocuteur privilégié de nos clients

Nos objectifs de développement nous amène à renforcer notre équipe *en recrutant des ingénieurs-système désirant* assurer pleinement leurs fonctions de conseil et d'assistance techniques.

Si vous appartenez à cette catégorie d'ingénieurs, vous aspirez alors à participer aux relations commerciales en apportant un soutien technique de haut niveau, à superviser la préparation des sites et des installations, *à assurer la formation des utilisateurs si nécessaire, et enfin* à rester en contact avec eux pour les conseiller le cas échéant.

Ces charges diversifiées et importantes des ingénieurs-système de notre société justifient une formation de départ (en France et aux U.S.A.)..

Vous êtes ingénieur technico-commercial à fortes compétences techniques ou ingénieur-système souhaitant sortir des carcans administratifs et exercer vous-même vos responsabilités techniques auprès des clients; *une expérience de minimum 2 ans vous a permis* de connaître des installations de haut niveau de type IBM et d'acquérir si possible des notions sur les systèmes d'exploitation VM/CMS ;
nous vous invitons alors à prendre contact avec nous en envoyant un dossier de candidature sous réf. 79133 à Muriel GOUSSET,



CSS France
ORDINATEURS
8, rue de la Vrillière - 75001 PARIS.
Discrétion assurée.

HAVAS CONTACT

Après les U.S.A et l'Angleterre, la France. Pour cela, des ingénieurs commerciaux

Jusqu'en 1978, le nom de notre Société était associé à systèmes de gestion et d'aide à la décision.
La notoriété acquise grâce aux performances de notre réseau de temps partagé nous a amené alors, tout naturellement, à lancer aux U.S.A. d'abord, puis en Angleterre, une gamme d'ordinateurs (valeur moyenne: 2 millions F) intégrant les systèmes d'exploitation des réseaux de temps partagé.

Les résultats ne se sont pas fait attendre : aujourd'hui, nous attaquons le marché français; demain, le marché européen.

Les ingénieurs commerciaux que nous recrutons auront donc à prendre en charge le démarrage de cette activité en France, par conséquent :
- ils partageront des responsabilités importantes et stimulantes au sein d'une équipe jeune et ambitieuse;
- le secteur sera très vaste;
- la rémunération à la hauteur de ces fonctions de premier plan;
- la formation assurée en France et aux U.S.A.

Vous avez pu faire la preuve de votre efficacité commerciale au cours d'une expérience de minimum 3 années acquise en SSCI ou chez un constructeur;
vous parlez couramment l'anglais, et de plus
vous pensez que la réussite est plus une affaire d'audace et de créativité que de procédures administratives;
alors, nous vous invitons à prendre contact avec nous, en envoyant un dossier de candidature, sous réf. 79131, à Muriel GOUSSET -



CSS France
ORDINATEURS
8, rue de la Vrillière - 75001 PARIS.
Discrétion assurée.

HAVAS CONTACT

---

ingénieurs

Cii Honeywell Bull recherche pour
son Service Clientèle d'Assistance Technique des

ingénieurs télé-informatique
(grandes écoles ou maitrise : option informatique)

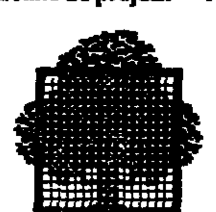
à vocation système, débutants ou confirmés sur :
- *mini-calculateurs ;*
- télécommunications ;
- base de données. réf. 112 M

ingénieurs d'applications

capables de prendre en charge la responsabilité de projets. réf. 113 M

Postes à pourvoir à Paris et en Province.

Envoyer lettre, C.V. et prétentions, sous référence correspondante (à préciser sur l'enveloppe), à
Cii Honeywell Bull
Direction France
PC 1 F 103
61/63, rue d'Avron,
75980 PARIS Cedex 20.



Cii Honeywell Bull

HAVAS CONTACT

1981, Auchan à Paris-la-Défense, jeunes ESC débutez dans la vie active avec de larges responsabilités

AUCHAN doit la réussite de tous ses magasins à l'esprit d'entreprise qui anime son encadrement.

En 1981 notre expansion dans la région parisienne c'est l'ouverture à La Défense d'un hypermarché de 10.000 m2 de surface commerciale dans l'enceinte du plus grand centre commercial d'Europe.

Le succès de cette ouverture sera assuré par des éléments jeunes, possédant la même volonté de réussir, recherchant l'exercice de véritables responsabilités et désirant prendre de nombreuses initiatives.

Diplômé d'une école supérieure de commerce, vous avez confiance en votre bon sens, en votre capacité de décision, en vos qualités d'animateur. Vous êtes un homme de caractère et de pari.

Durant les mois qui précéderont l'ouverture de votre hypermarché, vous effectuerez d'abord des stages de formation dans les différents magasins de la région parisienne afin de vous familiariser avec nos techniques; mais surtout, avec le Directeur du magasin et son adjoint, vous préparerez l'ouverture et l'installation de votre rayon, dont vous assurerez par la suite la gestion totale (étude d'implantation, circuit de clientèle, détermination des objectifs, des fournisseurs, des gammes de produits, des promotions).

Autonome dans vos fonctions, vous les exercerez dans le cadre dynamisant d'une équipe animée par un chef de secteur qui vous apportera un complément de formation pratique et vous fera bénéficier de son expérience.

La solidité de notre entreprise, son taux d'expansion (5 hypermarchés en 1970, 10 en 1973, 25 en 1979), ses objectifs actuels de 3 ouvertures par an représentant 150 postes d'encadrement, sa politique de promotion interne, sont une garantie des possibilités d'avenir qui vous sont offertes si votre ambition se justifie par vos capacités et votre volonté de réussir.

La rémunération proposée est assortie d'une prime d'intéressement aux résultats économiques du magasin et d'une participation à ceux de la société, ce qui la rend particulièrement motivante.

Adressez votre dossier de candidature, comprenant une lettre manuscrite, un CV et une photo, sous référence M 65, au Directeur de Paris La Défense : A. FONTAINE-DESCAMBRES - Auchan, avenue Joffre - 94120 Fontenay sous Bois.

média-system

AUCHAN

Importante Société

Filiale Française d'un groupe International commercialisant des biens d'équipement recherche pour sa Direction Après-Vente

CADRES TECHNIQUES de Haut Niveau

pouvant évoluer vers des responsabilités hiérarchiques opérationnelles.
Ils mèneront des études visant l'élaboration de la politique après-vente à laquelle ils participeront. Ils optimiseront les méthodes de travail et les systèmes de gestion après avoir recherché les solutions appropriées.
De formation supérieure scientifique (école d'ingénieur électrotechnique ou électromécanique), les candidats ont une première expérience (3 à 5 ans) *dans la fabrication ou le service après-vente d'une importante société.* Ils possèdent de réelles qualités de créativité et d'initiative, un sens aigu de l'organisation.
La connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. sous réf. 5784 à *PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder,* 75009 Paris qui transmettra.

Plain Champs

CABINET FRANCAIS DE CONSEIL
MEMBRE D'UNE ORGANISATION
INTERNATIONALE
Recherche le responsable de la

gestion des consultants

Il devra :
- suivre les affectations des consultants (plus de 120 personnes).
- préparer leur plan de formation et le mettre en œuvre.
- recommander aux associés des actions concernant la carrière des consultants.
- prendre en charge l'organisation du recrutement et y participer afin de proposer aux associés une sélection de candidats.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous réf. 79 - 21 à

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurée)

à qui nous avons confié ce recrutement

Mettre l'informatique au Service de la Direction du Personnel est une nécessité dans une entreprise importante.
C'est la raison pour laquelle nous recherchons notre :

correspondant informatique

dont les fonctions principales seront :
- concevoir les applications informatiques à la gestion du personnel
- animer le dialogue informaticiens-utilisateurs
- participer au développement et à l'implantation des nouveaux matériels dans les usines
- gérer les budgets correspondants.

Le (la) candidat (e) retenu (e) sera également chargé (e) de l'élaboration et de l'exploitation des statistiques de personnel.

Une première expérience sur un poste similaire est nécessaire.
Ce poste est situé dans la proche banlieue parisienne.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à no 56596 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Crédit Agricole du Loiret - Orléans

Vous avez 30 ans minimum, une formation supérieure (Droit, sciences économiques, maîtrise de gestion, etc.), 4 à 5 ans d'expérience de la fonction personnel, si possible dans une entreprise ayant des unités décentralisées.
Voulez-vous devenir

l'adjoint du responsable du personnel — 100 000 F/an

de notre caisse régionale (800 agents, 100 points de ventes, 37 agences) ?
Vous assistez celui-ci dans ses fonctions : **conseil auprès de la direction** *générale dans ses relations avec les partenaires sociaux, des directeurs* **et chefs d'agence dans l'application de la politique du personnel, recrutement, formation et administration,** (seuls la paie et ses *sous-produits sont centralisés au siège).*
Votre réussite à ce poste vous conduit à terme à prendre en main la totalité de la fonction (10 collaborateurs dont 3 cadres).
Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 3805 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENÈVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

CENTRE DE RECHERCHES
Banlieue SUD PARIS, recrute pour son
Centre de Calculs Scientifiques

UN INGÉNIEUR PHYSICIEN POUR ÉTUDE DE DÉTONIQUE

Après mise au courant d'une année, il devra prendre la responsabilité de plusieurs études.
Il est indispensable qu'il ait de bonnes connaissances en mécanique des milieux continus, thermodynamique, analyses numériques et programmation FORTRAN.
Réf. à rappeler : IMI/29.

UN INGÉNIEUR
Formation en MÉCANIQUE DU SOLIDE STATIQUE et DYNAMIQUE

Il travaillera au sein d'une équipe où il sera chargé d'un travail sur l'étude des coques.
Connaissances indispensables en mécanique des milieux continus et méthode des éléments finis.
Connaissance souhaitée des codes de la famille SAP 4.
Réf. à rappeler : IMI/28.

Ecr. avec CV et phot à n° 56.873 CONTESSE Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

RANK XEROX France
recherche pour sa Direction Immeubles et Achats un

INGENIEUR d'ETUDES PREVISIONS BUDGETS

A partir des prévisions à 3 ans, tant sur l'évolution de l'environnement économique et social que sur les politiques commerciales et financières de la Société
- il effectuera les études concernant l'élaboration de la politique immobilière de la société à court et moyen terme,
- définira et planifiera les projets qui en découlent en concertation avec les directions impliquées,
- en tenant compte des diverses alternatives envisagées, il établira *les budgets de dépenses à engager (investissement et frais)* dans un souci de gestion optimale.

Ce poste évolutif est ouvert à un candidat de formation supérieure commerciale ou scientifique + MBA, ayant acquis une expérience (3 à 5 ans) dans une fonction similaire.
Homme d'études, sa personnalité et son goût de la négociation font de lui un excellent coordinateur.

Mireille DIAZ vous remercie de lui adresser votre lettre de candidature + C.V. sous réf. C23 à RANK XEROX, Service Orientation, *Recrutement, 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.*

RANK XEROX

Plain Champs

REPRODUCTION INTERDITE



DIVISION OPTIQUE recherche pour ses différentes activités :

INGENIEUR ELECTRONICIEN

(ESE - ISEN - ISEP - Grenoble etc...)
Option instrumentation

Débutant ou quelques années d'expérience, pour étude et réalisation de matériel de traitement et visualisation d'images.

Connaissances en électronique digitale rapide, microprocesseurs et télévision digitale.

INGENIEUR GRANDE ECOLE

(TELECOM - SUPELEC - Grenoble)

pour études de logiciels sur mini-ordinateurs pour applications industrielles.

Bonnes connaissances du FORTRAN nécessaires, expérience souhaitée sur mini-ordinateur et temps réel.

INGENIEUR

(Arts et Métiers ou formation physicien)

Débutant ou quelques années d'expérience dans le domaine pour étude et réalisation de systèmes à ultra-sons.

Connaissances en physique générale, mécanique vibratoire, électronique analogique.

INGENIEURS SYSTEMES CONFIRMES

Ayant de bonnes connaissances dans les domaines suivants :
— électronique,
— informatique,
— optique (souhaitée),
— asservissements,
— expérience 5 à 10 ans de projets.

Ecrire avec CV et rémunération actuelle sous référence CR 636 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA B.P. Nº 1 — 78140 VELIZY

MATRA

recherche pour ses applications de pointe :

INGENIEURS ELECTRONICIENS

ayant l'expérience du développement de circuits hybrides COUCHES EPAISSES pour assurer les activités de recherche et d'évaluation des technologies nouvelles dans ce domaine ou mettre en place et diriger de nouvelles unités de production du Groupe.

Adresser CV, rémunération souhaitée en indiquant la référence SM 635
Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA B.P. Nº 1 — 78140 VELIZY

MATRA

recherche pour son service Contrôle au CHESNAY

INGENIEURS Grandes Ecoles

pour assurer la responsabilité du contrôle mécanique, électrique pour les fabrications prototypes.

Ce poste nécessite une expérience industrielle confirmée dans la fabrication ou le contrôle à un niveau d'encadrement.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SM 634
Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA B.P. Nº 1 — 78140 VELIZY

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER recherche pour son Centre de Traitement d'opérations bancaires

ANALYSTE BUDGETAIRE

Chargé de l'élaboration et du suivi du budget du centre.
- Etudes supérieures et formation gestion (DECS ou Maîtrise de gestion)
- Connaissance Informatique appréciée
- 5 ans expérience minimum dont 3 au moins dans contrôle de gestion de PME.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous référence 6668 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02

Informaticien

Ce poste intéresse un jeune cadre débutant, diplômé de l'enseignement supérieur et désireux de travailler dans une équipe dynamique.

Adresser C.V. et prétentions à

GROUPE ZURICH/FRANCE Assurances

Mme De Backer
14, Bd Poissonnière
BP 259.09
75426 PARIS cedex 09

AUBRY et Cie

800 personnes près de BOURGES.
Cherche pour renforcer son équipe de Direction :

Un Directeur d'Usine 250000 F+

Pour assurer à court terme la succession de l'actuel Directeur (cause retraite).

Le candidat recherché est un homme d'expérience, gestionnaire, de formation technique (Ingénieur A.M. - C.N.A.M. - I.C.A.M....) 40 ans minimum.

Grand responsable de l'Etablissement, il aura en charge l'ensemble des services de l'usine aidé dans son action par un Directeur Administratif et un Directeur Technique.

Connaissance Emboutissage et expérience de responsabilité dans une unité de taille comparable sont souhaitées.

Animateur, il aura pour mission de gérer l'outil de production et d'en améliorer l'organisation.

Il sera l'interlocuteur direct de la Direction Générale à Paris.

Un Directeur Technique

40 ans minimum.

Pour coordonner, animer et gérer l'ensemble des méthodes, des études, de l'outillage et du contrôle.

Il sera membre du Comité de Direction de l'usine et secondera le Directeur de l'usine dans l'amélioration de la qualité, des méthodes, la réduction des coûts d'exploitation, l'analyse de la valeur.

Le candidat recherché est Ingénieur de formation (A.M. - I.C.A.M. - C.N.A.M. - I.D.N.), ayant une expérience industrielle diversifiée.

Il devra être familier des techniques d'emboutissage et d'assemblage de pièces de moyenne et grande série.

Un Contrôleur de Gestion

Attaché à la Direction Générale de PARIS pour la seconder dans l'analyse industrielle et l'assister dans ses plans d'actions prioritaires.

Son activité sera partagée entre l'usine et le siège.

Son rôle sera, en prenant du recul par rapport aux préoccupations quotidiennes, de faciliter la détection et la mise en œuvre des mesures de rentabilité les plus pertinentes.

Le candidat recherché doit être avant tout un excellent analyste, un homme de méthode et d'organisation, ayant les facilités de contact nécessaires pour collaborer avec les équipes de l'usine.

Une expérience d'au moins dix ans en milieu industriel et une habitude des méthodes de gestion sont indispensables pour réussir.

A.M. ou I.C.A.M. souhaitable.

Adresser C.V. et photo à la Direction Générale BOYAVAL - 9, rue de Téhéran - 75008 PARIS.

MEDIA PA

Nous recherchons INGENIEUR ou CADRE pour

commercial informatique

traitement systèmes graphiques

détection sur dossiers, analyse chez clients, projets, gestion réalisation. EXPERIENCE ARCHITECTURE SYSTEMES



ECRIVEZ en mettant l'accent autant sur vos attentes professionnelles et vos aptitudes caractérielles que sur votre acquis actuel à la COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES, *Direction du Personnel 17, Place Etienne Pernet 75015 PARIS.*

AETA

Société d'Electronique Professionnelle
(Systèmes Spéciaux de télématique)
recherche pour faire face à une croissance rapide

AU NIVEAU DIRECTION GENERALE

ingénieur technico-commercial

Grande Ecole (X, Telecom. ou équivalent)

Connaissance des techniques de microinformatique et télécommunication indispensable. Expérience commerciale très souhaitable.

POUR SA DIRECTION TECHNIQUE

chef de laboratoire

Une expérience d'environ 10 ans en laboratoire d'études et la pratique des techniques
- Microprocesseurs - Transmissions numériques
sont requises.

ingénieurs de laboratoire

débutants et confirmés

Avec expérience de 1 à 10 ans dans les techniques ci-dessus.

agents techniques

AT2 - AT3 - ATP

Perspectives d'avenir exceptionnelles dans une Société particulièrement dynamique.

Adresser CV : AETA 1, rue de Verdun
92140 CLAMART - Tél. 645.08.09

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS D'ELECTRICITE ELECTRONIQUE
pour l'extension des domaines Télématique
recherche INGENIEUR GRANDE ECOLE possédant
EXPERIENCE REUSSIE MANAGEMENT GRAND PROJET
recherche

commercial télématique

direction projet d'ampleur nationale

TECHNIQUES AVANCEES

Fonctions : contact commercial, encadrement d'équipe, coordination industrielle, gestion financière.

Lettre de candidature à adresser sous no 56987, CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

---

kléber colombes

recherche

1°/ pour son département Compétition et Nouvelles Structures (Colombes)

- UN INGENIEUR MECANICIEN PHYSICIEN chargé de l'étude et du développement des pneus de compétition. Réf. A
- UN INGENIEUR MECANICIEN chargé des essais et de l'assistance technique dans les épreuves sportives européennes pour les pneux de compétition. Réf. B

2°/ pour son Centre d'Essais sur Route de Miramas

- UN INGENIEUR MECANICIEN PILOTE D'ESSAIS chargé de pratiquer des essais subjectifs et mesurés. Réf. C
- UN INGENIEUR AGRONOME à qui seront confiés des essais de simulation et des essais analytiques relatifs aux pneumatiques agraires. Réf. D

Ces 2 ingénieurs contribueront par ailleurs à perfectionner les méthodes et moyens d'essais actuels.

Adresser C.V. et prétentions en rappelant la référence du poste à ,

kléber

Service Central des Ingénieurs et Cadres - 6, avenue Kléber 75016 Paris

---

DOMAINE

Matériels et logiciels pour réseaux de télétraitement et informatique distribuée, installés chez de gros clients travaillant souvent dans un environnement IBM.

POSTES

ingénieurs et chefs de projets

Plusieurs postes à différents niveaux de responsabilité sont offerts dans les fonctions suivantes :
— Assistance clientèle pour la mise en œuvre de nos matériels et logiciels ;
— Suivi et développements de projets ;
— Lancement de nouveaux produits.

DEVENIR

Bénéficier d'opportunités techniques ou d'encadrement offertes par la rapide croissance d'une société appartenant à un très grand groupe mondial. S'imposer dans un domaine d'avenir.

PROFIL

Formation supérieure. Expérience acquise de préférence chez un constructeur. Goût des contacts clients, des responsabilités et des initiatives. Anglais souhaité. Connaissance des systèmes IBM appréciée pour certain postes.

Ecrire avec C.V. et photo à
ITT Data Systems France SA
Département du Personnel
Tour Maine-Montparnasse
(Boîte 148)
33, av. du Maine
75755 Paris
Cedex 15



SOCIETE D'INGENIERIE OFFSHORE
Leader sur le marché international
recherche

ingénieur en génie maritime pétrolier

Le candidat, avec au moins 5 ans d'expérience, aura de solides connaissances en hydrodynamique et en action des élements sur les structures en mer. Il aura également une bonne expérience en conception générale et calcul de structures (y compris le calcul sur machine).
Enfin, il sera bilingue Français-Anglais.
Adresser CV manuscrit, photo et prétentions s/réf 2500M à PRO/JETS
12 rue des Pyramides 75001 Paris

JAEGER

BRANCHE AÉRONAUTIQUE

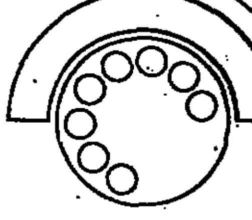
recherche pour PARIS

INGÉNIEURS D'ÉTUDES ÉLECTRONICIENS

Conception et programmation de systèmes microprocesseurs. Expérience sur série 6800 souhaitée. Anglais apprécié.

Envoyer curriculum vitae détaillé, photo et prét. à nº 56.917, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.





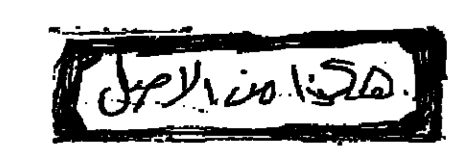
LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS
(ISSY-LES-MOULINEAUX)
recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS

ayant 4 à 5 ans d'expérience professionnelle, pour participer à des études en RADIO-ELECTRICITE, TELECOMMUNICATIONS SPATIALES et FAISCEAUX HERTZIENS

QUALITES :
- Bonne expression écrite et orale appréciée.
- Anglais courant indispensable.

Adresser candidature avec CV détaillé et références au
CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS
PARIS-B, Division E.T.R. - 38/40 rue du Général Leclerc
92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.



MATRA

recherche pour son service Contrôle au CHESNAY

INGENIEURS Grandes Ecoles

pour assurer la responsabilité du contrôle mécanique, électrique, pour les fabrications prototypes.

Ce poste nécessite une expérience industrielle confirmée dans la fabrication ou le contrôle à un niveau d'encadrement.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SM 634 Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA B.P. Nº 1 – 78140 VELIZY

Informaticien

Ce poste intéresse un jeune cadre débutant, diplômé de l'enseignement supérieur et désireux de travailler dans une équipe dynamique.

Adresser C.V. et prétentions à



GROUPE ZURICH FRANCE

Mme De Backer 14, Bd Poissonnière BP 259.09 75426 PARIS cedex 09

ECRIVEZ en mettant l'accent autant sur vos atteintes professionnelles et vos aptitudes caractérielles que sur votre acquis actuel à la COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES, Direction du Personnel 17, Place Etienne Pernet 75015 PARIS.

...FRANÇAIS D'ELECTRICITE ELECTRONIQUE ... domaine Télématique INGENIEUR GRANDE ECOLE possédant ... MANAGEMENT GRAND PROJET recherche

...ercial télématique

... projet d'ampleur nationale TECHNIQUES AVANCEES

... commercial, encadrement d'équipe, coordination, gestion financière.

... sous no 56987, CONTESSE Publicité ... Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

...ber colombes

recherche

...département Compétition ...elles Structures (Colombes)

MECANICIEN PHYSICIEN chargé de l'étude et des projets de compétition. Réf. A

MECANICIEN chargé des essais et de l'assistance ... épreuves sportives européennes pour ... Réf. B

... Centre d'Essais sur Route ...mas

... MECANICIEN PILOTE D'ESSAIS ... Réf. C

... AGRONOME à qui seront confiés des essais ... relatifs aux pneumatiques ... Réf. D

... en rappelant la référence du poste à





kléber ... avenue Kléber 75016 Paris

...INGENIEURS ...ELECTRONICIENS

... RADIO-ELECTRICITE, ... COMMUNICATIONS SPATIALES ... FAISCEAUX HERTZIENS

... CV détaillé et références ... TELECOMMUNICATIONS ... rue du Général Leclerc ... ISSY-LES-MOULINEAUX.

BMW FRANCE

cherche

assistante de direction

TRILINGUE

FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS

pour collaborer avec le Président du Directoire.

La candidate retenue devra :

— posséder une expérience de plusieurs années dans un poste similaire,
— maîtriser parfaitement les trois langues demandées et pratiquer la sténodactylo dans au moins deux d'entre elles,
— une excellente présentation ainsi que le sens des contacts à tous niveaux sont indispensables pour tenir ce poste qui requiert également une certaine disponibilité.

Rémunération ouverte.

Poste à pourvoir début Juillet 80.

Lieu de travail : 3 avenue Ampère 78390 BOIS D'ARCY (Gare de St Quentin en Yvelines 20 minutes de Paris Montparnasse).

Une courte période d'emploi est à prévoir au Siège actuel de la Société 116 av. A. Briand 92220 BAGNEUX.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prét. à Melle LAPUELLE, 116 avenue A. Briand 92220 BAGNEUX

IMPTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS ÉLECTRO-MÉCANIQUES

recherche pour PARIS

UN (E) ASSISTANT (E) DE GESTION

destiné (e) à prendre en charge les problèmes de gestion générale et de gestion d'affaires dans le cadre de grands ensembles industriels à l'exportation.

Formation Maîtrise de Gestion ou Grandes Ecoles de Commerce.

Plusieurs années d'expérience.

Env. C.V. détaillé, photo et prétentions à Nº 56.590, CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

---

transports collectifs...

Un groupe de transports de voyageurs d'importance nationale recherche dans le cadre du développement de ses services d'ingénierie

2 INGENIEURS D'ETUDE

qui devront participer à l'élaboration des plans et programmes de transport collectif urbain et interurbain. L'intérêt et la diversité de ce type d'étude (analyse des besoins de transport, adéquation de l'offre à la demande, optimisation des circuits et mouvements, négociation avec les responsables des collectivités locales), conviennent à des jeunes diplômés d'une école supérieure, spécialisés dans ou attirés par les questions d'urbanisme, d'aménagement du territoire, de logistique.

Déplacements réguliers ou installation en province, promotion valorisante, soit à l'Etat-major du groupe, soit dans les postes opérationnels de direction de réseau.

Salaire annuel de l'ordre de 100.000 F.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence 355 à A.S. CARME EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney - 75002 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

ACCESSOIRES AUTO

située au Nord-Est de Paris

recherche

RESPONSABLES UNITÉ PRODUCTION DE MACHINES SPÉCIALES

Ce poste conviendrait à DES INGENIEURS MECANICIENS CONFIRMES

Ecrire avec C. V., prétentions et photo à : CIBIE PROJECTEURS (Service du Personnel), 17, rue Henri-Gautier, 93012 BOBIGNY CEDEX.



analystes analystes programmeurs expérimentés

FILIALE chargée de la mise en œuvre des SYSTEMES INFORMATIQUES d'un très important GROUPE D'ASSURANCES recherche des analystes (réf. 8363 A) et des analystes-programmeurs (réf. 8363 AP), ayant 2 à 3 ans d'expérience dans l'informatique, pour travailler sur d'importants systèmes utilisant IMS et DL1 pour gérer en temps réel des bases de données et un réseau de télétraitement.

Le matériel actuellement installé se compose de :

DEUX 3033 - 12.000 K chacun,
UN 3033 - 8.000 K,
UN 370/168 AP - 8.000 K,
1000 terminaux de télétraitement.

GIE Envoyer CV, en précisant la référence du poste choisi, au Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081 PARIS La Défense.

média-system

EUSELEC

Société Porte Maillot recrute son

CHEF COMPTABLE (Femme) et ASSISTANTES COMPTABLES II

Se présenter 18, av. Victoria, 1er, Mº Châtelet. 233-61-19.

La préfecture du Val-de-Marne recrute

3 ATTACHÉS CONTRACTUELS

pour exercer les fonctions de :
— Ingénieur informaticien ;
— Documentaliste ;
— Chargé d'études économiques et statistiques.

Niveau d'étude : Licence.

Recrutement : Sur contrat.

Ecrire avec C.V. et photo à : Préfecture du Val-de-Marne, Direction de l'Administration Générale et des Personnels, 4e Bureau : Recrutement et Formation, avenue du Général-de-Gaulle, 94011 CRETEIL CEDEX.

SERVICE SOCIAL INTER-ENTREPRISES banlieue Ouest de Paris rech.

ASSISTANTE SOCIALE D.E.

Voiture indispensable.

Env. C.V., photo et prétent. à GIROP, 17, av. du Maréchal-Joffre, 92022 Nanterre CEDEX.

COMPAGNIE D'ASSURANCES GROUPE EUROPEEN de premier plan

recherche pour PARIS

SON FUTUR

• chef du service contentieux-sinistres

Il devra avoir :
- 32 ans et une LICENCE EN DROIT PRIVE au minimum;
- une expérience confirmée et des compétences polyvalentes dans le domaine des Assurances.

Seront étudiées également des candidatures exceptionnelles d'Inspecteurs-Régleurs ayant eu délégation de pouvoir.

L'envergure du candidat devra justifier l'évolution de carrière envisagée pour un avenir immédiat.

• le chef de son service comptabilité

Il devra avoir :
- un DIPLOME D'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE,
- 32 ans et un DECS au minimum;
- une grande compétence dans les domaines COMPTABILITE-BILAN-FISCALITE.

Il sera destiné à remplacer ultérieurement le CHEF DU DEPARTEMENT.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo en mentionnant niveau de salaire récent à Madame DENQUIN, 1, avenue de la Bedoyère - 92380 GARCHES, qui ne transmettra qu'avec votre accord.

UN INGENIEUR, RESPONSABLE DE PROJET

Filiale française d'une très importante société internationale d'engineering, nous sommes appelés à réaliser des projets à caractère technique.

Spécialisés dans l'industrie pétrolière et pétrochimique nous souhaitons recruter UN INGENIEUR GRANDE ECOLE, d'au moins 27 ans, ayant une expérience pratique de 3 ans minimum en milieu industriel.

Cette expérience doit lui permettre d'appréhender les aspects technique et financier des projets qui lui sont confiés depuis la commande (spécifications, budget, délai...) jusqu'à la livraison au client.

La mission implique un dialogue permanent avec nos services techniques, la coordination de leurs travaux ainsi que le suivi des contrats clients et sous-traitants.

L'ALLEMAND COURANT est nécessaire pour ce poste basé à Paris.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée sous référence 222



EKA

158, av. de Suffren 75015 PARIS.

CENTRE DE LUTTE CONTRE LE CANCER rech. pour contrat deux ans

ANALYSTE PROGRAMMEUR

— Formation supérieure. Expérience 2 ans souhaitée.
— Salaire brut 6.737 X 13 (+ si expérience).
— Application de gestion hospitalière s. matériel DEC.

Adr. C.V. à M. DA SILVA (Institut Gustave-Roussy, rue Camille-Desmoulins, 94800 VILLEJUIF.)

A.I.D.

IMPORTANTE STE IMMOBIL.

recherche

NÉGOCIATEURS (TRICES)

pr secteur Nord de Paris.

Tél. JL DURAND 032-13-00

PUBLIAS RECRUTE avec CONTRAT pour Service « Petites Annonces » DACTYLO, 45 ans, si privée d'emploi un an et bénéficie allocation chômage, parfaite orthographe, contacts clients par tél. Possibilité logement. Env. C. V. et prétentions : 212, rue Réaumur, Paris 2e.

STE INDUSTRIELLE occupant l'un des tout premiers plans de son secteur d'activité (para-médical) recherche pour banlieue SUD-EST desservie par métro

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Possédant une expérience de 2 à 3 ans dans la fonction. Il aura nécessairement une connaissance du cobol.

Des notions en D.L. et bases de données seraient appréciées.

Horaires souples. Avantages divers.

Env. C.V. manusc., photo, prét., nº 57.258 CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

ENTREPRISE PRESSE recherche

ASSISTANT de GESTION

PROFIL :
École sup de commerce. Option gestion, finance de préférence.
Expérience souhaitable, mais non indispensable.
LIBRE RAPIDEMENT

Ecr. nº T 849.366 M. Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Maison éditions professionnelles de Paris recherche :

JOURNALISTES

Ecrire en joignant C.V. au nº 8148, « le Monde » Publicité, 5, r. Italiens, 75427 Paris C. 09.



UFB LOCABAIL La Banque de l'équipement

comptables

DECS ou équivalent

Dans le cadre de notre Direction financière et comptable, nous vous proposons de prendre la responsabilité de la comptabilité de Sociétés filiales de notre Groupe, jusqu'à l'établissement des bilans et des déclarations fiscales. Ces postes peuvent représenter une évolution pour des personnes ayant 2 à 3 ans d'expérience et désireuses d'assumer la responsabilité d'une petite équipe.

Envoyer CV + photo sous référence 440 à COMPAGNIE BANCAIRE - Service Orientation Recrutement - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

compagnie bancaire

IMPORTANTE SOCIETE DE MANUTENTION AERIENNE

CHERCHE

CHEF DE BUREAU D'ÉTUDES

— Plusieurs années d'expérience dans la fonction.

— Ingénieur diplômé ou équivalent.

Faire offre avec curriculum vitae et prétentions, à REGIE - PRESSE sous le numéro T 019.682 M, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

Important Cabinet BREVETS D'INVENTION recherche

INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN

trilingue, expér. 5 à 10 ans en propriété industrielle et de préf. diplômé. C.E.I.P.I.

Ecr. avec C.V. et prétentions,

Cabinet Casanova-Akerman-Lepeudry, 23, Bd Strasbourg, Paris-10e.

S P 2 M recrute pour un de ses clients

1°) ANALYSTE PROGRAMMEUR

Cobol CICS DL 1 confirmé

2°) ANALYSTE ORGANIQUE

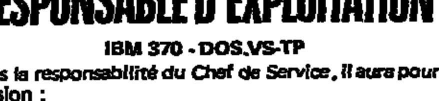
C.I.E.S. D.L. 1 confirmé

Tél. : 292-06-77, poste 10.

Centre recherche musicale Paris rech. Informaticien-analyste, tps partiel pour développ. logiciels de traitement numérique du son sordin. PDP 1160 et participer exploitation système. C.V. à RÉGIE PRESSE No 849340 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

















Une Importante Société secteur grande distribution recherche

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

IBM 370 - DOS.VS-TP

Sous la responsabilité du Chef de Service, il aura pour mission :

- de prendre en charge l'existant pour acquérir rapidement une bonne vue d'ensemble des points forts et des points faibles de l'organisation actuelle
- d'étudier et de proposer les améliorations indispensables à la mise à niveau de la production
- d'organiser les relations du centre avec les utilisateurs et le service études.

PROFIL : homme de bonne expérience, possédant de réelles qualités d'organisation, d'encadrement et d'animation.

Connaissance V.SAM souhaitée.

Poste à pourvoir à PARIS.

Adresser pour examen confidentiel votre C.V. avec photo et prétentions sous réf. CR2 à Anne MILCENT

Ordis Conseil en Recrutement 10, rue Auber PARIS 9ème

Importante Imprimerie Benelux (7 rotos) recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

chargé de prospecter le marché parisien (dépliants et catalogues gros tirage) pour négocier et suivre les commandes en rapport avec les capacités techniques de l'usine.

Le candidat devra avoir une bonne compétence dans l'impression rotative offset qui sera complétée par une période de formation de 2 à 3 mois à l'usine.

Le poste est à créer à Paris ou région Parisienne.

Ecrire avec CV et rémunération actuelle à la direction de





Imprimerie BOURG-BOURGER B. P. 2002 LUXEMBOURG Gr.-D. de Luxembourg

Les candidatures seront traitées avec la plus grande discrétion.

FILIALE GROUPE INTERNATIONAL 80 M.F.

Installations d'équipements industriels (Le Groupe suédois : + de 3 Milliards de F. au total dont 240 Millions de F. en France) rech. pour Siège BANLIEUE OUEST

CHEF DEPARTEMENT COMPTABILITE-GESTION

Rapportant au D.G. : COMPTABILITE GENERALE et ANALYTIQUE. TRESORERIE. REPORTING. GESTION et problèmes administratifs (Sce de 8 personnes).

INDISPENSABLE

- Formation COMPTABLE solide : B.P. - DECS, ...
- ANGLAIS parlé • EXPERIENCE (5-10 ans) dans Multinationale avec REPORTING comme Chef Comptable, Controller ou Contrôleur de Gestion.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération, photo ss réf. 4369 à

SC sélection conseil 98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Important établissement financier

recherche

CHEF DE GROUPE (ÉDITIONS, MANIFESTATIONS COMMERCIALES)

pour proposer au sein d'une équipe les stratégies de développement et préconiser le choix d'actions particulières dans les domaines de l'EDITION PUBLICITAIRE DES FOIRES ET SALONS.

Suivre les opérations à réaliser, ainsi que la coordination des sous-traitants choisis.

Assurer le conseil technique auprès du réseau national.

Déplacements de courte durée

— 5 ans minimum dans même activité, en agence ou chez l'annonceur ;
— solides connaissances de l'édition ;
— anglais lu, écrit, parlé.

Envoyer C.V., photo et prétentions de salaire à nº 56.994 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE MINIÈRE

recherche

Ingénieur d'affaires

FORMATION GRANDE ÉCOLE (X, MINES, E.C.P.)

35 ans environ.

Le candidat retenu sera appelé à assumer les tâches de Direction et de Gestion des Projets confiées à la Société.

Il devra avoir une expérience de l'industrie Minière ainsi qu'une bonne connaissance de l'Anglais.

Poste à pourvoir à PARIS comportant de fréquents déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 4100 à SCS JONCTION 9, rue des Halles 75001 PARIS qui transmettra.

Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées confidentiellement.

MAISON INTERNATIONALE D'EDITION en plein développement cherche pour étoffer son équipe

JURISTE PRATICIEN

S'intéressant aux problèmes de l'édition.

Susceptible d'animer, après formation, l'élaboration d'une collection juridique pratique.

Excellentes possibilités de carrière pour personnalité dynamique et capable.

Faire offre avec C.V., références et prétentions à : RÉGIE-PRESSE, nº 84.934 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

---

la vente vous attire...

DÉBUTANTS

DIPLOMES IUT, BTS

(gestion commerciale, industrie alimentaire)

...soyez nos cadres de demain

Nous sommes :
- Une entreprise de distribution de produits alimentaires.
- Leader sur son marché.
- En forte expansion + 25% l'an.

Vous êtes :
- Disposés à faire vos preuves sur le terrain.
- Disponibles pour missions et opportunités de carrières toutes régions.
- Libérés des obligations militaires.

Nous vous apportons :
- Une formation complète de 3 à 6 mois en région Parisienne, au sein d'une équipe de vente dynamique.
- Une évolution de carrière vers des postes à responsabilités.
- Un salaire motivant (fixe + primes).

Merci d'envoyer votre C.V. et photo sous référence 91889 M à BLEU Publicité 17, rue Lebel - 94300 VINCENNES

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Première société française de REVETEMENTS et SANITAIRES en CERAMIQUE, siège social à Paris — plusieurs usines en Europe, recherche pour sa Direction Exportation

2 cadres export

UN pour l'EUROPE OCCIDENTALE (référence 8439 A)

UN pour le MOYEN ORIENT et l'EXTREME ORIENT (référence 8439 B)

Pour ces postes, il est nécessaire d'avoir une formation ESC, 28 ans minimum, une bonne première expérience, l'habitude des négociations à l'étranger, un anglais parfait indispensable (+ si possible 2ème langue).

Déplacements à prévoir 1/3 du temps.

Connaissance des produits du bâtiment appréciée.

Envoyer dossier de candidature, en précisant la référence à Média System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

ACCOUNTING MANAGER

160.000 F + PARIS

Notre laboratoire pharmaceutique européen, de taille importante en France, recherche un véritable patron pour son service comptable.

C'est d'ailleurs beaucoup plus qu'un poste comptable : il s'agit en fait d'animer un service d'une douzaine de personnes (comptabilité générale, client ; fournisseurs trésorerie), mais aussi d'apporter les informations nécessaires au reporting suivant des méthodes anglo-saxonnes. De plus, il faut une capacité certaine d'innovation pour faire évoluer les structures comptables et financières de la société.

Ce poste devrait convenir à un diplômé d'une grande école de Commerce ayant un niveau expertise comptable.

Par ailleurs, une expérience semblable dans des sociétés multinationales anglo-saxonnes est bien sûr indispensable, de même qu'une pratique courante de l'outil informatique.

Enfin, nous souhaitons trouver une personnalité capable de s'imposer à différents niveaux de la hiérarchie du groupe.

Si vous pensez pouvoir prendre en mains ce poste, nous serons heureux de vous rencontrer très prochainement.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 4.557 à Michel GARNIER :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
IBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Important groupe électronique

recherche

INGÉNIEURS I/II

Diplômés Grande Ecole électronique

motivés par action technico-commerciale et contacts à niveau élevé pour négociations et gestion de contrats d'études

Anglais indispensable

Adr. C.V. manus., photo (retourn.) et prét. nº 57.157 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1er).

EUROSOFT

SOCIETE DE SERVICES
recherche

INGENIEURS INFORMATICIENS

débutants et expérimentés dans les domaines :

- Systèmes temps réel (process ...)
- Applications de gestion
- Bases de données et logiciels de base
- Transmission de données et télématique
- Systèmes dans le domaine des microprocesseurs.

pour réaliser des systèmes informatiques de haut niveau.

Envoyer C.V. à EUROSOFT SYSTEMES 46, rue de la Tour 75016 PARIS.

IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

recherche

JEUNES INGÉNIEURS

DEBUTANTS — Libérés du Service national. Exclusivement ENST - ESE - ECP pour étude et développement physique électronique hyperfréquence.

JEUNES INGÉNIEURS

DEBUTANTS — Libérés du Service national ENSI - AM, etc., pour production.

Adresser curr. vitae, photo (retournée) no 57.146, CONTESSE Pub., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.





Vous connaissez le monde de l'informatique pour avoir travaillé, pendant un an au moins, comme Ingénieur Commercial, chez un constructeur ou dans une société de services et de conseils.
Ce monde est en mouvement. Nous entrons maintenant dans l'ère des "réseaux." TRANSPAC, réseau national de transmission de données, met désormais la téléinformatique à la portée de toutes les entreprises.
Pour commercialiser ce nouveau service, nous avons besoin de cadres actifs, de ceux qui veulent vivre l'informatique d'aujourd'hui et de demain.

Ecrivez à la Direction Commerciale ou tél. (poste 3119).

transpac Réseau national de transmission de données par paquets.

TOUR MAINE-MONTPARNASSE - TEL. 538 52 11 - B.P 145 - 75755 PARIS CEDEX 15

IMPT GROUPE ÉLECTRONIQUE

recherche

INGÉNIEUR 2/3 A

Pour prendre la responsabilité d'un Groupe d'étude et développement de prototypes électroniques aéroportés.

INGÉNIEURS 1

Libérés service national.
Diplômés Grande école pour ce même groupe d'études.

Adresser C.V., photo (retournée) Nº 57145 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er q. tr.

Importante Société Internationale spécialisée dans le domaine des Etudes de Marché

recherche

pour son Département Statistiques et Etudes

UN INGÉNIEUR

débutant ou 1 an d'Expérience niveau GRANDES ÉCOLES SCIENTIFIQUES ou COMMERCIALES

Cette personne abordera les domaines :

- de la statistique ;
- de l'informatique,

et devra avoir le goût des contacts humains.

Lieu de travail : Région Parisienne

Ecrire : ARSAT
20 bis, rue Gabriel,
78170 LA CELLE-SAINT-CLOUD, qui tr.



SOCIETE GENERALE POUR LES TECHNIQUES NOUVELLES

Spécialisée dans

l'ingénierie de la chimie nucléaire

recherche pour son service INFORMATIQUE DE GESTION

INGENIEUR SYSTEME

responsable de la mise en œuvre des outils de base sur différents systèmes interconnectés dont MATRA-ARC et INTER-DATA.

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

Une expérience de deux ans comprenant l'utilisation d'un langage de procédure est indispensable.
Il devra prendre en charge une exploitation traditionnelle par lots (planning, salle ordinateur, bandothèque, préparation, contrôle) ainsi que la mise en place de l'exploitation d'un système transactionnel MATRA-ARC.

Envoyer C.V., photo et prétentions à SGN Direction du Personnel (Réf. Co.I) - B.P. 30 78184 SAINT-QUENTIN-YVELINES CEDEX

Sté ALSTHOM ATLANTIQUE

recherche pour sa Division FERROVIAIRE

Lieu de travail :
Laboratoire Electronique de MASSY-PALAISEAU

des AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS

dégagés O.M.
Formation B.T. ou B.T.S.

1) pour des postes sédentaires avec quelques déplacements ;
   — pour études et réalisation dispositifs électroniques de puissance (Thyristors et Transistors) commandés par régulations à bas niveau, destinés à transmissions électriques entraînant des moteurs à courant continu et alternatif.

2) pour des affectations successives de plusieurs mois en différentes villes de province ou Paris avec indemnités de déplacement
   — pour mise au point dépannage de matériels électroniques de puissance et automatisme de contrôle.

Envoyer curriculum vitae et prétentions, au Service du Personnel et des Relations Sociales, 38, avenue Kléber - 75016 PARIS.



SOCIETE GENERALE POUR LES TECHNIQUES NOUVELLES

Spécialisée dans

l'ingénierie de la chimie nucléaire

recherche
pour son département Approvisionnements :
Services ACHATS et RELANCE

INGENIEURS

ayant acquis une expérience (5 - 10 ans)
d'ACHETEUR

dans une Société d'Ingénierie ou dans les domaines suivants :
— machines spéciales en moyenne mécanique,
— chaudronnerie inox,
— installations générales ventilation utilités.

Ce service souhaite également intégrer des INGENIEURS EXPERIMENTES cherchant à s'orienter vers la fonction approvisionnements.

Anglais et/ou Allemand appréciés.

Envoyer C.V., photo et prétentions à SGN Direction du Personnel (Réf. : B/A) - B.P. 30 78184 SAINT-QUENTIN-YVELINES CEDEX

Groupe **LUCHAIRE**

Mécanique - Electronique - Aéronautique
Armement - Caoutchouc - Plastique
1.700.000.000 de CA - 9.000 personnes
recherche :

ANALYSTES

hommes ou femmes

pour le développement de son service études informatiques, équipé d'une IBM 370-145 et d'un 4341 - 3 réseaux de télétraitements multipoints.
Les candidats devront être titulaires d'un diplôme d'étude supérieure (MIAGE ou équivalent) et justifier d'une expérience de 4 ans minimum.
Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à :
F. LEMARIE - Directeur de l'Informatique
180, Bd Haussmann
75382 PARIS Cedex 08
Il sera répondu sous quinze jours à toute candidature.

William SAURIN

recrute pour étoffer son département technique et ingénierie un

DESSINATEUR-PROJETEUR

Expérimenté en installations d'usines, notamment :
- études, gestion et mise en route de projets et réalisations,
- suivi des chantiers et relations avec fournisseurs.

Pour ce poste un sens du travail en équipe et des déplacements de courte durée sont indispensables.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à WILLIAM SAURIN
SAINT-THIBAULT - 77400 LAGNY
(1/2H. du Centre de Paris autoroute A4)

Entreprise Electromécanique C.A. 50 M. F. à Mantes-la-Ville recherche son

RESPONSABLE DES ACHATS

Bnes connaissances techniques. Env. C.V. et prétentions à M. LEMAL, AVIAC, 15 à 19, rue Louise-Michel, 78200 Mantes-la-Ville.

ORGANISME DE TOURISME recrute et forme

QUINZE CONSEILLERS (ÈRES) DE SÉJOUR

Profil : 25 ans min. Niveau de fin d'études secondaires. Bonnes connaissances anglais et si possible espagnol. Nécessité bonne culture générale, dynamisme, qualités d'initiative et d'organisation. Expérience appréciée dans encadrement vacances et voyages. Postes France et étranger.

Rens. : INFAC Tourisme - Développement, 51, r. Jacques-Kablé, 94130 Nogent-sur-Marne.

Ecole primaire cherche candidat(e) pour poste de Direction nécessitant 5 a. d'enseignem. + C.A.P., expér. méthode active. Tél. : 548-72-54.

GROUPE

STÉS AGRO-ALIMENTAIRES

(4 Stés valeur ajoutée totale : 25 millions de francs) recherche

COMPTAB. PRINCIP.

pr son service compt. commun

IL EST DEMANDE :
— Cert. comptab. ou DECS ou BTS ou brevet profess. anc. formule.
— 5 ans exp. pratiq. en compt. générale analytique.
— POSITION CADRE.

Lieu travail : la Défense
Restaurant d'entreprise

Adresser C.V. av. lettre man. nº T 19656 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

Un important groupe industriel américain recherche pour son Etat Major Européen basé à PARIS-La Défense, une

Assistante Financière

Agé d'au moins 28 ans, de formation comptable supérieure, type sciences Eco, HEC-JF et possédant l'expérience de la comptabilité anglo-saxonne.

Le poste, rattaché au Controller européen, comprend essentiellement des tâches liées au reporting.

Il suppose une pratique des terminaux ordinateurs et comporte, pour une faible part, quelques travaux de secrétariat classique.

La fonction, évolutive à terme pour une candidate de valeur, nécessite d'être parfaitement bilingue anglais/français.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous la réf. 600 M à notre conseil qui garantit réponse et discrétion.

Raymond Poulain Consultants
57, Av. de Suffren
75007 PARIS

Unilever France Services

recherche

ADJOINT AU RESPONSABLE DU RECRUTEMENT DES CADRES

FONCTION : il sera chargé des contacts avec les Grandes Ecoles et Universités, du recrutement, de la sélection puis des sessions de formation initiale des nouveaux recrutés.

Il sera diplômé d'une grande école commerciale ou d'ingénieurs, aura acquis 3 ans d'expérience en entreprise industrielle dans un poste opérationnel (ventes, comptabilité, usine) et parlera couramment l'anglais.

Importantes possibilités d'évolution de carrière tant en France qu'à l'étranger.



Adresser C.V. et prétentions
(Référence XV/80)
au Département Central du Personnel
UNILEVER FRANCE SERVICES -
8, Avenue Delcassé
75384 PARIS CEDEX 08.

Pour REGION PARISIENNE recherchons

JEUNES INGÉNIEURS A. et M.

avec QUELQUES ANNEES D'EXPERIENCE si possible pour assurer la direction d'un service de contrôle de pièces mécanique et chaudronnerie aviation.

Ecr. sous réf. 3437 à I.C.M., 83, rue de Rennes - Paris-6e.

ORGANISME AGRICOLE recherche jeune

FISCALISTE

3 ans d'expérience min. Niveau Inspecteur des Impôts.
Envoyer C.V. et prétentions ss no 62 645 HAVAS CONTACT, 156, Bd Haussmann 75008 Paris. Discrétion assurée.

IMPORTANTE SOCIETE

LEVALLOIS

recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

pour assurer gestion industrielle de contrats de matériels électroniques de télécommunication.

— Expér. industrielle nécess.
— Facilité de contacts.
— Libre rapidement.

Adr. C.V., prét. à Thomson-CSF Division Faisceaux Hertziens. Service Recrutement 53, r. Greffulhe, 92300 Levallois.

POTAIN S.A.

71800 - LA CLAYETTE

recherche

UN PRÉPARATEUR EN FABRICATION MÉCANIQUE NIVEAU 5 - ÉCHELON 1ER

FORMATION :
Niveau mini - B.T.S. fabrication mécanique ou équivalent + formation méthodes de type B.T.E. (A.M.F. - A.E.T. - A.P.T)

— Ayant acquis dans une entreprise de transformation des métaux, mécanique, mécano - soudure, une expérience mini de 5 ans
— Une expérience de la programmation et de la mise en œuvre de machines à commandes numériques souhaitée.

Envoyer C.V., prétentions à Monsieur le Chef du Personnel POTAIN S.A. 71800 La Clayette.

SOCIETE DE NEGOCE centre Paris rech.

ADJOINT AU RESPONSABLE DU SERVICE EXPLOITATION

- Solides connaissances G.C.O.S. et CII/HB 62.
- Bonne expérience du pupitrage pour exploitation de 2 systèmes 62/40 tps réel et BATCH.

— 5 semaines congés.
— Tickets restaurant.

Adress lettre manuscrite et C.V. ss réf. 21237 à JEGU, 27, rue de Rome, 75008 Paris, qui transmettra.

---

secrétaires secrétaires secrétaires

LA FONDATION NATIONALE POUR L'ENSEIGNEMENT DE LA GEST. DES ENTREPRISES recrute

1 SECRETAIRE DE DIRECT. BILINGUE FRANÇAIS - ANGL. aptitudes en docum. souhaitées. Adresser C.V., photo et prétent. nº T 19.651 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIETE PARIS-8e, recherche

SECRÉTAIRE ASSISTANTE

SERVICE DE PRESSE (COUTURE, PARFUMS)

Bonne présentation. Libre rapidement.

Adr. C.V. à NINA RICCI, Service du Personnel, 17, rue François-Ier, PARIS-8e.

Recherchons

SECRÉTAIRES BILINGUES

franç.-angl., sténodactylo, télex pour président de sociétés plein développem. spécialisées dans l'ingénierie et le service pétrol. Bureaux situés près Versailles. B.T.S. et Ch. de Comm. exigés. Position cadre. Tél. 955-47-34.

Sté en pleine expansion Porte de Saint-Cloud

recherche

SECRÉTAIRE BILINGUE ANGLAIS

pour Direction commerciale en développement
— Travail motivant,
— Avantages sociaux.

Envoyer C.V., photo, réf. nº 46176 sur enveloppe
J.R.P. rue de l'Arcade, PARIS-8e (qui transmettra).

GR. de PRESSE SPECIALISEE RECHERCHE

EXCELLENTE SECRETAIRE AUTONOME

FORMAT. ADMINISTRATIVE NOT. DE GEST. FINANCIERE RESPONSABILITES POUR POSTE ADJOINTE DIRECTION ADMINISTRATIVE

ECR. A Dominique EFFOSSE, EPROMA 15, sq. de Vergennes, 75015 PARIS.

Sté CENTRE PARIS

SECRÉTAIRE de DIRECTION

Si possible bilingue anglais, active, ordonnée, précise, grande disponibilité nécessaire à certaines époques. Situation intéressante, 30 ans minimum.

Ecr. nº 57.986 Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

16e arrondissement, recherche

POUR SERVICE FINANCIER

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO CONFIRMÉE

PARFAITEMENT BILINGUE ANGLAIS (sans sténo anglaise).

Libre rapidement.

Restaurant d'entreprise Vacances assurées.

Adresser C.V. + prétentions + photo (retournée) nº 57.016, CONTESSE Publicité, 20, aven. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

SECRÉTAIRE TRILINGUE (anglais, allemand), expérimentée, 30 ans minimum, libre rapidement pour Ingénieurs Service Export Société métallurgie ST-CLOUD. Téléphone : 602-56-08 poste 322.

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Un important groupe industriel américain recherche pour son Etat Major Européen basé à PARIS-La Défense, une

Assistante Financière

Raymond Poulain Consultants 57, Av. de Suffren 75007 PARIS



Unilever France Services recherche

ADJOINT AU RESPONSABLE DU RECRUTEMENT DES CADRES

demandes d'emploi

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE SUPERIEUR. — Diplôme universitaire. Vingt ans expérience international management, marketing, ventes biens de consommation et d'équipement, gestion. Anglais, allemand, italien, arabe courants.
RECHERCHE : poste correspondant. (Référence : BCO/JCB.)

CHEF DE PROJET. — 37 ans. Stages entreprise : technico-bancaire acheteur, engineering : maître ouvrage-œuvre. Bilingue arabe-français, 16 ans d'expérience.
RECHERCHE : collaboration P.M.E-P.M.I., exportation suivi d'affaire. Réal. indust. Paris ou M.-Orient. (Référence : BCO/JCB.)

J.F. — 31 ans, trilingue anglais-espagnol, formation universitaire, 10 ans expérience professionnelle pays anglophones : ventes, relations publiques, formation, contacts haut niveau.
RECHERCHE : poste de collaboratrice de direction dans société commerciale à vocation exportatrice. (Référence : BCO/JCB.)

CHEF DU CREDIT, RECOUVREMENT ET COMPTABILITE CLIENTS. — Formation supérieure comptable, solide expérience acquise dans filiales U.S. comme credit manager et controller (reporting, services généraux, administration des ventes, personnel). Anglais parfait, référ. de haut niveau, cadre charnière efficace entre financier et commercial.
RECHERCHE : poste similaire. Paris, R.P. (Référence : BCO/JCB.)

s'adresser à: ANPE

AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGÉNIEURS ET CADRES 12, rue Blanche 75436 PARIS CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.

EX-P.-D. G. société connue

meneur d'hommes, 47 ans
diplomate, loyal, efficace.
— Grande expérience dans tous les secteurs d'une

P.M.E. - P.M.I.

(y compris export : USA - Canada - Afrique...)
— Sérieuses références morales et d'efficacité.
— Grande disponibilité : France - Outre-mer - Etranger.
— Langues : Anglais, Italien.

ÉTUDIERAIT TOUTES PROPOSITIONS

Discrétion d'honneur assurée.

Ecr. : CAVOP, BP n° 13 Boulogne-Billancourt/pal qui transmettra.

INGÉNIEUR

47 ans - Instrumentation industrielle
Régulation logique C.M.O.S. - AUTOMATISMES 6800 - HARD et SOFT (M.P.L., Ass.)
FORTRAN - PL 1 - Analyse numérique
Gestion - PERT - Systémique
Etude, Ingénieur produit, Ingénieur d'applications
Chantiers - Créatif - Inventions - Pluridisciplinaire

Ecrire n° 95.531 M REGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

49 ans, Sciences Po Paris. Certificats licences Droit, Lettres. Anglais lu et parlé. Très grande pratique (15 ans) dans

FORMATION ET DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

dans sociétés multinationales

Libre sur sa demande, étudie toutes propositions sur Paris ou région parisienne.
Ecrire n° 8.223 « le Monde » Publicité,
5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES

cherche emplois pour

AIDES-COMPTABLES (H. et F.)

connaissant dactylo.
Disponibles immédiatement.
Tél. à 547-18-30 (poste 32).

Cadre supérieur, 46 ans, expér. Direction Générale P.M.E. Cial et administratif. Formation communication audiovisuelle édition librairie, rech. poste fixe, région PARIS, participation financière possible.
Ecrire n° 3.803 BLEU,
41, avenue du Château,
94 VINCENNES.

CARDE JURISTE, Maitr. Droit, form. éco. et financ. IAE, niv. DECS, 8 a. responsable départ. assur. et contentieux sté privée, dynam., anglais, ch. sit. stable. Ecr. n° 2202 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09.

MEMORIALISTE
EXPERT COMPTABLE
H., 41 ans, 25 ans de pratique dont 10 a. Cabinet, rech. situat. Ecr. n° 8.145 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09.

J.F. ch. place chez docteur, pr recevoir clientèle et répondre au téléphone. — 827-47-77.

J.F., 27 a., Formation Univers., sténo-dactylo, exp. prof. 3 ans, disponible temps partiel après-midi. Goût prononcé THEOLOGIE et études des religions. Ecr. n° 2.224 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09.

Secrétaire TRILINGUE, expér. anglais-allem., sténo 3 langues, ch. poste MI-TEMPS traductions en français. Tél. 254-78-80.

COLLAB. ARCHITECTE
PROJET. COMPOSITEUR
diplômé E.S.T.B. arch. diplôm. ch. pl. Paris. Philipponneau. Tél. : 280-15-18.

4e année médecine. Formation dactylo. Connaissance anglais, recherche poste.
Ecr. n° 2.227 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris, Cedex 09.

Ingénieur en organisation, gest. et administr. d'entreprise, 48 a., libre rapid. ch. poste stable ou temporaire. Ecr. référence à n° T 019.714 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

F. 32 a. Dr. es Sc. philo, primatologue, enseignante, anglais, étudie ttes propositions. Ecrire n° T 019.667 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Algérien 38 ans, ing. + DES gestion, Directeur de l'organisation de l'administration et du Ccial dans très importante Sté, enseignant en gestion, franç., angl., arabe, rech. situat Technico ccial représentant ou cadre gestion, ou formateur en France ou à l'étranger. Ecrire chez MURE à Injoux, 01200 Bellegarde

EDITIONS DE LIVRES
H. 40 ans, parfaites connaiss. de TOUS LES ASPECTS de l'Edition de Livres, étudie ttes propositions.
Ecr. n° T 019.711 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER, 50 ans, libre rapid. Hme de terrain connaiss. vie des aff. et réalités de l'entreprise, apporte collaboration à chef d'entreprise :
— Responsab. activités financ. et comptables.
— Bilans mensuels et annuels.
— Contrôle de gestion et analyse des coûts.
— Réalisation projets d'organisation informatique.
— Problèmes administr. et d'exploitation.
— Parle anglais.
Ecr. n° T 019 713 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Etudiante 17 a., sér., ch. empl. bureau ou vente ou garde enfts juillet (mer de préférence). Tél. le soir après 20 h. au 413-68-01 ou 414-41-30.

H. 30 ans, Universitaire lettres, éco., angl., expér. journaliste document., lect. correcteur, prof. esprit dynam. organisé !... Tél. : 259-23-87.

Cadre administratif et compt. 44 a., 20 ans exp. P.M.E.-P.M.I. comptabilité générale, contrôle de gestion budget, prix de revient, trésorerie, relations banques et administrations, connais. en informatique, rech. poste équival. Préf. nord-ouest de Paris. Libre très rapidement. Ecr. n° T 019.684 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR FORMATEUR
Industrie chimique, 36 ans, ch. urgent étranger ou France, contrats ou vacation dans formation assistance technique ou démarrage. Angl. + arabe.
Ecr. n° T 019.672 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CHEF COMPT. ADMIN., sér. réf., rompu aux travx de Trésor, pr. budg., anal., stratist., organisation + allemand. ch. poste ht niveau. M. BIENASSIS, 12, bd Reuilly, 12e.

JOURNALISTE
étudie toutes propositions
Entreprises pour communication interne et/ou relations publiques.
Ecr. n° 2187 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

GRAPHOLOGUE
ch. place. 341-24-15 le matin

DIRECTEUR COMMERCIAL + MARKETING (42 ans)
● DIRECTION CCIALE, animat. et développ. forces de vte et rés. cclaux France + exp.
● MARKETING : etudes prod., marchés, distribution.
● ELABORATION et APPLIC. plans et marketing. Etude et lancements produits nouveaux.
PROPOSE SA COLLABORATION à STE REGION PARISIENNE.
Ecr. n° T 19.557 M Rég.-Presse 85 bis., r. Réaumur, 75002 Paris.

DIRECTEUR COMMERCIAL
— 37 a., Droit, Sc. Po., C.E.E.
— Expérience variée en milieux industriel, commercial, bancaire, prestat. de services, import-export, organisation administrative génér., juridique et assurances.
Anglais, espagnol, conn. allemand, italien, conn. marché espagnol et Amérique latine.
Capable gestion filiale France et étranger.
Relations aisées à tous niveaux et dans tous les milieux.
Etudierait toutes propositions.
Ecr. n° 6.224 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

FRANCE-ESPAGNE
DIRECTEUR COMMERCIAL (36 ans)
Espagnol, anglais, allemand, italien, Droit, Sc. Po. Bonne connaissance marché espagnol et Amérique latine (2 ans Mexique). Capable gestion administrative et commerciale d'une filiale. Ecrire n° 6.225, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.

J.F. 37 ans, DUT gestion compta. finances, niveau DECS, ch. emploi tps complet. Mme TABARY, 52, r. Perronnet, 92200 NEUILLY

Cadre féminin, 58 ans, chef comptable, rech. poste dans P.M.E. Paris ou banl Nord. 960-55-08.

J.F. B.E.P. degré C.A.P. cherche pl. Aide - Comptable Mécanographe. Sérieuses référ TEL. : 806-64-31 (hres bureau).

J.H. 27 ans, maîtrise espagnol + D E A études latino-americaines. 4 séjours d'études Amérique latine, not. anglais Bonne présentation, etud ttes proposit. France ou étranger. Ecr n° T 019618 M, Régie-Pr., 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

les annonces classées du **Monde** sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 h. à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 h.
au 296-15-01

capitaux ou proposit. comm.

OCCASION UNIQUE DE PLACEMENT DE CAPITAL
nous vendons
BRILLANTS DE 1,0 CARAT à 9,0 CARATS
de toutes qualités, à un cours bien inférieur de celui actuellement fixé à la Diamant-Bourse.
Chaque pierre est livrée avec expertise.
Nonnenmacher-Diamanten Imp.-Exp.-Grosshandel
Postfach 41 07 09. 7500 Karlsruhe 41
Tél. 19 43-6222-21 58 17. Nous parlons français.

Homme d'affaires maghrébin cherche importateurs de grosses quantités de jean's de premier choix (tailles 28 à 46), fabriqués au Maroc, délai de livraison : un mois environ. Prix compétitifs. Prix FOB port de Casablanca. Pour obtenir offre de prix détaillée, écrire M. PATRI, 6 place Piétri, Rabat (Maroc).

traductions

Demande

M., germaniste, exp., ferait trad. all.-franç. ou franç.-all. Ecr. n° 8.146 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris Cedex 09 ou tél. (63) 60-52-05.

information divers



POUR
TROUVER
UN
EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
Extraits du sommaire :
- Les 3 types de C.V. : rédact. exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.

Pour information, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78 Le Chesnay.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et tous, avec ou sans diplômes. Pour les connaître demandez une documentation gratuite sur la revue FRANCE-CARRIERES (C 16), B.P. 402, 09 PARIS.

occasions

PIERRE PERRONO
Achat net ou échange bijoux, brillants, argenterie. Vente, occasion, réparation 4, Chaussée-d'Antin, Opéra 37, av. Victor-Hugo, Etoile.

automobiles

8 à 11 C.V.

1510 GL SIMCA-TALBOT 1980 blanche, tissu bleu, 7.500 km, prix 32.000 F. Téléphone : 782-40-69 bureau et 820-78-02 domicile, après 20 h.

Particulier vend R 16 TL 79 20.000 km, prix Argus. TEL. : 374-96-72.

divers

ALFA ROMEO PARIS 16e concessionnaire 48, rue MOLITOR 651.80.60

B.M.W. OCCASIONS
320 - 232 - 520 - 525 - 528 - 728 79-80 peu roulé, garanties. Auto Paris XV - 533-69-95 62, r. Desnouettes - Paris (15e)

caravanes

Partic. vend caravane Digue 1977, 4 places, 4,50 m. Tél. 962-96-41 après 18 h.

travail à domicile

Demande

Ne cherchez plus les copies et sélections d'adresses-secrét. à dom. Pr ts renseign., joindre une envel. timbrée à Mlle B. Morel, 7, domaine de Gerville, 91450 Soisy-sur-Seine.

Dactylographie raffinée de vos manuscrits sur I.B.M. à sphères. Tél. 373-93-27.

ECRIVAIN PUBLIC lic. en droit, courrier partic. ou entreprise. Tél. : 266-29-90.

Dactylographie de vos thèses et man. sur I.B.M. + photocopies. Tél. : 535-28-85.

Je dactylographie sur I.B.M. vos manuscrits, travail de mise en pages. - Tél. : 587-37-64.

travaux à façon

Demande

ENTREPRISE. Sérieuses références effectue rapidement travaux peinture, décorat. coordination tous corps d'état. Devis gratuit. Tél. 388-47-84 - 893-30-02.

L'immobilier

appartements vente

3e arrdt.

SUPERBE
Part. à part., imm. 17e. Vaste séj., 2 ch. + loggia, cuis. équ., 3,50 m s/plafond. Sud. Calme. Verdure. Charme. Px 920.000 F. Téléph. : 277-68-43

Place des Vosges (près)
GD 6 P tt confort + 3 services
J. AZOULAY - 634-13-18

4e arrdt.

MARAIS - SAINT-PAUL
DERNIER ETAGE
110 m2, BELLE ALLURE.
TEL. : 633-29-17.

Dans imm. classé et restauré. Pptaire direct. vend 2 p., grande cuis., s. de bains, w.-c., cave, Tél., tout confort, ETAT NEUF. Px 430.000 F. 2e étage 15-18 h., 77, RUE DE LA VERRERIE.

5e arrdt.

JARDIN DES PLANTES
part. vd appt 100 m2, standing. TEL. : 587-25-12.

UNIQUE dans le 5e FACE
NOTRE-DAME
LIV. + CHBRE EN DUPLEX
Dernier étage **TERRASSE**
CHARME et CARACTERE
Serge KAYSER - 329-60-60

6e arrdt.

CŒUR MONTPARNASSE
rénovations de hautes qualités STUDIOS 2 PIECES à partir de 245.000 F. Téléphone : 522-95-20.

ST-PLACIDE Pierre de taille 1er étage, soleil, bien distribué, entrée, beau LIV., 2 CHBRES, cuis., w.-c., cave, possib. bains, à rénover partiellement. RARE. 480.000 F. S/place ce jour de 13 h à 17 h : 27, rue de l'Abbé-Grégoire - 224-93-61.

7e arrdt.

ÉCOLE-MILITAIRE
4 pces, 90 m2, tt cft, étage élevé s/balcon. Bel imm. pierre de t., service. 1.100.000 F. - 750-39-10.

Mo SÈVRES-BABYLONE
RUE de SÈVRES
IMMEUBLE BON STANDING, 1er ét., plus de 200 m2, 6 pces, cuis., s. de b., 2 cab. toilette, dégagement, 2 chbres serv., 2.000.000 F. — Tél. : 589-91-46.

38, R .VANEAU NEUF GD STAND.
Du STUDIO au 4 P. GARAGES. Sur place 11 à 19 h. - 550-21-26.

8e arrdt.

Av. MONTAIGNE 100 m2
Splendide appt 3 pces + chbre service. Etage élevé, ascenseur. Vue exceptionnelle. 1.590.000 F. PROMOTIC 533-14-14.

MATIGNON 3 P., 70 M2, NEUF, confort. Tél. 2.700 F - 296-84-34.

9e arrdt.

ST-GEORGES 2e ét., 4 p., gde cuis., bains, chff. cent., 95 m2, 670.000 F. Visite de 11 h. à 19 h. 17, rue Notre-Dame-de-Lorette.

Part. vend appart. 5 pièces + studio 132 m2. Prix 1.350.000 F. Tél. : 874-63-36 pour rendez-vous.

10e arrdt.

Fg-Poissonnière part. vend bel appt 140 m2 + balc. 850.000 F. T. 246-54-74 19 à 21 h. ts les jrs.

GARE DU NORD
Immeuble pierre de taille, asc. Grand 2 pces confort : 220.000 F Petit 2 p. à rénover : 90.000 F Tél. : 281-27-59.

STRASBOURG-ST-DENIS
5 P., 130 m2, 4e ét. sans asc., exposition sud. - 331-89-46.

11e arrdt.

LEDRU-ROLLIN
2 locaux en duplex 80 m2 environ à aménager. T. : 272-40-19.

12e arrdt.

BEL-AIR. Récent beau 2 pièces entrée, cuisine équipée, w.-c., s. de bains, balcon, parkg, asc., soleil, 475.000 F. T. : 346-63-85.

BASTILLE agréable studio, cuisine séparée, bains 1er étage, soleil, calme. Téléph. : 320-99-80.

13e arrdt.

CITE UNIVERSITAIRE Imm. récent
3 P. tt confort, 81 m2, garage. 736.000 F - 336-17-36.

14e arrdt.

14e PLEIN CIEL
Ravissant DUPLEX 8e et 9e ét.
110 M² Atelier av. mezzanine, 3 chbr., 2 bains, cuis. + studio indép. 30 m2 tt cft.
PIERRE BATON - 704-55-55

MONTPARNASSE 14e
Immeuble tout confort
SANS COMMISSION
2 P. 52 m2, loyer 1.687 F, charg. 395 F. park. 238 F
3 P. 66 m2, loyer 2.076 F, charg. 501 F, park. 238 F.
Tél. pour visite : 273-21-20, H. B.

DENFERT Campagne à PARIS
VILLA 300 m2, 8 P. Dans PARC
CALME - 354-95-10 - PARKING.

ST-MANDE près BOIS
Immeuble 1978 **6 P. 200 M²**
en duplex + terrasses + balcons, aménagement de qualité, cuis. équipée, 2 boxes, cave. Possib. studio service Prix 2.300.000 F. Téléphone : 328-88-13

15e arrdt.

ATELIER D'ARTISTE + 3 chbres, 140 m2, étage élevé 320-73-37.

15e Imm. récent, beau séjour, 4 chbres, balc., parking, soleil, verdure - 734-36-17.

16e arrdt.

PASSY. SUPERBE 5 PIECES, 2e étage sur rue calme, soleil. 1.390.000 F. S/pl. 14 h. à 18 h. Mercredi : 5, RUE GUICHARD.

B A S S A N O
Luxueux 5 pièces, 160 m2. TEL. : 766-46-58.

PORTE D'AUTEUIL
BEL IMMEUBLE BOURGEOIS REZ-de-CHAUSS. ENSOLEILLE SUR JARDIN PRIVATIF
5 PIECES 143 M² cuisine, bains
A RENOVER + chbre de serv.
PRIX 1.245.000 F
Mercredi, jeudi, 13 h à 17 h :
55, BD MURAT ou Tél. 723-96-05

MICHEL-ANGE Charmant duplex
vue imprenable, séjour 27 m2 + 2 chbres, terrasse, 30 m2, parking. 940.000 F. - 266-32-35.

17e arrdt.

Argentine. Immeuble standing, beau 5 pièces 148 m2 + serv., travaux, 1.100.000 F. T. 500-47-03.

Immeuble de bon standing JOLI 3 p., 85 m2, salon, s. à manger, ch., cuis. equipée. T. : 451-28-02.

VILLIERS Beau petit 3 PIECES
ensoleillé tout confort, 5e étage sans asc. 259.000 F. - 325-77-33.

20e arrdt.

Av. GAMBETTA Dans bel imm.
pierre de t. Asc. Beau **3 Pces** tt conft. Refait neuf. 419.000 F - 325-75-42

92 Hauts-de-Seine

Près BOIS bel immeuble pierre de t., vend 4 p., 95 m2. S/place MERCREDI 7, 14 h. à 17 h. : 1 BIS, BD JEAN-JAURES.

SCEAUX ctre, 4 p. 84 m2, balc. cave, parkg, bel immeuble 1974, 840.000 F. Tél. : 702-18-87 le soir.

PUTEAUX
PRES DU PONT DE NEUILLY magnifique studio de 43 m2. Clair, soleil, parking. GARBI 567-22-88.

Chaville part. à part. très bel appt standing 105 m2, liv. 30 m2, 4 ch., s. de bns, s. d'eau, 2 log., gar., parkg, 795.000 F. 750-82-49.

NEUILLY 6 P. 3e étage 200 m2 tout confort.
BOURDAIS - 766-51-32

NEUILLY
DS BEL IMM. PIERRE TAIL.
GRAND 5 PIÈCES CONFT
VUE IMPRENABLE
AU 6e ETAGE PLEIN SOLEIL
PRIX 1.245.000 F
Me voir, mardi, merc., 14-18 h :
2, RUE DU CHATEAU ou TEL. 723-91-28

LEVALLOIS près MAIRIE
Beau 3 P., entrée, cuis., w.-c., bains, chff. central, parfait état. 445.000 F. Mardi, mercredi, jeudi, 14 à 19 h : 7, r. HOCHE.

93 Seine-St-Denis

7.000 F LE M²
NEUILLY PRES BOIS
240 M² ATEL. STYLE LOFT RECEPT. + 3-4 CHB.
PIERRE BATON - 704-55-55

94 Val-de-Marne

CHAMPIGNY 94
appt type F3, résidentiel, calme, cuisine équipée, chauff. indiv., gar., parking, cave, gd balcon, RER SNCF A4 état nf 300.000 F. Tél. : 706-57-83 domicile.

BOIS VINCENNES (près)
RER, imm. 4 ét., séj., salon, 2 ch., entrée, cuisine équipée, 2 w.-c., s. bns, dressing, balc., box, 885.000 F. Tél. : 346-63-85.

PARC SAINT-MAUR
5 RER. Imm. 1971, bon stand. appt gd séj. 2 chbres, tt cft, balcons 14 m2, gd garage 55 m2. Tél.: 374-73-50.

Région parisienne

77 Seine-et-Marne

CHELLES 77
15' gare Est, superbe appart. ds résidence, F5, surf. habitable 105 m2, cuis., s. d. b., séjour 35 m2, 3 chbres + balcon.
Prix : 350.000 F.
Téléph. : 421-15-00.

Province

PART à part, Lyon-Caluire résidentiel grand F4, très bonnes prestations, 460.000 F. Tél. 16 (7) 823-59-66 le matin.

appartem. achat

URGENT, paiem. compt. chez notaire, ach. 2 à 4 pces, Paris. Mme LEULIER, 260-64-71 ou le soir au 900.84-25.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15e, 566-00-75, rech., Paris 15e et 7e, pour bons clients, appts toutes surfaces et immeubles. Paiement comptant.

Particulier recherche 5e, 6e, 7e, 13e, 14e, 17e arrondt.
● Un appartement 2 ou 3 pièces, libre ou occupé.
● Un appartement 4 pièces, libre ou occupé.
Tél. : 580-96-31.

PAIE CPT CHEZ NOTAIRE ACH. 2 à 4 PCES PARIS bon quartier avec ou sans cft. Mme LEULIER, tél. : 261-39-78 ou le soir à 900-84-25.

RECH. appts 2 à 4 p. Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 3e, 4e, 12e, avec ou ss travx, paiem. COMPTANT CHEZ NOTAIRE. Tél. : 873-23-55 même le soir.

VENDEZ rapidement votre appt à clientèle choisie 8e, 16e, 17e, Neuilly, rive gauche. MICHEL et REYL au 265-90-85.

locations non meublées Offre

Paris

MONTPARNASSE exceptionnel. Imm. récent, séjour + 3 chbres, 2 bains, cuisine équipée, terrasse privative, parking, 5.500 + ch. TEL. : 567-22-83.

PARIS 20e
SANS COMMISSION
Immeuble récent tout confort
2 P. 42 m2, loyer 1.194 F, charg. 391 F, park. 167 F
3 P. 71 m2, loyer 1.745 F, charg. 522 F, park. 167 F
S'adresser à la Gardienne : 21, rue du Repos - 370-69-81 Métro PHILIPPE-AUGUSTE ou métro PERE-LACHAISE

PARIS 12e
SANS COMMISSION
Immeuble tout confort
2 P. 46 m2, loyer 1.518 F, charg 357 F, park. 165 F
3 P. 67 m2, loyer 1.952 F, charg. 509 F, park. 165 F
4 P. 82 m2, loyer 2.290 F, charg. 622 F, park. 165 F
S'adresser : 24-26, rue Sibuet, au Gardien avant 19 h, ou Tél. 343-35-77 pour rendez-vous Métros PICPUS ou BEL-AIR

Importante Société loue SANS COMMISSION Appts récents tout confort PARIS (19e) 15-17, rue Henri-Ribière face Mo Place-des-Fêtes
2 P. 53 m2, loyer 1.377 F, charg. 362 F, park. 164 F
4 P. 85 m2, loyer 2.183 F, charg. 579 F, park. 164 F
Tél. 205-74-50
de 9 à 12 h et de 14 à 18 h.

locations non meublées Demande

Paris

EMBASSY SERVICE rech. du studio au 6 pièces. Paris et villa banlieue Ouest. Pptaire directement. Téléph. : 562-78-99.

Collaborateur journal RECHERCHE studio ou 2 pièces à prox. du Mo Marx-Dormoy. Tél. : 827-44-46 après 20 heures.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. T. : 283-57-02.

URGENT pour juin J.H. cherche
2 PIÈCES confort
sur Antony 92. Tél. 666-37-20 ou écr. n° 6216, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris C. 09.

locations meublées Demande

Paris

OFFICE INTERNATIONAL recherche pr sa direction beaux appartements de standing 4 p. et plus. Téléphone : 285-11-08.

INTERNATIONAL HOUSE
rech. 2 à 6 p. vides ou meublés.
LOYERS GARANTIS
Mme JANTSEN au 555-84-23.

bureaux

Votre SIEGE SOCIAL
CONSTITUT. DE STES
Demarches, Secrétariat, Telex, tous services. Prix competitifs, delais rapides
ASPAC : 281.18.18 +

Boutiques

Sté Pptaire vend ds PARIS Murs de bout. Bon rapport. 563-11-40, poste 74 ou 46.

16e av. Versailles (Pte SAINT-CLOUD) Belle boutique + logt. Bail à céder. Tél. 747-50-64.

fonds de commerce

CENTRE NICE
Agence Immob., bon empla. aff. anc., saine, valable. SERRA, 1, rue Cavendish, 06000 Nice.

PLEIN CENTRE GRENOBLE
Attenant zone piétonne, dispose LOCAL CCIAL 1.100 m2 + gde vitrine, étudie toutes proposit. Ecr. n° T 19553 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

locaux commerciaux

A vendre périphérie Mulhouse (Ht-Rhin), entrepôts commerc. avec bureaux et infrastructure moderne.
Ecr. n° 8.102 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris, Cedex 09.

ASNIÈRES
65, AVENUE DE LA MARNE A LOUER :
450 M2 BOUTIQUES
divisibles à partir de 150 m2.
RENSEIGNEMENTS : 227-04-30 790-26-94

domaines

Nord de l'Yonne
BEAU DOMAINE - 147 ha seul tenant. Mais. de maître XVIIIe avec parc. Ferme et Forêt (majorité chênes).
Sté ERMENOIL-MARCHAL
16, rue Carnot - 89200 AVALLON. Tél. : (86) 34-03-71.

immeubles

Vous desirez vendre
VOTRE IMMEUBLE
JE SUIS ACQUEREUR
Tél le matin au 747-42-97 ou écrire : Noël AUFMAN, 21, rue Le Peletier, Paris-9e.

pavillons

YONNE - Vend pavillon sur 1 200 m2, comprenant cuisine, séjour, 4 chambres, salle de bains, w.c., sur sous-sol, cave, garage, chauffage central au mazout. Tél. : (16) 86-56-12-81.

Cause mutation, vend centre BORDEAUX, belle mais. pierre à étage, 7 p. princip., 2 cheminées, 3 w.-c., 2 s. de b., 2 cuis. aménagées, jardin, cave, tél., chauffage central. - 620.000 F. Tél. : (56) 92-02-04.

AULNAY-SOUS-BOIS
Part. vend pavillon 200 m2 : 8 p. tt conft, 2 s. de bains + cabinet de toilette + 3 wc. Avec garage sur terrain de 500 m2 clos.
Prix : 620.000 F - Tél. 866-39-75 Possibilité profession libérale

JUVISY Résidentiel Beau Pav.
7 p. tt cft. PARFAIT ETAT, sur 500 m2 jardin. RARE. 575.000 F - 325-75-42

villas

12 kms VERSAILLES s/220 m2 terr., entrée, séj. 48 m2, cuis. équip., 4 ch., bur., s de bns, ss-sol complet gar. 2 voit., atelier, cave, buanderie. 1 160 000 F. I.N. 045-29-09.

FORET LANDAISE. BORD LAC Part. vend maison neuve, grand standing, 257 m2. Tennis, 2 km Océan. Proxim. du Pilat. Prix 1.035.000 F justifié. Tél. (43) 97-00-20 dder Direction.

CHEVRY II GIF-SUR-YVETTE
R.E.R., P. à P. b. gde mais., 8 P., 3 s. bs, jard. 1000 m2, proche écol, tenn., golf, piscine : 870.000 F. Téléphone : 012-17-24.

VERSAILLES Villa 6 pces Caractère
Beau jardin. S/sol. 995.000 F. MAT IMMOBILIER - 953-22-27

RUEIL VILLA 400 M2, 4 réceptions,
7 chbres, piscine chauffée en sous-sol, sal. de jeux, cinéma, garage 4 voitures + terrain. 264-89-58 - 251-52-19

maisons de campagne

Vends 120 km PARIS, propriété de campagne longue et basse, proche CHATEAUNEUF - SUR-LOIRE, cuis., séj. av. sol. ap. et chem., 1 ch. 34 m2 av. sol ap. et ch. + 1 ch. en combles (+ poss. d'une 3e), s. d'eau, w.-c., chauff., état général absolum. impecc., très joli jard. d'agrément. Prix 425.000 francs. Tél. 642-87-55 (le soir), ou (16-38) 53-47-07

fermettes

Urgt, Périgord, ferme XVIIIe s., entièr. restaurée de gros œuvre, belle vue exp.sud 5 000m2 terrain 340 000 F. M.D.F. (53) 59-21-32

propriétés

LUBERON, maison anc., 6 pces, tout confort, atelier 60 m2. 700.000. COULON (90) 74-20-02.

100 kms Est Paris, maison rustique, 16e siècle, tout confort, terrain 2,71 ares. - 480.000 F. TEL. : (23) 82-40-90.

Proximité LA FLECHE, propriété 7 hectares et demi, bois, prairie, chasse, pêche, maison 3 pces habitables, eau, électricité. Prx intéres. Téléph. heure habit. : 16 (41) 89-10-35 ; soir : 350-59-56.

48 km PARIS, autoroute EST, ppté 6 pces sur sous-sol, gar. 2 voitures, terrain 9.000 m2. 890.000 F. - LODEL : 355-00-44.

FORET DE RAMBOUILLET à 45km PARIS, luxueuse maison campagne, 3,80 ha, tennis terre battue, piscine. Beau parc. Importante maison de maître style normand. Pav. indépend. personnel. Nombr. dépendances. Prx net vendeur : 2.500.000 F. Tél. : 371-11-00.

Vends 200 km Sud Paris autoroute. Propriété de grand standing. 7 millions de francs. Ecrire n° 62.627 Havas Contact, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

RAMATUELLE L'ESCALET
Domaine privé bord de mer
VILLA AVEC PISCINE
255-04-51 - 16 (94) 79-22-70.

SUPERBE PROPRIÉTÉ
de caractère et de fr. grande classe, à 15 km de Paris-Ouest, dans ancien domaine de la Malmaison av. vue exceptionnelles sur les BOUCLES de la SEINE dans un parc de 15.194 m2 possédant arbres bicentenaires.

Construction principale attribuée à NICOLAS LEDOUX. 750 m2 sur 3 niveaux + dépendances. Piscine chauff. Excellent état général.

Conviendrait pour résidence d'ambassadeur, d'artiste, clinique de luxe, etc.

Me SALATS, Notaire
3, rue du Louvre, 75001 PARIS
Téléph. : 260-34-76

terrains

30 kms Paris S.-O., terrain clos 2 489 m2, situation exceptionnel. pr 1 villa. 700 000. Poss. partie viager. Ptaire : 763-66-79 et 490-72-15.

Terrain entièrement clos de murs. 568 m2. Centre Montfermeil (Seine-St-Denis). 280.000 F. Tél. après 20 h. 783-99-93.

CORSE, à 300 m plage, partic. vend 3 à 5 ha. Certificat urbanisme (7) 829-87-32. 20 h.

viagers

COUPLE d'enseignants cherche en viager, appartement de 4 ou 5 pièces, de préférence 19e arrondissement.

LIBRE HOUILLES résidentiel, ppté 8 p. tt cft, 280 m2 habitable, parc 700 m2, 770.000, 5.000 rente. LODEL 355-00-44.

+ de revenus, — d'impôts, expertise discrète gratuite, indexation. Etude LODEL, 35, boulev. Voltaire, 355-61-58.

12e - BOULEVARD DIDEROT. Viager occupé, sur 2 têtes, 76 et 77 ans. 100.000 F comptant + rente. Tél. : 567-22-88.

FONCIAL VIAGERS
19, bd Malesherbes, 8e, 266-32-35 Spécialiste
38 ans d'expérience, étude gratuite, rente indexée.

INFORMATIONS «SERVICES»

VIE QUOTIDIENNE

AU GUICHET...

M. J. Mialhe, de Paris, nous écrit :

On parle beaucoup en ce moment de réconcilier les Français avec leur administration. Ce qui frappe le plus, ce sont les initiatives ponctuelles dont peuvent bénéficier les usagers, par exemple l'accélération de la procédure pour l'obtention de diverses pièces d'identité, et là ce n'est pas tant la bonne volonté qui manque que l'imagination.

Un exemple : 15 h. 30 dans un bureau de poste de quartier, étroit et peu commode, une file s'installe devant le guichet de retrait des recommandés où la préposée assure en outre le téléphone, la poste restante et les retraits à vue. Des femmes, retour du travail, sac à main, parapluie, sacs à provisions, et l'inévitable fiche mauve assortie de la carte d'identité ; ça avance, mais une dame doit s'expliquer longuement pour une histoire compliquée de procuration à établir qui a été faite, mais apparemment pas enregistrée.

Le dialogue est rendu difficile par la plaque de verre qui protège tous les employés, on lui tend les papiers par la fente étroite, elle doit les remplir, elle ne comprend pas, elle ne sait où poser les sacs dont elle est encombrée. La file s'allonge, s'impatiente, l'énervement gagne.

N'eût-il pas été plus sage qu'une autre employée ou le receveur lui-même fasse entrer cette cliente dans un petit local, la fasse asseoir, l'écoute, lui explique, l'aide à remplir les papiers ?

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* daté 5-6 mai 1980 :

DES DECRETS :

● Relatif à la contribution des associations syndicales de sylviculteurs visée aux articles 9 et 11 du décret du 25 mars 1947 portant organisation de la lutte contre les incendies de forêts dans les départements de la Gironde, des Landes et de Lot-et-Garonne.

● Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1er août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services en ce qui concerne les crèmes de lait destinées à la consommation.

UN ARRETE

● Fixant la date d'ouverture du premier et du second tour de scrutin en vue de la désignation des membres du collège des magistrats et le nombre des sièges au sein du collège des magistrats, des cours et tribunaux et du ministère de la justice.

P.T.T.

● *M. Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T.*, a décidé de réunir très prochainement le groupe de travail P.T.T.-usagers des télécommunications après avoir reçu une délégation de l'Association française des utilisateurs du téléphone et des télécommunications (AFUTT). Ce groupe de travail se réunira chaque trimestre avec un ordre du jour arrêté après concertation entre l'administration et les usagers.

Les représentants de l'AFUTT ont, en outre, demandé au ministre la mise en route *« sans plus tarder »* de la facturation détaillée des communications taxées à la durée ainsi que l'application par les P.T.T. des lois sur la liberté d'accès aux documents administratifs.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 7 MAI

« Musée du Luxembourg, donation Masurel », 14 h. 30, 19, rue de Vaugirard (Approche de l'art).

« L'Opéra », 13 h. 45, devant l'entrée, P.Y. Jaslet (Connaissance d'Ici et d'Ailleurs).

« Vieux-Montmartre », 15 h., façade de l'église Saint-Pierre, Mme Hager.

« L'Opéra », 14 h. 30, marches, Mme Vackier (Mme Hager).

« Les Gobelins », 15 h., 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).

« Hôtels de l'Ile Saint-Louis », 15 h., 12, boulevard Henri-IV, M. Teurnier (Le Vieux-Paris).

CONFÉRENCES

13 h. 30, 7, rue de la Bienfaisance, P. Emmanuel : « L'avenir de la religion » (déjeuner-débat).

15 h., 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, C. Thibaut : « Bologne et les Bentivoglio : Les Carrache et leur Académie ».

15 h. 30, 50, rue de Varenne, I. Calvino, V. Consolo, P. de Meijer, D. Fernandez, M. Fusco, C.A. Madrignani, A. Moravia, G. Piroue, J.N. Schifano, L. Sciascia, M. Tenant : « Un siècle de roman sicilien : des vice-rois au Guépard ».

17 h., 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, C. Thibaut : « Bologne te les Bentivoglio : les Carrache et leur Académie ».

18 h., grand amphithéâtre, La Sorbonne, 47, rue des Ecoles, J. Dupuy : « Communications par voie spatiale et problèmes juridiques ».

18 h. 15, centre Sèvres, 35, rue de Sèvres, M. Arkoun : « Pratique et garanties des droits de l'homme dans le monde islamique ».

19 h., centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, H.V. Sephiha : « La Haggadah en ladino : us et coutumes ».

19 h. 30, amphithéâtre Bachelard, la Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, P. Vinot : « Le droit à la promotion ».

20 h. 30, Musée de l'homme, R. Tang : « L'art du théâtre chinois traditionnel ».

20 h. 30, Nouvelle Acropole, 5, rue Largillière, J. Belliard, K. Besson : « Musique à la chambre du roi sous le règne de Louis XIII ».

20 h. 30, salle de la Domus Medica, 60, boulevard Latour-Maubourg, Y. Dienal : « La dépression nerveuse ».

-20% SUR LE SPORTSWEAR HOMMES

vestes, blousons, pantalons, chemises, polos, pulls signalés par cette étiquette.

-20%

Jusqu'au 17 mai

Blouson Lee Cooper, 100 % coton 210 f. 168 f.

Chemisette polyester, 42 % coton 75 f. 60 f.

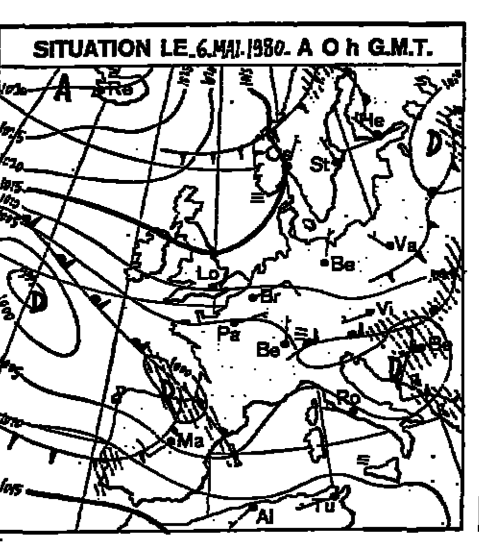
« Lee Cooper » 100 % coton 108 f.

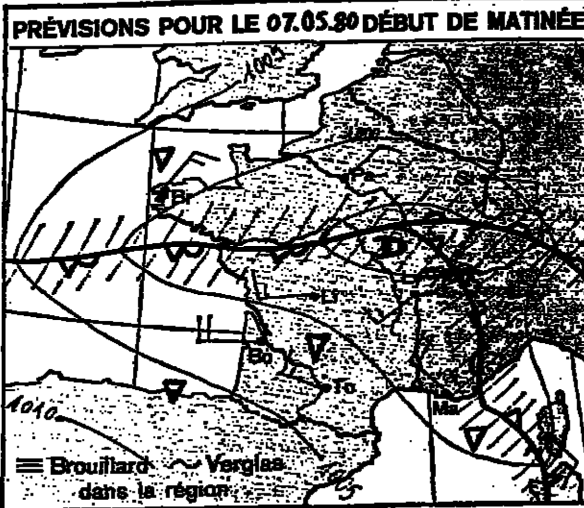
2, 2e ETAGE

Samaritaine

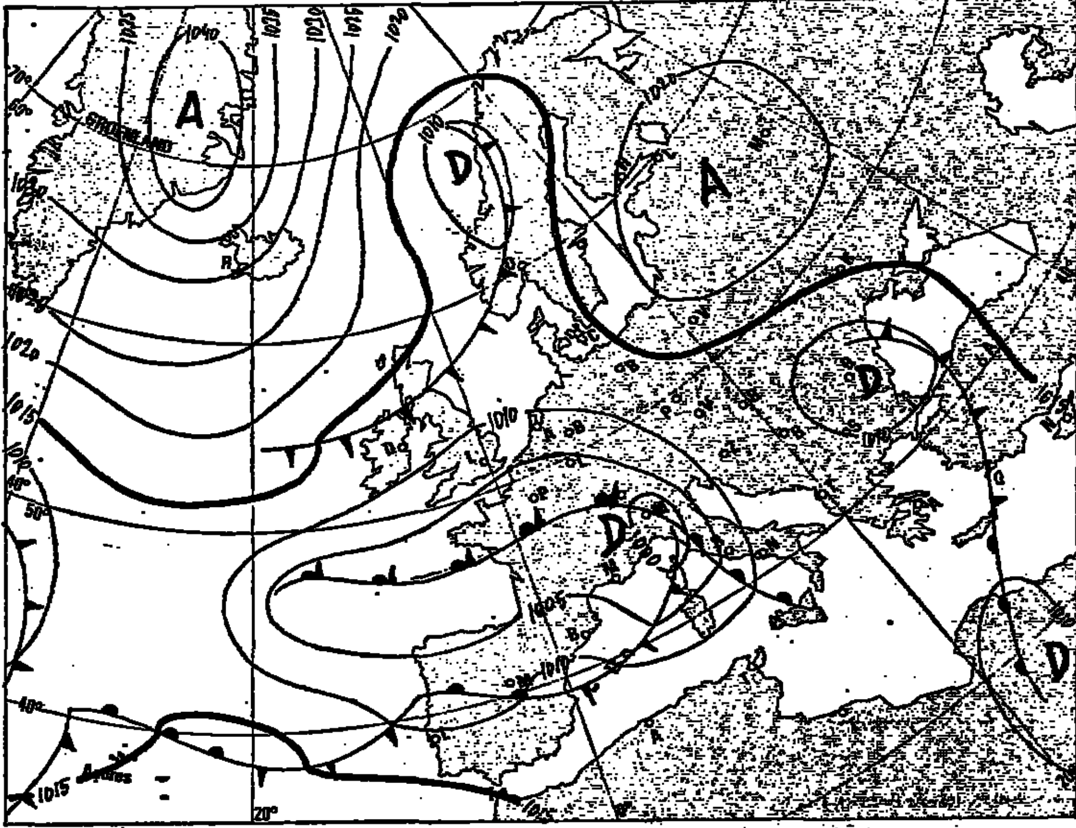
PONT-NEUF - VELIZY 2 - ROSNY 2 - CERGY

MÉTÉOROLOGIE





PRÉVISIONS POUR LE 7 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le mardi 6 mai à 0 heure et le mercredi 7 mai à 24 heures :

Une dépression venant de l'Atlantique atteindra la France puis elle se décalera vers l'Allemagne en se creusant un peu. La perturbation qui lui est associée concernera la moitié sud de notre pays.

Mercredi 7 mai, des pluies ou des averses se produiront principalement sur les régions s'étendant du Poitou et de l'Aquitaine aux frontières de l'Est et du Nord-Est.

Sur le Midi méditerranéen, après un passage pluvieux, des éclaircies se développeront dans un flux de secteur ouest. Quelques averses auront lieu sur la Corse.

Sur les régions situées au nord de la Loire, le temps restera frais, nuageux et passagèrement pluvieux, dans un flux de nord-est à nord qui se renforcera.

Le mardi 6 mai, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 001,6 millibars, soit 751,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 mai ; le second, le minimum de la nuit du 5 au 6) : Ajaccio, 18 et 9 degrés ; Biarritz, 18 et 12 ; Bordeaux, 17 et 11 ; Bourges, 10 et 5 ; Brest, 14 et 5 ; Caen, 12 et 5 ; Cherbourg, 11 et 7 ; Clermont-Ferrand, 13 et 3 ; Dijon, 14 et 6 ; Grenoble, 18 et 6 ; Lille, 12 et 5 ; Lyon, 16 et 6 ; Marseille, 22 et 13 ; Nancy, 13 et 2 ; Nantes, 15 et 4 ; Nice, 17 et 11 ; Paris-Le Bourget, 13 et 7 ; Pau, 18 et 11 ; Perpignan, 19 et 11 ; Rennes, 15 et 2 ; Strasbourg, 13 et 5 ; Tours, 14 et 1 ; Toulouse, 18 et 10 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 16 degrés ; Amsterdam, 12 et 3 ; Athènes, 21 et 16 ; Berlin, 12 et 3 ; Bonn, 14 et 3 ; Bruxelles, 12 et 5 ; Le Caire, 29 et 21 ; îles Canaries, 24 et 17 ; Copenhague, 17 et 3 ; Genève, 12 et 8 ; Lisbonne, 18 et 14 ; Londres, 12 et 3 ; Madrid, 15 et 12 ; Moscou, 8 et 2 ; Nairobi, 26 (max.) ; New-York, 28 et 14 ; Palma-de-Majorque, 21 et 15 ; Rome, 19 et 12 ; Stockholm, 16 et 0 ; Téhéran, 19 et 12.

TEMPS PROBABLE DU 8 AU 11 MAI

Jeudi, un temps frais et nuageux, avec des averses locales, gagnera la plus grande partie du pays. Les pluies subsisteront sur le Sud-Est et la Corse. Vendredi, ce temps frais et humide s'étendra sur le Nord, l'Est et les Alpes, tandis que sur le reste du pays on notera une amélioration sensible avec de belles éclaircies et des températures maximales en hausse. Samedi et dimanche, les éclaircies ensoleillées gagneront la moitié est, mais on peut craindre une aggravation orageuse qui atteindra d'abord les côtes atlantiques, puis toute la moitié ouest dans la journée de dimanche.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 665

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								■	
II							■		
III		■							
IV		■							
V					■				
VI				■					
VII					■				■
VIII				■					
IX			■				■		
X						■			
XI								■	

HORIZONTALEMENT

I. Dans la bouche de celui qui vomit. — II. Certains ne sont que poussière ; Un agrément à l'Est. — III. Ce que forme parfois la neige. — IV. Vit comme un castor. — V. Un vrai gouffre ; Pas dans l'ordre. — VI. Sert de fourrage ; Sa fille est une sorte de garçon. — VII. Sur le Rhône, avec l'article ; Manœuvre frauduleuse. — VIII. Est plus difficile à faire marcher que le bidet ; Bonne réputation. — IX. Conjonction ; Se fait souvent sur le champ ; Mot d'enfant. — X. Neuve, pour un chien ; Dans un alphabet étranger. — XI. Presque brisé.

VERTICALEMENT

1. Susceptible de dévorer. — 2. Comme l'œil quand il n'y a pas de lentilles ; Au dernier degré. — 3. Peut ronger et dévorer ; Peut marquer la répétition. — 4. Ville de Savoie ; Travail de préposé. — 5. Ne conserve pas ; Bricole quand il est petit. — 6. Etre sur les dents, par exemple. — 7. Nom qu'on peut donner à un type ; Saint de Bigorre. — 8. Peuvent faire pleurer autant que les oignons. — 9. Evoque la grande vie ; Quand elle passe, on change de banquier.

Solution du problème n° 2 664

Horizontalement

I. Rupture. — II. Rétamée. — III. Sien ; Bout. — IV. Ios ; Bouée. — V. Torts. — VI. Evitées. — VII. Saluées. — VIII. SOS ; Assis. — IX. Epi ; Né ; Fl. — X. Sème ; Suée. — XI. Sous ; Elu.

Verticalement

1. Résineuses. — 2. Io ; Opes. — 3. Prestissimo. — 4. Ten ; Ota ; Eu. — 5. Ut ; Brelan. — 6. Raboteuses. — 7. Emoussés ; UE. — 8. Eue ; Eifel. — 9. Bête ; Essieu.

GUY BROUTY.



R. BERBIGIER

Présente une importante collection de TAPIS d'ORIENT faits main. Avec certificat d'origine.

72, rue H.-Barbusse - 95100 ARGENTEUIL - 961.14.97

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
174 F	298 F	422 F	545 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
300 F	550 F	800 F	1 050 F
ETRANGER (par messageries)			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
203 F	355 F	508 F	660 F
II. — SUISSE - TUNISIE			
250 F	450 F	650 F	850 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

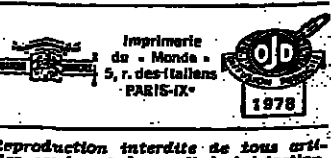
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

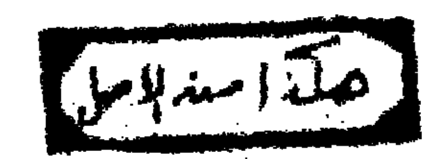
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57 437.



Le Monde

économie





ÉTRANGER

UN MILLION DE TRAVAILLEURS LOCKOUTÉS OU EN GRÈVE

Le modèle suédois de négociation sociale est mort

soulignent le patronat et les syndicats

Stockholm. — La confédération du patronat suédois a décidé, le 5 mai, de prolonger d'une semaine les mesures de lock-out concernant plus de sept cent cinquante mille travailleurs du secteur privé. Ces mesures devaient prendre fin en principe le 8 mai. De leur côté, les syndicats ont annoncé qu'à cette date les transporteurs d'essence et de fuel domestique se mettraient en grève pour une durée illimitée, ce qui entraînerait en quelques jours une grave pénurie de carburant. Enfin, la commission de médiation a repris ses travaux au début de la semaine, alors que le gouvernement a de nouveau fait savoir qu'il n'envisageait pas, pour le moment, d'intervenir dans ce conflit.

De notre correspondant

« *Ce qui paraissait inimaginable est arrivé. Au pays de la paix sociale, voilà près d'un million de travailleurs lockoutés ou en grève dans les secteurs public et privé* », écrivait ces jours-ci un quotidien régional. Depuis les accords de Saltsjöbaden, signés en 1938, les syndicats et les employeurs négocient en effet les salaires au niveau central, et il a été rarement difficile de trouver des compromis. Certes, les partenaires sociaux déposaient de temps à autre des préavis de grève et de lock-out qui étaient surtout des moyens d'intimidation ; mais les médiateurs parvenaient, dans la plupart des cas, à trouver un terrain d'entente.

Assurément, les seules grandes grèves de l'après-guerre ont été le fait de mouvements sauvages reprouvés par les syndicats. En hiver 1969, quatre mille huit cents mineurs de la compagnie nationalisée L.K.A.B. cessaient le travail pendant cinquante-sept jours et obtenaient finalement la mensualisation de leurs salaires. Six ans plus tard, environ dix mille travailleurs forestiers se mettaient en grève pour des raisons similaires. Dans les deux cas, le mécontentement était dirigé contre la centralisation des négociations paritaires et des décisions des organisations syndicales. Il faut remonter à la « grande grève » de 1909 pour trouver un conflit d'une ampleur comparable à celui qui s'est déclenché le 2 mai, et il faut constater, comme les dirigeants de la confédération générale du travail (L.O.) et ceux du patronat (S.A.F.), que « *l'esprit de Saltsjöbaden et le modèle suédois de la négociation sont bel et bien morts* ».

Le consensus social et le compromis entre le capital et le travail ont bien fonctionné dans les années 50 et 60, lorsque la Suède connaissait une croissance économique forte et régulière, ainsi qu'une stabilité politique. La collaboration intime entre le syndicat et le parti social-démocrate au pouvoir a également permis d'éviter des conflits sociaux d'envergure. L'un des grands magnats de l'industrie suédoise, M. Marcus Wallenberg, déclarait même récemment à la télévision que les grèves et les lock-out étaient des mesures appartenant au passé. Les relations entre les partenaires sociaux se sont détériorées au fur et à mesure de l'aggravation de la crise économique ; mais le Suédois moyen ne pensait pas qu'on en arriverait à de telles extrémités.

Plus de pain

Depuis le 25 avril, les Scandinaves vivent pratiquement sans télévision ; les aéroports sont fermés, ainsi que plusieurs grands magasins de la capitale ; le métro de Stockholm est à l'arrêt ; mais, jusqu'à présent, tout cela n'a pas suscité de mouvements de colère. Au contraire, pourrait-on presque dire, puisque les habitants de Stockholm se mettent à converser à haute voix dans les autobus où règne d'habitude un silence impressionnant ; ils se rendent à leur travail à vélo (les stocks sont d'ailleurs épuisés) ; les journaux donnent à leurs lecteurs des recettes de « *pain de crise* ». En effet, on ne trouve plus de pain depuis quelques jours, un grand nombre de boulangeries industrielles étant en grève, et, à la fin de la semaine, il sera difficile de trouver du lait, la boisson nationale.

Dans les milieux conservateurs, on insiste sur le caractère politique des grèves, et on n'hésite pas à avancer que la gauche veut renverser le gouvernement. La participation aux manifestations du 1er mai a été nettement plus importante que de coutume (850 000 personnes au total), et la plupart des orateurs sociaux-démocrates ont réclamé la démission du premier ministre, M. Fälldin, « *qui mène une politique accentuant les inégalités sociales et qui soutient le patronat* ». Déçus d'avoir perdu de peu les législatives de 1979, les socialistes saisissent cette occasion pour mettre la coalition en difficulté. Pour sa part, le dirigeant de L.O., M. Gunnar Nilsson, plus modéré dans ses propos, a indiqué que le syndicat demandait seulement le maintien du pouvoir d'achat des travailleurs et le droit de négocier.

Sur un point, les experts de S.A.F. et de L.O. paraissent d'accord. Une trop forte augmentation des salaires bruts aurait des conséquences négatives sur l'économie et les coûts de revient des entreprises. Depuis une dizaine d'années, les pouvoirs publics interviennent dans les discussions paritaires, proposant, avant que celles-ci ne s'engagent, une baisse de l'impôt sur le revenu pour limiter les revendications. Fin mars, après quatre mois de négociations infructueuses, le gouvernement promettait un allégement fiscal, un gel des prix et des loyers jusqu'à la fin de l'année, « *si le niveau des salaires restait en gros inchangé* », autrement dit, si les augmentations n'excédaient pas environ 2,5 %. Selon des syndicats, ces mesures ont été présentées trop tard, car la hausse des prix entre novembre et mars avait déjà été supérieure à 8 % Selon d'autres, le gouvernement aurait dû présenter ces mesures juste avant le déclenchement du conflit pour débloquer la situation et éventuellement relancer les discussions. Le moment était, en tout cas, mal choisi.

D'autre part, le patronat a montré cette année une attitude particulièrement intransigeante, en préconisant d'emblée un blocage des salaires et en refusant la négociation. Celle-ci s'est finalement ouverte après le référendum nucléaire du 23 mars ; mais les propositions de la commission de conciliation ont été catégoriquement rejetées par les syndicats, qui jugent un relèvement de l'ordre de 3,5 % tout à fait insuffisant.

Un règlement du conflit ne paraît pas proche. A moins que les employeurs ne fassent de nouvelles concessions en acceptant un relèvement des augmentations individuelles des salaires, avec effet rétroactif à partir du 1er novembre 1979 (date à laquelle les dernières conventions collectives sont arrivées à expiration), ainsi que des améliorations sensibles pour les catégories les moins bien rémunérées. Il n'est pas exclu non plus que le gouvernement, en cas de conflit prolongé, ordonne la reprise du travail et donne de nouvelles directives à la commission de médiation. C'est de cette façon que les sociaux-démocrates avaient mis fin à la grève des travailleurs intellectuels en 1971.

ALAIN DEBOVE.

● *En R.F.A., les prix auraient augmenté de 0,5 % en avril.* — Cependant, la balance des paiements courants a connu durant le premier trimestre 1980 un déficit de 5,3 milliards de marks (+ 2,9 milliards de janvier à mars 1979). *Ce passif, déjà supérieur à la moitié du déficit enregistré pour l'ensemble de 1979, est dû notamment à un mauvais résultat du poste « transferts » (6,2 milliards), traditionnellement en déficit en raison du rapatriement de devises par les travailleurs immigrés, à une balance touristique négative, ainsi qu'à un solde négatif des services (1,9 milliard). — (A.F.P., Agefi.)*

Aux États-Unis

NOUVEL ABAISSEMENT DU TAUX DE BASE DES BANQUES QUI S'ÉCHELONNE ENTRE 18,50 % ET 17,50 %.

La Chase Manhattan Bank, suivie par la Firt National Bank of Chicago et quelques autres a ramené lundi 5 mai son taux d'intérêt de base de 18,50 % à 18 %, et la Morgan Guaranty Trust de 18,50 % à 17,50 %.

Le taux de base (*prime rate*) des banques américaines s'échelonne désormais entre 18,50 % et 17,50 % après avoir culminé, début avril, à 20 %.

Le mouvement de baisse est lié à la politique menée par le Système fédéral sous l'influence de l'affaiblissement, semble-t-il rapide, de l'activité économique. Vendredi 2 mai, l'attitude plus « conciliante » des autorités monétaires s'était traduite notamment par une chute du taux d'intérêt sur les bons du Trésor *tombé au-dessous de 10 %.*

LE GATT ENTEND POURSUIVRE LES NÉGOCIATIONS SUR LES CLAUSES DE SAUVEGARDE

Le rapport que publie le GATT sur ses activités en 1979 est essentiellement consacré à la conclusion du « Tokyo round » (1973-1979). Il expose également le programme du travail futur du GATT, qui comportera notamment la poursuite des négociations sur les sauvegardes (à mettre en œuvre par les pays importateurs), « *principale question restée en suspens à l'issue du Tokyo round* » ; la tenue à jour du catalogue des mesures non tarifaires de protection appliquée par les *différents pays* ; l'examen des problèmes d'ordre commercial qui intéressent les pays en voie de développement, etc.

Le groupe consultatif des dix-huit (les « parties contractantes » — pays signataires — au GATT sont actuellement au nombre de quatre-vingt-cinq) est établi à titre permanent.

Le nouveau directeur général, M. Arthur Dunkel (*le Monde du 4 avril*), actuellement ambassadeur de Suisse auprès de *plusieurs organisations internationales*, dont le GATT, ne prendra ses fonctions que le 1er octobre, au lieu du 5 mai. En attendant, M. Olivier Long restera en fonctions.

● *Une convention franco-hongroise contre les doubles impositions* vient d'être signée à Paris entre le ministre hongrois des finances, M. Faluvegi, et le ministre français du budget, M. Papon. Elle définit de manière précise les cas dans lesquels les entreprises françaises exerçant une activité en Hongrie pourront être imposées dans ce pays et échapper corrélativement à l'impôt français sur les bénéfices. En outre, la convention allège sensiblement le coût des crédits ou des prêts liés à des opérations d'exportations. Ainsi les intérêts versés par un organisme hongrois à une banque ou à une entreprise *française seront exonérés de* toute retenue à la source en Hongrie, ce qui devrait favoriser les *ventes de biens d'équipement.*

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép −		Rep + ou Dép −		Rep. + ou Dép. −	
$ E.-U. ..	4,1820	4,1855	− 15	+ 15	− 15	+ 20	+ 120	+ 215
$ can. ...	3,5170	3,5235	− 85	− 40	− 155	− 105	− 65	+ 55
Yen (100).	1,7850	1,7880	+ 15	+ 45	+ 40	+ 70	+ 215	+ 275.
DM	2,3365	2,3395	+ 45	+ 75	+ 100	+ 135	+ 370	+ 455
Florin ...	2,1080	2,1185	+ 40	+ 60	+ 90	+ 115	+ 355	+ 420
F.B. (100).	14,5335	14,5530	− 755	− 455	−1185	− 730	−1330	− 765
F.S.	2,5255	2,5305	+ 130	+ 165	+ 260	+ 300	+ 810	+ 945
L. (1 000).	4,9555	4,9615	− 205	− 115	− 355	− 255	− 840	− 615
£	9,5685	9,5825	− 490	− 385	− 645	− 625	−1215	− 960

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	9 7/8	10 3/8	9 3/4	10 1/4	9 11/16	10 1/16	9 11/16	10 1/16
$ E.-U.	11 5/8	12 1/8	12 3/8	12 3/4	12 7/16	12 13/16	12 1/8	12 1/2
Florin ...	10 1/2	11 1/2	10 3/4	11 1/2	10 3/4	11 1/2	10 1/2	11 1/4
F.B. (100).	17 3/4	20 1/4	16 3/8	17 7/8	16 1/2	17 1/2	14 1/2	15 1/2
F.S.	4 3/8	5 5/8	6	6 1/2	6	6 1/2	6	6 1/2
L. (1 000).	12	13 1/2	14 3/4	16 1/4	15 1/4	16 3/4	16 1/4	17 3/4
£	17	17 7/8	17 1/4	17 7/8	16 7/8	17 5/8	15 3/4	16 1/2
Fr. franç..	12 3/4	13	13 1/16	13 5/16	13 1/16	13 5/16	13 1/16	13 5/16

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Ne vous serrez pas la ceinture.

Tarifs 50*

Paris-Strasbourg : 67F
Paris-Lyon : 68F
Paris-Marseille : 113F
Paris-Bordeaux : 77F
Paris-Deauville : 31F
Lyon-Nantes : 86F

PUBLICIS SNCF 112 80

Profitez des tarifs 50.

Le train c'est moins cher. Jugez vous-même.

*Ces prix sont des allers simples en 2e classe avec 50 % de réduction. Ils sont valables dans les conditions suivantes :

- vous voyagez en famille, trois personnes au moins, et vous avez une carte "Famille" (gratuite et valable 5 ans). Dès la deuxième personne, vous bénéficiez de ces prix en périodes bleue et blanche, 346 jours par an;
- vous voyagez tous les deux ensemble et vous avez une carte "Couple" (gratuite et valable 5 ans). L'un d'entre vous bénéficie de ces prix en période bleue, 250 jours par an;
- vous êtes titulaire d'une carte "Vermeil 50". Vous bénéficiez de ces prix en période bleue.

Il suffit de bien choisir ses dates. Demandez le calendrier 50 dans les gares et agences de voyages.

Voyagez mieux en période bleue.



ÉTRANGER

LE MAROC PRÉPARE SON INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE

Rabat et Paris vont renforcer leur coopération

Rabat. — *« Pour 82 % de ses besoins actuels en énergie, le Maroc dépend de l'extérieur. Pour la France, la proportion est de 75 %. Ainsi nos deux pays sont dans des situations comparables, ce qui fournit un motif supplémentaire à une coopération franco-marocaine. »* C'est en ces termes que le ministre marocain de l'énergie, M. Moussa Saadi, a présenté, le 26 avril, la tâche des spécialistes marocains et français, à l'occasion de la visite d'une délégation française présidée par M. François de Wissocq, directeur général de l'énergie et des mines au ministère de l'industrie.

Pour conquérir peu à peu son indépendance énergétique, le Maroc compte sur l'aide de la France. Il entend faire porter son effort dans trois directions principales : les recherches pétrolières, l'exploitation des schistes bitumineux, le développement de la production d'électricité d'origine soit charbonnière soit hydraulique, soit encore nucléaire.

Un accord a déjà été conclu en août 1979 avec la société Elf-Aquitaine. M. Saadi a rappelé que cette coopération pétrolière plon-

De notre correspondant

geait ses racines dans un passé déjà lointain, puisqu'elle avait débuté en 1934. Le permis de recherche accordé à Elf-Aquitaine, qui s'étend sur 22 000 kilomètres carrés, concerne les régions du Gharb et les contreforts du Rif, dans le Nord, et leur extension *off shore* au large des côtes marocaines.

Cependant, le Maroc possède d'importantes réserves de schistes bitumineux dans sa partie centrale, au sud-est de Fès et, dans le Sud, dans la province de Tarfaya, qui se trouve à la limite des nouvelles provinces sahariennes.

Enfin, le royaume possède à Jenada, près d'Oujda, la plus grande mine de charbon de l'Afrique du Nord, qui fournit déjà un tiers de son électricité. En ce qui concerne les ressources hydrauliques, un quart du potentiel de l'énergie disponible est déjà utilisé.

Pour l'énergie d'origine nucléaire, le roi, au cours de l'entretien accordé le 8 avril à Antenne 2, alors qu'il se trouvait en France, avait insisté sur les perspectives d'extraction de l'uranium à partir des phosphates dont le Maroc possède, on le sait, de gigantesques réserves. Cet uranium peut être produit à partir de l'acide phosphorique, et la construction d'une unité à cette fin peut se réaliser en trois ans, alors que l'exploitation d'une mine d'uranium en demande dix. Il ne s'agit toutefois que de projets à moyen terme. Plus lointaines encore sont les perspectives constituées par les énergies nouvelles, solaire, éolienne ou par biomasse (production de gaz à partir de la combustion des végétaux comme autrefois dans les tourbières).

Le Maroc est soucieux également de lancer, en coopération avec la France, une campagne en faveur des économies d'énergie. Dan tous ces domaines, les deux pays sont donc appelés à collaborer de plus en plus étroitement, alors que la visite de la délégation française précède celle du ministre français de l'industrie, M. Giraud, qui est attendu au Maroc dans le courant de cette année.

ROLAND DELCOUR.

Le barrage d'El M'Jara fournira le quart de l'électricité

Rabat. — M. M'hamed Douiri, ministre marocain de l'équipement, vient d'inaugurer, dans la province de Taounate, un village-pilote bâti pour loger les ouvriers et les ingénieurs qui construiront le barrage d'El M'Jara, sur l'oued Ouargha. La province de Taounate, récemment détachée de celle de Fès (la ville de Taounate est située au nord-est de la capitale spirituelle du Maroc), est ainsi appelée à devenir l'une des principales sources d'eau et d'énergie hydro-électrique du Maroc.

Le barrage d'El M'Jara fournira, en effet, le quart de toute l'énergie électrique dont dispose actuellement le Maroc. Le lac de retenue, long de 35 kilomètres, s'étendra sur 1 300 hectares et aura une capacité de 4 milliards de mètres cubes d'eau. Le barrage permettra d'irriguer 100 000 hectares supplémentaires et protégera les populations des provinces de Taounate et de Kénitra (ex-Port-Lyautey) contre les crues de la rivière.

Ce barrage en terre, qui coûtera quelque 600 millions de dollars, sera le plus grand du Maroc et, ajoute-t-on ici, de toute l'Afrique du Nord. Il s'inscrit dans le pro-

De notre correspondant

chain plan quinquennal marocain 1980-1985, dont les grandes lignes ont été révélées par le ministre, M. Douiri, le 7 avril à Rabat. Dans le domaine de l'énergie, le Maroc se fixe pour objectif d'augmenter la proportion d'énergie hydro-électrique, qui atteignait 85,2 % en 1955 mais est retombée à 36 % en 1973. Or le Maroc ne produit pour ainsi dire pas de pétrole, et il en consomme quelque 3 millions de tonnes.

En attendant d'extraire l'uranium contenu, espère-t-il, dans ses phosphates, le Maroc entend développer toute l'énergie hydro-électrique potentielle dont il dispose encore. Quatre grands barrages sont prévus à M'Jara, M'Dez (province de Khénifra, dans le Moyen-Atlas), Dechra-El-Oued (province de Kasba-Tadla, au sud-est de Casablanca) et M'Rija (province de Settat, au sud de Casablanca). Le barrage de M'Jara servira en outre à aménager toute une « base hydraulique », de même que les barrages de Aït-Chouarit (province de Beni'Mellal), dans le Moyen-Atlas, et de La Garde du Sébou (province de Kénitra). 6 milliards et demi de mètres cubes d'eau seront ainsi mobilisés sur un potentiel évalué par les experts marocains à 16 milliards. Ce programme permettra de produire 1 500 millions de kilowatts-heures, soit l'équivalent de 350 000 tonnes de pétrole.

Au total, le Maroc aura entrepris depuis 1967 la construction de quelque quinze barrages, dont onze sont déjà terminés. Leur capacité totale de retenue sera de 10 milliards de mètres cubes d'eau, soit cinq fois plus qu'en 1955, et les terres irriguées grâce à cette eau seront passées de 65 000 à 350 000 hectares.

Le nouveau plan quinquennal complète cet équipement de grands barrages par la construction de petites retenues. Elles permettront d'alimenter en eau potable les petites et moyennes agglomérations campagnardes qui ne bénéficient pas de la proximité d'un grand barrage et d'irriguer des surfaces allant de 100 à 5 000 hectares. Des progrès de ce genre sont à l'étude pour les provinces d'Agadir, de Taza et de Hoceima. — R. D.

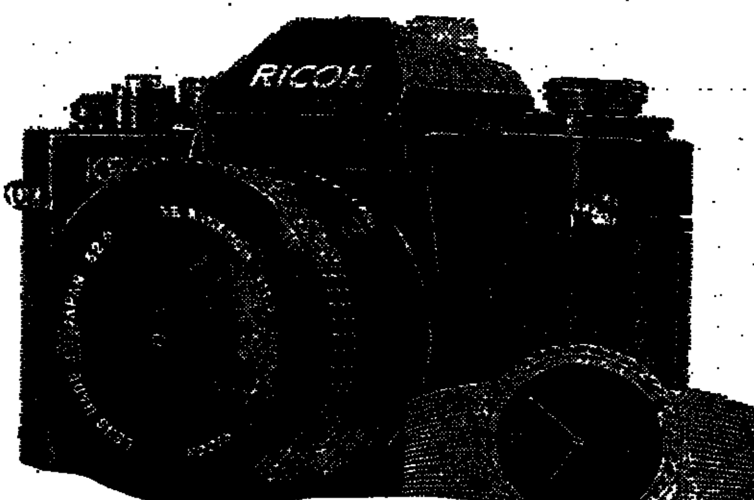
SIGNALEMENT D'UNE MARQUE INTERNATIONALE:

Ricoh, le bon géant du Japon. Connu (et aimé) par des centaines de millions de personnes à travers le monde. Elles prennent des photos et des films avec nos excellents appareils, portent nos montres toujours exactes, et utilisent notre matériel de bureau à la pointe du progrès. Au Moyen-Orient, dans les pays d'Afrique et dans les deux continents d'Amérique. Tous choisissent Ricoh pour sa qualité. Ce qui se fait de mieux pour le prix le plus raisonnable. Voilà notre philosophie. Maintenant nous voulons nous faire des amis en Europe.

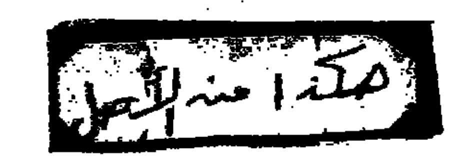
Car nous pensons que ce que nous offrons vous plaira aussi.

Essayez nos produits et n'ayez pas peur. C'est seulement chez vous que nous sommes petits.

RICOH
LE BON GÉANT DU JAPON



Ricoh Nederland B.V., Alpen Rondweg 102, P.O. Box 114, 1180 AC Amstelveen, Holland.
Ricoh Company Ltd., 15-5, 1-Chome, Minami-Aoyama, Minato-ku, Tokyo 107, Japan.



ÉNERGIE

L'OPEP SE RÉUNIT EN ARABIE SAOUDITE

Un premier pas vers l'indexation des prix du pétrole

Les treize pays membres de l'OPEP se réunissent en session extraordinaire le 7 mai, à Taïf, la résidence d'été des souverains saoudiens. Les ministres parleront, certes, dans les couloirs, des prix du pétrole et du gaz, mais cette préoccupation est laissée à la conférence ordinaire qui se tiendra à Alger, le 9 juin. Cette réunion de Taïf est, en effet, consacrée au rapport du comité de stratégie à long terme de l'Organisation, achevé au mois de février, et qui définit les relations des pays exportateurs de pétrole avec les nations industrialisées comme avec le tiers-monde, dans la décennie à venir. Ce rapport préconise, notamment, l'instauration d'un mécanisme d'indexation trimestrielle du prix du pétrole, qui tienne compte de l'inflation mondiale et de l'évolution des monnaies.

A force de paraître soucieuse des seuls prix du pétrole, l'OPEP a vu se dégrader au fil des ans son image de meilleur instrument du tiers-monde dans la lutte pour un ordre économique plus juste. Les trop brusques renchérissements du pétrole en 1973, puis en 1979, après, il est vrai, une forte dégradation du pouvoir d'achat des recettes pétrolières, ont permis aux pays industrialisés de dénoncer les pays pétroliers comme les fauteurs d'une crise mondiale qu'ils n'ont pourtant fait qu'amplifier.

L'attitude de l'OPEP a justifié partout une réduction relative de l'aide au tiers-monde. Quant à ce dernier, il a manifesté, pour la *première fois en 1979*, des velléités de se désolidariser d'un groupe de pays qui, pour constituer son fer de lance dans un éventuel dialogue Nord-Sud, n'en est pas moins en train de s'enrichir aussi sur le dos des plus pauvres.

Créé il y a deux ans à Taïf, le comité de stratégie à long terme de l'OPEP, qui a réuni autour de Cheikh Yamani des experts d'Algérie, d'Irak, d'Iran, du Koweït et du Venezuela, devait réfléchir aux possibilités d'améliorer les relations de l'Organisation avec les riches comme avec les pauvres. Mais, né à une époque où l'OPEP, faute d'acord, était obligée de « geler » les prix du pétrole, ce comité avait aussi pour tâche de garantir à moyen et long terme le pouvoir d'achat des membres de l'Organisation. Or il rend son rapport alors que la conjoncture pétrolière a été bouleversée par la révolution iranienne et qu'aujourd'hui ce sont les consommateurs qui sont demandeurs d'une plus grande stabilité dans leurs rapports avec les producteurs de pétrole. Ce paradoxe ne sera pas le moindre de ceux qui pèseront sur les travaux de Taïf.

Ajustement trimestriel

Tel qu'il a été adopté à Londres, le *21 février*, non sans quelque réticence de l'Algérie et de l'Iran, le rapport comporte quatre parties. La première concerne l'évolution future des prix du pétrole et préconise l'adoption d'un mécanisme d'indexation. L'OPEP prendrait en compte l'évolution du coût de la vie dans les pays de l'O.C.D.E. pour se préserver de l'inflation; elle se fonderait sur un « panier » de douze devises pour éviter les manipulations monétaires; enfin, elle s'attacherait à l'évolution de la PIB dans les pays industrialisés, afin de garantir la progression du pouvoir d'achat de ses membres.

Le ministre saoudien a précisé le *4 mai* qu'il proposerait la création d'un organisme permanent de contrôle et d'unification des prix, composé de représentants des treize membres, pour fixer les prix pétroliers tous les trois mois, en tenant compte de ces différents éléments de la conjoncture internationale.

La seconde partie du rapport analyse l'évolution de l'offre et de la demande — en fonction d'une vingtaine d'études réalisées ces dernières années — dans la décennie à venir. A en croire le ministre vénézuélien du pétrole, M. Calderon Berti, les niveaux actuels de production de l'OPEP (une trentaine de millions de barils de pétrole par jour) seront maintenus dans les années à venir, ce qui signifie que toute progression de la consommation devra être satisfaite par des sources hors OPEP. Les réductions de production décidées, par plusieurs pays membres, en raison des excédents qui sont apparus depuis quelques semaines sur le marché, résultent directement des réflexions menées sur ce sujet par le comité de stratégie à long terme.

Dons et prêts avantageux au tiers-monde

Le rapport étudie ensuite les relations de l'Organisation avec les pays en voie de développement, les moyens de garantir les approvisionnements pétroliers de *ceux-ci et de les aider à résoudre* les difficultés de balance des paiements que peut leur poser la *hausse brutale en 1979 et 1980* des prix du « brut ». Le comité proposerait l'octroi de dons aux *plus pauvres et de prêts à très* faible taux d'intérêt aux autres. Dans ces conditions, la proposition de l'Algérie et du Venezuela de transformer le Fonds spécial de l'OPEP en une véritable banque du tiers-monde *prend tout* son sens.

Le comité de stratégie à long terme examine enfin les relations de l'Organisation avec les pays industrialisés. Il estime notamment qu'en échange d'une garantie de leurs approvisionnements *en pétrole*, les pays riches devront réaliser de véritables transferts de technologie (pas seulement en *faveur des membres de l'OPEP*) et accepter certaines réformes (notamment celle du système *monétaire* international). Une telle politique exigera un nouveau dialogue Nord-Sud, précédé, *affirme* M. Calderon Berti, d'une réunion Sud-Sud chargée d'élaborer — sur des bases concrètes — les cahiers de doléances des plus pauvres.

Le propos est ambitieux ; mais ce rapport est présenté aux treize ministres du pétrole alors que l'OPEP est incapable de rétablir une certaine cohérence sur le marché du « brut » et que de multiples incidents de frontières divisent deux de ses principaux membres (l'Iran et l'Irak). M. Nabi, le ministre algérien, a beau dire que *« l'unité des prix est un faux problème »*, que *« c'est un slogan paru après Caracas, un complexe nouveau que l'on tente d'inculquer à l'OPEP »*, il n'en reste pas moins que toute formule d'indexation passera par une réunification des prix.

La position iranienne

L'évolution de ces prix dépendra d'ailleurs largement du prix du baril, qui servira de base de *départ (26 dollars*, le cours saoudien actuel ; 35 dollars, le prix iranien ; ou faudra-il attendre *40 dollars ?). L'Iran* le sait bien qui répète que le prix du pétrole est encore beaucoup trop faible.

A cela s'ajoutent des désaccords techniques entre les différents pays : *« Nous aimons tout ce qui est planification, prévision, organisation de l'avenir*, nous disait récemment à Alger M. Nabi. *Ceci rend service aussi bien aux exportateurs qu'aux importateurs. Mais pas dans n'importe quelle condition. Il faut notamment se méfier des indices publiés par les pays industrialisés et prendre des chiffres sur lesquels chacun a son mot à dire. »*

De même, M. Nabi est-il prêt à négocier, à dialoguer. *« Il y va*, dit-il, *de l'intérêt de la communauté internationale. »* Mais, échaudé par l'échec du premier dialogue Nord-Sud, le ministre algérien rappelle que *« les pays de l'OPEP sont et demeurent des pays en développement »*, et il réclame *« une négociation globale au sein de l'ONU »*.

Même si les pays exportateurs de pétrole arrivaient à prendre des décisions concrètes à Taïf — ce qui est peu probable, — ils se heurteraient sans doute ensuite aux pays industrialisés, soucieux de leurs approvisionnements en hydrocarbures, mais peu pressés d'effectuer de véritables transferts de technologie vers le tiers-monde et hostiles à tout système d'indexation qui accroîtrait la rigidité de l'économie mondiale (sans parler de la crainte de voir les autres matières premières suivre). Mais l'incapacité des pays consommateurs à éviter la crise de 1979 — malgré l'expérience de 1973 — a montré les limites de leur force.

L'OPEP s'attaque, en fait, à un *problème de longue haleine*. Des idées sont lancées — sous l'égide de l'Arabie Saoudite, le premier *exportateur mondial*, — *et elles* feront leur chemin, quel que soit le résultat de la conférence de *Taïf. Lorsque, au début des années 70*, quelques rares pays parlaient de prendre la pleine maîtrise de leurs *richesses* pétrolières et de relever leur prix, qui pouvait imaginer l'incroyable succès de ces thèses en moins d'une décennie ?

BRUNO DETHOMAS.

● RECTIFICATIF. — Une coquille nous a fait écrire dans l'article intitulé *« L'anarchie du marché pétrolier est un obstacle à l'alignement du prix du gaz sur celui du brut »* (*le Monde* du 6 mai) que le gaz livré par Abou-Dhabi au Japon était facturé 5,991 dollars par million de B.T.U. Il fallait lire 5,391 dollars.

Faits et chiffres

Immigration

● *Une « marche nationale de l'immigration »*, organisée notamment par le collectif de la Maison des travailleurs immigrés (M.T.I.), doit avoir lieu le samedi 10 mai à Paris. Le rassemblement est prévu à 14 heures place de la République. La C.F.D.T. a appelé ses adhérents à participer à cette manifestation *« contre la politique gouvernementale de l'immigration qui devient de plus en plus une police des immigrés (loi Bonnet, projets Stoléru, d'Ornano, décret Imbert) »*.

Licenciements.

● *Fermeture des Nouvelles Galeries à Lille.* — La direction parisienne du groupe a annoncé, mardi 5 mai, la fermeture des Nouvelles Galeries à Lille, dont le chiffre d'affaires a été de 160 millions de francs en 1979. Cela entraînera d'importants licenciements, dont le nombre n'est pas encore précisé. Outre les Nouvelles Galeries, la société exploite un autre « magasin-dépôt » à Villeneuve-d'Ascq, dans la banlieue lilloise, qui passerait sous le contrôle d'une autre chaîne de distribution. Au total, l'effectif est de quelque six cents personnes. On parle de deux cents reclassements possibles. — *(Corresp.)*

Patronat

● *Le Centre chrétien des patrons et dirigeants d'entreprise français (C.F.P.C.)* tient ses assises nationales du 9 au 11 mai à Avignon, sur le thème : *« Pour une dynamique chrétienne du travail et de l'emploi. »* Huit « carrefours » sont organisés, allant de *« la signification du travail aujourd'hui »* à *« la gestion et l'aménagement du travail et du temps »*, en passant par *« la nécessaire souplesse de l'entreprise et les rigidités de l'emploi »*. M. François Ceyrac, président du C.N.P.F., s'exprimera, à titre personnel, dans une « tribune libre ». Samedi après-midi 10 mai, le premier ministre prononcera un discours sur la politique économique et sociale du gouvernement.

SOCIAL

La journée du 13 mai pour la défense de la Sécurité sociale pourrait entraîner des coupures de courant

La C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN, *réunies lundi 15 mai*, ont lancé un appel commun à une « grande journée nationale d'action, le 13 mai, pour la défense de la Sécurité sociale, *sans parvenir à se* mettre d'accord sur les modalités de cette action.

Toutefois, des ordres de grève de vingt-quatre heures *vont être donnés* par la C.G.T. et la C.F.D.T. dans divers secteurs et notamment à l'E.G.F., dans les P.T.T., à la Sécurité sociale. Des répercussions sont donc à prévoir pour les usagers.

La brièveté de la rencontre des *dirigeants des centrales montre* bien que ceux-ci avaient conscience de ne pouvoir surmonter leurs divergences *sur les modalités* de l'action, donc sur leurs appréciations concernant les capa*cités de mobilisation* des travailleurs.

Cela, en dépit de l'enjeu : la *défense de la Sécurité sociale*, dont chacun s'accorde à proclamer l'importance, puisque la journée *du 13 mai doit faire obstacle* au ticket modérateur d'ordre public visant les mutuelles, à la proposi*tion de loi Berger qui « démantèle »* le système de protection sociale, et la mise en place d'un double secteur d'honoraires médicaux. Les syndicalistes se sont limités à confirmer le principe d'une protestation commune, principe énoncé le 15 avril et réaffirmé le 20 avril, lors de la tentative infructueuse pour organiser un 1er mai unitaire.

Chacun reste sur ses propositions premières : la C.G.T. préconise une grève de vingt-quatre heures et une vingtaine de ses fédérations des secteurs public et privé se sont déjà prononcées dans ce sens. La C.F.D.T. laisse ses militants décider des arrêts de travail selon les cas. La FEN n'appelle qu'à des manifestations, compte tenu des deux journées de grève qu'elle a déjà soutenues, les 24 et 25 avril, pour la défense de l'école.

Force ouvrière demande à ses *militants de « ne participer en aucun cas »* aux manifestations organisées par la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN. Mais elle propose des réunions en fin de journée, avec envoi de délégations au préfets. Les désaccords persistants entre la C.G.T. et la C.F.D.T. incitent la C.F.T.C. et la C.G.C. à la réserve.

Quant à la Fédération nationale de la mutualité française (vingt-trois millions d'adhérents), bien qu'intéressée au premier chef, elle ne veut pas mêler son action à celle des confédérations ouvrières. Seule, la Fédération nationale des mutuelles de travailleurs (deux millions cinq cent mille adhérents) participera à la journée d'action du 13 mai, qui recevra également le soutien de diverses organisations de retraités, de médecins et d'organisations politiques.

Le parti socialiste se félicite de « cette journée unitaire » et invite ses militants à en assurer le succès. Le parti communiste marxiste léniniste appelle à la grève.

● *Débrayages C.G.T. et C.F.D.T. à l'E.D.F. entre le 6 et le 9 mai.* — Les consignes de grèves sporadiques lancées par les électriciens C.G.T. et C.F.D.T. dans les centrales thermiques, du 6 mai au 9 mai, ne semblent pas devoir entraîner de délestages durant la première journée. Les grévistes, qui réclament l'amélioration des conditions de travail, ont l'intention de baisser la production de 30 % les 8 et 9 mai, ce qui pourrait nécessiter des coupures.

● *Reprise du travail à la Paumellerie de Mansac.* — Les ouvriers de la Paumellerie électrique, à Rivière-de-Mansac (Corrèze), qui occupaient leur usine à la suite de l'annonce, le 14 avril, du licenciement de deux cent cinquante salariés sur nef cent vingt, ont repris le travail le mardi 29 avril. La direction acceptant de revenir sur sa décision, a proposé d'instaurer un travail à mi-temps pour un certain nombre de salariés. Environ soixante-dix départs en préretraite ont été négociés. Le mi-temps devrait permettre, par la suite, de réduire le nombre des licenciements.

● *Le conflit du Joint français.* — Le juge des référés du tribunal de Saint-Brieuc a ordonné, lundi 5 mai, que *« cessent les entraves à la liberté du travail qui dépassent l'exercice normal du droit de grève au sein de l'usine du Joint français »*, décidant une astreinte de 100 francs par infraction constatée. Le conflit dure depuis neuf semaines. Les quatre cent cinquante grévistes (sur sept cents salariés) réclament, à l'invitation de la C.G.T. et de la C.F.D.T., une revalorisation des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

● *Les prix de détail en France ont augmenté de 1,4 % en avril* selon l'indice de la C.G.T. En un an (avril 1980 comparé à avril 1979) la hausse des prix atteint 15,2 % selon l'indice calculé par la C.G.T.

CITROËN FERMERA SES USINES CINQ JOURS EN MAI

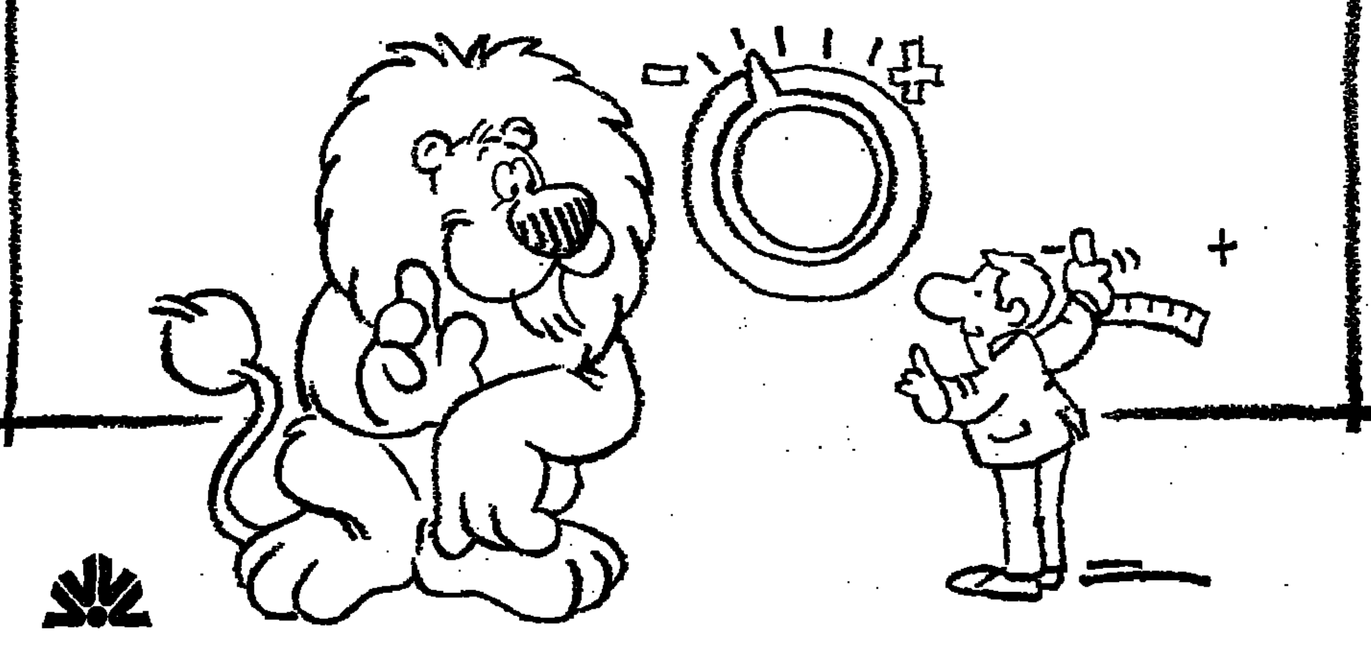
La direction de Citroën a annoncé que la production serait arrêtée cinq jours en mai (les 10, 27, 28, 29 et 30) par suite du *fléchissement* des commandes sur les marchés français et européen en avril. « Les dispositions prises, a précisé Citroën dans un communiqué, permettront d'assurer les rémunérations du mois de mai à 95 % environ. Citroën avait déjà fermé ses usines pendant 3 jours en février afin d'éviter un gonflement de ses stocks. »

Cette décision a provoqué de vives réactions syndicales : la C.G.T. proteste contre « l'orientation patronale et gouvernementale qui prépare une politique de sous-emploi pour favoriser la restructuration de l'automobile » ; la confédération des syndicats libres (C.S.L.) regrette ces mesures « autoritaires », estimant que d'autres solutions existaient, notamment l'aménagement du temps de travail annuel sur la base du rapport Giraudet. La fédération Force ouvrière de la métallurgie enfin réclame une « compensation salariale plus importante ».

QUI VOUS AIDE
A ECONOMISER L'ENERGIE ?

L'énergie coûte cher.
Pour maintenir et améliorer la compétitivité de votre entreprise, vous devez trouver des solutions économisant l'énergie. Mais ces solutions passent par de nouvelles machines, de nouvelles installations, une isolation renforcée.
Le Crédit Lyonnais vous fournira tous renseignements sur les diverses aides et primes que vous pouvez obtenir.
Alors, si vous êtes décidés à économiser l'énergie, faites le point de vos besoins d'équipement et venez nous voir.

CREDIT LYONNAIS
Votre partenaire.





Islande



Terre de contrastes,
Terre de feu et de glace,
Pays des amoureux de la nature,

La brochure "Saga Tours 80" vous propose :

- ***Tours classiques***
- ***Expéditions camping*** *(pour ceux qui désirent vivre une aventure)*
- ***Islande en toute liberté*** *(louez une voiture et découvrez l'Islande)*
- ***Randonnées*** *(voyage de 3 semaines dont 6 jours à pied, sac au dos)*
- ***Tours spéciaux*** *(ornithologie, géologie, minéralogie, pêche au saumon, rassemblement des moutons...)*

Consultez votre agent de voyages ou retournez cette annonce avec votre nom et adresse à ICELANDAIR, 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris — Tél. 742.52.26, et vous recevrez renseignements et documentation.

ICELANDAIR



cpa

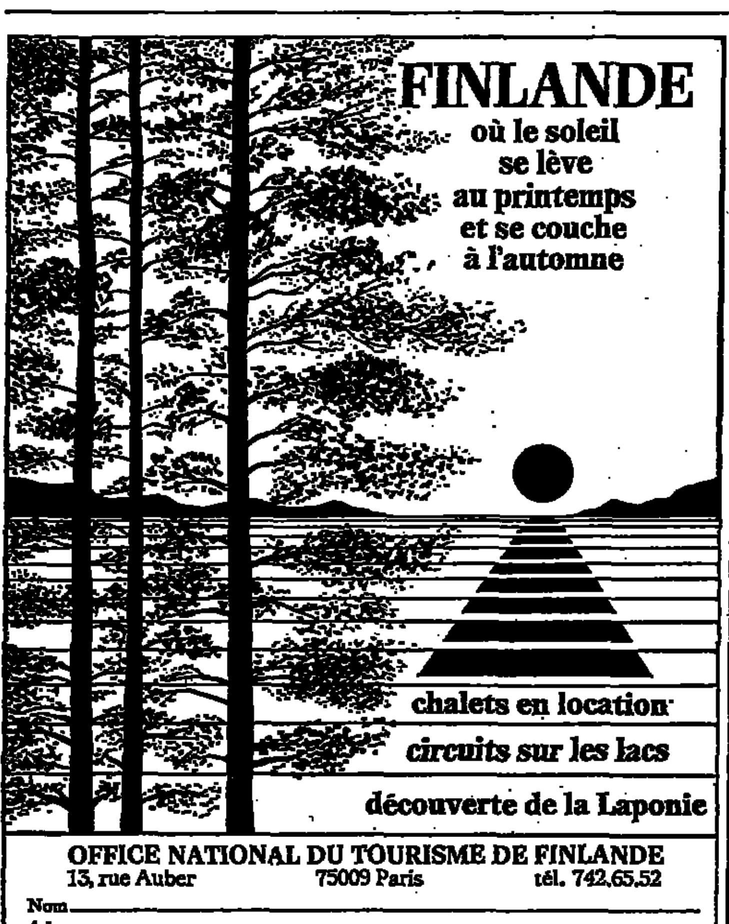
Centre de Perfectionnement aux Affaires

CYCLES ANNUELS
40 week-ends. Vendredi : 13 h 30 - 22 h 30.
Samedi : 9 h 00 - 13 h 00 ou 9 h 00 - 17 h 00.

Promotions 1981
CPA Paris : Clôture des inscriptions : 15 juin 1980
108, bd Malesherbes - 75017 Paris - Tél. : 766.51.34.
CPA Lyon : Clôture des inscriptions : 30 novembre 1980
23, route de Dardilly - 69130 Ecully - Tél. : (78) 33.52.12.
CPA Nord : Clôture des inscriptions : 30 juin 1980
551, rue Albert-Bailly -
59700 Marcq-en-Barœul - Tél. : (20) 70.32.03.

CYCLE PLEIN TEMPS
13 semaines en résidence à 20 km de Paris (2 sessions/an).
Promotion 1980/2 : 22 septembre 1980 - 20 décembre 1980.
Inscriptions en permanence.
1, rue de la Libération - 78350 Jouy-en-Josas
Tél. : 941.80.90 ou 019.25.19.

Chambres de Commerce et d'Industrie
de Paris, Lyon, Lille-Roubaix-Tourcoing.



OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE
13, rue Auber 75009 Paris tél. 742.65.52
Nom ____
Adresse ____
____ désire une documentation gratuite.

EMPLOI

L'horloge sociale

(Suite de la première page.)

Des touches d'amélioration comme celles qui pourront sortir de la longue négociation au sommet qui va se rouvrir ne sont certes pas négligeables, mais dans le curieux monde où nous entrons, très différent de *celui que nous laissons derrière* nous avec ses échelles d'expansion bien graduées, sa boulimie, son effervescence parfois maladive, ne faudra-t-il pas regarder d'un peu *plus près les rapports profonds de* l'homme avec cette valeur de plus en plus rare du temps ?

C'est ce qu'a bien senti l'équipe d'Echange et Projets, animée par M. Jacques Delors, qui sort un ouvrage collectif (1) où le « travail à temps choisi » devient un véritable projet de société. De quoi s'agit-il ? De dépasser les rapetassages *imposés par les circonstances ou la* pression des syndicats pour faire un saut de grande ampleur vers une tout autre conception de l'« horlogerie sociale », qui aurait le double avantage de donner plus de temps à l'épanouissement des individus et de répondre en partie au développement du chômage. On tourne depuis des années, dans des cercles *variés, autour de schémas analogues*, mais sans avoir approfondi le modèle proposé, si bien que les ballons d'essai paraissent s'envoler vers les régions d'Utopie. Cette *fois*, les experts ne se sont pas seulement laissé emporter par leurs rêves.

« Le travail à temps choisi »

Pourquoi, et surtout si on limite volontairement les *productions* non indispensables, la quantité de travail offerte par une société ne naîtrait-elle pas de l'*« addition des travaux à temps variable effectués par chacun de ses membres »* ? Dans la mesure où l'organisation industrielle, administrative ou commerciale le rend possible, il convient de sortir délibé*rément du système d'horaires préfa*briqués et de poser *« le principe du droit au travail* à *temps choisi »*.

Les arguments ne manquent pas. Des libertés nouvelles doivent être *sans cesse encouragées*. Celle qui permettrait aux travailleurs d'arbitrer entre le temps et le revenu, selon ses *préférences* individuelles est considérable. Luxe qui n'intéresse que les plus favorisés ? Voire. Il n'est pas vrai pour tout le monde que *« sans argent le temps ne vaut rien »*. C'est aux intéressés à répondre et non au gouvernement ou au patronat à décréter ce qui est bien ou non pour leur vie. Au reste, des sondages ne démontrent-ils pas déjà que la préférence pour le temps au détriment du revenu est un fait social acquis ? Des salariés de la région parisienne interrogés en juillet 1978 par la Sofres pour le compte du *Figaro* sont 47 % à préférer une cinquième semaine de congé à une augmentation de salaire (34 %). Quand la même question est posée en fonction du revenu mensuel du foyer, on constate que seuls ceux qui gagnaient alors moins de 3 000 F par mois se prononçaient en majorité, dans cette alternative, *pour une augmentation* de salaire. Afin de remédier à cette inégalité devant le temps, on pourrait, au reste, proposer, dans le cadre classique de la réduction de la durée *du travail, de maintenir la rémuné*ration au profit des catégories défavorisées, les autres *« achetant leur supplément de temps libre au prix d'un abandon d'une partie de leur rémunération »*.

Les auteurs du rapport d'Echange et Projets soulignent trois conséquences favorables au développement du travail à temps choisi.

1) *Il peut contribuer de façon* importante à la résorption du chômage sans nuire à la compétitivité puisqu'on éviterait le problème crucial de la compensation salariale. *Dans le rapport Vié sur l'aménage*ment du temps, un scénario envisagé pour 1990 étudiait une variante dans laquelle le temps partiel au lieu de représenter 9 % de la population active (il est de 6 % environ aujourd'hui) atteindrait 12 %. Le gain correspondant serait de trois cent mille emplois. Mais si l'on atteignait des objectifs plus ambitieux, comme en Suède ou au Danemark (20 % environ), la réduction du chômage serait évidemment bien plus importante.

2) Un nouveau modèle de croissance *« plus responsable et plus mobilisateur »* peut naître de l'extension de cette formule. Un choix est posé à l'individu et en même temps à toute la société : *« Vivre un peu plus frugalement sur le plan matériel, mais être plus libre, plus autonome, plus respectable sur le plan social. »* Il devrait favoriser le développement d'un secteur « convivial » caractérisé *notamment* par une production domestique ou artisanale accrue *ainsi* que par *l'établissement* de prestations réciproques de voisinage.

3) La segmentation de la société peut être *évitée*. La formule à temps *partiel, telle qu'on la comprenait* jusqu'ici, s'adressait surtout aux femmes qui entendaient travailler à l'extérieur mais aussi élever leurs enfants, aux jeunes à la recherche d'un emploi *définitif*, aux personnes proches de la retraite voulant atteindre cet âge « en douceur ». Cette *fragmentation* n'est pas saine : elle risque de faire naître dans l'entreprise des groupes de « minorités » peu soutenues par les syndicats, et plus facilement « exploitées » par la direction. *« Loin de confiner le temps choisi dans les recoins de la société, il faut le généraliser pour ceux qui le souhaitent... »*, pense l'équipe d'Echange et Projets... *« Le jour où des dirigeants d'entreprise, des cadres supérieurs, se mettront, pendant des périodes déterminées, à pratiquer le temps choisi, il y aura vraiment quelque chose de changé. »* Une certaine rotation des postes de responsabilité pourrait *ainsi s'instaurer*, et donc le début d'un partage du pouvoir...

Dans certains pays (Etats-Unis, Canada, Suède, Grande-Bretagne), *des firmes acceptent déjà de prati*quer le temps de travail choisi à l'initiative des salariés. Des emplois divers font ainsi l'objet d'un partage volontaire : deux personnes occu*pent le même* poste et se répartissent le travail à *leur* guise. C'est *le « twinning »*, ou jumelage. A l'expérience, cette pratique *récente* pourrait continuer.

Cela dit, ne nous bouchons pas les yeux sur certains risques de l'extension du système : il pourrait notamment désorganiser la production s'il y avait afflux de demandes — *ce qui semble, malgré tout, assez peu vraisemblable,* — provoquer un développement du travail noir hors des charges sociales et fiscales, et compromettre la situation juridique des salariés.

Aussi, convient-il d'assurer une parfaite fluidité entre les régimes de travail à temps plein et à temps partiel, concrétisée par *un « droit au retour »* dans les deux sens, ce qui conduit tout naturellement à l'idée que les travailleurs à temps réduit doivent disposer des mêmes droits sociaux que les autres (représentation au comité d'entreprise ou parmi les délégués du personnel, formation professionnelle, etc.).

Il est essentiel, au reste, d'associer les syndicats à la mise en œuvre du temps choisi. Sans doute n'ont-ils pas été jusqu'ici très favorables au travail à temps partiel, mais, sous la poussée des *besoins nouveaux*, une évolution se dessine. Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et autonome des impôts n'ont-ils *pas* déposé, à la fin de 1979, des préavis de grève pour plusieurs mercredis consécutifs afin de permettre aux fonctionnaires de la direction ayant des enfants à charge de ne pas travailler ce jour-là (avec retenue d'un trentième sur *les salaires*) ?

Pas plus que les salariés, les employeurs ne devraient souffrir de cet aménagement du temps. Il n'est *pas besoin d'une révolution juridique* pour les rassurer : il suffirait d'assouplir les conditions d'application de la loi de 1973, permettant d'éviter *toute surcharge au titre des cotisations sociales.*

De même, dans l'accord d'entreprise avec la section syndicale sur le sujet, on pourrait prévoir des freins ou des incitations. Si les demandes de travail à temps réduit étaient trop importantes dans certains secteurs, des *« seuils maximaux »* pourraient être prévus. Inversement, *si — pour des raisons de revenu —* la demande de « travail choisi » est très faible, pourquoi les ASSEDIC et les pouvoirs publics, afin de réduire le chômage, ne pourraient-ils accorder des primes aux salariés réduisant volontairement leurs horaires, afin de compenser partiellement leur perte de rémunération ?

Avec raison, les auteurs de ce texte estiment que *« dans la période de crise que nous connaissons, il importe avant tout de transformer en temps réduit des emplois à temps plein en vue de créer de nouveaux emplois (eux-mêmes à temps plein de préférence) qui pourront être offerts aux chômeurs. Avant de vouloir élargir l'actuel marché du travail déjà difficile à équilibrer, mieux vaut d'abord le mieux répartir... »*.

Détraquer la monstrueuse « horloge sociale » qui règle la vie productive va beaucoup plus loin on le voit que le gain — non négligeable certes — de quelque quarante heures de liberté de plus par an. C'est toute une société, nos spécialistes ont raison, qui peut évoluer grâce à une nouvelle façon de vivre. Le temps « gagné » peut certes être dépensé à des occupations futiles ou à regarder un peu plus la télévision, mais il peut aussi — surtout si l'on aménage l'enseignement — enrichir la cellule familiale, ainsi que *la vie culturelle ou civique.*

Le temps, c'est beaucoup mieux que de l'argent : une chance de retrouver une identité donnée à des millions d'êtres qui l'ont perdue.

PIERRE DROUIN.

(1) *La Révolution du temps choisi.* Editions Albin - Michel, 256 pages. Le texte est écrit par Laurence Cossé et J. B. de Foucauld avec la collaboration de nombreux membres de l'Association Echange et Projets.

Offrez à vos enfants des séjours linguistiques plus efficaces.

EN ANGLETERRE,
ENVOYEZ-LES AUSSI CHEZ BERLITZ

Une série de cours, et ils feront vraiment des progrès. Une méthode : le dialogue intensif avec des professeurs qui ne parlent que l'Anglais et un encadrement permanent. Berlitz vous aide également pour l'hébergement (Londres, Manchester, Birmingham, Leeds, Edimbourg).

210 centres Berlitz dans 23 pays. Partout la méthode demeure, les résultats aussi.

Avec Berlitz, les séjours linguistiques de vos enfants deviennent plus efficaces.

Appelez dès aujourd'hui...

BERLITZ® Organisme privé
Depuis 1878

Paris. Boulogne : 609.15.10 - Champs-Elysées : 720.41.60 - La Défense : 773.68.16 - Nation : 371.11.34 - Opéra : 742.13.39 Panthéon : 633.98.77 - Rue de la Paix : 261.64.34 - Saint-Augustin : 522.22.23 - Victor-Hugo : 500.34.38. **Région Parisienne.** Saint-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70. **Province.** Bordeaux : 44.26.44 Cannes : 39.26.86 - Lille : 06.42.41 - Lyon : 28.60.24 - Marseille : 33.00.72 - Nice : 85.59.35 - Strasbourg : 32.73.30 Toulouse : 62.32.97. **Belgique.** Bruxelles : 219.02.74 - Liège : 23.66.24. **Suisse.** Genève : 21.52.83 - Lausanne : 22.53.04.

TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT S'ACHETE CHEZ CAPÉLOU



GRAND CHOIX DE MEUBLES-LITS
1 ou 2 places • Toutes essences de bois

CAPÉLOU
37, Av. de la République
PARIS XI[e] • Métro PARMENTIER
Tél. 357.46.35

N'en rêvez plus... Partez !



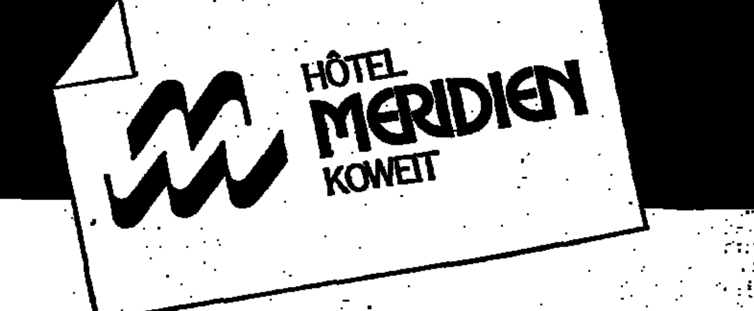
Et : Yougoslavie, Baléares, Israël-Egypte, Pérou-Bolivie, Indonésie, Corse, Norvège, Inde-Népal, Ceylan-Thaïlande, etc.

Prix comprenant : voyage par avion, séjour à l'hôtel ou en centre de vacances, ou circuit découverte et selon le cas les repas. Prix au 20.2.80. Brochure détaillée « Vacances 80 » chez votre agent de voyages ou à :

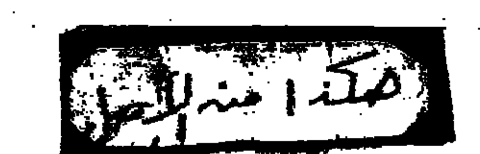
payscope international
6 rue de la Paix
Paris 75002
Tél. 261.50.02

nom ____
adresse ____
ville ____ code postal ____

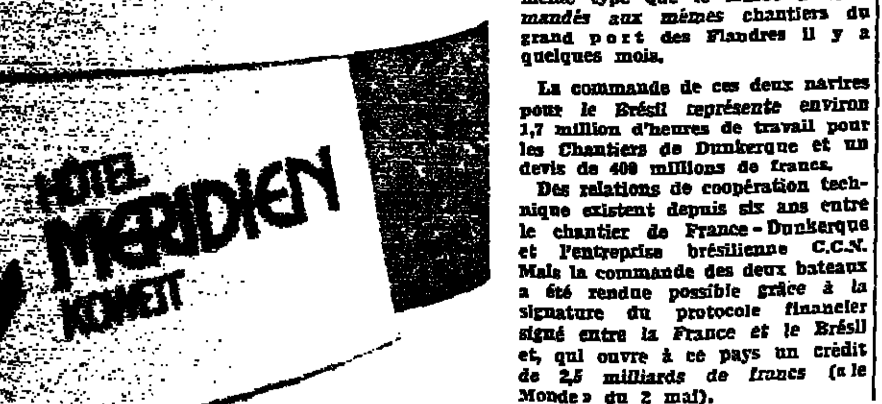




L'art de vivre français a une nouvelle adresse à Koweit. A quinze minutes de l'aéroport international, le Meridien Koweit, un hôtel 5 étoiles, offre 336 chambres et 36 appartements au plein cœur de la ville, avec piscine, sauna, restaurants français, night-club et une galerie de boutiques... Réservations et *informations* : votre agence de voyages, votre agence Air France, à Paris : 757.15.70, à Koweit : 421.427, télex 2789 KT.







PLAN

POUR ABOUTIR A PLUS DE JUSTICE ET DE SOUPLESSE

Le rapport « Vieillir demain » propose une profonde révision des systèmes de retraite

« A la question des personnes âgées, il faut par priorité chercher des réponses dans la vie avant la retraite. » Rejetant les carcans, les réglementations, comme la retraite couperet, le rapport « Vieillir demain », présenté par M. Robert Lion (1) pour le Groupe prospective, sur les personnes âgées du Commissariat général du Plan, propose une série de mesures à moyen et à long terme, qui vise à combler « le fossé des générations », à récuser les termes de « vieillesse », qui condamnent à la « mort sociale » les plus de soixante ans et à introduire plus de justice et de souplesse dans les systèmes de retraite.

C'est à un bilan sans concessions qu'est consacrée la première partie de ce rapport, dont l'ambition est de proposer une nouvelle politique, vingt ans après le rapport de M. Laroque. Des améliorations indéniables sont constatées : « *Extension des retraites ; relèvement des pensions ; progression spectaculaire du « minimum vieillesse » ; amélioration du logement ; développement, autour des thèmes du « troisième âge » et du maintien à domicile, d'initiatives sociales nombreuses ; progrès dans l'action sanitaire et l'hospitalisation. Ces actions sont au total très positives*, souligne le rapport. *Mais elles pèchent, en particulier, par la faiblesse et la fragilité de l'action sociale, l'inadaptation des interventions médicales aux problèmes de santé des personnes âgées et un grave défaut de coordination.*

» *Surtout, ces actions n'ont pas sorti de la misère et de la détresse des millions de vieilles personnes. Elles n'ont pas comblé les inégalités immenses qui séparent les conditions de vie, et notamment les revenus, des différentes couches de la population âgée. Elles n'ont pas évité que la vieillesse soit rejetée par le monde actif.* »

Des exemples concrets sont donnés sur les deux faces de cette réalité. De 1970 à 1978, les revenus en francs constants des personnes âgées ont progressé plus vite que les autres : + 122 % pour les bénéficiaires du minimum vieillesse, + 69 % pour l'ouvrier retraité, + 44 % pour le cadre supérieur en retraite..., mais seulement + 30 % pour l'ouvrier et + 15 % pour le cadre supérieur en activité.

Parmi les plus de soixante-cinq ans, il y a cependant mille sortes de vieillesse, et les inégalités sont très importantes : deux fois plus grandes pour les plus de soixante-cinq ans que dans la population totale, l'écart interdécile (rapport entre le revenu des 10 % les plus faibles et celui des 10 % les plus élevés) étant de 1 à 20 au lieu de 1 à 9,1. Inégalité dans la perception des droits à pension, puisque, en raison du taux de mortalité plus précoce chez les ouvriers que chez les cadres — en fin de vie active, l'espérance de vie est inférieure de neuf ans chez les ouvriers par rapport aux cadres supérieurs, — il existe une véritable « *redistribution sociale à l'envers* » : pour 10 000 F cotisés au long de la vie active, un cadre supérieur percevra 14 000 F en retraite, un employé 11 900 F, un O.S. 8 500 F et un manœuvre 6 600 F ! Inégalité des sexes, puisque les femmes, vivant plus longtemps, ont des pensions très faibles. Inégalité dans le logement, puisque, en 1975, le quart des plus de soixante-quinze ans disposaient des éléments de confort (eau, w.-c., chauffage) au lieu de près de deux tiers pour les vingt-cinq-trente-quatre ans.

Inégalité enfin pour le droit au travail, car les rapporteurs démontrent comment, au nom de la lutte contre le chômage et pour l'emploi des jeunes, on a « *perverti la retraite* » : on a sacrifié les personnes âgées dès cinquante-huit ans en les condamnant à l'inactivité au moment même où la vie s'allonge et où les « anciens » autant que les jeunes veulent et peuvent bénéficier de la société moderne.

Quant à l'avenir, les rapporteurs ne nient pas les difficultés financières des régimes de retraites, qui, pour des raisons moins démographiques qu'économiques, réclameront des besoins importants de recettes supplémentaires, surtout à un horizon très lointain, vers les années 2020-2050. Selon les taux d'activité et de fécondité, le prélèvement des recettes par rapport au PIB, qui sont consacrées aux retraites, passera de 9,86 % en 1979 à 12 %, 14 %, voire 17 %. Comment faire pour ne pas dépasser le seuil jugé intolérable des 15 % ? Estimant que ces problèmes financiers doivent être recentrés dans une nouvelle approche de la vie — de la naissance à la mort, — les rapporteurs proposent une véritable reconversion de ce qu'on appelle aujourd'hui la politique de la vieillesse.

Supprimer la notion d'âge fixe de départ à la retraite

Reniant ce terme même, ils estiment que, « *dans l'immédiat, l'essentiel n'est ni d'abaisser l'âge de la retraite, ni de proposer des distractions aux personnes âgées ; l'essentiel est de regarder en face les phénomènes de négation et d'exclusion qui touchent aujourd'hui les populations âgées, et de leur porter remède ; il ne faut pas une « politique de la vieillesse » s'intéressant au sort des plus de soixante ans. Il faut — et c'est possible sur le long terme — changer les rythmes et le cours de la vie entière, partager autrement le travail et le temps, distribuer différemment les rôles entre les générations.* »

Face aux inégalités financières et à la retraite, couperet et solitude, les rapporteurs proposent *une série de mesures*, notamment :

● *Le partage de la durée du travail durant toute la vie* et non pas seulement durant la période quinze-vingt à soixante-cinq ans. « *La retraite peut se prendre dès quarante ans. Non pas à titre définitif : des temps sabbatiques, rémunérés par des cotisations, sont possibles tôt. En retour, on peut demeurer en activité tard. Il est possible aussi de glisser en douceur de l'activité au repos.* » Au lieu de décider de la retraite à un âge fixe (soixante ou soixante-cinq ans), il est donc proposé de l'accorder en fonction d'une durée d'activité — quarante ou quarante-deux ans par exemple, — ce qui permettrait aux ouvriers ayant exercé très tôt un métier de partir dès cinquante-six ans (seize ans + quarante) et à la plupart des autres de partir après soixante-cinq ans.

● *La mise en place d'un « pacte pour l'emloi des travailleurs dits âgés »* afin de garantir réellement le droit, à tout âge, au travail, partiel ou non, en réglementant les cumuls.

● *Le relèvement des pensions les plus faibles*, en particulier pour les femmes. D'autre part, il faudrait porter le minimum vieillesse, à la fin des années 80, à 80 % du SMIC ; faire progresser moins vite que les salaires les retraites plus élevées par une « *indexation modulée* » ; renoncer à tout projet de capitalisation, « *une régression sociale fondée sur des illusions économiques* », et supprimer les aides fiscales qui sont accordées à ces formules ; renforcer les principes de solidarité.

● *L'intensification des actions visant au maintien ou plutôt au « soutien » à domicile « aussi longtemps qu'il est possible et souhaité des personnes âgées. Il faut en particulier que certaines prestations (aides ménagères) soient légalisées, que les statuts des personnels soient précisés ; qu'une réelle coordination s'instaure. Il faut cesser d'implanter de grandes unités médicalisées, comme on l'a fait depuis cinq ans. Il faut, enfin, introduire — comme cela se fait ici ou là — chaleur, tendresse et participation dans la gestion des foyers et maisons de retraite, et, bien entendu, les ouvrir sur la vie* ».

● *La réforme à terme des systèmes de pension.* Deux voies sont proposées. La première institue trois étapes : « *une pension universelle* » égale pour tous, sans conditions de ressources, indexée sur les salaires et en partie financée par l'impôt, ce qui remplacerait les régimes de base, comme cela existe au Canada, au Danemark et en Suède ; un régime contributif, proportionnel et obligatoire de type complémentaire, et, en troisième étape, l'assurance individuelle sans aide fiscale de l'Etat. La deuxième voie consiste à retrouver les sources qui ont donné naissance à la Sécurité sociale en appliquant un réel régime de base, avec cotisation et pension proportionnelles aux revenus, ce qui suppose l'unification des régimes. En tout cas, le rapport condamne tout compromis, toute « *manipulation de cotisation, colmatage de voies d'eau* », qui ne « *peuvent plus servir de politique* ».

Finalement, ce que proposent les rapporteurs, ce n'est pas de dire ce qui est prioritaire ou pas, mais c'est d'affirmer qu'une politique sociale globale est urgente, « *le problème n'étant pas de traiter celui des seules personnes âgées, mais les changements sociaux imprégnant la vie et la société tout entières* ». Ces propositions seront-elles retenues ? En tout cas, ce rapport ambitieux, teinté d'utopie, tombe bien : un an avant l'élection présidentielle et suffisamment à temps avant l'année 1982, année internationale des personnes dites âgées. Un beau programme pour ce qu'on devrait désormais appeler le *nouvel âge*.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Délégué général de l'Union nationale des fédérations d'organismes d'H.L.M.

AFFAIRES

FRANCE - DUNKERQUE VA CONSTRUIRE DEUX NAVIRES TRANSPORTEURS D'ACIDE PHOSPHORIQUE POUR LE BRÉSIL

Un protocole d'accord vient d'être signé entre la compagnie brésilienne C.C.N. (propriétaire d'un chantier naval et d'une filiale d'armement maritime) et les Chantiers navals de *France-Dunkerque*, aux termes duquel l'entreprise brésilienne devrait passer commande aux chantiers de Dunkerque de deux navires transporteurs d'acide phosphorique. Ces deux navires, de 24 000 tonnes chacun, seront semblables aux deux autres bateaux du même type que le Maroc a commandés aux mêmes chantiers du grand port des Flandres il y a quelques mois.

La commande de ces deux navires pour le Brésil représente environ 1,7 million d'heures de travail pour les Chantiers de Dunkerque et un devis de 400 millions de francs.

Des relations de coopération technique existent depuis six ans entre le chantier de France-Dunkerque et l'entreprise brésilienne C.C.N. Mais la commande des deux bateaux a été rendue possible grâce à la signature du protocole financier signé entre la France et le Brésil et, qui ouvre à ce pays un crédit de 2,5 milliards de francs (« le Monde » du 2 mai).

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Les présidents des vingt-six conseils régionaux se réunissent à Paris pour demander un renforcement de leurs moyens d'action

Les présidents des vingt-six conseils régionaux (vingt-deux en métropole, quatre pour l'outre-mer) devaient se réunir, mardi 6 mai, au Palais-Bourbon, puis être reçus à déjeuner par M. Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, ancien président (R.P.R.) du conseil régional d'Aquitaine.

Les dernières réunions de ce genre qui, au-delà des clivages politiques, ont pour objet d'étudier comment les institutions régionales nées de la loi du 5 juillet 1972 peuvent fonctionner avec davantage d'efficacité, remontent à 1975, année pendant laquelle deux réunions avaient eu lieu à Lille et à Paris.

La séance de travail du 6 mai a été organisée sur l'initiative de plusieurs présidents de conseils régionaux, notamment MM. Michel Giraud (R.P.R.) et Pierre Mauroy (P.S.), présidents respectivement des assemblées élues d'Ile-de-France et du Nord-Pas-de-Calais.

L'ordre du jour reste ouvert, mais la grande majorité des présidents, surpris, voire choqués par l'attitude franchement hostile du gouvernement et du président de la République à l'égard de tout renforcement des pouvoirs des régions (1), veulent mettre noir sur blanc et transmettre à l'Elysée un certain nombre de revendications de nature à conforter l'autorité politique des établissements publics régionaux, accroître leurs moyens d'intervention et aussi réclamer une modification sur plusieurs points des dispositions de la loi de 1972, afin de faciliter les mesures de décentralisation.

Les présidents de conseils régionaux vont tenter d'élaborer une plate-forme revendicative commune autour de trois grands thèmes :

● *Le fonctionnement des assemblées.* — Dans plusieurs régions les élus demandent de pouvoir gérer plus souplement les crédits de fonctionnement affectés à la culture (orchestres, opéra, troupes de théâtre), au tourisme, au secteur agricole, voire à la recherche. Or, sur ce point la loi de 1972 institue un verrou puisque les régions n'ont quasiment pas le droit de voter des dépenses de fonctionnement (2).

Les présidents demandent aussi de pouvoir recruter des collaborateurs de haut niveau et en nombre suffisant qui soient, évidemment, distincts des agents et des fonctionnaires de la mission du préfet de région. Dans ce domaine, chaque région connaît une situation particulière.

Ainsi voit-on des régions se doter de services propres par des moyens détournés comme des contrats de prestation de services ou d'assistance technique passés avec divers organismes. Selon M. Michel Aurillac, député R.P.R. de l'Indre, rapporteur de la commission des lois, « *une quarantaine de personnes travaillent ainsi pour la région Nord-Pas-de-Calais, qui a conclu des contrats d'assistance technique avec le Comité d'études régionales économiques et sociales (CERES), l'Association pour la promotion économique et sociale (APES), ainsi qu'avec l'Office culturel régional et l'Office régional d'information. De même les contrats de prestations de services conclus entre la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et le Comité régional d'expansion économique, l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise et Sud-Est Contact (pour le service de presse des assemblées), mettent à la disposition de l'E.P.R. dix-sept personnes* ».

● *L'extension des pouvoirs des régions.* — C'est le cas par exemple pour la politique foncière. La Haute-Normandie (pour la Basse-Seine) et l'Ile-de-France bénéficient d'une agence foncière, mais ni Provence-Alpes-Côte d'Azur ni le Nord-Pas-de-Calais ne disposent d'un tel outil alors qu'elles consacrent d'importants crédits à ce secteur.

● *Les interventions dans le domaine économique.* — Les régions veulent être associées à la modification de la carte des aides de la DATAR pour les zones les plus défavorisées et veulent pouvoir verser des primes aux activités nouvelles, non seulement industrielles, mais artisanales et au secteur des services. De même souhaitent-elles connaître les projets économiques ou sociaux susceptibles de recevoir des subventions du Fonds européen de développement régional (FEDER), voire les négocier directement avec la Commission de Bruxelles.

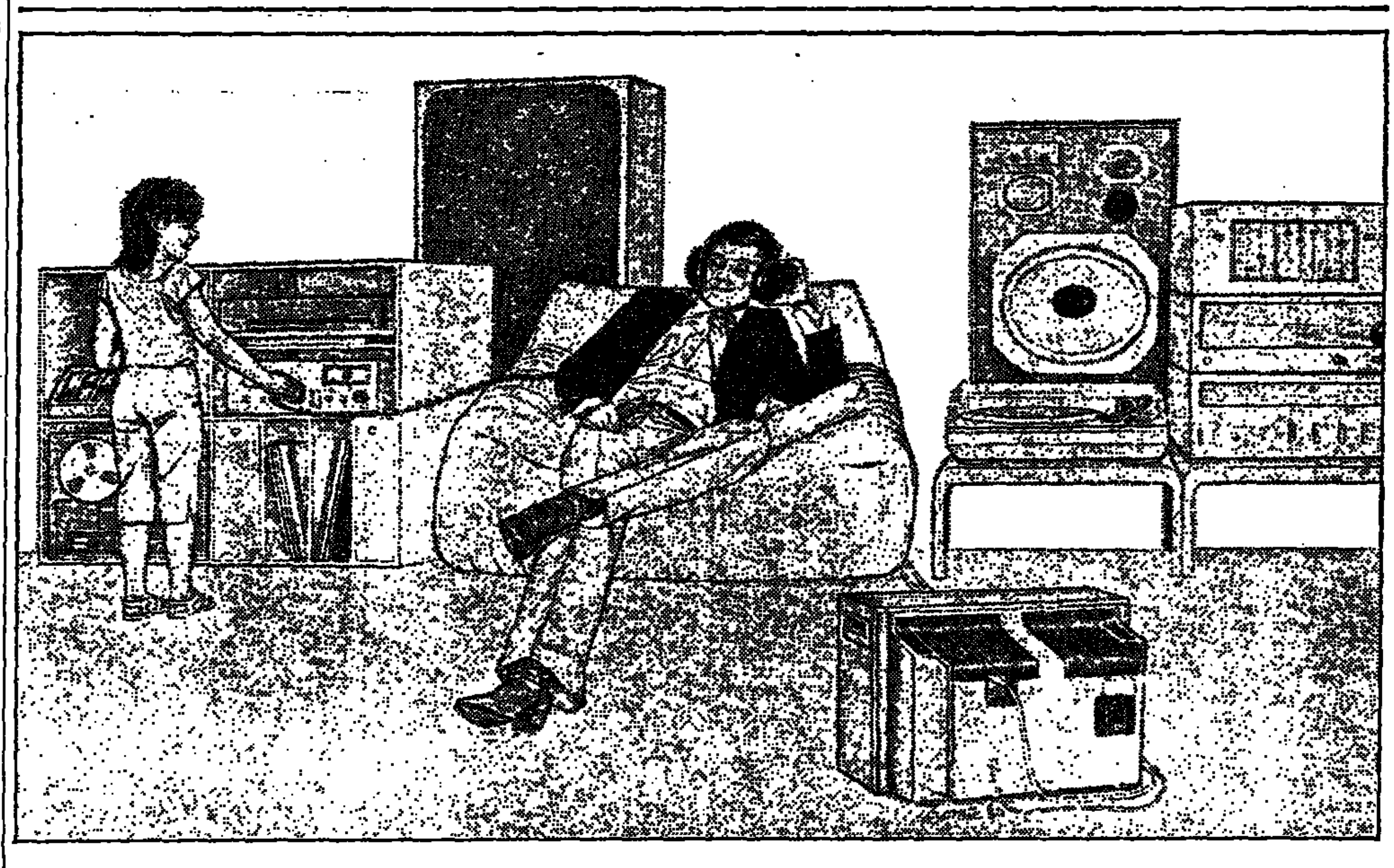
Quant à la préparation du VIIIe Plan, les responsables régionaux estiment dans leur majorité qu'elle ne fait apparaître aucun progrès par rapport au VIIe Plan qui avait au moins l'intérêt de comporter des programmes d'actions prioritaires d'initiative régionale (PAPIR) permettant, *sur certains sujets*, à la politique contractuelle de trouver un terrain d'application.

F. Gr.

(1) Cette hostilité s'est manifestée une nouvelle fois très clairement lors du dernier débat budgétaire.

(2) Alors que la loi de 1972 reconnaît explicitement aux régions d'importantes compétences à propos de la planification.

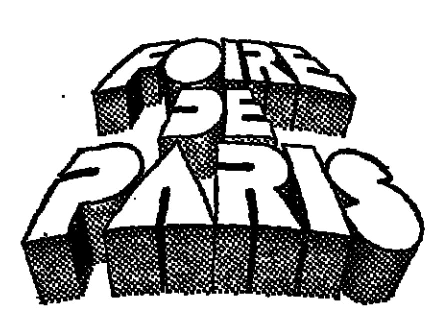
Qui peut mieux parler hi-fi vidéo que le Salon du Confort Ménager?



Les nouveaux visiteurs vont au Salon du Confort Ménager de la Foire de Paris. Et vous?

Appareils haute fidélité exactement modulés sur votre ambiance musicale préférée, téléviseurs pour découvrir des mondes nouveaux; caméras, vidéo magnétoscopes pour fabriquer vos propres programmes. Vous pensez que les années 80 vont consacrer l'art de mieux vivre ses loisirs chez soi. Vous êtes un des nouveaux visiteurs du Salon du Confort Ménager de la Foire de Paris.

Vous y découvrirez les nouveaux produits 80 et toutes les productions des plus grandes marques françaises et étrangères: A.E.G. Téléfunken - Akaï - Bang et Olufsen - B.A.S.F. - Brandt - Braun - Continental Edison - Cybernet - Dansk - Dual - Getou - Gospeak - Grundig - Hitachi - ITT Océanic - Jensen - J.V.C. - Keff - Kenji - Kenwood - Koss - Marantz - Martin Micron - National - Nikko - Pathé Marconi - Philips - Phonia - Pickering - Pioneer - Radiola - Saba Sanyo - Schneider - Scott - Sensui - Sony - Technics - Teleton - Tensaï - Thomson - Toshiba.



Que vous soyez un maniaque de la technique ou un simple amateur cherchant à déterminer ce qui correspond le mieux à ses besoins, le Salon du Confort Ménager est le lieu privilégié de la TV, hi-fi, vidéo d'aujourd'hui et de demain.

Amoureux, passionné, curieux, technicien de la hi-fi, TV, vidéo, soyez un consommateur averti, ne manquez pas ce grand rendez-vous de la technique et du plaisir: le Salon du Confort Ménager. Il est fait pour vous.

Foire de Paris. 10 salons pour votre maison et vos loisirs.
26 avril-11 mai - Porte de Versailles. 10 h-19 h. Nocturnes mardi et vendredi jusqu'à 22 h 30.

ENVIRONNEMENT

A PROPOS DE...

LA PRÉSENTATION D'UN PROTOTYPE DE MAISON INDUSTRIELLE

Le solaire en série

La société Maison et chalet idéal (M.C.I.) a présenté à la presse, mardi 29 avril, la première maison solaire « de série », dont le prototype a été construit à Franqueville-Saint-Pierre, dans la banlieue de Rouen.

La firme M.C.I., l'un des plus gros constructeurs de pavillons à la chaîne, se vante d'avoir semé en vingt ans près de quarante mille maisons individuelles à travers l'Hexagone. Jusqu'à une époque récente, les modèles de son catalogue ne bénéficiaient même pas du coup de crayon de quelque architecte. Ils sortaient tels quels des cogitations techniques et commerciales d'un *bureau d'étude* qui « faisait » dans le pratique, l'économique, mais sûrement pas dans l'esthétique. Ainsi le souhaitait la clientèle, affirmaient les vendeurs.

Le goût des Français aurait-il changé du tout au tout ? Le même industriel du « chalet san 'suffit » inscrit, aujourd'hui, à son catalogue une gamme de sept pavillons solaires à la silhouette résolument moderne pour ne pas dire audacieuse. Le prototype qu'il montre dans la banlieue rouennaise n'a aucune peine à triompher des affligeantes bâtisses — anciennes et nouvelles — qui l'entourent. Des toits d'ardoise à pentes inégales, des décrochements dans les façades, la haute paroi inclinée à 60 % des panneaux solaires lui donnent une certaine élégance et correspondent en tout cas au parti pris de l'architecte M. Jacques Mansiat.

La partie technique a été traitée par une firme spécialisée depuis un demi-siècle dans le conditionnement de l'air. Les 34 mètres carrés de capteurs alimentent la maison — quatre chambres, living, cuisine, deux salles de bains, sur deux niveaux et 110 mètres carrés — en eau chaude sanitaire et en chauffage. Celui-ci est assuré par des serpentins noyés dans le carrelage. En cas de temps couvert, des résistances électriques chauffent l'eau. L'isolation — parois en béton cellulaire, doubles vitrages, huisserie hermétique, laine de verre — a été poussée au maximum. Avec une température extérieure de — 7 °C il doit faire 20 °C à l'intérieur.

Les concepteurs du pavillon affirment que leur système — assez sophistiqué — permet d'économiser 2 tonnes et demie de fuel par an. Le surcoût de l'équipement solaire étant de 70 000 F (soit 11 % du prix total de la maison) il faudrait quinze ans pour l'amortir au prix actuel du carburant.

M.C.I. juge sa gamme solaire suffisamment « performante » pour la lancer sur le marché. L'opération constitue aussi une bonne publicité pour la marque qui sent ses ventes fléchir. Elle lui donne une confortable avance sur ses concurrents comme les maisons Phenix qui n'en sont encore qu'aux études dans ce domaine. Le directeur de la région de Rouen espère placer dix pavillons solaires avant la fin de l'année, soit 5 % de ses ventes. « *Les clients sont passionnés par la technique solaire*, dit-il. *Ils veulent assurer au moins partiellement leur indépendance énergétique et, en faisant des économies de pétrole, ils se donnent bonne conscience.* » Le solaire au secours de la maison industrielle, Phœbus à la rescousse de Mercure, c'est un signe des temps.

Réunis à Paris

LES REPRÉSENTANTS DES VINGT-QUATRE PAYS MEMBRES DE L'O.C.D.E. ÉTUDIENT LES MOYENS DE LUTTER CONTRE LE BRUIT.

Deux cents délégués des vingt-quatre pays de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économique) vont *discuter*, les 7, 8 et 9 mai à Paris, des moyens de renforcer la lutte contre le bruit. La réglementation est, selon l'O.C.D.E., insuffisante et permet seulement dans la plupart des pays de « stabiliser » la situation.

Près d'une personne sur deux endure dans son logement un niveau sonore extérieur supérieur à la normale et, malgré les réglementations existantes, le bruit va continuer à s'aggraver d'ici à l'an 2000, estiment les experts de l'O.C.D.E.

Sur une population d'environ 730 millions d'habitants pour les *vingt-quatre pays de l'O.C.D.E.*, plus de 100 millions souffrent d'un niveau de bruit « *inacceptable* » (plus de 65 décibels) et 200 millions d'un niveau « *inconfortable* » (plus de 55 décibels), indique, par exemple, le directeur de l'O.C.D.E. pour l'environnement, M. MacNeill.

A Paris, plus de la moitié des quelque 2 millions d'habitants sont exposés à un bruit supérieur à 65 décibels. Il faut savoir que, sur l'échelle du bruit, le désert « produit » 20 décibels, la rue au travers de fenêtres fermées 50 décibels, une moto en pleine accé*lération 100 décibels, et un groupe* de rock ou de pop music 110 décibels.

Toujours selon les experts, l'augmentation du trafic automobile devrait, de ce point de vue, aggraver la situation dans les prochaines années. En Europe, estime M. MacNeill, le niveau sonore du trafic automobile progressera de plus d'un tiers d'ici l'an 2000 si les limites applicables aux véhicules motorisés ne sont pas réduites « sérieusement » avant 1990. Aux États-Unis, avec la vogue des moyennes cylindrées moins gourmandes en carburant mais plus bruyantes que les « grosses » américaines, le bruit du trafic sera de 25 % plus élevé à l'an 2000.

● *Manifestations à Chooz.* — Pour manifester leur mécontentement avant l'ouverture le 6 mai d'une enquête d'utilité publique précédant la construction d'une nouvelle centrale nucléaire à Chooz (Ardennes), une vingtaine d'écologistes ont occupé durant quelques heures le 5 mai dans l'après-midi la mairie de cette localité.

AGRICULTURE

Journée « campagne morte »

NOMBREUSES MANIFESTATIONS DANS TOUTE LA FRANCE

La journée « campagne morte », organisée le mardi 6 mai par les principales organisations paysannes pour protester contre l'insuffisance du relèvement des prix agricoles communs, a été marquée par de nombreuses manifestations dans toute la France.

Un camion espagnol chargé de fruits et légumes qui entrait en France, a été intercepté sur la nationale 9, près de la frontière, et vidé de son contenu, tandis qu'un autre, chargé de vitres, était incendié sur l'autoroute la Catalane, qui a été coupée. A Strasbourg, une centaine d'agriculteurs ont brûlé un mannequin à l'effigie de Mme Thatcher, sur le parvis du palais de l'Europe. Peu après, les portes de verre de l'entrée principale de ce bâtiment ont été brisées.

L'ensemble des agriculteurs français ont été appelés à cesser le travail de 15 heures à 17 heures, ce mardi.

MONNAIES

VIF RECUL DU DOLLAR

Le dollar, qui s'était raffermi la semaine dernière, s'est inscrit à nouveau en vif recul mardi matin 6 mai, sur toutes les places mondiales, à la suite de la nouvelle baisse des taux d'intérêt aux États-Unis (voir page 41). A Francfort, le cours de la monnaie américaine est retombé de 1,8140 DM à 1,7870 DM ; à Paris, il a fléchi de 4,2240 F à 4,1825 F environ ; à Zurich, il a chuté de 1,69 F.S. à 1,65 F.S., tandis que, à Tokyo, il passait d'un coup de 240 yens à moins de 235 yens. Sur le marché de l'or, le cours de l'once s'est élevé à 520 dollars environ contre 512 dollars auparavant.

URBANISME

● *Un directeur pour l'Institut d'architecture.* — Créé à la demande du président de la République et présidé par M. Jacques Narbonne, conseiller d'État, l'Institut français d'architecture aura pour directeur M. Francis Dollfus, trente-neuf ans, énarque, actuellement conseiller technique au cabinet du premier ministre, après avoir exercé les mêmes fonctions, depuis 1976, dans les cabinets de Mme Françoise Giroud, secrétaire d'État à la culture et de M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ NANCÉIENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL & VARIN - BERNIER

BANQUE DU GROUPE C.I.C.

AUGMENTATION DE CAPITAL DE 75 541 600 F à 100 722 000 F

PAR EMISSION DE 125 902 ACTIONS DE 100 F NOMINAL A SOUSCRIRE EN NUMERAIRE

Prix d'émission : 170 F par action.

Jouissance : 1er janvier 1980.

Droit de souscription : UNE action nouvelle pour SIX anciennes.

Délai de souscription : du 5 mai au 6 juin 1980 inclus.

Avantage fiscal : les actions souscrites peuvent bénéficier de l'exonération fiscale dans les conditions et limites prévues par la loi Monory (no 78-741 du 13 juillet 1978).

PAR ATTRIBUTION GRATUITE DE 125 902 ACTIONS DE 100 F NOMINAL

UNE action nouvelle pour SIX anciennes

sous conditions suspensives de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire.

Jouissance : 1er janvier 1980.

Domiciliation des opérations : aux guichets de la Société et des Banques du Groupe C.I.C.

Cotation : Bourse de Nancy.

La note d'information (visa COB no 80-52 en date du 15 avril 1980) peut être obtenue sans frais auprès de la Société et des Etablissements chargés de recevoir les souscriptions.

BALO du 28 avril 1980.

SOCIÉTÉ ROUTIÈRE COLAS

Le chiffre d'affaires, toutes taxes comprises, du groupe Colas, en 1979, s'élève à 4,38 milliards de francs, soit 14 % d'augmentation sur celui de 1978. Plus de 40 % ont été réalisés outre-mer et à l'étranger.

Le bénéfice consolidé, qui n'est pas encore définitivement arrêté, sera d'environ 73 millions de francs, contre 67,5 millions en 1978, tandis que la marge brute d'autofinancement passera de 246 millions à environ 265 millions.

Pour la Société routière Colas, le bénéfice net de l'exercice est de 51 millions, contre 47,7 en 1978. Il représente 54,5 francs par action.

Lors de sa réunion du 24 avril, le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 26 juin, la distribution d'un dividende de 20 F (contre 18 F) qui, compte tenu de l'impôt déjà versé au Trésor, donnera un revenu global de 30 francs.

S'appliquant à un nombre d'actions accru de 20 %, la distribution globale passera de 14 millions à 18,7 millions, soit une progression d'un tiers.

Pour l'exercice en cours, il est actuellement prévu un chiffre d'affaires du groupe dépassant 5 milliards de francs avec une marge brute d'autofinancement de l'ordre de 300 millions. Une révision en hausse de ce pronostic du fait de la forte augmentation (+ 41 %) du chiffre d'affaires de la maison mère (France et agences à l'étranger) du premier trimestre ne serait pas justifiée, car cette tendance des trois premiers mois, au demeurant favorable, est cependant peu significative pour l'ensemble de l'année.

Le conseil a fait le point du processus de rapprochement de la Société routière Colas et des Grands travaux de l'Est.

La situation nette comptable des G.T.E., à la clôture de l'exercice 1979, est voisine de zéro. Colas a néanmoins conclu à la possibilité de redressement de cette société et lui a apporté son soutien en vue d'un regroupement : la solution de la fusion, suspendue à des démarches en cours auprès des pouvoirs publics, permettrait seule d'éviter une forte régression de l'activité en France des G.T.E.

bhe BANQUE HYPOTHÉCAIRE EUROPÉENNE

Le conseil d'administration de la Banque hypothécaire européenne (B.H.E.) s'est réuni le 23 avril 1980 afin d'arrêter le projet définitif de répartition des bénéfices de l'exercice 1979, dont le montant s'élève, après amortissements, provisions et impôts, à 19 874 381 F contre 17 178 086 F au terme de l'exercice précédent.

Sur la base de ce résultat, qui a été déterminé après dotation à une provision pour éventualités diverses ayant supporté l'impôt de 7 300 000 F contre 5 500 000 F en 1978, le conseil proposera à l'assemblée générale des actionnaires prévue pour le 30 mai 1980, la mise en paiement de dividendes pour un total de 11 397 416 F. Cette distribution correspondra à un dividende de 19 F par action auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 9,50 F représentant le montant de l'impôt déjà payé au Trésor. Il est rappelé qu'au titre de l'exercice 1978, le dividende s'était élevé à 16,50 F par action et qu'il avait été complété d'un avoir fiscal de 8,25 F. Le revenu global par titre que recevront les actionnaires de la banque sera donc cette année de 28,50 F contre 24,75 F l'an dernier.

GIPACEM

CRÉATION D'UN DÉPARTEMENT DE CAUTION MUTUELLE

Le conseil d'administration du GIPACEM (Groupement pour le financement des industries du papier, de la cellulose et des emballages dérivés) s'est réuni le 23 avril 1980, sous la présidence de M. Jacques Dennery, son président. Il a pris note avec satisfaction de l'ouverture, dans les jours qui viennent, d'un département nouveau de crédit à moyen terme fonctionnant dans le cadre de l'article 8 de la loi de 1936. Le GIPACEM assurera de ce fait, en même temps que sa fonction première d'émetteur d'emprunts groupés à long terme, celle d'une société de caution mutuelle. La séparation des fonds de garantie propres à l'une et l'autre activité sera telle qu'aucun risque de confusion ne sera possible. Le département nouveau interviendra dans les formes classiques des sociétés de caution mutuelle, ainsi que dans un certain nombre de procédures spéciales (par exemple prêts participatifs — prêts à l'innovation — prêts à la création d'entreprises ou d'emplois).

BANQUE OTTOMANE

Après examen des comptes de l'exercice 1979, le comité a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires, qui sera convoquée pour le jeudi 5 juin à Londres, la distribution à titre de dividende d'un montant de 1 550 000 livres, soit 3 livres sterling et 10 pences par action, qui entraînerait, conformément aux statuts, le paiement aux parts de fondateur d'un montant total de 72 222 livres, soit 334,36 livres par part entière.

SIMCO

Le montant des loyers émis par la société, au cours du premier trimestre de l'année 1980, s'élève à 27 153 540 F, contre 24 924 023 pour le premier trimestre 1979.

Ces montants ne tiennent pas compte des indemnités compensatrices dues par l'État.

E.P.E.C. FORMATION
REVISION D.E.C.S.
3 certificats
Juillet
(2 jours / semaine / certificat)
Août
(8 jours groupés par certificat)
Renseignements et inscriptions.
Tél. : 246-59-14 et 246-59-15.

(Publicité)
PLACEMENT DIAMANT OÙ S'INFORMER?
Le Centre d'Information Union de Diamantaires, 17 rue St-Florentin, 75008 Paris Tél. (1)260.36.32 — (24 lignes groupées). est ouvert au public du lundi au vendredi inclus de 10 h à 19 h et le samedi de 10 h à 17 h.

Et si on volait votre diamant?
Qu'avez-vous comme preuve ? Aucune. Seul, le système GEMPRINT, vous donne l'empreinte d'identité de votre diamant. Une empreinte obtenue grâce à un rayon laser, et qui ne ressemble à aucune autre.
Si on retrouve votre diamant, vous pourrez ainsi prouver qu'il est bien le vôtre.
Alors, allez vite chez votre bijoutier joaillier agréé GEMPRINT, ou pour toutes informations, appelez le 742-42-00.

COMPAGNIE INDUSTRIELLE DE L'ABEILLE

L'assemblée générale ordinaire réunie le 28 avril 1980 a approuvé les comptes de l'exercice 1979 et le projet de distribution proposé par le conseil d'administration. Le bénéfice net comptable de l'exercice 1979 s'élève à 37 083 706 F contre 33 millions 467 011 F en 1978.

L'assemblée a arrêté le montant du dividende unitaire à la somme de 16,50 F qui, augmentée de 8,25 F d'impôt déjà versé au Trésor (avoir fiscal), représente un revenu global de 24,75 F par action. Au titre de l'exercice précédent, il avait été distribué un dividende unitaire de 15 F plus un avoir fiscal de 7,50 F, soit au total 22,50 F.

Ce dividende sera mis en paiement le 12 mai 1980

A l'issue de l'assemblée générale ordinaire s'est tenue une assemblée générale extraordinaire qui a décidé de remplacer la dénomination sociale « Compagnie industrielle de l'Abeille » par celle de « Compagnie industrielle ».

CARREFOUR

L'assemblée générale ordinaire réunie le 25 avril 1980 sous la présidence de M. Marcel Fournier, président du conseil de surveillance a approuvé les comptes de l'exercice 1979.

Le bénéfice net avant déduction de la participation des salariés est de 277,3 millions de F contre 221 millions en 1978 soit 152,41 F par action contre 121,47 F.

Le dividende net distribué au titre de l'exercice 1979 est fixé à 65 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 32,50 F soit un revenu global de 97,50 F.

Pour l'exercice précédent les chiffres étaient respectivement 52 F, 26 F et 78 F.

Le dividende, en progression de 25 %, sera mis en paiement à compter du lundi 12 mai 1980.

L'assemblée générale extraordinaire tenue à la suite de la précédente a approuvé le principe et les modalités de l'absorption de la société du Bel-Air et des sociétés Givors Investissements S.A. et Champagne Bazar.

Le directoire avec l'approbation du conseil de surveillance a décidé la distribution d'une action gratuite pour cinq actuelles qui seront créées avec jouissance au 1er janvier 1980.

ÉPARGNE INDUSTRIE

SICAV DU CREDIT MUTUEL

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 29 avril 1980 sous la présidence de M. Gérard Gallichon, président du conseil d'administration, a entendu le rapport du conseil d'administration et approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Les sommes distribuables au titre du premier exercice, exceptionnellement de quatorze mois et demi, s'élèvent à 11 691 464,40 F et permettent la distribution d'un dividende net de 13,20 F auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 2,88 F, soit un revenu global de 16,08 F.

L'assemblée générale a fixé au 30 avril 1980 la mise en paiement de ce dividende qui est matérialisé par deux coupons :

— No 1 soumis au régime fiscal des obligations françaises non indexées, de 5,67 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,59 F, soit au total 6,26 F ;

— No 2 correspondant aux autres revenus de 7,53 F assorti d'un crédit d'impôt de 2,29 F, soit au total 9,82 F dont 7,44 F (crédit d'impôt compris) ouvrant éventuellement droit à l'abattement fiscal de 3 000 F sur les dividendes *d'actions françaises*.

Les actionnaires pourront réinvestir le montant de leurs dividendes en actions de la société, en exonération totale de droit d'entrée, pendant une période de trois mois à compter de la mise en distribution.

SITUATION AU 31 MARS 1980

Nombre d'actions en circulation : 859 125.

Actif net en millions de francs : 223,71.

Valeur liquidative de l'action en francs : 260,39.

Composition de l'actif net :

— Obligations convertibles françaises	0.5 %
— Autres obligations françaises	27,1 %
— Actions françaises	60,3 %
— Actions étrangères	4,6 %
— Disponibilités	7,5 %

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSACIENNE DE BANQUE SOGENAL

L'assemblée générale, tenue le 30 avril 1980 au siège social à Strasbourg, sous la présidence de M. Jean-Paul Delacour, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1979.

Le total du bilan atteint 24 046 591 969 F et les résultats bénéficiaires s'établissent à 18 234 495 F en augmentation de 28,6 % par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Un coupon global de 16,50 F par action, dont 11 F sous la forme de dividende distribué et 5,50 F représentant l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) sera mis en paiement le 12 mai 1980. Ce dividende, en augmentation de 10 % par rapport à celui de l'exercice précédent, s'appliquera aux sept cent vingt mille actions de 200 F nominal formant le capital. La distribution atteindra ainsi 7 920 000 F contre 7 200 000 F l'an dernier.

L'assemblée a renouvelé, pour une période statutaire de cinq ans, le mandat d'administrateur de M. Gilbert de Dietrich qui, à l'issue de l'assemblée, a été reconduit par le conseil d'administration dans ses fonctions de vice-président.

Il est confirmé que la SOGENAL va procéder du 19 mai au 29 juin 1980 à une augmentation de capital en numéraire de 36 millions de francs, à raison d'une action nouvelle à 200 F nominal au prix de 230 F, pour quatre actions anciennes, ce qui portera le capital social de 144 millions de francs à 180 millions de francs. Les actions nouvelles porteront jouissance du 1er janvier 1980.

BANQUE OTTOMANE

MM. les actionnaires sont convoqués en assemblée générale annuelle, conformément aux dispositions de l'article 29 des statuts, pour le jeudi 5 juin 1980, à 12 h. 30, au Great Eastern Hotel (Hamilton Room), Liverpool Street, Londres E.C.2.

Ordre du jour

1) Rapport du comité pour l'exercice ;

2) Approbation des comptes arrêtés au 31 décembre 1979 ;

3) Fixation du dividende ;

4) Election définitive de deux membres du comité en vertu de l'article 16 des statuts ;

5) Fixation de la rémunération du comité conformément à l'article 18 des statuts.

Conformément aux dispositions de l'article 27 des statuts, l'assemblée générale est composée de toute personne réunissant au moins trente actions, soit comme actionnaire, soit comme mandataire, soit comme actionnaire et mandataire.

Toutefois, afin de pouvoir exercer le droit de prendre part à l'assemblée générale, il est nécessaire que les titres et, éventuellement, les pouvoirs aient été déposés dix jours au moins avant la date fixée pour la réunion :

— à Istanbul, au siège central ;

— à Paris, à la Banque Ottomane, 7, rue Meyerbeer, 75009 Paris ;

— à Londres, la Banque Ottomane, 23, Fenchurch Street, E.C.3, ainsi que dans diverses agences de la banque.

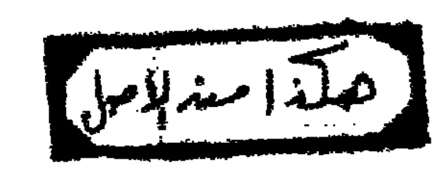
Le rapport du comité et les comptes qui seront présentés à l'assemblée générale, sont à la disposition des actionnaires au siège social à *Istanbul et dans les sièges de* Londres et de Paris.




COMPAGNIE FINANCIÈRE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

Le nombre des actions déposées en vue de l'assemblée générale extraordinaire du 8 mai 1980 ne permettant pas de réunir le quorum exigé par la loi, cette assemblée ne pourra délibérer valablement. Elle se tiendra sur une deuxième convocation pour délibérer sur le même ordre du jour, le lundi 19 mai 1980, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire.

pourquoi investir dans le diamant?
Classé un des meilleurs investissements par les plus grands financiers
RENTABLE
double sa valeur en quelques années
SÛR
cours toujours en hausse
FISCALITÉ
ne rentre pas dans vos revenus annuels
● Autres avantages :
anonyme, discret
facilite les successions
aucun frais de gestion
liquidité permanente et internationale.
● Garanties à exiger :
qualité de la pierre, type de taille.
Certificats internationaux officiels
évolution des cours
rentabilité des différentes qualités
contrat de revente.
ne laissez pas votre capital se dévaluer, écrivez à:
Gemdiam® Les Gemmes d'Investissement S.A.
Tour Maine-Montparnasse 75755 PARIS cedex 15, tél. 538.98.88
Veuillez m'informer, sans engagement sur ☐ l'investissement diamant ☐ les pierres de couleur. LM
nom ______ prénom ______
adresse ______
______ tél. ______



ES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSACIENNE DE BANQUE SOGENAL

CARREFOUR

pourquoi investir dans le diamant?

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

6 MAI

Hausse dans un désert

Si comme le président de la République l'a assuré lundi soir à la télévision, « la France a ses chances », les milieux financiers ne voient pas pourquoi la Bourse n'aurait pas les siennes. Pour achever de convaincre les derniers éléments tièdes de la corbeille, les investisseurs institutionnels (Caisse des dépôts en tête) ont procédé, ce mardi, à des achats qui n'ont pas eu besoin d'être massifs pour atteindre leur but. Grâce à la faiblesse persistante de l'activité, l'indicateur instantané, en progrès de 0,9 % dès l'ouverture de la séance, a été très facilement monté jusqu'à terminer à + 1,5 % environ.

Tous les compartiments de la cote ont bénéficié de cette nouvelle manne et, sur le seul marché à terme, plus de 135 valeurs ont progressé (contre 35 baisses) dont une quinzaine de 4 à 6 %. Les meilleures performances ont été réalisées par St-Louis-Bouchon (+ 6 %), C.G.I.P. (+ 5,8 %), Lafayette, Perier, Paris-France, CEM (+ 5 %) et Crédit du Nord et Club Méditerranée (+ 4,5 %).

Au chapitre des baisses, la sidérurgie a été la plus touchée avec Sacilor et Chiers (— 3,5 %), suivies de Prénatal, au plus bas de l'année après un repli de 3 %.

Sur le marché de l'or, l'activité est restée faible, le lingot restant stable à 72 995 F (contre 73 000 F), soit 542,82 dollars pour une once de 31,1 grammes (517,50 dollars à Londres à midi). Il est vrai que le dollar s'est replié nettement, tombant de 4,2245 F à 4,1830 F en raison, notamment, de la désescalade des taux d'intérêts américains. (Voir d'autre part).

Le napoléon a cédé 9,40 F à 680,50 F.

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts)	Modalités	Derniers cours
Louvre, c. 25	1 p. 2	28 50
Nancéienne Cr. Ind., c. 23	1 p. 6	14
Société générale, bon	1 p. 20	2 20

LONDRES

Calme et bien orienté

Le Stock Exchange, clos lundi, est bien orienté mardi à l'ouverture. Les pétroles et les industrielles progressent lentement. Les mines d'or sont fermes dans le sillage du prix du métal.

Or (ouverture) (dollars) 517 50 contre 512 50

VALEURS	CLOTURE 2 5	COURS 6/5
Beecham	118 ..	120 ...
British Petroleum	338 ...	336 ...
Courtaulds	69 ..	70 ..
*De Beers	8 70	8 78
Imperial Chemical	376 ..	380 ...
Rio Tinto Zinc Cor.	356 ..	356 ...
Shell	348 ..	342 ...
Vickers	125 ..	124 ...
War Loan 3 1/2 %	31 1/4	32 1/8
*West Driefontein	74 1/4	74 1/4
*Western Holdings	61 1/2	61 3/4

(*) En dollars U.S.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

ELF - ANTARGAZ. — Bénéfice net pour 1979 : 7,22 millions de francs contre 4,60 millions en 1978. Dividende global : 11,25 F, soit 15 % du capital contre 12 % en 1978.

SAINRAPT ET BRICE. — Bénéfice net pour 1979 : 24,04 millions de francs contre 21,82 millions en 1978. Dividende global : 15 F (+ 20 %, compte tenu de l'attribution gratuite d'une action pour cinq).

FININVEST. — Bénéfice net pour 1979 : 3,90 millions de francs contre 2,64 millions en 1978. Dividende global : 25,50 F contre 18,75 F pour 1978.

J. BOREL INTERNATIONAL. — Perte provisoire au 31 décembre 1970 : 29,22 millions de francs contre une perte de 99,36 millions au 31 décembre 1978.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	5 5	6 5
1 dollar (en yens)	Clos	234 10

Taux du marché monétaire

Effets privés, du 6 5 ...... 12 1/2 %

NEW-YORK

Hausse des cours pour baisse des taux

La *désescalade* des taux d'intérêt, qui s'est poursuivie lundi avec l'abaissement à 17 1/2 % du « prime rate » de la Morgan Guaranty Trust (voir d'autre part) est directement à l'origine de la hausse observée à Wall Street. Les opérateurs, quoique toujours peu actifs, ont procédé à des achats sélectifs, et l'indice Dow Jones a terminé à 816,30, en progrès de 5,38 points.

Sur 1 878 valeurs cotées au Big Board, 981 ont monté, 508 ont baissé et 369 sont restées à peu près stables.

Le volume des transactions est cependant assez limité, 34 millions d'actions ayant été échangées contre 28 millions à la veille du week-end.

Le dénouement de l'affaire des otages iraniens à Londres a contribué à l'amélioration du climat autour du Big Board.

VALEURS	COURS 2 5	COURS 5 5
Alcoa	54 7/8	54 7/8
A.T.T.	53 1/4	53 5/8
Boeing	33 7/8	35 7/8
Chase Manhattan Bank	38 3/8	40 1/4
Du Pont de Nemours	36 5/8	36 3/4
Eastman Kodak	51 1/2	52 3/8
Exxon	60 1/2	61 5/8
Ford	23 1/4	22 1/4
General Electric	46 ...	48 3/8
General Foods	27 ...	27 3/8
General Motors	45 1/4	44 5/8
Goodyear	11 7/8	11 7/8
I.B.M.	54	55 5/8
I.T.T.	26 1/8	26 1/8
Kennecott	27 1/8	27 ..
Mobil Oil	71 ...	70 3/8
Pfizer	38 ..	38 ...
Schlumberger	106 5/8	109 3/4
Texaco	34 5/8	34 3/4
U.A.L. Inc.	16 1/4	16 7/8
Union Carbide	39 1/8	40 5/8
U.S. Steel	18 5/8	18 1/8
Westinghouse	22 1/8	22 1/4
Xerox	62 1/8	62 3/4

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)

	2 mai	5 mai
Valeurs françaises	103,5	103,2
Valeurs étrangères	101	101,6

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	104,8	104,8

BOURSE DE PARIS - 6 MAI - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	038 50	1 795
5 %	46 50	1 311
3 % amort. 45-54	71 .	1 746
4 1/4 % 1963	92 70	2 842
Emp. N. Eq.5 1/2 65	111	3 021
Emp. N. Eq.6%66	107 30	3 590
Emp. N. Eq.6%67	96 50	5 590
Emp. 7 % 1973	8410 .	
Emp. 8,80 % 77	96 10	8 415
Emp. 9,80 % 78	84 60	8 833
E.D.F. 6 1/2 %	... ..	5 269

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Ch. France 3 %	181 ..	181 50
A.G.F. (Sté Cent.)	750 ..	750 ..
Ass. Gr. Paris-Vie	... ..	... ..
Concorde	370 ..	377 ..
Epargne France	300	301 ..
Financ. Victoire	312 ..	325 ..
France I.A.R.D.	185 ..	189 ..
Gan (Sté) Centr.	751 ..	752 ..
S.P.E.B.	190 ..	195 ..
U.A.P.	568 ..	556 ..
Alsacien Banque	365 .	365 .
Banque Hervet	291 30	282 20
Bque Hypot. Eur.	298 ..	299 .
Bque Nat. Paris	279 .	279 70
B.O.I.C.	23 40	23 .
(Li) B. Scalb Dup.	119 50	120
Banque Worms	287 ..	286 50
C.G.I.B.	35 ..	. ..
C.Crédit Univ.	360	360 ..
C.A.M.E.	89	89 .
Créditel	115 ..	114 50
Créd.Gén. Ind.	260 ..	260 .
Crédit Lyonnais	272 ..	272 ..
Electro-Banque	171 .	165 ..
Eurobail	142	143 ..
Financière Sofal	318	318 ..
Fr. Cr. et B. (Cie)	123 70	..
France-Bail	288 .	298 ..
Hydro-Energie	18 10	18 10
Immobail S.I.P.	188 50	180
Immobanque	384 ..	383 10
Immofice	269 ..	269 ..
Interbail	211 ..	213 ..
— (obl. conv.)	210 .	212 ..
Laffitte-Bail	189 ..	184
Locabail Immob.	324 50	330
Loca-Expansion	131 40	131 50
Locafinancière	179	179 .
(Ly) Lyon Dép. Ct	138 50	138 50
Marseille Créd.	310 ..	310 ..
Paris-Réescompte	410 ..	410 ..
Séquanaise Banq.	267	265 .
Sicotel	133 60	135 60
SLIMINCO	306 ..	308 ..
Sté Cent. Banq.	70 .	71 ..
Sté Générale	241 ..	245 .
SOFICOMI	222 ..	223 30
Sovabail	297 ..	296 ..
UCIP-Bail	130 50	130 50
— (obl. conv.)	168 ..	168 20
Uniball	290	285 .
Un. Ind. Crédit	245	246 .
Cie Foncière	167 50	167 50
C.G.V.	243 70	...
Fonc. Ch.-d'Eau	900 .	864 ..
(M.) S.O.F.I.P.	90 50	.. ..
Fonc. Lyonnaise	1048 .	1087 ..
Immob. Marseille	1681 ..	1644 ..
Louvre	244 ..	243 ..
SINVIM	147 80	142
Cogifi	225	222 10
Foncina	170 50	171 50
Gr. Fin. Constr.	192 60	193 ..
Immindo	183	183 ..
Immuvest	165 50	160
Cie Lyon. Imm.	138 80	134
OFINES	112	112
U.G.I.M.O.	179 30	172 10
Union Habit.	291 ..	295
Un. Imm. France	232 ..	225
Acier Investiss.	116 .	116
Sofragi	254 50	254 .
Abeille (Cie Ind.)	310 ..	315 ..
Applic. Hydraul.	220	226
Artois	185 50	185 50
Centen. Blanzy	372 ..	272
(NY) Centrest	123 .	... ..
(NY) Champex	120	. ..
Char. Réun.-(p.)	3845 ..	3800 ..
Comindus	446 ..	446 ..
(Li) Dév. R. Nord	138 .	140 .
Electro-Financ.	293	301
(M) Et. Particip.	89 60	.. .
Fin. Bretagne	83	85 ..
Fin. Ind. Gaz Eaux	580 .	598 .
Fin. et Mar Park.	75 ..	77 50
France (La)	675 ..	667 .
La Mure	.	56 50
Lebon et Cie	353 50	368 ..
(NY) Lordex	114 .	114 ..
Cie Marocaine	32 50	32 ..
Nord	28 50	.
OPB Paribas	135 50	131 50
Paris-Orléans	99	99 50
Paternelle (La)	235 ..	23? 50
Placem. Inter	103 ..	103 .
Providence S.A.	311 .	312 10
Rosario (Fin.)	185 10	182 10
Santa-Fé	83 ..	. .
Saffo	128 10	128 50
Cambodge	188 .	182 ..
Clause	405 10	406 ..
Indo-Hévéas	176 .	178 50
Madag. Agr. Inc.	25 60	. .
(M) Mimot	20 50	20 50
Padang	28? ..	282 ..
Salins du Midi	350 ..	355 ..
Aliment Essentiel	288 ..	... ..
Allobroge	350 .	350 ..
Banania	173 50	176 ..
Fromagerie Bel	157	157 ..
Cédis	765 ..	795 ..
(M.) Chambourcy	475 ..	460 .
Cofradel	612 ..	... ..
Economats Centr.	472 ..	..
Epargne	753 ..	756 ..
Euromarché	57? ..	579 ..
From. P.-Renard	475 ..	474 ..
Genvrain	185 50	190 .
Goulet-Turpin	210 50	218 50
Gr. Moul. Corbeil	174 50	174 50
Gr. Moul. Paris	27?	278 .
Nicolas	5?4 50	580 ..
Piper-Heidsieck	317 ..	... ..
Potin	795 ..	... ..
Promodès	1855 ..	1862 ..
Rochefortaise	172 ..	177 ..
Roquefort	370 ..	380 ..
Taittinger	365	357
Unipol	116 50	116 50
Bénédictine	846 ..	860 ..
Bras et Glac. Ind	565 ..	571 ..
Dist. Indochine	443 ..	... ..
Ricqlès-Zan	12? ..	... ..
Saint-Raphaël	115 ..	120 ..
Sogepal	521 .	530 ..
Union Brasseries	67 50	67 80
Française Sucr.	311 ..	323 50
Sucrerie Bouchon	163 .	... ..
Equip. Véhicules	64 ..	62 ..
Motobécane	63 ..	65 .
Berle	467 ..	... ..
Camp. Bernard	322	319 ..
C.E.C.	121 50	123 .
Cerabati	160	160 90
Ciments Vicat	223 50	225
Cochery	50	52 .
Drag. Trav. Pub.	340 ..	343 10
Fougerolle	145 .	150 30
G. Trav. de l'Est	16 10	16 60
Herlicq	123 ..	123 ..
Lambert Frères	96	92 ..
Leroy (Ets G.)	71 .	71 ..
Origny-Desvroise	132 10	133 ..
Porcher	235 ..	244 ..
Rougier	128	... ..
Sablières Seine	166 50	150 ..
S.A.C.E.R.	38 50	40 ..
Sainrapt et Brice	228	22? ..
Savoisienne	9?	98 .
SMAC Acieroïd	134 10	d 138 50
Spie Batignolles	67 60	68
Dunlop	17 50	17 ..
Hutchinson	43 60	43 10
Safic-Alcan	208 ..	210 ..
Comiphos	134 .	120
Gaumont	530 ..	532 ..
Pathé-Cinéma	66 10	66 10
Pathé-Marconi	41 ..	..
Tour Eiffel	153 ..	159 ..
Air-Industrie	... ..	... ..
Applic. Mécan.	26 ..	24 95
Arbel	175	178 90
Bernard-Moteurs	68 ..	68 ..
B.S.L.	136	138
C.M.P.	177 90	174 40
De Dietrich	620	645 ..
Duc-Lamothe	353 80	358 ..
E.L.M.-Leblanc	681	688 .
Ernault-Somua	36 80	36 90
Forges Strasbourg	120 50	12? 20
(Li) F.B.M. ch. fe	75 ..	74 ..
Frankel	728 ..	... ..
Huard-U.C.F.	120	117 ..
Jaeger	247 50	247 50
Jaz	197 .	198 ..
Luchaire	258 20	256 .
Métal Déployé	33? ..	334 50
Nadella	22 .	..
Nodet-Gougis	227 .	227 ..
Peugeot (ac. ant.)	226 ..	22? ..
Ratier-For G.S.P.	. .	
Ressorts Ind.	158 70	159 90
Saturn	85 ..	85 50
Sicli	78 .	78 .
Soudure Autog.	134 50	138 ..
S.P.E.I.C.H.I.M.	185 ..	185 ..
Trailor	340 ..	... ..
Virax	53 ..	53
At. Ch. Loire	19 .	19 15
Ent. Gares Frig.	145 ..	142 .
Indus. Maritime	333 .	333 .
Mag. gén. Paris	283 ..	283 20
Cercle de Monaco	1?0	101 ..
Eaux de Vichy	775 ..	775 ..
Sofitel	49 ..	48 .
Vichy (Fermière)	385 .	385 ..
Vittel	345 ..	344 ..
Aussedat-Rey	52 70	52 80
Darblay S.A.	40 20	40 10
Didot-Bottin	367 ..	361
Imp. G. Lang	..	d 5 60
Papet. Gascogne	1?0	1?? 50
La Risle	15	15 60
Rochette-Cenpa	38 30	36 80
A. Thiéry-Sigrand	104 90	104 80
Bon Marché	116 ..	115 ..
Damart-Servip	685 ..	702 ..
FNAC	315	317 .
Mars Madagasc.	52 80	51 20
Maurel et Prom.	38 2.	d 40 ..
Optorg	155 ..	158 ..
Palais Nouveauté	302	308 .
Uniprix	67 90	67 90
Europ Accumul.	234 .	237 80
Ind. P. (CIPEL)	202 ..	202 .
Lampes	157 ..	151 10
Merlin-Gerin	228	219 ..
Mors	46 .	46 .
Piles Wonder	245 10	245 10
Radiologie	125 .	127 ..
SAFT Acc. fixes	930 ..	940 ..
S.F.I.M.	1015 ..	1016 .
S.I.N.T.R.A.	790 ..	79? ..
Unidel	128	13?
Carnaud S.A.	89 80	89 50
Escaut-Meuse	232 .	232 50
Gueugnon (F. de)	48 50	48 80
Profilés Tubes Es	23 20	23 20
Senelle-Maub.	94 10	94 ..
Tissmétal	52	52 80
Vincey-Bourget	29 80	30 ..
Huaron	300 ..	300 ..
Kinta	355	355 ..
Mokta	417 ..	430 ..
Amrep G.	230	263 ..
Elf-Antargaz	255 10	265 ..
Hydroc. St-Denis	143 ..	147 .
Lille-Bonnières-C	310 ..	310 20
Carbone-Lorraine	79 50	78 50
Delalande S.A.	136	136
Finalens	70 70	69 10
FIPP	85	84 ..
(Ly) Gerland	300 ..	300 .
Gévelot	78 ..	80 40
Grande-Paroisse	130 ..	130 80
Ripolin-Georget	57 2?	59 ..
Rousselot S.A.	37?	358 ..
Sentra Réunies	189 60	190 ..
Synthelabo	136 ..	136 .
Thann et Mulh.	73 ..	72 80
Ufiner S.M.D.	88 50	90 ..
Agache-Willot	498	500 ..
Filés-Fourmies	12 20	13 10
Lainière-Roubaix	48 ..	48 30
Roudière	250 ..	250 10
M. Chambon	165 ..	... ..
Gén. Maritime	37 50	37 50
Delmas-Vieljeux	261 ..	260 .
Nat. Navigation	75 ..	76 50
Navale Worms	98 ..	100 .
S.C.A.C.	160	161 80
Steni	310 ..	309 90
Tr. C.I.T.R.A.M.	139 ..	143 20
Trans. et Industr.	132 .	130 ..
(Li) Baignol-Farj.	42 50	42 50
Blanzy-Ouest	246	250 ..
La Brosse	133 50	135 ..
Degremont	120 80	120 ..
Duquesnes-Purina	27? ..	26? ..
Ferrailles C.F.F.	285	290 ..
Havas	585 ..	51? ..
Locatel	380 .	.. .
Lyon-Alemand	144 .	14? 50
G. Magnant	66 ..	66 ..
M.I.C.	175 ..	175
O.F.P.-Om.F.Paris	335 ..	335 ..
Publicis	556	556 ..
Saiaa	74 20	- ..
Sellier-Leblanc	271 ..	270 ..
Waterman S.A.	220 ..	220 ..
Brass. du Maroc	220	... ..
Brass. Ouest-Afr.	69 50	70
A.E.G.	. ..	.. ..
Akzo	49	50 ..
Alcan Alum.	205 10	204 ..
Algemeine Bank	632	614
Am. Petrofina	161 50	155 .
Arbed	288 ..	286 20
Asturienne Mines	61 ..	61 04
Bco Pop. Espanol	55 .	55 ..
B. N. Mexique	34 20	34
B. Régl. Inter	[illegible]	[illegible]
Barlow-Rand	38 80	35
Bell Canada	68 75	68 75
Blyvoor	61 80	61 80
Bowater	15 60	15 50
Bowring C. I.	13 60	13 60
British Petroleum	32 45	32 85
Br. Lambert (BBL)	182 ..	190 .
Caland Holdings	50 ..	50 ..
Canadian-Pacif.	131 50	132 ..
Cockerill-Ougrée	.	..
Cominco	202 ..	200 ..
Commerzbank	340 .	360 ..
Courtaulds	6 56	. ..
Dart. Industrie	152	155 10
De Beers (port.)	32 70	..
Dow Chemical	130 10	133 ..
Dresdner Bank	397	395 ..
E.M.I.	10 10	..
Est-Asiatique	37 40	.. ..
Femmes d'Auj.	90 ..	.. ..
Finoutremer	185 .	185 ..
Finsider	. ..	..
Foseco	14	14 ..
Gen. Belgique	199 30	200 ..
General Mining	71 50	68 55
Gevaert	153	154 .
Glaxo	23 ..	21 50
Goodyear	51	53 20
Grace and Co.	144 90	141 10
Gulf Oil Canada	542 ..	543
Hartebeest	265 ..	263 ..
Honeywell Inc.	20	320 .
Hoogovens	38 10	..
Johannesburg	228 ..	220 ..
Kubota	.	6 .
Latonia	103 40	102 30
Mannesmann	280	... ..
Marks-Spencer	8 60	.
Matsushita	12	12 30
Mineral-Resourc.	23 90	23 70
Nat. Nederlanden	240 ..	.
Noranda	87 ..	87 50
Olivetti	8 70	8 80
Pakhoed Holding	9 10	
Petrofina Canada	170 .	176 ..
Pfizer Inc	163	156
Phoenix Assuranc.	21 50	
Pirelli	3 80	3 50
President Steyn	151 50	152 .
Procter Gamble	306	308 50
Rolinco	299 80	299 20
Robeco	332 ..	332 60
Shell fr. (port.)	33 ..	33 ..
S.K.F. Aktiebolag	65	65 ..
Sperry Rand	206 60	210
Steel Cy of Can.	96 50	
Stilfontein	69	72 95
Suéd. Allumettes	81 50	81 ..
Tenneco	149	148 50
Thorn Electrical	29	30 .
Thyss c 1 000	170	160
Vaal Reefs	238 ..	236 50
Vieille Montagne	188 .	... .
Wagons-Lits	138	139 .
West Rand	25 95	25 80
C.E.C.A. 5 1/2 %	..	... ..
Emprunt Young	274 ..	... ..

HORS COTE

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Intertechnique	925	935
Sicomucip	208 10	208 70
Alser	138 ..	... ..
Banq. Fin. Eur.		... ..
Cellulose Pin	36 ..	. ..
Coparex	578 ..	576 ..
Ecco	1500	. ..
Général Aliment.	955 ..	950 ..
Iéna Industrie	13 ..	.. ..
Métall. Minière	135 ..	. ..
Océanic	45 ..	46 ..
Pétrofigaz	457 ..	... ..
Promptia	313 ..	... ..
Sab. Mor Corv.	..	125 .
Total C.F.N.	100 .	100 ..
Ufinez	... ..	..
Voyer S.A.	..	2 75
Oce v. Grinten	245 .	
Rorento NV	230	232 20

SICAV

1re catégorie	9182 10	8689 36

5/6	Emission frais inclus	Rachat net
Actions France	149 50	142 81
Actions Sélec.	176 10	168 11
Andificandi	217 20	207 36
A.G.F. 5000	173 03	165 18
Agfimo	273 19	260 80
A.L.T.O.	165 33	157 83
Amérique Gestion	190 26	181 63
Bourse-Invest.	171 77	163 98
C.I.P.	453 94	433 36
Convertibles	131 45	125 49
Convertimo	148 32	141 69
Croiss. Immobil.	225 38	215 11
Drouot-France	156 22	149 14
Drouot Invest.	304 17	290 38
Energie	167 62	160 02
Epargne-Croiss.	625 40	597 04
Epargne-Industr.	273 65	261 15
Epargne-Inter	299 13	285 55
Epargne-Oblig.	129 59	123 71
Epargne-Unie	408 37	389 85
Epargne-Valeur	225 24	215 03
Euro-Croissance	197 66	188 70
Financière Privée	431 16	411 61
Foncier Investiss.	417 23	398 31
France-Epargne	215 81	205 83
France-Garantie	228 71	224 23
France-Invest.	202 84	193 64
Fr.-Obl. (nouv.)	318 97	304 51
Fructidor	152 09	145 19
Fructifrance	288 83	275 73
Gestion Mobilière	241 53	230 58
Gestion Rendem.	343 78	328 19
Gest. Sél. France	246 85	235 66
I.M.S.I.	215 04	205 29
Indo-Suez Valeurs	290 20	277 04
Intercroissance	140 71	134 33
Interoblig	5370 01	5126 50
Intersélect Fr.	184 48	176 11
Inter valeurs Ind.	275 51	263 02
Invest. St-Honoré	283 94	271 06
Laffitte-France	142 69	136 21
Laffitte-Obligat.	132 08	126 84
Laffitte-Rend.	130 49	124 57
Laffitte-Tokyo	354 93	338 84
Livret portef.	250 48	239 12
Multi-obligations	289 58	267 45
Multirendement	120 70	115 23
Mondial Invest.	205 19	185 89
Natio-Inter	428 87	409 42
Natio-Valeurs	327 99	313 12
Paribas Gestion	230 96	220 48
Pierre Investiss.	281 56	268 79
Rothschild-Exp.	382 26	364 93
Sécur. Mobilière	329 74	314 79
Sélection-Rend.	133 93	127 86
Sélection val. fr.	145 73	139 12
Selec. Mobil. Div	197 38	188 43
S.P.I. Privinter	137 74	131 49
S.F.I. FR et ETR.	217 82	207 18
Sicavimmo	352 94	336 94
Sicav 5.000	126 76	121 01
S.I. Est	503 25	480 53
Silvafrance	241 46	230 51
Silvam	147 88	141 17
Silvarente	168 47	160 83
Silvinter	155 92	148 85
S.I.G.	361 35	344 57
Sogépargne	271 87	259 54
Sogevar	429 55	410 07
Soginco	135 57	130 38
Sogiuter	471 85	450 45
Soleil-Investiss.	261 10	249 26
U.A.P.-Investiss.	170 27	162 55
Unifrance	160 19	152 93
Unifoncier	417 86	398 91
Unigestion	267 33	255 21
Uni-Roche (Vern.)	297	283 53
Unijapon	339 79	324 38
Uni-Obl. (Varnes)	1829 28	1767 96
Uniprem (Varnes)	1844 87	1773 14
Unirente	1123 40	1086 46
Unisic (Varnes)	203 30	194 08
Valorem	196 92	187 99
Worms Investiss.	306 38	292 49

* Cours précédent

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
1896	4,5 % 1973	2012 ..	2020	2012 ..	2 08 ..
3825	C.N.E. 3 %	4205 ..	4235	4240	4245 ..
355	Afrique Occ.	357	380	366 90	360 ..
505	Air Liquide	519	532	533	530 ..
96	Als. Part. Ind	92 50	92 50	92 50	92 .
455	Als. Superm.	449	458	458	460
55	Alsthom-Atl.	54 20	55 25	55 80	55 25
192	Appliq. gaz	197 50	202	205	205 ..
152	Arjom. Prioux	159 90	159 90	159 90	157
430	Aux. Entrepr.	427 ..	430 .	430 ..	426 10
775	Av. Dass.-Br.	78?	780	785 .	772
132	Babc. Fives	130 60	132 .	132	134 50
200	Bail-Equip.	200 10	200 10	201	201
200	— (obl.)	202 50	202 50	202 50	202 50
335	Bail-Invest.	349	354 .	354 .	360 .
156	B. Rothschild	155 30	155 30	155	155 .
100	Bazar H.-V.	105 50	105 ..	105	102 90
100	B.C.T.Midl.B.	102 80	103	103	103
162	Beghin-Say	172 ..	174 60	175 ..	174 10
475	Bic	475 ..	475	480 ..	479
385	Bis	388 ..	395 ..	395	399 90
620	Bouygues	599 ..	600 ..	606	600 .
900	B.S.N.G.D.	924 ..	938 ..	940 ..	938 ..
920	— (obl.)	930 ..	930 ..	930	915 ..
1670	Carrefour	1775 ..	1795	1793	1795 .
270	— (obl.)	277 ..	275 60	275 50	275 50
1260	Casino	1240	1238	1240	1220 .
48	CEM	44 20	46 50	46 50	47 50
176	Cetelem	17?	170	178 .	172 .
238	Charg. Réun.	2?5	263	2?3 ..	263
14 50	Chiers-Chat.	15 20	14 80	14 80	14 80
130	Chim. Rout.	13?	129 30	129 80	129
129	— (obl.)	126 10	127 1	127 10	127 1?
138	Cim. franç.	137 ..	143 9.	142 ..	146 70
120	— (obl.)	127 .	123	123	123 ..
1030	C.I.T. Alcatel	1043 .	1049	1051 ..	1030 .
330	Club Méditer.	348	363	363 ..	363 ..
340	C.M. Industr.	328 2?	331 ..	332 ..	330 ..
300	— (obl.)	301 90	314 ..	314	314 .
117	Codetel	123 .	123	122 80	125 40
151	Cofimeg	151	151 ..	151 .	151 .
280	Cie Bancaire	293 50	305	305 ..	308 ..
355	C.G.E.	363 10	365 ..	365	365 .
345	— (obl.)	354	356 ..	355	355 ..
121	C. Entrepr.	122 50	124 ..	124 ..	122 ..
420	Comp. Mod.	435 ..	435	435	435 .
165	Créd. Com. F	163 ..	163 50	163 50	162 50
215	— (obl.)	232	23	23?	230
446	Créd. Fonc.	450 20	452	453	452 10
225	C.F. Immob.	224 ..	225 .	225	222 50
245	Cr. Ind. Al.-L.	240	241 50	241 50	241 50
130	Créd. Indus.	134 50	135	136 .	133 50
125	Cr. Ind. Ouest	123	125	125 .	125
325	Créd. Nat.	350	341 50	345	348
59	Créd. Nord	55 20	55 20	55 20	55 20
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
1230	Elf-Aquitaine	1260 .	1278 ..	1289 .	1278
235	— (certific.)	242 .	242 ..	242 ..	239 50
248	E. J. Lefebvre	258 ..	255	255 .	261
124	E. Sau.-Duval	115 ..	115 ..	120 ..	120 ..
810	Essilor	850	886	888	872 ..
270	Esso S.A.F.	282 10	29	289	290
320	Eurafrance	315 .	314 90	314 90	314 90
980	Europe n° 1	910 .	91?	910 .	909 .
430	Facom	433	43 ..	431 ..	425
340	Ferodo	359	361	361 ..	353 80
400	— obl. conv.	427 .	412 ..	412 .	410 ..
54	Fin. Dév. Ent.	54 50	55 80	55 80	55
226	Fin. Paris PB	228 90	228 80	23?	227 90
245	— obl. conv.	254	258	258	255 ..
156	Finextel	159 50	159	159 ..	158 10
48	Fraissinet	47 60	48	48 ..	47 60
240	Fr. Pétroles	253 10	242 50	245	245 .
225	— obl. conv.	223	228 ..	228 ..	228 ..
66	— (certific.)	56 70	58 ..	59 .	68 ..
149	Galeries Laf.	149	158 ..	156 80	155
174	Gle d'Entr.	184 ..	186 50	186 50	189 50
197	Gle Fonderie	191 .	193	194	191
139	Gle Ind. Par.	139 .	149	147 10	147 50
300	Générale Oc.	289 ..	289 ..	289 5	285 .
410	Gr. Tr. Mars.	418 ..	423	425 60	418 ..
356	Guyenne-Gas.	354 .	354	353 5	354 ..
250	Hachette	245	247	247	245 ..
192	Imetal	105 20	108	108 90	108 ..
650	Inst. Mérieux	653 .	664	664	664 ..
140	J. Borel Int.	146	145 10	145 50	144 .
143	Jeumont Ind.	145	144 .	144	141 20
111	Kali Ste-Th.	115 50	116	116 50	116 50
57	Kléber Col.	55 50	55 90	56 40	56 40
385	Lab. Bellon	386	393	393	398 ..
235	Lafarge	242	242	242 10	242
278	— (obl.)	273 80	275 10	276 10	275 10
365	La Hénin	363	360 .	364 .	367 ..
1552	Legrand	1594 .	1590 ..	1588 .	1590 ..
1970	— (obl.)	2050 .	2054	2054 .	2050 ..
570	Lesieur	572	582	585	571 ..
210	Locafrance	214 50	213 50	213 50	211 ..
350	Locindus	366 .	367	370	367 ..
626	L'Oréal	680 ..	694 .	696	694 ..
3120	— obl. conv.	3260 .	3150	3150	3150 .
340	Lyonn. Eaux	345	350	354	348 .
56	Mach. Bull	63 ..	63 90	63 80	63 90
560	Mais. Phénix	586	595	594 .	590 ..
1120	(Ly) Majorel	1246	1270	1270 .	1270 ..
850	Manurhin	939	948	956	950
38	Mar. Wendel	42 83	42 45	42 45	41 65
48	Mar. Ch. Réu	48 60	48 50	48 50	47 60
480	Martell	480	480	480 .	480
455	— (obl.)	460 .	461 .	461 .	469
656	Mat. Téléph.	658 .	650	650	650
8890	Matra	9130	9220	9230 .	9290 .
53	Mét. Nav. N.	57	56 95	57	57 .
780	Michelin	864	858	864	862
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
163	Navig. Mixte	149	150 ..	150	147
43	Nobel-Bozel	42 50	42	42 70	41 30
34	Nord-Est	33 50	34 05	35 ..	35
88	Nouvel. Gal.	71 50	74	74	72 70
220	Olida-Caby	223 10	223 10	223 50	222
101	Opfi-Paribas	102 50	103 50	103 50	103 50
153	Paris-France	152	150	160	156 80
106	Pechelbronn	106 50	105	106 10	103 .
102	P.U.K.	108	109 10	109 10	107 80
118	— (obl.)	121 8.	125	125	123 .
34	Penarroya	86	86 20	87 ..	85
270	Penhoet	268	270	270	271 80
270	Pernod-Ric.	287	283 ..	287	285
230	Perrier	235 50	248 .	248 .	243 10
101	Pétroles B.P.	100 40	103 ..	103 .	101
215	Peugeot-Cit.	224	223	226	224 20
305	— (obl.)	307 10	307 10	307 10	305 20
138	Pierre-Auby	142 80	143 .	143	143 .
76	P.L.M.	73	73 20	73 ..	71 80
240	Poclain	234 .	236 50	235 50	231 30
246	Poliet	235 50	235	235	231 50
96	Pompey	96	96	96	94 10
225	P.M. Labinal	232	228 .	234 50	228 .
28	Prénatal	27 70	27 10	27	27 ..
265	Presses-Cité	261 .	282	263 ..	267 .
440	Prétabail Si.	438	439	438	439 ..
220	Pricel	218 10	220 5.	220 40	217 ..
230	Primagaz	240	240	24?	240 .
115	Printemps	114 70	114 50	115 20	112 30
470	Radar S.A.	475	475 2.	477	476
485	— (obl.)	48 ..	471 20	471 20	47 30
270	Radiotech.	256 .	265	265	265 ..
166	Raffin (Fse)	170 90	170 9.	170 90	170 ..
440	Redoute	440 ..	445	443 .	437 ..
530	Révillon Frè.	569	569	565	576 .
128	Rhône-Poul.	133 90	134 ..	134 ..	132 .
230	Roussel-Uclaf	237 ..	237 ..	237 ..	232 50
3?0	Rout. Colas	375 ..	375 ..	380	375 .
410	Ruche Pic.	430 ..	429	429 ..	430 ..
850	Rue Imp.	835 ..	840	840	843 ..
24	Sacilor	26 .	24 30	24 30	24 ..
147	Sade	145 50	150	150 ..	150 ..
770	Sagem	786 .	790	793	790 ..
130	Saint-Gobain	131 ..	132 9.	133 20	132 ..
142	St-Louis-B.	145 ..	152	155 ..	155 ..
395	Sanofi	397 ..	397 ..	397	394 ..
335	SAT	350 .	344	350	338
58	Saulnes	57 80	57 8.	57 80	57 50
245	Saupiquet	259	263	263	263
152	Schneider	150 10	153 ..	153 20	150 20
40	S.C.O.A.	40 10	41 ..	41	40 20
84	— (obl.)	85	86	86 .	81 ..
190	Seb	189 20	193 ..	193 ..	193 ..
185	Sefimeg	184 .	185 ..	185 ..	183 ..
305	S.I.A.S.	314 ..	313 ..	316	310 .
686	Sign. E. El.	624 .	620	623	620
280	S.I.L.I.C.	280	280 50	280 50	275 10
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
770	Tél. Electr.	810 .	818	822	823
120	— (obl.)	120 50	120 50	120 5	120 10
186	Thomson-Br.	196	200 ..	2.4	2 2
210	— (obl.)	219 50	223 50	223 50	219 10
300	U.I.S.	312	319 ..	319	324
181	U.C.B.	159 90	160	160 90	156 80
161	Un. F. Bques	154 .	155 20	156	152 10
152	U.T.A.	158	158	157 50	161
13	Usinor	13 05	13 06	13 05	12 85
100	— (obl.)	102 50	104 10	104 10	102 .
78	Vallourec	78 10	78 10	78 10	78 50
830	V. Clicquot-P.	829 .	838 ..	838	836 .
465	Viniprix	418 .	430 .	430 .	421 70
950	Elf-Gabon	919 .	918	918	918
186	Amax	186 50	187 90	188 10	189 40
132	Amer Expr.	138	137 80	137 80	137 80
215	Amer. Tel.	226 80	224	225	222 80
52	Ang. Am. C.	51 80	51 20	51 20	50 30
345	Amgold	333 ..	333 10	333 10	339 .
465	B. Ottomane	462 ..	461 50	461 50	452 30
330	BASF (Akt.)	324	329 ..	329	325 50
285	Bayer	267 30	270	270 30	270 50
131	Buffelsfont.	142 .	144 50	142 10	147 30
14 50	Charter	13 90	13 60	13 65	13 65
163	Chase Manh.	163 ..	169 80	169 80	167 50
147	Cie Petr. Im.	148 ..	143 50	143 ..	143 50
38	De Beers	37 60	37 40	37 25	37 40
576	Deuts Bank	581 .	583	583 .	583 ..
245	Dome Mines	264	267	266	269 ..
149	DuPont Nem.	153 ..	151 50	151 50	150
200	East Kodak	218	217 40	217 60	216 50
104	East Rand	110 90	110	107 80	108 10
92	Ericsson	92 50	92 50	92 50	91 70
246	Exxon Corp.	254 50	267	268 ..	266 .
94	Ford Motor	110 50	95 80	96 .	95 10
228	Free State	232 5	232 50	231	229
194	Gen. Electr.	192 .	196 10	196 10	192 60
160	Gen. Motors	183 90	182 90	182 9	179 .
45	Goldfields	44 90	44 30	44 25	44 80
81	Harmony	87 .	86 5	86 30	86 3
4 15	Hitachi	4 51	4 50	4 55	4 47
270	Hoechst Akt.	273 .	275	273 10	273 10
35	Imp. Chem.	34 80	35 20	35 20	35 .
91	Inco Limited	89	89	89 .	88
220	I.B.M.	226 50	234 80	23 50	230 50
100	I.T.T.	100	102 50	100 50	100 10
270	Merck	284 10	281	282 ..	282 .
205	Minnesota M	223 ..	224	225	224
300	Mobil Corp.	306 ..	302 40	302 40	308 10
8030	Nestlé	8320 ..	8300	8300 ..	8250 .
430	Norsk Hydro	436 ..	459 50	458	466 .
685	Pétrofina	726 .	726	726 .	725
152	Philip Morris	158 30	169 50	158 50	158 50
40	Philips	39 40	39 .	39	38 9.
163	Pres. Brand	165 50	167	167 50	165
460	Quilmès	432	431 ..	428 .	423
275	Randfontein	273 50	265 10	265 10	268 50
320	Royal Dutch	317 50	317 90	317 90	316 50
34	Rio Tinto Zin	33 45	33 15	33 20	33 15
152	St Helena Co	156	154 60	154 60	154 60
460	Schlumberger	451	464 9.	466	465
34	Shell Fr.	33 50	33 50	33 50	33 20
590	Siemens A G	597 ..	595	600	598
34	Sony	34 .	34 75	34 75	34 40
240	Unilever	234 20	234	234	234
52	Union Corp.	51 50	51 40	51 40	50 40
105	U. Min. 1/10	104	104	104	103
166	Unit. Techn.	172	171	171 50	170 80
215	West Drief.	319 20	314 40	312	314
140	West Deep	154 80	155	154 70	153 .
285	West Hold.	297 90	294 60	29? 50	294 60
215	Xerox Corp.	22?	220	220	218 10
2 50	Zambia Corp	2 49	2 56	2 55	2 51

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 6/5	COURS des BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 224	4 187	4 080	4 290
Allemagne (100 DM)	233 230	233 830	227	239
Belgique (100 F)	14 512	14 526	13 800	14 500
Pays-Bas (100 fl.)	211 300	211 220	205 .	216
Danemark (100 krd)	74 558	74 520	71	76
Norvège (100 k)	85 370	85 110	82 500	87 500
Grande-Bretagne (£ 1)	9 591	9 579	9 350	9 850
Italie (1 000 lires)	4 963	4 963	4 850	5 200
Suisse (100 fr.)	251 680	252 580	247	258
Suède (100 krs)	99 420	99 440	96 ...	101 500
Autriche (100 sch.)	32 885	32 791	31 800	33 400
Espagne (100 pes.)	5 932	5 920	5 700	6 100
Portugal (100 esc.)	8 560	8 530	8 300	9 300
Canada ($ can. 1)	3 542	3 521	3 420	3 650
Japon (100 yens)	1 768	1 792	1 690	1 790

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 5/6
Or fin (kilo en barre)	73000	72500 .
Or fin (en lingot)	73000	72995
Pièce française (20 fr.)	639 90	630 60
Pièce française (10 fr.)	309 90	309 00
Pièce suisse (20 fr.)	535	531 10
Pièce latine (20 fr.)	614 20	589 50
Souverain	677	675 ..
Pièce de 20 dollars	2830 40	2808 ..
Pièce de 10 dollars	1369	1367 ..
Pièce de 5 dollars	..	820 ..
Pièce de 50 pesos	3086 .	3088 ..
Pièce de 10 florins	548 ..	548 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

AU LYCÉE INTERNATIONAL DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (YVELINES)

M. Giscard d'Estaing installe le conseil pour la diffusion des langues étrangères

M. Giscard d'Estaing s'est rendu ce mardi matin 6 mai à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines). Il a visité la maison d'éducation de la Légion d'honneur et a été reçu à l'hôtel de ville par M. Michel Péricard, maire de Saint-Germain et député R.P.R., avant de procéder à l'installation au lycée international du conseil pour la diffusion des langues étrangères.

Au cours de chacune des trois visites, M. Giscard d'Estaing a prononcé une allocution.

● A la maison de la Légion d'honneur, il a rendu hommage à la jeunesse et opposé à l'inégalité entre les sexes la place importante que doivent occuper les femmes dans la société.

● A la mairie : « *Les Français, a-t-il affirmé, ne se reconnaissent pas dans les querelles personnelles et les divisions et sous-divisions partisanes. Ils veulent qu'on leur propose des choix clairs dans les domaines fondamentaux de la vie du pays.* »

● Au lycée international, le président a rendu hommage à « l'exceptionnelle qualité de l'enseignement » du lycée ainsi qu'aux quarante-cinq mille professeurs de langues dont « rien ne remplace la présence en classe ».

« Toute la nation est concernée par l'apprentissage des langues étrangères », a dit le président de la République. Il a ensuite invité les membres du conseil pour la diffusion des langues étrangères à lui présenter le plus vite possible leurs conclusions pour relancer une politique de l'enseignement des langues et « faire en sorte que le plus grand nombre de Français puissent s'entretenir dans leurs langues avec les autres Européens ».

Le conseil pour la diffusion des langues étrangères a été créé par un décret du 11 mars afin d'« étudier les mesures propres à assurer la diffusion des langues étrangères en France » (« le Monde » du 19 mars).

« Un établissement exportateur-importateur de matière grise »

Un parc planté de grands arbres, des salles de cours aux vitres constellées d'autocollants et un fourmillement d'adolescents balançant négligemment quelques bouquins au bout d'une sangle... Côté rue, le lycée international de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) est un établissement comme les autres. A peine si les élèves y ont un style un peu plus « bon chic-bon-genre ». Et pourtant côté « bahut », ses méthodes d'enseignement « multilangues » et « plurinationales » sont sans équivalent si l'on excepte les prestigieux collèges privés créés aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne ou en Suisse, pour accueillir exclusivement les enfants des familles riches.

Créé en 1952 comme école du SHAPE, c'est-à-dire exclusivement réservé aux enfants étrangers des personnels du commandement allié de l'OTAN, l'établissement est devenu lycée d'Etat en 1967. A la fois pépinière de têtes bien faites et synthèse d'une certaine éducation occidentale, le lycée international pulvérise chaque année des records au concours général : huit lauréats en 1975, six en 1976, huit en 1977, sept en 1978, douze l'an dernier. Sa vocation est de recevoir les enfants étrangers dont les parents résident temporairement en France, de même que les élèves français ayant longtemps séjourné à l'étranger, où leurs familles avaient été appelées le plus souvent pour des raisons professionnelles.

« *Ce lycée est un véritable et extraordinaire importateur-exportateur de matière grise. Nos bons résultats sont dus aux structures mêmes de l'établissement, où les deux mille cinq cents élèves bénéficient d'un double enseignement en français et dans une seconde langue, qui est — pour les étrangers — leur langue maternelle* », aime à dire avec bonhomie le proviseur, M. Edgard Scherer.

Huit sections spéciales fonctionnent dans le lycée : allemande, américaine, anglaise, danoise, néerlandaise, suédoise, italienne et portugaise, et une importante section française. Français et étrangers suivent en français et dans les mêmes classes les cours du primaire et du secondaire, mais les étrangers ont un programme complémentaire spécial qui leur est enseigné par des professeurs de leur nationalité. Ces cours supplémentaires, qui portent surtout sur la langue et la culture maternelles (histoire et géographie), sont destinés à faciliter leur retour chez eux et leur réadaptation.

Dans les classes terminales, la plupart des élèves possèdent parfaitement trois langues. Dès la sixième, l'initiation à l'informatique est de rigueur, et, il y a quelques années, il a fallu recourir au très puissant ordinateur du ministère de la défense pour corriger la copie d'un élève. Le lycée prépare aussi au baccalauréat international, qui permet aux enfants, dont les familles sont très mobiles, d'obtenir un titre d'admission universitaire valable dans tous les pays où l'enseignement supérieur est bien structuré.

Mais qui sont donc ces jeunes grosses têtes, ces « énarques » en herbe ? « *Ce ne sont pas des enfants de la bourgeoisie*, répond M. Scherer. *Au fil des années, le nombre des fils de diplomates a considérablement diminué. Nombreux sont les enfants d'ingénieurs, de techniciens et de cadres commerciaux appartenant aux grandes entreprise nationales ou multinationales.* » Les enseignants, mais surtout les parents, qui posent souvent comme condition à leur mobilité l'inscription de leurs enfants dans un lycée international, sont très favorables à ce type d'établissement. Depuis le passage de M. Haby au ministère de l'éducation, les lycées internationaux peuvent être créés par simple arrêté ministériel. Le coût de fonctionnement d'un tel lycée est identique à celui d'un établissement traditionnel. C'est une donnée importante lorsqu'on sait que le lycée de Saint-Germain-en-Laye refuse chaque année plus de mille élèves.

DAMIEN RÉGIS.

EN 1979 SELON L'INSEE

Le pouvoir d'achat des salariés a été maintenu en moyenne

Le pouvoir d'achat des salaires nets par tête a été très légèrement amputé l'année dernière (d'environ 0,2 %) du fait de la forte augmentation des cotisations sociales, de l'accélération de la hausse des prix et de la réduction du temps de travail. Mais si, outre les salaires directs, on tient compte des prestations redistribuées par la Sécurité sociale (maladie, vieillesse, famille) et de l'évolution des impôts, le pouvoir d'achat du revenu disponible a progressé de 1,5 % par tête en 1979. Telles sont les deux informations les plus intéressantes qu'on peut tirer des premiers résultats des comptes de la nation pour 1979, qui viennent d'être publiés par l'INSEE.

Les salaires nets — c'est-à-dire après versements des cotisations de Sécurité sociale — ont augmenté de 10,4 % en 1979. Ce pourcentage est calculé sur l'ensemble de l'année dernière par rapport à l'ensemble de l'année 1978. Il concerne donc une moyenne annuelle, alors que les informations publiées jusqu'alors portaient sur des comparaisons ponctuelles : octobre 1979 par rapport à octobre 1978, ou encore troisième trimestre 1979 par rapport au troisième trimestre 1978. Dans la mesure où le niveau du salaire net peut être amputé par une décision gouvernementale s'appliquant à une date donnée, les comparaisons faites sur un mois sont fragiles. D'où l'intérêt de comptes en moyennes annuelles qui viennent d'être publiés.

Les prix de détail ayant augmenté de 10,5 % en 1979, selon l'INSEE (toujours en moyenne annuelle), le pouvoir d'achat de la masse des salaires nets (qui tient compte de la réduction du temps de travail) est resté à peu près stable (— 0,1 %). Mais si l'on tient compte de l'augmentation des effectifs salariés (+ 0,1 %) le pouvoir d'achat des salaires nets par tête a légèrement baissé (de 0,2 %).

Comme ce sont les fortes augmentations des cotisations de Sécurité sociale décidées l'année dernière qui ont amputé le pouvoir d'achat des revenus bruts (qui, eux, ont augmenté en 1979), il est logique de tenir compte de leur contrepartie, c'est-à-dire des prestations versées. Il est également logique d'inclure dans les calculs l'évolution des impôts. On *en arrive alors à la notion de « revenu disponible »*, notion la plus complète qui correspond bien à ce dont disposent les ménages pour vivre. Les comptes de l'INSEE montrent que, compte tenu d'un fort accroissement des prestations sociales (+ 15,4 % en valeur nominale, soit + 4,4 % en valeur réelle), la masse des revenus disponibles a augmenté de 12,6 % en 1979, soit de 1,9 % en pouvoir d'achat. Si l'on tient compte de l'augmentation de la population active, l'amélioration du pouvoir d'achat du revenu disponible a été de 1,5 % en 1979.

AL. V.

MOYENS ACCRUS POUR L'OPÉRA annonce M. Bernard Lefort

Le nouvel administrateur de l'Opéra de Paris, M. Bernard Lefort, a fait preuve d'optimisme, au cours d'une conférence de presse, le 6 mai, en annonçant ses projets pour une brillante saison, établie sur des bases solides, avec des programmes assez différents de l'époque Liebermann.

M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture, a affirmé avec chaleur le soutien du gouvernement à M. Lefort qui sera étayé financièrement et laissé libre de poursuivre une politique très créative. L'Opéra disposera en 1981 d'une subvention de 175 millions de francs, soit 10 millions de plus que la réactualisation prévue par l'encadrement de 1976.

M. Lefort a d'autre part signé, au cours de cette conférence, avec M. Badini, surintendant de la Scala de Milan, une convention de jumelage entre l'Opéra et la Scala, qui prévoit une collaboration très étendue, allant jusqu'à la mise à disposition de chacun des théâtres de l'ensemble des productions de l'autre.

NOUVELLES BRÈVES

● *M. Jacques Chaban-Delmas* prenant la parole le 5 mai à Bordeaux à l'occasion de la Journée de l'Europe a proposé que la Communauté européenne se dote des moyens de se défendre contre la concurrence déloyale et le dumping en créant une « *commission européenne du commerce* » et en imaginant une « *politique communautaire de préférence au bénéfice des industriels des Etats membres.* »

● *Le Centre de recherche sur l'esthétique de l'art musulman* (Université de Paris-I, Panthéon-Sorbonne) organise du 8 au 11 mai, à Paris, un colloque scientifique international sur le thème : « *Formes symboliques et formes esthétiques dans l'architecture religieuse musulmane : le mihrab* ».

Le colloque aura lieu à la Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne (5e) et au Centre Mahler, 9, rue *Mahler (4e)*.

Renseignement : Centre de recherche sur l'esthétique de l'art musulman, 162, rue Saint-Charles (15e).

En Seine-et-Marne

HOLD-UP ET PRISE D'OTAGES

Cinq malfaiteurs ont retenu en otage pendant toute la nuit du lundi 5 au mardi 6 mai le directeur d'une agence de la Société Générale à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), M. Patrice Bruneau, vingt-neuf ans, ainsi que son épouse et leur enfant à leur domicile à Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne).

Au petit jour, trois des malfaiteurs sont restés dans la maison, menaçant de leurs armes Mme Bruneau et l'enfant tandis que deux autres obligeaient M. Bruneau à se rendre à l'agence qu'il dirige et à ouvrir le coffre. Les hommes se sont emparé d'une somme d'environ 1 400 000 francs. Ils ont ensuite laissé M. Bruneau au bord de la nationale 3, près de Romainville. Les trois hommes restés avec Mme Bruneau et son enfant ont alors quitté la maison. — *(Corr.)*

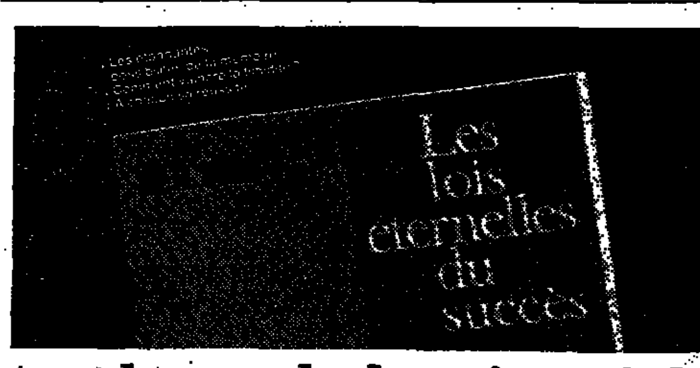
LA MORT D'UNE PROSTITUÉE

Une prostituée, Mlle Agnès Jegou, âgée de vingt-neuf ans est morte, lundi 5 mai, à l'hôpital d'Avignon où elle avait été admise vendredi 2 mai. En effet les services de secours de la ville avaient reçu un appel d'une jeune femme qui demandait de l'aide. Celle-ci expliqua d'une voix faible qu'elle avait été victime de sévices et de tortures. Souffrant de divers traumatismes et blessures graves, de brûlures sur plusieurs parties du corps, la jeune femme était admise à l'hôpital et placée en réanimation après avoir subi une intervention chirurgicale. En dépit des soins prodigués, Mlle Agnès Jegou devait succomber à ses blessures, lundi après-midi.

Pour les policiers de la sûreté urbaine d'Avignon, il ne fait guère de doutes que la jeune femme a été victime d'une « punition » infligée par un ou plusieurs proxénètes de la région. Mlle Agnès Jegou qui exerçait son métier le long des remparts de la ville avait fait l'objet de plusieurs interpellations.

● « *Lyon-Matin* », tel est depuis le lundi 5 mai le nouveau titre du quotidien *Dernière Heure lyonnaise*, journal appartenant au groupe du *Dauphiné libéré*. Le changement de titre correspond à une modification du quotidien, qui fait une place plus importante, dès la « une », aux informations lyonnaises, dans l'espoir de mieux concurrencer *le Progrès*.

FABRICANT — VENTE DIRECTE
COUVERTS
ARGENTÉ ET INOX
ORFEVRERIE
Garantie 25 ans s/couverts argentés.
Réargenture
FRANOR 70 R. AMELOT 75011 PARIS
TÉL. 700.87.94 - Fermé le samedi
Catalogue gratuit M sur demande



tout le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui "n'a pas inventé la poudre", et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se tuer à la tâche; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser? La société dans laquelle nous vivons? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième à peine de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous encroûtons dans nos tabous, nos habitudes de pensée désuètes, nos complexes aberrants, notre manque de confiance en nous.

Alors, qui que vous soyez, *homme ou femme, si vous en avez* assez de faire du surplace, si vous voulez savoir comment acquérir la maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste et pénétrant, une volonté robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et un ascendant irrésistible sur ceux ou celles qui vous entourent, demandez à recevoir le petit livre de Borg : **"Les Lois Éternelles du Succès"**.

Absolument gratuit, il est envoyé à qui en fait la demande et constitue une remarquable introduction à la méthode mise au point par le célèbre psychologue W.R. Borg dans le but d'aider les milliers de personnes de tout âge et de toute condition qui recherchent le moyen de se réaliser et de parvenir au bonheur.

W.R. Borg, dpt.595, chez AUBANEL, 6, place Saint-Pierre, 84028 Avignon

BON GRATUIT
pour recevoir "LES LOIS ETERNELLES DU SUCCES",
Découpez ou recopiez ce bon et envoyez-le à : W.R. Borg dpt.595, chez AUBANEL, 6, place St-Pierre, 84028 Avignon.
Vous recevrez le livre sous pli fermé et sans aucun engagement.
NOM ______ PRENOM ______
N° ______ RUE ______
CODE POSTAL ______ VILLE ______
AGE ______ PROFESSION ______
Aucun démarcheur ne vous rendra visite.

EMERAUDE & OR
VENEZ VOIR CES MERVEILLEUSES PETITES BAGUES QUI ONT DE BELLES COULEURS : DE 2000 A 20000 F.
9, BD DES CAPUCINES - PLACE DE L'OPERA
JACQUES TOUR
VOTRE AMI JOAILLIER



RUBIS & OR
VENEZ VOIR CES MERVEILLEUSES PETITES BAGUES QUI ONT DE BELLES COULEURS : DE 2000 A 20000 F.
9, BD DES CAPUCINES - PLACE DE L'OPERA
JACQUES TOUR
VOTRE AMI JOAILLIER

DES VACANCES A VOS MESURES
avec *Air France • Vacances*
Des prix charters sur des vols réguliers ET LE SERVICE A LA CARTE
GALLIA
Hôtels, appartements, motor-homes, voitures
Vers NICE, CORSE, ANTILLES, GUYANE, RÉUNION, ATHÈNES LONDRES, PALMA, TEL-AVIV, NEW-YORK, MONTREAL
Voyages GALLIA : 12, rue Auber, (9e) - 266-07-24
Voyages AGREPA : 42, rue Etienne-Marcel (1er) - 508-81-50
Voyages FULTON : 1, r. Fulton, La Varenne-St-Hilaire - 283-02-48



A B C D E F G

Le numéro du « Monde » daté 6 mai 1980 a été tiré à 646 562 exemplaires.